

# NI PATRIE NI FRONTIERES

Traductions et débats

NI «RACES», NI «ETHNIES» !

NI ETATS, NI EGLISES !

## «*Rêve générale*»

Tracts

**Analyses des mouvements  
de février-avril 2006  
Paroles de grévistes**

N° 16 /17- Septembre 2006 - 10 euros

# Présentation

Tout d'abord nous voudrions présenter nos excuses à nos abonnés et lecteurs réguliers. L'édition des écrits de notre ami Karim Landais (*Passions militantes et rigueur historique*), disparu en juin dernier, nous a empêchés de publier la revue depuis décembre 2005.

Mais deux numéros doubles sont d'ores et déjà prêts : le premier consacré aux mouvements contre le CPE et la LEC (loi pour l'égalité des chances), que vous avez entre les mains, et le second (le n° 18-19) consacré aux « idéologies rances » (nationalisme, populisme, racisme, antisémitisme, recours aux religions) dont le sommaire provisoire figure à la fin de cette introduction.

Ce numéro tente de rendre compte du bouillonnement social des mois de février, mars et avril 2006 chez les étudiants, lycéens, chômeurs et salariés. Nous avons cherché à donner la parole à des individus et des courants différents afin de rendre compte de la diversité et de la richesse de ce mouvement de la jeunesse, très certainement le plus important depuis le mouvement contre le CIP de Balladur en 1994. Malgré leurs faiblesses politiques, les courants apartidaires – qu'ils soient spontanés (« prositus » et « autonomes »), anarchistes ou « ultragauches » – nous ont semblé plus intéressants que les courants partidaires (trotskystes).

Nous avons donc reproduit surtout des tracts ou des textes qui posent des questions sur le mouvement, qui en critiquent les limites et les défauts, plutôt que des analyses qui donnent dans l'autosatisfaction (du genre « C'est nous qui tenions la Coord » ou « On a poussé les syndicats à... ») et qui se concentrent sur la proximité des échéances électorales de 2007, les chances d'un candidat de la « gauche de la gauche », les conséquences de l'imaginaire « victoire du non » et autres préoccupations politiciennes.

Parmi les courants apartidaires ci-dessus mentionnés, ce sont certainement les plus spontanés qui ont la part belle dans ce numéro. Nous avons tenté de souligner quelques-unes de leurs limites dans les introductions et dans les notes de bas de page (signés *NPNF*). En effet, dans ces milieux prédomine une idéologie, certes hétérogène, mais qui repose sur quelques constantes communes :

- la primauté de la satisfaction des « désirs » individuels ;
- l'illusion que l'on pourrait construire des îlots alternatifs au sein de la société capitaliste (squats, communautés, etc.) qui permettraient de transformer les rapports interindividuels ;
- la dénonciation lancinante et caricaturale des dirigeants des groupes d'extrême gauche et le mépris pour tous les militants de base, considérés comme des bureaucrates en herbe ;
- une apologie des actions exemplaires, de l'affrontement de rue, du vol et du pillage sans aucune considération du rapport de force et de leurs conséquences pénales pour les individus concernés ;
- une sous-estimation du rôle de la classe ouvrière (dont la composition a certes considérablement changé dans les métropoles impérialistes) qui va de pair soit avec l'apologie de la révolte brute des masses indifférenciées, soit avec un rôle d'avant-garde accordé au précaire ;
- un refus de réfléchir à des stratégies de construction d'organisations politiques permettant de regrouper tous ceux qui veulent la révolution ;
- l'illusion que l'on pourrait en quelque sorte construire un autre monde tout de suite, sans passer par la moindre étape de transition (dont les modalités restent bien sûr à définir, contre toute vision étatiste y compris celles qui se cachent sous le masque de l'autogestion ou de la démocratie participative),
- un mépris fréquent des « revendications », vues comme l'expression d'une volonté d'étouffer un mouvement social.

Mais ces courants ont aussi l'énorme force d'exprimer la révolte de la jeunesse et des exploités, de ne pas lui fixer des limites préétablies, de ne pas avoir d'illusions sur la nature et le rôle des syndicats et partis de gauche, et surtout de ne pas souhaiter canaliser la révolte sur le terrain électoral ou dans des moules organisationnels bureaucratiques, où l'on sait d'expérience que la flamme révolutionnaire des individus ne trouvera pas un oxygène suffisant pour brûler longtemps.

Nous publions aussi dans ce numéro trois témoignages et onze interviews sur le mouvement dans huit villes de « province » (Caen, Grenoble, Tours, Aix-en-Provence, Avignon, Reims, Marseille et... Forcalquier), et deux fics de la région parisienne (Jussieu et Evry). Ces interviews sont fondées sur un

questionnaire très général conçu par le groupe allemand Kolinko et adapté par nos soins à la situation française de février-avril 2006. «Brutes de décoffrage», ces réponses donnent quelques outils pour comprendre à la fois les limites du mouvement et sa richesse, d'autant plus qu'elles ne proviennent pas de militants «encartés» qui tenteraient de démontrer à tout prix la justesse de leurs positions et de leurs actions. Bonne lecture !

*Ni patrie ni frontières*

**Remerciements :** la réalisation de ce numéro n'aurait pas été possible sans l'aide de plusieurs lecteurs et lectrices qui nous ont fait parvenir des textes et sans l'existence de revues et de sites Internet qui se sont fait l'écho du mouvement et nous ont autorisés à reproduire leurs articles. Merci donc à tous et à toutes... y compris à ceux que nous n'avons pas sollicités !

\*\*\*\*\*

## Sommaire provisoire du prochain numéro (18-19)

### **Racisme et antisémitisme: Que dire ? Que faire ?**

Chavez antisémite ? Est-ce le fond du problème ?

Des caricatures de Mahomet à l'assassinat d'Ilan Halimi

Du meurtre d'Ilan Halimi à celui de Chaïb Zehaf

Le malaise de la gauche multiculturaliste face au meurtre d'Ilan Halimi

**Débat :** Droite communautariste contre gauche multiculturaliste ? - Multiculturalisme, antisémitisme et racisme

### **Caricatures de Mahomet et liberté d'expression**

**Sean Matgamma (AWL) :** La liberté d'expression n'est pas un « point de détail

Quelques brèves remarques sur les motivations des commandos-suicides islamiques

**Avanti, Socialisme international et la Lettre de Liaisons** sur les caricatures danoises

### **L'islam politique contre les femmes palestiniennes**

**Rema Hammami :** Les femmes, le hijab et l'Intifada

**Islah Jad :** Les Palestiniennes face aux mouvements islamistes

**Manar Hasan :** A propos du fondamentalisme dans notre pays

### **RECOURS A DIEU**

Gauche et extrême gauche face à l'islam de France

Pourquoi Tarik Ramadan est un bigot réactionnaire

Les dix commandements de la gauche théophile

« Raison » et déraison religieuses

### **Néocolonialisme et nationalisme français**

Finkielkraut-Dieudonné : A chaque « communauté » son petit Farakhan et l'esclavage salarié se perpétuera

**Laura Fonteyn (Groupe CRI) :** Les horreurs du colonialisme français et ses suppôts PS et PCF

**Richard Monvoisin :** Le Sarkozy sans peine (extraits)

L'intégration forcée en France

### **INTERNATIONAL**

La France et les PECO's

**Prol-Position News :** éditoriaux des numéros 3, 4 et 5

Barricade Collective (Hongrie) : Attila Jozsef, un poète prolétarien

Pays-Bas : Halte à l'intégration forcée (**De Fabel van de illegal**)

L'impérialisme français au Tchad

L'antisémitisme de gauche renaît-il en Pologne ? (**August Grabski et Peter Kendziorek**)

Le Mémorial d'Auschwitz, la Pologne et l'Holocauste (**August Grabski**)

Limites de l'antisionisme 5 (A propos de James Petras) et 6 (Mossad et police argentine)

# Sommaire

De Mai 68 à Février-Avril 2006 : Tordons le cou à quelques mythes pour mieux comprendre le présent (Y.C., <i>Ni patrie ni frontières</i> )	7
Les mouvements étudiants en France depuis 1945, suivi d'une Chronologie des mouvements étudiants (extrait de Wikipedia)	20
<b>«Autonomes», «castoriadiens», spontanéistes, « pro-situs » et «post-situs»</b>	
Précarité, salariat, travail, jusqu'où le mouvement social (Société autonome)	27
Fronde antiCPE et révolte sociale	31
Pousser le monde qui s'écroule (Un occupant de l'EHESS)	32
Appel de Raspail (Les occupants de l'EHESS)	34
Communiqués du Comité d'occupation de la Sorbonne (COSE)	36
Mise au point du Comité d'occupation de la Sorbonne (COSE)	38
Le CPE, une goutte d'eau dans un lac de rage (Grenoble, Les enragé-e-s ouvrent le bal)	41
Réflexions sur le soulèvement en France (Bureau des secrets publics)	46
Ultime communiqué du Comité d'occupation de la Sorbonne	55
Notes sur le mouvement anti-CPE en Avignon	62
<b>Anarchistes</b>	
Lutter contre le CPE et le CNE, oui, mais pas seulement (GARAS, Tours)	78
En lutte contre la misère sociale (GARAS, Tours)	79
La lutte n'est pas terminée (GARAS, Tours)	80
Et pendant-ce temps-là que font les anarchistes ? (L'En dehors)	81
Un récit de la lutte anti-CPE à Caen, mars avril 2006 (SIA Caen)	83
<b>«Ultragauches»</b>	
Prenons la parole (Des internationalistes)	96
Le CPE, un instrument de plus pour accroître flexibilité et discipline au travail (Mouvement communiste, 6 mars)	98
Pour obtenir le retrait du CPE-CNE, il est nécessaire que tous les travailleurs rejoignent la lutte (Mouvement communiste, 27 mars)	100
La lutte contre le CPE-CNE est à un tournant (Mouvement communiste, 2 avril)	102
Un joli printemps (Mouvement communiste, lettre n° 21)	104
La solidarité du mouvement des étudiants : un exemple pour toute la classe ouvrière (Courant communiste international)	119
<b>Inclassables</b>	
Blocages et embauchages, mise en perspective du CPE (Temps critiques)	124
Hard Blocking (Temps critiques)	129
La lutte anti-CPE (Roland Simon, Théorie communiste)	133
<b>Annexe réformarde : Ni CPE, ni CDI. Revenu garanti ! (AC Limoges)</b>	142
<b>Débat : Les «lascars» : casseurs de manif ou révoltés ?</b>	
Indi...gènes, indi...génat, indi...généisés ? des concepts indi... gents !	146
Les casseurs de banlieue et le mouvement étudiant	147
Quelques éléments d'analyse sur les «lascars» (anonyme, CNT)	149
Claude Guillon : Sur quelques récents publicitaires de la démocratie parlementaire	153
Ne pas abandonner la rue (Laurent)	156
Lettre au journal <i>Le Monde</i> (F. Lonchamp)	157
Pour que les banlieues prennent leur place dans la ville (Deux de l'Assemblée de Montreuil)	159

Réflexions sur ceux que l'on appelle les « casseurs de manifestants » (Janos et Siryne Z. Indigènes de la République)	161
<b>Interviews et témoignages</b>	
Interview d'un collégien de Forcalquier	173
Interview de Jean (Marseille et Aix)	177
Interview de Pierre (Jussieu)	181
Chronologie très subjective, incomplète et comportant très probablement des erreurs, du mouvement contre le CPE, vu depuis l'université de Jussieu	187
Interview de Felix (Reims)	189
Interview de Julie (Reims)	190
Interview de Simon (Reims)	192
Interview de Marc (Reims)	194
Interview de Sacha (Reims)	197
Interview d'un lycéen (Reims)	198
Réponse d'une étudiante (Avignon)	202
Interview de Maximilien (Evry)	207
Le mouvement à Tours (Nicolas)	210
<b>Coordinations : analyses contradictoires de leur rôle</b>	
Mais où est passé le mouvement réel ? (Kamo)	218
Les Coordinations nationales étudiantes (Nina Pradier et Ludovic Wolfgang, CRI)	222
Les Coordinations et la tâche difficile mais indispensable de mettre sur pied une direction démocratique ( <i>Convergences révolutionnaires</i> , Fraction de LO)	232
La fin du CPE : une victoire importante pour les jeunes et travailleurs de France ( <i>La Riposte</i> , Greg Oxley, trotskyste...membre du PCF !)	235
CPE: L'épreuve de force continue. Il faut la gagner! (Lutte ouvrière)	237
<b>Jeunes et travailleurs sociaux (Myriam)</b>	
Hommage à Prévert	246
Quartiers libres	248
Les partenaires éducateurs de rue	255
Au centre de toutes les attentions : les jeunes	257
<b>Quelques infos sur les mouvements étudiants grec et britannique</b>	
A propos du mouvement étudiant britannique (Daniel Randall, AWL)	266
Lettre de Grèce (TPTG)	269

# De Mai 68 à Février-Avril 2006 : Tordons le cou à quelques mythes pour mieux comprendre le présent

Comme à chaque grand mouvement lycéen ou étudiant depuis quarante ans, plusieurs commentateurs, à droite et à gauche, ont cherché à établir des comparaisons entre les luttes de la jeunesse à partir de février 2006 et celles de Mai 68. On a même entendu un professeur de Sciences-Po et journaliste du *Figaro* comme Alain-Gérard Slama expliquer doctement sur i-télé que Mai 68 était bien plus «radical» que les mouvements de 2006 !

Comme l'a souligné avec raison un philosophe allemand dans *Le Monde*, cette mise en perspective systématique de tout mouvement depuis quarante ans a des effets plus inhibiteurs que positifs sur les participants aux conflits sociaux en France. Et l'on comprend l'irritation des jeunes dont la radicalité est à chaque fois mesurée à l'aune de celle de leurs aînés. Ils sont prisonniers d'une alternative déplaisante : dépasser en radicalité leurs glorieux prédécesseurs (à partir d'ailleurs d'une vision fantasmagorique (1) de Mai 68, ou alors être obligés d'inventer un nouveau type de révolte [tâche évidemment titanesque d'autant que Mai 68 leur est présenté comme un horizon indépassable(2)].

On comprend aussi pourquoi l'expression de «soixante-huitards», devenue péjorative, peut être aussi efficace, même si elle dissimule une contre-vérité flagrante : en effet, des centaines de milliers de personnes ont été politiquement actives en 68 et dans les années 70 à l'intérieur et autour de l'extrême gauche, mais ce sont au maximum quelques centaines d'entre elles qui ont intégré les élites politiques ou économiques françaises. Après des années de propagande idéologique et médiatique, et d'autopromotion d'une minorité d'arrivistes, les «soixante-huitards» sont devenus, dans l'imaginaire collectif que tentent de fabriquer les médias, les représentants idéaux du double langage : radicaux en paroles, carriéristes et cyniques dans les faits. Ce qui permet de recycler, en le modernisant, un des lieux communs de la propagande conservatrice depuis des siècles sur la vanité des révoltes de la jeunesse, considérées au mieux comme un rite symbolique nécessaire, au pire comme une preuve d'immaturation intellectuelle et affective, quand ce n'est pas la manifestation d'une volonté de puissance aux effets totalitaires (voir les écrits mais surtout les interventions médiatiques d'Alain Finkielkraut, Jacques Le Goff, Bernard Henri-Lévy, André Glucksmann, et autres repentis de la révolte, convertis aux vertus du marché, de la libre concurrence, quand ce n'est pas de la mondialisation).

Une des raisons pour lesquelles la comparaison avec Mai 68 revient régulièrement dans les discours des hommes politiques comme des militants (y compris de la mouvance anarchiste et autonome), c'est qu'il s'agit de la **dernière grande peur d'une guerre civile**, peur agitée par tous les protagonistes : De Gaulle alla consulter Massu à Baden Baden (on a du mal à croire que le Général ait été sénile au point de ne pas faire la différence entre une grève générale, un mouvement social d'ampleur, d'un côté, et une menace sérieuse de lutte armée, de l'autre) ; le rituel du dépavage des rues et de la construction de barricades reprit une vieille tradition ouvrière (de façon symbolique car l'armée ne tira pas sur les manifestants comme en 1830, 1848 et 1871) ; la grève se généralisa, paralysa le pays, et donna l'impression que le pouvoir ne tenait plus qu'à un fil, etc.

Ce thème de la menace (fictive) d'une guerre civile permit à la droite de remporter haut la main les élections de juin 1968, et fut utilisé de façon récurrente dans les années 70. On en a eu un mini remake en novembre 2005 (davantage dans la presse étrangère que dans les médias français), mais c'est toujours un des fonds de commerce de la droite et de l'extrême droite.

De l'autre côté de l'échiquier politique, dans le mouvement libertaire (3), chez les «autonomes» et dans les cercles «ultra-gauches», on retrouve aussi de temps en temps des références totalement idéalisées à Mai 68. Les plus subtils de ces camarades savent pourtant que le «Mai rampant» italien avec ses occupations d'usines et de logements, ses autoréductions (4) massives, ses pistolets P38 brandis ouvertement dans les manifs et ses innombrables petits groupes de lutte armée, constitue

une référence autrement plus consistante si l'on cherche à nourrir la mythologie du «Grand Soir» et d'un remake de la prise du Palais d'hiver en Octobre 1917. Mais l'Italie des années 60 et 70 n'est pas un symbole vivant et concret pour les jeunes Français qui se politisent à chaque nouveau mouvement social.

Pour toutes ces raisons, et même si **la comparaison 1968/2006 nous semble artificielle et infondée**, il peut quand même être utile de préciser les différences les plus importantes entre les deux périodes et les deux mouvements – et ce afin de tordre le cou à quelques mythes et surtout de mieux comprendre l'originalité de la situation actuelle :

Précisons dès le départ que la situation de mai 1968 diffère complètement de celle de février-avril 2006 sous deux aspects principaux :

- le contexte international (guerre froide, hégémonie du stalinisme dans le mouvement ouvrier, guerres coloniales en Asie et guérillas en Amérique latine),
- et la situation économique nationale (taux de chômage très faible ; absence d'inquiétude pour trouver du travail chez les jeunes, diplômés ou pas ; donc absence d'angoisse ou d'inquiétude face à l'avenir).

Voyons maintenant quelques-unes des différences entre les deux mouvements.

### **Grève générale, occupations et blocages**

**En 1968**, la grève étant générale (professeurs, lycéens, étudiants et personnel administratif), il n'y eut pas besoin de bloquer les universités ou les lycées pour inviter les étudiants à se lancer dans le mouvement et si certains étaient certainement hostiles, ils furent totalement débordés par l'ampleur de la révolte.

**En 2006**, étudiants et lycéens étaient divisés sur le choix des méthodes d'action. Si la majorité des jeunes et même des Français étaient, selon les sondages, plutôt réticents voire hostiles face au CPE, ils étaient loin d'approuver unanimement l'occupation et surtout le blocage des universités et des lycées.

**En 1968**, la propagande de la droite et de l'extrême droite ne se concentrait pas tellement sur les risques encourus par les étudiants pour leurs études, que sur la manipulation du mouvement par les groupes d'extrême gauche et leur volonté «insurrectionnelle».

A Paris, la construction de barricades permettait d'organiser des affrontements largement symboliques avec les forces de l'ordre (celles-ci attendaient des heures avant d'intervenir féroce) et aux groupes d'extrême gauche de parler beaucoup de révolution sans la préparer réellement, vu leur absence d'influence dans la classe ouvrière et le poids formidable du PCF dans les entreprises et quartiers populaires, mais aussi pour des raisons plus profondes : en 1968 les militants vivaient encore dans l'idée qu'une révolution armée était possible, mais en même temps leurs activités quotidiennes se situaient dans un cadre plutôt légal (propagande, manifestations, grèves, occupations d'usines). Aucun groupe ne disposait d'une structure illégale conséquente, de caches d'armes, de militants situés à des postes stratégiques dans la police et l'armée, etc.

La petite minorité d'étudiants et d'ouvriers qui s'affrontait aux flics n'appartenait pas le plus souvent aux organisations d'extrême gauche. Les trotskystes de l'OCI-AJS (le courant trotskyste qui domine le Parti des travailleurs aujourd'hui) se rendirent tristement célèbres en condamnant la construction de barricades ; quant aux maoïstes de l'UJC-ml (qui donnera ensuite la Gauche prolétarienne) et aux trotskystes de Voix ouvrière (Lutte ouvrière aujourd'hui), ils déconseillaient en privé à leurs militants et surtout à leurs «cadres» de «jouer à la guéguerre», même si publiquement ils tenaient un autre discours. Et c'étaient souvent de jeunes sympathisants qui désobéissaient aux consignes et rejoignaient les plus révoltés sur les barricades. Même si, en juin 1968, presque tous les groupes d'extrême gauche furent interdits et leurs dirigeants emprisonnés pour un peu plus d'un mois, le gouvernement leur fit un grand honneur en les rendant responsables des affrontements avec la police.

### **Des «Katangais» aux «lascars»**

**En 1968**, certains avaient surnommé une partie des «marginiaux» (traduire des non-étudiants) qui occupaient la Sorbonne : les Katangais. Quels que soient les petits conflits qu'il put y avoir à l'époque entre ceux qui voulaient «casser du flic» ou brûler des voitures et les étudiants plus «responsables», jamais on en arriva à des affrontements aussi importants que ceux qui se produisirent à la manifestation du 8 mars 2005, et lors du mouvement de février-avril 2006.

Même s'il s'agit d'un phénomène «parisien», il est significatif que des jeunes issus des quartiers populaires périphériques aient jugé bon de descendre à quelques centaines casser du lycéen en 2005, ou casser du manifestant en 2006.

Toutes sortes d'interprétations ont été données au phénomène : de celles (à côté de la plaque) comparant les «dépouilleurs» aux SA (les sections d'assaut du Parti nazi) à d'autres (aussi absurdes) les présentant comme une sorte d'avant-garde du précaire avec laquelle il faudrait d'urgence tisser des liens.

Cette coupure sociale, que certains individus de mauvaise foi ont voulu baptiser de «racisme anti-Blancs», a en tout cas posé un problème sérieux aux milieux militants, qu'ils soient trotskystes ou libertaires. La pauvreté de leurs analyses ou de leurs propositions augure mal du devenir politique éventuel de ces «lascars», si le phénomène devait prendre de l'ampleur.

La question est d'autant plus grave que l'on a vu en février-avril 2006 les services d'ordres syndicaux collaborer pleinement avec la police dans une chasse aux «casseurs» qui ressemblait furieusement à une chasse au faciès.

### **Les rapports entre la gauche et l'extrême gauche**

**En 1968**, la bataille idéologique faisait rage entre une forte minorité d'étudiants et une infime minorité de jeunes ouvriers radicaux, d'un côté, les partis de gauche et les syndicats de l'autre. Ces derniers voulaient occuper le devant de la scène par tous les moyens et gare aux militants d'extrême gauche isolés ou peu nombreux qui collaient des affiches dans des quartiers ouvriers ou distribuaient des tracts. Ils étaient violemment pris à partie et recevaient parfois une solide correction de la part de ce que les maos appelaient alors le «PCGT.»

Les dirigeants de la gauche social-démocrate (divisée à l'époque entre la SFIO de Guy Mollet, le PSU de Rocard, Mendès-France et Martinet, la FGDS de Mitterrand, le CERES de Chevènement, et d'autres petits clubs de politiciens qui fusionneront tous au début des années 70 dans le Parti socialiste) et stalinienne (le PCF) étaient divisés entre eux et n'avaient pas encore adopté le Programme commun (1974) qui les amènera au pouvoir en mai 1981, treize ans plus tard.

**En 2006**, les rapports entre l'extrême gauche, le PS et le PCF ont complètement changé. Non seulement sur le plan électoral, puisque l'extrême gauche a parfois dépassé le score électoral du PCF, mais aussi sur le plan syndical et social.

Dans la CGT aujourd'hui, des militants trotskystes peuvent avoir de petites responsabilités et afficher ouvertement leurs idées politiques sans être exclus du syndicat et dénoncés nommément au patron et aux chefs. La LCR collabore avec le PCF dans des structures de discussion comme Espaces Marx, par exemple, situation inimaginable à l'époque de l'Institut Maurice Thorez, le prédécesseur de ce think-tank néostalinien. Lutte ouvrière peut dialoguer publiquement avec des «opposants» du PCF à sa fête, etc.

Quant au PS, il est devenu le premier parti électoral de gauche. S'il a phagocyté une partie de la LCR et de l'OCI en offrant un certain nombre de sinécures à d'ex-trotskystes, il a aussi permis à la LCR et à LO de se présenter aux élections présidentielles en autorisant ses maires à donner leurs signatures, par exemple. Et aujourd'hui, le PS ne serait pas du tout opposé à inclure la LCR, LO ou l'OCI dans une nouvelle Union de la Gauche, si ces dernières acceptaient de jouer le jeu et de modérer un peu leurs critiques. Besancenot a beau dire que la LCR ne soutiendra jamais un nouveau gouvernement de la gauche plurielle, on sait que son organisation donne rarement des consignes d'abstention... y compris en 2002, où la LCR soutint – sans le dire honnêtement – Chirac contre Le Pen. Et quand on sait que ses organisations sœurs, au Brésil comme en Italie, sont dans des partis qui soutiennent le gouvernement (le Parti des travailleurs et Rifondazione comunista) on peut être sceptique sur la «radicalité» de ses propos.

### **Mouvement étudiant et syndicats**

**En 1968**, il existait une coupure très grande entre les organisations syndicales ouvrières, d'un côté, étudiantes de l'autre, et surtout entre les syndicats et le mouvement spontané étudiant et lycéen.

De plus, près d'un quart des étudiants étaient syndiqués dans un seul syndicat étudiant de masse : l'UNEF.

**En 2006**, les organisations les plus modérées du mouvement lycéen et étudiant: Confédération étudiante, UNL, UNEF, entretiennent des liens privilégiés avec les différents partis de gauche, notamment le PS. Mais elles ont su tirer les leçons de l'expérience des trente dernières années. En



2006, elles ont su non seulement occuper les médias mais faire leur travail de sape dans les Coordinations afin de limiter le mouvement sans paraître toujours s'y opposer violemment. Les syndicats de salariés (CGT, CFDT, FO) ont su eux aussi apparaître comme des alliés du mouvement, laissant les étudiants utiliser parfois leurs locaux ou leur matériel pour tirer des tracts.

Enfin, aujourd'hui, les étudiants sont éparpillés entre au moins cinq syndicats politisés «à gauche» voire plus loin (FSE, Confédération étudiante, UNEF, Sud Etudiants, CNT) et le nombre de syndiqués étudiants est bien inférieur à celui des années 60, même en additionnant les effectifs de toutes les organisations syndicales.

### **Bloqueurs et antibloqueurs**

En 1968, le mouvement des étudiants est très vite devenu un mouvement social beaucoup plus large et plus général, ce qui a évité de polariser les discussions sur les examens et la poursuite des études. Il faut signaler que le bac ne comporta cette année-là que des épreuves orales, tant une partie des professeurs avaient peur des lycéens ; de plus, pendant plusieurs années les étudiants eurent une attitude très critique vis-à-vis des enseignants, du moins dans les facs de lettres et sciences humaines, ce qui poussa les professeurs à faire preuve d'une certaine indulgence – soit par empathie soit par crainte des réactions de leurs élèves.

En 2006, les médias et les partis de droite ont essayé de convaincre les étudiants modérés mais hostiles au CPE que le blocage et l'occupation des universités (et des lycées) n'était pas une bonne solution :

– parce que les votes n'étaient pas «démocratiques» [seule une minorité d'étudiants ou de lycéens se déplaçaient aux AG pour voter, environ 10 % des inscrits dans les facultés, et les votes ne se faisaient jamais à bulletins secrets (5)]. C'est pourquoi différentes présidences d'université se sont autorisées le droit d'organiser un référendum local pour casser les AG (mais souvent le nombre de votants était alors semblable au nombre de participants aux AG ; à noter que, lorsque les «bloqueurs» arrivaient à organiser des débats avec les antibloqueurs sur le CPE, ils réussissaient parfois à élargir encore la base du mouvement) ;

– parce que les étudiants d'origine sociale la plus modeste seraient les plus pénalisés s'ils rataient leurs études (bac, examen de fin d'année universitaire, diplôme final) «à cause de la grève» ;

– parce que l'Ecole étant une institution publique, il était injuste d'en priver l'usage par des actions «minoritaires».

Face à ce type d'arguments, les grévistes de 2006 ont répondu que :

– la seule façon de permettre voire d'obliger les étudiants à venir aux AG, discuter et voter, pour ou contre, la grève était de bloquer l'université ou le lycée ;

– si les grévistes n'avaient pas paralysé les établissements scolaires et universitaires, ils n'auraient pas été en mesure d'organiser des discussions de masse. En effet la majorité des étudiants et des lycéens ne sont pas des individus particulièrement révoltés et politisés. Ils tendent à obéir à leurs professeurs, à l'administration, voire à leurs parents qui financent leurs études, surtout dans le contexte économique actuel.

Leur objectif était d'engager aussi le personnel de l'Education nationale (ATOS et enseignants) dans une grève générale. Il est d'ailleurs évident que si les enseignants avaient massivement soutenu le mouvement, le système scolaire aurait été complètement bloqué de fait, et pas seulement par une minorité d'étudiants convaincus.

Lors des grandes journées d'action c'est certainement dans l'Education nationale que le mouvement a été le plus suivi, et dans de nombreuses facs le personnel a soutenu les grévistes de façon directe ou indirecte (exemple : à Jussieu, le personnel a refusé d'organiser un vote avec des urnes ; à Paris VIII, des locaux ont été mis à la disposition des grévistes, etc.)

### **Un mouvement minoritaire**

En 2006, il est indéniable que le mouvement a été minoritaire dans les facultés comme dans les lycées.

Il en est toujours ainsi dans les mouvements de la jeunesse, y compris celle des CET (Collèges d'enseignement technique) et des LT (Lycées techniques) quand Lutte ouvrière décida, un beau jour, au début des années 70, de les mettre en grève et de fédérer cette «minorité» dans une «Coordination» contrôlée par LO de façon fort peu démocratique, sous l'égide de «Ceux du Technique».

En **2006**, les assemblées générales des universités de Jussieu (40 000), de la Sorbonne et de Nanterre (28000) qui sont à peu près d'importance égale ne regroupaient généralement qu'entre 600 à 1500 personnes et quand des actions étaient décidées, on ne retrouvait plus qu'une soixantaine d'étudiants le lendemain matin.

Il semble que la situation en province ait été meilleure, en tout cas dans des villes comme Lyon, Nantes, Poitiers, Lille ou Rennes (5 000 aux AG hebdomadaires pour cette dernière), sans jamais atteindre ne serait-ce que la présence aux AG de 50 % des étudiants inscrits. A Nantes, par exemple, où la participation était bonne, du moins en lettres, le mouvement ne touchait pas plus de 33 % des inscrits, même si vers la fin du mouvement 200-300 étudiants se retrouvaient à l'aube pour diffuser des tracts aux portes des entreprises. A Grenoble, la plus grosse AG interfacs a réuni 6000 étudiants (sur les environ 80 000 inscrits) le 23 mars 2006.

#### **Pas de pitié pour les grévistes et les manifestants**

Contrairement à l'attitude gouvernementale vis-à-vis des étudiants après la fin du mouvement en **1968**, il semble, en **2006**, qu'on s'oriente vers une répression assez sévère contre les lycéens et les étudiants, répression sur le plan de l'Education nationale comme sur le plan judiciaire. Le bac n'a pas été repoussé (il faut dire que 10 % des lycées seulement ont été touchés), et dans les facs les profs mènent souvent la vie dure aux grévistes et ne semblent pas prêts à donner un «coup de pouce» aux étudiants qui ont pris du retard dans la préparation des examens. Sans compter la répression policière et judiciaire. Le 25 avril 2006 les chiffres étaient les suivants : 4 350 arrestations, dont 1 985 garde-à-vue. Résultat final : 637 procédures judiciaires (dont 271 comparutions immédiates) qui ont donné lieu à 71 peines de prison ferme, 167 peines de sursis, travaux d'intérêt général ou mises à l'épreuve et 188 mesures alternatives. Avec le risque que ces chiffres ne reflètent qu'une partie seulement de la répression, car ceux qui ne sont pas en contact avec les différents réseaux militants peuvent très bien ne pas être comptabilisés dans ces chiffres.

#### **Un changement social important**

En **1968**, **12% des jeunes obtenaient le baccalauréat, aujourd'hui c'est le cas de 70 % de la classe** d'âge. Si le bac était, il y a quarante ans, un passeport pour l'ascension sociale, ce n'est plus le cas aujourd'hui, en tout cas dans une proportion beaucoup moindre puisque la barre est désormais passée à Bac + 3 voire Bac + 5 dans les filières non scientifiques. Mais en même temps, comme le recrutement social des facultés, du moins en première année, **s'est considérablement «démocratisé»**, les enjeux d'un mouvement long sont beaucoup plus élevés. Pour un boursier, ou un jeune qui est obligé de bosser pour étudier, rater une année universitaire a des conséquences plus graves en **2006** qu'en **1968**, où le pourcentage de fils d'ouvriers et d'employés était bien plus faible qu'aujourd'hui, et où surtout les chances de trouver un boulot sans diplôme étaient plus grandes.

#### **De la suppression de l'université... à sa réforme**

En **1968**, l'extrême gauche trotskyste et maoïste, ainsi que les anarchistes, et toutes sortes d'autres tendances groupusculaires dominaient idéologiquement et matériellement le mouvement. Les militants pouvaient parler pendant des heures de révolution, de socialisme, de pouvoir ouvrier, etc., sans être vraiment contredits ni réduits au silence. Ils avaient même un auditoire attentif ou en tout cas curieux.

Ils ne combattaient pas pour une réforme de l'université, ils prônaient la disparition de l'université, la **fin de la division entre le travail manuel et intellectuel**, etc. ; ils avaient une rhétorique anti-autoritaire (même les mao-staliniens) et prétendaient au minimum contrôler le contenu des cours, introduire des méthodes pédagogiques révolutionnaires, organiser des contre-cours, etc. Ils ne voulaient pas être les «contremaîtres» ni les «chiens de garde» de la bourgeoisie. Une fac parisienne accueillit même une université populaire qui se tint pendant les sacro-saintes vacances universitaires.

**Près de quarante ans ont passé.** L'extrême gauche (ce qu'il en reste : les trotskystes – puisque les grandes organisations maoïstes ont heureusement disparu) est devenue célèbre pour sa capacité à manipuler des assemblées générales, à utiliser des mouvements pour satisfaire ses objectifs politiques propres (grosso modo pour la LCR et le PT (6): faire pression sur la gauche pourrielle pour qu'elle s'unisse et revienne au pouvoir afin que plus tard l'extrême gauche la déborde – ce qu'elle ne fait jamais). Et tout le monde sait qu'un certain nombre de dirigeants étudiants et lycéens

trotskystes ou maoïstes sont ensuite entrés au PS et ont fait carrière dans l'appareil d'Etat, chose qui semblait inimaginable en Mai 1968.

Lors du mouvement de **1986**, il était évident que les étudiants ne se préoccupaient déjà plus du contenu idéologique des études, ne cherchaient plus à combattre les méthodes pédagogiques réactionnaires des professeurs. Les enseignants eux-mêmes, s'ils étaient assistants vingt ans plus tôt, étaient rentrés dans le moule universitaire, et se montraient peu soucieux de mettre en danger leur carrière ou tout simplement leur train-train quotidien.

Les étudiants ne voulaient plus changer la société (ou ne laissaient plus leurs porte-parole prétendre que tel était leur objectif) et cherchaient un boulot pas trop ennuyeux et pas trop mal payé. Ils voulaient plus de bourses, plus de profs, des amphithéâtres et des salles de classe plus grands et plus modernes, etc. (revendications typiques de l'UNEF).

### **Démocratie et Coordinations**

D'un autre côté, un phénomène potentiellement positif est apparu depuis **1986** : ils ne voulaient plus être manipulés par les groupes d'extrême gauche et essayaient d'imposer des procédures démocratiques dans les assemblées générales, même s'ils ne réussissaient pas toujours à contrer les manœuvres habiles des militants organisés, d'autant plus que, dans les années 90, certains d'entre eux (LCR, JCR) commencèrent à prétendre que leur appartenance partisane était en quelque sorte devenue secondaire et qu'ils étaient «au service du mouvement» avant tout.

Les étudiants commencèrent à créer des «Coordinations» supposées être indépendantes des partis et des syndicats. C'est pourquoi aujourd'hui, au lieu que les syndicats étudiants squelettiques tiennent le haut du pavé, il apparaît régulièrement des structures d'auto-organisation étudiantes qui tentent de limiter les manœuvres des professionnels de la politique. Lors de ce dernier mouvement, si l'on en croit ce qu'écrivent les JCR et la Fraction de LO, ces Coordinations ont fait suite aux premières coalitions syndicalo-politiques du mois de janvier (qui regroupaient dans une fac, par exemple, 3 personnes de la JCR, une de la CNT, une de Sud Etudiants, et une de la Fraction de LO). L'objectif affiché était de créer un comité de grève dans chaque fac comprenant des délégués élus et révocables et d'organiser à l'échelle nationale un Comité national de grève.

Lors du mouvement de **2006**, la Coordination nationale étudiante s'est réunie chaque semaine dans une ville différente, et le nombre de ses délégués n'a cessé d'augmenter, passant de 200 à plus de 500, mais retombant à 200 pour la dernière réunion nationale, celle de Nancy. Apparemment les délégués n'étaient pas toujours élus de la façon la plus démocratique et leur élection résultait parfois de compromis de couloirs entre les différentes forces politiques, les syndicats étudiants et les étudiants apolitiques. En d'autres termes, les délégués étaient parfois choisis plutôt qu'élus par les assemblées générales. La Coordination de Poitiers s'est, par exemple, un moment retirée de la Coordination nationale à cause de son manque de démocratie interne.

De plus, la Coordination n'apparaissait pas toujours, aux yeux des étudiants les plus actifs, comme une structure issue de la base. Selon un gréviste : «Après chaque Coord on apprenait lors de l'AG locale qu'on nous parachutait des ordres de trucs à faire (le coup des deux actions du mardi et du jeudi, ou les revendications qui évoluaient par exemple) et personne ne savait vraiment ce qui se passait.» Mais sa critique va plus loin plus car il écrit : «Il m'a plutôt semblé qu'au lieu d'un apport démocratique, c'était au contraire une sorte d'assemblée assez déconnectée de la base qui projetait ses vues sur le mouvement et essayait d'y plaquer des choses qui ne correspondaient pas du tout à ce que pouvait vouloir la "base". Quand le mouvement était fini et que les étudiants n'étaient plus dans les AG, la Coord a continué à vivre... Ça ressemblait clairement à une lutte d'influence entre les différents groupes politico-syndicaux, de l'UNEF à l'extrême gauche... Et pour avoir participé à la lutte pendant plus d'un mois et demi je peux te dire clairement qu'aucun des étudiants (moi y compris) ne comprenait quoi que ce soit à ce qui se passait à la Coord !»

Il m'est difficile de trancher sur cette question, faute de contacts réguliers et étendus avec des étudiants durant le mouvement. Néanmoins, il me semble que cette volonté de contrôle démocratique, même limitée, par la base étudiante n'existait absolument pas **en 1968**. C'est ainsi que Daniel Cohn-Bendit, qui à l'époque se disait anarchiste et fut mis en avant par les médias, put avoir un poids démesuré sur certaines décisions du mouvement, sans être sous le contrôle permanent d'AG et d'une Coordination nationale qui lui auraient donné un mandat précis, sans avoir à rendre de comptes sinon à un petit groupe de ses camarades du Mouvement du 22 mars. Des dirigeants comme Jacques Sauvageot (UNEF) ou Alain Geismar (SNESUP), tous deux membres du PSU (auquel appartenait Mendès-France et un certain nombre de notables qui

rejoindront ensuite le PS), étaient en fait à la tête d'organisations bureaucratiques, dont le fonctionnement n'était pas si éloigné des syndicats étudiants et enseignants d'aujourd'hui.

**En 2006**, il semble qu'il ait été difficile de fixer des mandats clairs aux porte-parole de la Coordination nationale étudiante et donc encore plus complexe d'exercer un contrôle sur les rares mandats qu'elle a distribués. Comme l'écrit un gréviste «il ne semble pas s'être dégagé dans ce mouvement de centre de décision visible et reconnu par les étudiants (à part notre "ami" Bruno Julliard, mais là encore, la plupart des étudiants ont appris son existence à la télé plutôt que dans les AG). La Coordination nationale était pour la plupart des participants à la base (je ne parle pas des militants politiques), un organe ayant pour rôle de coordonner, c'est-à-dire échanger des informations et donner des grandes lignes, plutôt qu'un organe réellement décisionnel ou ayant un quelconque pouvoir.»

### **L'apparition du chômage de masse et ses effets**

Le fait qu'aujourd'hui la plupart des étudiants aient des parents moins aisés que ceux de Mai 68 aurait pu pousser les plus démunis à s'opposer à des méthodes de lutte radicales qui faisaient peser une lourde menace sur leur avenir professionnel : il semble que cela n'ait pas été le cas, du moins dans la petite minorité active qui a participé aux AG. Mais la question reste ouverte en ce qui concerne l'immense majorité des étudiants-travailleurs qui ne sont pas venus à la fac, ont continué à travailler pour gagner leur vie et n'ont pas fait entendre leur voix.

De fait, parmi les étudiants mobilisés, et notamment les antibloqueurs, on trouvait parfois une plus grande proportion d'enfants de «bourges» ou de «petits-bourges» que de prolétaires. Cela a du moins été la situation à Tours, ville d'importance moyenne qui n'est généralement pas à l'avant-garde des luttes sociales, même s'il y avait eu déjà un mouvement assez important contre la réforme du LMD (licence master doctorat). Néanmoins, il faut signaler qu'il existait aussi un groupe significatif d'étudiants, ceux dont la situation se situait entre celle des plus aisés et des plus précaires, qui hésitait et ne voulait pas que la lutte nuise à leurs études et leurs diplômes.

C'est pourquoi, même si jusqu'à 60 universités sur 84 ont été bloquées, on a pu percevoir certaines tensions entre les étudiants, tensions qui sont devenues plus évidentes après le retrait du CPE, objectif officiel du mouvement pour les médias et les syndicats d'étudiants et de salariés. Ces divergences, voire ces tensions, n'ont pas été seulement entretenues par les médias, la droite et l'extrême droite, mais elles sont apparues dès le début, au sein même des opposants au CPE.

**Aujourd'hui**, la peur du chômage domine chez les jeunes, y compris chez les adolescents qui sont en lycée général ou en lycée technique. Un sentiment croissant d'insécurité et d'incertitude les mine, sentiment parfois entretenu par les angoisses de leurs parents ou leur situation précaire, phénomène très minoritaire en **1968**. Ce sentiment d'insécurité a pu à la fois et paradoxalement :

– nourrir le mouvement (car les fils d'ouvriers et des petits bourgeois salariés ne veulent pas devenir des prolétaires et donc s'opposent à toute mesure gouvernementale qui renforcerait la précarité déjà existante),

– mais aussi lui imposer certaines limites : une revendication simple et réaliste (le retrait du CPE) a pu sembler plus convaincante que des objectifs justes mais plus généraux comme l'amnistie pour les «émeutiers» condamnés en novembre, l'abrogation de toute la loi sur «l'égalité des chances», la lutte contre le CESEDA (la nouvelle loi Sarkozy sur l'immigration), etc.

### **Le poids des appareils**

En tout cas, si l'on en juge par la fréquentation des manifestations, les lycéens et étudiants ont massivement choisi... de ne plus descendre dans la rue après le retrait du CPE, le 10 avril, et ce bien que la Coordination nationale étudiante ait maintenu ses appels à la grève reconductible. Du jour au lendemain, le nombre de manifestants a été divisé par 100 – même si les vacances scolaires ont également joué un rôle dans la démobilisation d'autant plus qu'elles n'ont pas lieu au même moment sur tout le territoire. Certes, la Coordination nationale était plus représentative des étudiants les plus radicaux ; la démobilisation a cependant montré le **poids des appareils bureaucratiques des syndicats d'étudiants et de salariés**. Lorsque ces appareils ont décidé que le mouvement devait se terminer, ils ont réussi à faire accepter leur décision par les étudiants, sans vraiment susciter un rejet massif contre eux, et sans que la manœuvre apparaisse au grand jour. Seule Julie Coudry, de la Confédération étudiante, annonça la reprise des cours avant même que les AG se réunissent. Bruno Julliard fut beaucoup plus subtil (et manœuvrier) puisqu'il déclara que la «décision appartenait aux étudiants et aux assemblées générales», ce qui pouvait sembler très «démocratique»

### **Parité et «minorités visibles» (7)**

La participation des jeunes filles au mouvement et à sa direction a été massive. Pour la première fois, semble-t-il, la parité s'est imposée dans les tribunes des AG, dans le choix des porte-parole. Il s'agit d'un **formidable pas en avant par rapport à Mai 1968** où les jeunes filles et les femmes étaient cantonnées à des tâches subalternes, ce qui explique en partie le développement d'un mouvement féministe à cette époque, même si ses tendances radicales ont aujourd'hui disparu ou se sont dissoutes dans la social-démocratie, des associations ou de confortables niches universitaires.

En **1968** les jeunes issus de l'immigration africaine et nord-africaine étaient pratiquement absents des facultés et les lycées. En **2006**, leur présence a été significative y compris dans les Coordinations, sans qu'ait pour autant été mise en place une politique de quotas «ethniques», politiquement correcte.

### **Revendications**

En **1968**, le mouvement étudiant avançait peu de revendications, à part la libération des personnes emprisonnées, et l'expulsion des flics des campus universitaires ou des facultés. En **2006**, le mouvement s'est structuré autour de plusieurs revendications concrètes et précises (retrait de la loi sur l'égalité des chances dont le CPE, retrait du projet de loi Sarkozy sur l'immigration, amnistie pour les «émeutiers» de novembre, démission du gouvernement), ce qui paradoxalement a tué le mouvement quand l'une d'elles (le retrait du CPE) a été satisfaite – même si d'autres facteurs ont bien évidemment joué un rôle de frein (usure et essoufflement du mouvement, absence de solidarité massive des salariés, étouffoir des organisations syndicales, vacances scolaires, etc.).

### **Communication et propagande**

La communication politique en **Mai 68** se faisait essentiellement par tracts, grâce à la presse d'extrême gauche et au journal *Action*. Certaines radios (RTL, Europe 1) ont joué un rôle important aussi quand leurs journalistes se sont plus ou moins mués en porte-voix du mouvement.

Aujourd'hui la communication politique dédaigne généralement le papier et se passe par SMS, emails, blogs, sites consacrés au mouvement et textes envoyés par Internet sur Indymedia et autres médias alternatifs. Et quand la communication passe encore par le papier, il s'agit (du moins pour les lycéens) plutôt d'autocollants de toutes les couleurs et de toutes les orgas que l'on colle sur ses vêtements ou de petits «flyers» contenant juste un mot d'ordre ou quelques phrases courtes et les rendez-vous de manif.

Au niveau de la propagande écrite, on peut noter que les organisations dites d'extrême gauche ou libertaires n'ont guère été réactives, à part la CNT-Education qui a sorti un quotidien pendant les luttes.

Quant aux grands médias nationaux (radios, quotidiens et télévisions), on ne peut pas dire qu'ils aient beaucoup sympathisé avec la frange la plus radicale du mouvement et qu'ils se soient fait écho des revendications de la Coordination nationale étudiante. Ils ont préféré mettre en avant systématiquement le visage et les propos des dirigeants les plus modérés (Julliard pour l'UNEF, Stoeckel pour l'UNL et Coudry pour la Confédération étudiante) et ont fait semblant de découvrir l'ensemble des revendications étudiantes seulement APRES le retrait du CPE, le 10 avril, quand certaines facs ont tenté, contre vents et marées, de maintenir la mobilisation.

### **Deux issues radicalement différentes**

Au lendemain de **Mai 68**, les participants aux mouvements étudiant et lycéen avaient l'impression que rien ne serait plus jamais comme avant ; que de nouvelles formes d'organisation étaient nées (les comités d'action) ; que l'extrême gauche allait pouvoir créer un grand Parti, voire comparaient Mai 68 à Février 1917 ! C'est ainsi que deux chefs trotskystes (Daniel Bensaid et Henri Weber) écrivirent un livre intitulé *Mai 68, une répétition générale* et deux dirigeants maoïstes (Alain Geismar et Serge July) un ouvrage intitulé *Vers la guerre civile*. On sait ce qu'il advint de leurs prévisions....

Au lendemain du mouvement de février-avril **2006**, les étudiants les plus militants ont la gueule de bois. Le mouvement s'est clairement terminé par une victoire partielle, mais la loi sur l'égalité des chances reste en place, ainsi que le gouvernement qui l'a promulguée. Et si les socialistes aux dents longues essaient de capitaliser pour les prochaines élections, si tous les partis de gauche et d'extrême gauche espèrent recruter, au moins comme en 2002, on est plutôt dans le brouillard question grandes espérances sociales ou révolutionnaires.

### **La dimension européenne**

En **2006**, la France est beaucoup plus intégrée à l'Europe d'un point de vue économique et politique qu'elle ne l'était il y a quarante ans. Même si le mouvement étudiant et les grèves de mai **1968** eurent un impact important au niveau européen (8), on peut supposer qu'aujourd'hui Chirac et Villepin ont subi une forte pression (en dehors de celle de la majorité et du MEDEF) des autres gouvernements européens pour qu'ils mettent fin à ce mouvement.

En **1968**, il est peu probable que De Gaulle aurait ne serait-ce qu'écouté un conseil amical de ses homologues allemands ou italiens.

En **2006**, l'intégration européenne est telle que les quelques droits dont disposent encore les salariés français apparaissent comme inadmissibles aux grandes entreprises et aux gouvernements européens. Il ne fallait pas qu'un mouvement de la jeunesse précarisée en France puisse donner des idées, sur le moment ou dans quelques mois, aux dizaines de millions de jeunes précaires de Dublin à Varsovie, de Madrid à Stockholm. En effet, dans les autres pays européens, il est non seulement beaucoup plus facile de licencier un salarié, mais les régimes d'assurance maladie, de chômage et de retraite sont bien plus défavorables, et le droit de grève est beaucoup plus réglementé qu'en France. Si les tentatives de la droite d'aligner le droit du travail français sur le droit des autres pays d'Europe ont pour le moment partiellement échoué, il semble évident que l'offensive va se poursuivre, et pourra être menée y compris du côté de la gauche (c'est ainsi que le projet de Sécurité sociale professionnelle de la CGT est tout à fait compatible avec la «flexsécurité» que prônent le patronat et la droite).

### **Le légalisme de l'extrême gauche**

Un glissement politique s'est opéré. En **Mai 68** toutes les organisations léninistes (trotskystes et maoïstes) comme anarchistes luttaient pour la «révolution», même si elles mettaient derrière ce mot des contenus divers et contradictoires.

En **2006**, ce sont les organisations libertaires (à l'exception de la très sage Alternative libertaire et de la CNT dont la propagande générale fut assez traditionnelle) qui ont repris ce discours, ainsi que les courants que l'on peut qualifier d'ultragauches et d'«autonomes», refusant de se laisser enfermer dans des revendications ou des réformes et tentant de pousser le mouvement vers un très improbable affrontement avec l'Etat et un débordement des syndicats et partis de gauche, qui n'ont pas eu lieu. En effet, tout comme en Mai 68 et dans les années 70, en France du moins, jamais le niveau d'organisation des manifestants ou des organisations d'extrême gauche n'a été tel que l'on puisse parler d'un véritable affrontement avec l'Etat. A ma connaissance, il n'y a qu'au Japon, dans les années 60, que l'on a pu assister notamment autour de la construction d'une nouvelle piste de l'aéroport de Narita et avec un fort investissement de la population paysanne locale, à de véritables batailles rangées qui ont duré des années entre des policiers casqués, armés de boucliers et de matraques et des milliers de manifestants tout aussi bien équipés qu'eux.

Il s'agit, au mieux, de combats de quelques petits groupes minuscules contre une police de plus en plus équipée et de plus en plus nombreuse, au pire de jets de pierres ou de cocktails Molotov qui ne représentent que des piqûres de moustiques sur la carapace de l'appareil de répression.

Le glissement politique de l'extrême gauche vers une activité électorale respectable l'amènera sans doute inéluctablement à des alliances électorales avec le PC, les Verts ou même le PS. Déjà les élus trotskystes au Parlement européen avaient été obligés d'adhérer à un groupe parlementaire dit de la Gauche unie, sous peine d'être privés de tout moyen d'agir dans la structure étatique européenne.

Ce légalisme croissant aura sans doute des conséquences s'il apparaît des mouvements sociaux plus radicaux à l'avenir, les trotskystes poussant à une perspective institutionnelle, les autres luttant pour une solution plus radicale... sans en avoir les moyens organisationnels et sans avoir non plus beaucoup réfléchi à ce que serait une autre société, qu'on l'appelle communiste ou libertaire. Dans la mesure où la perspective d'une insurrection du type Octobre 1917 en Russie ou Juillet 1936 en Espagne semble fort éloignée, voire carrément impossible, on risque de se trouver face à des minorités qui iront au casse-pipe toutes seules, dans l'espoir d'entraîner des masses qui ne les suivront pas.

A une échelle minuscule, on a vu comment après le retrait du CPE les éléments les plus radicaux ont été totalement déboussolés et n'ont su que prôner un durcissement du mouvement (9), ou invoquer comme un mantra une grève générale qui n'avait pas réussi à s'imposer en trois mois, plutôt que d'envisager une retraite en bon ordre, pour préparer de nouveaux combats.

### **Du stalinisme au néostalinisme**

En **1968**, le Parti communiste français était un parti monolithique, complètement inféodé idéologiquement et matériellement à la bureaucratie soviétique. Aucune tendance significative ne pouvait exister au sein de l'appareil, avoir un droit d'expression publique, des publications, etc. Dans les années 60, l'Union des étudiants communistes connut plusieurs scissions-expulsions de tendances trotskystes ou maoïstes, et on ne peut pas dire qu'elle prit des positions en pointe dans les luttes étudiantes et lycéennes de 1968. Enfin, il existait une solide haine des jeunes staliniens contre tous les «gauchistes» qualifiés de «fils de bourgeois», etc. Le PCF utilisait fréquemment la violence physique dans les manifestations et les quartiers ouvriers contre ses adversaires de gauche. Cependant, à l'époque, le PCF apparaissait encore comme le «parti de la classe ouvrière», et cette influence sociale prépondérante a pu pousser de nombreux jeunes à rejoindre le PCF, peut-être pas immédiatement après 1968, mais certainement dans les années 70.

En **2006** le PCF est divisé en plusieurs tendances et les trotskystes peuvent militer à drapeau ouvert... à la base du PCF. Lors du dernier mouvement, les lycéens et les étudiants communistes n'ont pas fait l'objet d'un rejet massif de la jeunesse, même si leur présence et leur rôle au sein de l'UNEF ont pu être critiqués ; dans certains coins (notamment à Lille) les militants CGT locaux ont mis leurs locaux et leurs photocopieuses au service du mouvement étudiant quand ils n'ont pas envoyé quelques salariés prêter main forte aux étudiants dans le cadre des actions coups de poing ; d'innombrables lycéens arboraient des autocollants du PCF à côté de ceux de la LCR, etc.

Non seulement le PCF ne s'est pas discrédité auprès d'une partie de la jeunesse en **2006** comme cela se passa en **1968**, mais il y a tout à craindre qu'après son flirt avec l'altermondialisme depuis quelques années, sa vigoureuse campagne pour le «non» au Traité constitutionnel européen, et les yeux doux qu'il fait à la LCR, le parti stalinien passe de nouveau pour un parti «combatif». Le projet d'un Rifondazione Comunista à la française (le PRC a réussi à phagocytter l'essentiel de l'extrême gauche italienne) n'est pas du tout irréaliste, d'autant plus qu'il coïnciderait avec ce que souhaitent une partie des dirigeants de la LCR sans compter plusieurs microgroupes trotskystes qui y ont déjà déposé quelques œufs, au cas où... Enfin, bien que son influence électorale soit sans commune mesure avec ce qu'elle représentait en 1968, rien n'interdit de penser que le PCF fasse un bon score électorale parmi les étudiants et lycéens en âge de voter qui ont participé aux mobilisations anti-CPE. Le spectre de la menace de la présence d'un Le Pen au second tour ne les empêchera sans doute pas de vouloir sanctionner la droite et les «soc' dem'» en votant extrême gauche ou PCF au premier tour.

### **L'extrême droite**

En **1968**, l'extrême droite était groupusculaire et en tout cas inexistante sur le plan électoral. Elle faisait le coup de poing au Quartier latin et dans quelques facultés, mais n'avait aucun poids politique à l'échelle nationale. Elle ne fut jamais capable de briser aucune manifestation étudiante, même celles contre la guerre du Vietnam.

En **2006**, le Front national de Le Pen, le Mouvement national républicain de Bruno Mégret et le Mouvement pour la France de Philippe de Villiers représentent une force électorale considérable (plus de 5,5 millions de voix), répondant aux sentiments xénophobes et au désarroi d'une partie de la population face à la persistance du chômage. Seul l'absence de proportionnelle limite le pouvoir de nuisance de l'extrême droite.

Néanmoins, l'extrême droite n'a pas été capable de mobiliser les anti-grévistes et encore moins de casser la grève de février-avril, même si des groupuscules comme le GUD ont pu faire le coup de poing ici ou là. Ou si le bruit a couru qu'une centaine de fachos patrouillaient autour de la Sorbonne. Cela ne veut pas dire que l'extrême droite ne désire pas jouer un rôle, simplement qu'elle n'a pas encore les forces militantes suffisantes pour le faire dans la jeunesse et qu'elle préfère – pour le moment – les campagnes électorales aux affrontements de rue.

### **Un régime en crise**

En **1968**, la Cinquième République n'avait que dix ans, De Gaulle paraissait inoxydable et les institutions, dans leur principe, n'étaient remises en cause, à gauche, que par une infime minorité (10).

Le mouvement étudiant, puis la grève générale de 1968 firent voler en éclats le mythe de l'invulnérabilité gaulliste, mais la droite gagna haut la main les élections de juin.

En **2006**, la droite est divisée, le gaullisme n'est plus qu'un lointain souvenir. Il n'existe aucun personnage politique capable de fédérer les fractions de la droite et du centre. La Cinquième

République est en crise et l'objet de critiques beaucoup plus virulentes et crédibles pour la masse de la population, qu'il y a quarante ans, y compris dans le camp démocratique bourgeois.

Malgré cela, durant la crise de février-avril 2006, les partis de gauche ont joué à fond la carte de la légalité républicaine: le PS a avancé l'idée que le Conseil constitutionnel pouvait rejeter l'article 8 portant sur le CPE ; puis les partis de gauche et les syndicats en ont appelé à l'«arbitrage» du président de la République, comme si celui-ci était digne de respect. Il est difficile d'imaginer, de la part de la gauche, une compassion plus grande pour un régime aussi affaibli et divisé. Une telle complaisance nous annonce ce que sera la politique des partis de gauche s'ils gagnent les élections de 2007.

*Y.C. (Ni patrie ni frontières) 2/9/2006*

**Remerciements** : ce texte a été soumis à plusieurs camarades qui m'ont soumis leurs désaccords, leurs suggestions et leurs critiques. Qu'ils et elles en soient ici remerciés, même si je n'ai pu tous les contenter !

**P.S.** : Du côté partidaire (trotskyste), le meilleur bilan national des mouvements contre le CPE est certainement le n° 45 (mai-juin 2006) de la revue *Convergences révolutionnaires* éditée par la Fraction de LO. Cette publication contient de nombreuses informations et analyses concrètes sur les mouvements dans différentes régions de France et pose des questions politiques essentielles pour le mouvement, notamment celles de son organisation démocratique, de sa direction, de la tension entre «actions directes» d'avant-garde et liens avec les salariés, voire avec les organisations syndicales qui tentent de les encadrer, etc.

Pour ce qui concerne la mouvance apartidaire, plusieurs bilans locaux détaillés ont été réalisés notamment à Avignon (Infokiosk), Caen (SIA) et Grenoble (Les enragé-e-s mènent le bal) comme en témoignent les extraits publiés dans ce numéro spécial de *Ni patrie ni frontières*. Mais il existe certainement beaucoup d'autres textes et témoignages sur Internet dont nous essaierons de signaler l'existence.

#### **Notes**

1. Cette vision est entretenue à chaque commémoration de 68 par les grands médias. On notera aussi l'influence de la mode «pro-situ» dans les milieux anarchistes, libertaires, «autonomes» et «ultra-gauches». Que cela ait été ou non l'intention de leurs auteurs, les textes de l'Internationale situationniste ont contribué et contribuent encore à la mythification de Mai auprès des jeunes générations actuelles, qui peuvent être séduites par le radicalisme verbal. Certains de ces textes ont le mérite de tenter d'exprimer (sur le papier) une révolte radicale contre le système capitaliste, une rupture, sans se préoccuper constamment de définir des manœuvres tactiques vis-à-vis des appareils syndicaux et politiques. Mais ils ont surtout une influence «littéraire» comme on peut le constater dans de nombreux tracts ou textes diffusés cette année pendant le mouvement anti-CPE. Le style «radical chic» fleurit y compris chez des gens qui exècrent les «anciens combattants» de 68.

2. Ainsi *Libération* du 21 avril 2006, dans un portrait de Karl Stockel, dirigeant de l'UNL, évoque le mouvement de 2006 comme un «mini Mai 68». On pense au personnage de Mini Moi dans les films d'Austin Powers, copie conforme nanesque d'un personnage lui-même mégalomane et caricatural...

3. Ce mouvement est fortement influencé par la vision propagée dans ces milieux par les situationnistes, cette minuscule avant-garde artistico-politique... qui ne cessa de dénoncer les autres avant-gardes.

4. Des dizaines de milliers de gens décidaient unilatéralement de baisser leurs factures d'électricité, le prix de leurs tickets de bus, etc.

5. Interviewé par Michel Field sur LCI le samedi 2 septembre 2006 dans l'émission «Oui/Non», Olivier Besancenot a commis un gros mensonge en prétendant que, durant le mouvement de février-avril 2006, les grévistes étaient favorables aux votes à bulletins secrets ! C'est la droite, l'extrême droite, l'administration et les antibloqueurs qui réclamaient de tels votes – pas les grévistes !



6. LO étant un groupe à part qui n'hésite pas à mettre fréquemment la droite et la gauche sur le même plan dans sa propagande, tout en appelant à voter parfois pour la gauche, ou en refusant de donner des consignes de vote... sans pour autant défendre une position abstentionniste !

7. Cette expression est à l'image de la novlangue bureaucratique : un excellent révélateur de l'invisibilité des problèmes sociaux et de classe.

8. N'oublions pas cependant que le mouvement étudiant allemand commença en 1967, le mouvement étudiant italien en 1966 et, hors d'Europe le mouvement étudiant contre la guerre du Vietnam prospéra dès 1965 aux Etats-Unis. Mai 1968 est donc loin d'être un coup de tonnerre dans un ciel serein.

9. A Toulouse, on a vu une AG étudiante voter la suppression du capitalisme...

10. François Mitterrand dans *Le coup d'Etat permanent* et André Chandernagor dans *Le Parlement pour quoi faire ?* avaient pourtant décortiqué tous les mécanismes antidémocratiques de ce régime présidentiel... qu'ils encenseront après 1981. Quant au PCF, qui avait toujours dénoncé la Cinquième République en présentant même le coup de 1958 comme un putsch fasciste, il n'a pas hésité à accepter des responsabilités ministérielles après 1981 sous prétexte de «réalisme».

Les deux textes anonymes suivants, extraits du site Wikipedia, donnent quelques informations factuelles utiles sur les mouvements étudiants en France depuis 1945. La question à laquelle ils ne répondent pas, et pour laquelle nous n'avons pas de réponse définitive, est : pourquoi le mouvement étudiant français est-il aussi actif et joue-t-il un rôle aussi important dans les crises politiques, si on le compare aux mouvements étudiants dans d'autres pays européens ?

Ce qui ressort de cette chronologie est que l'Etat français a visiblement du mal à trouver une façon cohérente de former les futurs salariés, qu'ils soient exécutants ou cadres. Peut-être le rôle spécifique de l'Etat et la prégnance de l'idéologie étatiste (sous sa forme gaulliste à droite ; stalinienne, syndicale ou social-démocrate à gauche) expliquent-ils la difficulté à réformer brutalement l'Education et à faire du savoir une marchandise comme les autres. Les réactions vives des étudiants aux innombrables réformes entreprises depuis un demi-siècle traduisent peut-être cette contradiction insurmontable entre une valorisation de la culture générale et des diplômes, valorisation typiquement française, et les réalités des besoins du Capital mondial actuel qui a certes besoin d'une minorité de cadres qualifiés pour gérer les entreprises et les différentes branches de l'Etat, mais surtout d'une masse de salariés possédant des connaissances de base, un peu plus sophistiquées que celles dispensées par l'Ecole primaire jusqu'en 1945, mais pas au point de leur offrir une véritable perspective d'ascension sociale et surtout un rôle d'encadrement de la force de travail.

Si l'on suit cette piste, les révoltes étudiantes seraient autant une révolte contre la prolétarianisation du travail intellectuel qu'une protestation radicale contre la précarité qu'impose le capitalisme. Cette ambiguïté des mouvements permet donc aux organisations d'extrême gauche ou libertaires de se sentir comme un poisson dans l'eau durant les grèves, de croire (ou de faire semblant de croire) que leurs objectifs politiques officiels (le renversement du système capitaliste... enfin, en étant généreux, car durant les mouvements sociaux elles mettent généralement leur programme socialiste ou libertaire dans leur poche) sont partagés par un nombre non négligeable d'étudiants, tout en étant à chaque fois incapables de donner un débouché politique autonome au mouvement.

Cette même ambiguïté permet aussi à des courants plus radicaux («autonomes», «prositus» et «ultragauches») de trouver momentanément un peu d'oxygène politique et de croire que le système capitaliste pourrait s'écrouler sous le simple poids de ses contradictions et de la révolte «pure». Dans un cas comme dans l'autre, les mouvements sociaux récurrents dans la jeunesse (étudiante, jusqu'en 1968, mais aussi désormais collégienne et lycéenne, depuis près de 40 ans) empêchent paradoxalement la réflexion d'aller plus avant : on se contente d'invoquer l'échec patent de certaines réformes ou les «affrontements» les plus durs avec les flics pour en déduire de façon mécanique la possibilité d'une révolution qui engloberait toute la société.

Seconde constatation à la lecture de la chronologie de Wikipedia. Les mouvements étudiants partent de plus en plus souvent de la province. Si l'on en croit cette chronologie, depuis au moins 1998, Paris n'est plus l'étincelle qui met le feu à toute la plaine... étudiante.

Enfin, les premières Coordinations étudiantes seraient apparues en 1976, à une époque où l'extrême gauche avait encore le vent en poupe... mais pas pour longtemps.

*Ni patrie ni frontières.*

# Les mouvements étudiants au XX<sup>e</sup> siècle

«Au XX<sup>e</sup> siècle, la contestation étudiante peut se manifester contre une loi ou des réformes le concernant (plan Saunier-Seité en 1976, contre le CIP en 1994) ou pour réclamer un avantage (allocation d'études, de meilleurs moyens pour les établissements d'enseignement) ou pour des motifs politiques ne concernant pas spécifiquement les étudiants (mai 68). La grande sensibilité de la population étudiante et lycéenne en fait une catégorie attentivement surveillée par les pouvoirs politiques. Si le contrecoup de mai 68 a profité au pouvoir en place, le mouvement de 1986 a largement condamné les chances de Jacques Chirac aux élections présidentielles de 1988.

«Comme dans la plupart des pays, en France, le **mouvement étudiant** le plus important par son ampleur est celui de mai 1968. Il démarre à partir de l'université de Nanterre avec le Mouvement du 22 mars, constitué de militants maoïstes, trotskystes, et anarchistes. Le mouvement de mai 1968 aboutit en France à une grève générale de plusieurs semaines qui paralyse le pays et dépasse largement le mouvement étudiant (...). Quatre manifestants dont deux ouvriers et un lycéen sont morts au cours des affrontements de mai-juin 1968.

«Mais la plus longue grève étudiante qui se soit déroulée en France au XX<sup>e</sup> siècle est sans doute celle de 1976, qui dure trois mois, de mars à mai, soit quasiment la moitié de l'année universitaire. Cette grève a alors pour but d'empêcher la réforme du second cycle qui crée de nouvelles filières et est interprétée par les étudiants comme une tentative de professionnaliser l'université et d'accroître la sélection. Lorsque le gouvernement de Pierre Mauroy supprime finalement la sélection à l'entrée de l'université en 1983, ce sont les étudiants de droite et d'extrême droite qui mobilisent au mois de mai les universités les plus élitistes durant deux semaines.

«Trois ans plus tard, le gouvernement de Jacques Chirac tente de rétablir à son tour la sélection à l'entrée des universités mais cette fois-ci, ce sont des centaines de milliers d'étudiants qui descendent dans la rue. Comme dans les années précédentes, les manifestations sont assez violentes mais cette fois-ci un manifestant, Malik Oussekin, meurt sous les coups des policiers. Le ministre de l'Éducation nationale, Alain Devaquet, est alors contraint de démissionner et la réforme est abandonnée.

«Les étudiants se sont à nouveau mobilisés à partir de 1994 avec le retour de la droite au pouvoir : lutte contre le CIP (Contrat d'Insertion Professionnelle) qualifié de SMIC-jeunes et prévoyant des contrats rémunérés à 80 % du SMIC pour les moins de 25 ans (mars 1994), puis grève de novembre-décembre 1995 contre les restrictions budgétaires. Les étudiants se sont aussi particulièrement mobilisés contre le Front national durant l'entre-deux tours des élections présidentielles de 2002.»

*(Texte anonyme extrait de Wikipedia)*

## Chronologie des mouvements étudiants depuis 1945 (France)

(adaptée des «Bases fondamentales du syndicalisme étudiant» et extraite du site Wikipedia)

1945 : décret instaurant la participation des étudiants élus aux conseils d'Université (4 % des élus). En effet, beaucoup d'étudiants avaient participé à la Résistance, et conservaient encore des armes et la volonté de s'en servir.

1947 : projet d'augmentation des droits d'inscription et de réduction des bourses. Grève nationale pour les bourses et contre les droits d'inscription.

1948 : Sécurité sociale étudiante. Création de la Mutuelle nationale des étudiants de France

1951 : projet d'allocation d'études soumis au Parlement. Mobilisation pour la défense des crédits de la Sécurité sociale étudiante.

1953 : mise en route du plan Le Gorgeu (constructions universitaires). Mobilisation pour réclamer des aides étudiantes plus importantes.

1954 : grève contre les crédits budgétaires insuffisants.

1956 : grève nationale du «déjeuner» contre l'insuffisance de participation de l'État dans la prise en charge des repas.

1957 : grève nationale et manifestation à Paris pour réclamer l'allocation d'études.

1958 : mobilisation pour des locaux et les bourses.

1958-1961 : manifestations et affrontements pour s'opposer à la guerre d'Algérie.

1961 : mesures gouvernementales contre l'UNEF (suppression de la subvention).

mars 1961 : grève nationale et manifestation pour obtenir les sursis étudiants au service militaire.

1962 : réforme des facultés de médecine, droit, pharmacie et sciences (spécialisation des études).

1963 : réforme Fouchet visant à distinguer un cursus long d'un cursus court (mesures sélectives draconiennes). Grève contre le plan Fouchet. Grève des loyers des Cités-U.

1964 : refus du gouvernement de supprimer la réforme Fouchet. Le gouvernement supprime 4 sièges à l'UNEF au conseil des Œuvres universitaires.

1965 : restauration de la subvention de l'UNEF. Grèves et manifestations pour l'allocation d'études.

juin 1966 : fausse annonce du retrait des mesures sélectives du plan Fouchet.

novembre 1966 : application de la première tranche du plan Fouchet (mise en place du premier cycle et création des IUT).

1965-1968 : mouvement national des étudiants dans les Cités-U et contre la guerre du Vietnam. Grèves contre le plan Fouchet.

octobre 1967 : mise en place du deuxième cycle prévu par le plan Fouchet. Grande manifestation contre le plan Fouchet.

1968 : plan Edgar Faure (autonomie universitaire renforcée, début du désengagement de l'État).

1968 : Grève générale nationale contre la répression le 6 mai.

1973 : loi Debré (suppression et réduction des sursis militaires) : instauration des DEUG. Mobilisation contre la loi Debré, contre la sélection entre première et deuxième année du DEUG

1975 : création des MST puis des MSG et MIAGE (deuxième cycle sélectif).

1976 : plan Saunier-Seité introduisant une réforme générale du deuxième cycle avec la licence et la maîtrise. Grande grève contre le plan Saunier-Seité. Le gouvernement reçoit les syndicats mais refuse de recevoir la Coordination nationale.

1979 : réforme Veil sur les études médicales (instauration du numerus clausus). Manifestations des étudiants en médecine contre la loi Veil.

1980 : «carte universitaire» visant à organiser la répartition des moyens entre universités et à limiter la création des filières. Manifestations contre la carte universitaire. Manifestations au mois de mai pour la défense des étudiants étrangers contre le décret Imbert. Le 13 mai, un émeutier de Jussieu, Alain Bégrand, se tue en tentant d'échapper à la charge des CRS sur le parvis de l'université. Le lendemain, les universités sont en grève. L'université de Jussieu sera alors occupée jusqu'à la fin de l'année.

Mai 1983 : réforme Savary supprimant la sélection à l'entrée de l'université. Réforme des premiers cycles et premières expériences de contractualisation État/Université. Émeutes et grève organisées par l'extrême droite dans les universités les plus élitistes : la presse parle alors d'un «Mai 68 à l'envers».

1986 : projet Devaquet de rétablissement de la sélection entre les bacheliers (avec une hausse des droits d'inscription et une plus grande autonomie financière des universités). Manifestations et grève générale contre le projet Devaquet (départ : Paris XIII-Villetaneuse et Amiens). Un manifestant (Malik Oussekin) est tué au cours de la répression d'une manifestation. Retrait de la réforme Devaquet.

novembre-décembre 1987 : grèves contre les conditions budgétaires de rentrée.

1989 : loi d'orientation Jospin. Distribution des crédits et des moyens aux organisations élues au CNESER en fonction des résultats électoraux.

1990 : plan «université 2000» de Jospin.

1991 : mobilisation monstre contre la réforme Jospin. Abrogation de la réforme Jospin.

1992 : réforme des premiers cycles, le ministre Lang fait passer la réforme Jospin sous la forme d'un décret.

Mars 1994 : «Contrat d'insertion professionnelle» (CIP, dit SMIC jeunes) donnant possibilité de rémunérer les jeunes diplômés sous le SMIC (plan Giraud). Mobilisations et grèves contre le CIP. Tous les jeunes rejoignent le mouvement (lycéens, chômeurs, et travailleurs précaires). Abrogation du CIP.

### **1995**

Rapport Laurent et circulaire Bardet (projet de remplacer les bourses par des prêts bancaires). Manifestations et grèves contre le rapport Laurent et la circulaire Bardet : le gouvernement recule face à la mobilisation.

Grève générale pour des moyens d'octobre/novembre 1995 (départ : Rouen et Metz), qui embraye contre le plan Juppé de réforme de la Sécurité sociale. Les universités sont occupées. En province, les manifestations tournent généralement à l'émeute. À Paris, l'UNEF-ID quitte la Coordination nationale étudiante. La Coordination nationale étudiante vote une motion affirmant que «*pour changer l'université, il faut changer la société*». Elle se prononce également contre la levée du plan Vigipirate. Le mouvement aboutit au mois de décembre à une grève générale des fonctionnaires qui dure trois semaines. Le gouvernement d'Alain Juppé est contraint d'abandonner la réforme du régime des retraites mais refuse de céder sur la Sécurité sociale.

Création de SUD Étudiant suite à ce mouvement.

### **1996**

États généraux de l'Université. Rapport Fauroux. Réforme Bayrou de l'Université conservée par le ministre socialiste Allègre.

octobre 1998 : mouvement national des lycéens pour de meilleures conditions d'études (départ : Nîmes).

nov-déc 1998 : une dizaine d'universités se mettent en grève contre le plan U3M et la réforme Allègre de l'enseignement supérieur (départ : Montpellier et Toulouse). L'université de Caen reprend la revendication de l'abrogation de la réforme Bayrou.

### **1999**

Mouvement national des lycéens pour de meilleures conditions d'études.

Mouvement local à l'université de Nantes, le blocage total des locaux de l'ensemble Lettres et sciences humaines pendant 13 jours (du 28 avril au 10 mai), et ce à quelques jours des examens, permet de sauver la filière histoire de l'art d'une disparition complète. Le mouvement ayant commencé le 12 février.

### **2001**

Mars 2001 : grèves et mouvements pour plus de moyens et contre la logique de privatisation (départ : Montpellier et Metz)

Vendredi 23 : manifestation nationale devant le ministère de l'Éducation nationale, sont présentes des délégations des 4 universités en Grève, Le Havre, Nantes, Montpellier III et Metz ainsi qu'une bonne délégation des universités parisiennes.

### **2002**

Octobre-décembre 2002 : AG et mobilisations contre la réforme LMD (licence master doctorat)-ECTS. Près d'une dizaine de CA sont bloqués par les étudiants, grèves dans 4 universités (départ : Toulouse).

Novembre-Décembre 2002 : AG et mobilisations contre la disparition de 5000 postes de MI/SE, puis contre la disparition du statut et son remplacement par celui d'assistant d'éducation. Plusieurs académies sont en grève reconductible, Caen, Rennes, Nantes, Toulouse....

### **2003**

6 février : Manifestation nationale à Paris des MI/SE et des Emplois Jeunes, Coordination nationale à La Bourse du Travail.

printemps 2003 : participation au mouvement de défense des retraites et contre la décentralisation. Grèves contre le renforcement de l'autonomie des universités. Plusieurs universités (Perpignan, Toulouse, Paris IV) bloqueront leurs locaux dans ce cadre et repousseront ainsi les examens donnant une grande publicité médiatique au mouvement, au moment où la grève des enseignants laisse planer des doutes sur le bac.

novembre-décembre 2003 : grèves contre la réforme LMD (licence master doctorat)-ECTS, plus de 10 facs en grève et une trentaine «mobilisées». Jusqu'à 30 000 étudiants dans la rue, le 27 novembre 2003 (départ : Rennes).

#### **2004**

Mars : mobilisation à l'université de Nanterre contre la politique sécuritaire de l'université : vidéo-surveillance, cloisonnement des bâtiments, création d'un groupe de vigiles, et suppression de la franchise universitaire qui interdisait à la police de pénétrer sur le campus. Le 16 mars : des étudiants abattent le mur du bâtiment D de l'université de Nanterre. Il est reconstruit quelques jours plus tard.

01 novembre : des étudiants occupent une résidence universitaire de Nanterre pour faire face aux menaces d'expulsion du CROUS.

02 novembre : une seconde tentative pour abattre le mur bâtiment D de l'université de Nanterre entraîne l'incarcération durant trois semaines d'un étudiant de la Sorbonne.

#### **2005**

printemps : mouvement lycéen contre la loi Fillon.»

*(Texte anonyme extrait du site Wikipédia)*

**Nous commençons ce numéro par ce que l'on pourrait appeler les analyses des courants «apartidaires», ceux qui ne font pas une fixation sur la création d'un nouveau Parti Révolutionnaire qui devrait dicter aux masses (dans le cas présent aux jeunes étudiants, lycéens, salariés ou précaires) ce qu'elles doivent faire, comment elles doivent s'organiser, etc. Bien sûr, ces individus et ces groupes se critiquent et se combattent parfois féroce­ment, et refuseraient certainement d'être regroupés sous la même étiquette .**

**Ce qui les unit néanmoins, c'est une grande méfiance vis-à-vis des appareils syndicaux et des partis politiques de gauche et d'extrême gauche. Leurs analyses puisent souvent dans les théories anarchistes ou ultragauches (1). Ces individus et ces militants sont souvent dénoncés par les courants «partidaires» (notamment trotskystes) du mouvement comme le montrent les textes consacrés au bilan des Coordinations et du mouvement, écrits par des militants du Cri des travailleurs, de Convergences révolutionnaires (fraction de LO), du groupe La Riposte ou de Lutte ouvrière, textes que l'on trouvera dans la section concernant l'analyse du rôle des Coordinations.**

*Ni patrie ni frontières*

**1. Au sens que ce terme avait dans les années 20, ceux qui constituaient la gauche de la Troisième Internationale communiste, en Allemagne, en Hollande et en Italie, courants qui se sont eux-mêmes éloignés les uns des autres et dont les positions ne sont plus défendues aujourd'hui que par des groupes minuscules, mais prolixes sur le plan de l'écriture.**

# Pro et post-situs, castoriadiens, spontanéistes et autonomes

Les premiers textes de ce recueil (pp. 27 à 75) tentent sous des formes diverses, et avec un vocabulaire faussement populo ou vraiment intello, d'exprimer la révolte des jeunes et des moins jeunes. Ils appartiennent plus ou moins à la mouvance autonome, castoriadienne, pro ou post-situs (1). Les occupations de l'EHESS et de la Sorbonne ont donné lieu à de nombreuses polémiques, aussi reproduisons-nous ici la prose des intéressés, malgré notre scepticisme par rapport à ces analyses. Suivent deux bilans sur ce qui s'est passé à Grenoble et à Avignon ainsi qu'un ultime communiqué du COSE.

Par-delà les absurdités, les fanfaronnades, les exagérations ou les affirmations creuses ou grandiloquentes, l'intérêt de ces textes est qu'ils traduisent un «au-delà», ou un «en dehors» des revendications, un **désir d'utopie** que l'on ne trouve pas dans les tracts ou analyses des groupes politiques d'extrême gauche classiques qui ont renoncé à toute perspective révolutionnaire et concentrent leur énergie sur la construction de leurs micro-appareils, les prochaines échéances électorales, et la conquête de postes dans les bureaucraties syndicales.

*Ni patrie ni frontières*

1. «Situs» étant l'abréviation de situationnistes, ce courant artistico-politique (Guy Debord, Gianfranco Sanguinetti, René Riesel, Raoul Vaneigem) à la mode dans toutes sortes de milieux aujourd'hui, du mouvement anarchiste aux intellos réacs genre Philippe Sollers.



# Précarité, salariat, travail : Jusqu'où le mouvement social ?

[Malgré sa référence à l' «autonomie», ce concept-tarte à la crème dans toutes sortes de milieux, de la psychologie à la politique en passant par l'Education, ce texte n'a pas été produit par des «totos», comme on les surnomme, mais par un cercle discret, pour ne pas dire mystérieux, d'admirateurs de la pensée de Cornelius Castoriadis, ex-homme-orchestre de la revue *Socialisme ou Barbarie* sous les noms de Chaulieu et Cardan. *Ni patrie ni frontières.*]

Depuis près d'une génération, les attaques violentes des gouvernements suscitent de notre part des mobilisations sans lendemain. L'enjeu du moment n'est ni la défense d'une situation de moins en moins supportable, ni une rêverie révolutionnaire inconséquente : c'est celui d'un réveil radical, donc progressif, des populations, seules capables de construire, sur la durée, un projet alternatif collectif et lucide.

• **L'imposition du CPE aujourd'hui est dans la continuité du SMIC-jeunes balladurien de 1994**, que les mobilisations massives et déterminées d'alors avaient pu faire retirer. Toutes les atteintes au droit du travail qui s'affirment aujourd'hui ont été amorcées il y a 25 ans par le gouvernement socialiste<sup>1</sup>. C'était alors la *grande transformation* du système capitaliste par le chantage à la crise perpétuelle et au chômage (pour le bâton) et la récupération des critiques du salariat, rigide et bureaucratique, des années 60 et 70<sup>2</sup> (pour la carotte). L'exploitation et l'aliénation accrues qui en résultent sont de moins en moins dissimulées par les idéologies en carton de la «flexibilité» et du «libéralisme». Partout dans le monde une inquiétante *régression* culturelle et politique a eu lieu, tandis que l'expansion illimitée du régime capitaliste procède à une casse systématique des droits acquis par des siècles de luttes.

• **Les réformes actuelles poursuivent un changement civilisationnel sans précédent**<sup>3</sup>. Une dynamique nouvelle de précarité généralisée estompe la frontière entre temps libre et temps de travail. L'augmentation de la «productivité» et l'exigence d'autoservitude des salariés<sup>4</sup> accompagnent la stigmatisation et le contrôle des chômeurs et des indemnisés. La soumission à l'ordre managérial d'un capitalisme *toujours* bureaucratique mais devenu «soft» s'est étendue à toutes les sphères de la vie. Chacun de nous est aujourd'hui mis en concurrence avec tous ses semblables et sommé d'incorporer les critères de rentabilité immédiate, d'implication obligatoire, d'intégration sans fin. C'est l'extension et l'aggravation de la pauvreté matérielle pour certains et de la misère humaine *pour tous*<sup>5</sup>. Que des émeutes éclatent dans cette situation est tout à fait logique, ce qui est dommage est qu'elles ne débouchent sur aucune parole politique collective.

---

<sup>1</sup> CASTEL. R, 1995 ; *Métamorphose de la question sociale. Une chronique du salariat*, Fayard

<sup>2</sup> BOLTANSKI. L, CHIAPELLO. E, 1998 ; *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard

<sup>3</sup> CASTORIADIS. C, 1996 ; *La montée de l'insignifiance*, Seuil

<sup>4</sup> LEGOFF. J, 1998 ; *La barbarie douce*, La Découverte

<sup>5</sup> DEJOURS. C, 1998 ; *Souffrance en France*, Seuil

• **Un combat conséquent contre la dégradation de l'emploi est d'abord une critique virulente de la société actuelle.** Les réformes voulues par le MEDEF et opérées par les gouvernements Raffarin et Villepin sont évidemment une accélération de l'effritement continu des droits et de la dignité de chacun. Le retour des «socialistes» le ralentira peut-être mais sans changer de direction. Ces mesures suicidaires poussent chacun à s'y opposer en défendant le salariat à vie alors que celui-ci n'a plus qu'un *simulacre de sens*; simple gagne-pain permettant de (sur)vivre en consommant la camelote produite, activité subordonnée comblant le vide de nos existences standardisées, lieu de relations sociales minimales et hiérarchisées dans une société atomisée et paranoïaque. Le développement de la précarité s'appuie sur un *dégoût* croissant et partagé par tous pour les emplois proposés et les existences qu'ils impliquent : un désert ravagé où ne subsistent que le bonheur télévisuel et la liberté motorisée dans un monde rendu *dérisoire*.

• **Il est grand temps pour nous de poser explicitement et collectivement la question du sens du travail :** Qu'est-ce qu'un emploi acceptable ? Qui doit décider d'une embauche, d'un licenciement, de l'organisation du travail et de ses conditions et en fonction de quoi ? Une vie décente doit-elle dépendre d'une capacité à produire, et à produire quoi ? Que doit-on produire aujourd'hui et quels sont les produits inutiles qui créent eux-mêmes leurs propres débouchés ? Quels sont les besoins qui doivent être comblés et quels sont ceux qui ne servent qu'à écouler des verroteries ? Sur quoi et comment peut-on juger qu'un besoin est nécessaire et un autre superflu ? Peut-il y avoir d'autres motivations pour un travailleur que la hiérarchie des salaires et des pouvoirs ? Quelle serait une autre organisation du travail et à quels critères doit-elle répondre ? Autour de quelles valeurs peut-on articuler un sens collectif et un désir individuel ? Quelle société pouvons-nous et voulons-nous construire ? De telles questions, tuées mais omniprésentes, ne pourraient recevoir de réponses que collectivement, au sein d'une société qui se définirait par elles. C'est par ces interrogations que peut se constituer un *désir de société* ; et c'est en y répondant que débutera la construction d'une société autonome. Il s'agit d'un élargissement et d'un approfondissement de la critique du travail capitaliste qu'avait formulée en son temps le mouvement ouvrier<sup>6</sup>, et d'où proviennent les droits que l'on piétine aujourd'hui.

• **Il ne s'agit pas de refaire «mai 68» mais tout au contraire de faire le deuil de son simulacre :** la *formidable brèche*<sup>7</sup> alors créée a ouvert sur le vide de l'époque, où se sont engouffrés sectes gauchistes et bavards divertisseurs qui constituent aujourd'hui en France notre héritage politico-intellectuel «subversif»<sup>8</sup>. Le vide de notre société actuelle n'en est que plus flagrant et il ne pourrait devenir source de création que par une rupture radicale *donc forcément* progressive avec cette tradition indigente et démagogique qui accompagne la décomposition des valeurs qui fondent un réel projet d'émancipation<sup>9</sup>. Un mouvement social pourrait constituer ce moment inaugural s'il parvient à incarner un *sens collectif*. Il faudrait faire face au nihilisme et au cynisme contemporain, à dissiper ces malsaines certitudes de catastrophes inéluctables que martèle l'abrutissement médiatique, à clore l'ère du conformisme généralisé, de l'entre-soi et du repli sur la vie privée<sup>10</sup>.

• **Les mouvements sociaux pourraient opérer une rupture avec cette époque.** Le système délirant qui est le nôtre ne survit que des crises irrégulières qui le rappellent à la réalité et participent à son *adaptation* : Les mobilisations importantes se succèdent et jouent de fait le rôle de signaux d'alarme auprès des appareils gouvernementaux, partitaires et patronaux à l'autisme croissant. L'ampleur du délabrement de notre civilisation exige des reconstructions *radicales* en face desquelles les rabâchages insurrectionnels et les manifestations spasmodiques ne constituent qu'une fuite. Les mouvements sociaux pourraient servir de déclencheur à un réinvestissement progressif de la sphère publique par le peuple, à sa réappropriation des questions capables de mettre en crise l'idéologie régnante. L'exigence d'une autre société impose la *création sur le long terme* d'une convivialité nouvelle et conflictuelle qui devrait lutter pour vivre et croître à

---

<sup>6</sup> THOMPSON. E, 1988 ; *La formation de la classe ouvrière anglaise*, Seuil

<sup>7</sup> CASTORIADIS. C, LEFORT. C, MORIN. E, 1968 ; «*la Brèche*», Complexe, SCHNAPP.A, VIDAL-NAQUET. P, 1969 ; *Journal de la commune étudiante*, Seuil

<sup>8</sup> CASTORIADIS. C, 1999 ; *Les mouvements des années soixante, La montée de l'insignifiance*, Seuil.

<sup>9</sup> MICHEA J.C, 1999 ; *L'enseignement de l'ignorance*, Climats

<sup>10</sup> CASTORIADIS. C, 1990 ; *L'époque du conformisme généralisé, Le monde morcelé*, Seuil

l'ombre, d'une culture de l'autonomie et de la critique qui pourrait *mûrir* et s'affirmer face au néo-analphabétisme mondial, d'un type d'être humain capable, à nouveau, d'affronter les questions abyssales et pressantes que pose l'élaboration *d'autres institutions sociales*.

• **Rien de tout cela n'existe, sinon à l'état embryonnaire** : depuis la reprise de la question sociale du début des années 90<sup>11</sup> jusqu'au mouvement altermondialiste, nous esquissons un courant timide et ambigu qui peut se définir, s'amplifier, s'approfondir, et s'étendre en reprenant à son compte le *projet d'autonomie*<sup>12</sup>. Luttés de mai 2003 puis des intermittents et précaires, victoire du non au référendum, mobilisations des lycéens, émeutes urbaines ; un front se dessine qui doit s'amplifier et saisir l'enjeu que représente un changement social radical. Il s'agit de réinventer cette *volonté* d'émancipation individuelle et collective, qui naît avec les communes libres du XI<sup>e</sup> siècle, fonde la Renaissance, les Lumières, éclot dans les révolutions successives du XVIII<sup>e</sup> siècle, est portée à un point inégalé par le mouvement ouvrier puis *s'émiette* après les luttes des femmes, des minorités, des jeunes, des écologistes, et l'éclat de mai 68.

• **Que rien, jamais, ne puisse garantir la réussite de cette entreprise signifie également que rien, nulle part, ne la condamne à l'échec**. Notre désir de vivre en société et dans une autre société que ce n'importe quoi qui nous en tient lieu ne peut se fonder sur autre chose que lui-même : il est aujourd'hui, socialement, en état de coma dépassé. Il n'appartient qu'à nous de travailler à définir ce que nous voulons, et à préférer l'échec dans «une tentative qui a un sens plutôt qu'un état qui reste en deçà même de l'échec et du non-échec, qui reste dérisoire»...

• **Il est évidemment impensable de planifier ce qui pourrait inverser les rapports de forces actuels**. Ce qui semble incontestable, c'est que cela se fera à travers la *redéfinition* des liens qui nous unissent dans une lutte comme dans la vie quotidienne, à partir des expériences personnelles de chacun, hors des intermédiaires qui falsifient la réalité sociale que nous constituons et nous transforment en *foule solitaire*. Ce qui n'aidera pas, ce sont nos défilés passifs, sonorisés et sans colère; ce sont nos assemblées sans délibération monopolisées par des leaders aux discours formatés ; ce sont nos actions médiatiques et spectaculaires sans poids ; ce sont nos occupations rigolotes, ennuyeuses et sans vie ; ce sont ces séries de tracts creux. Ce qui n'aide pas plus, ce sont leurs compléments «anti-autoritaires» ; l'agitation facile, la fête consensuelle, la tribu «autogestionnaire», la parole inconséquente, la confusion pour elle-même<sup>13</sup>.

• **La question principale est évidemment celle de l'organisation collective**. Les luttes anti-bureaucratiques des années 60 ont débouché sur la confusion dramatique entre *bureaucratie et organisation, aliénation et institution*, condamnant l'action politique à des errements individuels, à des collectifs éphémères (coordinations<sup>14</sup>) et à des *bandes* «en réseau». Ces formes ne peuvent constituer de réponses *durables* à la question du pouvoir dont l'évacuation est celle de la politique, d'une autre organisation de la société. De nouveaux types d'organisations peuvent naître et s'y affronter sans relâche en étant capables *d'analyses* permanentes et d'auto-transformations de leurs propres structures<sup>15</sup>. Celles-ci seraient autant d'élucidations des multiples modes de domination et de manipulation qui charpentent la société actuelle, et poseraient enfin en termes saisissables l'obsession contemporaine de la «*récupération*». Y faire face, c'est comprendre qu'elle n'est jamais un vol mais toujours un abandon ; qu'elle est la face cachée de ce que nous désirons ; qu'elle a de l'avenir tant que notre tradition de *critique illimitée* appartiendra au passé, et qu'enfin elle se nourrit autant de notre désir de pureté que de notre peur de vivre. L'organisation collective entraîne toujours une résurgence de *l'imaginaire dominant* en son sein. Il ne s'agit alors ni du tissage d'un cocon consensuel ni de l'assemblage d'une machine huilée : c'est un problème politique qui a un sens, *le même* que de chercher à savoir ce que nous sommes et ce que nous voulons.

([Societeautonome@no-log.org](mailto:Societeautonome@no-log.org))

---

<sup>11</sup> SOMMIER. I, 2001 ; *Les nouveaux mouvements contestataires*, Flammarion

<sup>12</sup> CASTORIADIS, C., 2005 ; *Une société à la dérive*, Seuil

<sup>13</sup> ACCARDO. A, 2003 ; *Le petit-bourgeois gentilhomme*, Labor

<sup>14</sup> DENIS. J.M, 1996 ; *Les Coordinations, la recherche désespérée d'une citoyenneté*, Syllepse.

<sup>15</sup> BOUMARD. P, 1989 ; *Les savants de l'intérieur*, A.Colin

# Fronde anti-CPE & Révolte sociale.

Hey, frangin, regarde ce qui se passe. .. Dans la capitale et la banlieue, ça s'affronte maintenant chaque jour face à la flicaille. Depuis des semaines, un mouvement contre une énième carotte de l'Etat, le CPE, s'est installé, et n'est pas prêt de s'arrêter.

C'est quoi l'embrouille ? Les attaques ne cessent pas, contre les retraites en 2003, la loi Fillon, les lois Sarkozy, le couvre-feu... On voit qu'aujourd'hui l'exploitation tend à se faire sans les fameuses «protections sociales» héritées de l'après-guerre (avec comme prochaine perspective de faire sauter le SMIC ). C'est avec les conditions d'un sans-papiers qu'il est rentable pour le capital d'exploiter la force de travail. Toujours fermer sa gueule, avec la peur au ventre, taffer pour que dalle et toujours plus. CNE et CPE ne sont que les premières esquisses du contrat unique, que les syndicats sont déjà prêts à négocier.

Du coup, il faut réussir à contrôler toujours plus, et d'abord les populations les plus pauvres. Alors traîne pas dans les halls, va en taule si tu payes pas ton ticket de train, si tu vends du bedo pour payer ton loyer, ou fais-toi sucrer tes alloc, à la moindre occase... et surtout flippons, flippons du «terrorisme», du H5N1, du casseur, du chômage, de la rue...

Pourtant, face à ce monde où nos vies ne valent que la valeur de la plus-value (donc pour résumer pas grand-chose d'autre que de la chair à travail), la colère gronde, explose, avec les lycéens l'année dernière, en novembre 2005, place de la Sorbonne, ou place de la Nation ces derniers jours, etc.

On est là. Et on en est là. On n'est pas en train de jouer notre place à la fac, ou sur le marché du travail, en ce moment. C'est pas un oasis que chacun essaierait de s'aménager, qui est à gagner. Non c'est plus que cela et ça n'a rien à voir avec tout ça. L'Etat aujourd'hui n'a plus rien à lâcher. Pour le malheur de toute la gauche, qui de toute façon nous a suffisamment carottés. L'Etat n'a plus rien à lâcher, parce que les conditions nécessaires au capital pour se reproduire et continuer formellement à accumuler du profit ne le permettent pas. La seule réponse est alors le raidissement et l'inflexibilité. On s'en fout ! On n'ira pas quémander quoi que ce soit, les tensions se font de plus en plus claires, sans médiations<sup>16</sup>, telles quelles. On a bien compris, sans faire de théorie, par nos conditions matérielles d'existence, qu'il n'y aura pas d'amélioration possible.

Et alors ? On va pas pleurer. Si l'Etat, nos conditions de vie, sont de plus en plus durs, nos réactions le seront aussi. Il n'y aura plus de mouvements sociaux sans affrontements. Et ces affrontements devront taper toujours plus fort, toujours plus haut. C'est pas du travail que l'on réclame quand on se révolte, c'est d'arracher, de récupérer nos vies. Les antagonismes de classe de ce monde, on ne veut pas les régler, les rendre «acceptables», mais s'en servir pour les faire définitivement exploser.

le 21/03/2006

---

<sup>16</sup> Il est amusant que, dans ce tract au style faussement «populo», les auteurs aient glissé le mot «médiations», au sens pas évident et plutôt «intello». Mais en même temps cette référence explicite (du moins pour les initiés) au caractère néfaste de toute structure institutionnelle (partis, syndicats, groupuscules, Coordinations) qui voudrait contrôler la lutte exprime bien la rage qui les anime comme le montrent les phrases suivantes. (NPNF)

# Pousser le monde qui s'écroule...

Texte extrait du site <http://infokiosques.net>.

Il n'y a jamais de casse ou de violences «gratuites». Certes, certaines sont stupides ou peu stratégiques, mais toutes traduisent une rage, une détermination qui avait disparu depuis des années. Nous y trouvons de l'espoir, mais nous ne voulons pas nous en contenter. Nous voulons parler, élargir et donner de l'épaisseur au mouvement en cours. Nous ne souhaitons pas reproduire les conditions et les erreurs qui ont fait échouer les mouvements précédents : séparation entre nous et avec le monde qui nous entoure, jonction impossible avec les salariés, invisibilisation de l'au-delà que nous portons, stigmatisation médiatique et citoyenne des minorités violentes... Ne laissons pas dispositifs et dispositions jouer contre nous. Pour cela il est nécessaire d'éclaircir certaines positions et parti pris.

Que Villepin ne retire pas son texte, ni aujourd'hui, ni demain, ni dans une semaine, qu'il s'obstine, c'est ce que nous voulons tous : que la lutte perdure, que les discussions déjà amorcées se développent, s'amplifient... et que chacun prenne enfin position : pour ou contre le monde que l'on nous propose et que subissent les plus précaires, ceux qui n'en peuvent plus de leur boulot, de leur patron, de leur vie. Car nous sentons partout, dans l'air et dans les mots, un soutien, des questionnements, une envie que ça explose<sup>17</sup>.

Nous cherchons un lieu (ou plusieurs) qui puisse devenir un point de ralliement, un lieu de convergence où tous les grévistes, du public comme du privé, les précaires, les activistes et les autres pourraient se rencontrer, partager leurs expériences, leurs souffrances, leurs espoirs et repartir avec l'envie de continuer, de pousser plus loin le combat que nous avons commencé. L'EHESS peut être un temps un lieu, mais d'autres lieux, vides et imprenables à peu nombreux, nous permettraient de nous installer dans le long terme.

Nous voulons la grève générale, que la machine s'arrête, que la routine soit cassée. Nous voyons déjà les sourires, la joie qui animent ceux qui en veulent à ce monde, celles qui sont déjà en lutte. Nous voyons le mépris des têtes syndicales qui ne proposent qu'une énième journée de grève et le dégoût qu'il suscite chez les plus énervés, qu'ils soient syndicalistes ou non.

Nous nous reconnaissons dans la rue sans nous connaître. Nous ne sommes plus des anonymes. Sans faire de l'émeute un mythe, la concrétisation de notre force nous lie plus à chaque confrontation.

Nous ne voulons pas de chefs, ni de porte-parole. Ceux qui existent, nous ne les reconnaissons pas. Que certains s'assoient à la table du gouvernement et ils seront désavoués. Nous n'avons rien à négocier et tout à prendre. Nous le savons maintenant plus que jamais.

Chirac a été élu contre Le Pen, sa majorité s'est installée grâce à l'abstention de l'électorat de gauche. Les lois, les décrets, les ordonnances appliquées depuis sont illégitimes, comme les gouvernements qui se sont succédés.

Tout est passé : des politiques qui s'attaquaient aux plus faibles, aux plus dominés (sans-papiers, chômeurs, Rmistes), des lois qui, pourtant, avaient réussi à former contre elles de véritables mouvements (retraites, réforme Fillon), des mesures policières «d'exception» qui sont devenues la règle.

Nous avons vécu l'état d'urgence et la répression des émeutes d'octobre-novembre 2005. Passifs. Cela n'arrivera plus.

---

<sup>17</sup> On remarquera la permanence du thème catastrophiste de l'«explosion» tout comme dans la conclusion du texte précédent. Et le titre qui affirme que le monde serait en train de «s'écrouler». (NPNF).

Nous voulons faire plus qu'un «coup d'arrêt». Nous critiquons ce monde et les valeurs, les évidences qu'il porte en lui. Nous critiquons l'Ecole et la formation, le salariat, la société industrielle, la croissance et le «plein emploi», le progrès et son cortège de destructions. Nous critiquons les rôles que la société voudraient nous faire jouer : nous ne serons pas des cyniques sans pitié, des «gagnants» prêts à écraser les autres, des consommateurs passifs ou des esclaves.

Nous ne combattons pas que la précarité, nous combattons l'exploitation et le travail forcé. Nous savons qu'ils sont nombreux ceux qui n'osent plus s'opposer. Et ils n'ont ni un CPE, ni un CNE, mais un CDI ou un contrat précaire. La multiplication des dispositifs de mise au travail que sont les CPE, CNE, RMA, le contrôle mensuel des chômeurs ne signale pas qu'une offensive idéologique en faveur de la «valeur travail», ils révèlent une résistance à l'asservissement, l'humiliation quotidienne de ceux qui travaillent ou pas en entreprise (qu'elle soit publique ou privée, rappelons-le).

Nous ne nous laisserons pas adapter !

Nous combattons pour une dignité bafouée, piétinée sur l'autel de la compétition capitaliste et du productivisme. En cela nous ne détachons pas du vécu «matériel» des plus précaires : l'impossibilité de boucler les fins de mois, de se projeter dans l'avenir sont les conséquences des réorganisations successives du travail.

Nous savons qu'il n'y a pas d'alternative à gauche pour 2007, que les urnes ne nous amèneront que de nouvelles déceptions, que tout est à faire ici et maintenant de manière autonome, sans compter ni sur les syndicats, ni sur les partis.

Nous n'avons aucune confiance dans les médias et nous ferons tout pour mettre à nu les mensonges qu'ils répandent. C'est par les prises de parole, les inscriptions sur les murs et dans le métro, le bouche-à-oreille et les médias alternatifs que nous rétablirons la vérité, que nous créerons des liens, des connivences, et par nos actes que nous prouverons notre maturité (que ce soit dans la casse ou dans le combat contre les flics).

Le mouvement que nous avons entrepris ne doit pas s'arrêter : les interpellés, les inculpés de ces derniers jours, de Novembre, de tous les mouvements sociaux de ces dernières années ont besoin de notre soutien total pour qu'une amnistie soit possible. C'est en continuant la lutte présente que nous ne nous enliserons pas dans la lutte contre la répression.

La flicaille vient d'envoyer dans le coma un syndicaliste. Nous pensons à lui et à son entourage et crions tous à la vengeance...

Nous ne lâcherons rien (ni personne) !

Solidarité entre tous les insurgés quels que soient leurs modes d'action ou d'intervention !

*Un occupant de l'Ehess, le 21/03/06.*

PS : ce «nous» est celui de tous ceux qui se reconnaîtront dans ce texte et de ceux qui me l'ont inspiré... Vous pouvez en faire ce que vous voulez : tract, appel ou autres... Je n'en suis pas le maître.

# APPEL de RASPAIL

**aux étudiants, chômeurs, salariés plus ou moins précaires, de France et de Navarre, à tous ceux qui sont ces jours-ci en lutte contre le Contrat Première Embauche, et peut-être contre bien plus que ça...**

Puisque nous parvenons de plus en plus précisément à envisager le moment où la Terre sera entièrement consumée<sup>18</sup> par notre mode de vie,

Puisque les scientifiques en sont réduits à nous promettre la colonisation d'autres planètes à consommer,

Nous, salariés et étudiants, stabilisés ou occasionnels, de la région parisienne et d'ailleurs, occupants du Centre d'Étude des Modes d'Industrialisation au quatrième étage de l'EHESS en ce premier jour du printemps, voulons réfléchir à ce que pourrait être une vie pérenne et souhaitable dans un autre monde fini.

Il nous semble impossible de poser la question de la précarité des emplois et des revenus monétaires sans poser aussi celle de la précarité de la survie humaine globale. En ces temps de désastre écologique très avancé, nous pensons qu'aucune position politique et aucune revendication qui n'intègre pas le caractère d'impasse du développement économique, de la croissance, ne peuvent avoir la moindre valeur. Nous sommes donc à la fois fantastiquement utopistes et radicalement pragmatiques, bien plus pragmatiques au fond que tous les gestionnaires «crédibles» du capitalisme et des mouvements sociaux (quand UNEF rime avec MEDEF...).

Nous voulons briser le culte dont sont l'objet les créateurs d'emplois et de richesse, réhabilités avec le concours de la gauche dans les années 1980. Aucun discours sur l'exploitation et la précarité n'a de sens et d'efficacité s'il s'interdit de malmenager comme ils le méritent ces «bienfaiteurs de la collectivité».

Nous voulons aussi lever le tabou de ce mouvement anti-CPE : la perspective du plein-emploi, qui sous-tend la plupart des mots d'ordre et des revendications, n'est ni réaliste ni désirable<sup>19</sup>. Le travail humain, en Occident, est supprimé massivement par les machines et les ordinateurs depuis plusieurs dizaines d'années. Il n'a certes jamais été autre chose qu'une marchandise pour le capital, mais ce qui a changé au stade actuel du «progrès» technologique c'est que l'accumulation d'argent exige moins d'humains à exploiter qu'avant. Il faut se mettre dans la tête que le capitalisme ne peut plus créer assez d'emplois pour tous. Et reconnaître qu'en plus, ceux qu'il crée encore péniblement sont de plus en plus vides, déconnectés de nos besoins fondamentaux.

Dans ce système, la production matérielle est délocalisée vers les pays «en voie de développement», où se concentre ainsi le désastre écologique (même si nous ne sommes pas en reste...). Et chez nous, dans notre économie de services prétendument immatérielle, fleurissent les emplois de serviteurs : esclaves des cadences robotiques, domestiques des «services à la personne» (voir les récents plans Borloo), petits soldats du management. Ce mouvement ne sera fort et porteur d'avenir que s'il fait entendre une critique lucide du travail moderne. Et s'il permet d'établir définitivement qu'il n'y aura pas de sortie de crise. Loin de nous laisser abattre, nous voulons faire de ce constat une chance. Nous pensons qu'un mouvement social conséquent doit se donner pour but d'aider l'économie à s'effondrer. Le monde actuel ne connaît pas d'en

---

<sup>18</sup> Les thèmes écologistes sont maintenant bien installés dans la rhétorique radicale ou libertaire, ajoutant une menace supplémentaire aux traditionnelles dénonciations de la «barbarie» capitaliste. Il est à craindre que ce nouveau catastrophisme, même s'il se fonde sur des menaces réelles pour l'humanité, ne soit guère efficace politiquement, surtout quand on voit la pléthore d'arrivistes qui se sont emparés du thème de l'écologie. (NPNF).

<sup>19</sup> Sans le dire explicitement, ce texte s'attaque à un des credos de l'«antilibéralisme» vulgaire ou de l'altermondialisme (ce qui est la même chose) : l'illusion que le capitalisme pourrait, à l'échelle planétaire, instaurer le plein emploi et généraliser l'Etat-providence. Illusion que partagent beaucoup d'étudiants et de petits-bourgeois (NPNF).

dehors, on ne peut pas espérer le fuir. Il faut donc patiemment y constituer des milieux de vie<sup>20</sup> où l'on puisse produire ses moyens de subsistance sans le concours de la machinerie industrielle, et où émergent de nouveaux rapports humains, dégagés d'elle. Il faut dans le même temps entreprendre le démantèlement de pans entiers de l'appareil de production existant, inutiles ou nuisibles. Bien sûr, tout cela exige, dans nos discours comme dans nos pratiques, un rejet résolu de l'Etat et de ses représentants, qui seront presque toujours des obstacles à nos projets d'autonomie.

Cessons de réclamer un emploi stable pour chacun ! (même s'il arrive à tout le monde de chercher du boulot ou de l'argent) Que la crise s'aggrave<sup>21</sup> ! Que la vie<sup>22</sup> l'emporte !

*Les occupants du Centre d'Etude des Modes d'Industrialisation (à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, bd Raspail à Paris),*

Constitués en **Comité Pour la Désindustrialisation du Monde**, entre l'aube du 21 mars 2006 et le milieu de la nuit suivante.

---

<sup>20</sup> Autre utopie des milieux «radicaux», cette fois : l'illusion que les squats, les communautés rurales et autres similis phalanstères pourraient créer de «nouveaux rapports humains» et de nouveaux «moyens de subsistance». (NPNF).

<sup>21</sup> On a ici l'exact pendant du cynique «Vive la crise» du quotidien *Libération*, dans les années 80. On ne voit pas en quoi l'accroissement de la misère pourrait susciter automatiquement une augmentation de la prise de conscience et des révoltes durables des prolétaires. Mais on est là dans le domaine de l'incantation pas de la réflexion. (NPNF)

<sup>22</sup> Ce thème de la «vie» revient de façon lancinante dans ce texte et d'autres tracts reproduits dans ce numéro. C'est un thème très ambigu que celui de la défense de la «vie» (ou de la nature, supposée «pure») contre la mort, car il a un fonds religieux ou para-religieux et se trouve aussi bien chez les traditionalistes chrétiens, les écologistes, les défenseurs réactionnaires des peuples autochtones ou les partisans du New Age. (NPNF)



# Communiqués du Comité d'occupation de la Sorbonne en exil (COSE)

## RECTIFICATIF

Quelques erreurs s'étant malencontreusement immiscées dans les comptes rendus médiatiques, le Comité d'occupation de la Sorbonne en exil (COSE) tient à faire les rectifications suivantes :

1. Il est bien vrai que nous avons projeté chaises, échelles et extincteurs sur les gendarmes mobiles qui fermaient à nos camarades l'accès de la Sorbonne. En revanche, aucun livre n'a été déplacé. Notre but était de faire reculer les flics afin de libérer l'entrée, et l'on voit mal ce que de tels Robocops pourraient craindre, fût-ce d'un pavé de sociologie. On prétend que nous aurions abîmé quelques uniformes avec nos projectiles. Ceux qui matraquent et humilient nos frères et nos sœurs chaque jour dans tout le pays peuvent commencer à compter leurs blessés. Ils nous indiffèrent.

2. Reconnaissons-le. Certains d'entre-nous ont effectivement tenté de s'opposer à ces jets, qu'ils assimilaient à de la «violence». Ce réflexe conditionné est à mettre sur le compte de l'éducation castratrice que nous recevons, de la pacification que nous subissons. Ces oppositions doivent aussi beaucoup à la confusion et au manque de discussions, qui auraient à coup sûr convaincu chacun de l'impérieuse nécessité de ce geste.

3. S'il avait manqué un seul argument pour en finir avec tout le bon sens citoyen des opposants en question, l'irruption par effraction des CRS dans la faculté, armés et non-détenteurs d'une carte d'étudiant de la Sorbonne, ainsi que l'utilisation de *haches* pour fracturer des portes en bois massif l'a fourni. Par là, l'État a montré qu'il se place délibérément sur le terrain de la casse, terrain qu'il serait déraisonnable, pour nous, de désert.

4. La Sorbonne est un bâtiment qui nous tient à cœur, pour sa vétusté autant que pour son caractère labyrinthique. C'est pourquoi les dégradations furent limitées au strict nécessaire (ouverture de portes, nettoyage du local de l'UNI, etc.), c'est pourquoi aussi nous ne l'avons pas brûlée.

5. Durant l'occupation, le sénateur Mélenchon s'est introduit dans les bâtiments grâce à la complicité de quelques infiltrés de l'UNEF. Sa venue a spontanément déclenché son expulsion, devant la grossièreté d'une telle manœuvre de récupération. Le fait qu'il soit entré avec l'aide de la police (et non, comme tout le monde, par l'échafaudage) dit assez l'ignominie du personnage.

6. Notre expulsion n'entame en rien notre détermination, bien au contraire. Nous reviendrons quand nous le déciderons.

Paris, le dimanche 12 mars 2006

**Comité d'Occupation de la Sorbonne en Exil**

Communiqué n° 1

---

# **Communiqué du COSE [à propos de l'occupation du Collège de France, à Paris, le lundi 13 mars]**

---

Nous avons occupé le Collège de France car c'est pour nous une nécessité vitale. Si nous voulons que le mouvement contre le CPE devienne intéressant il doit s'étendre aux lycéens, professeurs, intermittents, chômeurs, etc. [Il faut] qu'il revendique l'héritage des émeutes de novembre. Il faut qu'il varie ses moyens d'action, pratique des manifestations sauvages et les occupations. L'urgence c'est de se libérer de l'emprise des bureaucraties, des AG et des manifs plan-plan.

Le capital n'a pas d'autres choix pour sa survie que d'intensifier l'esclavage salarié. Que ce salut signifie condamner une grande partie de l'humanité, il le sait et cela ne l'arrête en rien.

Mais nous nous opposerons par tous les moyens à cette entreprise. Nous savons que nous n'aurons que ce que nous saurons prendre.

Grève illimitée jusqu'au retrait de la loi «sur l'égalité des chances» ! Ceci pour commencer. Que les occupations se multiplient ! Que la situation devienne incontrôlable ! Nous ne demandons rien de mieux.

## **Motion votée en AG le vendredi 17 mars 2006, à propos de la manifestation qui s'est déroulée la veille, jeudi 16 mars.**

Les étudiants de la Sorbonne, réunis en AG tiennent à apporter les précisions suivantes à propos de la manif de jeudi.

1) Les 2 000 personnes environ qui s'étaient réunies devant la Sorbonne avaient participé dans leur écrasante majorité à la manifestation qui allait de place d'Italie à Sèvres-Babylone.

2) Toutes n'étaient pas étudiantes, toutes n'étaient pas françaises, certes, mais le contraire eut été étonnant, la lutte contre la loi [dite «sur l'égalité des chances»] concernant directement l'ensemble de la population. Nous nous félicitons de l'universalité de cette colère.

3) L'affrontement avec les forces de l'ordre et les destructions sont une réaction à la scandaleuse fermeture de la Sorbonne par la police. Tous ceux qui y ont participé, ainsi que tous ceux qui ont scandé «Libérez la Sorbonne» appartiennent entièrement au mouvement de lutte contre la loi sur l'égalité des chances, pluriel dans ses opinions et ses moyens d'action.

# MISE AU POINT du COSE

La Sorbonne, avec ses airs d'éternité. Enceinte d'histoire suspendue. Couloirs de marbre comme un étang gelé. «Faute de soleil, sache mûrir sous la glace<sup>23</sup>.» Il y a dix jours, un dégel, une soirée contre les siècles. Un feu de tables, les tracts de l'UNI : flamme plus haute qu'un homme, au milieu de la cour, la cour *d'honneur*. Ça ne murmure plus dans les amphis, dans les couloirs, ça ne discourt plus, ça s'entrechoque, à la recherche d'une composition. Ça commence. Ça jette, des cris, des extincteurs, des chaises, des échelles, sur les flics. Un monstre se réveille.

Le pouvoir est stupide. Il fait du footing. Il a cru anéantir, en nous expulsant, le souffle qui a émergé là. Bêtise. Bêtise lourde comme une unité centrale sur le casque d'un CRS. En nous exilant, il n'a fait qu'étendre au monde notre terrain d'action. Grâce lui soit rendue de nous avoir pris *notre* Sorbonne, de nous en avoir dépossédés. En imposant sa police, il l'a offerte à tous les dépossédés. À l'heure où nous écrivons, la Sorbonne n'appartient plus aux sorbonnards, elle appartient à tous ceux qui, par la parole ou le cocktail, entendent la libérer.

Depuis notre exil, donc, quelques pensées sur l'état du mouvement.

Mise au point n° 1 :

Nous sommes en lutte contre une loi votée à la majorité par un parlement légitime. Notre seule existence prouve que le *principe* démocratique du vote à la majorité est contestable, que le *mythe* de l'assemblée générale souveraine peut être une usurpation. Il appartient à notre lutte de limiter autant que possible la tyrannie du vote majoritaire. Trop d'espace accordé aux assemblées générales nous paralyse, et ne sert qu'à conférer une légitimité de papier à quelques bureaucrates en herbe. Elles neutralisent toute initiative en instituant la séparation théâtrale entre les discours et les actes. Une fois votée la grève illimitée jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances, les assemblées générales doivent devenir un lieu de palabre, de mise en commun des pratiques, des idées, des désirs, un moment de notre constitution en force, non plus la scène de toutes les luttes de pouvoir<sup>24</sup>, de toutes les intrigues pour emporter la décision.

Mise au point n° 2 :

Les bureaucrates syndicales, bien qu'elles persistent dans leurs habituelles manipulations, ne sont pas un obstacle aussi sérieux au mouvement réel que les réflexes citoyens de pacification, diffus parmi nous. Durant la nuit de l'expulsion de la Sorbonne, une partie des étudiants ne savaient pas pourquoi ils étaient là ni ce qu'ils pouvaient faire, moins encore ce qu'ils *devaient* faire. Ils promenaient avec eux l'angoisse d'une liberté offerte mais impossible à saisir, faute de l'avoir désirée. Une semaine plus tard, au fil des occupations, des affrontements avec les forces de l'ordre, l'impuissance revendiquée laisse place au goût innocent de l'action directe. Le pacifisme retourne à ce qu'il n'aurait jamais du cesser d'être : une pathologie existentielle bénigne. Mise au point n° 3 :

La lutte appartient à ceux qui la font, pas à ceux qui voudraient la contrôler.

Mise au point n° 4 :

Le mouvement permanent, celui de la circulation de tout, est la condition paradoxale du maintien en l'état de la machinerie capitaliste. Tout aussi paradoxalement, l'interruption de son

---

<sup>23</sup> Cette citation du poète Henri Michaux est typique de la prose pro-situ ou post-situ dont l'un des effets est de réunir une cour d'admirateurs et d'admiratrices autour d'un «écrivain» radical qui se sert du pouvoir de séduction de sa plume et de sa culture ou de son vernis culturel. Quand l'individu reste dans l'anonymat, cela perpétue un rapport d'autorité classique dans la société bourgeoise. C'est triste pour les membres du groupuscule en question mais après tout ce sont des adultes consentants. Par contre, si notre écrivain a des velléités de vivre de sa plume, et de se faire un nom, les conséquences sont plus dommageables car ses idées « radicales » deviennent elles-mêmes des marchandises chic et choc dont le sens est peu à peu dénaturé, avec l'assentiment plus ou moins avoué de leur producteur attiré. (NPNF)

<sup>24</sup> Dans cette critique (sans doute partiellement juste) du fonctionnement interne des AG, il y a, sous-jacente, l'illusion d'arriver à une communion fusionnelle (cf. l'allusion à la «mise en pratique des désirs») entre les membres d'un mouvement social et l'efficacité magique de la parole («l'AG doit devenir... un lieu de palabre»). Malheureusement, on ne peut pas mélanger thérapie de groupe et lutte de classe. (NPNF)

fonctionnement est la condition de tout début de bouleversement. Par le blocage, nous luttons contre le blocage absolu de la situation.

Mise au point n° 5 :

Nous nous référons à 68, il est vrai, non à ce qui s'est *effectivement* passé en 68, à son folklore, à la Sorbonne occupée d'alors, aux barricades du Quartier latin, mais à *ce qui ne s'est pas passé* en 68, au bouleversement révolutionnaire qui *n'a pas eu lieu*. ON voudrait, en nous projetant dans le passé, nous extraire de la situation et nous faire perdre l'intelligence stratégique de celle-ci. En traitant 68 comme un simple mouvement étudiant, on voudrait éloigner la menace encore présente de *ce que 68 a pourtant été*, une grève sauvage générale<sup>25</sup>, un éclat de grève humaine.

Mise au point n° 6 :

L'idée de débattre démocratiquement, chaque jour, avec les non-grévistes, de la reconduction de la grève est une aberration. La grève n'a jamais été une pratique démocratique<sup>26</sup>, mais une politique du fait accompli, une prise de possession immédiate, un rapport de force. Nul n'a jamais voté l'instauration du capitalisme<sup>27</sup>. Ceux qui prennent parti contre la grève se placent *pratiquement* de l'autre côté d'une ligne de front, au travers de laquelle nous ne pouvons échanger que des invectives, des coups et des œufs pourris. Face aux référendums mis en place pour casser la grève<sup>28</sup>, il n'y a pas d'autre attitude à adopter que leur annulation *par tous les moyens*.

Mise au point n° 7 :

Une étrange idée hante ce mouvement, celui d'une occupation des facultés aux heures ouvrables. D'une occupation qui ne serait pas libération de l'espace. Où vigiles, pompiers, administrations, prétextes d'autorité et de sécurité continueraient à exercer leur empire infantilissant, où l'université resterait platement l'université. Il est vrai que cet espace une fois conquis, nous devrions le peupler, le peupler d'autre chose que du désir de retourner à la normale. Nous placer dans la perspective sereine qu'*il n'y aura pas de retour à la normale*. Puis habiter cette irréversibilité.

Mise au point n° 8 :

Les Coordinations nationales reflètent la stérilité d'une certaine idée, classique, de la politique. Les syndicalistes et les groupuscules gauchistes (PT, LCR, LO, UNEF, SUD, FSE, Combat, CRI, Groupe bolchevique) proposent à des AG atones des plates-formes pré-rédigées par leurs directions. Dans une ambiance qui fleure bon le énième congrès du PCUS [Parti communiste de l'Union soviétique], la Coordination nationale ne déroule qu'un jeu de pouvoir soviétique entre «orgas». Nous opposons à cela l'idée d'une Coordination parallèle<sup>29</sup> prenant exemple sur le mouvement

---

<sup>25</sup> Heureusement que l'auteur prévient, quelques lignes auparavant qu'il ne croit pas à la mythologie de Mai 68 ! En effet, il n'y a pas eu de grève générale «sauvage», c'est une mystification. Certes les syndicats n'ont pas appelé à la grève générale, mais les occupations d'usines ont été faites, le plus souvent de manière complètement bureaucratique, et la masse des travailleurs n'ont occupé ni leurs usines, ni leurs quartiers. On voit mal où est la dimension «sauvage» ! (NPNF)

<sup>26</sup> L'auteur joue sur les mots. Si elle n'est pas démocratique, c'est-à-dire contrôlée par la majorité des salariés d'une entreprise, une grève se casse la gueule, ou alors elle est récupérée puis cassée par les bureaucrates. Ce que dit le COSE ne s'applique qu'aux grèves lycéennes et surtout étudiantes. Dans ce cas, effectivement la «démocratie» idéale est impossible à réaliser car la majorité des personnes concernées ne mettent même pas les pieds dans l'établissement (NPNF).

<sup>27</sup> On ne peut pas comparer une lutte partielle avec un changement de mode de production qui s'étale sur plusieurs siècles ! (NPNF)

<sup>28</sup> Effectivement, il fallait combattre le principe du vote à bulletins secrets, non pas au nom de l'hostilité à la « démocratie » (prise comme un concept absolu et identifié à un autre absolu mythique : la dictature), mais de son respect. Le vote à mains levées permet à chacun de prendre ses responsabilités, face à tous, plutôt que de se planquer dans un isoloir. (NPNF)

<sup>29</sup> Cette idée d'une Coordination parallèle trahit la volonté d'avoir sa «Coord» bien à soi, entre minoritaires «radicaux», plutôt que d'affronter les autres tendances politiques, de convaincre les hésitants, de démasquer les manœuvres des trotskystes et des réformistes, le tout au nom du respect des « désirs » individuels. (NPNF).

lycéen de l'année dernière, une Coordination ouverte qui n'est qu'un lieu itinérant d'élaboration stratégique nationale.

Mise au point n° 9 :

Nous sommes les héritiers de l'échec de tous les «mouvements sociaux» non seulement depuis trois ans (profs, retraites, intermittents, LMD [licence master doctorat], EDF, lycéens), mais depuis 1986 au moins. De ces échecs, nous avons tiré les leçons. Le premier d'entre eux porte sur les médias. En se faisant écho du mouvement, les médias en deviennent *de fait* une composante qui, lorsqu'elle se retire (généralement au même moment que les bureaucraties syndicales) viennent provoquer son effondrement. La force d'un mouvement est sa puissance effective, non ce qui s'en dit, les ragots sur son compte. Le mouvement doit se garder par tous les moyens, fût-ce par la force, de l'emprise médiatique et élaborer une parole qui lui soit propre.

Mise au point n° 10 :

Aucun des «mouvements sociaux» des dernières années n'a obtenu en des mois de «lutte» ce que les insurgés de novembre ont discrètement obtenu en trois semaines d'émeute – suspension de toutes les radiations des aides sociales dans les quartiers concernés, rétablissement du financement aux associations les plus absurdes. Et ce sans rien demander. Revendiquer, c'est formuler son existence dans les termes mutilants du pouvoir, c'est concéder à l'adversaire l'avantage du terrain. Même du point de vue de qui veut obtenir quelque chose, c'est con<sup>30</sup>.

Mise au point n° 11 :

Finis les défilés, les journées d'action décrétées par les centrales. Des occupations et des manifestations sauvages ! L'assemblée des grévistes de Rennes préfère déjà les manifestations «à parcours intuitif», refuse de subir les parcours de la préfecture et la présence de ses sbires. Le service d'ordre a même changé de fonction, comme de nom : il s'appelle «service action» et s'organise pour l'affrontement avec les forces de l'ordre<sup>31</sup>.

Mise au point n° 12 :

Qu'on ne nous dise plus que ce que nous faisons est «illégitime». Nous n'avons pas à nous envisager du point de vue des spectateurs de la lutte, ni a fortiori du point de vue de l'adversaire. La légitimité appartient à qui pense ses gestes. A qui sait ce qu'il fait, et pourquoi il le fait. Cette idée de la légitimité est évidemment hétérogène à celle d'État, de majorité, de représentation. Elle n'obéit pas au même type de rationalité, elle *pose* sa propre rationalité. Si le politique consiste en la guerre entre différentes légitimités, entre différentes idées du bonheur, notre tâche est désormais de nous donner les moyens de cette lutte. Sans autre limite que ce qui nous paraîtra juste, et joyeux. (Paris, le lundi 20 mars 2006)

---

<sup>30</sup> Ce qui est «con» pour reprendre les termes du COSE, c'est de croire qu'un mouvement puisse avoir une efficacité durable sans se fixer des objectifs. Parler d'une victoire des «insurgés» de Novembre, c'est se moquer du monde : rien n'a changé dans les quartiers. Le harcèlement policier est le même, aucune mesure n'a été prise pour remettre en cause les discriminations sociales dans les quartiers populaires sous tous les aspects : logement, école, santé. De quelle victoire parle-t-on ? D'aides insuffisantes à des associations qui ne font que suppléer timidement à l'inexistence de services sociaux, quand elles ne jouent pas le rôle de pompiers sociaux ? (NPNF)

<sup>31</sup> Les «affrontements» en question sont tolérés par le pouvoir, et ne le mettent absolument pas en danger. De plus, pour qu'il y ait affrontement, il faut deux forces sensiblement égales en nombre et en équipement. Quand on pense qu'un flic a désormais besoin de 10 minutes pour enfile l'équipement destiné à casser du manifestant, on voit tout le ridicule qu'il y a à parler d'«affrontements». Enfin, un affrontement suppose qu'une des forces ne passe pas la plupart de son temps à courir et à fuir devant l'autre (NPNF).

Ce texte est paru sur Internet (<http://infokiosques.net/spip.php?article=340>)

# Le CPE, une goutte d'eau dans un lac de rage

Quelques remarques sur la violence, l'illégalité et l'orientation des luttes sociales (Grenoble, avril 2006)

---

par Les enragé-e-s ouvrent le bal

Ce texte mêle en vrac quelques réflexions nées à Grenoble lors de ce qu'on appelait jusqu'à il y a encore peu de temps le mouvement anti-CPE... Il n'est pas forcément très construit mais a pour objectif de lancer des pistes à creuser. C'est toujours ça.

## La violence comme moyen de se faire entendre

«S'il y avait connexion entre les étudiants et les banlieues, tout serait possible. Y compris une explosion généralisée et une fin de quinquennat épouvantable.»

Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, dimanche 12 mars 2006, cité dans «La grande peur de Sarko», en page 2 du *Canard enchaîné* (n° 4455, 15 mars 2006).

«Les émeutes, ce n'est pas un hasard. Les profs sont au service du gouvernement, pas au service de l'élève.»

Un professeur vacataire en lutte dans le 94, lundi 20 mars 2006, sur France Inter.

«Ma grande crainte est que l'on ne se retrouve plus dans de l'opposition au CPE, mais dans de la provocation et dans un enchaînement de violence. J'en appelle donc au retrait du CPE, à la responsabilité et au retour de la paix sociale. On est dans une situation folle. Il faut voir l'image qu'a la France en ce moment à l'étranger ; surtout après ce qui s'est passé en novembre. Une image épouvantable.»

Michel Destot, maire de Grenoble, interviewé dans le *Dauphiné Libéré* du vendredi 31 mars 2006 (n° 19092).

Au fil des semaines, dès les premières manifs du mois de février, le mouvement étudiant-lycéen-syndical contre le CPE s'est peu à peu transformé en révolte sociale, renouant avec certaines des pratiques violentes d'octobre-novembre 2005, lorsque des émeutes avaient éclaté dans de nombreux quartiers populaires un peu partout en France.

Aujourd'hui, alors que le CPE a été «remplacé» (pour ne pas dire «retiré»), alors que la gauche dans son ensemble parle de grande victoire, alors que la société reste la même, alors que partout c'est la merde, ni la gauche ni la droite au pouvoir ni les médias ne diront que la chute du CPE est due avant tout aux débordements permanents du mouvement. Pourtant, sans la violence, sans les différentes pratiques illégales des manifestants, nous en serions encore à nous demander le cul vissé devant la télé : «Mais pourquoi rien ne change alors que nous étions des millions à manifester sagement dans la rue ? notre citoyenneté n'a donc aucune valeur ?» L'ironie de départ de ce texte se situe dans ce paradoxe :

Si *le CPE est mort*, c'est parce que des dizaines de milliers de révoltés ont foutu le bordel de Paris à Toulouse, de Rennes à Grenoble, etc. Pourtant, la plupart de ces révoltés restent pleins d'insatisfaction et de rage, leur révolte reste intacte. Le CPE n'était pour eux et elles qu'un détail.

Ceux et celles qui crient victoire devant les caméras et se réjouissent au micro de la mort du CPE sont les mêmes par qui rien ne serait jamais arrivé si l'on avait suivi leurs mots d'ordre («Dispersez-vous !»). Ce sont également les mêmes qui ont hurlé au scandale face aux «casseurs», les mêmes qui ont empêché toute manifestation «sauvage», les mêmes qui ont tenté de canaliser la révolte vers la légalité des défilés officiels et autorisés. De l'UNEF à la CGT, tous devraient reconnaître que c'est avant tout grâce aux casseurs, grâce à tous celles et ceux qui ont participé aux actions de blocage et de sabotage, grâce à tous celles et ceux qui ont pris au pied de la lettre leurs slogans «... *ou alors ça va péter, ça va péter !*» (tandis qu'eux-mêmes n'avaient qu'une peur, celle que cela se réalise bel et bien), que le CPE est mort-né et que Villepin a été ridiculisé au sommet de l'État.

Tout ceci n'aurait bien sûr pas été possible non plus sans la mobilisation des centaines de milliers voire des millions de personnes lors des diverses manifs de début février jusqu'à mi-avril. Au-delà des conflits avec les syndicats, la complémentarité des moyens d'action<sup>32</sup> a été l'une de nos grandes forces.

Mais en réalité, ce que nous retiendrons de tout ça, c'est bien plus que le «remplacement» ou le «retrait» du CPE. Nous nous souviendrons longtemps de cette *union pour un mouvement populaire* opposée à l'autre *Union pour un Mouvement Populaire*, nous retenons ce qui s'est passé entre nous, ce que nous avons commencé à construire ensemble comme ce que nous avons commencé à détruire ensemble.

A Grenoble, la première manif (le 7 février) a annoncé la couleur puisqu'en fin de manif le parvis de la préfecture a été envahi par des dizaines de manifestants, qui ont descendu les trois drapeaux nationaux pour les remplacer par des drapeaux rouge et noir. La frontière de la légalité était déjà franchie. Et cela n'a plus cessé, jusqu'aux actions du 11 avril visant en vrac agence d'intérim, agence immobilière, ANPE et médias locaux (Dauphiné Libéré, France Bleu Isère, M6-Grenoble).

Le 18 mars, en fin de manif, alors que la BAC en était encore à parader au milieu des manifestants, une grosse partie du rapport de force s'est joué pour la suite du mouvement à Grenoble : après avoir arrêté deux personnes, la BAC est obligée de sortir flashballs et tonfas pour repousser les manifestants en colère, qui se mettent à caillasser en vrac la BAC et les CRS. Les mecs de la BAC reviendront casqués et resteront dès lors bien à part des manifestants. La prise de conscience et la révolte prennent de l'ampleur.

Les 23 et 28 mars, ça part carrément en émeutes dans le centre-ville. Ce que redoutait Sarkozy se réalise, la connexion entre étudiants et jeunes des banlieues est intense (on pourra bien sûr regretter que ces moments de lutte commune soient bien souvent restés sans lendemain, pour le moment en tout cas). Le rapport de force est tangible, la révolte n'est plus symbolique mais bien concrète. En nuisant<sup>33</sup> à la police et plus largement aux tenants du maintien de l'ordre, nous sortons de la résignation et de l'impuissance habituellement ressenties. Destructures et transformation de la ville pacifiée en lieu d'émeute sont synonymes de création, et inversement. Nous avons tous plus ou moins conscience que vivre dans un monde que nous choisissons devient impossible sans la destruction complète du monde actuel. Ainsi, lorsque nous détruisons<sup>34</sup> ce qui nous opprime, nous participons à ouvrir les brèches qui nous permettent de créer de nouveaux rapports sociaux.

La violence insurrectionnelle<sup>35</sup> (et donc destructrice) des manifestants porte en elle les germes de la construction d'une vie passionnante, une vie dépassant le cadre de la *survie* (que celle-ci soit sous-prolétaire ou bourgeoise, «occidentale» ou du «tiers-monde»), une vie réappropriée des mains de l'État et des patrons, abolissant le *travail-famille-patrie-télé*. La créativité contenue dans cette violence exprime l'impatience d'en finir avec la dépossession de nos vies, la négation en actes des rôles dans lesquels nous sommes censés rester enfermés.

---

<sup>32</sup> Cette complémentarité nous semble mythique. Coïncidence dans le temps n'équivaut pas à complémentarité. (NPNF)

<sup>33</sup> «Nuire» à la police n'a aucune signification politique. L'objectif est de la supprimer, ainsi que tous les corps de répression séparés de la population, pas de lui donner du travail et des occasions de s'entraîner ! (NPNF)

<sup>34</sup> Détruire un système social d'exploitation n'a rien à voir avec «caillasser les flics, briser une vitrine ou retourner une voiture» ! (NPNF)

<sup>35</sup> Tiens, donc, il y aurait eu une «insurrection» cette année en France ! (NPNF)

Si les moments d'émeutes à Grenoble n'ont pas été aussi violents qu'à Paris ou qu'ailleurs, si les débordements ont été plus discrets dans certaines villes qu'à Grenoble, il paraît clair qu'un même état d'esprit insurgé se retrouvait partout. Les moyens spontanés ont parfois manqué pour matérialiser la révolte. Peut-être que des connexions vont se solidifier et s'inscrire dans la durée. Peut-être que nous saurons mieux prendre des initiatives émeutières, sans attendre que les flics eux-mêmes déclenchent l'affrontement (on a vu le 4 avril qu'ils pouvaient rester muets face à des caillassages quand ceux-ci arrivaient dans des moments stratégiquement gênants pour eux).

Dans l'ensemble du mouvement, les actions directes ont été utiles. Caillasser les flics, briser une vitrine ou retourner une voiture, ça n'a pas forcément un impact direct sur le pouvoir en place, mais ça augmente la tension, ça nuit à la paix sociale, ça augmente l'impact de notre lutte.

Bien sûr, il reste encore plus intéressant, dans la mesure du possible, de cibler nos actions.

### **L'illégalité comme conséquence de la désobéissance**

«Le refus d'être esclave est vraiment ce qui change le monde.»

Raoul Vaneigem, Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations, 1967, p.265.

La *délinquance*<sup>36</sup>, comme désobéissance spontanée, comme opposition radicale à la citoyenneté, porte en elle la contradiction profonde de l'organisation des lois de cette société. Face au mépris généralisé qui lui est renvoyé sous forme passive (désintérêt massif pour la vie *citoyenne* ou la politique *institutionnelle*) ou active (délits de toutes sortes – émeutes, sabotages, destructions, vols, économie parallèle, etc.), le pouvoir ne cesse d'accroître les moyens dont il dispose pour contrôler la population.

Comme le veut la très citoyenne remarque : «Plus vous commettrez d'infractions, plus ils mettront en place des moyens de contrôle pour vous en empêcher.» Tout bon *citoyen* devrait aller au bout de ses idées policières et conclure par un «Soumettez-vous, cessez donc de vivre», qui serait du meilleur effet.

La démocratie s'est arrangée pour acheter la paix sociale avec son lot de divertissements (télé, gadgets, tout le matériel du *spectacle*<sup>37</sup>). En rajoutant la couche *participative* (associations, festivals, élections, débats avec nos sauveurs les «élus», etc.) [1], la gauche citoyenne a espéré canaliser les mécontentements sociaux, mais elle n'a pas plus réussi en cela que les religieux et autres récupérateurs de tous bords.

En réalité, la solution ultime pour la coalition Etat/Capital est bel et bien la répression et sa meilleure alliée : la prévention sécuritaire. L'idéologie sécuritaire n'a pas attendu l'accroissement de la délinquance et des pratiques illégales pour renforcer son dispositif (police, armée, milices privées, services «sociaux», prisons, vidéo-surveillance, satellites et autres contrôles des moyens de communication, puces RFID, biométrie, etc.). A nous de renverser la remarque citoyenne précitée : «Plus l'Etat et les entreprises privées mettront en place des moyens de contrôle pour nous empêcher de vivre en toute illégalité, plus nous mettrons en place des moyens d'y résister et d'y échapper.» Tout bon *délinquant* devrait aller au bout de sa désobéissance active et conclure par un «Insoumission ! c'est maintenant que nous vivons» qui serait du meilleur effet [2].

Dans le genre banale délinquance, tous les médias se sont jetés récemment sur les prétendus et controversés 300 000 euros de dégâts commis dans la galerie des amphis (UPMF), «saccagée» essentiellement par des graffitis inscrits sur tous ses murs... Ce lieu, habituellement étroitement limité à la réception passive de cours menant les étudiants droit à l'intégration dans un monde privé ou fonctionnaire, dans l'objectif d'être toujours rentables et soumis, est devenu pendant une bonne trentaine de jours d'occupation un lieu de vie, d'échanges humains, et quoi qu'on en dise, de création et d'autogestion, parfois de création à travers la destruction (toute partielle) d'un lieu de toute façon inhabitable et aux mains d'un président d'Université (monsieur Courlet) qui représente à lui seul tout ce qu'il y a de plus puant dans

---

<sup>36</sup> Ce terme vague, tarte à la crème de la pensée conservatrice, recouvre des actions aux sens bien différents. Les auteurs croient qu'il suffit de mettre un signe positif devant un terme négatif pour la bourgeoisie et le tour est joué. Leur confusion politique est telle qu'ils mettent sur le même plan les vols (sans autre précision) et les émeutes, et qu'ils ne voient pas que l'économie dite «parallèle» est indissociable de l'économie capitaliste légale, et ne la menace nullement. (NPNF)

<sup>37</sup> Autre poncif «situ» et «post-situ». Si la critique de la «société du spectacle» a un petit intérêt, elle a surtout un gros inconvénient : croire que les consommateurs de conneries télévisuelles (les prolétaires) sont toujours dupes de ce qu'ils regardent dans la grande lucarne, alors que ceux qui n'allument jamais le poste posséderaient eux la vraie conscience... (NPNF).



les institutions de ce monde (l'arrogance du pouvoir, mais aussi son hypocrisie, ses mensonges et manipulations, par-dessus tout ses volontés de préserver ses privilèges). Qui décide de quoi au sujet de cette galerie des amphis ? Qui décide de quoi dans cette université comme dans les autres ? Qui décide de quoi dans ce monde ? Qui *peut* décider de quoi ?

Bien sûr, l'autogestion<sup>38</sup>, comme mode de création d'une vie nouvelle, était pour la plupart d'entre nous une découverte. Pratiquée dans les squats ou dans certains collectifs, il nous reste à l'expérimenter sur du plus long terme, en étant de plus en plus nombreux à l'envisager comme moyen et comme fin en soi. Sachant que le pouvoir a vis-à-vis de cette démarche deux intentions qui suivent une même logique, celle de nous mettre des bâtons dans les roues :

– utiliser la loi et la force contre nos expérimentations, nécessairement illégales puisque autonomes. Ceci rend l'autogestion et l'autonomie partielles car «précaires», dépendantes du rapport de force mis en place face aux autorités du système duquel nous sommes prisonniers de toute façon.

– nous pousser à pratiquer l'autogestion (ou la cogestion) au sein d'entreprises ou de lieux dépendants du système de manière légale (critères de sécurité, loyer, objectifs restreints / assoc., etc.).

Le but est toujours de faire rentrer dans le rang, de nous rendre acceptables et inoffensifs.

### **Des médias et de l'orientation des luttes sociales**

Les médias, tentant de fabriquer la réalité, ne cessent de relayer des propos anti-grévistes au moindre blocage. Ce n'est pas nouveau, et cela s'est vérifié lors de ces deux derniers mois. Les journalistes, dans leur grande bonté, donnent la parole au peuple. Mais pas n'importe quel peuple, plutôt celui qui se plaint, celui qui se lamente, celui qui est une victime perpétuelle, celui qui n'a rien à redire des patrons et de l'Etat mais qui ne supporte pas qu'on l'empêche d'aller travailler, celui qui n'envisage pas un seul instant de se placer en solidarité avec les grévistes.

Parmi les joies ressenties lors de ce mouvement, il y a eu les rencontres et les forces collectives pendant les émeutes et autres manif sauvages. Il y a eu les forts bouleversements des rapports sociaux pendant l'occupation de la galerie des amphis ou les blocages de lycées. Il y a aussi eu les joies qui provenaient des différents signes de solidarité, effectués par toutes sortes de personnes, que ce soit pendant les manifestations ou pendant les émeutes... Parfois, des travailleurs étaient vraiment emmerdés par certaines formes de blocage, mais il nous paraissait parfois complètement dingue, alors que la ville était le lieu de plusieurs émeutes simultanées, que la vie continue pour certains comme s'il ne se passait rien de spécial (ce ne fût pas toujours le cas, puisque certains jours, des rues commerçantes entières avaient fermé leurs boutiques préventivement ou en voyant affluer manifestants et odeurs de lacrymo).

«Le 9 février 1961 à Naples, des ouvriers sortant le soir des usines ne trouvent pas les tramways qui les transportent habituellement, dont les conducteurs ont déclenché une grève-surprise parce que plusieurs d'entre eux viennent d'être licenciés. Les ouvriers manifestent leur solidarité aux grévistes en lançant contre les bureaux de la compagnie divers projectiles, puis des bouteilles d'essence qui mettent le feu à une partie de la gare des tramways. Puis ils incendient des autobus, affrontent victorieusement la police et les pompiers. Au nombre de plusieurs milliers, ils se répandent dans la ville, brisant les vitrines et les enseignes lumineuses. Dans la nuit, on doit faire appel à la troupe pour ramener l'ordre, et des blindés font mouvement sur Naples.»

*Internationale situationniste* n° 7, «Notes éditoriales» (Les mauvais jours finiront), 1962, p.11.

On a une fois de plus constaté, lors du mouvement contre le CPE et son monde, que le pouvoir comme les médias ne parlent de nous en termes «positifs» que quand ils nous considèrent comme inoffensifs, comme pour canaliser l'orientation de notre lutte. Quand nous devenons menaçants, dangereux pour leurs privilèges, pour le *statu quo*, pour la paix sociale, le discours peut changer du jour au lendemain et nous sommes alors transformés en «casseurs», «voyous», qui n'avons «rien à voir avec les manifestants». A partir de là, c'est à nous de faire connaître nos luttes, à nous de créer des médias indépendants et d'intervenir directement le plus souvent possible (par la parole et la rencontre). On nous a trop habitués à communiquer indirectement (notamment à travers ce texte – nous ne voulons pas dire qu'il faut cesser d'écrire, simplement rappeler que ce qui s'est passé de plus fort lors de ce mouvement a été vécu directement, de vive voix).

---

<sup>38</sup> Encore une tarte à la crème réformiste : décidément nos «radicaux» n'innovent guère. Même la CFDT et le PS n'en parlent plus ! (NPNF).

Les médias, encore eux, cherchent à *décrédibiliser* notre lutte en annonçant partout que les grands gagnants du mouvement anti-CPE sont Sarkozy (qui devient le seul présidentiable envisageable pour l'UMP), le PS (la gauche unie profite toujours aux plus pourris) et les syndicats (en particulier la CFDT dont le grand mérite serait d'avoir été présent jusqu'au bout... jusqu'au bout de quoi?).

Ce que nous savons, c'est que *nous* ressortons plus déterminés que jamais de ce mouvement. Ce mouvement, nous le prolongeons, sous d'autres formes. Pendant ces semaines de lutte, d'émeutes, de blocages, d'occupations, nous avons vécu ce que nous choissions de vivre (dans la mesure ou «choisir» était possible). Nous n'avons pas fait *comme on nous a dit de faire*. Nous avons rencontré des gens avec qui nous avons des pratiques et des réflexions communes, pratiques et réflexions qui tranchent avec les politiques institutionnelles et électoralistes.

C'est en restant calmes que nous aurions fait «le jeu» de Sarko, du PS et de la CFDT ! C'est à coup sûr en nous calmant que ceux-ci se réjouissent des perspectives électorales de 2007. *Pourquoi on resterait calme ?*

L'autonomie actuelle de nos luttes est forte en ce qu'elle est incontrôlable et agissante.

Tout en restant incontrôlables, nous serions encore plus forts en étant organisés en réseaux<sup>39</sup> d'entraide. Restons en contact, continuons d'en créer de nouveaux. Répondons nos désirs.

Grenoble, 20 avril 2006

**Les enragé-e-s ouvrent le bal**

[1] Notons que la gauche est loin d'avoir le monopole du «participatif» puisque toutes les émissions de télé ou de radio appellent leurs téléspectateurs ou auditeurs à «participer» en «intervenant» d'une façon ou d'une autre (poser une question à l'antenne, participer à un jeu, un sondage, un «vote», sans oublier bien sûr tout ce qui touche à la «télé-réalité»). C'est aussi ça la «démocratie participative».

[2] Et au-delà de la démarche individuelle, penser l'organisation collective de réseaux *criminels* (au sens subversif<sup>40</sup> du terme) de résistance et d'offensive semble nécessaire, non ?

---

<sup>39</sup> La notion de réseaux est fort à la mode en ce moment. Il serait cependant utile de mener une réflexion un peu moins béate à son propos : d'où vient ce concept ? Favorise-t-il le contrôle des décisions, la révocabilité des porte-paroles et des délégués encourage-t-elle tous les abus des grandes gueules au nom de l'«antidémocratisme» ? (NPNF)

<sup>40</sup> Crime = subversion, encore un poncif pour radicaux paresseux. Nous ne pouvons que conseiller la lecture de l'*Encyclopédie anarchiste* dont certains articles ont été reproduits dans le numéro 11-12 de *Ni patrie ni frontières* (NPNF).

# Réflexions

## sur le soulèvement en France

Version française de *Reflections on the Uprising in France*.  
Traduit de l'américain par Gérard Lambert et Ken Knabb.

**Bureau of Public Secrets, PO Box 1044, Berkeley CA 94701, USA**  
**[www.bopsecrets.org](http://www.bopsecrets.org) [knabb@bopsecrets.org](mailto:knabb@bopsecrets.org)**

La France vient de connaître un mouvement radical nouveau, et original par bien des aspects. Débutant en février par une protestation contre le CPE, une loi qui permettait de licencier plus facilement les jeunes travailleurs, il a pris rapidement la forme d'une contestation bien plus large. Dans les deux mois qui ont suivi, des millions de personnes ont pris part aux manifestations, aux occupations de bâtiments scolaires et universitaires et autres lieux publics. Des gares, des autoroutes ont été bloquées, et des milliers de personnes arrêtées. Un compromis présenté par le président Chirac le 31 mars fut rejeté par presque tout le monde. Le 10 avril, le gouvernement recula et retira le CPE.

Les médias nord-américains ont réagi de manière encore plus abrutie que d'habitude, accusant solennellement la jeunesse française de «refuser le progrès» et la «modernisation», c'est-à-dire de ne pas vouloir comprendre qu'une «saine économie» nécessite que nous revenions aux conditions de servage qui régnaient sur le «marché libre» du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais derrière les grognements des commentateurs, on pouvait percevoir leur embarras: le système américain de «marché libre» est un modèle qui n'a pas tant de succès, et les États-Unis sont loin derrière la France et bien d'autres pays en matière de Sécurité sociale, de sécurité de l'emploi et autres protections sociales.

Mais en France comme ailleurs la protection sociale s'est effritée ces dernières années, à mesure que les propriétaires de la société grignotaient les réformes qu'ils avaient été obligés de concéder au siècle dernier (Sécurité sociale, garantie de l'emploi, droits des travailleurs, et autres programmes plus ou moins sociaux-démocrates). Le CPE (Contrat Première Embauche) était un pas de plus en arrière. Il aurait permis aux patrons de licencier tout travailleur de moins de 26 ans n'importe quand durant les deux premières années d'emploi, sans avoir à donner de justification de ce licenciement et sans payer d'indemnités. La pseudo-logique de cette mesure étant que cette plus grande «flexibilité» inciterait les patrons à embaucher plus volontiers des jeunes, diminuant ainsi le chômage (selon un raisonnement du même genre que celui qui prétend que le meilleur moyen de répandre le bien-être consiste à réduire les impôts des riches, en supposant que l'augmentation de leurs profits va finalement se déverser au bénéfice des pauvres). En réalité, le CPE aurait permis de licencier des gens dont la race<sup>41</sup> ou le sexe ne plaisaient pas, ou parce qu'ils s'étaient engagés dans une forme de résistance, ou simplement parce qu'ils étaient sur le point de franchir le seuil des deux ans et qu'il serait moins cher de les remplacer par de nouveaux «apprentis». Chacun avait senti que si le patronat pouvait installer ça, le pire suivrait. C'était une gifle, la manifestation trop évidente du mépris dans lequel le capitalisme tient les gens. «Ils veulent pouvoir nous jeter comme des vieux Kleenex.» «Si tu acceptes ce genre de contrat, le prochain employeur le verra sur ton CV et ne t'embauchera pas autrement. Tu seras coincé dans un cycle de précarité. Déjà les jeunes ne peuvent pas trouver à se loger parce que les propriétaires demandent de justifier d'un salaire d'au moins trois fois le prix du loyer. Personne ne pourra trouver à se loger avec un CPE.» «Mais je ne me résigne pas. Ce qui se passe touche à bien plus que le CPE. Il y a un malaise général. On en a marre d'être la génération Kleenex, les jeunes corvéables, qui se font chier dessus par les patrons et baiser par le gouvernement. Il faut un changement de régime complet en France: la fin de la Cinquième république. Elle crève devant nos yeux.»

---

<sup>41</sup> On notera que dans le monde anglosaxon, y compris «révolutionnaire», on utilise toujours la notion raciste de «race» comme si elle avait la moindre valeur scientifique ou la moindre utilité politique (NPNF).

Bien que le mouvement ait été déclenché par le CPE, ce qui le stimulait était le refus d'une précarité bien plus importante: celle de l'incertitude générée par le démantèlement des protections sociales, des peurs et suspicions réciproques engendrées par un système de compétition effrénée, des attaques croissantes contre les libertés civiques et les droits de l'homme, des tensions physiques et mentales provoquées par la destruction des communautés et la dégradation de l'environnement, et la menace ultime d'une apocalypse nucléaire ou écologique<sup>42</sup>. (On fait paniquer les gens en brandissant les menaces que représenteraient les «terroristes», les «détriqués sexuels», les immigrés, les minorités raciales<sup>43</sup> et autres boucs émissaires, précisément pour distraire leur attention de ces menaces bien plus importantes générées par le système.) L'insécurité de l'emploi n'est qu'un aspect de cette insécurité plus générale, mais elle est celle à laquelle les gens se heurtent le plus immédiatement à mesure que des portions de plus en plus larges<sup>44</sup> de la population se voient reléguées au statut de *précaires*: travailleurs à temps partiel, intérimaires, saisonniers, migrants, travailleurs au noir, stagiaires et apprentis sous-payés ou non payés, et autres en toutes sortes d'emplois précaires. Ce «précarariat» est un nouveau genre de sous-prolétariat qui non seulement «n'a rien d'autre à vendre que sa force de travail» mais se trouve même souvent dans l'impossibilité de le faire; toute une catégorie de population coincée dans un labyrinthe de boulots temporaires sous-payés, d'indemnités de chômage ou de RMI passagers, de trafics, de prostitution ou de petite truanderie quand les indemnités ne suffisent plus ou s'arrêtent, et de là vers l'internement dans l'industrie carcérale des prisons où le système applique sa «solution finale»<sup>45</sup> au problème du chômage: le retour à l'esclavage.

(Le «problème de l'emploi» est évidemment purement artificiel. Dans une société saine, le fait qu'il y ait moins de travail à faire serait plutôt cause de joie dans la mesure où le travail nécessaire serait partagé équitablement entre chacun, réduisant les obligations de tous. Mais le capitalisme, qui a développé des capacités technologiques telles qu'elles pourraient aisément réduire le travail nécessaire à presque rien<sup>46</sup>, maintient son existence en supprimant cette possibilité, et en forçant les individus à se livrer à des tâches absurdes dans le seul but d'obtenir les bouts de papier magique qu'ils pourront échanger contre les choses dont ils ont besoin. Voir à ce propos: «Nous ne voulons pas le plein emploi, mais une vie pleine!»)

Le recul gouvernemental du 10 avril fut une victoire morale gratifiante pour les insurgés, mais en même temps il leur coupa l'herbe sous les pieds. Le large soutien populaire s'affaiblit et les occupations d'établissements scolaires s'arrêtèrent. (Les étudiants de la faculté de Rennes 2, qui

---

<sup>42</sup> On retrouve ici, comme dans le texte des occupants de l'EHESS et d'autres écrits reproduits dans ce numéro, le catastrophisme cher aux groupes d'extrême gauche et aux écologistes: la menace nucléaire durant la guerre froide, les catastrophes environnementales aujourd'hui étant censées fonctionner comme un épouvantail destiné à effrayer et culpabiliser les individus passifs ou indifférents et à les pousser à réagir; mais aussi comme un impératif moral justifiant la révolte. Il faut se méfier de toute surdramatisation des effets du capitalisme, de la mondialisation, de l'impérialisme, de la barbarie, etc. Car cette propagande a aussi des effets contre-productifs:

- renforcement de l'individualisme, des solutions individuelles (les deux pôles opposés étant le mysticisme et le cynisme carriériste), «après moi le Déluge»,
- fuite en avant vers le terrorisme et les actions exemplaires censées réveiller les masses «apathiques»,
- ou illusion de pouvoir créer une contre-culture quand ce n'est pas une contre-société (des communautés de vie aux lieux alternatifs en passant par le capitalisme «éthique» ou «équitable») (NPNF).

<sup>43</sup> Là encore, la «race», lancinante, revient comme une évidence sous la plume de cet auteur «radical» (NPNF).

<sup>44</sup> Pour le moment les statistiques nuancent ce tableau catastrophiste: en France, l'immense majorité des salariés ont un CDI. Ce qui explique d'ailleurs les offensives actuelles du patronat et de l'Etat. (NPNF)

<sup>45</sup> Rappelons que ce texte n'a pas été écrit dans le feu de l'action par quelques débutants. L'emploi du terme «solution finale», même entre guillemets, montre la pauvreté de l'analyse, qui en est réduite à utiliser une allusion à l'Holocauste. On trouvait déjà cette paresse de la pensée dans *La Banquise* n° 1 qui écrivait « Mis en fiches et cartes par la Sécurité sociale et tous les organismes étatiques et para-étatiques, l'homme moderne juge particulièrement horrible et barbare le numéro tatoué sur le bras des déportés. Il est pourtant plus facile de s'arracher un lambeau de peau que de détruire un ordinateur. » (NPNF)

<sup>46</sup> Cela reste à démontrer, à l'échelle de la planète. (NPNF)

avaient été les premiers à occuper et bloquer l'université, à partir du 7 février, eurent l'honneur d'être les derniers à abandonner, le 18 avril.) Néanmoins, des milliers de gens<sup>47</sup> ont poursuivi la lutte de diverses manières, demandant le retrait d'autres lois similaires au CPE et de lois particulièrement mauvaises pour les immigrés, et exigeant la libération des personnes arrêtées au cours de ce conflit ainsi qu'au cours des émeutes du mois de novembre précédent. Si le mouvement est suspendu, il n'a pas été battu. L'esprit de rébellion est toujours très présent, bien que la plupart de ceux qui ont participé à ce soulèvement prennent le temps de respirer et de considérer vers quoi aller maintenant.

Certains radicaux<sup>48</sup> ont reproché à ce mouvement d'être «réformiste» parce qu'il se concentrait sur le refus de certaines lois et ne faisait pas une critique plus explicite du capitalisme et du salariat. Cette objection est inappropriée pour au moins deux raisons. D'abord, il est tout à fait naturel que des gens réagissent contre des méfaits particuliers sans attendre qu'il soit possible d'envisager des changements sociaux plus fondamentaux. (De plus, il est peu probable qu'ils arrivent jamais à ce stade développé s'ils n'ont jamais testé leur force ou exercé leurs capacités dans des luttes ponctuelles.) Ensuite: bien des participants à cette rébellion exprimaient assez clairement leur opposition à l'ensemble du système, même s'ils n'avaient pas adopté la manie de ceux qui les critiquent consistant à répéter de manière pédante les mêmes platitudes radicales à tout propos. Parmi toutes les affiches, tracts et déclarations, on aurait bien du mal à en trouver un seul qui fasse l'éloge du salariat. Les manifestants ne disaient pas «S'il vous plaît, donnez-nous du travail, nous serons satisfaits.» Ils disaient: «Nous sommes dans une situation intolérable. Ceux qui gouvernent cette société sont responsables de cette situation. C'est à eux de faire quelque chose pour qu'elle cesse. Ce que ce doit être est leur problème. Nous maintiendrons la pression jusqu'à ce qu'ils s'en occupent. S'ils s'en avèrent incapables, nous chercherons d'autres moyens.» Il me semble qu'on ne peut guère attendre plus d'un mouvement social dans la situation actuelle.

D'autres ont regardé ce mouvement de haut comme étant une rébellion de jeunes bourgeois «privilegiés» destinés à devenir les élites de cette société. Il est vrai que les étudiants ont été la colonne vertébrale de ce mouvement. Mais les élèves des universités françaises ne peuvent guère être considérés aujourd'hui comme étant une élite (les vraies élites du futur vont dans de très sélectes Grandes écoles). Une portion toujours croissante d'entre eux vient d'un milieu d'ouvriers et de petits employés, et même ceux qui sont issus de la petite bourgeoisie sont bien forcés de se rendre compte que leur futur est loin d'être garanti. De plus, les lycéens, qui sont représentatifs d'une population encore plus variée, ont participé au mouvement de manière plus importante que les étudiants. Il y eut aussi une considérable participation des «banlieusards», cette jeunesse d'origine immigrée des ghettos<sup>49</sup> suburbains qui s'était lancée dans l'émeute si furieusement et désespérément en novembre, bien qu'il faille reconnaître que des divisions et des tensions se soient maintenues (Il y eut quelques cas où des gangs de jeunes «banlieusards» attaquèrent les jeunes manifestants, sans que la police n'intervienne. Ce qui fit naître la suspicion d'un deal entre la police et ces gangs. Mais ces incidents ont été assez exceptionnels.)

De toute manière, au lieu de chicaner en soulignant les différences de classes comme si elles représentaient une sorte de destin mécanique, il est plus judicieux de regarder ce que les insurgés ont fait. Une bonne partie des assemblées générales se tenant dans les bâtiments scolaires occupés était ouverte à la population, ce qui a facilité le dialogue et la collaboration<sup>50</sup> avec des travailleurs, des retraités, des immigrés, des chômeurs et des précaires. Les étudiants étaient peu intéressés par

---

<sup>47</sup> Malheureusement cette affirmation ne correspond pas à la réalité. Du moins si elle signifie que des «milliers» de nouveaux militants se seraient mobilisés. Une telle exagération ne serait pas très grave si cette version ne circulait pas en anglais sur le Net et ne donnait une image fautive de la situation après l'«abandon» du CPE. (NPNF)

<sup>48</sup> Curieusement, les paragraphes suivants abandonnent la langue de bois radicale et deviennent plus intéressants et subtils. (NPNF)

<sup>49</sup> Il n'y a pas de ghettos en France, du moins au sens anglosaxon du terme, cf. notamment le livre de Loïc Wacquant sur la question. De plus, les «banlieusards» ne sont pas seulement (ni même majoritairement) des «jeunes d'origine immigrée» comme le prétend l'auteur. (NPNF)

<sup>50</sup> C'est dommage, là on retourne au récit mythologique. D'ailleurs les auteurs ne donnent aucun exemple concret de cette collaboration et de ce dialogue. (NPNF)

les questions strictement «étudiantes» et donnaient l'impression de s'être libérés de bien des défauts pour lesquels leurs prédécesseurs avaient été critiqués de manière fort caustique dans le pamphlet situationniste *De la misère en milieu étudiant* (1966). Si leur programme était plutôt ad hoc, ils semblaient néanmoins avoir assimilé de nombreuses leçons tirées des luttes radicales précédentes. Dans les assemblées générales ils ont mis sur la touche les bureaucraties syndicales et ont imposé la démocratie directe<sup>51</sup>. Ils ont pratiqué le libre débat, le vote sur toutes les questions importantes et se sont coordonnés avec les autres assemblées du pays au moyen de délégués strictement mandatés. (Cette insistance concernant l'application de procédures strictement démocratiques, qui avait été une exigence peu écoutée des situationnistes<sup>52</sup> et de quelques autres radicaux en Mai 1968, était là une pratique qui semblait tellement évidente qu'il n'y avait pas lieu d'en débattre.) La Coordination nationale n'a en aucune manière empiété sur la décentralisation du mouvement. Les gens dans les différentes villes se sont servis de leur propre imagination pour mener à bien une remarquable variété d'actions expérimentales de leur propre initiative, sans attendre que quelqu'un leur dise de le faire. Il n'y avait pas de leaders — ou des milliers de leaders, selon ce qu'on entend par ce mot. (Personne n'a prêté attention aux pathétiques tentatives des médias pour désigner le président du syndicat étudiant comme le leader du mouvement.) Dans les manifestations ils ont su résister<sup>53</sup> aux tentatives d'être conduits comme des moutons sur des trajets prévus par la police ou les services d'ordre des syndicats, s'échappant souvent du flot pour réaliser toutes sortes d'actions. Ils ont rejeté les tentatives de diviser le mouvement en «casseurs» violents et manifestants «responsables», restant fixés sur leur objectif tout en acceptant une variété de tendances et de tactiques pour y parvenir. Tout en détestant les partis de la droite au pouvoir, ils n'ont pas été moins méprisants pour les partis de gauche. Si certains d'entre eux finissent par voter dans quelque temps pour un moindre mal ce sera sans grandes illusions. Ils ont appris par leur propre expérience que l'action directe est plus efficace (ainsi que bien plus libératrice et agréable).

En mai 1968, la contagion d'une révolte de la jeunesse amena la première grande grève générale sauvage<sup>54</sup> de France, 11 millions de travailleurs occupant les usines et entreprises du pays. La possibilité que ce scénario se répète était dans de nombreuses têtes, au fur et à mesure que de nombreux travailleurs commencèrent à rejoindre la lutte. Mais les mêmes syndicats qui avaient saboté la révolte de 1968 ont une fois de plus réussi à contenir les efforts vers une grève générale. La participation des travailleurs au mouvement a été importante, mais elle est restée enfermée dans le cadre de manifestations contrôlées et de brefs arrêts de travail purement symboliques. Il semble assez probable qu'une des raisons ayant conduit le gouvernement à lâcher du lest est le fait que certaines formes d'actions des travailleurs commençaient à échapper<sup>55</sup> au carcan syndical. Ces actions cessèrent lorsque les syndicats purent applaudir la «victoire» du 10 avril.

Mais les jeunes rebelles ne faisaient pas une fixation sur les grèves ou les occupations d'usines, et n'attendaient pas passivement qu'elles se développent. Ils allaient de l'avant et menaient leurs propres blocages et occupations. D'abord sur leurs lieux d'études puis en toutes sortes d'autres lieux. Pour donner une idée de l'étonnante quantité et variété d'actions de ce genre, voici un extrait d'une dépêche de l'Agence France Presse pour une seule journée.

---

<sup>51</sup> Hélas, la situation est beaucoup plus complexe, et incite moins à l'optimisme, comme en témoignent les analyses et témoignages rassemblés dans ce numéro. (NPNF)

<sup>52</sup> Contrairement à la légende qu'ils ont construite après les «événements», les situationnistes étaient pratiquement inconnus en Mai 1968 ! (NPNF)

<sup>53</sup> Ce «ils» ne désigne que de petites minorités et non pas «les étudiants». Les auteurs accordent à la masse des étudiants mobilisés une «conscience» qui, malheureusement, n'était que celle d'une infime minorité. (NPNF)

<sup>54</sup> La notion de « grève sauvage », si elle veut traduire le concept de *wildcat strike* n'a pas de sens en France, puisque le droit de grève, en dehors de la Fonction publique, n'est pas soumis à préavis. Et si l'on veut dire que 11 millions (jusqu'ici on avançait le chiffre de 10 millions mais ne chipotons pas...) de grévistes sont partis en lutte contre les syndicats, c'est tout simplement faux. Ce n'est pas parce que les syndicats, et en premier lieu la CGT, n'ont pas lancé de mot d'ordre de grève générale que les appareils syndicaux n'ont pas étroitement contrôlé les occupations d'entreprises. (NPNF)

<sup>55</sup> Lesquelles ? Aucun exemple concret n'est fourni à l'appui de cette thèse. (NPNF)

### **Série d'actions éclair anti-CPE à travers la France.**

«À Paris, après la gare de l'Est dans la matinée, au moins un millier de lycéens et étudiants ont brièvement envahi les voies de la gare Saint-Lazare, puis pendant une heure et demie celles de la gare du Nord, interrompant la circulation des trains. À la gare du Nord, des manifestants ont jeté des pierres en direction des forces de l'ordre. Puis les jeunes manifestants ont tenté de pénétrer sur le périphérique, dont l'accès était barré par les forces de l'ordre. Porte de la Chapelle, certains manifestants se sont servis d'un bus vide comme bélier pour percuter des cars de gendarmerie.

«Les voies d'accès à l'aéroport d'Orly avaient également été perturbées dans la matinée par des manifestants.

«À Toulouse, plusieurs centaines de personnes ont envahi les voies ferrées en plusieurs points de la ville. Cinq étudiants et un fonctionnaire de police ont été légèrement blessés, selon les pompiers, lors de l'évacuation musclée des voies de la gare Matabiau, bloquée pendant près de deux heures. Dans la banlieue toulousaine, des étudiants et des syndicalistes ont bloqué plusieurs accès des usines Airbus à Colomiers et Saint-Martin-du-Touch.

«Toujours dans le Sud-Ouest, la police de Narbonne a dispersé une manifestation sur les voies ferrées. Onze personnes ont été interpellées. Le matin, une opération «péage gratuit» avait été menée au péage de Narbonne-est.

«Dans le Nord, de 500 à un millier de manifestants ont occupé pendant moins d'une heure les voies ferrées près de la gare Lille-Flandres, retardant plusieurs trains. À Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), des étudiants et lycéens ont bloqué pendant deux heures les accès routiers à la zone industrielle du port.

«Dans le Grand Ouest, pionnier dans la mobilisation, les manifestants ont bloqué des axes routiers à Nantes, Rennes, Lorient et Quimper. À Rennes, des centaines d'étudiants ont envahi la faculté de Droit, qui n'est pas en grève, et saccagé le local du syndicat étudiant UNI, proche de l'UMP et favorable au CPE.

«Devant la cathédrale de Rouen, un lycéen de Grand-Couronne, âgé de 18 ans, fait depuis huit jours la grève de la faim contre le CPE.

«À côté du campus universitaire de Grenoble, une petite centaine d'étudiants, munis de nez de clowns et avec des codes barres dessinés sur la peau, ont envahi un supermarché pendant une heure, aux cris de «consommez, consommez, nous, on nous a soldés».

«Environ 150 lycéens et étudiants ont bloqué durant plus d'une heure et demie le pont de l'Europe, sur le Rhin, entre Strasbourg et Kehl (Allemagne).

«Dans la banlieue de Nancy, une cinquantaine d'étudiants en médecine ont bloqué l'autoroute pendant 40 minutes. Près de Reims, sur l'autoroute A4, plusieurs dizaines de lycéens ont mené une opération «péage gratuit» de 08h00 à 10h00.

«À Clermont-Ferrand, une cinquantaine d'étudiants ont mis en place un barrage filtrant pendant une heure. Une manifestation d'opposants au CPE s'est déroulée sans heurt dans le centre de Lyon. La circulation a été paralysée à Limoges une bonne partie de la journée par des barrages.

«Dans le centre de Caen, des affrontements, intervenus en début de soirée entre les forces de l'ordre et plusieurs centaines de jeunes qui manifestaient, ont fait plusieurs blessés.

«[AFP, 6 avril 2006, augmenté de quelques phrases d'une version légèrement différente parue dans Libération.]»

Ce rapport a été pris au hasard: pratiquement n'importe quel autre jour de mars ou de début avril aurait présenté un même foisonnement d'actions. Et celles-ci étaient bien sûr celles dont les journalistes de l'AFP étaient informés et qu'ils estimaient «médiatisables»: beaucoup d'autres actions moins visibles ou de dimensions plus modestes étaient menées à bien dans des dizaines de villes dans tout le pays. D'autres luttes récentes, telle la révolte des chômeurs de 1998<sup>56</sup>, avaient déjà développé des actions similaires, mais l'importance et la variété de celles que ce mouvement a réalisées dépassent toutes les précédentes.

Certaines de ces actions étaient annoncées à l'avance et rassemblaient des milliers de personnes. Mais beaucoup d'autres furent engagées sur l'inspiration du moment par de plus petits groupes. Ces actions coup de poing et raids éclairs sont de toute évidence l'aspect le plus original et le plus prometteur de ce mouvement. Quelques dizaines ou quelques centaines de personnes convergeaient

---

<sup>56</sup> Quelle a été son ampleur ? l'auteur oublie malheureusement de le préciser, ce qui ne peut qu'inciter le lecteur vivant en dehors de l'Hexagone à croire à une révolte de masse (NPNF).

soudainement en un lieu précis, agissaient, et se dispersaient aussi vite pour éviter ou minimiser les arrestations. L'objectif était souvent tenu secret jusqu'à la dernière minute, de manière à ce que la police ne sache pas où envoyer ses troupes. Dans de nombreuses occasions, le but était l'invasion d'un bâtiment, un supermarché, les bureaux d'un journal, une station de radio ou de télé, un centre de tri postal, une ANPE, une boîte d'intérim, une agence immobilière, les bureaux d'une Chambre de commerce, ou le siège d'un parti politique. Dans d'autres cas il s'agissait de bloquer un point névralgique de la circulation: une gare, un carrefour, une autoroute, un pont, une gare routière ou un aéroport. Parfois, le blocage restait partiel, comme lors d'opérations escargot ou de barrières filtrantes (bloquant les rues de manière à ce que les voitures ne puissent passer que tout doucement afin que chaque conducteur puisse recevoir un tract, ou bloquant les entrées d'un immeuble afin qu'il soit possible de parler à chaque individu entrant ou sortant).

À la perturbation du fonctionnement normal des affaires, les «perturbateurs» ajoutaient souvent des éléments créatifs ou éducatifs: graffitis, installation de panneaux ou de banderoles souvent grandes et difficiles à enlever (la gagnante étant sûrement la banderole de plus de 30 mètres de haut fixée sur une grue à Dijon), distribution de tracts expliquant et contestant le rôle social de l'institution qu'ils étaient en train de perturber, discussions avec les travailleurs et les passants, ou mise en place de formes variées de théâtre de rue. Fréquemment, les raids étaient organisés en série, avec des destinations alternatives au cas où l'objectif premier s'avérerait trop bien gardé. Et, ce qui était plutôt nouveau en France (qui était un peu en retard sur d'autres pays à ce propos) beaucoup de ces actions étaient organisées à l'aide de réseaux sur internet<sup>57</sup> qui, immédiatement après, communiquaient en ligne sur ce qui venait d'être fait, envoyant des textes, des photos et même des vidéos, facilitant la coordination des actions et permettant à d'autres dans le pays, ou dans les autres pays, de comparer et évaluer les différentes tactiques pouvant être mises en œuvre.

Comme ces raids étaient menés de manière indépendante par de nombreux groupes de gens très différents, les résultats étaient eux aussi variés. Certains furent peu intéressants et d'autres furent de parfaits ratages. Mais si l'on regarde certains des plus originaux, on peut voir qu'une pratique radicale nouvelle et originale a pris forme à ce moment, une pratique qui n'a pas encore été clairement reconnue ou théorisée. Mais il faut espérer que les acteurs de ces interventions nous fourniront de nombreux récits détaillés de leurs expériences, ainsi que des analyses de ce qui était visé et de ce qui fut réalisé, ou raté. Pour le moment, il peut être utile de comparer les actions les plus réussies avec d'autres formes d'«agitprop» (c'est-à-dire des actions dont le but est d'éduquer radicalement ou d'inspirer les gens ou de les pousser à la subversion)<sup>58</sup>.

Les actions «témoins» non violentes ont le mérite d'enseigner le calme et de dénouer les nœuds de haine, mais leur peur d'offenser quelqu'un les empêche souvent de savoir prendre l'offensive. Les raids sont une forme d'action plus agressive (bien que restant, la plupart du temps, non violents) qui perturbent plus les institutions et les représentants de l'ordre régnant. Les fêtes de la contre-culture peuvent être très plaisantes, mais elles ont tendance à comporter pas mal d'autosatisfaction, «célébrant» avec complaisance tel ou tel rôle social. Les raids ont aussi ce côté joueur et bordélique mais ceux qui y prennent part ne perdent pas de vue leurs griefs et ne cultivent pas d'illusions sur la situation dans laquelle ils se trouvent. Leur convergence soudaine sur un lieu particulier rappelle les foules éclair [*flash mobs*] (et peut en avoir été partiellement inspirée) mais lorsque ces foules arrivent à destination, leur activité est en général plutôt inoffensive, alors que les raids ont pour but explicite d'attaquer leurs objectifs.

Les manifestations de masse ont la force du nombre, mais il leur manque la souplesse qui permet aux raids de se déplacer rapidement, et de se disperser et regrouper selon les besoins. Ceci fut la raison principale du développement des tactiques de «black blocs» ces dernières années. Mais les black blocs sont souvent englués dans des fantasmes stupides de combats de rues ou de guérilla urbaine. Les raids cherchent à éviter de se confronter là où le système est fort et cherchent à exploiter ses faiblesses. Ils le combattent autant sur le terrain des idées et des sentiments que sur

---

<sup>57</sup> La remarque est judicieuse mais l'auteur oublie de souligner les inconvénients de ce type de mobilisation convoquée dans le Cyberspace : absence de contrôle sur les objectifs, les organisateurs, les formes d'action décidées en petit comité, voire par un seul individu (*NPNF*).

<sup>58</sup> Tout le passage qui suit est fort intéressant car il décrit en détail de nouvelles formes d'action apparues ces dernières années (*NPNF*).



celui de la force physique. Alors que les actions des black blocs ont tendance à être impulsives, purement destructrices et se prenant grossièrement au sérieux, les raids contiennent plus d'éléments de calcul, de créativité et d'humour.

Le théâtre de guérilla a le mérite d'abandonner la scène traditionnelle et de porter son message au monde, mais une certaine séparation acteur/spectateur y subsiste: la leçon radicale reste *présentée* à une audience. Les raids rendent leur leçon *exemplaire* par la perturbation de l'institution qu'ils critiquent, dérangeant ainsi plus sûrement la passivité de l'«audience» présente sur les lieux. Certaines de leurs actions ont quelque chose de surréaliste. Une des plus populaires consistait à envahir un bâtiment officiel et simplement *sortir tous les meubles sur le trottoir*. C'était, ostensiblement, une sorte d'expulsion symbolique destinée à rappeler que de vraies expulsions ont lieu constamment. Mais le *réarrangement* bizarre que cela donnait était plus étonnant (tout en étant moins risqué légalement) que si tout avait été saccagé. Et cela avait aussi sans nul doute un effet désorientant plus efficace que les réalisations de certains artistes conceptuels qui obtiennent la permission officielle de modifier temporairement le paysage urbain. Au mieux, certains raids ont quelque chose qui rappelle le style des perturbations réalisées par les situationnistes dans la période qui a mené à Mai 1968. Jusqu'à présent, aucun de ces raids n'a été aussi lucide et précis que les scandales situationnistes, mais — grâce au nombre bien plus important de ceux qui y ont participé — ils ont été bien plus nombreux et bien plus physiquement agressifs.

Inutile de dire qu'il faut considérer ces catégorisations de manière plutôt ouverte. Elles survolent un grand nombre d'actions, certaines étant plus précises que d'autres, certaines se mêlant avec d'autres. Par exemple, certains courants non violents ont pris l'offensive; certains flash mobs ont eu un aspect critique; et certaines actions des black blocs ont ressemblé à des raids (en fait, les raids sont probablement en partie une évolution des black blocs auxquels l'expérience a enseigné à devenir plus conscients et à préciser leurs cibles). Ces comparaisons ne sont qu'une première tentative pour mettre les raids en perspective; préciser ce qu'ils sont et pourraient être.

Alors que la plupart des raids français visaient à bloquer ou arrêter le «business as usual», certains prirent un aspect opposé, ouvrant les choses: ouvrant les portes des stations de métro et permettant à chacun de voyager gratuitement; envahissant les postes de péages et laissant les voitures passer sans payer; ou permettant aux gens d'entrer gratuitement dans un musée ou à un concert. Ce genre d'action ne peut qu'être chaudement recommandé. Elles se rapprochent de, et pourraient inspirer, cette tactique encore plus exemplaire: la grève sociale ou la «grève distributive» par laquelle les travailleurs poursuivent leur activité mais d'une manière qui casse le carcan de l'économie de marché — des caissiers de magasins ne faisant pas payer les clients; des travailleurs donnant ce qu'ils ont produit ou refusant de faire payer pour le service qu'ils rendent. Le problème des grèves purement négatives et des blocages est qu'ils gênent souvent plus le public que les dirigeants. Quand les employés des transports publics arrêtent le trafic, ils ont souvent le soutien du public au début, mais celui-ci se lasse vite. Cependant si ces employés continuent leur travail en laissant tout le monde voyager gratuitement, le public adore ça et se moque que ça dure, au contraire. C'est le genre d'action qui fait sourire tout le monde, sauf les patrons, et esquisse la manière dont une société libérée pourrait fonctionner. Et c'est difficile à arrêter, surtout si ça se répand. Car il est pratiquement impossible de remplacer des masses de travailleurs occupant des secteurs clés de l'économie.

Ceci souligne les limites des raids. Des groupes venant de l'extérieur peuvent bloquer ou perturber temporairement un site, mais ils ne peuvent pas mener une grève, et moins encore une grève distributive. La grande masse des travailleurs reste la seule force capable non seulement de bloquer le système mais aussi de faire redémarrer les choses d'une manière fondamentalement différente.

Le soulèvement français a néanmoins montré à quel point le système peut être secoué, même par ceux qui ont très peu de poids économique ou politique. Si les insurgés n'ont pas réussi à provoquer une grève générale, ils ont néanmoins fait bien plus que ce que chacun, y compris eux-mêmes, avait imaginé. Ce qui compte dans de telles luttes, ce n'est pas seulement le résultat immédiat, mais les riches leçons de l'expérience qu'elles amènent.

Ce fut un de ces rares moments où le changement qualitatif devient vraiment possible; quand toutes les possibilités sont dans l'air et les raisonnements habituels ne s'appliquent plus; quand les gens sont arrachés à leur stupeur habituelle, entretenue par le spectacle, et touchent un bout de vraie vie, de la vie comme elle pourrait être si nous n'étions pas coincés dans ce système absurde. Un

obstacle renversé conduit à en renverser un autre, puis un autre. Tant que ça se produit, les participants du mouvement peuvent à peine croire ce qu'ils supportaient les jours d'«avant». Lorsque ça se termine et qu'ils sombrent à nouveau dans un état d'esprit «normal», ils restent stupéfaits de ce qu'ils ont osé faire durant cet entracte magique.

Ça ne dure pas longtemps — quelques heures, quelques jours, quelques semaines au mieux. Menacé de destruction, l'ordre régissant met toutes ses forces en jeu. Non seulement ses évidentes forces de répression physique, mais aussi tout un vaste arsenal de méthodes plus subtiles qui lui permettent de créer la confusion, de distraire et diviser et affaiblir ceux qui s'opposent à lui. Face à une telle pression, une révolte ne peut pas faire du surplace. Sa seule chance est de continuer à s'étendre et innover. Sa seule possibilité de se défendre c'est de se développer.

Mais même si le mouvement actuel ne va pas plus loin, il a déjà remporté deux victoires. La première est d'avoir forcé le gouvernement à reculer. La seconde, bien plus importante, est l'expérience du mouvement lui-même. Le fait qu'il ait existé est une réfutation de la trompeuse «sagesse» conventionnelle qui a si longtemps prévalu: «La révolution est obsolète. Il n'y a pas d'alternative au système régissant. Il n'y a rien que nous puissions faire à part mendier quelques réformes. Ne soyez pas trop radicaux où vous dresserez les gens contre vous.» Le soulèvement en France a démoli ces mythes. En l'espace de quelques semaines toute une génération a été politisée. Ceux qui ont participé à cela ne seront plus jamais les mêmes qu'avant, et leur créativité et leur audace inspireront les peuples du monde dans les années à venir.

**BUREAU DES SECRETS PUBLICS**

22 mai 2006

# Ultime communiqué du Comité d'occupation de la Sorbonne en exil

Les étudiants ont repris leurs études. Les facultés ont rouvert leurs portes et les professeurs leur claque-merde. Le cycle planétaire de la vie micro-dosée se terminera, comme prévu – comme toujours – en juin : les examens auront lieu puis on ira mériter ses vacances au soleil. Tout indiquerait un parfait retour à la normale s'il n'y avait de la part de tous un si notable empressement à le simuler. A faire comme si rien ne s'était passé, comme si une tout autre normalité ne s'était imposée pendant deux mois d'occupation. Une normalité où les amphes sont des dortoirs, où les voisins sont des camarades ou des ennemis, où la lutte rend les êtres désirables, et non plus seulement séduisants ainsi que le veut la séparation coutumière. A vrai dire, tout ce petit monde universitaire en fait un peu trop. Il y a une fébrilité, une exagération dans les expressions, une maladresse qui trahit le travail en cours : refouler l'évidence qu'il pourrait en être autrement, que la vie ne ressemble pas nécessairement à cette course de hamster en cage.

Et en effet, il n'y a pas de retour à la normale. Ce qu'il y a, c'est un processus de normalisation : une guerre à outrance contre la persistance de l'événement. Nous ne parlons pas de simples prises de conscience, de faits aussi communément admis, sur la fin du mouvement, que la fonction policière des syndicats, le nécessaire recours à la casse, la joie d'une vie passée à bloquer l'économie plutôt qu'à se laisser formater pour un jour la servir ou le retour du feu comme pratique politique élémentaire. Nous parlons d'amitiés. Toute amitié conserve une trace des conditions de sa naissance, du moment de la rencontre. Celles qui se sont nouées là garderont toujours une odeur de lacrymo, un petit éclat de voiture qui flambe, de vitrine qui tombe, une lointaine rumeur d'émeute ; qu'elles ramèneront. Les syndicalistes, les gauchistes, les militants ont vécu un mouvement social. Un de plus.

Les «mouvements sociaux», dans leur rituel cent fois répété et toujours défaits, sont une tolérance locale. Ils appartiennent au folklore de ce pays. «Pour notre honte», disent les uns, «pour notre gloire», pensent les autres. Dans tous les cas, ils font partie de la gestion démocratique à la française, dont ils sont le moment carnavalesque, après quoi tout rentre dans l'ordre. Les gouvernants peuvent bien jouer les monarques tant qu'ils laissent à la population le droit de mimer 1789.

Nous, nous avons vécu un événement. Un événement se reconnaît aux intensités qu'il produit – dépaver ensemble, à coups de grilles d'arbres, une place à touristes, coordonner une attaque au cocktail Molotov, discuter d'un texte jusqu'au petit matin –, non moins qu'aux failles qu'il dessine, aux possibles qu'il dévoile. Ce que nous voulons consigner ici, c'est ce qui a été acquis là d'irréversible, ce sur quoi aucune «fin de mouvement» ne peut revenir, ce qui fait des derniers mois non une parenthèse dans le cours régulé de la vie sociale, mais une seconde vague, après l'incendie de novembre, dans la douce montée d'une onde insurrectionnelle.

## 1.

Un slogan entendu à Rennes : «Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous livrons la guerre au capitalisme.» Tout le cortège le reprend. Plus tard, des pacifistes défendent un rang de flics à coups de poings paradoxaux. Finalement, ils sont chassés de la manifestation.

Une banderole : «Nous sommes tous des casseurs», votée par l'assemblée de Rennes 2, qui devient à Paris l'antienne d'une manif sauvage où locaux du PS, de Charlie Hebdo, banques et agences d'intérim sont équitablement fracassés.

## 2.

Il n'y a pas de question de la «violence», il n'y a qu'un parti pris dans une guerre déjà en cours, et la question, alors, des moyens adéquats à la victoire.

## 3.

Durant toute la durée du mouvement, on aura assisté à cette constante opération policière de distinguer entre bons manifestants et méchants casseurs. Au fil des semaines, à Paris, «casseur» aura d'abord voulu dire «anarcho-autonome s'affrontant avec la police devant la Sorbonne», puis «incontrôlé venu en découdre avec les forces de l'ordre place de la Nation» et finalement «jeune des cités, cogneur de manifestant, dépouilleur de portable place des Invalides». Au terme de sa dérive sémantique, le «casseur» ne cassait plus rien, il lynchait des manifestants. Le terme apparaît alors pour ce qu'il est : un signifiant vide à l'usage exclusif de la police. La police a ce monopole : forger le profil de la menace.

En désignant comme un sujet étranger au mouvement ses éléments les plus décidés, il coupe le mouvement de lui-même et de sa propre puissance, il le rend étranger à sa propre potentialité offensive, à son sérieux. Le profil de la menace, de nos jours, c'est l'immigré-criminel, le «barbare des cités». En alléguant ainsi que tout «étranger» est un subversif en puissance, ON veut d'abord insinuer qu'un bon Français n'a aucune raison de le devenir ; quand jamais, en réalité, n'ont été si nombreux ceux qui ne se sentent plus chez eux dans le funèbre décor de la métropole capitaliste.

#### 4.

Bien entendu, scander «Nous sommes tous des casseurs», ce n'est pas s'affirmer en tant que sujet «casseur», mais seulement déjouer l'opération policière en cours. Admettre la casse comme pratique politique, c'est manifester l'existence quotidienne des banques, des vitrines ou des magasins branchés comme moment d'une guerre silencieuse. C'est détruire en même temps qu'une chose, l'évidence attachée à son existence. C'est rompre, enfin, avec la gestion démocratique du conflit, qui s'accommode si bien de manifestations contre ceci ou contre cela, tant qu'aucune prise de position n'est suivie d'effets.

#### 5.

Nous parlons d'opération policière. Distinguer, dans cette police, entre gendarmes, syndicalistes, journalistes, bureaucrates et politiciens est superflu tant leur collusion fut ici patente. Les clichés des journalistes ont servi les enquêtes de la police tandis que le service d'ordre de la CGT matraquait nos camarades et les livrait aux CRS, s'en flattant au passage dans les journaux du lendemain. Tous auront collaboré à cette œuvre : faire consister la scission entre «casseurs» et «manifestants». Et ils n'y seront vraiment parvenus qu'une fois, à Paris, le 23 mars. Partout ailleurs l'indistinction tant redoutée par le ministre de l'Intérieur – «s'il y avait connexion entre les étudiants et les banlieues, tout serait possible. Y compris une explosion généralisée et une fin de quinquennat épouvantable» – a fait des merveilles. Strasbourg, Nantes, Grenoble, Toulouse, Rennes, Lille, Drancy, Caen, Rouen, jamais, dans l'histoire récente de la France, les centre-ville n'auront connu de si régulières soirées d'émeutes.

#### 6.

Le 21 mars, une manifestation étudiants-lycéens qui se termine au Luxembourg. A l'avant un groupe de 200 gars des cités, et tout au long du parcours un service d'ordre qui se resserre en cordon sanitaire dès que s'approche une bande. Finalement, les bureaucrates décident de détourner le cortège avant l'arrivée, laissant le groupe de tête entre les CRS et les équipes de civils. Deux jours plus tard, Invalides. Une manifestation plus blindée que jamais est prise pour cible de dépouille et de lynchage par ceux qui en avaient été si aimablement tenus à l'écart. Va comprendre<sup>59</sup>!

#### 7.

Deux façons de se mouvoir dans la rue, dans la rue devenue espace hostile, propriété des flics, des automobiles et des caméras : le cortège et la bande. Le cortège : on arrive individuellement, on se joint pour quelques heures à ses «camarades», on braille quelques slogans auxquels on ne parvient plus à croire, les jours d'enthousiasme on chante des chansons qui feraient froid dans le dos si elles voulaient encore dire quelque chose, comme *L'Internationale*. Une sono vient avantageusement couvrir le mutisme de l'assemblée, et le vide des relations. Manu Chao, Zebda, La Brigada, etc. Puis chacun regagne, individuellement, son chez-soi où il a tout loisir de n'en penser

---

<sup>59</sup> Le lien est entre les deux événements est tout à fait artificiel. L'auteur confond sciemment les (rares) actions menées contre les flics par certains jeunes encapuchonnés avec les tabassages, à dix contre un, menés généralement contre des filles isolées ou des binoclards maigrichons. Ces «lascars» n'appliquent même pas le code de l'honneur et de la virilité dont ils prétendent se réclamer ! (NPNF)

pas moins. Promenade digestive pour bétail syndiqué, défilé de solitudes garanties par un service d'ordre.

La bande : on débarque ensemble. On a pris un peu de matos. On a une petite idée de ce que l'on est venu faire là. Se taper avec les flics, brûler Paris, libérer la Sorbonne, dépouiller des magasins, des portables, se faire des journalistes ou des manifestants. On se meut comme un seul homme, à cinquante. Si l'un court tout le monde court, si l'un tape tout le monde tape, si l'un se fait taper, pareil. Réflexes de horde. Jargon commun. Disposition à la bêtise, au suivisme, au lynchage. Extrême mobilité. Hostilité à l'inconnu, à l'immobile.

Plusieurs fois, dans les dernières années, ces deux façons de se mouvoir se sont rencontrées à Paris. Le 8 mars 2005, notamment, puis aux Invalides. Chaque fois, la confrontation a tourné à l'avantage des bandes. Chaque fois, l'individu séparé des cortèges, avec sa liberté d'expression, son droit à être lui-même, à avoir son portable, son compte en banque<sup>60</sup> et ses dreadlocks, s'en est tiré meurtri, traumatisé. Traumatisé par des gamins de quinze ans. Traumatisé par une cruelle alternative : s'organiser à son tour en bande<sup>61</sup> ou bien finir sur le carreau. A moins de prendre son parti de cette vérité : l'individu libéral a la police pour condition. C'est cette évidence que l'ON a voulu dénier, après chacune de ces confrontations, par un brutal accès de mauvaise foi.

#### 8.

La communauté ne s'éprouve jamais comme identité, mais comme pratique, comme pratique commune. L'identité revient au galop chaque fois que la pratique se retire. Là où l'on occupait, là où l'on cassait, là où l'on tagguait, là où l'on retournait les voitures, il n'a jamais été question de provenance sociologique, de lycéen de banlieues ou d'étudiant petit-bourgeois.

#### 9.

Le CPE fut d'abord un prétexte. Prétexte à mobilisation pour les organisations syndicales, prétexte à blocage pour les étudiants, prétexte à rébellion pour beaucoup. Puis, devant la hogra gouvernementale, le CPE devint un point d'honneur. Si bien que son retrait n'a nulle part été vécu comme une victoire, mais comme le simple effacement d'une offense. L'affect dominant du mouvement, ce fut le sentiment qu'on se fout de votre gueule, le sentiment d'être floué. Affect réactif, modéré mais puissant. Et c'est en vertu de cette modération que le mouvement en est venu à des pratiques radicales, à des pratiques à hauteur de la guerre de l'époque : l'attaque de la police et le blocage de l'économie. Par là, il a rejoint les piqueteros argentins, les insurgés d'Algérie et les émeutiers de novembre.<sup>62</sup>

#### 10.

Le contenu d'une lutte réside dans les pratiques qu'elle adopte, non dans les finalités qu'elle proclame. Nous parlons ici de «prétexte» parce que lorsque nous chargions<sup>63</sup> les CRS au cri de «retrait du CPE», nous aurions pu pousser n'importe quel autre cri de guerre pour nous donner du courage ; et que nous n'étions pas seuls à scander «CPE, on s'en fout, on veut pas bosser du tout» en envahissant les voies ferrées. Le contenu effectif du mouvement fut donc le blocage total de l'économie et l'attaque des forces de l'ordre, l'interruption de la circulation marchande et l'affranchissement du territoire de son occupation policière<sup>64</sup>. Vouloir en tant que tels les moyens que l'on se donnait alors, c'était entrer dans le processus insurrectionnel. A quoi la forme

---

<sup>60</sup> Depuis quand le fait d'avoir un «portable» et un «compte en banque» (les dépouilleurs seraient-ils extralucides?) est-il un signe extérieur de richesse ? On ne peut à la fois expliquer que la jeunesse est précarisée, vit dans la galère et n'a aucun avenir dans cette société, et en même temps que les jeunes manifestants seraient bourrés de thune ! On nage dans l'incohérence. (NPNF)

<sup>61</sup> Intéressante perspective quand on sait que les auteurs indiquent, quelques lignes auparavant, que bande rime avec une disposition à la «bêtise» et «suivisme» ! (NPNF)

<sup>62</sup> Et pourquoi pas les mutins de la mer Noire ou les insurgés de Cronstadt ?! (NPNF)

<sup>63</sup> On nage en plein roman : le plus souvent, ce sont les flics qui chargeaient les manifestants, pas l'inverse ! (NPNF)

<sup>64</sup> Nous ne devons pas vivre sur la même planète car, à notre connaissance, l'économie ne fut nullement «bloquée», la «circulation marchande» nullement «interrompue», ni le territoire libéré de son «occupation policière», bien au contraire ! (NPNF)

«mouvement» ne convient pas. A quoi une certaine inconsistance étudiante ne prédispose guère. Qui suppose, surtout, l'âpre détermination à s'organiser matériellement.

## 11.

La lutte contre le CPE aurait été une lutte contre «la précarité». C'est ce qu'en disent les syndicats : «la précarité», vocable confus et opportun, leur évoque on ne sait quelle déchéance biblique frappant le salariat, et dessine ainsi en creux leur propre attachement à l'ancien ordre du travail. C'est ce que disent les journaux, qui ne comprennent rien. Et c'est ce qu'en disent les récupérateurs négristes, qui y voient un nouveau pas vers l'inéluctable «revenu garanti», comique synthèse du socialisme et de la cybernétique. Les slogans du mouvement n'auront certes pas ajouté à la clarté du débat. Au réflexe débile qui consistait à déduire du «CPE, non, non, non» un «CDI, oui, oui, oui», c'est-à-dire à défendre le statu quo de l'exploitation au motif que celle-ci s'aggrave, le réflexe radical aura été d'opposer un «ni CPE, ni CDI».

D'avancer, contre le simple «refus de la précarité», le «refus du salariat». Et l'on a bien vu flotter sur le Collège de France occupé une banderole disant «CPE ou CDI, c'est toujours le STO». En réalité, ce qui se joue sous le terme-écran de «précarité», ce n'est pas une simple dégradation du salariat classique, mais la redéfinition même de ce qu'est le travail. Si travailler a longtemps voulu dire «faire ce que l'on vous dit de faire», travailler signifie désormais «être qui l'on vous dit d'être». N'importe quel stagiaire sait les sourires qu'il doit feindre, le sabir managérial qu'il faut avaler, l'enthousiaste soumission qu'il doit afficher, c'est-à-dire le masque qu'il doit revêtir, pour se faire accepter du monde de l'entreprise.

Il sait combien s'intégrer à la société veut seulement dire s'intégrer la société, et s'intégrer à l'entreprise, s'intégrer l'entreprise. Or la période d'essai de deux ans que prévoyait le CPE, c'est exactement le temps qu'il faut pour devenir le masque que l'on porte, pour s'incorporer, à force de mimer, la figure attendue. Si le salariat classique a été si peu critiqué, finalement, dans le mouvement anti-CPE, c'est que cette critique a déjà été largement faite, et en pratique, par le capitalisme. Tout ce management participatif, toutes ces «tâches enrichies», toute cette individualisation des horaires et des conditions de travail, toute cette rhétorique de la motivation sont déjà une réponse à la crise du salariat classique dans les années 70, quand tout une génération refusait massivement de travailler.

Ce qui a été rejeté dans le CPE, ce n'est donc ni le salariat ni sa crise, mais la redéfinition du travail qui résulte de cette crise, c'est l'élément d'assujettissement du travail contemporain, ce par quoi il nous mobilise subjectivement, en vient à nous constituer un Moi socialement calibré. Le licenciement sans motif ne faisait que sanctionner ce nouveau régime où l'on vous vire pour ce que vous êtes et non pour ce que vous faites, pour l'écart par rapport à une norme de conduite et non pour l'infraction à une clause de contrat. Si bien que le slogan «CPE, non, non, non / CDI, oui, oui, oui» exprimait moins le désir servile d'être exploité huit heures par jour comme tout le monde que le refus de laisser le travail nous former, de le laisser pénétrer de nouvelles épaisseurs de l'être.

Si le travail n'est plus centralement l'échange contractuel d'une somme d'argent contre une portion de temps, mais cet usinage maniaque de subjectivités conformes en vertu de quoi un mannequin qui ne fait jamais rien ne cesse jamais de travailler, alors l'instrument de la grève générale peut être laissé au musée. Vient le temps de la grève humaine<sup>65</sup>, où l'on commence par cesser d'être qui l'on doit être, où l'on se lie par-delà les identités et les codes existants, où l'on fait sauter tout l'univers du prévisible. Vient le temps où ce sont, pour comble, ceux qui ne travaillent pas qui inventent les nouvelles formes de la grève.

## 12.

Le blocage des universités n'a pas été seulement un moyen de perturbation, une prise de possession. Il a été un préalable, le moyen pour les bloqueurs de s'organiser, d'ouvrir la porte à de nouvelles situations. Bloquer la fac pour aller bloquer ailleurs. Rapidement, libérés des tracasseries universitaires, étudiants et lycéens ont propagé leur désir que tout s'arrête. Au lieu de supplier les centrales syndicales de déclarer la grève générale, ils ont propagé sur les rails, les routes, dans les bureaux et les centres commerciaux la grève humaine.

---

<sup>65</sup> L'élitisme des auteurs les incite à opposer les «esclaves», les «mannequins» aux êtres «humains» dont ils feraient, eux, partie, puisqu'ils refusent de travailler. Cet élitisme puise dans le même mépris des masses (abruties, selon eux, par la consommation, le spectacle et la télévision) que l'élitisme militant que les auteurs dénoncent. (NPNF)

Ce qui est vrai pour les facs est aussi vrai ailleurs : sur une rocade, quand des milliers de conducteurs s'arrêtent, éteignent leur moteur, osent enfin sortir de leurs véhicules, pour discuter autour d'un feu de palettes ; dans un centre de tri quand le blocage des camions permet l'émergence d'une parole commune, vite muselée par l'intervention du GIPN.

Toute cette société fait songer au Surmâle de Jarry : c'est un cadavre dont on ne pourra constater la mort que lorsque l'on aura arrêté la machine. C'est pourquoi monte de chacun de ses rouages le désir que tout s'arrête, et c'est pourquoi ses gestionnaires ne reculeront devant rien pour la faire tourner toujours.

### 13.

Tant qu'existaient des organisations et un programme révolutionnaires, seule importait la finalité. Pour la révolution, tous les moyens étaient bons. Puis sont venus, avec la perte de toute perspective révolutionnaire, les mouvements sociaux ; où l'on s'agite et se congratule d'être «tous ensemble», sans plus savoir exactement à quelle fin. Et comme la fin fait défaut, les moyens eux-mêmes se mettent à flotter. On ne sait plus trop comment faire, on fait des expériences. On se tape un peu avec les flics, on manifeste un peu sauvagement, on s'amuse bien pendant l'occupation et puis quand tout retombe on retourne à ses études, à son destin individualisé et l'on s'est fait quelques potes. Les mouvements offrent ce confort de ne pas trop engager : ils ont un début, un apogée et un dénouement.

Et quand le pouvoir sonne la fin de la récré, on n'a pas trop de scrupule à retourner dans le rang : on n'en était pas trop sorti. Nous, nous disons que là où nous éprouvons de la joie, là est notre destin ; que les fins sont immanentes aux moyens ; qu'il faut s'attacher aux pratiques qui nous combent de joie comme à nous-mêmes. «Et l'instant où j'ai été moi-même est effectivement la vie, la vie elle-même, la vie complète.» Nous avons entrevu dans le blocage de l'économie et l'anéantissement de la police<sup>66</sup> l'étincelle d'une vie historique à quoi rien ne nous fera renoncer, quoi qu'il advienne.

### 14.

Hannah Arendt notait en 1970, au sujet des agitations étudiantes de l'époque : «La stérilité théorique de ce mouvement et la pesante monotonie de ses analyses sont d'autant plus frappantes et regrettables que sa joie dans l'action fait plaisir à voir (...). Ce qui peut le plus fortement faire douter de ce mouvement, en Amérique et en Europe occidentale, c'est une sorte de curieux désespoir qui en paraît inséparable, comme si tous les participants étaient d'avance convaincus que leur mouvement sera écrasé.»

Une revue – *L'Antenne* – commentait en 1987 le mouvement étudiant de 1986 dans ces termes : «Tout semble se passer comme si l'état de la société était devenu extrêmement favorable au surgissement de mouvements de rue qui sont exclusivement des mouvements "d'expression", comme on dit : soudains, spectaculaires, énormes et, surtout, sans lendemain.»

Plus que d'autres, les mouvements étudiants semblent grevés de cette néfaste idée de mobilisation, qui contient comme son envers dépressif le nécessaire retour à la normale. En se mobilisant, c'est-à-dire en négligeant, dans la lutte, de nous organiser sur la base de nos besoins, qui ne sont pas seulement besoin de dormir et de manger, mais besoin de penser, d'aimer, de bâtir, d'étudier et de se reposer, d'être seul ou de faire bloc, en se mobilisant, c'est-à-dire en mettant entre parenthèses tout cela, en mettant entre parenthèses tout ce qui nous attache à la vie<sup>67</sup>, en négligeant de s'en saisir collectivement, nous nous assurons que viendra le moment d'épuisement où chacun verra dans la fin de la mobilisation une heureuse retrouvaille avec les habitudes délaissées, avec les

---

<sup>66</sup> On remarquera que, dans les textes de cette première partie, on passe de l'idée de «nuire» à la police à l'idée qu'elle fut «anéantie» pendant le mouvement de février-avril 2006. (NPNF)

<sup>67</sup> Encore et toujours ce thème de la «vie», opposé à la mort (un «monde à l'agonie»). Ce dualisme simpliste tente cependant d'exprimer des frustrations sociales et existentielles bien réelles, mais il échoue à donner la moindre perspective, à part la «destruction» et «brûler» tout ce qui peut l'être. La «joie», l'«amitié», les «rencontres» dont fait état ce texte sont effectivement essentielles et n'apparaissent presque jamais dans la prose des organisations dites «révolutionnaires». Malheureusement la réflexion des auteurs s'arrête là et ils tombent finalement tout autant dans l'autosatisfaction béate que la prose des «partidaires» de tout poil. (NPNF)

passions cruciales, le tout sous l'infect signe du privé. C'est au contraire par le souci de s'organiser sur la base de nos besoins que se construit, de crise en mouvement, le parti de l'insurrection.

#### 15.

Dans un monde de flux, le parti de l'insurrection ne peut être que parti du blocage, du blocage physique de toute la circulation marchande, mais parce que ce monde de flux est lui-même le monde de l'absolue séparation, le parti de l'insurrection doit aussi être parti de la communisation, parti de la mise en commun. Tôt ou tard, il nous faudra bien bloquer Rungis, mais nous ne pourrons bloquer Rungis qu'à condition d'avoir dans le même temps résolu à l'échelle locale la question du ravitaillement, d'avoir établi les solidarités nécessaires. S'il ne s'était agi que de contester le CPE, l'assemblée souveraine aurait pu passer pour une forme d'organisation convenable. Mais si c'est un monde à l'agonie qu'il s'agit d'abattre, la forme élémentaire de l'auto-organisation est la commune.

La commune<sup>68</sup> en tant que niveau où l'organisation du blocage et celle de la vie partagée se rejoignent. Où l'on peut tout bloquer parce que l'on ne dépend plus de la circulation générale, où l'on ne dépend plus de la circulation générale parce que l'on s'est organisé pour tout bloquer. Il pourrait apparaître, dans le cours de cette reprise du territoire, que la métropole contemporaine, entièrement structurée par les flux, n'est compatible avec aucune forme d'auto-organisation, et qu'elle doit donc être détruite de part en part. L'expérience du processus insurrectionnel argentin de 2001, borné par l'extrême dépendance, notamment alimentaire, de Buenos-Aires, en porte témoignage.

#### 16.

Partout en France, dans le sillage du mouvement, des bandes se sont formées, des maisons ont été squattées, des noyaux se sont constitués. Ils ne sont pas le fait d'anciens combattants, mais de ceux pour qui la lutte n'a pas été moyen d'une fin : le retrait du CPE, mais moyen pur, forme désirable de la vie. De ceux qui ont éprouvé la seule communauté accessible, peut-être, dans la métropole : celle que fonde la lutte pour sa destruction. D'année en année, de mouvement lycéen en vagues d'incendies nocturnes, nous voyons implorer ce qu'il reste de cette société et, dans le même mouvement, s'agréger un substrat toujours plus vaste, toujours plus dense de déserteurs. La question est : comment la désertion devient conspiration ?

Comment des bandes deviennent une force ? Quel type de force peut opérer le passage d'une situation de crise, de mouvement, à une situation insurrectionnelle ? Ceux qui douteraient de notre capacité à intervenir d'une façon historiquement décisive feraient bien de se rappeler comment dans les villes les plus remuantes – Rennes, Rouen, Caen, Grenoble, Nantes, Strasbourg – un nombre infime de subversifs organisés a suffi à changer du tout au tout la texture locale du mouvement.

#### 17.

L'évanouissement éclair du mouvement s'explique aisément. Refusant d'identifier les syndicats, les médias, l'administration, les anti-bloqueurs comme des ennemis, et refusant de les traiter comme tels, le mouvement les a laissés en devenir une composante. Il a fait des AG avec eux, il les a parfois hués, mais il n'a jamais lutté contre eux, se figurant comme consensus de la société civile contre le gouvernement. C'était une question de démocratie. Si bien que lorsque tout ce beau monde a déclaré d'une seule voix la victoire et l'enterrement du mouvement, le vide s'est fait autour de nous : nous n'étions plus qu'une poignée d'irréductibles à découvert.

#### 18.

A l'évanouissement du mouvement, après l'annonce du retrait du CPE, ont répondu deux réflexes caractéristiques : le réflexe militant et le réflexe activiste. D'un côté les croque-morts du mouvement appelaient à se remobiliser, sans trop y croire eux-mêmes, et tentaient, au travers d'un quelconque «collectif de convergence des luttes» ou de «lutte contre la répression» de recruter un peu de la chair fraîchement politisée. C'est le même réflexe qui préside maintenant aux divers rassemblements de dépressifs d'obédience trotskyste, anarchiste ou autonome qui essaient de donner un avenir à un mouvement qui se sera bien passé d'eux tant qu'il était vivant. De l'autre on voit gigoter tout un ensemble de groupes d'actions qui rêvent de reproduire ce qu'ils ont vu ailleurs et qu'il faudrait déjà dépasser, qui mettront quelques semaines ou quelques mois encore à épuiser, à

---

<sup>68</sup> La révolution menée indépendamment dans chaque commune ? Décidément, plus le temps passe, plus on revient aux vieilleries utopiques du XIX<sup>e</sup> siècle (NPNF).



force de volontarisme, ce qu'ils conservent de l'esprit du mouvement. Les uns bavardent, mais les autres travaillent.

**19.**

Le mouvement n'a cessé de trébucher sur deux questions qui, pour finir, lui donnèrent le coup de grâce : la démocratie et l'assemblée générale. Alors qu'il n'avait fallu que quelques dizaines d'énervés, au début du mouvement, pour bloquer un amphi, un bâtiment, une fac, ce furent lors des votes de déblocage 500, 1000, 2000 personnes qui durent s'effacer devant la «souveraineté» de l'assemblée générale. Bien souvent, c'est là, face à toute l'absurdité du jeu démocratique, que se sera dévoilée la nature de l'affrontement recouvert par la question du blocage. Entre bloqueurs et anti-bloqueurs, après le vote, on en sera enfin venu aux mains.

**20.**

L'assemblée, comme pratique, nous remonte d'époques où la vie, et donc la parole, étaient chargées de communauté. Communauté ouvrière ou paysanne, guerrière ou populaire, guayaki ou hassidique. Il y a toujours eu une théâtralité, une grégarité, un panoptisme, des enjeux de mainmise, de contrôle, d'hégémonie, dans les assemblées. Il n'y a plus maintenant que cela. C'est pourquoi elles sont fuies. C'est pourquoi, là où n'a pu naître une assez large communauté de lutte, les AG se tenaient sans rapport avec ce qui se passait dans la rue. Inadéquates à la pensée libre comme à l'organisation de l'action, ignorantes de l'amitié, l'assemblée est une forme vide, un simulacre bon à tout, et à rien. Devant cette évidence, des camarades ont appelé, dans le cours du mouvement, à les désertir pour former des bandes. Ils ont opposé assemblée et communauté. C'est une erreur. On n'appelle pas à la communauté ; elle survient, comme une bande se forme, sans décision préalable. Si la parole tourne à vide dans les assemblées générales, ce n'est pas à cause des tours de parole, des tribunes, des bureaucrates, c'est à cause de ce qui rend les tours de paroles, les tribunes et les bureaucrates possibles : l'absence de toute communauté entre les êtres.

**21.**

Nous avons dit que nous reviendrions. Nous sommes revenus. Sur la Sorbonne brièvement réoccupée, une banderole claquait au vent. On y lisait, dans ce soir d'orage : «Les mouvements sont faits pour mourir. Vive l'insurrection !».

**22.**

Vendredi 31 mars. Allocution sénile de Chirac. Des rassemblements spontanés en plusieurs points de Paris. Qui se cherchent, se trouvent, convergent sur l'Elysée, refluent, obliquent, pour éviter la gendarmerie mobile. 3000 personnes de 8 heures du soir à 4 heures du matin. Une errance sauvage de 25 kilomètres. Foule de tous âges, de toutes tendances, idéalement désarmée, désemparée par sa propre puissance sans emploi. Qui passe le pont de la Concorde, arrive sur l'Assemblée Nationale avant les flics, qui y serait entrée si elle avait eu ne fût-ce qu'un pied-de-biche. Qui faillit forcer les portes du Sénat. Passe devant le Palais de Justice. Qui remonte vers Barbès et ravage tout ce que les boulevards de Sébastopol et du Magenta – le fameux «espace civilisé» du Magenta - recèlent de banques, d'agences d'intérim, de brasseries branchées, au cri impérieux de «Paris, debout, réveille-toi !». Puis qui salue les prostituées de Pigalle, monte vers le Sacré-Coeur – «Vive la Commune !», entend-on dans les bouches avant de le lire, taggué sur l'ignoble édifice –, échoue, là aussi, à y entrer pour l'incendier. Feu de joie, donc, devant le Sacré-Coeur. Un dernier Mac Do vole en éclats. Et sur le chemin de la permanence de Pierre Lellouche, qui partira bientôt en miettes, cette dame d'une cinquantaine d'années accoudée en nuisette à son balcon, qui passe à tue-tête «Les mauvais jours finiront» – il est trois heures du matin. Nous avons parcouru ce soir-là, dans une récapitulation mélancolique, tout ce qu'il nous faudra, pour commencer, brûler.

Paris, juin 2006

# Notes sur le mouvement dit anti-CPE en Avignon

**Ce texte est extrait d'une brochure intitulée « Contre le CPE et son monde » publiée en juin 2006 par les Editions Impossiblees d'Avignon. Pour l'obtenir, veuillez écrire à [impossibles@no-log.org](mailto:impossibles@no-log.org). Nous remercions ces camarades de nous avoir autorisés à le reproduire (*Ni patrie ni frontières*)**

Avignon est une petite ville triste avec une petite fac triste de 8 000 étudiants (dont environ 3000 en Droit). En ville, comme sur le campus, il ne se passe pas grand-chose.

Depuis 1995, il n'y a eu véritablement que les grèves de 2003 pour mettre un peu d'animation là-dedans<sup>1</sup> (mouvement marqué par l'auto-organisation d'un certain nombre de personnels de l'Education nationale au sein d'un collectif centré sur l'action : blocages d'établissements, occupations). Les étudiants s'étaient alors contentés de jouer du djembé et de camper sur les pelouses de la fac dans le plus médiocre des citoyennismes.

Les premières semaines de mobilisation «contre le CPE» semblaient vouloir confirmer cette règle désespérante, mais il n'en fut rien, la lutte prit un caractère différent, assez surprenant et bien plus radical (en paroles tout comme en actes).

Le mouvement est initié dès janvier par des étudiants de STAPS (Sport) qui dénoncent la réduction du nombre de postes au CAPES<sup>2</sup>, les AG ne réunissant alors guère plus de 50 personnes. A partir de février, des organisations dites de jeunesse et dites de gauche, réunies dans un «Collectif Stop CPE 84» (UNEF, UNL, MJS, SUD-étudiants et jeunes LCR)<sup>3</sup>, entrent dans la danse.

L'UNEF (une dizaine d'adhérents presque tous au MJS) semble hégémonique sur la scène ; son leader, A.E.K.<sup>4</sup>, une caricature de politicien, est quasiment seul à parler lors des talk-shows (avec un présentateur, du public, des applaudissements à la demande...) qui portent le nom d'AG ; une poignée de militants de SUD, pour la plupart adhérents à la LCR, se chargeant d'une sorte de respectueuse opposition au ton alternatif<sup>5</sup>.

Pendant un mois, le mouvement semble avoir du mal à démarrer et l'UNEF encadre assez bien les étudiants et les premiers lycéens qui se mobilisent<sup>6</sup>. Ce n'est qu'en mars que la lutte prend une autre ampleur avec l'implication croissante d'étudiants n'appartenant à aucune organisation. Une certaine timidité, une inexpérience politique (ou des luttes), la difficulté de s'opposer publiquement à la machine bien huilée que semble être l'UNEF, ou le fait que l'opposition à ce syndicat soit elle-même formalisée et «représentée» par une seconde organisation qui se présente comme «différente» (SUD), ont pu être un frein pour beaucoup... mais les premières semaines de mobilisation permettent de vaincre ces obstacles, de discuter, de prendre de l'assurance, de rompre l'isolement, de nouer des complicités... L'UNEF peine alors à imposer ses orientations stratégiques et son leader fait de moins en moins l'unanimité. Elle perd complètement le contrôle de la situation le 7 mars lorsque, malgré sa vive opposition, l'AG étudiante décide de l'occupation de la fac. L'UNEF se place alors en retrait, puis disparaît quasiment (elle ne distribue par exemple plus aucun tract), ses militants retournant progressivement en cours<sup>7</sup>. Ceux de SUD, perdant du coup leur «rôle» d'opposants, n'ont d'autre choix que de se fondre dans la base (leur faible nombre et le caractère très autonome et antisyndical que prend alors le mouvement leur interdit toute tentative d'en prendre la direction).

A partir de ce moment, le mouvement prend un nouveau tournant (un moment charnière autour des 23-27 mars) qui ne s'explique pas par le simple remplacement d'étudiants «social-démocrates» par des «radicaux» cachés jusque-là (bien que les étudiants les plus impliqués n'aient pas toujours été les mêmes,

et que des «*mous*» et «*pacifistes*» aient disparu de la scène). Beaucoup d'étudiants ont progressivement pris en main leur lutte et par ce fait ont personnellement et collectivement évolué. Nombre d'entre eux ont mené des actions qu'ils n'auraient jamais imaginé réaliser, ou ne serait-ce qu'approuver, quelques semaines plus tôt.

La transformation que va subir le mouvement est donc avant tout celle de ses protagonistes et, en premier lieu, celle des étudiants qui n'étaient membres d'aucune organisation, qui étaient en questionnement, en recherche, pas formatés et qui ont donné à la lutte son dynamisme et son énergie. Les étudiants et leurs complices n'ont pas été changés en révoltés par les tracts qui leur ont été distribués ; ils ont profité du temps que leur libérait la grève, du nouveau contexte qu'ils créaient eux-mêmes, pour agir et réfléchir, «*et réfléchir, on avait que ça à foutre toute la journée*»<sup>8</sup> ; c'est cette situation qui les a transformés et qu'ils ont transformée. C'est dans la lutte qu'est venue cette conscience<sup>9</sup>.

Le mouvement, cherchant à s'auto-organiser, va en un mois évoluer de manière assez paradoxale : il y a comme un décalage entre la forme «*social-démocrate*» ou «*bureaucratique-démocratique*» très chiant que conserve le mouvement (les AG où «*putain on s'fait chier*», les actions symboliques bidon), son enfermement dans un cadre de fait «*étudiant*», et ses acteurs qui, se radicalisant, cherchent (plus ou moins consciemment) à dépasser cette situation sans véritablement y parvenir.

#### **A/ L'AUTO-ORGANISATION**

Jusqu'alors dirigée et organisée par un quarteron de syndicalistes, la lutte est, à partir de mars, prise en main par les étudiants eux-mêmes, sans pour autant sombrer dans un formalisme de substitution inutile. Il n'y a donc pas eu l'élection d'un comité, d'un Bureau et/ou de délégués, pas même selon la formule «*élus et révocables*». Les commissions «*de travail*» mises en place au début de l'occupation, (commissions presse, tracts, actions<sup>10</sup>, logistique, relation avec les lycéens... quelques personnes permanentes auxquelles pouvaient se joindre tous ceux qui le souhaitaient)<sup>11</sup> ont en général assez mal ou pas fonctionné et presque tout se faisait à la dernière minute.

Le fonctionnement quotidien reposait essentiellement sur la confiance, la complicité que permettait la lutte et l'occupation<sup>12</sup> (la petite taille de l'université d'Avignon a peut-être favorisé cela) ; tout se décidait de manière collective, les tâches étaient le plus souvent assumées de façon collégiale<sup>13</sup>. Il n'y eut pas non plus d'apparition de leader ou de «*petits chefs*» (même si certains, s'exprimant plus aisément que d'autres et du coup peut-être plus, pouvaient apparaître comme tels).

A signaler également la création d'une BIC (Brigade d'Intervention Clownesque) qui a mené diverses actions de manière autonome (comme le nettoyage de la mairie à coups de brosses à dents).

Cette auto-organisation est avant tout structurée autour de l'AG qui décide après débat (alors qu'au début il ne s'agissait que d'applaudir aux décisions de l'UNEF) et qui, déclarée «*souveraine*» (qui n'est subordonnée à personne), a théoriquement seule un pouvoir décisionnel.

Et les AG ne vont pas manquer à la fac d'Avignon... leur épuisante succession, entraînant aussi une routine propre à démobiliser ; jusqu'à trois AG par jour pouvaient s'y succéder<sup>14</sup> !

#### **L'AG «ETUDIANTE»**

Durant tout le mouvement, elle se tenait quotidiennement en milieu de journée.

Elle était en principe réservée aux étudiants qui *tous* avaient le droit d'y participer et de prendre la parole, y compris les militants de l'UNI (!)<sup>15</sup>. Malgré la participation régulière de lycéens et la décision de l'AG du 13 mars d'accepter le vote des non-étudiants, elle est restée l'AG «*étudiante*» et, lorsque la situation était critique, seuls les possesseurs d'une carte d'étudiant de la fac d'Avignon pouvaient voter... Le mouvement n'a pas réussi à se débarrasser de cette vision estudiantine sclérosante qui l'a paralysé.

La majorité des étudiants était totalement indifférente<sup>16</sup> à la lutte en cours, mais les AG réunissaient plusieurs centaines d'entre eux (l'amphi de 600 places était toujours plein à partir de la mi-mars avec parfois des pointes à 800 et, à deux reprises, plus d'un millier d'étudiants). La plupart des présents soutenaient le mouvement mais n'y participaient qu'indirectement, se contentant d'assister aux AG, de donner leur avis, de s'informer ; seule une partie d'entre eux (2 à 300 ?) se joignaient également aux manifestations, mais n'étaient généralement pas là lors des actions, *déléguant* cette tâche aux *actifs*.

«Il va maintenant falloir s'organiser, et convaincre ceux qui ont voté pour le blocage de rallier le mouvement.»

Un étudiant bloqueur, *La Provence*, 21 mars 2006

Le mouvement avait besoin de la masse des étudiants *passifs*, aussi fallait-il «faire» des AG pour «mobiliser les étudiants», c'est-à-dire conserver le lien qu'elles représentaient<sup>17</sup>.

Cette situation entraînait la question récurrente et pesante de la légitimité de l'AG et de celle du mouvement : Est-ce que notre action est juste, justifiée, fondée, est-ce que nous avons le droit de le faire ?

Mais, est-ce qu'il fallait des AG «étudiantes» pour être légitimes ? Ou bien, est-ce justement parce qu'il y avait des AG «étudiantes» qu'il fallait obligatoirement être légitimes ?

Si les étudiants clamaient haut et fort la légitimité et la souveraineté des AG, ils n'en semblaient pas vraiment convaincus puisqu'ils décidèrent à deux reprises de l'organisation de votes à bulletins secrets en collaboration avec l'administration.

L'ordre du jour était en général établi à l'avance par les «actifs», mais soumis par vote à l'approbation de l'AG où à une éventuelle modification. Les débats lors de ces AG furent complètement stériles, inintéressants et chiants, revenant sans cesse sur les mêmes questions : la représentativité ou la légitimité de l'AG et du mouvement, le CPE, le blocage de la fac etc.

C'est lors de l'AG «étudiante», organe *représentatif*, que tous les étudiants, y compris ceux qui ne participaient pas à la lutte et ceux qui s'y opposaient, qu'étaient discutés et votés les grandes orientations du mouvement, les choix stratégiques et tactiques, les revendications, les formes d'actions ! Une situation paradoxale, une contradiction qui se devait d'être résolue.

#### L'AG «DU SOIR», VERS L'AG DE LUTTE

Dans la fac occupée avait également lieu tous les soirs une AG réunissant les *actifs*, les «occupants» ou «bloqueurs» : c'est-à-dire ceux qui dormaient là, et tous ceux qui passaient leurs journées à la fac, soit 80 à 100 personnes au plus fort du mouvement, des étudiants mais aussi des lycéens, des chômeurs et précaires (catégories qui alors n'avaient plus guère de sens, voir plus loin).

C'est là que généralement étaient discutées et votées les actions du lendemain. Les débats n'y étaient que rarement plus intéressants qu'en «AG étudiante» et beaucoup de temps était perdu dans l'interminable résolution de points techniques. Les discussions et débats informels qui avaient lieu autour de cette AG et d'une «bonne» bière, en petits groupes, étaient elles beaucoup plus riches (sur le mouvement, l'analyse politique de la situation, le problème des organisations, la stratégie à mettre en œuvre...).

Avec le temps, l'AG du soir est devenue de plus en plus autonome, s'investissant d'un pouvoir de décision, évoluant de la réunion technique à l'organe de lutte, celui des grévistes, des personnes actives dans la lutte (qu'elles soient étudiantes ou pas) qui décident eux-mêmes de la manière dont doit être conduit le mouvement. C'est elle qui est devenue le véritable moteur de la lutte.

Très rapidement les tracts réalisés par la «commission tracts» (ouverte à tous les *actifs*)<sup>18</sup> ne sont plus ceux des étudiants d'Avignon, mais sont signés des «occupants de la fac»<sup>19</sup>.

Le blocage de la fac par les occupants (27 mars) alors que devait y avoir lieu un vote à bulletin secret sur la reprise du blocage (suite à la décision d'une AG précédente) fut un épisode bien significatif : moment clef où s'amorce la rupture avec le caractère bureaucratique-démocratique qui dominait jusqu'alors dans le fonctionnement, les actions, les comportements... «Nous n'avons plus nos preuves à faire et surtout plus de temps à perdre» expliquaient alors les occupants<sup>20</sup>.

Les problèmes de légitimité, de formalisme démocratique, de votes à répétition auxquels était suspendu le mouvement, ne se posaient plus pour l'AG «du soir». On se rendait compte que l'on pouvait aussi bien faire des choses sans forcément attendre l'aval épuisant de tous et de toutes.

#### SUR LA COORDINATION NATIONALE

A partir de mars, (Poitiers les 11 et 12), la fac d'Avignon va envoyer des délégués à chaque Coordination nationale étudiante (délégués au départ désignés en AG «étudiante», puis choisis parmi les étudiants occupants)<sup>21</sup>.

A chaque retour, les délégués émirent de nombreuses critiques sur la bureaucratisme de la Coordination, les heures de débats et de votes qui ne servaient à rien, sur une Coord qui ne coordonnait pas

grand-chose (si ce n'est des journées d'actions nationales) et n'était qu'un reflet formel, syndical, du mouvement réel<sup>22</sup>. Elle permettait «*au moins*» pour certains «*de ne pas laisser le champ libre à l'UNEF*», mais les enjeux et affrontements politiques en son sein (entre UNEF, LCR, LO etc.) n'ont pas vraiment intéressé les Avignonnais, ou leur ont paru trop obscurs.

L'envoi de délégués n'a pourtant jamais été remis en cause car les Coordinations permettaient de rencontrer d'autres étudiants, d'apprendre, de s'informer, d'échanger des trucs, des techniques (on évoquait son caractère «*formateur*»).

Face à cette situation, des projets de réseau d'entraide et de contact semblent s'être amorcés : des coordinations (ni parallèles ni concurrentes) centrées sur l'activité, comme la tentative de création d'une «*Coord Grand Sud*» embureaucratisée dès le départ (en plus, la plage était froide).

## **B/ ETENDRE LA LUTTE VERS LES TRAVAILLEURS ?**

Les étudiants qui se sont mobilisés ne l'ont pas fait sur une question corporatiste (comme par exemple une énième réforme universitaire), mais en tant que futurs travailleurs, contre une mesure concernant le monde du travail (un nouveau type de contrat)<sup>23</sup>. Il n'est donc pas étonnant qu'un de leurs objectifs, presque leur leitmotiv, ait été la jonction avec les travailleurs, non pas pour demander leur «*soutien*», mais parce que cette lutte était aussi la leur. La volonté de dépasser le catégoriel étudiant était donc bien réelle et inévitable.

Dès les premiers jours de la lutte, dans l'occupation de la fac, dans les discussions et les actions, les étudiants ont été rejoints par d'autres jeunes, pas tous scolarisés : des étudiants avignonnais d'autres facs, des étudiants en écoles de musique ou aux Beaux-Arts, des lycéens, des chômeurs et travailleurs précaires (du cuisinier à l'ouvrier agricole), des apprentis, parfois des salariés... Mais il est difficile de dire quelle proportion des occupants ils représentaient<sup>24</sup>.

L'administration de la fac l'avait bien compris et tentait régulièrement d'intimider les occupants : vérifications des cartes à l'entrée par des vigiles, menaces de procéder à des vérifications à l'intérieur et de faire expulser par les vigiles les occupants qui n'auraient pas leur carte d'étudiant (mais il avait été décidé que dans ce cas personne n'en aurait)<sup>25</sup>. Que les tracts «*étudiants*» d'Avignon aient été signés par «*les Occupants de la fac*» n'est donc pas anodin. S'il y eu des flottements quant à la participation de non-étudiants aux AG «*étudiantes*» ou à leur entrée à la fin de certaines manifestations<sup>26</sup> (ce qui ne fit pas l'unanimité chez les étudiants), il ne semble pas qu'il y en ait eu en ce qui concerne leur présence sur le campus occupé. Le soir, du cadre étudiantin, ne restait guère que les murs de la fac, il n'y avait plus de différences entre catégories, il n'y avait plus que des personnes en lutte.

Dans l'esprit des occupants, il était bien clair que la rencontre et la discussion avec les travailleurs ne pouvait passer par les organisations syndicales. D'où les multiples opérations de tractage aux portes des entreprises et usines (SNCF, Poste, Electro-Réfractaire<sup>27</sup>...) afin d'expliquer quel était réellement le mouvement en cours (contre les mensonges des médias), mais aussi l'attention portée aux luttes en cours dans les boîtes (ainsi le 30 mars, une délégation d'occupants se rend à l'AG de l'usine de gélatine Rousselot à l'Isle-sur-Sorgue en grève depuis le 27 mars pour cause de plan social).

Il y avait aussi la conscience qu'une victoire ne pouvait venir que de la mobilisation des salariés, qu'avec eux il était possible d'aller «*plus loin*», qu'il fallait discuter à la base (même s'il semblait toujours nécessaire de faire pression sur les directions syndicales, sur les bureaucraties...).

### **VERS LES «QUARTIERS»**

Aller «*vers les quartiers*» a aussi été une constante (tractages sur les marchés de la Rocade ou de Monclar), une rencontre qui ne s'est esquissée que dans le contact avec les élèves des LP de la ville qui étaient très présents lors des manif et fréquentaient parfois la fac occupée.

L'une des premières AG étudiantes d'Avignon (14 mars) avait adopté une motion demandant l'amnistie des émeutiers de novembre 2005 (dans un amphi de 500 personnes). L'idée était loin de faire l'unanimité : le thème abordé lors de discussions entraînait des débats entre ceux qui n'y voyaient que de la casse gratuite, de la délinquance et ceux qui y voyaient une révolte sociale dont le mouvement dit anti-CPE était une autre expression. Il y a eu parmi les occupants une évolution très nette sur cette question, et «*l'amnistie des émeutiers de novembre*» a progressivement fait partie des revendications mises en avant dans les tracts des occupants<sup>28</sup>.

## LA CRITIQUE DES SYNDICATS

Le mouvement avignonnais se caractérisait par une belle allergie aux syndicats. Si les premières tentatives de mobilisation furent l'œuvre de l'UNEF, la lutte ne prit de l'ampleur que dans la confrontation de deux logiques, celle du syndicat et celle du mouvement réel.

La critique des étudiants «*non cartés*» était donc une réaction aux agissements de l'UNEF (et de sa petite sœur l'UNL) ; un rejet qui s'étendit à celui des bureaucraties syndicales mais dépassera rarement ce stade pour aborder le syndicalisme lui-même (les militants de SUD-étudiants et de la LCR n'étaient évidemment pas là pour les y aider)<sup>29</sup>.

Le déroulement du mouvement, était pourtant une critique en actes du syndicalisme : s'il a mis en évidence la nocivité des syndicats «*réformistes*» (UNEF), il a aussi démontré l'inutilité du syndicalisme «*alternatif*» (SUD en ce qui concerne Avignon).

Certains ont pu dire que les syndicalistes avaient au moins «*lancé*» le mouvement, distribuant les premiers tracts contre le CPE, tenant des tables d'informations dans le hall de la fac, appelant aux premières AG... mais en 2003, ceux qui avaient fait cela étaient des étudiants qui n'appartenaient à aucun syndicat, à aucune organisation politique et qui n'avaient pour la plupart qu'une expérience des luttes très limitée. Avoir une carte n'était donc pas une nécessité.

La distribution de tracts, l'appel à des réunions à chaque nouvelle mesure ou réforme font partie de la gesticulation gauchiste classique, de son fonds de commerce. On ne peut ainsi expliquer la faible mobilisation de février puis l'emballement du mouvement en mars : l'UNEF et SUD n'ont pas «*mieux*» milité cette année, n'ont pas au bout d'un mois distribué plus de tracts ou rédigé des textes plus convaincants. Il y a des conditions (c'est un autre et vaste problème) qui ont fait qu'à un certain moment les gens en ont assez, ont eu envie d'en découdre.

Puis, lorsque le mouvement a véritablement démarré (début mars), et a commencé à s'auto-organiser, les syndicats s'y sont soit opposé (UNEF), soit ont cessé d'agir en tant qu'organisation (SUD), leurs militants se fondant dans la base pour n'être plus que des «*luteurs de classes*» comme les autres<sup>30</sup>.

Quant à l'expérience (il n'y a que celle de la lutte qui compte), les syndiqués ont apporté la leur, quant ils en avaient, comme les non-syndiqués.

Il semble que le seul apport indiscutable des syndicats au mouvement ait été celui d'un mégaphone et de photocopies gratuites... (vu sous cet angle on ne peut évidemment pas dire que les syndicats ne servent à rien !)

Dans les amphis (surtout le soir) le débat sur le syndicalisme, son «*utilité*» ou son caractère néfaste, l'hypocrisie des directions, étaient des thèmes récurrents («*les syndicats sont-ils avec nous ou pas ?*»), les discussions vives... la critique, la méfiance, la défiance à l'encontre des syndicats dominaient globalement, notamment vis-à-vis des grandes confédérations qui enfermaient graduellement le mouvement dans de classiques journées de dé-mobilisation<sup>31</sup>.

Mais, par rapport aux organisations syndicales de salariés, la position des occupants a été plus ambiguë. Même si l'on cherchait à toucher les salariés à la base, à faciliter leur organisation (considérant donc implicitement que les syndicats ne sont plus un mode d'organisation du prolétariat), sachant donc très bien que ce n'est pas avec les bureaucrates qu'on arriverait à quelque chose... surtout pas à la grève générale. On ne pouvait tout de même pas se couper d'eux... ils représentaient toujours *quelque chose*.

Les occupants participèrent donc, dès qu'ils y furent autorisés, aux réunions intersyndicales avec la CGT, la CFDT, FO, UNSA... et l'UNEF ; c'est-à-dire qu'ils les considéraient, au moins tactiquement, comme des alliés.

Mais, à plusieurs reprises, les occupants ont tenu à montrer très explicitement qu'ils étaient le mouvement réel et que les syndicats n'en étaient qu'au mieux la remorque, que le temps de leurs manifs traîne-savates était révolu. Une attitude qui a pu provoquer une certaine tension mais ne s'est pas accompagné d'une rupture, les occupants ne cherchant pas, par exemple, à se donner les moyens de leur autonomie, préférant continuer à quémander du soutien matériel aux syndicats (photocopies, argent, sonos...).

Lors d'une manifestation, une partie du cortège occupants/lycéens, au départ un peu hésitant, passa outre le SO de la CGT qui voulait l'obliger à faire un détour.

Le 28 mars, le cortège occupants/lycéens est en tête de la manifestation mais, dès le départ, ne respecte pas le trajet prévu par l'intersyndicale... Celui-ci s'avère de toute façon trop exigü pour le nombre des

manifestants... la CGT doit suivre. Les occupants avaient décidé la veille de ne pas se laisser balader plus longtemps.

Rebelote le 4 avril. Cette fois-ci les syndicats sont au courant des préparatifs des occupants : qui tentent de «détourner» en cours de route l'ensemble du cortège vers le centre-ville (et laisser toute seule la banderole de tête tenue par les dirigeants syndicaux)... SO syndicaux et flics n'arrêtent l'hémorragie qu'après la scission d'un millier de manifestants : de quoi provoquer un «*courroux syndical*» : «*Qu'est-ce qu'ils font, ça c'est à cause de la LCR !*» (un responsable CGT)<sup>32</sup>.

### **L'AG «INTERPRO»**

Dès le début de l'occupation, la fac fut transformée en un «*point de convergence des luttes*», mais il fallut attendre environ une quinzaine de jours et la montée de la mobilisation des salariés pour que l'idée d'utiliser la fac pour des AG de travailleurs fasse son chemin (l'apparition d'AG interpro ou d'AG de lutte dans d'autres villes a aussi donné des idées). L'objectif était de faciliter la mobilisation et l'auto-organisation des salariés et donc la convergence avec les étudiants vers une possible grève générale (leur fournir un lieu où se réunir, débattre, d'où le choix d'AG quotidiennes à heures fixes). La décision d'appeler à des AG interpro fut prise en AG «*du soir*» (27 mars) et la première eut lieu le lendemain, rassemblant, à la fin d'une manifestation, 3 ou 400 personnes, mais très peu de salariés et chômeurs.

Ces AG se tenaient tous les soirs à la fac à 19 h. Elles ne rassemblaient au maximum qu'une centaine de personnes et seulement un très faible nombre de salariés, des syndiqués de base (SUD et CGT), parfois quelques responsables syndicaux (SUD). Il n'y avait quasiment pas de débats, les discussions tournant surtout autour d'actions à mener... On y observait aussi le passage des habitués syndicalistes, militants citoyennistes, gauchistes et anarchistes venant faire leur speech, repérer d'éventuelles cartes, tenter d'y vendre leur journal etc.

Le terme «*interpro*» restait pourtant encore limitatif, puisqu'il prend en compte la division capitaliste en différentes professions, catégories qui s'y trouveraient ainsi juxtaposées, mais pas abolies ni dépassées<sup>33</sup>. En ce sens, l'AG «*du soir*», où l'on trouvait aussi des chômeurs et des salariés, ne tombait pas dans ce piège et, bien que la question ne s'y soit pas formellement posée, dépassait et abolissait dans la lutte les catégories du Capital.

### **C/ DANS L'ACTION**

La force du mouvement dit anti-CPE a sans doute été liée au mélange de ces éléments : action directe, violence, illégalité. Leur extension territoriale spontanée, le risque de leur généralisation, ce bouillonnement ont fait peur, ont ouvert des possibles, obligé le gouvernement à un recul tactique.

### **L'ACTION DIRECTE**

Les manifs traîne-savates à répétition orchestrées par l'UNEF ou la CGT, pour se montrer, exprimer son «*mécontentement*», se «*faire entendre*», ont occupé lycéens et étudiants pendant de longues semaines, puis, progressivement, un certain ras-le-bol a vu le jour. L'inutilité de tels défilés sautait enfin aux yeux. Les occupants organisèrent donc des actions symboliques (toujours pour «*se faire entendre*») puis des actions «*tout court*», dans un autre but, celui d'essayer d'instaurer un rapport de force, de harceler l'adversaire (gouvernement et patronat), redécouvrant alors les moyens de lutte traditionnels du prolétariat : occupations, piquets de grève, attaques contre l'économie, affrontements... Dès lors, il ne s'agissait plus de convaincre, mais de vaincre.

De s'allonger devant le portail pour «*montrer la fragilité des jeunes salariés*» (13 mars), de s'installer au bord des routes avec des pancartes «*Klaxonnez contre le CPE*», les occupants en sont tout de même venus à bloquer des établissements et des routes avec des barricades, à foutre des pneus enflammés au milieu de carrefours (30 mars)...<sup>34</sup>

Divers types d'actions ont été menées : des occupations (université, mairie, tentative contre l'ANPE), des déménagements de locaux (UMP et MEDEF), des actions diverses (perturbation d'une étape du Paris-Nice, sabotages des portes du MEDEF à la colle) soit à la suite de décisions en AG, de réunions, ou sur des initiatives autonomes<sup>35</sup>.

L'occupation de la fac est un cas bien particulier, il n'y a eu de rapport de force entre occupants et administration que de façon voilée, une sorte de coexistence pacifique. Après avoir une première fois fait appel à la police pour vider les lieux, le président de la fac, Michel Volle, a surtout cherché à gérer au mieux la situation pour éviter la confrontation, usant de ses vigiles pour contrôler les locaux, octroyant une partie de ce pouvoir/territoire aux occupants qui n'osaient le prendre... Il y avait aussi le risque, en cas

aggravation du conflit, d'une fermeture administrative qui n'aurait arrangé ni le président déchu de son autorité, ni les occupants privés des facilités qu'offraient les locaux. Le faible nombre d'occupants (80 au plus fort du mouvement, une vingtaine lors de l'évacuation par les flics, des week-ends à moins de dix) rendait difficile l'hypothèse de l'occupation simultanée et permanente d'un autre lieu que la fac. Une solution de repli fut envisagée dans la dernière semaine, lorsque l'évacuation par les flics semblait inévitable, mais l'idée fut abandonnée, faute de mobilisation (une telle occupation aurait pu ôter au mouvement son caractère étudiant sclérosant).

Mais, l'une des actions qui semble s'être la plus répandue durant le mouvement, au niveau national, est bien le blocage (il va même permettre de désigner deux camps : les «*bloqueurs*» et les «*antibloqueurs*») <sup>36</sup>.

Blocages d'établissements universitaires ou scolaires (avant tout pour faciliter la mobilisation et permettre aux actifs de ne pas être pénalisés par la poursuite des cours), mais aussi blocage d'axes de communication. Ce qui était alors assez clair dans les esprits, c'est qu'il fallait dépasser le stade du symbolique et progressivement tenter d'instaurer un rapport de force avec le gouvernement et le patronat en frappant «*là où ça fait mal*», là où on va «*leur faire perdre de l'argent*», en s'attaquant à l'économie. Ne pouvant sans la grève générale interrompre la production, le mouvement prit pour cible son écoulement : les voies de communication (ponts, routes, voies ferrées), les flux de marchandises et de travailleurs. Des mouvements antérieurs avaient déjà connu ce type d'action mais sans doute pas une telle systématisation. Les carrefours et ponts d'Avignon ont ainsi été très régulièrement bloqués par les manifestations (lors ou à l'issue de manifestations, ou devant des établissements scolaires eux-mêmes bloqués). Les voies ferrées de la gare d'Avignon ont été par trois fois envahies, mais la dernière des trois opérations avait été spécialement (mal) étudiée dans le but de perturber le fret de marchandises. Le blocage d'entreprises ou d'autres sites économiques ne fut qu'assez peu envisagé (on peut citer la proposition d'un postier CGT de bloquer le centre de tri d'Avignon, «*nerveusement*» repoussée par un responsable de SUD-PTT !) <sup>37</sup>.

La proviseure du lycée Victor-Hugo de Carpentras reprocha, elle, à ses élèves qui bloquaient les grilles de l'établissement, de paralyser ainsi «*la première entreprise de la ville*» !

#### **SUR LA VIOLENCE ET L'ILLEGALITE**

Le mouvement avignonnais a vécu ses premières semaines avec la fantasmagorie hantise du «*casseur*». «*Jamais vu que sur TFI*», il semblait vouloir menacer les tranquilles manifs traîne-savates du début ou vouloir venir saccager la fac. Il était donc condamné sans appel tout comme le moindre semblant de dégradation, ou de «*débordement*».

La manif du 23 mars fut peut-être le point d'orgue de cette psychose avec des étudiants qui surveillaient consciencieusement les abords du cortège et une sono qui ne cessait de brailler des consignes aux manifestants : «*Nous vous rappelons qu'il est interdit de marcher sur les trottoirs.*»

*«Chantant et bruyants, mais pacifiques. D'ailleurs, étudiants et lycéens avaient tout mis en œuvre pour que la sécurité soit assurée. Pour marcher sereinement ensemble. Aucune incartade dans le centre-ville, mais un parcours qui a emprunté les bords du Rhône. Et surtout de fréquents rappels à l'ordre du grand gaillard qui s'égosillait dans le micro : "Tous derrière la banderole". Et aussi à l'endroit de ceux qui avaient la tentation de faire encore plus de bruit : "Je rappelle que c'est interdit les pétards, merde !"»*

*Vaucluse matin, 24 mars 2006*

Après la manif du 23 mars, les occupants qui redoutaient les «*débordements*» vont se mettre à les organiser, côtoyant au passage la «*frontière de la légalité*».

Alors que sur Avignon, depuis des années, les cortèges ont toujours suivi très respectueusement les consignes des RG, des flics et des SO syndicaux... les occupants sont devenus des adeptes de la «*manif sauvage*» (parcours se décidant au fur et à mesure de l'avancée du cortège, parfois lors de micro-AG aux carrefours), cherchant à passer outre ce cadre normatif, à se jouer ouvertement des flics en tout genre.

Il en va de même pour les actions. La prise de conscience de leur caractère illégal, de la répression policière et judiciaire qui pouvait en découler, a rapidement été intégrée mais a entraîné en premier lieu une prise de posture citoyenniste classique : «*Notre action n'est pas légale, mais elle est légitime*» ou «*Nous assumons pleinement nos actes, nous agissons à visage découvert*», etc. (qu'importent alors caméras et photographes?). C'est sans doute l'action de déménagement des locaux de l'UMP (avec relevé des empreintes sur place, dépôt de plainte, convocation d'un des «*meneurs*» chez les flics) qui a commencé à faire réfléchir <sup>38</sup>. La multiplication des actions et leur radicalisation aidant, il semble que progressivement



ait fait son chemin l'idée que mener des actions illégales «*sans se faire prendre*» n'était pas mal non plus... On assista donc à une modification dans les comportements de certains des occupants lors des actions «*coups de poing*» : l'éveil d'un intérêt pour le réseau de vidéosurveillance urbain, l'utilisation grandissante de foulards, écharpes et capuches pour se camoufler le visage, ou même du port de gants... lors de certaines actions, il s'agissait de véritables «*consignes*» données aux participants. Le vocabulaire citoyeniste sur la légitimité des actions a progressivement disparu, les occupants assumant de plus en plus «*l'illégalité*» de leurs actes, son caractère inévitable dans la lutte.

Après l'épisode peu glorieux du 23 mars, les occupants ne se sont pas pour autant transformés en émeutiers, mais ont tout au moins commencé à se questionner réellement quant à l'usage de la violence dans le mouvement (la rencontre, via les Coordinations, de camarades d'autres villes y est peut-être pour quelque chose). Les «*casseurs*» n'étaient plus alors condamnés et l'on se rendait compte qu'ils étaient pas extérieurs au mouvement, mais qu'en fait ils n'avaient «*pas renoncé à d'autres modes d'actions et d'expressions dans cette lutte*» ... On se massait même autour des ordis portables pour mater les images d'émeutes et de caillassages de flics ... (là c'est un autre fantasme qui fait son apparition).

On en était arrivé à proclamer «*Nous sommes tous des casseurs !*», à parler en AG de la nécessaire «*réappropriation de la violence*».

Une grande et belle pancarte dans le hall d'entrée de la fac a longtemps annoncé «*Nous n'avons que notre pacifisme à opposer à la violence du CPE*» mais un jour elle a été corrigée par l'ajout d'un «*pas*»...

Les dégradations, hantise des premiers jours d'occupation, furent presque nulles à la fac d'Avignon, aucun tag, sans doute l'une des facs les plus tristement propres de France ; quant aux rares casses, inimaginables au début, elles n'ont eu lieu que par nécessité<sup>39</sup>.

*Si dans les motions et les tracts, les occupants demandaient l'abandon des poursuites et l'amnistie de tous les interpellés, ils n'ont par contre jamais dénoncé publiquement les manipulations des médias et des politiques qui cherchaient à diviser le mouvement (entre bons et mauvais manifestants). Pas de réaction non plus lorsque les lycéens d'Orange firent de telles distinctions (manifestation du 7 avril).*

Les trois occupations de la gare d'Avignon centre :

- 31 mars, les manifestants dégagent les voies lorsque les flics approchent.
- 3 avril, les manifestants marchent sur les voies pour ne pas se faire dégager.
- 6 avril, les manifestants restent sur place, font la chaîne et se font dégager de manière musclée par les flics.

•

## **D/ POUR QUOI FAIRE ?**

*«Le CPE a surtout servi de prétexte pour créer un mouvement de solidarité. Question ambiance, tout le monde sentait un mal-être dans cette société, avant. On vit dans un pays capitaliste avec un gouvernement qui favorise les plus riches et précarise tous les autres.»*

Mathilde et Laure, lycéennes à Mistral<sup>42</sup>

## **VERS LE DEPASSEMENT DU CADRE REVENDICATIF**

Cette revendication du retrait du CPE a été surtout mise en avant par les syndicats (étudiants et ceux de salariés) ménageant ainsi une porte de sortie raisonnable au gouvernement, et une porte ouverte sur des négociations. Avancer d'autres revendications aurait entraîné le risque d'une grève générale difficilement gérable et donc à éviter. L'enfermer dans un cadre raisonnable, sérieux, politique était nécessaire. Toutes les organisations politiques et syndicales, de l'UMP à la LCR, y ont contribué en focalisant leur discours sur le seul CPE<sup>43</sup>.

La banderole unitaire (CGT, CFDT, FO, FSU, UNSA, UNL, UNEF, Solidaires) qui était en tête des grandes manifestations proclamait uniquement «*Refusons la précarité, retrait du CPE*», mais il est évident que le mouvement ne s'est pas, lui, limité à cette revendication comme tout le monde voulait le laisser croire. Dans les AG, les discussions, le CPE n'était évidemment pas épargné, mais sa critique s'inscrivait dans celle plus générale de la précarisation grandissante du travail. Le CDI n'y était pas pour autant glorifié et le très bête slogan «*CPE non, non, non ! CDI, oui, oui, oui !*» était assez rare (sauf dans la sono de la CGT) ; les slogans tels «*CPE ou CDI, c'est toujours le STO !*» ou «*CPE on s'en fout, on veut pas/plus bosser*

*du tout !*» ont su trouver progressivement leur public dans les manifs (les occupants/étudiants/lycéens ou le cortège des salariés de SUD).

Se déconcentrant du CPE, les Avignonnais inscrivirent rapidement dans leurs revendications le retrait du CNE, celui de toute la LEC, puis reprirent à leur compte l'appel de la Coordination de Toulouse (25 février). Première tentative nationale d'élargissement des revendications, il demandait: *«un emploi stable pour tous», le «retrait de tous les contrats précaires», le «réengagement financier de l'Etat dans le Service public pour une Université publique», le «retrait de la loi Fillon» de 2005 et «l'arrêt du traitement répressif des mouvements sociaux, l'amnistie des lycéens qui ont participé au mouvement contre la loi Fillon, des personnes poursuivies suite à la révolte des quartiers populaires en novembre 2005, des étudiants et des lycéens qui ont participé au mouvement contre le CPE»*<sup>44</sup>.

Dépassant le caractère étudiant dans lequel le mouvement était paradoxalement coincé, cet élargissement était aussi un appel aux salariés.

Les AG avignonnaises successives se lancèrent à partir de mars dans une véritable course à *«l'élargissement des revendications»*, un foisonnement qui devenait impossible à lister et ressemblait surtout à un catalogue des nuisances du système. Mais l'élaboration d'une critique théorique ne vit pas le jour, les actifs ne tirèrent pas de conclusions, ne touchèrent pas le cœur du problème. C'est sans doute l'un des manques importants du mouvement avignonnais que de n'avoir pas su aborder des problèmes de fond, d'avoir négligé le débat au bénéfice de l'action, de questions techniques quotidiennes (si ce n'est lors de la dernière semaine d'occupation). Les nombreux tracts rédigés par les occupants en témoignent assez bien (il s'agit en général de courts textes assez pauvres, se contentant de décrire les derniers événements de la fac, de transcrire les décisions de l'AG ou celles de la Coordination). Cet élargissement incessant des revendications montrait bien qu'au final c'était la société dans son ensemble qui était critiquée, rejetée: *«On se bat contre cette société», «contre ce système»* (contre le CPE et son monde) était souvent répété, mais sans plus... Sans chercher à définir ce système, cette société, tout au plus qualifié de *«capitaliste»*, comme un vague et radical synonyme de *«libéral»* (contrairement à 2003 le premier des deux termes n'était pas absent des discussions, mais il n'apparaît semble-t-il pas sur les tracts des occupants pendant le mouvement)<sup>45</sup>.

Quant à l'idée qu'avancer des revendications était aussi une manière de limiter le mouvement, d'entrer dans le jeu du gouvernement, de chercher à *«améliorer»* l'ordre des choses et non pas l'abolir (*«Nous n'avons rien à revendiquer, nous voulons détruire ce système»*), elle n'a pas vraiment vu le jour (à part dans des discussions informelles)<sup>46</sup>. Malgré l'envie, les occupants ne surent donc pas dépasser ce cadre revendicatif.

Il devenait impossible d'énoncer ses revendications sans en oublier les trois quarts... revendications touchant à des domaines tellement variés, que c'est la société tout entière que l'on tentait de décrire par une énumération... On peut donc se demander si à ce moment-là on avait encore des revendications... Il y avait d'ailleurs une certaine confusion entre les revendications votées par les étudiants d'Avignon, celles de la Coordination puis celles de l'AG interpro du 4 avril; cette dernière liste étant adoptée de fait par les occupants.

L'hostilité des occupants à l'égard du PS (cela ne s'explique pas uniquement par la présence des gauchistes ou les agissements d'A.E.K.) est également révélatrice; pour beaucoup d'occupants, le PS, tout autant que l'UMP, faisait partie du système qu'ils étaient en train de combattre. Les arguments électoralistes (*«En 2007 ils vont bien voir», «On va les faire trembler dans les urnes»*) se faisaient plus rares avec le temps et étaient beaucoup moins bien accueillis par les AG. Le projet de déménagement du local du PS (qui était aussi celui de l'UNEF et de l'UNL) montre bien que le mouvement n'en avait pas qu'après le CPE ou le gouvernement. Discuté en petits groupes par les occupants, puis en AG *«du soir»* (d'une cinquantaine de personnes), il n'a pas semblé nécessaire à ceux qui ont fait la proposition d'expliquer le pourquoi d'une telle action. C'était évident. Seule une minorité de l'AG s'est prononcée contre. La proposition n'a pourtant pas été soumise au vote, car on avait bien conscience qu'avec une telle action on brisait le consensus qui unissait le groupe des occupants. Il était de plus bien tard pour franchir un tel cap.

La majorité des étudiants participants aux AG – les *«passifs»* – a voté l'impressionnante liste de revendications mais est restée focalisée sur le simple retrait du CPE, ce qui explique la débandade du mouvement après le 10 avril. S'étant contenté de soutenir le mouvement, de déléguer leur lutte, ils ne pouvaient que difficilement aller plus loin.

*«Pesait sur le mouvement le poids de ceux que la dynamique de la lutte elle-même ne pouvait pas faire évoluer : ceux que la lutte ne changeait pas parce qu'ils ne luttaient pas, et qui demeuraient donc sur les bases initiales d'un mouvement que sa dynamique même portait à remettre en cause.»<sup>47</sup>*

Le mouvement ne manquait donc pas de revendications, mais s'en foutait. La *«principale revendication»* n'était déjà qu'un détail d'une loi parmi des dizaines d'autres que voulait supprimer le mouvement<sup>48</sup>. Une fois le CPE remplacé par Villepin, les participants aux AG se sont sentis *comme libérés d'un poids* et ont commencé à discuter de sujets de fond, à aborder une critique globale de la société, du capitalisme.

Prendre enfin conscience que l'on n'a rien à foutre de la satisfaction de *sa* principale revendication a libéré les énergies et les esprits : la satisfaction était ailleurs, elle était déjà dans la lutte.

### **LE RETRAIT DU CPE, UNE VICTOIRE ?**

Dans les jours qui ont précédé le recul tactique de Villepin, on sentait bien que le CPE était mort, qu'il allait être retiré pour préserver la LEC et tenter de mettre fin au mouvement. On redoutait ce retrait, et le mot *«CPE»* (mais peut être n'est-ce qu'une impression) se faisait beaucoup plus rare sur les banderoles, dans les slogans<sup>49</sup>.

Finalement, bien peu sont ceux qui ont considéré ce retrait comme une victoire, pas de fête, presque une déception (inavouable) parmi les occupants, tout le monde a bien compris que c'était la fin de la récréation qui venait d'être sifflée, que la LEC passait tranquillement, que le CNE restait en place, etc. Ceux qui criaient victoire étaient surtout ceux qui avaient tout fait pour qu'échoue le mouvement. Parmi les occupants les (vrais) trotskistes ont été presque les seuls à parler de victoire, à dire qu'il *«fallait se réjouir»*<sup>50</sup>.

Du jour au lendemain (c'est bien le cas de le dire), c'est la masse des *passifs* qui retourne en cours, laissant les *actifs* *«poursuivre la lutte»* tout seuls.

La manifestation du 11 avril qui ne rassembla que 500 personnes (moitié occupants-lycéens, moitié CGT), contre 30 000 le mardi précédent, était plus lugubre que festive. Non pas *«une procession pour enterrer le CPE»* (*La Marseillaise*), mais pour enterrer le mouvement...

Léo : *«On a gagné mais faut pas lâcher»*

Adrien : *«C'est plutôt l'État qui a gagné. Dans la France entière, il n'y a plus personne»*

Mathilde et Laure : *«On pense que ce retrait, c'est une technique du gouvernement pour faire lâcher le mouvement. Pour démobiliser. Et ça marche.»<sup>51</sup>*

Des lycéens de Mistral lors de la manif.

### **LA LUTTE POUR ELLE-MEME**

Le CPE, déclencheur de la lutte, n'était qu'un fragile prétexte. C'est l'abolition *dans les faits* de l'état normal des choses qui explique cette soif de lutter, d'aller plus loin, d'étendre le mouvement (et sûrement pas la *«défense du Code du travail»*).

Cela explique aussi qu'une fois le mouvement terminé, un certain nombre d'occupants ait cherché à poursuivre la lutte à tout prix<sup>52</sup>, croyant qu'il est possible de prolonger artificiellement cette période, de provoquer son re-surgissement par un activisme effréné (alors que les gauchistes se contentaient, eux, de reprendre leur traditionnelle activité d'agitation politique).

Cette lutte de plusieurs semaines a été pour beaucoup une première expérience, a ouvert bien des possibles par la création d'un espace de vie (la fac occupée), d'expérimentation, de solidarité, de réflexion collective... un moment à part, où nous avons vécu ce que nous avons choisi de vivre, un temps comme extrait de l'ancienne réalité, un moment extra-ordinaire difficile à oublier et que tout le monde regrette<sup>53</sup>. Un temps où s'est créé du collectif, des liens, des complicités, des amitiés, des amours... et le retrait du CPE ne pouvait mettre fin à tout cela.

### **Clément et Kriss**

*«éléments extérieurs»* à la fac qui ont commencé par observer le mouvement du haut des amphis puis, autour de la mi-mars, ont rejoint le groupe des occupants).

### **NOTES :**

<sup>1</sup> Voir la brochure diffusée par les Incivils, *Les Grèves de mai-juin 2003 en Avignon, textes, tracts et documents*, Avignon, novembre 2003, 48 p.

<sup>2</sup> Se reporter à la tentative de chronologie p. 16 de la brochure publiée par les Editions Impossibles d'Avignon.

<sup>3</sup> Version locale du «*Collectif des organisations de jeunesse*» contre le CPE qui depuis janvier regroupait au niveau national UNEF, FIDL, UNL, CGT-jeunes, UEC, SUD Etudiants et JCR. Collectif qui s'opposa au mot d'ordre de grève dans les universités lancé par l'AG parisienne du 7 février. En février, fut aussi créé un «*Collectif Riposte*» qui regroupait onze organisations dites de gauche dont le PS, PCF, PRG, les Verts, MRC et la LCR (cette dernière se déclarant «*toujours prête à l'unité d'action de toute la gauche sociale et politique contre la droite et le gouvernement*»).

<sup>4</sup> A. E. K., 18 ans, étudiant en première année de Droit, porte parole de l'UNEF (ancien responsable de l'UNL et star du mouvement de 2005 contre Fillon, déjà remarqué en 2003), secrétaire général du MJS de Vaucluse, protégé de la conseillère régionale Cécile Helle (courant NPS). Intarissable mélange entre un politicien de la III<sup>e</sup> République (pour le discours) et un présentateur télé (pour le style). Un reportage de l'émission *Strip-tease* lui a été consacré (diffusé le 25 juin 2006 sur France 3).

<sup>5</sup> Avant de constituer leur «*Collectif Stop CPE 84*» les acteurs du champ politique local entretenaient des relations pour le moins polies, et des réunions de travail et discussions avaient lieu entre représentants des organisations dite de jeunesse de la soi-disant gauche (MJS, UNL, UNEF, SUD-étudiants, jeunes LCR...).

<sup>6</sup> Les militants pouvaient alors déclarer : «*Nous devons éviter de nous épuiser avec des AG toutes les semaines*» (réunion du Collectif, 11/02/06).

<sup>7</sup> Mais l'UNEF (son porte-parole A.E.K. et son président G.V.) est toujours présente pour les journalistes et les photographes, lors des réunions intersyndicales, les manifs traîne-savates, etc.

<sup>8</sup> Entretien dans un bistrot avec N., étudiant bloqueur, 15/05/06.

<sup>9</sup> Il n'a pas été nécessaire de l'apporter de l'extérieur, de venir les «*conscientiser*» (contrairement à ce que croient certains qui ont bien essayé de refourguer leur prêche inutile et qui ont ensuite proposé aux étudiants d'aller «*conscientiser*» les ouvriers ou les jeunes des banlieues).

<sup>10</sup> La commission «*actions*» n'était pas chargée de faire les actions, mais de les imaginer, d'assurer les repérages, de trouver le matériel nécessaire, etc.

<sup>11</sup> L'autoproclamée «*commission ménage*» a été rapidement dissoute et une relative hygiène a été assurée collectivement.

<sup>12</sup> Pas toujours évident non plus car beaucoup de monde passait sur le campus et l'on craignait le noyautage politique, les flics, les taupes anti-bloqueuses...

<sup>13</sup> Le mot «*auto-organisation*» n'a quasiment jamais été prononcé pendant le mouvement. Seule exception notable le 2 février, lorsqu'une militante de SUD proposa à l'AG de «*s'auto-organiser*», de créer des «*commissions de travail*» et que «*syndiqués et non-syndiqués*» élaborent ensemble des tracts... A.E.K. (qui n'avait concédé le micro qu'un instant) intervint aussitôt pour rassurer les étudiants sur un ton paternaliste sympa : «*Ne vous inquiétez pas ! Pour l'organisation, il n'y a pas de problème, tout est prêt, le tract pour mardi est déjà prêt !*» Dans l'AG tout le monde semblait rassuré.

C'est le rôle classique du syndicaliste alternatif que d'appeler la base à s'auto-organiser, même si, par là même, il dévoile sa propre inanité ; dans ce cas, c'était aussi la seule manière d'attaquer l'hégémonie de l'UNEF.

<sup>14</sup> Une «*étudiante*», une «*interpro*» (voir ci dessous p. 9), et un des occupants... cela dénote plus un problème théorique qu'organisationnel.

<sup>15</sup> Si cela semble être une nouveauté en région parisienne, cette pratique était déjà courante à la fac d'Avignon en 2003, et on en trouve déjà les prémises en 1995.

<sup>16</sup> Une partie des indifférents se réveilla lorsque sa tranquillité fut atteinte par le blocage de la fac (tout au plus une centaine d'étudiants formant la masse des «*anti-bloqueurs*» et encadrée par les «*apolitiques*» de l'UNI).

<sup>17</sup> Le blocage total de la fac a peut-être été une erreur tactique puisqu'il a brisé ce lien, enfermant les seuls actifs sur le campus sans véritables contacts (autre qu'à travers les grilles) avec les passifs.

<sup>18</sup> Une «*commission tracts*» fut ainsi constituée, pour un soir, d'un ex-ouvrier agricole, un chômeur professionnel et une étudiante en Droit.

<sup>19</sup> Signature utilisée au moins à partir du 12 mars (tract «*Pourquoi l'occupation de l'UAPV?*»). Un tract du 8 mars qui évoque la tentative d'occupation de la veille est alors signé «*Collectif étudiants anti-CPE et SUD-étudiants*».

<sup>20</sup> Affiche sur le portail de la fac bloquée, lundi 27 mars 2006.

<sup>21</sup> Avignon a aussi envoyé un délégué «*précaire*» à la Coordination de Dijon (18-20 mars).

<sup>22</sup> «*Sa face syndicale, bien lisse, bien propre, bien claire, bien crédible*» Cf. Kamo, «*Mais où est passé le mouvement réel?*» (Compte rendu politique, critique et subjectif d'un mandaté de la Sorbonne au sujet de la Coordination nationale étudiante s'étant tenue à Aix-en-Provence les 25 et 26 mars 2006) [Texte reproduit dans ce numéro de *Ni patrie ni frontières*, p. 214 et suivantes@,NDLR].

«*Il y a déjà deux sortes d'auto-organisation. L'auto-organisation spontanée, basique, non formalisée, entre gens qui se connaissent («Notre moteur, ce sont les relations amicales») ne veut pas sa conséquence : le passage à un niveau supérieur qui lui apparaît toujours comme une manipulation parce que, maintenant, elle l'est forcément. Ce que l'on est ne peut que s'objectiver et ne plus être ce qui fait que l'on est en lutte.*» Cf. Henri Martin, «*Le Point de rupture de la revendication*», mars 2006 sur <http://meeting.senonevero.net>.

<sup>23</sup> D'où toute l'ambiguïté de rester prisonnier du cadre estudiantin.

<sup>24</sup> En utilisant une méthode des plus empiriques (essayer de se souvenir de ce que faisaient «*dans la vie*» les personnes qu'on a pu côtoyer dans l'occupation) on pourrait avancer que plus de 20 % des occupants n'étaient pas des étudiants de la fac d'Avignon, qu'au moins 6 % d'entre eux étaient des chômeurs.

<sup>25</sup> Le problème de la carte d'étudiant se posa aussi lors des AG qui suivirent l'expulsion de la fac (le 14 avril), lorsqu'il fallut désigner des délégués pour une Coordination et que les seuls qui se proposèrent d'y aller n'en possédaient pas. L'idée de les envoyer fut abandonnée car les contrôles lors des Coordinations étaient très stricts. Par contre, pour la «*Coord Grand sud*», qui s'est tenue à Montpellier (18 avril), les représentants de l'Université d'Avignon étaient plus variés (lycéens, chômeurs, étudiants aux Beaux-Arts ou en Musique).

<sup>26</sup> Certains craignaient qu'à la fin des manifs la fac soit envahie par des centaines ou des milliers de lycéens, mais craignaient surtout les dégradations dont ils les imaginaient capables (notamment les 16 et 23 mars). Cette position a, elle aussi, connu une évolution pendant le mouvement puisque, lors du débordement de la manif du 4 avril, l'objectif initial (non réalisé) des occupants était de faire venir plusieurs milliers de personnes (majoritairement des lycéens) pour prendre d'assaut la fac récemment débloquée et y «*foutre le bordel*» (et/ou le blocage).

<sup>27</sup> Située au Pontet, dans la banlieue d'Avignon, cette usine de produits réfractaires, qui est la plus grosse entreprise du Vaucluse, a toujours été à la pointe des luttes dans l'histoire sociale locale. C'est un des fiefs de la CGT.

<sup>28</sup> Première apparition le 4 avril (tract «*Tous ensemble !*»).

<sup>29</sup> Le syndicat SUD Etudiants échappait d'ailleurs à peu près à toutes critiques. Le faible nombre de ses militants et leur personnalité (ils sont presque tous fort sympathiques) ont sans doute beaucoup joué. A Montpellier, par exemple, les relations entre SUD Etudiants et la base ont été bien plus problématiques.

<sup>30</sup> Pendant le mouvement SUD Etudiants a cessé de faire des réunions internes (de tous ses adhérents) et c'est le 8 mars que son nom apparaît pour la dernière fois sur un tract «*étudiant*». Mais, comme pour l'UNEF, un semblant de structure a subsisté, «*les chefs*» pourrait-on dire. Ces derniers, jamais invités lors des réunions intersyndicales locales, étaient ainsi fort irrités de ne pas être considérés comme un véritable syndicat... «*différent*» certes, mais comme les autres après tout (comme l'UNEF par exemple).

<sup>31</sup> Une jeune militante UNL-PS, qui la nuit fréquentait le bastion rouge de la fac, faillit même fondre en larmes lors d'une AG devant tant de haine anti-syndicale. Il faut dire qu'elle venait de provoquer l'hilarité de l'amphi en déclarant «*Mais il faut bien des chefs, tout de même !*» (en 2003, les étudiants auraient sans doute longuement débattu sur une telle question).

<sup>32</sup> *Vaucluse matin*, 5 avril 2006.

<sup>33</sup> On a tout de même échappé au terme «*d'AG de tous les citoyens*» employé au début. Les simulacres d'AG qui suivirent l'expulsion des derniers occupants de la fac (14 avril) furent dénommés «*inter-lutes*» (terme proposé par une des Coordinations nationales).

<sup>34</sup> Le 22 mars, l'AG étudiante (sur la proposition d'un responsable de SUD Etudiants) condamna à la quasi-unanimité les «*dégradations*» qui avaient eu lieu à l'IUP (bouchage d'une douzaine de serrures à la colle).

<sup>35</sup> On en arrive parfois à des cas de figures surprenants comme par exemple au LP Schuman (Avignon) : les lycéens arrivent au petit matin pour bloquer les grilles de l'établissement mais elles ont déjà été cadenassées !

Le lendemain, alors qu'ils ont décidé d'y tenir une AG, même scénario, ils doivent rester dehors !

<sup>36</sup> Qui ne recouvrent pas exactement la même réalité que le vocable «*pro-CPE*» (ceux-ci étant d'ailleurs presque totalement inexistant) et «*anti-CPE*». Chez les anti-bloqueurs se côtoyaient jeunes militants UMP, FN et PS.

<sup>37</sup> La décision d'appeler au blocage et à «*l'annulation*» du Festival d'Avignon a certes été décidée en soutien à la lutte des intermittents du spectacle mais aussi avec l'objectif de s'attaquer à l'industrie culturelle et touristique (proposition votée par l'AG d'Avignon, acceptée par la «*Coord Grand Sud*» puis par la Coordination nationale) ; une décision vite oubliée.

<sup>38</sup> Même s'il y a eu l'inévitable envoi de lettres citoyennistes au commissariat disant : «*Moi aussi j'y étais et je veux être entendu et gnagnagna...*».

<sup>39</sup> Une porte fracassée et deux ou trois serrures démontées qui ont tout de même causé 22 000 euros de dégâts selon l'Université. Si on avait su !

<sup>42</sup> *La Marseillaise*, 12/04/06

<sup>43</sup> Le «*Collectif des organisations de jeunesse*» (UNEF, FIDL, UNL, CGT-jeunes, UEC, SUD-étudiants et JCR) comme beaucoup d'autres se cantonna à la revendication du retrait du CPE. La LCR de Vaucluse, par le clavier de son chef J. F., ne glorifiait que «*le mouvement de refus du CPE*» et demandait «*le retrait pur et simple du CPE, objectif justifié de ce mouvement*» (Communiqué de la LCR du Vaucluse, 16/03/06).

<sup>44</sup> Cet élargissement des revendications a été notamment permis par le boycott par l'UNEF de la Coordination de Toulouse ; ce syndicat le combatta fermement (avec les JCR et l'UEC) lors des coordinations suivantes. L'UNEF, dans sa *Fiche pratique de mobilisation* explique que «*Les AG doivent débattre du CPE et pas de toutes les réformes gouvernementales ou du bonheur sur la terre, il faut axer nos interventions sur ce qui touche les étudiants.*» Cf. p. 6. [de la brochure éditée par les Editions Impossibles d'Avignon, NDLR]

<sup>45</sup> Le terme «*capitaliste*», tout comme celui de «*libéraux*», n'apparaît sur les tracts qu'après le mouvement (après l'expulsion), une fois que parmi les «*irréductibles*» les personnes les plus politisées et les militants gauchistes et syndicaux ont représenté une plus grande part de l'AG.

<sup>46</sup> Lors de la «*Coord Grand Sud*» (18 avril), les délégués d'Avignon ne votèrent pas certaines nouvelles revendications puisque «*de toute façon, on a voté la fin de la V<sup>e</sup> République, alors on va pas demander des aménagements.*»

<sup>47</sup> Cf. «*Anti-CPE : quelques questions en débat*» p. 36

<sup>48</sup> «*Un mouvement revendicatif dont la satisfaction de la revendication est inacceptable pour lui-même*», Henri Martin, «*Le Point de rupture de la revendication*», mars 2006 sur <http://meeting.senonevero.net>.

<sup>49</sup> Certains l'avaient sans doute compris plus tôt, ainsi un délégué de Montpellier qui explique lors de la Coordination de Dijon des 18 et 19 mars : «*Sur nos banderoles, on n'inscrit plus le mot CPE*» Cf. *Libération*, 20/03/06

<sup>50</sup> Il n'y a pas eu non plus de comparaison avec la «*victoire du non*» du 29 mai 2005 ; seuls les gauchistes et citoyennistes la feront par la suite.

<sup>51</sup> *La Marseillaise*, 12/04/06

<sup>52</sup> «*Nous nous souviendrons longtemps de cette union pour un mouvement populaire opposé à l'autre Union pour un Mouvement Populaire, nous retenons ce qui s'est passé entre nous, ce que nous avons commencé à construire ensemble comme ce que nous avons commencé à détruire ensemble*» Cf. *Le CPE, une goutte d'eau dans un lac de rage*, Grenoble Zanzara athée, avril 2006, p. 4 [reproduit dans ce numéro de *Ni patrie ni frontières*, p. 41 et suivantes, NDLR]

<sup>53</sup> «*Je ne me souviens plus vraiment de la gueule qu'il pouvait avoir ce temps-là, celui d'avant... on peut se demander s'il a vraiment existé... il a tout au moins été occulté... c'est déjà ça...*» Lettre d'un occupant à une bloqueuse, 29/04/06

A

N

A

R

C

H

I

S

T

E

S

Les textes qui suivent (pages à ) relèvent de cadres de pensée et de formes d'expression plus classiques que ceux des «autonomes» ou des «post-situs». Les tracts du GARAS s'adressent en termes simples et compréhensibles à tous. Le texte de Libertad pose un problème récurrent, celui du décalage entre les organisations anarchistes et les mouvements

sociaux, et les effets des divisions au sein de ce courant. Quant au témoignage du SIA de Caen il a le grand avantage de fournir des informations concrètes et vivantes sur le mouvement dans cette ville « de province ». (*Ni patrie ni frontières*)

## Lutter contre le CPE et le CNE ? Oui, mais pas seulement...

Allons à l'essentiel : on nous impose un contrat avec période d'essai de deux ans. Donc deux années où l'on pourra se faire virer par l'employeur sans justification (*pratique pour lui, vous ne trouvez pas ?*). Ceci vient après la flexibilité du temps de travail généralisée par les lois sur les 35 heures, la baisse des pensions de retraite par l'allongement de la durée de cotisation et la décote, les déremboursements répétés de médicaments par la Sécurité sociale, la baisse des allocations chômage et le renforcement du flicage des demandeurs d'emploi s'accompagnant à présent d'un chantage à la suspension des Assedic... On pourrait allonger la liste, et elle ne date pas de l'arrivée de ce gouvernement en particulier.

Ces attaques contre notre protection sociale évoluent en même temps que le durcissement de la compétition économique mondiale. Chacun peut constater les vagues de licenciements, les délocalisations, la montée de nouveaux concurrents pour le patronat européen, comme les patronats indiens et chinois...

**Ce que nous vivons en ce moment c'est le durcissement des conditions d'exploitation de notre force de travail, la volonté d'économiser au maximum sur le social pour continuer à être compétitifs.** Ce qui a été acquis, et accordé pour maintenir la paix sociale, nous est aujourd'hui repris. La possibilité d'exploiter la main-d'œuvre dans les meilleures conditions de rendement possible n'est plus garantie pour le patronat. Il n'y a pas d'avenir dans ce système inhumain, cessons de rêver sur les "30 glorieuses" ou d'envier une vie de bourgeois bien illusoire et nourrie de la misère des autres.

Si les arguments sociaux ne vous convainquent pas, le pourrissement de notre planète par les pollutions devrait suffire : nous en arrivons au stade suprême de l'absurdité, puisqu'en détruisant la nature, ce chaos organisé qu'est le capitalisme est en train de nous détruire. Et on nous dit d'être réalistes, responsables, que c'est pire ailleurs... Responsables ? *On nous dit de bien éduquer nos enfants, tout en nous demandant de ne pas nous soucier de leur laisser une planète de plus en plus invivable ? Réalistes ? Accompagner cette course sans fin à plus de rendement pour plus de profit, en participant à la gestion de ce système qui entretient des nantis et divise l'humanité en classes sociales ? Continuer la politique du moins pire ? Toujours se soumettre à ceux qui nous font dépendre d'eux pour vivre (patrons et Etat, défendus par leurs forces de sécurité), afin que les membres des prochaines générations qui en auront les moyens puissent se payer une chimio à des tarifs raisonnables, dans ce monde où le cancer se développe ?*

Alors, plutôt que de faire le énième tract d'analyse ou de dénonciation des CPE et CNE, nous vous disons plutôt que ces contrats ne sont qu'une conséquence parmi d'autres de ce système. **L'être humain a pu être soumis et maintenu dans de plus ou moins mauvaises conditions d'exploitation pendant de nombreux siècles, mais, avec la dégradation de la planète, nous arrivons en ce moment au point d'un lent suicide<sup>69</sup> généralisé. Jusqu'à quand allons-nous laisser faire ? N'est-il pas plus que temps de mener une lutte globale, de lier nos problèmes quotidiens avec la lutte contre le capitalisme ? A vous de voir...**

GROUPEMENT D'ACTION ET DE REFLEXION ANARCHOSYNDICALISTE

---

<sup>69</sup> Comme dans les textes de la première partie on retrouve ici deux thèmes récurrents : l'asphyxie de la planète et la mort de ses habitants, ou plutôt leur «lent suicide ». (*Ni patrie ni frontières*)





# En lutte contre la misère sociale !

Un mois que le mouvement contre le CPE s'amplifie. Contre le CPE ? Oui, mais pas seulement, contrairement à ce que les médias, les politiciens et certains syndicats disent. A Tours, nous sommes aussi pour l'abrogation de la Loi sur l'égalité des chances, le retrait du décret sur le contrôle des chômeurs, l'abrogation du CNE, du dispositif LMD et bien d'autres choses. On peut parfois déplorer un manque d'intérêt pour l'interpro<sup>70</sup>, mais nous ne pouvons pas être taxés de corporatistes, ce qui est très positif. Elargir notre mouvement aux salariés et chômeurs est une nécessité, et il faudrait continuer le travail de diffusion vers les entreprises et les ANPE, même si les salariés réfléchissent toujours à deux fois avant de perdre leur paye et que les chômeurs sont très souvent isolés les uns des autres. Nos AG ont décidé d'aller aux intersyndicales, mais ne nous faisons pas d'illusions : elles n'ont pas aidé à la grève générale contre la réforme des retraites en 2003, elles ne le feront pas plus aujourd'hui ; ce sont uniquement les sections combattives qui peuvent nous aider. Le minimum que nous avons à leur demander, sans y consacrer trop d'énergie, est le dépôt de préavis de grève couvrant de manière illimitée les personnels de la Fonction publique ; dans le privé on fait la grève sur le tas. Mais c'est avant à nous de créer les contacts, de mandater des personnes pour le relais des informations, et d'aider dans la mesure de nos moyens. Par ailleurs, nous déplorons toujours aussi fortement l'absence de caisses de solidarité pour payer une partie des salaires des grévistes, ce qui est un gros frein aux grèves (pourtant, ce n'est pas faute, pour la plupart des syndicats, de brasser des millions chaque année). Quant aux forces politiques, n'attendons rien des partis de gauche qui préparent déjà les élections de 2007 : si ce mouvement échoue, cela fera leur affaire, puisque la seule solution qu'ils avanceront pour changer les choses sera de voter pour eux (comme d'hab). Remarquons que contre le CNE, similaire au CPE (deux ans de période d'essai), syndicats et partis de gauche n'ont rien tenté...



Et l'action ? A Tours le blocage de l'IUT a pris une tournure très conflictuelle avec une partie des étudiants, stimulés par l'UNI et un petit groupe d'activistes faisant également penser à l'extrême droite, même s'il serait abusif de coller cette étiquette à la majorité des antigrévistés, et encore moins à l'ensemble des étudiants de l'IUT. Par contre, il y a un noyau formé pour une bonne part de fils à papa bien égoïstes qui emploient le « moi je » à tour de bras, et qui n'ont même pas le courage d'assumer qu'ils sont pour le CPE. Profitant de cette alliance provisoire des arrivistes, des fachos et des petits bourgeois encouragée par certains profs, le CA de l'université essaye de décrédibiliser notre lutte en organisant un référendum. Comme si les référendums étaient organisés pour ce qui nous concerne en temps normal dans notre pseudo-démocratie (sur l'adoption du CNE ? au travail, en politique ?), et comme si dans notre système nous pouvions considérer que l'organisation des référendums est démocratique. La démocratie sur convocation non merci, oui à celle des AG.

Sur l'utilité du blocage, nous renvoyons au journal du mouvement *Demain en main* n°1. Les actions qui peuvent bloquer des lieux d'étude, mais aussi de travail ne sont pas à négliger, surtout si elles touchent au portefeuille des patrons et/ou permettent la redistribution immédiate des richesses. Dans le capitalisme, s'en prendre au profit est toujours un moyen de pression efficace. Si nous bloquons les voies SNCF, pensons à bloquer le fret pour paralyser les marchandises, au lieu de bloquer les voyageurs. Piller des magasins alimentaires<sup>71</sup>, ou genre la FNAC, pour redistribuer les richesses produites par la collectivité et qui profitent avant tout à une minorité s'est déjà fait sur d'autres mouvements.

---

<sup>70</sup> Interpro : les structures de lutte interprofessionnelles (*Ni patrie ni frontières*).

<sup>71</sup> Pour qu'un pillage et une redistribution soient efficaces, il faut une solide organisation pour protéger les gens contre les flics, sinon on envoie en taule directement des dizaines de personnes. La situation était-elle

Une dernière proposition : voter une liste d'action très large en AG, dans laquelle la commission action choisira ensuite, en secret. Le fonctionnement actuel nous rend dépendants de quelques personnes, alors que nous pouvons allier démocratie et efficacité.

**Groupement d'Action et de Réflexion Anarcho-Syndicaliste**

---

mûre pour ce genre d'actions ? Cela n'a pas de sens d'inciter la population à ce genre d'action si l'on n'est pas capable de lui garantir une certaine impunité. (*Ni patrie ni frontières*).

# La lutte n'est pas terminée, loin de là...

Malgré l'intervention de Chirac et ses déclarations sur ce qui ressemble à une manœuvre d'endormissement au sujet du CPE (en attendant une nouvelle loi qui le vide en partie de sa substance pour mieux faire passer le reste), notre vigilance et notre lutte contre (entre autres) la loi sur « l'égalité des chances » ne doivent pas retomber.

Au contraire, il s'agit maintenant d'**accroître le rapport de force** afin de faire aboutir un maximum de revendications. Le mouvement social qui a débuté il y a deux mois a démontré sa détermination à travers l'étendue de la mobilisation des lycéens, des étudiants, des chômeurs et des salariés.

Les syndicats institutionnels, après des semaines de lutte, se sont miraculeusement réveillés (comme par hasard, après le déroulement des élections professionnelles du 23 mars, dont les invitations au vote étaient plus flagrantes sur les panneaux syndicaux que les préavis de grève !). Ils tentent aujourd'hui de reprendre le contrôle d'une lutte qui continue de leur échapper (pour preuve leur entêtement à Tours à refuser des A.G. interprofessionnelles au profit de leurs intersyndicales). Mais c'est le cul entre deux chaises qu'ils se retrouvent, entre leur rôle de cogestionnaires du capitalisme et celui (relatif) de défenseur des intérêts des travailleurs, auprès desquels ils ne peuvent trop se décrédibiliser une nouvelle fois (souviens-toi de la lutte pour nos retraites en 2003 et de leur coup de poignard dans le dos!). Ces syndicats défendent leurs intérêts, pas ceux des gens mobilisés ; ils n'ont rien à négocier, on ne leur a rien demandé!!!

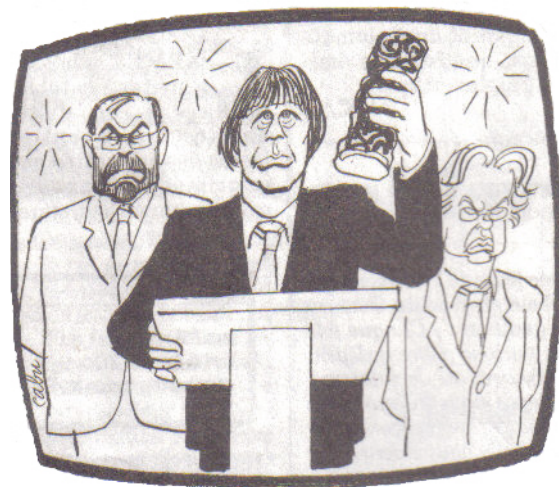
Du côté de la mobilisation étudiante et lycéenne, le constat est plutôt positif. La volonté de nombre de gens de décider et d'agir avec le plus de démocratie possible permet de mettre le doigt sur les tentatives de récupération syndicales et politiques. Ne laissons pas l'UNEF, satellite d'un PS aux ambitions présidentielles, parler en notre nom et magouiller les coordinations nationales. De plus, **nous ne devons pas compter sur les médias** ; ce n'est pas nous qui les utilisons à notre profit, mais l'inverse, puisque nous n'avons aucun contrôle sur ce qu'ils expriment.

En revanche, des actions vont dans le bon sens : tractages vers les secteurs publics et privés du salariat, tentative d'A.G. interpros, occupations de lieux stratégiques, etc. A propos d'occupations, nous nous demandons cependant pourquoi rester seulement un quart d'heure sur les lieux, par exemple au Vinci lors d'une réunion d'exploiteurs, et y laisser une délégation qui n'a servi à rien ? Si la détermination et le courage de bien des personnes dans le mouvement est à souligner, nous avons par contre quelques critiques. Nous n'apprécions guère que certains laissent prendre aux autres tous les risques, les accompagnant du regard au lieu de faire masse pour se protéger. On ne fait pas non plus des actions que pour marcher beaucoup et courir un peu, et encore moins pour passer à la télé. **C'est en visant le portefeuille de l'Etat et des patrons que la pression sur eux s'exercera de la manière la plus efficace.**

En consolidant la lutte par une structuration des A.G. et des commissions (au lieu d'en créer à tout va au risque de se disperser), en travaillant au développement de l'interpro (élargir la mobilisation et la lutte aux problématiques des conditions de travail et au CNE, un peu délaissés), nous pourrions alors remettre directement en question nos conditions d'exploitation.

Défendre la sécurité de l'emploi nous semble être une impasse puisqu'il s'agit de défendre la sécurité d'être bien exploités. Dénoncer le CPE, allant d'après certains créer l'exploitation du travail, est nécessaire, mais rappeler que **le salariat est déjà un système d'exploitation** l'est tout autant. Doit-on en rester à de simples rappels ? Ce serait choisir la facilité !..

Luttons ensemble contre les coups bas dans l'immédiat tout en continuant le combat de fond qui consiste à travailler à la construction d'une société sans classe sociale, sans salariat et qui produirait en fonction des besoins et en protégeant la nature. Commençons par nous respecter nous-mêmes au lieu de nous soumettre chaque jour à la consommation, à l'exploitation, au respect des hiérarchies, aux discriminations,



etc... Nous aussi nous subissons le capitalisme, mais **personne n'est obligé de l'accepter comme une fatalité.**

**Groupe syndical GARAS de Tours**

# Et, pendant ce temps-là que font les anarchistes ? \*

[ \* Le titre est de la rédaction et le texte repris du site de l'En dehors. Réactions et poursuite du débat sur <http://endehors.org/news/10126.shtml> ]

Si Sarkozy a bien compris le danger que représentent les anarchistes pour le pouvoir, il semble bien que les organisations qui relèvent de ce courant n'ont pas encore pris la mesure des enjeux de la situation actuelle. En effet que constate-t-on ? Ces organisations continuent à fonctionner comme si la situation sociale n'avait pas changé : elles font des communiqués, séparément, avec une petite phrase en plus, avec un petit truc qui va les distinguer des autres, elles sortent des tracts et c'est à peu près tout.

Alors que les organisations réformistes, du Parti radical de gauche à la LCR, ont compris qu'il fallait s'unir pour tenter de donner une réponse politique à la crise sociale, les anars et libertaires continuent leur train-train habituel. Or le mouvement social a besoin de réponses politiques, d'une alternative : ce ne sont pas les réformistes qui peuvent leur donner car, à part « voter pour nous, on rasera gratis », ils n'ont rien à dire.

Mais les anarchistes et les libertaires que disent-ils ? Rien qui corresponde à la situation réelle. Ils se contentent de ressortir la sempiternelle « grève générale » et c'est tout. En fait il n'y a pas besoin de se creuser beaucoup car le mot d'ordre de « la grève générale » sert à toutes les occasions à tel point qu'il n'est plus l'apanage des anarchistes mais également de FO qui en fait un mot d'ordre incantatoire.

Or à quoi sert de crier « grève générale » quand l'écrasante majorité des salariés est encore incapable de faire une journée de grève ? Car il ne faut pas se leurrer sur l'état de conscientisation de la masse, si elle ne suit pas massivement les mots d'ordre de grève interprofessionnelle ce n'est pas parce que les syndicats ne proposent pas le grève générale mais uniquement parce qu'ils ne veulent pas perdre une journée de salaire.

Nous, anarchistes, ne nous faisons pas d'illusion sur l'état de conscience de la masse des salariés : leur cerveau est lobotomisé<sup>72</sup> par la télé, ils vivent dans un état de passivité crasse qui fait qu'ils n'ont même pas idée qu'ils pourraient être les acteurs de leur vie. Au mieux la masse délègue la lutte à ceux qui font grève et manifestent et soutient le mouvement à travers les sondages : c'est la lutte par procuration mais concrètement ils ne font rien. La grève générale est aujourd'hui inadaptée à la situation actuelle. Ce qui ne veut pas dire bien sûr qu'elle le sera dans 8 jours ou dans un mois, nous n'en savons rien mais les anarchistes doivent être pragmatiques pour comprendre le monde réel et ne pas lancer des formules incantatoires ou magiques, comme si le fait de les dire allait modifier le réel.

Le mouvement étudiant comprend bien d'ailleurs la situation du monde réel et ne se leurre pas sur les capacités des salariés à lancer une grève générale. La discussion chez les étudiants et lycéens est à l'heure actuelle : comment bloquer la machine économique en trouvant d'autres formes d'actions. Car compter sur un mouvement spontané de grève générale comme le font la plupart des anarchistes est un leurre qui risque de tuer le mouvement.

Les réformistes s'organisent pour conduire le mouvement anti-CPE dans une impasse, les anars et libertaires organisés ne proposent rien de concret, sinon les habituelles incantations. Alors que du mouvement étudiant commence à émerger une réponse et une direction politique (voir les appels émanant de Rennes, l'appel de Raspail) qui pourraient tout à fait constituer une amorce d'alternative anarchiste, les organisations anarchistes restent chacune dans leur coin et ressassent leur vieilles idées sans prise sur le

---

<sup>72</sup> L'analyse commençait bien, mais là l'auteur dérape : la question n'est pas de savoir si les prolétaires (et tous les autres) sont « lobotomisés » ou pas par la télévision, s'ils sont d'une « passivité crasse », mais plutôt s'ils devraient risquer leur peau pour un projet encore très nébuleux, des groupes divisés et peu démocratiques, des organisations où ni les femmes ni les travailleurs immigrés ne sont largement représentés, etc. (*Ni patrie ni frontières*)

réel ( ce qui ne veut pas dire que les militants anarchistes ne s'investissent pas dans le mouvement qu'ils soient organisés ou non ).

Plusieurs questions se posent donc avec urgence :

\* A quand des réunions unitaires des anarchistes et libertaires pour proposer des réponses politiques face aux réformistes ?

\* Quand les médias dont disposent ces organisations vont-elles se mettre au service du mouvement social et donner des contre-informations aux médias dominants : Pourquoi Radio libertaire ne devient-elle pas une libre antenne et de débat du mouvement social, y consacrant l'essentiel de ces programmes ? Quand les sites Internet régionaux des différentes organisations vont-ils donner des informations plus rapidement qu'une fois par mois ou par an ?

\* Quand des rencontres vont-elles avoir lieu avec les étudiants les plus radicalisés pour définir des perspectives d'action ?

Une chose que les organisations n'ont pas encore compris, c'est que lorsque qu'une crise sociale se présente, le temps n'est plus le même et que si l'on est pas capable de réagir avec cette accélération du temps, on se condamne à l'impuissance. Bien sûr on pourra toujours dire, c'est la faute des réformistes. C'est la solution de facilité que l'on emploie souvent.

Espérons un réveil salutaire.

Libertad

**[Pour ceux qui possèdent Internet, ce texte a donné lieu à un débat pour une fois relativement serein et intéressant sur le site de l'endehors., *Ni patrie ni frontières*]**

# Un récit de la lutte anti-CPE à Caen (mars-avril 2006)

C'est avec pas mal de retard que nous mettons en circulation ce récit car nous étions fortement engagés dans la lutte et celle-ci nous laissait peu de temps pour communiquer. On a apparemment peu entendu parler des événements de Caen au niveau national. Il s'y est pourtant passé localement pas mal de choses intéressantes et assez inédites. Nous avons déjà publié dans le n° 23 de mars 2006 de *Solidarité*, le journal local du Syndicat Intercorporatif Anarchosindicaliste, un récit des débuts, qui furent laborieux, de la lutte à Caen, de la fin janvier à début mars. La suite du récit, publiée dans *Solidarité* n° 24 de mai 2006, couvre la période qui va du 10 mars à début mai. Elle est accompagnée d'un petit bilan politique à chaud et de quelques tracts diffusés lors du mouvement. On espère ne pas avoir oublié trop de choses et ne pas s'être plantés sur quelques dates mineures. On peut s'abonner à *Solidarité* pour 8 euros (4 numéros par an, port compris, chèque à l'ordre du SIA) à l'adresse suivante: SIA BP 257 14013 Caen cedex.

Nous avons constaté qu'un black-out médiatique régnait sur la radicalité et au nombre des actions du mouvement, quant à la fréquence et au nombre de participants aux émeutes dans de nombreuses grandes villes du pays. Nous appelons donc tous les camarades anarchistes des grandes villes de province (Rennes, Rouen, Lille, Grenoble, Montpellier, etc.) qui ont été impliqués dans la lutte anti-CPE à écrire des récits détaillés de leur lutte au niveau local et à les mettre en circulation. Nous pensons que de tels récits sont nécessaires à la transmission d'une mémoire des luttes et qu'ils pourraient permettre de se faire une idée plus précise de l'ampleur réelle du mouvement anti-CPE. A vos claviers camarades...

On signale que le mouvement caennais a un site sur lequel on peut trouver plein de textes de tracts, la plate-forme de revendication, des photos, des vidéos sur les manifs et actions : <http://collectifetucaen.free.fr>

Nous rappelons également cet appel à la solidarité contre la répression : APPEL à la solidarité contre la répression. Suite aux affrontements du festival « Bar à Zique » et de la lutte anti-CPE, plus d'une quinzaine de personnes vont passer en procès à Caen dans les mois qui viennent. Des procès sont prévus jusqu'à fin août. Une personne est incarcérée depuis les incidents de la gare le 6 avril. Elle a pris 3 mois fermes en comparution immédiate. Une commission anti-répression a été mise en place. Du fric est collecté pour les amendes, les frais de tribunaux, les dommages et intérêts, le cantinage des personnes qui sont ou seront détenues. Plusieurs centaines d'euros ont déjà été collectés mais il en faudra vraisemblablement quelques milliers!!!

Le SIA de Caen appelle tous les camarades, groupes, réseaux et syndicats libertaires se trouvant dans des villes où il n'y a pas eu d'inculpations à se montrer solidaires en envoyant du pognon, en organisant des collectes et/ou des concerts de soutien. Envoyez les chèques (à l'ordre du SIA) à notre boîte postale avec la mention « pour les inculpés » au dos. On transmettra à la commission anti-répression. Ne laissons pas les émeutiers seuls face à la répression !!!

La lutte démarre : l'occupation des bâtiments universitaires et les blocages de lycées.

Après avoir patiné pendant des semaines, la lutte prend enfin son essor. Caen rejoint enfin le mouvement national qui s'étend un peu partout à ce moment-là. Une brèche est ouverte et les gens s'y engouffrent. Le travail de marginalisation de l'UNEF, qui a tout fait pour freiner l'émergence d'un mouvement anti-précarité, indépendant et offensif, dépassant la simple revendication du retrait du CPE, a fini par payer. L'UNEF s'évapore et perd toute capacité de freinage, de sabotage et de récupération du mouvement naissant. La lutte va pouvoir se déployer sur des bases auto-organisées et développer des formes massives d'action directe.

Le jeudi 9 mars, la grève est votée par 500 étudiants. La décision d'occuper nuit et jour le bâtiment Lettres et le bâtiment Inscriptions du campus 1 est prise. Le barricadage des entrées commence avec tables, chaises, palettes, cordes, chaînes et objets divers. Les grévistes ramènent peu à peu des matelas, des couvertures, de la bouffe, des couverts, des gamelles, des plaques électriques ou à gaz pour la popote. Dans les jours qui suivent, l'immense bâtiment Sciences et même le bâtiment Droit (à la réputation forcément réactionnaire, du jamais vu depuis au moins les années 70) sont investis, barricadés et la vie collective commence à s'y organiser.

Très vite, un groupe de filles déterminées va également s'occuper d'organiser un barrage filtrant de jour sur Vissol, un bâtiment qui compte plusieurs amphis. Seuls quelques étudiants étrangers, qui doivent impérativement valider leurs cours et passer quelques examens avant de rentrer dans leur pays, sont autorisés à y pénétrer.

Au campus 2, qui regroupe des filières scientifiques et des IUT, l'occupation est votée en AG le 20 mars. Elle a lieu là aussi de jour comme de nuit, excepté les week-ends. Chaque lundi matin, suite à un accord propre à ce campus, les grévistes peuvent réintégrer les bâtiments vides et en reprendre l'occupation pour toute la semaine. Au campus 3, le plus petit, qui regroupe quelques IUT, l'occupation est votée elle aussi. Les profs y sont favorables au mouvement et l'occupation se déroule sans problèmes. Jamais l'université de Caen n'a été aussi largement occupée. Tout y est quasiment paralysé, sur les 3 campus, simultanément. Seuls quelques concours vont pouvoir se dérouler avec l'accord des AG étudiantes.

Pourtant, dans les médias nationaux qui dressent une liste des facs touchée par le mouvement, Caen n'apparaît que comme une fac « perturbée » et non comme étant occupée et bloquée, alors qu'elle l'est totalement. Durant les 4 semaines de blocages des bâtiments universitaires des différents campus, une vie collective intense va s'organiser avec ses cantines, ses récupérations de bouffe sur les marchés, ses fêtes improvisées, ses AG, ses réunions de comité de lutte, des débats sur la précarité et les mouvements sociaux organisés par la commission « animation » avec des profs, des projections sauvages de documentaires militants sur des luttes radicales, le mouvement anti-nucléaire, des petits concerts improvisés.

Près de 150 personnes participent plus ou moins régulièrement à l'occupation des bâtiments. Sur le campus 1, d'énormes slogans appelant à la grève générale sont réalisés au blanc d'Espagne sur les vitres des bâtiments. La statue du phénix, symbole de la fac, est repeinte en rouge vif. Le drapeau pirate flotte sur un des bâtiments occupés. Sur les murs fleurissent pleins de slogans, drôles, ironiques, incendiaires ou simplement délirants. D'abord écrits à la craie, ils le sont ensuite avec des marqueurs ou des bombes de peintures car quelques étudiants « hygiénistes » effacent, au début, les slogans qui « salissent les murs » et risquent donc (?) de « décrédibiliser le mouvement ».

Dans tous les lycées de l'agglomération (il y en a une dizaine), les lycéens sont aussi entrés en mouvement multipliant AG, petits cortèges spontanés et blocages improvisés de rues ou de ronds-points. Partout leurs AG votent le blocage des établissements devant les portes desquels sont entassées palettes, branchages, poubelles, cartons, etc. Les grilles sont cadenassées et des banderoles déployées sur les clôtures. Des piquets, souvent réduits, tiennent les entrées toute la journée (dans des conditions souvent très inconfortables) et des occupations de nuit ont lieu dans plusieurs établissements. Les voisins, quelques profs et parents d'élèves apportent un peu de café, de la nourriture, filent un peu d'argent.

Assez vite, la réponse du rectorat sera de faire fermer administrativement fin mars les lycées occupés afin d'éviter qu'ils deviennent des foyers d'agitation permanente. Il ne restera donc le plus souvent devant eux-ci que des piquets réduits de grévistes. L'occupation de jour comme de nuit des bâtiments du lycée Dumont-d'Urville, pourtant fermé administrativement, sera cependant maintenue et ce jusqu'à la fin du mouvement. Malherbes, le Collège-Lycée expérimental d'Hérouville continueront aussi à être occupés avec l'accord des directions locales et sans être



fermés administrativement. Même quelques lycées privées huppés de Caen vont être temporairement bloqués par leurs élèves. Un collège d'un quartier populaire a lui aussi été bloqué de jour quelque temps par des minots survoltés. Le mouvement s'étendait alors partout avec rapidité et détermination.

#### *Incidents le 10 mars au festival « Bar à Zique »*

Alors que la lutte démarre et, avec elle, les premières occupations de bâtiment à la fac, se tient en ville le festival « Bar à Zique ». Des petits concerts sont organisés sur pas mal de bars de la ville. Le climat est un peu particulier cette année car, en plus du malaise et de la grogne sociale générale dans le pays, la mairie et la préfecture de Caen ont mis en place, peu de temps auparavant un arrêté anti-alcool qui interdit la consommation de pique dans les rues du centre-ville le jeudi soir, qui est le soir de sortie privilégié des étudiants. Des petits rassemblements de protestation ont eu lieu suite à cet arrêté. Des contraventions ont été dressées, des jeunes embarqués, les flics sont énervés.

Le vendredi 10 mars, le festival « Bar à Zique » touche à sa fin. Il y a beaucoup de monde en ville. La police multiplie les contrôles agressifs. Ça finit par déraper. Quelques canettes volent sur une voiture de patrouille. La réaction policière est brutale et disproportionnée. Des dizaines de flics en civil ou en tenue anti-émeutes débarquent dans les rues, chargent, tabassent, gazent, embarquent. Les gens refluent, se regroupent, une centaine de personnes érigent de petites barricades avec des jardinières, des poubelles. Les incidents violents vont se poursuivre pendant 3 heures au milieu des détonations de flashball dans un centre-ville partiellement noyé sous les gaz lacrymos. Des dizaines de personnes sont arrêtées. Les blessés se comptent aussi par dizaines. Le climat de lutte est donc d'entrée de jeu alourdi par ces événements. L'hostilité d'une partie du mouvement vis-à-vis de la police est une donnée immédiatement présente.

#### *La structuration locale du mouvement*

Au début de la lutte, le mouvement est passablement désarticulé. Le campus 1 a une AG anti-précarité assez politisée qui accueille en son sein un certain nombre de chômeurs, précaires, intérimaire, etc., et dont les revendications s'étendent à l'abrogation du CNE, du RMA, de la loi dite « d'égalité des chances », à l'amnistie des émeutiers d'octobre-novembre 2005... La volonté d'indépendance vis-à-vis de tout parti et syndicat y est forte ainsi que la volonté de passer rapidement à des actions directes en dehors de la fac. A côté des AG existe un comité de lutte ouvert à tous qui se réunit quotidiennement. Des commissions (trésorerie, médias, logistique, textes, action), dont le fonctionnement sera parfois assez décousu, sont mises en place.

Sur le campus 2, l'UNEF conserve une certaine influence, le ton est plus modéré, les actions purement symboliques sont d'abord privilégiées et ont surtout pour objectif le simple retrait du CPE. Sur le campus 3, la tonalité est plus proche du campus 1 sur le fond et sur la forme. Les 3 campus ne coordonnent pas leurs activités.

Quant aux lycéens, ils sont chauds mais agissent de manière très éclatée à travers des tas de petits blocages de rues et de carrefours. Ils ont du mal à se coordonner entre établissements. Leurs relations avec les différents campus sont quasi inexistantes au départ. Le campus 1 est le plus gros campus, celui qui a l'expérience de lutte la plus développée et celui qui va commencer en premier à mener des occupations hors de la fac. A son initiative, un travail de coordination, assumé essentiellement par la commission action, va être mené entre les 3 campus. Les lycéens sont également invités à tenir des AG inter-lycées sur la fac et à envoyer des délégués de chaque bahut au sein de la commission action. Celle-ci va donc se transformer progressivement en commission action élargie qui regroupe les 3 campus et la plupart des lycées de la ville (une voix par site que ce soit un petit lycée ou un gros campus). Chaque bahut et campus adopte rapidement le principe des occupations et blocage et, grosso modo, la même liste de cible.

Au fur et à mesure que la coordination se renforce, les actions vont devenir de plus en plus déterminées et de plus en plus massives. La volonté de lutter va faire irruption en ville. Le passage à l'action : blocages et occupations de masse. Les manifs prennent de l'ampleur (6000 personnes le mardi 7 mars, 10 000 le jeudi 16 mars, 20 000 le samedi 18 mars) mais ça ne reste que des manifs traîne-savates, même si on y perçoit une volonté croissante de lutte. Les premières actions un peu percutantes vont être menées par le campus 1. Le principe des actions de blocage et d'occupation est retenu en AG. Une liste globale de cibles considérées comme légitimes est élaborée et adoptée. On y trouve, entre autres, les agences d'intérim, le rectorat, la préfecture, la gare, l'aéroport, les

ANPE, les ASSEDIC, les hôtels des impôts, la DDTE, les ponts, le périphérique, le conseil régional, le local de l'UMP, etc.

La commission action est autorisée à garder le secret sur les objectifs visés lors des manifestations pour éviter l'intervention préventive de la police et/ou la fermeture des locaux. La première occupation a lieu le lundi 20 mars et vise un gros hôtel des impôts situé à proximité de la fac. Un groupe a repéré le lieu et se trouve tout près.

A la sortie de l'AG du campus 1 400 personnes commencent à entrer en masse dans les trams qui passent juste à côté de la fac. Dès que le premier tram est rempli et est en route, le groupe situé près de l'objectif est contacté. Lorsque le tram arrive et déverse les manifestants pas loin de l'hôtel des impôts, le groupe prend le contrôle du sas d'entrée du bâtiment. Une à deux minutes après, la masse des gens peut s'y engouffrer tranquillement. Commencée vers 15H30, l'occupation va se poursuivre sans problèmes jusque vers 17h, une heure après l'heure officielle de fermeture. Les occupants partent alors collectivement. Au passage, une photocopieuse des impôts a été discrètement mise au service du mouvement.

Cette première occupation laisse un goût amer à la plupart des gens. Beaucoup de personnes attendaient l'intervention de la police. Mais ce point précis (attend-on l'arrivée de la police et si oui est-ce qu'on sort du bâtiment volontairement ou bien en l'obligeant à nous virer ?) n'a pas été discuté en AG. Certains éléments timorés en ont donc profité pour appeler à quitter les lieux sans attendre les flics, ce qui a provoqué quelques remous.

Dès l'AG du lendemain, le mardi 21 mars, cette question est discutée. L'AG décide que désormais les occupations auront lieu jusqu'à ce que la police intervienne. Les participants à l'action décideront alors sur place, ils partent par eux-mêmes ou s'ils résistent passivement à l'évacuation en faisant des chaînes ou en se laissant traîner. Il s'agit, à travers ces actions d'occupations illégales, de perturber le fonctionnement de certaines administrations ou centres de pouvoir, de créer des nuisances, de montrer notre détermination, de faire déplacer la police (ce qui coûte du fric, du temps et de l'énergie<sup>73</sup> à l'Etat tout en l'obligeant à apparaître sous un jour répressif) et d'attirer les médias. Sitôt voté, sitôt mis en pratique.

A la sortie de l'AG, 600 personnes se rendent en manif à la gare qui est occupée pendant 2 heures environ entraînant l'arrêt d'une quinzaine de trains et le retard de 6000 voyageurs (d'après le directeur de la gare). La police finit par arriver. Elle encercle les 300 personnes encore présentes et les refoule depuis les voies vers les bâtiments de la gare où elle les encercle, les accule et les comprime (afin d'empêcher les gens de ramasser éventuellement des pierres sur la voie pour les lancer) avant de les bousculer vers une petite porte de sortie sous les huées des voyageurs témoins de la scène. En 10 minutes de bousculade tout le monde se retrouve évacué.

L'intervention policière a été rapide et il n'a pas été possible de décider collectivement si on partait de nous-mêmes ou pas. La police a décidé pour nous. Mais elle a du même coup contraint les gens à assumer le contact physique avec les flics en tenue anti-émeute (ce qu'ils n'auraient peut-être pas fait s'ils avaient eu le choix), accélérant ainsi le processus de radicalisation des manifestants. Désormais, dans les faits, il ne sera plus question pour nous d'évacuer volontairement les objectifs occupés !

Le jeudi 23 mars, journée d'action nationale, après l'AG, un cortège d'environ 1200 personnes descend du campus 1 vers le centre-ville. Il prend directement la direction de l'Orne qui coupe en deux la ville. Les 4 ponts qui permettent de passer d'une rive à l'autre sont occupés et totalement bloqués pendant une heure et demie dans une ambiance bon enfant, au son d'une batucada qui se déplace de pont en pont. Les 3 campus ont commencé à se coordonner pour cette action. Les lycéens quant à eux ont rejoint massivement la manif syndicale qui rassemble plus de 7000 personnes place du théâtre. Nous ne sommes pas encore coordonnés avec eux à ce moment-là et pour tout dire, on ignore même qu'il y a une manif appelée par les syndicats.

---

<sup>73</sup> On voit mal comment le fait d'obliger l'Etat à faire son travail répressif dans les conditions actuelles pourrait avoir un effet positif immédiat. D'une part, de telles actions supposent que la majorité de la population y est déjà favorable, ou alors qu'elle en sera solidaire lors de la répression et l'empêchera. Pour le moment la solidarité vis-à-vis des personnes arrêtées en novembre comme en février-avril reste limité à des cercles très restreints. Cela oblige donc à s'interroger sur le bien-fondé de l'action directe en toutes circonstances (*Ni patrie ni frontières*).

Du coup, ces derniers sont furieux qu'on ne les ait pas rejoints. Leur manif finira cependant par arriver devant les ponts et des milliers de gens étonnés passeront devant les blocages, s'arrêtant pour les renforcer, discuter, profiter. Le coin est désert. Plus une bagnole n'y circule. Une partie des lycéens qui arrivent alors avec la manif syndicale décident spontanément de poursuivre leur route vers la mairie pour y bloquer un gros rond-point. Ils sont environ 2000 à s'y rendre. Cette action spontanée nous arrange. Elle crée 2 points d'action en ville, ce qui désarçonne la police et l'oblige à diviser ses forces. Quelque temps après, le blocage des 4 ponts est levé, le cortège, renforcé par des tas de gens de la manif syndicale, se reconstitue en une seule masse et nous partons vers un nouvel objectif. Nous retournons en centre-ville, toujours accompagné par la batucada, et bifurquons peu avant la tour Leroy. On se retrouve sur le port de plaisance. Dès lors, la manif s'élance au pas de course. Ça cafouille en ce qui concerne l'itinéraire. On perd du temps dans des petites rues où la masse des manifestants tend à bouchonner mais on finit par arriver en vue du deuxième objectif. Un guetteur nous a déjà signalé que la police ne s'y trouve pas encore, mais elle ne va pas tarder. On s'engouffre dans la rue Varignon où se trouve le siège de l'UMP. Au bout de la rue on aperçoit 2 véhicules de police qui arrivent devant le local. Toute la tête de manif se met alors à courir, arrive devant le local et continue à avancer pour encercler les véhicules de police. Ceux-ci n'ayant pas envie d'être entourés par la foule partent en marche arrière. Le terrain est à nous. Une dizaine de gens masqués, couverts de sacs poubelles pour ne pas se tacher et être plus difficilement identifiables, entourés par les banderoles et des chaînes de protection, commencent alors à coller plein d'affiches sur le local, à le badigeonner de blanc d'Espagne teinté en rouge, la pancarte UMP est arrachée et piétinée, quelques œufs volent, certains pissent sur la porte d'entrée. Les civils et les RG rôdent mais ne peuvent rien empêcher.

On repart bientôt, direction de la fac où la manif doit se terminer. En chemin, on apprend que des étudiants antigrévististes ont profité de l'absence de nombreux bloqueurs partis en manif pour reprendre le bâtiment Droit. Du coup, la présidence en a profité pour le faire fermer. On est encore 2000 en arrivant sur la fac et tout le monde se met à gueuler « Tous en Droit ». Le bâtiment est donc réoccupé dans la foulée. Un beau triplé...

Le lundi 27 mars, nouvelle occupation après une AG sur le campus 1. La Direction Régionale du Travail et de l'Emploi située à Hérouville-Saint-Clair, juste à côté de Caen, est occupée. On s'y rend en tram. Il en faudra 4 pour emmener les 5 à 600 manifestants qui participent à l'action. Un groupe attend sur place. Prévenu de l'arrivée imminente du premier tram, il prend le contrôle du sas d'entrée du bâtiment bientôt renforcé spontanément par plusieurs dizaines de lycéens de Rabelais qui occupent leur lycée professionnel juste en face de la cible. Il est environ 15H30. Le bâtiment est vaste et confortable. On récupère du papier et on profite de la présence de photocopieuses pour faire des tirages de tracts. La police se déploie vers 18H. On se regroupe dans le hall. On est encore environ 250. Tout le monde s'assoit. La plupart des gens se laissent assez (trop) facilement évacuer. Certains offrent plus de résistance en faisant la chaîne et en obligeant les flics à les porter. En 10 minutes, on est tous dehors faisant face à la police pendant un petit quart d'heure.

On finit par repartir en manif en suivant la voie de tram. Arrivés près du quartier populaire de la Pierre-Heuzé à Caen, on est encore une bonne centaine et on part manifester dans le quartier (moment d'hésitation chez une partie des étudiants ; le cliché des cités « chaudes » a la peau dure). On serpente entre les immeubles. Aux fenêtres, on aperçoit les visages étonnés des habitants. Une fois sortis du quartier (sans que personne n'ait été égorgé), on retourne tranquillement à la fac.

Le mardi 28 mars, nouvelle journée d'action nationale soutenue par les syndicats. Beaucoup de monde à la manif du matin, au moins 30 000 personnes et comme d'habitude quelques frictions entre le cortège étudiants-lycéens-précaires et le petit SO de l'intersyndicale. L'après-midi, les lycées et les campus appellent à un rassemblement à 14H sur le campus 1 pour partir en action. On est près de 5000 lorsqu'on commence à descendre en ville. On a récupéré des poubelles roulantes, des palettes sur la fac et on les emmène avec nous. Sur le chemin, on ramasse toutes les poubelles, les cartons, les palettes, les petites barrières de chantier, etc. Au début, les gens sont étonnés puis tout le monde s'y met. Ça gueule de partout. On est une masse en mouvement qui charrie de quoi ériger des barricades, on prend conscience de notre force collective. Tout le monde ressent ça et ça file une sacré pêche. Arrivés devant la mairie, on bloque un peu le rond-point, histoire de permettre à la manif de se recomposer, puis direction la préfecture. La première moitié du cortège enfile l'avenue qui y mène directement tandis que la deuxième moitié emprunte une petite rue qui débouche quant à elle non loin du conseil général qui est juste à côté de la préf. La

prise en tenaille est bien réalisée. Le conseil général et la préfecture sont entourés par une masse de gens. Tous les objets récupérés sur le parcours sont entassés devant les portes et les grilles. L'ambiance est détendue et bientôt le « siège » symbolique commence. Des gens boivent un coup, discutent, font du djembé, balancent des slogans. Rien de grave en somme si ce n'est que l'autorité de l'Etat est ouvertement bafouée, et ça ça n'est pas supportable pour le préfet qui ordonne l'intervention de la police pour débloquer le porche de la préf.

Les flics et les gendarmes mobiles sont assez encore assez peu nombreux. Ils y vont prudemment. Un premier groupe d'une vingtaine d'anti-émeute tente de longer la façade de la préf pour dégager le porche. Evidemment, ça ne plaît pas aux gens. Tout le monde resserre les rangs, les gens font la chaîne, quelques canettes volent ainsi que des œufs, tout le monde s'entasse devant et sur la barricade. Les flics, en nette infériorité numérique, ne peuvent plus avancer. La foule les encercle et les accule contre le mur. Quelques manifestants escaladent le mur de la préfecture près du porche et arrivent sur la terrasse. Plusieurs flics accourent. La plupart redescendent rapidement. Le dernier manifestant qui a réussi à monter ne sait visiblement pas comment redescendre. Les flics lui sautent dessus, le plaquent au sol et lui donne des coups (il sera libéré sans poursuite en fin d'après-midi après un contrôle d'identité). La situation est tendue. Ça hurle de partout. Les gens sont furieux. Du coup un bus de la gendarmerie roulant au pas et entouré de gardes mobiles tente de rejoindre le premier groupe de flics. Plusieurs centaines de personnes leur font face. Plusieurs grillages de chantier de 2 mètres sur 3 sont amenés et posés face aux gendarmes. Ça commence à bousculer. Au bout de 10 minutes de mêlée, les gendarmes arrivent à rejoindre le groupe de policiers encerclés mais toujours pas moyen d'atteindre la barricade tellement il y a de monde. Les gendarmes se retrouvent à leur tour acculés au mur. Ils tentent de repousser les gens qui les collent. La tension monte encore. Les premiers coups de matraques se mettent à pleuvoir. De nouveau des canettes se mettent à voler. Plusieurs grenades lacrymos sont lancées à la main dans la foule. Tout le monde reflue. Les gendarmes commencent à arroser toute la zone au fusil lance-grenade. En face, au milieu des nuages de gaz, quelques dizaines de jeunes caillassent mais les munitions sont rares. Quelques centaines de personnes restent face à la préfecture et shootent dans les grenades pour les éloigner.

La masse des manifestants (la plupart sont gazés pour la première fois de leur vie) a reflué dans une avenue. Peu à peu, les gens se regroupent et reviennent. La police regaze. Il en sera ainsi 3 fois d'affilée. La barricade devant le porche de la préf est enlevée et le bus vient se garer juste devant. La police qui a atteint son objectif cherche alors à calmer le jeu. Elle cesse les tirs de lacrymos (une quinzaine de grenades ont été tirées au final). La foule se rapproche d'elle et va lui faire face dans le calme jusque vers 18H. Seul volent encore de temps en temps un œuf.

On remonte alors à plusieurs centaines sur la fac tandis que quelques autres centaines de personnes restent encore aux abords de la préf. Jeudi 30 mars, nouvelle journée d'action. Les campus et les lycées se retrouvent sur le campus 2. On est environ 1200. On a avec nous des poubelles roulantes remplies de dizaines de pneus. On se met en marche, direction le périphérique. Au passage on s'arrête devant les portes du Centre de Formation des Apprentis. Ça tombe bien, ils/elles sont dehors pour profiter de leur pause de l'après-midi. On rentre dans le centre à plusieurs dizaines pour diffuser des tracts et tenter d'établir un bref dialogue. La fin de la pause sonne, les gens rentrent en cours et nous on a un périph à couper.

On s'arrache. L'ambiance est déterminée. Beaucoup de gens sont masqués, ont emmené des lunettes de ski ou de plongée, se sont munis de bouteilles de flotte ou de sérum physiologique. Des tracts avec des conseils en cas d'intervention policière, de gazage ou d'interpellation ont été distribués. Arrivés au périph, le cortège se scinde en deux. Le premier tronçon passe le pont et va s'occuper de bloquer la direction Paris, la deuxième partie du cortège s'occupe de la direction Rennes-Cherbourg et descend direct le talus. Des équipes de grévistes en voiture ralentissent progressivement le trafic dans les deux sens avant de s'arrêter juste après la bretelle de sortie. On envahit les voies de circulation et on fait des barrages avec les poubelles et les pneus. L'idée est d'organiser des barrages filtrants pour ne pas trop pénaliser les automobilistes, l'ennemi étant le gouvernement et pas les automobilistes qui se retrouvent bloqués. On va avoir un mal de chien à faire en sorte que les véhicules puissent passer au compte-gouttes car beaucoup de gens sont, sur le tas, partisans d'un blocage total. A force de discussions, les bagnoles peuvent quand même passer par 3 ou 4.

La police a organisé des déviations, le flot des véhicules est tari et les automobilistes bloqués vont pouvoir quitter progressivement le périph en deux heures environ. Des représentants de l'hôtel de police, très énervés, tentent, en vain, de faire lever les barrages ou d'accélérer le passage des voitures. Leur idée est certainement que plus vite il n'y aura plus de véhicules, plus vite ils pourront envoyer les anti-émeutes dégager les voies.

Vers 17H30, après avoir reçu des renforts, la police prend position près du groupe de manifestants qui bloque la direction Rennes-Cherbourg. On vient de faire passer les derniers véhicules. Dès qu'ils commencent à faire mouvement vers nous, on lève le camp en emmenant pneus et poubelles et on passe sous le pont rejoindre le groupe qui bloque la direction de Paris à 200-300 mètres de là. Les flics n'ont plus qu'à repenser et redéployer leur dispositif. Ils finissent par descendre par la voie de sortie de la direction Paris. Une partie des manifestants recule le long de la direction Paris vers le pont. Une autre est repoussée vers la voie d'entrée de la direction Rennes-Cherbourg. Mais les policiers ne sont pas assez nombreux. Du coup, les gens quittent la voie d'entrée Rennes-Cherbourg, enjambent la balustrade, dévalent le petit talus et rejoignent finalement le groupe qui est sur la direction Paris. Les flics commencent à criser sérieusement. Finalement ce sont les manifestants qui décident d'arrêter de manœuvrer. On se rassemble sur la voie de sortie de la direction Paris et on érige à son début une barricade avec les pneus et les poubelles. Il y a des gens devant, derrière et il en a sur le côté, c'est-à-dire encore sur le périph. On fait les chaînes et la bousculade commence avec la police. Nous sommes en supériorité numérique et ils ont beaucoup de mal à nous faire reculer de seulement quelques mètres. Ils finissent par gazer copieusement à la grenade et par charger. Tout le monde reflue derrière la barricade. Nouveau gazage et nouvelle charge. Quelques cailloux volent, il y a plusieurs matraqués légers et un manifestant est interpellé pour jet de pierre. Il est le premier inculpé du mouvement à Caen. On se regroupe à la moitié de la voie de sortie. Nouvelle bousculade avec la police. On se laisse pousser mais très lentement. Il va leur falloir 20 minutes pour nous repousser difficilement de 200 mètres hors de la voie de sortie et le long du boulevard qui passe sur le pont. Les policiers lourdement équipés sont crevés. Ils ont goûté à leurs propres gaz. Ils chialent aussi, le souffle court. Leur visières sont pleines de buée, ils sont tout rouges et transpirent à grosses gouttes. Ils finissent par arrêter de nous pousser, reculent un peu et maintiennent leur position. On réclame en vain la libération du camarade interpellé. Le face-à-face va encore durer une heure.

De moins en moins nombreux, on finit par se replier collectivement sur le campus 1 qui n'est pas loin. La détermination des manifestants est en hausse. L'ambiance de plus en plus lourde avec la police. Ça commence à sentir les affrontements. Ils ne vont pas tarder à se produire.

Lundi 3 avril, un gros millier de manifestants quitte le campus 1 à 15H. Direction le centre des congrès où le ministre de l'Artisanat, Renaud Dutreil, venait assister aux « Assises régionales de l'artisanat » et faire l'éloge du Contrat Nouvelle Embauche. Devant et tout autour du centre des congrès, 200 policiers. On déguerpit au bout d'une demi-heure pour aller manifester en ville où des agences immobilières, des agences d'intérim et des banques reçoivent notre visite. Certaines boîtes d'intérim sont momentanément envahies, certaines reçoivent de la peinture ou des mixtures nauséabondes, des affiches sont collées sur les vitrines tandis que la manif s'effiloche peu à peu dans une ambiance assez morose.

Mardi 4 avril, nouvelle journée d'action nationale relayée par les syndicats. Environ 30 000 personnes de nouveau. Une AG de ville cafouilleuse (mauvaise sono) se tient sur le parvis de la mairie mais elle se désagrège assez vite. À 15H, comme à leur habitude, les étudiants-lycéens appellent tout le monde à se rassembler pour partir en action. Le rendez-vous est fixé devant la mairie. Le gouvernement refuse toujours de céder. Tout le monde sent que le mouvement est à un tournant. Ou il s'amplifie et se durcit ou il s'essouffle.

En arrivant vers 15H à la mairie, on a tous un choc. L'immense esplanade est noire de monde. Une foule énorme s'est rassemblée là. Un énorme brouhaha monte d'elle, fait de discussions, de rires, de slogans, de chansons, de cris. Des petits groupes de gens affluent sans arrêt de partout. Les drapeaux syndicaux ont quasiment tous été remballés. Les bureaucrates ont plié bagages. On aperçoit un peu partout des petits groupes de travailleurs combatifs, de syndiqués de base venus entre collègues. Tout le monde sait que cette après-midi au programme, c'est pas manif traîne-savates mais action directe de masse.

Tout le monde est là en connaissance de cause. Colère, sentiment de puissance, ravissement de se voir si nombreux, joie de l'autonomie, incertitude quant au déroulement futur de l'action se mélangent en un cocktail enivrant.

Quand le cortège sauvage démarre vers ses objectifs, c'est une masse de plus de 6000 personnes qui s'ébranle en rugissant. L'ambiance est électrique. La manif serpente en ville en direction du conseil régional (de gauche, histoire de rappeler qu'il n'y a pas que la droite qui a généralisé la précarité) dont la cour est occupée sans coup férir. Une bousculade a lieu avec des vigiles devant son hall d'entrée. La porte vitrée cède sous la poussée. On a symboliquement un pied dans les bâtiments. Les élus proposent de recevoir une délégation mais tous le monde s'en fout. Certains d'entre eux sortent alors pour tenter d'établir un dialogue assez infructueux. Au bout d'une petite heure, on lève le camp et on se dirige vers le périph. L'ambiance devient plus silencieuse. Poubelles, palettes, cartons sont ramassées en cours de route. Arrivés en vue du périph, sur l'avenue Clemenceau, on aperçoit au loin les cars de police et de gendarmerie décharger leurs troupes qui établissent un barrage. La tête de cortège arrive au contact de plusieurs dizaines d'anti-émeutes. On est bloqué à 200 mètres de l'objectif. Une barricade est érigée avec les poubelles face aux policiers. Quelques œufs et canettes volent. Des gens commencent à exercer une poussée sur la barricade mobile pour faire reculer la police. Des étudiants pacifistes cherchent à calmer le jeu.

Immédiatement et spontanément, la majeure partie du cortège déborde par les petites rues et cherche à contourner le dispositif policier en passant par le parking de Castorama pour essayer d'atteindre le périph au niveau du viaduc de Calix. Arrivés sous le viaduc, les gens commencent à escalader les talus qui mènent au périph mais ils se heurtent à plusieurs dizaines de policiers anti-émeute, d'inspecteurs de la Brigade Anti-Criminalité, de motards qui les surplombent. Premières pierres, premières grenades lacrymos. Il est environ 16H30.

La bataille du périph commence. Les jets de projectiles se multiplient. Les policiers gazent et chargent sur les talus et les espaces verts au pied du viaduc. Les gens refluent, se regroupent, reviennent au contact, font masse avec les lanceurs de cailloux, regrimpent sur les talus, s'accrochent aux arbustes. Les grenades lacrymos sont écrasées au pied, enfoncées dans la terre à coups de talon, arrosées d'eau, relancées. Des gens distribuent du sérum physiologique. Les policiers sont en sous-effectifs. Ils chargent pourtant jusqu'à la route qui passe sous le viaduc. Erreur car ils cessent de nous surplomber et ils sont rapidement pris à partie devant eux, par derrière, sur les côtés, l'espace étant trop vaste pour qu'ils puissent le contrôler. De plus, à cet endroit, un petit bois fournit aux manifestants des gourdins et des rondins à lancer. Un vieux muret branlant fourni de la caillasse en quantité.

Bientôt c'est la police qui est chargée par des dizaines de jeunes déchaînés suivis par la foule. Elle recule sous une pluie de projectiles. Un énorme pétard explose au pied des flics. Une grenade lacrymo tirée au fusil et qui n'a pas explosé est dégoupillée et relancée. Cette fois-ci, elle explose au milieu des policiers qui sont à leur tour gazés. Les gens réinvestissent les talus. De là on peut voir plusieurs centaines de personnes s'engager en courant dans une zone pavillonnaire qui borde le périph. Il semble qu'un passage permettant de contourner la police ait été trouvé. Les affrontements se poursuivent. Peu après, on sent un flottement parmi les policiers qui commencent à se regrouper et à reculer. L'un d'eux qui se déplace en haut du talus dérape et glisse jusqu'à un groupe de manifestants qui l'agrippe et le moleste. Ses collègues gazent et le récupèrent sonné, délesté de sa matraque et de son bouclier. Les policiers reculent maintenant en courant suivis par la foule qui caillasse.

Il est alors évident que les centaines de manifestants qui ont entrepris de les déborder ont bel et bien trouvé un chemin d'accès au périph et que la police a peur d'être encerclée. Elle lâche le terrain tandis que des centaines de personnes escaladent frénétiquement les talus pour rejoindre le périph. Une fois en haut de celui-ci, une vision enthousiasmante attend les gens: plus de 1500 personnes sont déjà sur les voies et il en arrive sans arrêt d'autres. La police, voyant son dispositif s'écrouler, a été obligée de lever son barrage avenue Clemenceau, permettant ainsi à un millier de gens qui lui faisaient face dans le calme d'arriver au périph (avec poubelles et palettes) et de rejoindre les centaines d'autres qui avaient trouvé un passage près du viaduc. Bientôt nous sommes 3000 à couper les voies de circulation. Les policiers qui étaient au pied du viaduc se sont regroupés, ils gazent et chargent au milieu du cortège pour traverser le périph et rejoindre leurs collègues de l'avenue Clemenceau qui ont pris position sur les abords du périph, pas loin du rond-point de Castorama. Les policiers semblent être une centaine en tout. La manif descend le périph

vers eux. Des groupes de jeunes vont au contact, emmenant les poubelles pour s'abriter des tirs et constituer une barricade mobile. Le caillassage reprend ainsi que les tirs de lacrymos. Celles-ci tombent parfois sur des grappes de véhicules qui sont restées bloqués sur le périph.

Des centaines de personnes envahissent les pelouses environnantes, obligeant la police à multiplier les grenadages dans de multiples directions, ce qui soulage d'autant les groupes qui harcèlent les forces de l'ordre. Un manifestant survolté, muni d'un mégaphone, commente en direct, au milieu des gaz, tel un journaliste sportif, la portée et la précision des tirs de lacrymos avant de réclamer avec des dizaines d'autres manifestants «Le bouquet final ! Le bouquet final ! » L'ambiance est à la fois combative et rigolarde. Sous les coups de batoirs successifs de la centaine d'émeutiers, la police recule jusqu'au rond-point de Casto. Les véhicules de police qui étaient garés là démarrent en trombe, de crainte de se retrouver à portée de caillassage. Des manifestants descendent sur les voies de circulation qui passent sous le périph à cet endroit-là provoquant un embouteillage supplémentaire.

Vers 19H, le cortège finit par décrocher et remonte le périph au milieu des coups de klaxon des automobilistes bloqués qui saluent ainsi notre victoire. Arrivés au CHU, on attend les groupes de retardataires et on prend en masse le chemin du campus 1 où on se disperse toutes et tous la mine réjouie. Les affrontements ont duré près de 3 heures. Il y a eu 2 interpellations au conseil régional, 4 autres au cours des affrontements du périph. La police reconnaît le lendemain avoir tiré 350 grenades. 37 policiers ont déclaré une blessure (elles sont légères pour la plupart).

Jeudi 6 avril, les lycéens et les étudiants se réunissent vers 15H sur le campus 1. On part en cortège à plus de 2000. On passe devant la préfecture où on s'arrête quelques instants. Comme d'habitude, les gendarmes mobiles sont en position devant le porche avec leurs bus. Très vite on s'arrache direction la prairie. Nos guetteurs nous indiquent que la voie semble libre. On fonce donc vers la gare qui est l'objectif ce jour-là. La manif fait la majeure partie du trajet restant en courant. Il s'agit d'arriver sur les rails avant que les flics y soient. On emprunte un des 4 ponts qui passent au-dessus de l'Orne, les 3 autres ont été bloqués peu avant par des petits groupes de manifestants qui créent des embouteillages afin d'empêcher la police de nous prendre éventuellement de vitesse avec ses véhicules. Arrivés au pont de chemin de fer de Vaucelles, à 200 mètres de la gare, on escalade le grand talus et on se retrouve à plusieurs centaines sur les rails. Le reste de la manif continue vers la gare qui est investie. On finit par se rejoindre. L'occupation commence.

Assez vite, la police commence à arriver et à prendre position près des entrepôts de la SERNAM. 70 anti-émeutes environ se déploient. Ils sont rejoints par plus d'une centaine de gardes mobiles. D'autres véhicules de police arrivent au compte-gouttes. Près de 200 flics sont donc là, ce qui confirme les informations selon lesquelles ils avaient reçu du renfort après l'émeute du périph. Une centaine de jeunes érigent une barricade face à eux. Quelques projectiles volent. Les policiers se mettent hors d'atteinte. Une longue attente commence. Il y a beaucoup de gens. A leurs pieds, des millions de cailloux. La police joue donc logiquement la montre. 3 heures plus tard, nous ne sommes plus que 800 à tenir les rails. Il va être temps de quitter la place. Craignant des incidents, des membres du comité de lutte annoncent par mégaphone à la centaine de jeunes qui font face à la police que dans 10 minutes l'action finira et que tout le monde devra partir en cortège. Ceux qui resteront devront prendre leurs responsabilités. Mauvaise méthode.

Le gros des manifestants commence à se rassembler près des bâtiments de la gare. Ceux qui font face à la police avec des cailloux plein les poches n'ont plus guère le choix. Au bout de quelques minutes de réflexion, une pluie de cailloux s'abat sur les anti-émeutes. Une fois les munitions épuisées, la police gaze et charge. Elle coupe les voies en deux puis entame, au milieu de jets de cailloux sporadiques, un mouvement tournant pour envelopper la foule qui commence à refluer vers la gare et à en sortir. La police adopte la même stratégie que lors de la première occupation de la gare. La foule est trop dense pour sortir rapidement. La police l'encercler, l'accule, la comprime pour qu'elle ne puisse pas ramasser de cailloux. Sauf que cette fois-ci, voulant sa revanche après la défaite du périph, elle cogne et gaze à bout portant celles et ceux qui n'ont pas pu sortir. Il y a de nombreux blessés, les bras et les mains explosés pour avoir voulu parer les coups, le crâne en sang suite au matraquage. Tout le monde est rapidement et brutalement évacué. A la sortie de la gare, ça gueule. Quelques cailloux volent. Les gens se regroupent. La police envoie des lacrymos, sort de la gare, se déploie et charge de nouveau tout en balançant plein de grenades et en frappant tout ce qui bouge y compris des passants qui n'ont rien à voir avec la manif.

Les manifestants se regroupent alors non loin de la gare, près du pont Churchill où ils doivent alors faire face à de nouveaux tirs de lacrymos et à de nouvelles charges qui les repoussent de l'autre côté du pont Churchill. Là une ébauche de barricade est construite avec le matériel d'un petit chantier situé à proximité. De nouveau grenadage, charge et jets de pierres se produisent. La police utilise de nouvelles grenades lacrymos plus agressives qui brûlent la peau et elle ne cesse de charger tout au long de l'avenue du 6 juin jusqu'au centre-ville. A partir de la place de la Résistance, les équipes de la BAC commencent à intervenir par les rues perpendiculaires au cortège procédant à plusieurs interpellations. Les charges policières agressives vont encore se répéter jusqu'en bas du château où le cortège éclate en plusieurs groupes. La Bac procède encore à quelques interpellations musclées et ce jusqu'en plein cœur de la ville et de la foule des passants. Des groupes de policiers remontent jusqu'à la fac pour couper la retraite de ce qui reste du cortège.

Plusieurs centaines de personnes remontent alors la rue de la Délivrance où une nouvelle barricade est ébauchée mais des escouades de policiers anti-émeutes et de la BAC chargent par une rue latérale et c'est in extremis que plusieurs dizaines de personnes échappent à l'encerclement. Ce sera la dernière charge policière. Ce qui reste du cortège remonte la rue de la Délivrance et se réfugie finalement à la fac en passant par de petites rues situées sur le côté de celle-ci.

L'intervention policière a été brutale du début à la fin. Le cortège n'a pas eu d'autres choix que de reculer encore et encore malgré plusieurs tentatives de résistance. Mais dans sa soif de revanche, la police a commis des erreurs: en pourchassant sans répit le cortège, elle a porté les incidents en plein centre-ville, en voulant dégager à tout prix les rues, elle a frappé et gazé sans discernement. Plein de gens peuvent alors témoigner de la brutalité de son intervention et les jours qui suivent voient se multiplier les critiques publiques, critiques que même les médias locaux et régionaux sont obligés de relayer.

Le bilan de la journée est assez lourd : 8 interpellations, au moins une quinzaine de blessés parmi les manifestants, des dizaines de lacrymos tirées, 5 policiers déclarent aussi avoir été blessés. Le lendemain, vendredi 5 avril, une manifestation de 1500 personnes a lieu contre la répression policière. Elle passe bruyamment mais calmement devant le commissariat (blindé de flics) où sont encore détenues la plupart des personnes interpellées la veille puis devant les différents tribunaux de la ville, eux aussi blindés de policiers. Un sit-in a lieu en plein centre-ville avant de retourner sur le campus 1. Cette manif constitue une des dernières actions massives du mouvement. Le lundi suivant, le 8 avril, Villepin annonce l'enterrement du CPE.



«U

l

t

r

a

g

a

u

c

h

e

S»

**Le tract signé « Des internationalistes », est un des nombreux exemples – et pas le moins intéressant – de la floraison de textes qui furent diffusés lors de ces trois mois de luttes et de manifestations. Les trois tracts de Mouvement communiste ont suivi l'évolution du mouvement et tenté une analyse « à chaud » des principaux événements des mois de février-mars. L'article du Courant communiste international est un texte plus général qui exprime les positions de ce groupe.**

## **PRENONS LA PAROLE !**

### **Tout est fait pour nous empêcher de nous rencontrer Priorité à la création partout de lieux pour nous retrouver**

Pourquoi nous battons-nous ? Pour le seul retrait du CPE ? Pour quémander le droit d'être un esclave moderne, soumis à la vie de « métro-boulot-télé-dodo » avec un contrat à « durée indéterminée » ?

Le CPE n'est qu'une expression avancée de la logique capitaliste où l'être humain n'a d'existence qu'à condition de nourrir le profit du capital. Cette logique conduit à la généralisation de la précarité pour les exploités. Elle conduit à soumettre les plus jeunes aux plus humiliantes conditions d'embauche dans les pays développés. C'est elle qui fait qu'aujourd'hui sur la planète un enfant meurt de misère toutes les quatre secondes, que la guerre tue des milliers de civils un peu partout dans le monde. C'est encore elle qui amène la Terre au bord d'un irréversible désastre écologique<sup>74</sup>.

C'est cette logique infernale qu'il faut briser. La casser passe par la généralisation de l'idée que les partis politiques de gauche et les organisations syndicales de tout poil qui prétendent représenter et défendre les exploités, situent en fait leur action entièrement au sein de la logique capitaliste et n'aspirent qu'à gérer et finalement à soutenir ce système. Sous leur direction, toute lutte est condamnée à l'impuissance.

N'oublions pas que l'échec de l'énorme mobilisation des luttes de 2003 en France contre la réforme des retraites et de l'Education nationale ne fut possible que grâce à l'habile coopération entre gouvernement et centrales syndicales, CGT en tête. A ce propos, rappelons ce que le journal *Le Monde* rapportait le 17 juin 2003 : « *Le ministre [Fillon], sait gré à la centrale de Montreuil de s'être évertuée à empêcher la généralisation d'un mouvement qui risquait d'échapper à son contrôle* ».

Le problème n'est pas en soi l'ignominie de ces bureaucraties cyniques et manœuvrières. Le problème c'est d'affirmer notre puissance, notre volonté contre tous ceux qui entament notre détermination. Ce n'est pas facile d'apprendre à nous organiser par nous mêmes, sans autre contrôle que celui de nos assemblées, mais comme le montre l'actuelle expérience des étudiants et lycéens, c'est possible.

C'est clair, les travailleurs ont un autre poids dans la société que les étudiants vu que c'est grâce à eux que la société fonctionne. C'est pourquoi gouvernement et syndicats ont une priorité essentielle : empêcher la convergence entre le monde des salariés et le monde des jeunes scolarisés qui ne sont jamais que les futurs actifs précaires. C'est pour cela qu'ils ont tout fait pour empêcher que le meeting prévu à la fin de la manif parisienne du 23 mars se tienne, à l'aide entre autres de provocateurs (casseurs de vitrines et de manifestants) suivis et aidés par quelques centaines de paumés manipulés<sup>75</sup> comme l'attestent des témoignages de plus en plus nombreux. La décision, sous prétexte de sécurité, de fermer des sites universitaires va dans le même sens de priver le mouvement de lieux où se réunir et s'organiser.

Notre priorité est de contrer ce sabotage. Il faut prendre la parole. Il faut créer des lieux pour se rencontrer, discuter, réfléchir ensemble, prendre des décisions, partout où c'est possible : à la fin et pendant les manifs, dans les facs, les lycées, les lieux de travail, salles de spectacles, etc., en particulier en

<sup>74</sup> On voit que l'ultra-gauche marxiste, jamais vraiment en pointe sur les questions écologiques, appuie elle aussi sur le bouton vert. (*Ni patrie ni frontières*).

<sup>75</sup> On ne peut qu'être sceptique devant cette hypothèse peu étayée, et de toute façon toujours difficile à prouver : nul besoin d'être « manipulé » par les flics pour avoir envie de manger du poulet, quand on est jeune et harcelé constamment pour délit de faciès, à cause de sa tenue vestimentaire ou parce que l'on vit dans un quartier populaire (*Ni patrie ni frontières*).

fin de journée pour permettre la venue de ceux qui travaillent. Brisons les séparations. Créons des lieux où la force du mécontentement généralisé puisse se concrétiser en puissance active.

Le capitalisme n'est pas une fatalité due à une quelconque mauvaise nature humaine. Pas plus que l'esclavagisme antique ou le féodalisme, le capitalisme n'est éternel. Les lois inhumaines qui le constituent sont les survivances de temps arriérés. Il ne survit que par la force des appareils étatiques et par notre soumission entretenue quotidiennement à coups de milliards dépensés pour l'endoctrinement idéologique quotidien.

Profitons de ces moments de lutte, où nous relevons la tête, pour nous rendre à l'évidence : un autre monde est possible, si nous le voulons. Un monde où l'homme n'est plus obligé de se vendre pour survivre, où les rapports humains ne seront pas détruits par l'argent. Un monde fondé sur la gratuité et l'abondance. Nous savons que les moyens matériels existent. Il faut nous émanciper de notre peur et de nos faux «représentants».

Des Internationalistes –

26 mars 2006

<http://cercledeparis.free.fr/>

# Le CPE, un instrument de plus pour accroître flexibilité et discipline au travail.

## Il faut attaquer toutes les formes de précarité

Le Contrat première embauche (CPE) n'est pas vraiment une nouveauté. Il s'insère dans une longue liste de mesures prises par les gouvernements de droite et de gauche successifs visant à rendre la force de travail plus flexible et plus docile. Ses éléments spécifiques en font un outil de plus dont le patronat – public et privé – peut désormais disposer afin de rendre plus « fluide » et moins cher le passage de l'emploi au chômage et vice-versa. D'autre part, c'est une incitation à la docilité des travailleurs nouvellement embauchés.

*« Il est probable que les employeurs seront tentés de substituer massivement les nouveaux contrats au CDI, puisque cela leur permet d'allonger substantiellement la période d'essai et de minimiser les coûts de licenciement »,* expliquent deux économistes, Pierre Cahuc et Stéphane Carcillo, premiers à évaluer le CPE et son précurseur, le Contrat nouvelle embauche (CNE).

L'allongement de la période d'essai à deux ans est le véritable point d'orgue du CPE. Il permet aux entreprises de bien sélectionner leurs salariés sous la menace de l'interruption subite du contrat et de gérer au mieux, dans la période de deux ans, les imprévus que pourrait rencontrer leur activité.

Pour les travailleurs, en revanche, ce surcroît de pression va aller crescendo, à mesure qu'approchera la date butoir de la deuxième année. Avec, à la clé, une menace bien réelle que leur CDI de type CPE se termine par une indemnité de licenciement 20 % inférieure à ce qu'elle aurait été, s'il s'était agi d'un CDD d'une période équivalente (8 % de la rémunération pour les CPE/CNE contre 10 % pour les CDD).

*« Comme le CNE a une durée de vie plus courte que le CDI, leur substitution aux CDI conduit à un supplément de destructions d'emploi. Ces destructions d'emploi prennent toute leur ampleur à l'horizon de deux années, qui constitue la date à laquelle les employeurs doivent choisir entre garder les salariés en CNE ou bien les licencier et embaucher d'autres personnes »,* confirment les deux économistes.

Quant à la capacité de créer de nouveaux emplois du CNE/CPE, elle est très limitée si l'on en croit l'étude mentionnée :

\* 70 000 emplois supplémentaires au total sur 10 ans (en élargissant le CNE à l'ensemble du secteur privé). [Estimations à taux d'activité constant (population active sur population en âge de travailler)]

\* environ 95 000 chômeurs de moins; à l'horizon de 15 ans, pour un taux de chômage en baisse de 0,5 %.

Au total, les deux économistes estiment qu'à terme, 18 % environ des emplois seront des CNE/CPE. *« Un peu moins d'un sur deux survivront aux deux ans de la période d'essai. »*

L'effet de substitution de ces nouveaux contrats se fera sentir surtout sur les CDI, dont ils représentent une variante plus attrayante pour les patrons et dégradée pour les travailleurs, et les CDD les plus longs. Ils n'attaquent donc pas le noyau dur de la précarité, dont l'intérim et les CDD courts (inférieurs à 5 mois), les stages et les différents contrats d'insertion.

Le CNE/CPE, au contraire, réduira encore davantage les frontières réglementaires qui existent entre les différents types de contrats de travail, rapprochant les mythiques CDI, dont ils se veulent une variante, des multiples expressions de la précarité ouverte et légalisée.

N'oublions pas, qu'en réalité, la durée moyenne des CDI est loin d'être à vie. Dans le secteur marchand non agricole, elle n'est que de 110 mois en moyenne).

La précarité est désormais monnaie courante sur le marché du travail. Les nombreux ouvriers en CDI licenciés ces dernières années en témoignent. Rien qu'en janvier 2006, 16 000 travailleurs en CDI ont subi des licenciements économiques, 53 600 supplémentaires ont été mis à la porte pour des raisons autres qu'économiques. Le temps passé au chômage est désormais de 12 mois en moyenne. La précarité « officielle », elle, représente 12 % du total des emplois en additionnant l'intérim, les emplois aidés et les CDD.

- En 2004, on comptait 330 000 stages de réinsertion et 164 000 contrats en alternance.
- En 2002, 16 % des salariés de la fonction publique avaient des contrats à courte durée.

- À la fin du 3<sup>e</sup> trimestre 2005, 603 000 travailleurs étaient intérimaires.
- Environ 70 % des moins de 25 ans, qui ont un emploi, sont en CDD.

**Les étudiants sont parmi les secteurs les plus touchés par la précarité ouverte. Environ la moitié des jeunes inscrits à l'université ont travaillé en 2004. Seulement 15 % d'entre eux ont pu accéder à des CDI.**

S'il est vrai que le champ de la précarité s'élargit toujours plus en débordant largement dans le territoire jugé – à tort – comme préservé du CDI, il ne faut pas se contenter de refuser les derniers contrats sortis du chapeau du gouvernement. De même, combattre le CPE/CNE en se faisant les défenseurs acharnés du CDI signifie ne pas reconnaître la réalité de la précarité croissante qui caractérise y compris les emplois considérés comme les plus sûrs.

**Il faut mener une bataille d'ensemble contre toutes les formes de précarité; contre les licenciements et pour une meilleure rémunération des chômeurs.**

Les travailleurs aux emplois les moins menacés doivent s'unir à leurs frères de classe sous le coup d'un éventuel licenciement.

**Les ouvriers des grandes usines doivent s'opposer fermement à l'intérim, aux CDD et aux CPE sur leur lieu de travail et impliquer dans ce combat les salariés de la sous-traitance.**

Les étudiants, dont la moitié sont des travailleurs « intermittents », doivent abandonner le terrain trompeur et impuissant de l'université pour rejoindre les travailleurs, leur proposer de se battre ensemble, là où le travail est sans cesse menacé par le capital et là où se trouvent les travailleurs sans travail.

**Seule une lutte qui est capable de durer, de se généraliser et de s'enraciner dans les plis de la production peut faire reculer le patronat et son État.**

Paris, le 6 mars 2006.

MOUVEMENT COMMUNISTE

# POUR OBTENIR LE RETRAIT DU CPE/CNE, IL EST NECESSAIRE QUE TOUS LES TRAVAILLEURS REJOIGNENT LA LUTTE

Cette journée d'action arrive bien tard et risque de ne pas être suffisante pour obtenir le retrait du CPE/CNE. Les tractations entre centrales syndicales et gouvernement n'ont aucune chance d'y aboutir si le front de lutte ne s'élargit pas. La mobilisation étudiante et lycéenne a atteint un palier. Pour l'essentiel, le mouvement tient encore mais il a besoin d'un nouveau souffle pour réussir.

Le gouvernement et les patrons font de cette affaire une bataille politique. Ils sont convaincus que, s'ils cèdent, leur programme de flexibilisation du marché du travail se retrouvera bloqué pour plusieurs années.

Les confédérations syndicales, de leur côté, n'ont rien fait pour accroître la volonté des travailleurs de se joindre à ce combat. De très rares assemblées générales, organisées localement, ont été tenues dans les entreprises.

Pourtant, cette lutte est vitale pour un grand nombre de salariés. Dans beaucoup d'usines, de magasins et de bureaux, les patrons utilisent amplement les différentes formes de précarité déjà existantes. A Flins, chez Renault, la moitié des ouvriers de chaîne sont intérimaires. A la Poste, un tiers des travailleurs ne sont pas titulaires du statut de postier. En 2005, près de 14% des salariés en France n'avaient pas des contrats à durée indéterminée.

Et ceux qui bénéficient des emplois les plus stables, sont, eux aussi, de plus en plus exposés aux licenciements et à la précarité. Rien qu'en janvier 2006, 16 000 travailleurs en CDI ont subi des licenciements économiques, 53 600 autres ont été mis à la porte pour des raisons différentes. En moyenne, le temps passé au chômage est désormais de 12 mois. La durée des CDI est loin d'être à vie. Dans le secteur marchand non agricole, elle n'est que de 110 mois en moyenne.

Face à ces réalités, la réponse syndicale n'est pas de contribuer à unir les travailleurs par delà leur condition. La défense syndicale à tout crin de l'entreprise et de l'outil de travail, le patriotisme économique dont ils font sans cesse preuve, la recherche continue de la compromission avec l'Etat, leur action de cogestion de l'exploitation, les en empêche.

Les syndicats et les partis de gauche qui clament leur opposition au nouveau contrat ne font rien pour favoriser la convergence sur le terrain de la lutte entre le mouvement en cours et les travailleurs. Comme la précédente, la manifestation de mardi est un excellent moyen pour eux d'exploiter les énergies dégagées par la lutte à des fins électorales (2007 approche...) et/ou pour renforcer leur pouvoir contractuel vis-à-vis du gouvernement.

**C'est pourquoi, le mouvement contre le CPE/CNE doit prendre directement en main la perspective de l'élargissement et de l'enracinement de la lutte. Le mot d'ordre de grève générale, en l'état, n'est pas crédible. Des nombreux pas doivent être faits pour parvenir à un combat global de la classe ouvrière contre la précarité dans toutes ses formes, anciennes et nouvelles.**

Il faut éviter de rester campés dans une logique de lutte purement étudiante. Le seul chemin praticable est celui de la recherche de l'établissement de liaisons directes entre étudiants, lycéens et ouvriers. D'autant plus que, très souvent, les étudiants sont majoritairement déjà des salariés. Bien plus de la moitié d'entre eux doivent travailler pour survivre et payer leurs études.

Dans les facs, dans les lycées et dans les collèges, et à proximité, il existe de nombreux lieux de travail précaire. Les salariés qui le subissent n'ont pas toujours la force de se révolter. Le mouvement contre le CPE peut représenter un catalyseur et un centre d'organisation de ces prolétaires.

Diriger les manifestations vers les usines, les magasins et les bureaux, et en priorité ceux qui sont connus pour employer massivement du travail précaire et/ou qui licencient. Diffuser des tracts, faire des prises de parole auprès des salariés, expliquer les raisons du combat ; les inviter à la rejoindre ; impulser l'auto-organisation et la coordination entre foyers de lutte, voilà la perspective.

Mais pour ce faire, il faudra d'abord encore élargir le mouvement dans les universités, les IUT, les lycées et les collèges. La mobilisation contre le CPE et le CNE doit gagner des secteurs étudiants et lycéens encore passifs. Elle doit être plus efficace dans l'explication des motifs de notre refus de ce nouvel instrument de précarité qui accroît la soumission au patron.

Il faut également que le mouvement se préserve des provocateurs en bande qui ont sévi en nombre contre des manifestants pacifiques lors des derniers défilés parisiens. Se défendre n'est pas un luxe, c'est désormais devenu une nécessité. La peur ne doit pas s'installer dans nos rangs. Ces bandes organisées font le jeu des forces de répression. Pire, elles font leur travail. En appeler à la police n'est pas la solution. Celle-ci exploite abondamment ces exactions pour justifier sa présence agressive. Les incursions de ces provocateurs peuvent servir de prétexte pour des interventions musclées des forces de répression au sein même des manifestations. Le ministre de l'Intérieur n'a pas manqué l'occasion d'ordonner la présence renforcée d'équipes de policiers en civil dans les cortèges.

Les partis politiques de gauche et d'extrême gauche et les organisations syndicales, même sur ce terrain élémentaire, n'ont pas tenu à assurer la moindre protection des manifestants. Se cantonnant à patrouiller leurs prés carrés, ils ont livré la plupart des manifestants à la violence réactionnaire et gratuite de ces provocateurs.

Pour leur part, des éléments souvent étrangers à la lutte et qui se disent très radicaux ont tantôt exalté ces actes de pillage en les reliant aux « *émeutes des banlieues* » de novembre 2005, tantôt refusé de le combattre sous prétexte que leur priorité est de « *s'affronter aux flics* ». Ces révolutionnaires de pacotille n'ont pas à cœur le développement du mouvement contre le CPE/CNE. Ils préfèrent mener des actions certes très médiatiques mais parfaitement contre-productives, à l'image de l'occupation/dévastation de l'EHESS, à Paris.

**Il faut mener une bataille d'ensemble contre toutes les formes de précarité ; contre les licenciements et pour une meilleure rémunération des chômeurs.**

**Les travailleurs aux emplois les moins menacés doivent s'unir à leurs frères de classe menacés de licenciement.**

**Les ouvriers des grandes usines doivent s'opposer fermement, sur leur lieu de travail, à l'intérim, aux CDD et aux CPE et impliquer dans ce combat les salariés de la sous-traitance.**

**Les étudiants, dont bien plus de la moitié sont des travailleurs précaires, doivent abandonner le simple terrain de l'Université pour rejoindre les autres salariés et leur proposer de se battre ensemble.**

**Seule une lutte qui est capable de durer, de se généraliser et de s'enraciner sur les lieux de production peut faire reculer le patronat et son État.**

Paris, le 27 mars 2006.

MOUVEMENT COMMUNISTE

# **La lutte contre le CPE/CNE est à un tournant : LE MOUVEMENT NE PEUT ABOUTIR SANS DES GREVES SUIVIES DANS LES ENTREPRISES**

L'intervention de Jacques Chirac, vendredi, place le mouvement contre le CPE/CNE face à un véritable tournant. Les « concessions » faites par le gouvernement sur le CPE uniquement montrent que la lutte menée jusqu'ici contre les deux nouveaux contrats n'a pas été inutile. L'Etat a dû modifier son projet en éliminant un aspect qu'il jugeait central, l'absence de motivation de licenciement pendant les deux premières années du CPE, et en réduisant de moitié sa période d'essai, à un an.

*Le mouvement commettrait une grave erreur s'il considérait que ce recul correspond à une véritable concession. Bien qu'atténuée, la nouvelle discrimination à l'emploi des jeunes demeure. C'est pourquoi il faut persister dans la revendication du retrait pur et simple aussi bien du CPE que de son précurseur, le CNE, pour lequel le gouvernement n'a annoncé aucune modification.*

L'engagement direct du Président de la République française témoigne de la nature politique majeure de ce combat. Par-delà le CPE/CNE, l'Etat entend prendre une revanche sur les travailleurs qui, en novembre/décembre 1995, étaient parvenus à faire abandonner définitivement au gouvernement de l'époque son projet d'abolition des régimes spéciaux de retraites de certains secteurs de la fonction publique, dont les salariés de la SNCF.

La victoire remportée en 2003 par l'Etat et les patrons avec l'adoption de la « réforme » Fillon-Chérèque du régime général des retraites inspire le comportement de l'exécutif actuel : faire dos rond face aux manifestations géantes ; multiplier les appels formels à la négociation avec les centrales syndicales et accroître progressivement la pression sur le terrain contre les luttes.

*Opposer la rue à la loi, souligner que le CPE a été régulièrement adopté par l'Assemblée nationale et le Sénat, puis validé sans la moindre réserve par le Conseil constitutionnel revient à délégitimer le mouvement qui, à leurs yeux, n'a aucune assise légale, ni aucun droit particulier autre que celui d'exprimer une protestation. Pour contrer cette approche, la lutte doit s'émanciper de toute soumission au calendrier parlementaire, de tout espoir envers les centrales syndicales et les partis de gauche qui visent à la ramener dans le cadre étroit et perdant d'une nouvelle discussion de la loi sur l'égalité des chances à l'Assemblée nationale. Ces partis et ces syndicats n'ont qu'une idée en tête : l'élection présidentielle de 2007.*

Le gouvernement emploie de plus en plus des moyens répressifs pour brider, puis casser le mouvement contre le CPE/CNE. Les arrestations se multiplient. Les condamnations se font de plus en plus lourdes, allant jusqu'à huit mois de prison ferme pour un jeune travailleur de Rennes. Chaque journée de lutte se solde par des centaines d'interpellations. Pour briser la volonté des manifestants, les forces de répression utilisent, en les laissant faire, les bandes organisées issues de certaines banlieues populaires qui sévissent contre les manifestants. Elles s'en servent ensuite comme prétexte pour attaquer les fins de manifestations. Agitant le spectre de l'invalidation de l'année universitaire, Gilles de Robien, ministre de l'Education nationale, a également menacé de sanctions les professeurs solidaires avec le mouvement. Des minorités d'étudiants, souvent organisées par l'UNI, syndicat étudiant lié au gouvernement et à la droite parlementaire, font pression pour la levée des blocages des universités et la reprise des cours.

La riposte à cette ligne articulée de « sortie de crise » adoptée par l'exécutif doit être bien calibrée, sous peine d'assister à l'étiollement du mouvement contre le CPE/CNE. Il est évident que se cantonner à aligner d'autres manifestations géantes dans tout le pays ne suffit pas à obtenir le retrait des deux nouveaux contrats. Le ministre de l'Economie, Thierry Breton, a déclaré vendredi 31 mars qu'à « ce stade, la crise du CPE n'a pas d'impact sur l'économie nationale ». Les manifestations sont utiles pour mesurer la force potentielle d'un mouvement et pour le populariser mais ne sont pas, en soi, créatrices d'un rapport de forces réel.



*S'affronter aux forces de répression, multiplier les initiatives coup de poing et les actions « médiatiques » menées par des petites minorités, n'est pas la solution. Si elles font parler d'elles, ces actions contribuent involontairement à déplacer le débat sur le terrain très glissant des opinions pour ou contre l'emploi de la violence et les blocages. Or, aujourd'hui, pour gagner, le mouvement doit s'étendre encore et s'enraciner bien davantage sur la seule base qui compte : **la critique et le refus des deux nouveaux contrats et de la précarité en général**. Se défendre des provocations policières, chasser sans ménagement les bandes organisées des défilés sont deux tâches très importantes. Mais l'issue de la bataille ne se joue pas sur les formes de lutte employées.*

***L'entrée en lutte des salariés du secteur public et du secteur privé est désormais LA condition de la réussite du mouvement contre le CPE/CNE.***

*Appeler les travailleurs à défiler une fois par semaine ne suffit pas. Il faut que les patrons payent le prix fort pour que leur Etat concède le retrait des nouveaux contrats. Pour ce faire, il n'y a qu'une solution : l'organisation de grèves les plus massives et étendues possibles.*

Faut-il donc s'en remettre aux centrales syndicales pour qu'elles déclenchent une grève générale ? Non ! Réagissant à l'intervention de Jacques Chirac, le secrétaire général de la CGT, Bernard Thibault, s'est bien gardé de prononcer le mot fatidique de grève. Il a en revanche indiqué qu'il faut peser « *plus encore sur le débat parlementaire* ». Elections 2007 obligent... La CFDT et FO ont adopté la même ligne.

Outre ce manque manifeste de volonté des centrales syndicales d'aller vers des grèves non symboliques, il faut rappeler que la grève générale n'apparaît pas encore comme une perspective rapprochée crédible. Dans le secteur privé et dans la fonction publique, les travailleurs disposés à s'engager pour de bon dans la bataille restent peu nombreux. Et ce y compris dans les entreprises où les patrons font un ample usage des différentes formes de travail précaire. C'est pourquoi le mouvement contre le CPE/CNE doit suivre une autre voie et se préparer à durer.

*Il faut s'adresser directement aux autres travailleurs. Organiser des distributions de tracts aux usines, sur les chantiers, dans les magasins et les bureaux, comme l'ont fait des étudiants de l'université de Jussieu, à Paris. Tenter d'impliquer les salariés qui vivent déjà cette condition de précarité, d'incertitude ou de privation d'emploi. Il faut rappeler qu'une majorité nette d'étudiants sont des travailleurs et, peut-être, des futurs chômeurs.*

*C'est à ce titre, en nouant des rapports directs entre prolétaires, rapports autonomes des partis et des syndicats d'Etat, en établissant des relations entre travailleurs basées sur l'intérêt commun et pas sur une solidarité symbolique qu'on pourra parvenir à bâtir le rapport de force avec l'Etat et les patrons nécessaire et suffisant à remporter ce premier objectif du retrait immédiat des deux nouveaux contrats, sans oublier la libération des manifestants emprisonnés. Agir ainsi ouvrirait également la voie à une lutte effective ET efficace contre toutes les formes de précarité, de temps partiel subi et les bas salaires.*

Paris, le 2 avril 2006.

MOUVEMENT COMMUNISTE

# Mouvement Communiste

Lettre numéro 21 mai 2006

CPE/CNE :

## UN JOLI PRINTEMPS REVENDICATIF EN FRANCE

La lutte contre le CPE a mis en mouvement la jeunesse scolarisée, d'abord étudiante ensuite lycéenne, avec pour principal objectif le retrait de l'article 8 de la « Loi pour l'Égalité des chances ». Cet article de loi instituait un nouveau contrat de travail pénalisant réservé aux jeunes travailleurs. Cet objectif a été pleinement atteint.

Il s'est agi d'un mouvement revendicatif ample et durable, en dépit des quelques tentatives, souvent maladroites, de le politiser ou de le rattacher « spirituellement » au mytique Mai 68. Mais comme tout combat défensif indépendant de cette qualité, il a entraîné la critique pratique de la concurrence entre prolétaires, en l'espèce entre les plus jeunes et les autres, ainsi que du commandement d'entreprise et de son corollaire, la soumission des travailleurs. Cette critique pratique, portée avec détermination par des centaines de milliers de jeunes, est restée globalement cantonnée aux nouveaux dispositifs créés par le gouvernement, sans investir les autres aspects de la précarité du travail et de la discrimination de traitement vis-à-vis des jeunes salariés.

Cette importante limite soulignée, il n'en demeure pas moins que cette lutte de classe a vu l'irruption de nouvelles composantes du prolétariat, avec une participation active nombreuse et résolue de très jeunes prolétaires des banlieues dont un grand nombre de filles qui ont souvent joué un rôle de tout premier plan dans la conduite des luttes. C'est un gage d'avenir.

L'agitation étudiante a démarré à Rennes avant les vacances scolaires de février. Elle a pris une ampleur nationale dès le début mars. Peu après, les étudiants ont été rejoints par les lycéens. La mobilisation de milliers d'établissements de l'enseignement secondaire, aussi bien dans les centres villes que dans les banlieues, a été l'élément crucial qui a permis de faire définitivement basculer le rapport de forces du côté des jeunes. Les profondes divisions existantes dans les milieux de la majorité gouvernementale en vue de l'élection de 2007 ont permis au mouvement de gagner vite. En outre, l'accueil timide qui a été fait par le MEDEF, le parti des patrons français, au projet du CPE a contribué à approfondir les contradictions dans le camp des tenants de l'ordre établi. Il en va autrement pour l'action des grandes confédérations syndicales. Celles-ci n'ont pas été à même de mettre en mouvement les travailleurs dans les entreprises. Seulement une minorité d'entre eux s'est concrètement mobilisée aux côtés des jeunes. Parmi les rares épisodes de lutte réelle dans les entreprises, nous retenons la grève de deux heures menée le 28 mars par près de 500 ouvriers en CDI et intérimaires de l'usine Renault de Flins, en banlieue parisienne. Mais, comme le dit le fameux proverbe, quelques hirondelles ne font pas le printemps...

### **Une montée en puissance rapide et régulière**

Le passage en force du gouvernement français pour l'introduction du Contrat première embauche (CPE), annoncé le 16 janvier 2006 et adopté le 10 février par l'Assemblée nationale au moyen du recours à l'article 49-3 de la Constitution, a déclenché une longue série de luttes dans une grande majorité des universités et Instituts universitaires de Technologie (IUT) du pays, ainsi que dans plusieurs centaines de lycées et de collèges

Ce mouvement a présenté plusieurs caractéristiques qu'il convient de bien retenir :

- L'agitation étudiante et lycéenne est immédiatement perçue avec sympathie par la population. Depuis le début des hostilités, début février, les cotes de popularité du Premier ministre et du Président de la République n'ont eu de cesse de chuter. Symétriquement, l'opposition au dispositif a grossi jusqu'à recueillir une majorité proche des 70 % des Français.

- Le mouvement est véritablement lancé, le 7 février, par des manifestations convoquées par l'ensemble des organisations syndicales étudiantes, lycéennes et des salariés. Environ 300 000 personnes y participent dans toute la France.

- L'adoption du CPE par le Sénat, le 1<sup>er</sup> mars, marque le début de son enracinement dans les universités. Treize d'entre elles sont en grève. Les occupations et les blocages des cours croissent. Votés par des assemblées générales souvent clairsemées dans cette première phase, ces actions ne mobilisent que des petites minorités d'étudiants. Ces actions sont vues avec sympathie ou indifférence par la majorité des étudiants.

- Le 10 mars, quelques centaines d'étudiants de plusieurs facultés parisiennes occupent, la nuit, la Sorbonne. Ils « jouent » le symbole de Mai 68. Les forces de répression aussi. Dans la nuit, l'évacuation se fait sans incidents majeurs. Le mythe d'un nouveau printemps révolutionnaire est agité par des franges pseudo radicales le plus souvent extérieures au mouvement étudiant.

- Entre le 11 et le 16 mars, le mouvement s'étend progressivement aux lycées et aux collèges. Des initiatives locales, souvent spontanées, débouchent en barrages de routes, tentatives d'occupation de préfectures, rectorats envahis, etc. Les plus jeunes commencent à participer aux manifestations des étudiants. Le mythe 68 agit encore autour de la Sorbonne, où, chaque nuit, des incidents de faible intensité se produisent avec les forces de répression de plus en plus présentes dans le Quartier latin. Le 16 mars, autre épreuve de force du mouvement : environ 400 000 jeunes sont dans les rues du pays. De courts affrontements avec les forces de répression se multiplient en fin de manifestation, pour la plupart menés par les plus jeunes issus des banlieues populaires. Les incidents autour de la Sorbonne se font de plus en plus rares. Le mythe 68 n'agit plus.

- Le 18 mars, un samedi, les organisations syndicales des salariés, des étudiants et des lycéens convoquent des manifestations dans tout le pays pour le retrait du CPE. Environ 700 000 à 800 000 personnes y participent au total. La présence des jeunes, et notamment des lycéens, est prépondérante. Beaucoup de personnels de l'enseignement et de parents les accompagnent. Les partis et les syndicats font service minimum. Ils représentent, dans la manifestation parisienne de 80 000 à 100 000 personnes, un petit quart du total. Quelques bandes plus ou moins organisées de banlieues s'adonnent à des actes de pillage et d'agression gratuite de manifestants. Les incidents de fin de manifestation, à la place de la Nation, entre quelques centaines d'individus, souvent étrangers au mouvement, se soldent par un syndicaliste des PTT affilié à SUD dans le coma. Les circonstances de sa blessure restent, à ce jour, relativement obscures.

- Les occupations de facultés et de lycées continuent. Plus de gens aux assemblées et aux manifestations, mais pas nécessairement plus de jeunes endossant les tâches quotidiennes de la lutte. Les actifs restent des petites minorités de 100 à 200 éléments par université, beaucoup moins par lycée ou collège. La structuration nationale des luttes est entièrement pilotée par les organisations syndicales des étudiants, UNEF en tête. La FIDL et en moindre mesure l'UNL, même s'ils ne dirigent pas les nombreuses initiatives sur le terrain, gardent le contrôle global de l'agitation lycéenne. Leur représentativité officielle du « monde lycéen » n'a jamais été remise en cause. Quelques assemblées générales, dans des universités de Rennes, Toulouse, Paris, Montpellier et ailleurs, votent des listes de revendications qui dépassent largement le cadre de la lutte au CPE. Ces nouvelles requêtes resteront lettre morte. L'écrasante majorité des participants au mouvement restent focalisés sur le retrait du CPE et, éventuellement, du CNE (le père du CPE, institué pour les entreprises de moins de 20 salariés).

- Le 23 mars, étudiants et lycéens sont de nouveau dans les rues. Environ 300 000 jeunes participent aux manifestations ; 30 000 à Paris, où les bandes organisées s'invitent au cœur de l'événement. Plusieurs centaines d'« émeutiers » présumés (selon le langage policier) de novembre 2005 s'en prennent aux cortèges de jeunes. Les pillages et les violences contre des manifestants se généralisent dans la capitale. Un étudiant de 21 ans est dans le coma, probablement frappé par ces charognards. Plusieurs jeunes, victimes d'agressions, sont en pleurs. Les organisateurs des défilés se disent impuissants et en appellent à l'intervention des forces de répression. D'autres forces politiques organisées, dont certains secteurs du courant anarchiste, affirment ne pas vouloir participer « à la criminalisation des jeunes de banlieue ». Les forces de répression, bien sûr, laissent faire. C'est dans leur intérêt que la peur s'installe parmi les manifestants. Bilan policier de la journée : plus de 600 interpellations. Le ministre de l'Intérieur annonce que les forces de répression agiront désormais au sein même des cortèges afin de « défendre les vrais manifestants ». Le lendemain, à Bruxelles, Chirac déclare que la loi doit être appliquée.

- Les organisations syndicales des salariés appellent à une journée nationale d'action avec grèves et manifestations pour le 28 mars. Elles rencontrent, vendredi 24 mars, le Premier ministre et deux de ses ministres en charge du dossier. Ces derniers restent vagues quant aux « concessions » qu'ils seraient

disposés à faire pour faire passer l'amère pilule du CPE. Les organisations syndicales des salariés se montrent fermes sur le principe de son retrait (plus probablement suspension) préalable à toute négociation. Les organisations syndicales des étudiants et des lycéens, conviées à leur tour à Matignon le samedi 25 mars, déclinent l'invitation. Elles exigent le retrait préalable du CPE. Le Premier ministre dit souhaiter « *poursuivre les discussions avec les centrales syndicales dans les prochains jours* » et propose de « *se retrouver la semaine prochaine* ». L'Etat fait mine de tenir bon. Les patrons, par leur organisation professionnelle, le MEDEF, soutiennent le gouvernement mais se disent prêts à accepter des aménagements. Malgré les apparences, la partie reste ouverte. Beaucoup dépend de la capacité des salariés à faire entendre leur voix. A ce stade, malheureusement, peu d'éléments plaident pour une forte mobilisation, surtout dans le secteur privé. Le ministre de l'Intérieur et président de l'UMP, Nicolas Sarkozy, s'invite au bal en appelant à « *un compromis* ». Le 26, la Coordination nationale étudiante demande la démission du gouvernement en plus du retrait du CPE. Le lendemain, Villepin invite les cinq confédérations syndicales – CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC – ainsi que les organisations étudiantes pour « *discuter des aménagements à apporter* » au CPE. Les syndicats déclinent l'invitation.

- Le coup de boutoir du mouvement est impressionnant : le 28, près de deux millions de manifestants descendent dans les rues des villes françaises. Villepin n'entend pas raison. Il refuse le retrait du CPE tout en se disant « *ouvert* » à des modifications pour peu qu'elles ne soient « *pas d'ordre législatif* ». Sarkozy, lui, ne cesse de lui savonner la planche en proposant la « *suspension* » du CPE. Le 30, comme prévu, le Conseil constitutionnel valide la loi sur l'égalité des chances, incluant l'article 8 sur le CPE.

- Le 31 mars, Chirac s'adonne à un insolite saut périlleux institutionnel : il promulgue la loi mais annonce la modification du dispositif du CPE. Les occupations spontanées et les blocages ferroviaires et routiers se multiplient. Les partis de la gauche du capital se fendent d'une déclaration commune contre le CPE.

- Le 1<sup>er</sup> avril, Villepin est de facto dessaisi du dossier. Les présidents des groupes UMP à l'Assemblée nationale et au Sénat sont chargés des consultations en vue d'un nouveau texte. Le PS annonce le dépôt d'une proposition de loi pour abroger CPE et CNE (Contrat nouvelle embauche). Le lendemain, alors que la loi est publiée au *Journal officiel*, Jean-Louis Borloo, ministre de la Cohésion sociale, recommande aux employeurs de ne pas signer de CPE.

- Le 4, le mouvement donne le coup de grâce : comme le 28 mars, près de deux millions de manifestants descendent dans les rues. A nouveau, de nombreux salariés de l'Éducation nationale et des parents en RTT, congés, etc. rejoignent les jeunes dans les défilés. La mobilisation dans les entreprises reste très faible. Le 5, commencent les consultations entre parlementaires UMP et syndicats qui exigent le retrait du CPE avant le 17 avril. Chirac demande qu'elles soient « *constructives* ». L'UNEF appelle à « *intensifier la mobilisation* » dans les universités. Les blocages de gares, routes et ponts se poursuivent le 6. Villepin dit préparer « *trois chantiers nouveaux* » : « *la sécurisation des parcours professionnels* », « *la lutte contre la pauvreté et l'exclusion* » et « *le renforcement des liens entre l'université et l'emploi* ». L'UNEF appelle à une nouvelle mobilisation nationale le 11 avril. Les consultations au sommet continuent. Le 8, treize présidents d'universités demandent aux politiques d'enterrer le CPE.

- C'est la fin officielle du CPE. Le 10, il est remplacé « *par un dispositif en faveur de l'insertion professionnelle des jeunes en difficulté* », annonce l'Élysée. Villepin admet que les conditions ne sont pas réunies pour appliquer le CPE. La Confédération étudiante appelle à « *lever les blocages* ». Syndicats et partis de gauche crient « *victoire* ». L'UNEF appelle abstraitement au maintien de la pression. Les jours suivants, des minorités d'étudiants tentent de prolonger le conflit pour remporter d'autres objectifs tels la libération des emprisonnés, l'abrogation des lois anti-immigrés et le retrait du CNE. Sans succès. Le mouvement se replie rapidement. Les dernières manifestations à l'appel de la Coordination nationale étudiante et lycéenne ne recueillent que quelques dizaines de milliers de jeunes.

### **Un premier, grand pas contre la précarité du travail**

Le combat contre le CPE mené par la jeunesse scolarisée de France représente un passage non négligeable du processus de reprise de la lutte de classe. La volonté exprimée par ces prolétaires de ne pas être fragilisés davantage dans le travail s'est cristallisée dans le refus de cette énième mesure

gouvernementale<sup>76</sup>. Mesure qui, par ailleurs, est en parfaite adéquation avec celles qui l'ont précédé et qui ont rendu le Contrat à durée indéterminée (CDI) à la fois un mythe et un horizon inaccessible pour des secteurs croissants de travailleurs. La précarité du travail – et donc du salaire – devient de plus en plus la règle, remettant en cause le modèle de l'emploi à vie. Le CDI lui-même, pour ceux (encore largement majoritaires) qui en bénéficient, est attaqué de toutes parts. Dans le secteur marchand non agricole, la durée moyenne des CDI n'est que de 110 mois. Ceux qui bénéficient des emplois les plus stables sont de plus en plus exposés à la précarité. Rien qu'en janvier et février 2006, 32 000 travailleurs en CDI ont subi des licenciements économiques, 100 000 autres ont été mis à la porte pour des raisons différentes (disciplinaires ; personnelles, etc.). En moyenne, le temps passé au chômage est désormais de douze mois.

La prolifération des conditions contractuelles fondées sur l'intermittence du rapport salarial n'a pas attendu le CPE pour se manifester. La moitié des offres d'emploi déposées à l'ANPE en janvier et en février de cette année est constituée d'emplois temporaires (moins de six mois) ou occasionnels (moins d'un mois). Dans l'autre moitié, ceux des emplois dits durables, les statisticiens du ministère du Travail incluent les demandes de Contrat nouvelle embauche (CNE), le père du CPE encore en vigueur. Or, selon deux économistes libéraux, Pierre Cahuc et Stéphane Carcillo, premiers à évaluer le CPE et son précurseur, le CNE, un peu moins d'un emploi CNE sur deux créés survivra aux deux ans de la période d'essai.

Conclusion : à la louche, les deux tiers des emplois proposés par le réseau des ANPE et effectivement saisis sont voués à être détruits dans les deux ans qui suivent leur création. Toujours sur les deux premiers mois de l'année, près de 200 000 Contrats à durée déterminée (CDD) sont arrivés à échéance, de même que 68 000 missions d'intérim. Quelque 66 500 ex-salariés se sont inscrits pour la première fois à l'ANPE et 60 000 approximativement sont sortis de ses listes pour des entrées en stage. Les flux de l'emploi sont donc largement dominés par la précarité. Quant aux stocks d'emplois, en 2005, près de 14 % des salariés en France n'avaient pas des CDI (12 % dans le secteur privé). En banlieue parisienne, à l'usine de Flins, chez Renault, la moitié des ouvriers des chaînes sont intérimaires. A la Poste, un tiers des travailleurs ne sont pas titulaires du statut de postier. Même la légendaire Fonction publique, idolâtrée par les syndicats, la gauche et l'extrême gauche du capital, est devenue un gigantesque réceptacle de précarité : 860 000 de ses salariés n'ont droit qu'à des « contrats courts », soit 16 % des 5,4 millions de travailleurs employés par l'État. En 2004, on comptait 330 000 stages de réinsertion et 164 000 contrats en alternance.

Mais, dans ce monde où le travail salarié s'accompagne d'un cadre contractuel de plus en plus instable, les jeunes, scolarisés ou pas, sont les plus mal lotis. Environ 70 % des moins de 25 ans, qui ont un emploi, sont en CDD. Les étudiants sont parmi les secteurs les plus touchés par la précarité ouverte. Environ la moitié des inscrits à l'université ont travaillé en 2004. Seulement 15 % d'entre eux ont pu accéder à des CDI. Rien de plus normal donc que ces jeunes se soient mobilisés massivement contre le CPE. L'une des grandes qualités de leur lutte est dans le fait qu'ils se sont activés sur un terrain qui n'est pas spécifique à l'université ou à l'école. Quoique précédé par celui contre le CIP en mars 1994<sup>77</sup>, le mouvement contre le CPE n'a pas moins été la première incursion indépendante de cette envergure de la jeunesse scolarisée sur le terrain du travail salarié. Il fournit une confirmation éclatante que celle-ci commence à percevoir sa condition comme apparentée à celle de l'ensemble des travailleurs.

---

<sup>76</sup> En 1977 le Premier ministre Raymond Barre a réalisé que le chômage des jeunes de 15 à 24 ans atteignait 11,3 %. Ont alors été créés les « pactes pour l'emploi des jeunes » une mesure que les gouvernements de tous bords vont s'empresse d'imiter. Parmi les plus célèbres, la gauche au pouvoir va inventer les travaux d'utilité collective, ou TUC. Tavaux à mi-temps dans le secteur non-marchand, ils sont rémunérés sur la base d'un demi-Smic mais n'ouvrent aucun droit aux couvertures sociales. Ils seront remplacés en 1987 par les Contrats emploi solidarité, les CES. Suivront les emplois jeunes de Jospin, CDD de 5 ans pour les 18/26 ans, rémunérés au Smic et dont l'administration abusera, sans embauches importantes à la fin du contrat à l'exception de la police. En tout au moins 35 formes de contrat seront créés : SIVP, CIVIS, contrats de professionnalisation pour les 16/25 sans qualification et les plus de 26 ans demandeurs d'emploi, parcours d'accès aux carrières territoriales, le Pacte, nouveau mode de recrutement de la fonction publique pour les jeunes ; le concours est remplacé par une formation en alternance. Aujourd'hui 40 % des jeunes au travail le sont via l'une de ces mesures qui balisent le parcours précarité de l'accès à un emploi un peu plus stable.

<sup>77</sup> « Contrat d'insertion professionnelle » (CIP, dit Smic jeune). Il donnait la possibilité de rémunérer les jeunes diplômés en dessous du Smic (plan Giraud). Le mouvement contre ce contrat a remporté son abrogation.

### La population active occupée selon l'âge et le statut des emplois<sup>78</sup>

	2003	2004	2005
	De 15 à 29 ans	De 15 à 29 ans	De 15 à 29 ans
<b>Non salariés</b>	3,2	3,3	3,1
<b>Salariés</b>	96,8	96,9	96,9
Intérimaires	5,0	5,2	5,5
Apprentis	5,7	6,2	6,9
Contrats à durée déterminée	15,5	16,3	16,1
Secteur public	4,0	4,6	4,7
Secteur privé	11,5	11,7	11,4
Stagiaires et contrats aidés (1)	5,7	5,1	4,8
Secteur public	1,9	1,5	1,2
Secteur privé	3,8	3,6	3,6
Contrats à durée indéterminée et autres	64,9	64,1	63,6
<b>Total</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>
<b>Emploi total (en milliers)</b>	<b>4 905</b>	<b>4 833</b>	<b>4 854</b>

### Les moins de 26 ans dans les différents dispositifs de politique de l'emploi (en milliers)<sup>79</sup>

	19 90	19 96	19 97	19 98	19 99	20 00	20 01	20 02	20 03	20 04	20 05
<b>Alternance</b>	<b>43</b>	<b>46</b>	<b>50</b>	<b>53</b>	<b>55</b>	<b>57</b>	<b>58</b>	<b>56</b>	<b>54</b>	<b>54</b>	<b>51</b>
<i>Apprentissage</i>	225	310	331	347	353	359	356	357	359	364	381
<i>contrats de qualification, d'orientation et d'adaptation</i>	20	158	173	191	199	220	224	204	184	176	63
<i>contrat de professionnalisation</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	75
<b>Emploi marchand hors alternance</b>	<b>71</b>	<b>345</b>	<b>333</b>	<b>321</b>	<b>336</b>	<b>300</b>	<b>215</b>	<b>182</b>	<b>172</b>	<b>130</b>	<b>145</b>
<i>temps partiel donnant lieu à abattement de charges</i>	0	157	179	192	229	208	138	95	52	14	27
<i>contrat initiative emploi (CIE)</i>	0	74	89	66	49	37	25	13	11	116	118
<i>soutien à l'emploi des jeunes en entreprise (SEJE)</i>	0	0	0	0	0	0	0	46	97	0	0
<i>autres mesures</i>	71	113	65	63	59	55	51	29	12	0	0
<b>Emploi non marchand</b>	<b>120</b>	<b>99</b>	<b>113</b>	<b>151</b>	<b>181</b>	<b>182</b>	<b>168</b>	<b>157</b>	<b>104</b>	<b>56</b>	<b>64</b>
<i>contrats emploi-solidarité</i>	115	85	69	51	44	36	25	25	22	18	1
<i>emplois jeunes</i>	0	0	22	87	127	137	134	124	76	33	16
<i>contrats emploi-consolidé et emploi-ville</i>	5	14	23	14	11	10	9	9	7	5	3
<i>Contrat acc. vers l'emploi</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	43

<sup>78</sup> Contrats d'aide à l'emploi (contrats de professionnalisation, contrats d'accompagnement vers l'emploi, contrats d'avenir, emplois jeunes, etc.) et stages de la formation professionnelle classés dans l'emploi au sens des critères du BIT. Champ : actifs occupés de 15 ans et plus. Insee, enquête emploi 2005, 2004, 2003.

<sup>79</sup> Champ : France métropolitaine. Source : Ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement, DARES.

	62		95	101	107	10	96	90	82	72	72
<b>Ensemble</b>	5	911	0	0	0	62	3	1	0	8	8
<b>Ensemble hors apprentissage</b>	40	60	61	66			60		46	36	34
	0	2	9	3	716	703	7	544	1	4	7

### Le petit pas pour la précarité de la loi sur l'égalité des chances et de son ancien article 8

Cette loi a été conçue pour la majorité des entreprises françaises, celle constituée par les sociétés de taille petite et moyenne (PMI/PME). Le gouvernement, conscient que la plus faible productivité du travail de ces dernières est davantage génératrice d'emplois que celle, conforme aux standards internationaux, des grands groupes, a tenté, par l'article 8 qui instituait le CPE, d'introduire une dose additionnelle de flexibilité et de baisse des coûts salariaux en faveur de cette catégorie de sociétés. L'objectif était double : redresser, pour la période allant jusqu'à la présidentielle de 2007, les statistiques des créations d'emplois et rallier à la majorité parlementaire actuelle et notamment au chef du gouvernement, Dominique de Villepin, lui-même candidat non avoué à la Présidence de la République, la vaste couche des entrepreneurs de PMI/PME.

Le CPE n'était que l'extension logique à l'ensemble des sociétés du CNE, réservé aux très petites entreprises de moins de 20 salariés. Le franc succès remporté par le CNE auprès des patrons n'est guère contestable : 7,6 % du total des embauches de ces sociétés en avril, 452 000 intentions d'embauches en CNE de septembre 2005 à avril 2006. Cela a induit le gouvernement à faire un petit pas supplémentaire en faveur de la précarité. Le CPE n'était donc pas vraiment une nouveauté. Il s'insérait dans une longue liste de mesures prises par les gouvernements successifs de droite et de gauche visant à rendre la force de travail plus flexible et plus docile. Ses éléments spécifiques en faisaient un outil de plus dont le patronat – public et privé – aurait pu disposer afin de rendre plus « fluide » et moins cher le passage de l'emploi au chômage et vice-versa. De plus, il représentait une incitation à la docilité des travailleurs nouvellement embauchés.

*« Il est probable que les employeurs seront tentés de substituer massivement les nouveaux contrats au CDI, puisque cela leur permet d'allonger substantiellement la période d'essai et de minimiser les coûts de licenciement »,* ont expliqué les deux économistes, Pierre Cahuc et Stéphane Carcillo, dans l'étude mentionnée plus haut.

Comme pour le CNE, l'allongement de la période d'essai à deux ans était le véritable point d'orgue du CPE. Il permettait aux entreprises de bien sélectionner leurs salariés sous la menace de l'interruption subite du contrat et de gérer au mieux, dans la période de deux ans, les imprévus que pourrait rencontrer leur activité. Pour les travailleurs, en revanche, ce surcroît de pression serait allé en crescendo, à mesure de l'approche de la date butoir de la deuxième année. Avec, à la clé, une menace bien réelle que leur CDI de type CPE se termine par une indemnité de licenciement 20 % inférieure à ce qu'elle aurait été, s'il s'était agi d'un CDD d'une période équivalente (8 % de la rémunération pour les CPE/CNE contre 10 % pour les CDD).

*« Comme le CNE a une durée de vie plus courte que le CDI, leur substitution aux CDI conduit à un supplément de destructions d'emploi. Ces destructions d'emploi prennent toute leur ampleur à l'horizon de deux années, qui constitue la date à laquelle les employeurs doivent choisir entre garder les salariés en CNE ou bien les licencier et embaucher d'autres personnes »,* ont confirmé les deux économistes. Quant à la capacité de créer de nouveaux emplois du CNE/CPE, elle est très limitée si l'on en croit l'étude mentionnée :

\* 70 000 emplois supplémentaires au total sur 10 ans (en élargissant le CNE à l'ensemble du secteur privé). [Estimations à taux d'activité constant (population active sur population en âge de travailler)]

\* 95 000 chômeurs de moins environ à l'horizon de 15 ans, pour un taux de chômage en baisse de 0,5 %.

Au total, le couple d'experts a estimé qu'à terme, si le CPE avait subsisté, 18 % environ des emplois auraient été des CNE/CPE. L'effet de substitution de ces nouveaux contrats aurait été particulièrement important à la fois sur les CDI, dont ils représentent une variante plus attrayante pour les patrons et dégradée pour les travailleurs, et sur les CDD les plus longs. Ils n'attaquaient pas le noyau dur de la précarité, dont l'intérim et les CDD courts (inférieurs à six mois), les stages et les différents contrats d'insertion. Le CNE et le CPE, au contraire, allaient réduire encore davantage les frontières réglementaires existantes entre les différents types de contrats de travail, rendant les CDI statutairement plus proches des multiples expressions de la précarité ouverte.

En dépit des qualités indéniables du CNE/CPE pour le capital, le parti des patrons français s'est divisé dès que la lutte de la jeunesse scolarisée a semblé menacer plus largement la paix sociale du pays. Alors que la CGPME (Confédération générale du patronat des PME) n'a eu de cesse de défendre les deux nouveaux contrats, le MEDEF (Mouvement des entreprises de France), organe politique privilégié des grands groupes hexagonaux, s'est peu à peu dissocié de la mesure gouvernementale et conseilla, ensuite, à l'exécutif de faire un pas en arrière sur l'article 8 de la loi sur l'égalité des chances. Cette attitude des grands patrons n'est pas uniquement due à des considérations politiques. Le MEDEF a souvent rappelé que son problème principal était de rendre les licenciements moins onéreux et plus rapides. Et ce, surtout pour le noyau central de l'emploi en France, celui constitué par les CDI. Sur ce point précis, le CPE ne leur apportait aucune solution. Ce nouveau contrat n'était pas non plus un outil adapté pour gérer les pics saisonniers d'activité car trop onéreux par rapport aux CDD de courte durée et à l'intérim. Quant à leur objectif permanent de la maîtrise de l'évolution (lire compression dès qu'ils peuvent) de la masse salariale, les entreprises de plus grande taille préfèrent utiliser des moyens traditionnels comme faire appel à la sous-traitance, procéder à des délocalisations et accroître la productivité du travail par l'introduction de technologies nouvelles. D'où le peu d'enthousiasme exprimé par les grands patrons pour le CPE et le CNE.

### **Radiographie (très partielle) de l'organisation du mouvement dans les universités parisiennes**

Sur le terrain, le mouvement contre le CPE s'est réparti sur plusieurs échelons. Au niveau de chaque université, des assemblées générales ont été organisées par les organisations étudiantes. Certaines universités ont également disposé d'un comité de mobilisation chargé de l'organisation pratique des initiatives. Ils étaient principalement composés de militants politiques et syndicaux de la gauche et de l'extrême gauche du capital, de leur périphérie proche, ainsi que d'étudiants radicalisés par la lutte. En l'absence d'assemblées générales fortes, capables d'exercer un contrôle sur eux, ce sont ces comités qui ont assuré la direction réelle du mouvement. Ils ont retenu ce qui leur semblait bon dans les décisions des AG, faisant preuve de l'inertie la plus hypocrite quant au reste. En l'absence de ces comités, ce sont les différents groupes politiques et syndicaux qui ont assumé la tâche.

Sur le plan national, une coordination a été constituée, à l'initiative de l'assemblée générale de l'université de Rennes. Dans la pratique, elle n'aura servi que comme champ de bataille aux différents groupuscules et organisations pour s'assurer le contrôle du mouvement. La coordination, malgré les nombreuses motions votées durant des journées entières de débats, n'a pas été capable de faire plus que d'appeler aux journées d'action et manifestations régulières du mardi et du jeudi. Elle était perçue par la plupart des étudiants, même les plus engagés, comme quelque chose de lointain, dotée d'une réalité purement formelle. À part les militants des organisations officielles, peu d'entre eux se sont intéressés à sa vie et à ses décisions.

La participation active au mouvement n'a concerné que des secteurs très minoritaires. Les AG ont attiré au maximum (souvent moins) 10 % des étudiants inscrits dans chaque université parisienne. En comptant que seulement une minorité de ces mêmes AG a participé aux actions et aux blocages des universités, il ne restait plus qu'une centaine d'étudiants actifs par site. Dans ce cadre de carence d'initiative autonome des étudiants, l'UNEF s'est imposée comme seule direction politique unifiée du mouvement. Voyons pourquoi.

Il était nécessaire pour les différents partis de gauche et d'extrême gauche de regagner de la crédibilité en vue des élections présidentielles de 2007. Pendant les AG, on a pu entendre des appels au vote relevant presque de la menace : « *Si ça arrive, c'est bien parce que vous n'êtes pas allés voter (ou que vous n'avez pas voté de la bonne manière) aux dernières élections. Il va falloir se rattraper sur les prochaines.* » Pour les centrales syndicales, en revanche, il s'agissait de consolider et renforcer leur rôle de partenaires sociaux crédibles face à un gouvernement qui n'a pas jugé utile de les consulter avant le lancement du CPE.

Compte tenu de la nature éminemment défensive et revendicative du mouvement, celui-ci n'a pas représenté une menace pour les organisations syndicales étudiantes officielles. C'est pourquoi elles n'avaient aucun intérêt à freiner la lutte. D'autant plus qu'elles n'ont eu aucun mal à la contrôler et la canaliser.

Parmi ces organisations de jeunesse, seule l'UNEF était suffisamment étendue, bien qu'extrêmement faible numériquement, pour pouvoir prendre la tête des opérations. La présence en son sein d'une fraction d'activistes, principalement composé de militants trotskystes des JCR, a joué en faveur du syndicat de collaboration de classe, lui permettant de montrer sa face la plus combative. La majorité de l'UNEF (PS et



PC) s'est, quant à elle, chargée d'émettre les réserves nécessaires afin de ne pas effrayer les étudiants les plus hésitants. Notons que la direction de l'UNEF n'a jamais pris position à propos des blocages d'université. Détail important, afin de ne pas aller contre un sentiment antisyndical répandu dans le mouvement, Bruno Julliard, son président affilié au PS, a toujours pris soin de préciser, en bon démocrate, qu'il n'était pas le leader de la lutte, et que l'UNEF ne représentait que l'une de ses composantes.

L'incapacité des fractions les plus radicalisées du mouvement – très minoritaires au demeurant – de se doter d'une stratégie propre, articulée et crédible ainsi que d'une structure adéquate a laissé le champ libre aux tenants de la collaboration de classe des organisations officielles. Ainsi, malgré une très forte méfiance diffuse envers les syndicats et les partis, le mouvement, à l'exception connue de Poitiers, n'a jamais su, même partiellement, briser le filet de sécurité tendu par les organisations politiques et syndicales officielles.

Le mouvement parisien contre le CPE a par ailleurs été affaibli par des initiatives tant spectaculaires qu'erronées prises par des éléments radicaux autoproclamés, largement extérieurs à la lutte. L'occupation impromptue de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), celle éclair du Collège de France ou encore les tentatives nocturnes d'affrontements autour de l'université de la Sorbonne afin de raviver un improbable fantôme soixante-huitard en représentent les mauvais exemples les plus éclatants. Les professionnels de fins de manifs s'y sont employés afin de concentrer sur eux une attention médiatique indulgente et, par-là, combler d'images guerrières bon marché le creux abyssal de leurs élucubrations. Heureusement, la vigueur du mouvement est vite parvenue à reléguer ces épisodes à l'arrière-plan.

Plus grave, pour ses implications politiques de division et de démoralisation du mouvement, aurait pu être l'intrusion en masse de bandes de jeunes racketteurs issus de certaines cités populaires de la région parisienne. Des centaines de jeunes de ces groupes criminels de bas étage ont failli, à plusieurs reprises, par des pillages et des violences contre de nombreux manifestants, briser l'élan collectif solidaire. Pendant un temps, ils ont fait le jeu des forces de répression qui espéraient, en les manipulant de loin, les laisser semer la peur parmi les manifestants. Mais dans ce cas aussi, le mouvement s'est révélé plus fort. Disparus comme ils étaient apparus, ces groupes de pillards ont vite été oubliés.

**Bien entendu, il ne faut pas rattacher à ces deux phénomènes la totalité des incidents intervenus lors des différentes actions entreprises. Souvent, ceux-ci ont été le fait de jeunes manifestants exaspérés, tentés d'en découdre en dépit de la nature très majoritairement pacifique du mouvement, ou encore poussés à se défendre des charges violentes des forces de répression, comme à Caen ou à Rouen. Ces actes sont parfaitement internes à la dynamique contradictoire du mouvement. Les jeunes qui y ont été impliqués lui appartiennent à plein titre. Et ce, y compris lorsque leur riposte violente a pu susciter l'incompréhension, voire la critique explicite de la majorité des participants à la lutte.**

#### **Essai de synthèse : un verre à moitié plein...**

Le mouvement contre le CPE est fini. Après trois mois de grèves, blocages et manifestations, il a remporté une importante victoire revendicative, le retrait du CPE remplacé par le renforcement de mesures déjà existantes adressées aux jeunes « *en difficulté d'insertion professionnelle* », et une demi-victoire politique, avec l'affaiblissement de l'exécutif en place et l'accroissement de ses divisions internes. Les résultats remportés par les centaines de milliers de lycéens et étudiants mobilisés partout en France correspondent parfaitement à la force exceptionnelle de leur lutte et aux faiblesses de leur mouvement.

L'élément essentiel de l'agitation contre le CPE est représenté par son caractère massif, durable et étendu. Des masses imposantes de la jeunesse de France scolarisée et prolétarisée, auparavant totalement absentes de la lutte de classes, ont imposé leur mobilisation comme la plus significative réalisée dans l'Hexagone depuis le mouvement de novembre-décembre 1995 contre l'abolition des régimes spéciaux des retraites.

Le mouvement, démarré dans les universités avec une participation non négligeable mais minoritaire, s'est progressivement renforcé avec l'afflux des lycéens, nombreux et combatifs dont en particulier ceux issus des quartiers populaires des villes françaises. La sympathie qu'il a immédiatement recueillie auprès de larges couches de la population lui a permis d'agréger des travailleurs en nombre, avant tout de l'Éducation nationale mais aussi d'autres secteurs d'activité. Généralement, les parents ont été du côté de leurs filles et fils engagés dans le combat, contribuant indirectement à son développement. La famille, une fois n'est pas coutume, n'a pas toujours joué comme facteur de normalisation et d'ordre. Les milliers de jeunes arrêtés, les condamnations sévères et les menaces du ministre de l'Éducation nationale relayées par plusieurs

présidents d'université et proviseurs, ainsi que les violences et les pillages contre les manifestants exercés par des bandes organisées n'ont pas réussi à démoraliser les jeunes, à semer la peur. Ce résultat est l'une des caractéristiques les plus positives de la lutte et un signe qui ne trompe pas de son caractère massif et déterminé.

Mais la qualité politique centrale de cette saison de luttes revendicatives relève de la capacité de la jeunesse scolarisée de sortir de l'enceinte étroite et illusoire de l'école pour se situer immédiatement sur le terrain du combat pour des meilleures conditions de travail. La critique pratique directe de l'organisation actuelle du marché du travail, du rapport contractuel dans ses formes les plus précaires et discriminatoires pour les jeunes ainsi que la vive contestation des expressions les plus extrêmes de la soumission au commandement d'entreprise, dont avant tout la rallonge à deux ans de la période d'essai dans le cadre du CPE/CNE, ont été au cœur du mouvement. Les jeunes scolarisés ont su passer outre la dimension étriquée de l'école, institution clé de diffusion de l'idéologie de l'effort et de la réussite par le travail ainsi que véritable réservoir et lieu d'occultation de masses de chômeurs et de travailleurs « *intermittents* ».

Ainsi, il y a fort à parier que cet important épisode de la lutte des classes en France ne sera pas oublié de sitôt, aussi bien dans le camp prolétarien que dans celui des classes dominantes. Son pire destin, cependant, serait de subir le même sort que celui de novembre-décembre 1995, c'est-à-dire de devenir un mythe inoffensif pour le capital, seulement bon à légitimer les syndicats et les partis de la gauche du capital.

### **... un verre à moitié vide**

Mais ce moment très heureux de l'antagonisme de classe ne doit pas faire oublier ses limites. Limites qui ont été adroitement exploitées par l'exécutif et les classes dominantes afin de lui mettre un terme et, surtout, d'éviter que la lutte revendicative s'inscrive dans un combat politique de plus ample critique pratique de l'ordre social existant.

La victoire pleine sur le CPE, en effet, n'a pas été étendue au retrait de son contrat précurseur, le CNE, toujours en vigueur. A plus forte raison, à aucun moment, en dépit de timides tentatives dans ce sens, le mouvement contre le CPE/CNE ne s'est transformé en mouvement contre les nombreuses formes de la précarité et de la flexibilité du travail. Enfin, à propos du strict bilan revendicatif, l'objectif de la libération des camarades emprisonnés n'a pas été atteint, et peu de participants se sont souciés de leur destin après la fin du mouvement.

Quant aux chances, certes ténues, de généralisation de la lutte à d'autres fractions du prolétariat, elles ont été entre autres annihilées par la succession de journées nationales d'action et de manifestations suivies par des longues séries de blocages de lycées et d'universités. En fin de partie, plusieurs composantes politiques et syndicales « officielles » du mouvement ont appelé les jeunes à des initiatives aux portes de plusieurs lieux de travail, avec l'objectif de « *pousser les confédérations syndicales à lancer un mot d'ordre de grève générale* ». La recherche d'une solidarité générique, symbolique, a primé sur l'identification précise d'intérêts communs. Ainsi, la gestion de la relation entre lycéens et étudiants en lutte et travailleurs a été entièrement déléguée aux organisations syndicales respectives, traditionnellement hostiles à tout réel dépassement catégoriel. Mais même cette version très édulcorée de la tentative d'extension des luttes des jeunes aux boîtes a failli. Et ce, tout bonnement, en raison du peu d'intérêt manifesté par la majorité des étudiants et des lycéens pour ce genre d'actions.

Aussi, aucune tentative significative de faire converger dans le mouvement contre le CPE/CNE les secteurs les plus précaires des salariés n'a été entreprise. Pourtant, comme nous l'avons souvent évoqué dans nos tracts et interventions, les lycées et les universités touchés par la lutte pouvaient devenir des extraordinaires lieux d'agrégation de prolétaires les plus dispersés et vulnérables. Ce processus de liaison puis de soudure, s'il avait été initié, aurait à coup sûr marqué le début de la transformation de ce mouvement contre le CPE/CNE en un plus vaste combat politique de secteurs consistants du prolétariat contre l'exploitation et le rapport social dominant. Cette tendance ne s'étant pas (ou peu) exprimée, nous conduit à définir cette agitation comme un épisode – certes haut – de la lutte revendicative de la classe exploitée contre un aspect spécifique de sa condition.

Une ultérieure démonstration du bien-fondé de cette approche est fournie par l'incapacité du mouvement de se donner une organisation autonome vis-à-vis des syndicats et des partis de la gauche du capital. Si les formes de lutte qu'il a adoptées s'intègrent parfaitement dans la lignée du combat historique de la classe ouvrière contre le capital, sans grandes concessions à la compromission et à la collaboration de classe, l'autonomie du mouvement n'a pas généré l'auto-organisation. Les pratiques démocratiques

apparentes dans les assemblées générales ont en réalité assuré la domination en leur sein des bureaucrates plus ou moins en herbe des syndicats lycéens et étudiants ainsi que des militants politiques des nombreuses formations de la gauche étatiste (sociaux-démocrates, staliniens et trotskistes).

Le mouvement a encore moins su se doter des armes de la critique théorique de l'existant. Sans aucun doute, la pauvreté de ses élaborations s'est affirmée comme un trait fortement inhibant de son fort potentiel politique indépendant. Les critiques, certes nombreuses, à la direction politique réformatrice n'ont pas atteint le cœur du problème : le dépassement de la dimension purement « économique » du combat – retrait immédiat et complet du CPE/CNE – vers une critique plus ample et approfondie de la condition ouvrière et du rapport d'exploitation en passant par l'élargissement du combat aux autres expressions les plus éclatantes de la précarité et de la flexibilité du travail. À l'instar du mouvement de novembre-décembre 1995, il y a donc lieu de douter de la capacité de la lutte contre le CPE/CNE à générer une nouvelle génération de militants révolutionnaires.

### **La bourgeoisie et l'Etat français s'en sortent plutôt bien, merci pour eux**

Ces différentes caractéristiques, contradictoires et complexes, du mouvement contre le CPE/CNE ont été relativement bien comprises par l'exécutif et les représentants du patronat français. Bien que prise au prix de savoureux cafouillages, la décision de céder sur un point en lâchant le CPE, devenu une trop grosse « pierre de la discorde nationale », correspond au bon choix pour le capital en France.

L'organisation politique des patrons de l'Hexagone, le MEDEF, a elle-même incité le gouvernement à abandonner ce contrat, jugé peu utile aux entreprises. « *Il n'est jamais bon de traiter de manière spécifique une catégorie de population* », a déclaré la présidente du MEDEF Laurence Parisot. Assez rapidement, celle-ci avait moult fois réclamé une sortie de crise « rapide », considérant que les manifestations contre le CPE mettaient « *en danger* » l'économie et l'image de la France. L'enterrement du CPE n'a ainsi pas suscité les regrets des organisations patronales, exception faite pour la CGPME. Le Premier ministre lui-même, Dominique de Villepin, a admis que même le MEDEF n'était pas demandeur du nouveau contrat.

La dialectique conflictuelle aiguë au sein du gouvernement entre le Premier ministre et le ministre de l'Intérieur, Nicolas Sarkozy, ne s'est cependant pas soldée par la démission du premier et la nomination du second. C'est ici une différence essentielle par rapport à novembre-décembre 1995, quand, à l'issue de la longue grève dans les transports, le Premier ministre de l'époque, Alain Juppé, avait été amené à quitter son poste. La différence, à notre avis, tient entièrement du fait que les cheminots étaient réellement parvenus à mettre à genoux l'accumulation de capital dans ce pays. En revanche, les luttes contre le CPE/CNE, de l'aveu même de Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, et de Thierry Breton, ministre de l'Économie, n'a, à aucun moment, eu d'incidence sur l'économie.

Un produit dérivé et involontaire du mouvement contre le CPE/CNE aura été de renforcer plusieurs candidats à l'élection présidentielle de 2007 (Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal surtout) au détriment du candidat préféré par Jacques Chirac, Dominique de Villepin. C'est-à-dire absolument rien d'intéressant pour l'avenir de la lutte de classes en France. Le parti au pouvoir n'a pas non plus été ébranlé par la lutte, jouant adroitement de son rôle de parti de Nicolas Sarkozy, l'ennemi intérieur des chiraquiens. Enfin, cette bataille a permis au Parti socialiste de se refaire une santé en tant que parti capable de « porter » au Parlement les revendications de la rue. Fonction que le PCF aurait préféré garder pour lui seul.

L'épilogue entièrement joué dans des tractations entre élus de la majorité et dirigeants syndicaux n'a certainement pas contribué à valoriser la nature de classe et l'indépendance politique du mouvement. Les centrales syndicales se sont proposées avec succès comme le relais institutionnel irremplaçable pour faire aboutir les revendications. Cette fin n'est pas due au hasard. Elle démontre la vitalité de la démocratie bourgeoise et de l'Etat capitaliste français et leur capacité, confirmée avec éclat en 1968, de maîtriser des mouvements de classe inattendus, forts et étendus. L'Etat et ses défenseurs ont donc pleinement raison de se réjouir de l'issue de la « crise du CPE ».

Un élément révélateur de cette formidable adresse de l'Etat français dans son œuvre d'intégration des luttes de classes dans la démocratie politique et sociale du capital a été l'interprétation politique initiale du mouvement contre le CPE/CNE donnée par Dominique de Villepin. Le Premier ministre en effet a immédiatement relié son destin personnel et, plus largement, le dénouement de la bataille électorale à venir pour la présidence de la République à la gestion de cette « crise sociale ». Cette appréciation a été aisément partagée par ses adversaires de tous bords, signe probant d'un niveau de conscience élevé des représentants politiques de la bourgeoisie de ce pays.

Bruxelles-Paris, le 31 mai 2006

## **NOTA BENE**

Nous présentons ici de suite deux tracts. Le premier, a été distribué durant la semaine du 27 mars, par des étudiants de Jussieu aux travailleurs du bâtiment des chantiers internes à cette université parisienne. Le second a été diffusé dans une AG étudiante, peu de temps après la fin du mouvement.

### **ANNEXE 1**

#### **C'est en tant que travailleurs que nous sommes attaqués et pas en tant qu'étudiants !**

Depuis deux semaines environ, le mouvement anti-CPE/CNE, principalement porté par les étudiants et les lycéens, ne s'est pas renforcé. S'il ne s'essouffle pas encore en apparence, il stagne. Chaque matin, Jussieu est ainsi bloquée par moins de deux cents étudiants et les assemblées générales y réunissent tout au plus 1000 personnes – parfois moins – sur les dizaines de milliers d'inscrits des deux faces de Jussieu. Parmi tous les gens qui votent, à chaque assemblée générale, pour la reconduction du blocage, seule une minorité participe activement à celui-ci chaque matin.

Pour atteindre son objectif actuel, c'est-à-dire le retrait des CPE/CNE, le mouvement doit franchir un palier, que la lutte restreinte au seul milieu universitaire s'est révélée incapable de surmonter.

Contrairement aux tentatives marginales de pseudo radicalisation qui se placent en dehors du mouvement et ne tiennent en aucun cas compte des réalités de ce dernier, et contrairement aux journées d'action convoquées par les syndicats, l'extension du mouvement ne se fera que si, à la base, les travailleurs sont convaincus de prendre part activement à celui-ci.

Du côté des étudiants, qui sont pour moitié salariés – faut-il encore le rappeler ? –, ceci nécessite d'aller à la rencontre des autres travailleurs, en particulier dans et aux abords des facs.

À Jussieu, des grévistes ont déjà investi le restaurant universitaire, établissant un premier contact avec les salariés présents. De même, dans l'annexe Javelot, des enseignants se sont mis en grève avec leurs étudiants.

Si elles vont dans le bon sens, ces actions ne se sont encore jamais adressées aux travailleurs du chantier de Jussieu. Les travailleurs du BTP (bâtiment et travaux publics) connaissent pourtant eux aussi la précarité. Un exemple : avec 24,2% de ses embauches depuis septembre 2005 qui sont des CNE, le BTP est le secteur qui recourt le plus à ce nouveau contrat.

#### *L'emploi dans le BTP utilise aussi la précarité*

L'activité du BTP est florissante, portée particulièrement par la construction de logements neufs (363 400 logements mis en chantier en 2004 et plus de 400 000 en 2005) mais aussi par de grands chantiers publics.

Ce dynamisme s'accompagne d'un fort besoin de main d'œuvre et, en conséquence, d'une création nette de près de 200 000 emplois entre 1998 et 2005. Que ce soit dans les travaux publics ou dans le bâtiment, de plus en plus d'entreprises ne peuvent augmenter leur production faute de personnel (39% en octobre 2005). Si cette pénurie de travailleurs tire à la hausse les salaires, le secteur du BTP continue quand même d'employer une part importante de travailleurs précaires. En 2005, 135 000 personnes en moyenne étaient intérimaires et 70 000 en CDD sur les 1 736 000 salariés du secteur. Notons que l'intérim permet d'assurer les à-coups du recrutement de grands chantiers, par définition temporaires, de faire face à la « haute saison » d'activité, mais aussi de recruter par la suite en emploi permanent. Ainsi, on estime que le quart des missions se terminent par une offre d'embauche. Nous pouvons donc présumer que l'intérim constitue ici un premier filtre pour écarter, même en situation de hausse de l'emploi permanent, les travailleurs les plus récalcitrants aux dures conditions d'exploitation du bâtiment.

Enfin, pour compenser le nombre de départs à la retraite prévus d'ici à 2010, le secteur devrait embaucher pas moins de 100 000 nouveaux jeunes qualifiés, d'où l'opportunité d'une utilisation massive des CNE et des futurs CPE.

#### *Les conditions du marché dans le BTP sont favorables aux luttes*

Pourtant, les conditions du marché du travail sont aujourd'hui favorables aux travailleurs du BTP : la pénurie actuelle de main-d'œuvre, cumulée à la nécessité de remplacer les départs à la retraite et la croissance du secteur, pourrait donner à d'éventuelles luttes des travailleurs des atouts considérables.

On voit mal le patron commencer à licencier s'il n'est pas certain de pouvoir embaucher par la suite, surtout sur un chantier qui ne peut pas facilement se permettre de prendre du retard.

Dans le secteur de la restauration, où les conditions du marché du travail sont similaires à celle du BTP, les employeurs sont déjà forcés de n'offrir que des CDI pour attirer des employés.

Voilà pourquoi :

- Les étudiants et les travailleurs des chantiers doivent se rencontrer, afin de comprendre leurs conditions de travail respectives.
- Dans un deuxième temps, il s'agira d'élaborer des perspectives communes de lutte, non seulement contre les CPE/CNE, mais aussi contre toutes les formes de précarité qui les ont précédés.

Il est évident que ces propositions sont ouvertes à tous les travailleurs intéressés, qu'ils fassent partie de la périphérie de Jussieu ou non.

**Rendez vous jeudi 30 mars de 16h30 à 17h30 devant l'entrée principale de Jussieu, pour tenir une réunion avec tous les travailleurs et étudiants intéressés**

## ANNEXE 2

### Pourquoi passer des examens ?

*IL SEMBLERAIT BIEN QU'UNE PARTIE* des étudiants s'inquiète, en ce doux printemps, pour les modalités des examens de fin d'année. Pour commencer par calmer le jeu, posons une première base de discussion : la sélection universitaire ne sera pas plus sévère que les années précédentes ; les administrations des différentes UFR savent très bien le nombre de redoublements qu'elles peuvent se permettre par an, et de combien de places elles disposent à l'année suivante. D'ailleurs, on peut même se dire que le blocage de l'université pendant plusieurs mois n'aura que peu à voir avec le résultat des examens. La même proportion que d'habitude obtiendra le passage à l'année suivante.

*COMME D'HABITUDE EGALEMENT, IL* ne s'agira donc pas pour les étudiants d'avoir acquis ou non des connaissances, mais de réussir leurs examens. Il ne faut pas être bon, il suffit juste d'être meilleur que cette proportion d'étudiants que l'administration destine à l'échec. Si tous les étudiants réussissaient à avoir leurs examens, cette pauvre institution universitaire serait quand même bien peinée pour valoriser les diplômes qu'elle délivre.

*ON PEUT SE DEMANDER POURQUOI* les étudiants tiennent tant à passer des examens, alors que pour la majorité d'entre eux, cela signifie de devoir potasser des cours dont ils se foutent bien et de risquer un redoublement. Surtout que même parmi ceux qui arrivent à décrocher un diplôme, un an après son obtention, 28,6% alternent les périodes de chômage, d'inactivité et d'emplois temporaires<sup>80</sup>. Seuls 67,6% décrochent un emploi à durée indéterminée. Par comparaison, ceux qui n'ont aucun diplôme (même pas le Brevet des Collèges) sont 42,7% à en trouver un après un an. La différence n'est pas si grande qu'on voudrait le croire.

*LES ENTREPRISES SAVENT BIEN* qu'un diplôme n'est la preuve d'aucune compétence. La multiplication des stages, des CDD et de l'intérim (même pour ceux qui sortent d'écoles d'ingénieurs) comme préliminaires à l'accès à un emploi moins précaire démontre sans nul doute la nécessité d'une sélection – plus rigoureuse que l'obtention d'un diplôme universitaire – se basant sur l'aptitude au travail.

*POUR LA SOCIETE, UN ETUDIANT,* c'est peut-être un futur salarié ou un futur chômeur, mais SURTOUT un salarié ou chômeur actuel (45,5% des étudiants travaillent durant leurs études). L'allongement généralisé des études supérieures à pour effet de faire un tampon toujours plus épais entre la sortie du lycée et l'entrée sur le marché du travail. Si les 2 millions d'étudiants pointaient à l'ANPE plutôt que répondre à l'appel en cours, ce pauvre gouvernement aurait sérieusement du mal à garder la barre en dessous des 10% de chômeurs.

*C'EST POURQUOI L'UN DES POINTS* forts du mouvement contre le CPE a été d'attaquer directement sur le terrain du travail, contre une loi touchant, entre autres, des étudiants, pas seulement en tant que jeunes mais aussi, et surtout, en tant que travailleurs. Ce mouvement collectif, avec pour but de défendre nos intérêts de salariés, montre, encore une fois, qu'il nous est possible de prendre collectivement nos destinés en main. Qu'il se finisse par la défense inconditionnelle de la compétition universitaire, par l'acceptation de cette sélection qui n'est qu'une des formes de la sélection sociale, ce serait là une défaite à la hauteur de ce qu'on a pu gagner jusqu'ici : ce serait le retour brutal à la barbarie de la guerre de tous contre tous, alors qu'une porte pour en sortir ensemble semblait discrètement se profiler à l'horizon.

*SI NOUS POUVONS FAIRE RECULER* l'Etat tout-puissant, il n'y a aucune raison que nous ne soyons pas capables de non seulement décider de la manière dont se déroulent les enseignements, dans les universités, mais aussi de faire d'elle ce que nous voulons qu'elle soit.

---

<sup>80</sup> 5,9% sont au chômage ou inactifs, 13,9% alternent emploi et période de chômage et 8,8% enchaînent des contrats courts – INSEE Première n°1061, publié en janvier 2006 sur des jeunes diplômés de 2003 suivis jusqu'en 2004.

# La solidarité du mouvement des étudiants, un exemple pour toute la classe ouvrière

Le mouvement des étudiants en France contre le CPE n'a rien à voir avec la plupart des mouvements précédents, interclassistes, de la jeunesse estudiantine. Il s'inscrit pleinement dans le combat de toute la classe ouvrière mondiale. Face à une attaque particulièrement ignoble contre les jeunes générations de travailleurs, une attaque qui institutionnalise la précarité au nom de la «lutte contre la précarité», les étudiants ont d'emblée compris et assumé le caractère de classe de leur combat.

Ainsi, alors que certains voulaient mêler des revendications spécifiquement étudiantes (comme le retrait du LMD – la norme européenne des cursus universitaires) à la revendication centrale de retrait du CPE, les assemblées étudiantes ont décidé de ne garder que les revendications qui concernent l'ensemble de la classe ouvrière.

Ce qui a fait la force de ce mouvement, c'est justement qu'il s'est placé résolument sur le terrain de la lutte de classe des exploités contre les exploités. Et cela en adoptant des méthodes et des principes de lutte qui sont justement ceux de la classe ouvrière. Le premier de ces principes est celui de la solidarité. Rompant avec le «chacun pour soi», l'idée que «*Si je fais de bonnes études, si je me tiens à carreau pendant deux ans, alors je pourrai passer entre les gouttes*», les étudiants ont adopté la seule attitude possible pour la classe ouvrière contre les attaques du capitalisme : la lutte unie. Et cette solidarité ne s'est pas manifestée seulement «entre étudiants». D'emblée, ils se sont adressés aux salariés, non seulement pour gagner leur solidarité, mais aussi parce qu'ils ont bien compris que c'est toute la classe ouvrière qui est attaquée. Par leur dynamisme, leur combativité et leurs appels, ils ont réussi dans beaucoup de facultés à entraîner le personnel de celles-ci – enseignants et agents administratifs – dans la lutte en leur proposant notamment de tenir des assemblées générales communes.

Un autre trait clairement prolétarien du mouvement, c'est sa volonté de développer la conscience de ses participants. La grève des universités a commencé par des blocages. Mais ces derniers n'étaient pas conçus comme des «coups de force» par lesquels une «minorité d'énergumènes impose sa loi à la majorité», comme le rabâchent tous les dimanches après la messe les petits groupes d'«anti-bloqueurs» en tenue blanche de premiers communiant. Les blocages étaient un moyen que se sont donné les étudiants les plus conscients et combatifs pour manifester leur détermination et surtout pour entraîner un maximum de leurs camarades vers les assemblées générales où une proportion considérable de ceux qui n'avaient pas compris la signification des attaques du gouvernement ou la nécessité de les combattre ont été convaincus par le débat et les arguments.

Et justement, ces assemblées générales qui ont réussi à s'organiser de façon croissante, qui se sont donné des comités de grève et des commissions responsables devant elles, qui ont constitué le poumon du mouvement, ce sont des moyens propres à la lutte de la classe ouvrière. En particulier, ces assemblées étaient ouvertes vers l'extérieur, et non pas repliées sur elles-mêmes comme le sont en général les assemblées syndicales où ne sont autorisées que «les personnes de la boîte», ou à la limite des syndicalistes patentés d'autres «boîtes» ou des «instances syndicales supérieures». Très vite on a vu la participation de

délégations d'étudiants d'une université aux AG d'autres universités, ce qui outre le renforcement du sentiment de force et de solidarité entre les différentes AG a permis à celles qui étaient en retrait de s'inspirer des avancées de celles qui étaient plus en pointe. C'est là aussi une des caractéristiques importantes de la dynamique des assemblées ouvrières dans les mouvements de classe ayant atteint un niveau important de conscience et d'organisation. Et cette ouverture des AG vers l'extérieur ne s'est pas limitée aux seuls étudiants d'autres universités mais elle s'est étendue également à la participation de personnes qui n'étaient pas des étudiants. En particulier, des travailleurs ou des retraités, parents ou grands-parents d'étudiants et lycéens en lutte, ont reçu en général un accueil très chaleureux et attentif de la part des assemblées dès lors qu'ils inscrivaient leurs interventions dans le sens du renforcement et de l'extension du mouvement, notamment en direction des salariés.

Face à cette mobilisation exemplaire des étudiants sur le terrain et avec les méthodes de la classe ouvrière, on a assisté à la constitution d'une sainte alliance entre les divers piliers de l'ordre capitaliste : le gouvernement, les forces de répression, les médias et les organisations syndicales.

### **La stratégie de pourrissement par la violence**

Le gouvernement a d'abord essayé plusieurs ficelles pour faire «passer en force» sa loi scélérate. En particulier, il a usé d'une «kolossale finesse» en essayant de la faire adopter par le Parlement pendant les vacances scolaires. Le coup a manqué : au lieu de démoraliser et de démobiliser la jeunesse étudiante, il a réussi à provoquer sa colère et une extension de sa mobilisation.

Ensuite, il s'est appuyé sur les forces de répression pour empêcher que la Sorbonne ne puisse, à l'image des autres universités, servir de lieu de regroupement et de réunion pour les étudiants en lutte. Ce faisant, il comptait polariser la combativité des étudiants de la région parisienne autour de ce symbole. Dans un premier temps, certains étudiants sont tombés dans ce piège. Mais, rapidement, la majorité des étudiants a fait preuve de sa maturité et le mouvement a refusé de tomber dans la provocation quotidienne que constituaient ces troupes de CRS armés jusqu'aux dents en plein Quartier latin.

Ensuite, le gouvernement, avec la complicité des organisations syndicales avec qui sont négociés les trajets des manifestations, a tendu une véritable souricière aux manifestants parisiens du 16 mars qui se sont retrouvés coincés en fin de parcours par les forces de police. C'était une nouvelle provocation dans laquelle ne sont pas tombés les étudiants mais qui a permis que des jeunes des banlieues se livrent à des violences abondamment filmées par les chaînes de télévision, des violences qui se sont poursuivies autour de la Sorbonne toute proche (le choix du lieu de dispersion n'était évidemment pas le fait du hasard). Il s'agissait de faire peur à ceux qui avaient décidé d'aller à la grande manifestation qui devait se tenir deux jours plus tard.

Nouvel échec de la manœuvre : la participation à celle-ci a été exceptionnelle. Enfin, le 23, c'est avec la bénédiction des forces de police que des «casseurs» s'en sont pris aux manifestants eux-mêmes pour les dépouiller, ou tout simplement pour les tabasser sans raison. Beaucoup d'étudiants étaient démoralisés par ces violences : *«Quand ce sont les CRS qui nous matraquent, ça nous donne la pêche, mais quand ce sont les gamins des banlieues, pour qui on se bat aussi, ça fout un coup au moral.»*

Cependant, la colère s'est surtout tournée contre les autorités tant il était évident que la police avait été complice de ces violences. C'est pour cela que Sarkozy a promis que désormais la police n'allait plus permettre que se reproduisent de telles agressions contre les manifestants. En fait, il est clair que le gouvernement essaie de jouer la carte du «pourrissement», en s'appuyant notamment sur le désespoir et la violence aveugle de certains jeunes des banlieues qui sont fondamentalement des victimes d'un système qui les broie avec une violence extrême. Là aussi la réponse de beaucoup d'étudiants a été très digne et responsable : plutôt que d'essayer d'organiser des actions violentes contre les jeunes «casseurs», ils ont décidé, comme à la fac de Censier, de constituer une «commission banlieues» chargée d'aller discuter avec les jeunes des quartiers défavorisés, notamment pour leur expliquer que la lutte des étudiants et des lycéens est aussi en faveur de ces jeunes plongés dans le désespoir du chômage massif et de l'exclusion.

### **Les médias au service de Sarkozy**

Les différentes tentatives du gouvernement de démoraliser les étudiants en lutte ou de les entraîner sur le terrain des affrontements à répétition avec les forces de police ont reçu de leur part une réponse pleine de sagesse et surtout de dignité. Ce n'est pas la même dignité qu'on a vu de la part des médias. Ceux-ci se sont même surpassés dans leur rôle de prostituées de la propagande capitaliste. A la télévision, les scènes de violence qui se sont produites à la fin de certaines manifestations sont passées en boucle dans les «news» alors qu'il n'y a rien sur les assemblées générales, sur l'organisation et la maturité remarquables du

mouvement. Mais comme l'amalgame étudiants en lutte=casseurs ne passe décidément pas, même Sarkozy déclare et répète qu'il fait une différence très nette entre les gentils étudiants et les «voyous». Cela n'empêche pas les médias de continuer avec l'étalage obscène des images de violence qu'on passe juste avant d'autres scènes de violence (telle l'attaque par l'armée israélienne de la prison de Jéricho ou bien un attentat terroriste bien saignant en Irak). Après l'échec des grosses ficelles, c'est l'heure des spécialistes les plus pointus de la manipulation psychologique. Ce qu'on veut provoquer c'est la peur, l'écœurement, l'assimilation inconsciente du message manifestation=violence même si le message officiel prétend le contraire.

### **Le rôle des syndicats**

Tous ces pièges, ces manipulations, la grande majorité des étudiants et des travailleurs les ont déjoués. C'est pour cela que la cinquième colonne de l'État bourgeois, les syndicats, a repris les choses en main et en y mettant les grands moyens. En sous-estimant les ressources de combativité et de conscience que portent en eux les jeunes bataillons de la classe ouvrière, le gouvernement s'est mis dans une impasse. Il est clair qu'il ne peut pas reculer. Raffarin l'avait déjà dit en 2003 : *«Ce n'est pas la rue qui gouverne.»* Un gouvernement qui bat en retraite devant la rue perd son autorité et ouvre la porte à des mouvements bien plus dangereux encore, surtout dans la situation actuelle où s'est accumulé un énorme mécontentement dans les rangs de la classe ouvrière suite à la montée du chômage, de la précarité et de toutes les attaques qui pleuvent quotidiennement sur ses conditions de vie. Depuis la fin janvier, les syndicats ont organisé des «journées d'action» contre le CPE. Et depuis que les étudiants sont entrés dans la lutte appelant les salariés à engager le combat à leur tour, ils se présentent, avec une belle unanimité, qu'on n'avait pas vue depuis longtemps, comme les meilleurs alliés de leur mouvement. Mais il ne faut pas se laisser berner : derrière leur intransigeance affichée, menton en avant, face au gouvernement, ils ne font rien pour mobiliser réellement l'ensemble de la classe ouvrière.

Si on entend souvent à la télé les déclarations martiales de Thibault, Mailly et consort, au niveau des entreprises, c'est le silence radio. Très souvent, les tracts syndicaux (quand il y en a) appelant à la grève ou à la manifestation arrivent dans les services le jour même, voire le lendemain. Les rares assemblées générales organisées par les syndicats ont eu lieu dans les entreprises (telles EDF et GDF) où ils sont particulièrement puissants et où ils ne craignent pas d'être débordés. De plus, ces assemblées n'ont rien à voir avec ce que nous avons connu dans les facultés depuis un mois : les travailleurs y sont invités à écouter sagement les discours soporifiques des permanents syndicaux qui viennent à tour de rôle prêcher pour leur chapelle en vue des prochaines élections au Comité d'entreprise ou des «délégués du personnel». Lorsque Bernard Thibault, invité du «Grand Jury RTL» du 26 mars, insistait lourdement sur le fait que les salariés avaient leurs propres méthodes de lutte différentes de celles des étudiants et qu'il ne voulait pas que les uns veuillent faire la leçon aux autres et réciproquement, il ne parlait pas en l'air : hors de question que les méthodes des étudiants soient reprises par les salariés, car cela voudrait dire que les syndicats ne contrôlèrent plus la situation et qu'ils ne pourraient plus jouer leur rôle de pompiers de l'ordre social ! Car c'est là leur fonction principale dans la société capitaliste. Leurs discours, même les plus radicaux comme ceux d'aujourd'hui, ne sont là que pour garder la confiance des travailleurs et pouvoir ainsi saboter leurs luttes quand le gouvernement et les patrons risquent d'être mis en difficulté.

C'est là une leçon que non seulement les étudiants, mais aussi l'ensemble des travailleurs devront retenir en vue de leurs combats futurs.

A l'heure où nous écrivons, nous ne pouvons encore prévoir comment va évoluer la situation. Cependant, même si la sainte alliance entre tous les défenseurs de l'ordre capitaliste vient à bout de la lutte exemplaire des étudiants, ces derniers, comme les autres secteurs de la classe ouvrière, ne devront pas sombrer dans la démoralisation. Ils ont déjà remporté deux victoires très importantes. D'une part, la bourgeoisie va devoir pour un temps limiter ses attaques sous peine d'être à nouveau mise en difficulté comme elle l'est aujourd'hui. D'autre part, et surtout, cette lutte constitue une expérience inestimable pour toute une nouvelle génération de combattants de la classe ouvrière.

Comme le disait il y a plus d'un siècle et demi le *Manifeste communiste* : *«Parfois, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs.»* La solidarité et le dynamisme de la lutte, sa prise en main collective par les assemblées générales, voilà des acquis de la lutte actuelle des étudiants qui montrent le chemin aux futurs combats de l'ensemble de la classe ouvrière. **Courant Communiste International** (28 mars 2006)



*Temps critiques* est une revue atypique, pas un groupe politique. Elle publie, quand il y a des mouvements sociaux, de petits suppléments, plus largement diffusés que la revue, comme c'est le cas des deux textes suivants. Leur intérêt est qu'ils tentent de poser des questions que généralement les militants évitent ou auxquels ils répondent par des arguments pré-fabriqués pour ne pas dire pré-congelés. *Temps critiques* n'échappe pas au travers des groupes politiques ou tout simplement des individus qui ont des positions bien arrêtées sur un certain nombre de questions : cette revue essaie de faire rentrer les événements dans son cadre d'analyse. Mais comme ce cadre est hétérodoxe sur de nombreux points, le lecteur est généralement obligé de se remettre en question, pour peu qu'il soit doté d'un esprit critique. Par contre, il ne trouvera dans ces textes aucune consigne politique précise ni aucun appel à s'organiser sous une forme ou sous une autre. (*Ni patrie ni frontières*).

SUPPLEMENT A TEMPS CRITIQUES N° 14 mars 2006

# BLOCAGES ET EMBAUCHAGES : mise en perspective du CPE

Tout mouvement qui est parvenu, même de façon embryonnaire, à renverser le cours de la domination rencontre inévitablement les obstacles que les mouvements précédents n'avaient pu franchir. Porté par ses avancées, il en affronte très vite leurs limites.

La présente offensive contre la précarisation de la vie des individus a non seulement déjà gagné plusieurs batailles contre la passivité et la séparation mais elle a aussi élargi le domaine de la lutte ouvert par les jeunes de banlieues, il y a quelques mois, contre l'effacement de l'existence sociale.

Par le blocage des universités et des lycées nous avons une nouvelle fois montré qu'une grève doit arrêter le cours ordinaire des travaux et des peines pour affirmer que d'autres activités sont possibles et réalisables, qu'un autre devenir est possible.

Par les blocs d'avenir que nous manifestons dans la rue et dans de multiples actions collectives (lutte des sans papiers, occupations et actions contre les ANPE) et alternatives (habitat en commun, rythme et mode de vie moins artificiel et moins dépendant) s'ébauchent la communauté humaine de celles et de ceux qui refusent de se laisser «embaucher» à tout prix par l'actuelle société capitalisée. En cela s'ébauche aussi une sorte de programme de convergence de luttes diverses dans une dynamique qui ne seraient pas simple agrégation de forces.

## Hier

Dans les luttes de 1986 nous avons déjà appris la force de contestation de l'union des scolarisés (lycéens et jeunes étudiants) car c'est le premier mouvement d'une jeunesse entièrement scolarisée (ce n'est encore pas le cas en mai 68) dans le cadre d'une lutte contre la sélection qui portait l'espoir d'une «égalité des chances» et l'idée qu'il suffit de surveiller les blocages et dysfonctionnement de la démocratisation en cours. Ce mouvement de vaste ampleur banalise en quelque sorte la lutte anti-sélection des années 1967/70 en lui faisant quitter le terrain de la contestation idéologique. Si pour les insurgés de 1968, la démocratisation de l'enseignement apparaît aussi comme une cause à défendre, le moteur de la contestation réside dans le refus d'étudiants, en nombre relativement restreint, de devenir les futurs

«cadres» de la bourgeoisie. En 1986, l'énergie du mouvement est davantage orientée vers une contestation plus pratique de la restructuration du capital et de ses conséquences inégalitaires car la massification de l'enseignement ne s'accompagne pas d'une réelle démocratisation (le projet Devaquet abolissait le libre accès à l'université pour tous les bacheliers). Au-delà de la satisfaction immédiate d'avoir eu la peau d'un ministre et de sa réforme, le mouvement de 1986 a fait l'expérience de nouvelles conditions : la fin du cocon scolaire, la fin de la séparation entre Ecole et monde du travail d'où sa méfiance vis à vis des adultes et l'expression d'un «jeunisme» assez marqué.

**En 1994, dans l'opposition au CIP** nous avons saisi les effets de l'indifférenciation de la force de travail produite par cette même restructuration du procès de production (l'accroissement de la production nécessaire à la valorisation se réalise avec toujours moins de travail humain productif et toujours plus de puissance techno-financière). Cette indifférenciation est refusée par les élèves des IUT qui disaient : «On a pas fait tant d'études pour se retrouver au niveau de ceux qui n'en ont pas fait.» Cette lutte est relayée par les lycéens et, parmi eux, surtout par les élèves de lycée professionnel qui n'ont certes pas de plan de carrière mais une angoisse diffuse doublée d'une défiance vis-à-vis de tout ce qui vient des institutions. Sous leur influence et celle des lycéens de banlieue, le CIP devient le symbole de la «galère jeunes». Mais si le mouvement de 1994 reste un mouvement de l'ensemble de la communauté scolarisée, comme en 1986, il est par contre beaucoup plus ouvert et de jeunes chômeurs ou «marginiaux» participent aux luttes et aux AG, en fait tout du moins. Cette unité apparaîtra aussi dans la solidarité avec les «casseurs» lyonnais et nantais au moment des procès. Il est déjà un mouvement de résistance à la destructuration des rapports sociaux. Victimes de l'échec scolaire et victimes de l'échec social sont en phase. A l'inverse de 1986, la crise se diffuse dans toutes les couches sociales car les frontières entre travail et non travail deviennent floues (stagification aigüe, apparition des CDD et CIP). Le «jeunisme» est dépassé par la conscience d'une attaque généralisée contre les conditions du salariat, conscience bien rendue par le slogan : «Papa j'ai trouvé un boulot : le tien. »

**Du mouvement de 1995** nous avons compris la portée et le sens du «Tous ensemble» dans l'esquisse d'une unité entre salariés du public et salariés du privé; unité qui exprime la nouvelle centralité des secteurs de la reproduction par rapport à ceux de la production et dans le secteur de la production celle de l'entreprise par rapport à l'usine. Mais ce mouvement est limité par sa non remise en cause des rapports sociaux étatisés, ce qui l'empêche de concevoir un approfondissement de la lutte en dehors d'une allégeance à une forme ou une autre de l'État-providence. Ce mouvement se piège dans une opposition simpliste entre le social et l'économie. Le social se dresse alors comme forme autonome et se veut représentation de la société entière contre une économie qui la menace dans ses bases. Si cette fausse opposition permet d'envisager l'extension du mouvement, il n'en facilite pas l'approfondissement car il croit suffisante la simple exposition de son existence comme expression de la société civile face à «l'horreur économique». Cette unité du «Tous ensemble» reposant sur la lutte effective des salariés du public et ce qui n'était plus qu'une «grève par procuration» des salariés du privé, exprimait déjà la caducité du système de régulation en vigueur pendant la croissance des années 50-60 et le déclin des luttes des travailleurs des «forteresses ouvrières»<sup>81</sup>.

Le «garantisme» protégeant ses salariés était le produit du cycle de lutte précédent, de la même façon qu'il était l'un des éléments constitutifs du statut des salariés du public. Mais cette rupture n'est pas véritablement conscientisée parce que le mouvement de 1995, au sens large, reste prisonnier du schéma d'analyse du cycle précédent de croissance dominé à la fois par les idéologies du travail, du progrès et de l'État. Cette unité finalement formelle du «Tous ensemble» sera sérieusement ébranlée par le mouvement des chômeurs de 1998 qui pose la fin de la centralité du travail vivant dans le procès de valorisation et la question d'un revenu complètement socialisé. Positions qui provoquent une rupture avec l'idéologie du travail, avec la thèse de «l'armée industrielle de réserve» potentiellement toujours employable pour les diverses variétés de marxistes et donc avec la perspective d'une future unité du prolétariat... sur la base du salariat.

**En 2003**, la défaite du mouvement contre la réforme des retraites nous a confirmé que la revendication de la grève générale ne peut qu'être un leurre tant que la lutte ne plonge pas au cœur des contradictions du

---

<sup>81</sup> Partout en Europe comme aux États-Unis, leurs dernières expressions culminent entre la fin des années 70 et la fin des années 80, sidérurgie, mines, automobile, chantiers navals et docks.

système pour remettre en cause tous ses constituants<sup>82</sup>. La grève générale n'opère plus que comme référent mythique, mais sans lien à un rapport de force concret, sans viser un dépassement. C'est pour cela qu'elle peut être revendiquée aussi bien par les anarcho-sindicalistes de la CNT, que par les dirigeants de FO ou par des grévistes de base qui désirent l'extension de la lutte. Le contenu antagonique de la lutte ne s'approfondissant pas, la force du mouvement reste autolimitée et se manifeste le plus souvent par une succession de manifestations «marche à pied» et par des grèves «temps forts» qui retombent toujours sur des «temps faibles». Les luttes effectives qui se produisent alors dans le secteur privé ne sont pas celles que le mouvement attendrait, c'est-à-dire le secours des gros bataillons de l'industrie<sup>83</sup>, mais des grèves *desperados*, celles de Cellatex, Kronenbourg, Lu, Métaeurop et d'autres. Il n'y a plus d'affirmation possible ni du travail, ni de la classe du travail et de l'identité ouvrière. Ce n'est plus que dans le moment de la lutte que se réalise l'unité. Ces luttes sur les retraites et contre les fermetures d'usine ne se situent plus essentiellement face à l'État (comme encore en 1995) mais face au capital et à un État qui a changé de nature en se redéployant en réseau tout en réaffirmant autoritairement ses fonctions régaliennes traditionnelles (les états d'exceptions, les états d'urgence). La société capitalisée ne peut plus se poser face à l'État comme s'il lui était extérieur.

**Les émeutes des banlieues de l'automne 2005** n'ont pas échappé à cette internisation des révoltes dans l'espace idéologique ordinaire. Elle n'ont pas été accompagnées du moindre sentiment d'étrangeté; elles étaient presque attendues en quelque sorte. Pourtant ce soulèvement contre les conditions existantes, qui n'a exprimé aucun objectif particulier, s'est manifesté comme pure négativité. Ce qui a été dévoilé par cette rage c'est d'abord un rapport décentré aux forces productives (les émeutiers et leurs partisans ne travaillent pas ou alors de façon intermittente) et aux secteurs de la reproduction (échec scolaire, absentéisme, désintégration familiale, distance à l'égard des services sociaux). C'est aussi un refus des stratégies «d'insertion» et des discours qui en vante les mirages. La révolte n'est, dès lors, plus rapportable à une quelconque positivité qui lui viendrait de l'extérieur que ce soit celle d'une classe sociale («la classe ouvrière» qui combattrait son exploitation) ou bien encore d'une religion ou d'une ethnie.

Contrairement aux mouvements des années 70-80 qui faisaient correspondre refus du travail et critique de la société de consommation, se développent des comportements qui n'affirment pas une cause et qui parcourent en tout sens des espaces à la fois fragmentés (par les vigiles des «cités interdites» du capital) et homogénéisés (par les flux de la circulation marchande).

### *Aujourd'hui*

*Les premières étincelles du mouvement ont été lancées par les étudiants des premiers cycles universitaires. Preuve, s'il en fallait, que l'ancienne «misère en milieu étudiant»<sup>84</sup> n'est plus ce qu'elle était. La conscience mystifiée de futurs cadres que certains insurgés de mai 68 attribuaient aux étudiants de l'université de classe finissante, s'est convertie en connaissance lucide des misères concrètes à l'époque de l'université de masse. En effet, la distance s'est creusée entre le «on ne se reconnaît pas dans la société bourgeoise» énoncé par les étudiants de 68 qui, eux, pourtant, étaient encore reconnus par cette société comme des héritiers<sup>85</sup> (même si c'était déjà assez largement faux) et le «la société ne nous reconnaît pas» des étudiants d'aujourd'hui qui pourtant, dans leur majorité, reconnaissent la dite société comme légitime. Ce ne sont pas les mêmes étudiants et leur population a changé d'échelle. Nombreux sont ceux qui travaillent pour financer leurs études, nombreux sont ceux qui connaissent précarité et conditions difficiles de logement, beaucoup recherchent des études supérieures courtes ou déjà professionnalisées. La plupart perçoivent que s'ils obtiennent un emploi, ils ne seront pas des décideurs mais des opérateurs de la société capitalisée.*

*Plusieurs tracts diffusés au début du mouvement, par exemple ceux de la FIDL lycéenne, portent leur critique au nom du CDI et expriment une conception garantiste/fordiste du contrat de travail et plus*

---

<sup>82</sup> Ainsi, la menace d'un boycott du bac ne pouvait que rester un slogan gauchiste quand la plupart des enseignants sont pour le maintien du bac!

<sup>83</sup> Gros bataillons d'ailleurs fortement dégonflés par les restructurations et la substitution capital/travail.

<sup>84</sup> Du nom de la célèbre brochure de 1967.

<sup>85</sup> Selon le mot de notre sociologue national, rendu myope par sa théorie classiste de la reproduction sociale.

*généralement du salariat. A ses débuts, la lutte apparaît davantage comme une lutte contre les abus du capitalisme que contre le système du salariat dans son ensemble. Par-là, elle s'inscrit parmi les récents mouvements qui comme le courant altermondialiste, combattent ce qu'ils appellent le «néo-libéralisme».*

Mais il est aussi un mouvement qui dit non à l'aggravation des conditions existantes d'aujourd'hui et de celles à venir. Dans certaines des premières actions de grève et de blocage des universités, notamment celles des lettres et des sciences humaines, les interventions visaient déjà les réseaux de la puissance (évaluation standardisée, rationalisation des apprentissages, professionnalisation des cursus, savoirs informatisés). Elles s'élevaient contre les conduites de démission des étudiants comme des enseignants devant ces procédures de normalisation.

D'un côté, le mouvement a eu tendance à se projeter dans une cause militante, d'ordre éthique, donc extérieure à sa raison d'être initiale, même si très vite ont percé la révolte ou le ras-le-bol devant l'élaboration quasi clandestine du CPE, puis son instauration aux forceps parlementaires. Cela a contribué à la montée en puissance du mouvement. Mais, sur cette base éthique, il ne remet nullement en cause le système scolaire et il ne revendique que des réajustements anti-discrimination, une véritable égalité des chances en quelque sorte contre une loi qui a la dérision de porter ce nom. Cette dimension citoyenniste, très présente chez les lycéens de centre-ville, peut donner l'impression de recréer, comme en 1986, une communauté scolaire d'opposants.

D'un autre côté, il est obligé de poser la précarité comme le futur certain de tous, ce qui peut constituer la prémisse d'une unité entre jeunes en formation et jeunes salariés, mais celle-ci ne se concrétise pas encore dans une tentative de convergence avec ce qu'on a pu appeler la révolte des banlieues<sup>86</sup>. C'est une limite qui, pour le moment du moins produit une coupure dans la jeunesse quasi similaire à celle qu'on retrouve dans le monde adulte entre travailleurs réellement occupés et travailleurs inoccupés, coupure qui a vu les salariés de Cellatex, Kronenbourg, Lu et Métaleurop regarder de loin le mouvement des chômeurs de 1998 avant que les chômeurs battus et atomisés ne regardent de loin les luttes des desperados de l'ancienne classe ouvrière industrielle. C'est cette coupure qui ne permet pas l'expression d'une dimension critique du travail, même si le slogan «Ni CPE, ni CDI» fournit une indication sur le niveau maximum de conscience atteint par la lutte aujourd'hui.

Parée de sa publicité pro-travail à la Zola<sup>87</sup>, cette loi est censée fournir un «revenu du travail» à de jeunes chômeurs, qui, pour la majorité d'entre eux, sont considérés par l'économie comme dépourvus de toute «employabilité» et qui cherchent, quant à eux, un accès direct et immédiat à «la thune» sans passer par «un boulot de merde» ou une formation sous l'autorité d'un «tuteur».

Si le CPE participe effectivement d'une tentative de disciplinarisation de la force de travail, c'est parce que le contrôle social contemporain a peu de chose à voir avec celui du XIX<sup>e</sup> siècle dans lequel l'École de la République fonctionnait comme apprentissage de la discipline de l'usine en direction d'une main-d'œuvre en constante augmentation mais globalement peu qualifiée. Aujourd'hui l'École se veut «milieu de vie» et sélectionne des «compétences» alors que personne ne peut définir ce que l'économie demande en matière de «compétences» à venir.

Le Medef d'ailleurs vient d'intervenir à plusieurs reprises pour dire qu'il n'était pas favorable au développement de l'apprentissage à 14 ans et qu'il ne voyait pas un grand intérêt au CPE. A la rigueur a-t-il concédé, «ce type de contrats pourrait être utile à certaines PME». Car en matière d'emplois à «compétences peu spécifiques» selon la terminologie des DRH, un CPE ne pourra jamais rivaliser avec les bas coûts de la force de travail thaïlandaise ni encore moins avec ceux du travail clandestin.

Ce n'est pas parce que l'École serait encore une École de classe que l'État a fait voter le CPE. On peut même dire que c'est parce qu'elle ne l'est plus qu'elle ne remplit plus l'une de ses fonctions majeures qui était d'assurer «the right man at the right place» sur le marché du travail et qu'elle fabrique des surnuméraires. Cela ne signifie pas que la précarisation est en train de devenir générale. Le garantisme, limité par la réduction d'emplois de fonctionnaires et les privatisations, constitue encore une réalité de la fonction publique et de certaines couches du salariat privé, mais il ne suffit plus à assurer une médiation

---

<sup>86</sup> Néanmoins, un mois après le début du mouvement, les lycéens de banlieues ou de lycée technique sont de plus en plus nombreux dans les manifestations. Ils bloquent également leurs établissements.

<sup>87</sup> Comme si on «embauchait» encore, le matin, aux portails des usines, sur le carreau des mines ou sur les docks des ports...

efficace de la reproduction des rapports sociaux. Bien que les emplois stables restent une dominante du salariat, le précarat en constitue l'abcès de fixation, ce qui engendre un conflit puisque l'ancienne mobilité sociale est devenue inopérante. Il n'y a pas de relève à la régulation fordiste.

L'opération CPE-CNE est d'abord un coup de force politique qui tente de résoudre ce conflit. Car «la réforme» est nécessaire pour ceux qui veulent prévenir «le pire». Pour la combattre, ne sous-estimons pas cette dimension idéologique et politicienne et ne tombons pas dans un économisme qui, voyant tout comme un plan du capital, condamnerait la lutte à un choix stérile entre tout est possible ou rien n'est possible.

**Avec l'arrivée du printemps**, la popularisation en sa faveur étant acquise, le mouvement doit combattre sur deux fronts :

- la résistance (qui peut être offensive) à l'État, à sa police, à ses réseaux et à ses médias;
- la potentialisation des lieux de grève et d'occupation en vue de leur généralisation à d'autres secteurs d'activité, à d'autres lieux de travail et de vie, à d'autres individus. Renouer avec «l'esprit de mai» en quelque sorte.

Donc si grève générale il y a, elle doit venir de cette potentialisation et non d'une initiative formelle qui fait perdre au mouvement toute son autonomie et sacrifie la lutte à la base à une extension de l'action par le haut. Ce serait donner un blanc-seing aux syndicats et contribuer à la bureaucratisation du mouvement. Le mouvement n'a pas à se mettre à la remorque d'un hypothétique sursaut des salariés et à fortiori d'une fantomatique classe ouvrière. Pour le moment, c'est lui qui mène la danse.

Contact [tempscritiques@free.fr](mailto:tempscritiques@free.fr)

# HARD BLOCKING

## **Le mouvement actuel n'est pas un mouvement revendicatif**

Comme celui de novembre, il ne revendique rien, au sens strict, ne propose rien non plus, mais il exprime un refus de la situation qui trouve son point d'ancrage dans le projet de loi sur «l'égalité des chances» et particulièrement le CPE. Cette absence de revendication s'exprime de plusieurs manières :

- par un refus qui tend à englober toutes les formes de précarisation (le refus du CNE est clairement énoncé);

- par son symbole «Rêve général» qui englobe l'idée de «Grève générale» tout en la détournant;

- par le slogan «Ni CPE ni CDI» ou des pancartes comme «Contrat Premier Esclavage» qui reflètent l'influence puis les liaisons avec des associations de chômeurs et avec des courants critiques du travail. Au fur et à mesure que le mouvement s'approfondit, ces liaisons sont de plus en plus recherchées.

C'est aussi cette absence de revendication qui le pousse à ne rien négocier. Le mouvement s'en tient à son point d'ancrage original et, à partir de là, il cherche à produire un rapport de force. C'est là son aspect radical et non pas une quelconque position politique qui viendrait se greffer après coup. Il n'est pas obsédé par l'idée de tenir compte de l'opinion publique car c'est le rapport de force qu'il construit, qui justement, produit l'empathie nécessaire à sa popularisation sans qu'il ait besoin de se prostituer auprès des médias<sup>88</sup>. Il ne faut pas oublier qu'à l'origine les premiers sondages étaient favorables au CPE ainsi que l'ensemble de la presse hormis *L'Humanité*. Depuis, malgré toutes les entourloupes habituelles des professionnels de la communication, on peut dire que le mouvement a réussi à amener les médias et particulièrement la presse écrite sur son terrain en lui faisant appréhender les événements sur les bases voulues par le mouvement. La tendance dans les sondages s'est alors inversée.

## **Le mouvement révèle l'intensité de la crise de la reproduction du capital**

Le discours autour de la création d'emplois n'est que l'antidote publicitaire à la crise de la valeur-travail. L'exploitation de la force de travail n'est plus l'opérateur central de la valorisation. Il ne s'agit pas de la fin du travail mais de son inessentialisation (domination du «travail mort» c'est-à-dire des technologies sur le «travail vivant») et de son indifférenciation (la mise en avant de la notion vide de compétence tente de suppléer la fin des métiers et la reconnaissance de la *professionnalité*, comme disent les Italiens).

Cette crise passe, pour la première fois, par un traitement spécial imposé à la jeunesse, un traitement qui dépasse les politiques traditionnelles de domination d'une classe par une autre. En effet, si le CNE a peu de chances de toucher les personnes très qualifiées et diplômées parce qu'il cible les sans-emploi; le CPE ne vise qu'une catégorie d'âge, mais il implique toute cette catégorie. Désormais, le diplôme ne constitue plus un marquage suffisant. C'est pour cela qu'aujourd'hui, confusément, tous les jeunes se sentent concernés alors que beaucoup ne devraient pas l'être. Il y a là comme une surenchère politicienne d'une partie du personnel de l'État qui cherche à revaloriser sa fonction dans le commandement capitaliste. Le MEDEF n'était d'ailleurs pas demandeur.

Dans la crise du travail, les jeunes (précaires) et les vieux (pré-retraités ou dispensés de recherche d'emplois) servent de variables d'ajustement sur le marché. Cette tendance à l'irreproductibilité de la force de travail se manifeste encore bien plus chez ceux pour qui le CPE n'est même pas envisageable car ils sont en deçà du seuil d'employabilité. Cela s'est vérifié dans les «zones franches», en banlieues, où la plupart

---

<sup>88</sup> La coordination nationale refuse leur présence. Sur les façades de certains amphithéâtres où se tiennent les AG on peut lire «Médias, casse-toi».

des entreprises ne se sont même pas préoccupées de recruter leur main-d'œuvre sur place.<sup>89</sup> C'est aussi pour cela que l'unité ne peut se faire sur la base d'une revendication du type : «Un CDI pour tous». Le mouvement ne la formule d'ailleurs pas. On retrouve ici la volonté de ne pas opposer au retrait une revendication précise.

### **La jonction immédiate avec les salariés n'est pas la jonction organique qui s'impose naturellement au mouvement**

Le décalage entre ce mouvement qui s'efforce d'unir étudiants et salariés et celui de novembre 2005 tient dans le fait que les conditions d'accès au marché du travail étant de plus en plus difficiles, les inégalités et les discriminations reproduisent les séparations de classes, mais elles le font en dehors de l'antagonisme prolétariat/bourgeoisie. Ce phénomène est notamment perceptible à travers les réalités suivantes :

- la masse des étudiants et lycéens n'est plus repérable dans les termes traditionnels de la classe sociale (enfants de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie<sup>90</sup> par opposition aux enfants des couches populaires); beaucoup travaillent d'abord pour vivre et non pas pour l'argent de poche;

- les bandes de jeunes radicalisés n'expriment aucune identité de classe et leur action réduit le capital à son État, à quelques institutions et aux marchandises. Leur critique du travail, implicite mais pourtant radicale, les amène à se situer sur le terrain de l'appropriation directe (y compris au sein des manifestations) et non pas celui de la réappropriation par les producteurs. Il y a rupture avec ce qui a été à la base du programme prolétarien et que des groupes politiques (LCR) ou syndicaux (CNT) reprennent aujourd'hui sous la forme d'une morale du consommateur : «Rien est à eux, tout est à nous. Tout ce qu'ils ont, ils l'ont volé»;

- le rôle très effacé des élèves de LEP, pourtant à la pointe des luttes en 1986 et 1994 porte la marque d'une radicalisation de la crise de reproduction avec d'un côté les élèves des LEP «poubelles» qui participèrent activement aux événements de novembre, mais pas à ceux de ce printemps et de l'autre, dans les LEP sélectifs, la montée d'une idéologie du petit entrepreneur qui a fait le succès de l'Italie de Berlusconi et de Benetton dans les années 90<sup>91</sup>.

En faisant de sa liaison avec les salariés un axe prioritaire, le mouvement actuel risque de se mettre à la remorque d'un mouvement de salariés moins développé, dont la partie émergente est particulièrement bureaucratisée, alors que ce mouvement est grandement redevable à la révolte des banlieues dans l'ébranlement du système. Certains étudiants et lycéens en sont conscients quand ils en appellent à la lutte à la base dans les entreprises, cherchent le contact avec les jeunes travailleurs mais n'en oublient pas pour autant les chômeurs, les sans papiers et les jeunes condamnés en novembre.

Il faut évidemment poursuivre la popularisation et accroître les contacts avec les salariés combattifs, mais sans se mettre à la remorque d'une classe ouvrière qui n'est plus aujourd'hui qu'une référence symbolique aux luttes du passé. Une classe qui n'a plus d'existence subjective autre que ses différentes représentations syndicales qui ont laissé passer le CNE et approuvé l'état d'urgence. Une classe qui ne peut jouer aucun rôle d'avant-garde dans la mobilisation présente et surtout, qui ne peut plus affirmer un programme propre susceptible d'engendrer l'unité autour d'elle. Les risques de ce rattachement se situent à deux niveaux. Il y a tout d'abord le risque d'orienter le mouvement vers la revendication en noyant le retrait du CPE au sein d'un nouveau «Grenelle social» sur la précarité des jeunes. Il y a le risque, ensuite, de perdre toute

---

<sup>89</sup> Une analyse cartographique des mobilisations montrerait sans doute qu'elle est la plus forte dans les zones où le rapport entre densité de population et nombre d'emplois est le plus défavorable (Nord-Ouest et Ouest de la France, Sud ; villes en voie de désindustrialisation) et dans les zones où l'idéologie du travail est la moins prégnante (Sud encore puisque paraît-il «la misère est plus supportable au soleil»...).

<sup>90</sup> Il n'est pas rare d'entendre les anti-blocage qualifier les partisans actifs du mouvement, de «petits bourgeois» qui parlent de révolution mais ignorent tout des lois universelles de l'économie et de la réalité d'une misère des banlieues à laquelle le CPE viendrait répondre. Ceux qui ont toujours nié l'existence de luttes de classes s'amusent ici à en fabriquer une...pour leur propre cause et profit!

<sup>91</sup> Malgré les efforts en direction de la «génération Tapie» dans les années 80, cette tentation ne commence qu'à décoller en France dans les milieux populaires et se combine à celle des milieux un peu plus aisés où on rêve de réussir en Angleterre, ce pays de cocagne où on pourrait travailler pour s'enrichir et non simplement pour survivre!

spontanéité, de rendre les actions prévisibles et inoffensives dans le cadre de manifs bien huilées et encadrées<sup>92</sup>.

Cette unité, si elle doit se réaliser ne se fera que dans les luttes et les rencontres qui s'en suivent. Elle ne se fera pas sur une communauté d'intérêts qui, dans l'immédiat, sont divergents : les salariés du public défendent les statuts et le service public; les intermittents un système de flexisécurité à leur avantage; les chômeurs un droit au revenu indépendant du travail; les jeunes «violents» un droit au respect et l'accès direct à la «thune», etc. L'unité à rechercher devrait plutôt se réaliser sur une communauté des causes.

Les moyens d'actions de la révolte ou des refus sont aujourd'hui extrêmement variés (blocage des facs et des lycées, occupations ou même destruction d'agences ANPE, blocage de manifestations culturelles ou sportives, interventions sur des plateaux de télévision; résistances à la police ou attaques contre celle-ci, destructions de biens ou de lieux symboliques, mises à sac de permanence de partis politiques, grèves), mais ce qui compte ce n'est pas que chacun agisse dans son coin, à partir de ses propres déterminations, mais qu'il y ait des échanges, des passerelles qui permettent aux individus en lutte de quitter une partie de leurs oripeaux d'origine, qu'ils en soient transformés en même temps qu'ils transforment les conditions présentes.

### **L'auto-organisation et le vol d'étourneaux**

Si la pratique de l'assemblée générale et de la démocratie directe persiste, ce mode d'action n'est plus considéré que comme une base commune relative et non comme un principe absolu. Il est remarquable que la référence à «l'autogestion» ait quasiment disparu du langage du mouvement alors que l'auto-organisation des débats et des interventions reste le modèle dominant. Ce dépassement de l'idéologie autogestionnaire et de ses oripeaux usinistes rend conscient au plus grand nombre qu'un nouveau cycle de luttes s'est ouvert; celui qui doit affronter le despotisme de la valeur dans toutes les activités humaines. L'auto-organisation apparaît comme l'horizon dépassable du mouvement et non plus comme un critère de son accomplissement. La prise en charge collective de la vie quotidienne dans les bâtiments universitaires occupés ne fait plus l'objet de débats interminables sur la possible répétition des normes du système dominant. Le respect de l'autonomie de chacun dans ses initiatives et ses dires ne trouve ses limites que dans la reconnaissance qu'il manifeste pour le devenir du mouvement. Si l'échange d'idées et les propositions stratégiques sont souvent développées en commission elles n'enferment pas les actions dans un carcan. Les déplacements urbains<sup>93</sup> en forme de vol d'étourneaux, se divisant pour se protéger puis se regroupant pour immobiliser ou pour frapper conjuguent l'efficacité du collectif et la créativité de l'individuel.

### **C'est la question générale de la domination et du pouvoir qui est posée... à chaud**

Le mouvement ne la pose pas en terme de prise de pouvoir, ni même dans les termes clairement anti-capitalistes propres aux «avant-garde» de jadis, mais en termes de dévoilement de l'oppression par une puissance en mouvement. L'injonction de la coordination nationale d'une «démission du gouvernement», ne propose aucune alternative politique alors qu'on peut dire que le mouvement développe une action éminemment politique de par sa critique en acte de l'idéologie de l'économie. Le mouvement n'a donc pas besoin d'être politisé de l'extérieur par des groupes qui croient toujours donner un contenu à des formes alors qu'ils ne font qu'affirmer, à travers leurs slogans décalés, leur propre impuissance à percevoir les contenus nouveaux qui émergent de ce mouvement.

De par son extériorité objective à la production le mouvement ne peut s'attaquer directement qu'aux institutions de la reproduction et aux réseaux de circulation de la valeur, aux flux. Flux d'informations, flux de marchandises, flux d'individus, flux de pouvoirs, flux d'images, etc. Cette limite est réelle, mais elle est

---

<sup>92</sup> Les différents services d'ordre qui, depuis le 28 mars, se partagent le travail avec la police officielle ne cherchent pas à éviter les cassages de gueule intempestifs et barbares puisqu'on a même vu, que, pour la police au moins, les ordres sont parfois de ne pas intervenir comme cela avait déjà été le cas à Paris en 2005. Derrière le but avoué d'éviter tout débordement (le terme est déjà parlant en lui-même), il y a la volonté syndicale ou organisationnelle d'en rester à une démonstration de force sans se fixer des objectifs précis (les parcours officiels sont d'ailleurs calculés pour ne jamais rencontrer de tels objectifs potentiels) dans les limites fixées par les règles du jeu syndical et politique. Il ne s'agit surtout pas de faire mal, mais simplement de faire signe!

<sup>93</sup> La «tournée» du 6 avril dernier dans Paris, évitant Montparnasse pour occuper la gare du Nord, puis, déjouant les CRS, pour bloquer le périphérique, a porté cette pratique du vol d'étourneaux à un point d'incandescence élevé.



moins gênante à une époque où c'est justement la reproduction qui est centrale et non plus la production. Par contre, l'avantage c'est que le mouvement est en adéquation avec le terrain sur lequel il agit. Il n'a pas à se poser la question de sa plus ou moins grande dépendance à un éventuel mouvement de salarié nécessaire pour bloquer la production. A priori tout le monde peut participer à un blocage immédiat des flux<sup>94</sup>.

---

<sup>94</sup> Ce que les étudiants rennais en lutte viennent de réaliser efficacement au centre de tri, le samedi matin 8 avril avec l'aide de postiers sur place, démontrant par là aussi le sens actuel de la liaison étudiants-travailleurs.

# **Le courant communisateur**

# La lutte anti-CPE

## *Une mesure nécessaire*

Tout le monde sait que le CPE n'est pas en lui-même une mesure plus agressive que la multitude des situations existantes, il n'apporte de ce point de vue rien d'essentiellement nouveau. Dans sa globalité, le patronat n'était pas très demandeur, ce qu'il souhaitait c'était la généralisation du CNE aux entreprises de plus de 20 salariés. Le CPE était une mesure nécessaire mais une demi-mesure qui renforçait encore la spécificité française de la segmentation de la flexibilité et de la précarité sur les jeunes comme «variable d'ajustement». Quand le patronat indique l'objectif du contrat unique (disparition du CDI), que le gouvernement cherche à moduler les étapes, que les syndicats sont adeptes de la flexsécurité, de «l'accompagnement du salarié sur l'ensemble de sa carrière», il apparaît que la modification entreprise est une *nécessité*. On ne combat pas une nécessité comme s'il s'agissait d'un mauvais choix ayant chassé le bon choix (de toute façon, la continuité des politiques de «droite» et de «gauche» depuis trente ans nous vaccine contre l'idéologie du choix). Contrairement à ce qui s'était passé à propos des retraites en 2003, le mouvement anti-CPE n'a jamais formulé de «politique alternative» à celle du gouvernement. Quand Laurence Parisot, présidente du *Medef*, tire pour le patronat les leçons du mouvement, elle le trouve éminemment positif dans la mesure où «on a parlé de la précarité». Elle a raison, la lutte de classe se déroule maintenant sur cette base, comme étant sa situation acquise. Il s'agit de l'affronter comme acquise et non dans un rêve de retour au salariat imaginaire des «Trente glorieuses» et du *Welfare*. Du côté patronal comme du côté du prolétariat on marche désormais au pas de la réalité.

Au-delà de la précarité formelle du contrat de travail, la précarisation générale du travail salarié jusqu'à y inclure «l'exclusion» du marché du travail s'impose, dans le mode de production capitaliste tel qu'il est issu de sa restructuration, comme mode privilégié de l'exploitation et de la gestion de la force de travail. Tous n'en mouraient pas mais tous étaient atteints. Elle signifie un *système de reproduction capitaliste mondial*. Le principe général de cette gestion et exploitation de la force de travail au niveau mondial réside dans la disjonction entre la valorisation du capital et la reproduction de la force de travail. Là où il y avait une localisation jointe (sur une aire nationale pour simplifier) des intérêts industriels, financiers et de la reproduction de la main-d'œuvre peut s'installer une disjonction entre valorisation du capital et reproduction de la force de travail. Les schémas de la reproduction élargie doivent être pensés mondialement. La mondialisation n'est pas une extension planétaire, mais une structure spécifique d'exploitation et de reproduction du rapport capitaliste.

## *Les acteurs*

Au premier abord, la lutte anti-CPE dont l'étalement sur trois mois est une donnée de base apparaît comme le fait de six acteurs :

\* La masse des salariés, favorable au retrait du CPE, mais ne participant à la lutte que comme «mouvement d'opinion» se manifestant par deux jours de grève, à une semaine d'intervalle, accompagnant les grands défilés syndicaux, il s'agit essentiellement des travailleurs du secteur public. Cette masse a toujours coïncidé avec sa représentation syndicale.

\* La masse des étudiants, favorable au seul retrait du CPE et opposé à l'attaque de la «valeur des diplômes», participant de façon épisodique aux AG et aux «grandes manifestations» et qui ne désirent pas autre chose que faire pression sur le gouvernement.

\* Les participants aux AG : une attitude de participation minimale, souvent on vote la reconduction de la grève et on rentre chez soi.

\* Les fractions actives : elles réalisent le blocage des facs (les blocages sont antérieurs à la grève) puis les blocages des voies de circulation, en elles sont recrutés les représentants aux *Coordinations Etudiantes*. Une partie non négligeable de ces fractions se sent de plus en plus coincée dans le carcan auto-limitatif des AG de fac et s'organisent (ou non) ailleurs, passent d'une fac à l'autre ou errent de manifs en actions et s'opposent au camp des «minorités responsables». Au long du

mouvement, le fossé se creuse de plus en plus entre l'ensemble de ces minoritaires et la masse des étudiants (motion de soutien aux émeutiers de novembre, élargissement de la revendication à l'ensemble de la loi «Egalité des chances», annulation du CNE, mouvement «ni CPE, ni CDI»), mais ils ne peuvent se passer de la légitimité que leur donne cette masse.

\* Les lycéens dont l'entrée dans le mouvement provoque, par leur nombre et par le caractère souvent violent et «incontrôlable» de leurs actions, un changement de dimension de celui-ci.

\* Des «indésirables» (regroupés sous l'appellation «jeunes de banlieues») qui s'auto-invitent *naturellement* dans le mouvement, souvent de façon violente et qui jouent un rôle de plus en plus important dans les manifestations tant dans l'affrontement avec les flics que dans l'agression d'étudiants et qui surtout sont, contre le point de départ du mouvement, l'existence physique de l'inanité de cette revendication et sa remise en cause.

### *Clivages, contradictions et dynamique du mouvement*

La composante étudiante de la fraction active du mouvement, si elle a multiplié les appels vers «les salariés», «les chômeurs» ou les «sans papiers», a tenu dans la réalité à conserver ses formes d'organisation sur son «lieu de travail» et, en fait de salariés, elle ne s'est liée occasionnellement qu'avec le personnel enseignant et non enseignant des universités. Pour les autres (salariés – souvent syndicalistes de SUD –, chômeurs, précaires ou sans papiers) un délégué de temps en temps à la tribune pour affirmer «les passerelles» virtuellement possibles entre des luttes qui ne feront que se côtoyer épisodiquement, et après une belle salve d'applaudissements chacun retourne dans son coin. L'auto-organisation des étudiants en tant qu'étudiants n'a été qu'un corporatisme qui a paralysé le mouvement. Les syndicats ne s'y tromperont pas, ils se garderont bien de dénoncer le «gauchisme» et «l'extrémisme» des *Coordinations Etudiantes*. La force d'inertie de la masse étudiante, le fonctionnement extrêmement lourd des débats et l'isolement catégoriel posé en principe se révélant des moyens d'autolimitation bien plus puissants que les méthodes de magouilles ou de calomnies classiques. Les syndicats étudiants abandonnent les AG aux «radicaux» en se réservant la représentation médiatique, les négociations avec le gouvernement et la diffusion omniprésente du discours limité au refus du seul CPE. Les AG se radicalisent en vase clos, les *Coordinations* se condamnent à produire des déclarations toujours plus déconnectées des pratiques réelles dans les facs, jamais les AG parisiennes (sauf celle de la «Sorbonne en exil») ne se poseront la question de ce qu'elles peuvent faire à partir de leurs propres forces. En province, les AG, à partir de leur propre force organiseront les «blocages de flux» et les «déménagements».

La nature du mouvement l'amenait à un conflit avec sa revendication initiale. La revendication initiale contenait la nécessité, pour la faire triompher, de l'élargir et de ne pas se cantonner au simple retrait du CPE, d'étendre la lutte à d'autres secteurs, ce qui aurait impliqué d'ouvrir les assemblées pour en faire des pôles de convergence et surtout de ne plus se considérer en tant qu'étudiants. Mais alors ce n'est pas le triomphe de la revendication, mais sa remise en cause qui était à l'arrivée. La minorité active était enfermée dans une contradiction : d'une part la nécessité de s'organiser sur SA fac pour garantir la pérennité des AG, d'autre part la nécessité contenue dans la revendication initiale de son élargissement au risque de sa disparition. Mais ce n'était pas que la minorité active qui était enfermée dans cette contradiction, c'est l'ensemble du mouvement. Cette contradiction reflétait toutes les coupures et les clivages du monde étudiant actuel en France et encore plus fondamentalement l'anomalie de départ de ce mouvement : ce qui fut objectivement un mouvement étudiant n'avait rien d'étudiant dans son sujet. Le CPE est un *contrat de travail*, non la énième réforme des universités et du *cursus* scolaire. En dehors du caractère objectivement général du mouvement de précarisation et de la nature de la revendication, la nécessité de cet élargissement existait de fait dans la situation des étudiants *eux-mêmes*. Dans les universités les plus combatives (qui correspondent aux filières offrant le moins de débouchés) l'immense majorité des étudiants sont salariés, souvent à temps partiel, beaucoup viennent de la banlieue, certains sont sans papiers...et tous ne s'expriment pourtant qu'en tant qu'étudiants. Si, individuellement, beaucoup des acteurs (actifs) portent des critiques qui sortent du cadre étudiant, la position collective exprimée nivelle cela au plus petit commun dénominateur. Dans la pratique la plus terre à terre, cela signifie que les facs «occupées» et «bloquées» le sont avec l'accord de l'administration, d'ailleurs ce n'est qu'une partie des locaux qui est concédée pour «l'occupation» et selon des modalités et des horaires négociés consensuellement avec elle (les amphithéâtres ne sont pas pris mais quelques uns sont accordés par le président, les piquets sont tenus sous le contrôle des

vigiles qui en règlent les modalités, les grévistes s'emploient à ce que soit respecté le règlement intérieur - parfois contrôle des cartes d'étudiants pour accéder à certains couloirs). Le fait est que le blocage ne s'est jamais fait contre la direction de la fac mais est toujours considéré comme une décision démocratique prise par l'AG représentative des étudiants à laquelle l'administration serait censée être obligé de se plier : les usagers de l'université (grévistes et non-grévistes, étudiants et profs, personnel et direction administrative) occupent démocratiquement leurs facs. En s'organisant en tant qu'étudiant, en reproduisant la séparation avec «les autres», on produit une identité commune fictive que vient sanctionner l'auto-organisation exemplaire du mouvement.

La frange active du mouvement oscille constamment entre d'une part l'identification à l'ensemble des exploités non comme simple déclamation mais sur la base objective qui fait du CPE une mesure entrant dans le cadre d'une précarisation généralisée (que beaucoup connaissent déjà) et, d'autre part, la défense d'une condition d'étudiant devant tout de même offrir quelques garanties supplémentaires par rapport au prolo *lambda*. Entre les deux, c'est toujours le second terme qui majoritairement l'emporte. C'est là la racine de cet ultadémocratie-bureaucratique qui sera l'outil (non la cause, mais sa forme d'apparition) empêchant toute liaison avec les lycéens de banlieue qui, à Paris, mènent au même moment et à quelques stations de RER de distance une lutte massive (plusieurs milliers extrêmement actifs qui développent leurs actions et leurs modes d'organisation de manière complètement parallèle). Les lycéens vivent au rythme local des manifs sauvages, caillassages, affrontement avec la police, blocages des voies de circulations, pillages de quelques supermarchés, sans que les étudiants parisiens n'en soient nullement informés. Quand le lycée se trouve dans les abords immédiats d'une fac, des actions coordonnées sont organisées, c'est-à-dire qu'il y a alliance, mais jamais fusion. Les quelques tentatives d'AG communes (Nanterre et Tolbiac) furent un véritable «bordel». Les lycéens étant incapables de se couler dans le moule ultrapolicé du mode d'organisation étudiant, il y fut mis un terme immédiatement

#### *Une dynamique contradictoire et un dilemme*

Cependant, dans toutes ces limites énoncées, il apparaît que la classification faite au début de ce texte ne correspond pas à des identités définies une fois pour toutes, ce sont des instances ou des moments du mouvement entre lesquelles les individus circulent, passant de l'une à l'autre et en assumant même parfois plusieurs à la fois. En effet, il n'y a pas plusieurs mouvements, mais un mouvement *unique* dont la différenciation fonctionnelle des acteurs est le fruit de sa dynamique conflictuelle et même contradictoire.

La lutte anti-CPE était un *grand mouvement revendicatif dont la dynamique consistait à se remettre en cause en tant que tel*.

Positivement, tout le monde sait ce qui, à terme, va sortir d'un retrait du CPE, au mieux, si les projets syndicaux triomphent ce sera une flexsécurité à la française. Qui en veut ? Certainement pas la majorité des étudiants, précaires, lycéens qui étaient dans la rue. En tant que mouvement revendicatif, cela est pourtant la seule issue. Issue que le mouvement ne peut pas se dire à lui-même. *Un mouvement revendicatif dont la satisfaction de la revendication est inacceptable pour lui-même en tant que mouvement revendicatif*. En tant que mouvement revendicatif, le mouvement des étudiants ne pouvait se comprendre lui-même qu'en devenant le mouvement général contre les conditions actuelles du marché du travail et de l'exploitation, c'est-à-dire un mouvement général contre la précarisation. Mais alors soit il se sabordait lui-même dans sa spécificité, soit il ne pouvait qu'être amené à se heurter plus ou moins violemment à tous ceux pour qui les émeutes de novembre 2005 (qu'ils y aient participé ou non) ont montré que la lutte contre la précarité passe par le refus de tout ce qui produit cette situation, de toute cette société et le refus de ce que l'on est soi-même, la volonté de ne plus continuer à être ce que l'on est. Faire aboutir la revendication par son élargissement, ce à quoi le mouvement ne pouvait que tendre pour se comprendre lui-même, sabotait la revendication.

Inversement, la généralisation du mouvement qui le conservait en tant que mouvement revendicatif dans sa revendication initiale était paradoxalement la condition de son étouffement. Malgré la manifestation du 18 mars, le «front de luttes» *n'échappait pas* aux syndicats, il leur était *étranger*, les syndicats n'étaient pas encore des représentants susceptibles d'être reconnus du mouvement, *ils devaient le devenir*. Ce fut le rôle des immenses manifestations et journées de grèves du 28 mars dont tout le monde, syndicats et gouvernement, souhaitaient la réussite. Seule une grande journée de grèves et de manifestations pouvaient placer les Confédérations en situation

de représentantes du mouvement lui ayant donné toute son ampleur. A partir de là tout ce qui pouvait se faire sans elles pouvait apparaître dans la tête de ses acteurs et dans sa réalité de mouvement revendicatif comme une décroissance, comme un recul.

Bernard Thibaut (secrétaire général de la CGT) pouvait déclarer en novembre : «On n'a pas vu de banderoles, de drapeaux syndicaux certes, mais il est bien question d'emploi, de moyens pour vivre et de dignité». Qui pouvait croire, pendant le mouvement anti-CPE, à la jonction avec les émeutiers de novembre sur la base d'un CDI pour tous ?

### *De novembre à mars*

Les émeutiers de novembre sont objectivement par leur situation et subjectivement par leur pratique la disparition du CDI pour tous et ils le savent. Que le mouvement anti-CPE le veuille ou non cette jonction est d'une part objectivement inscrite dans le code génétique du mouvement et, d'autre part, cette *nécessité* même de la jonction induit une contradiction toute aussi objective.

On peut considérer comme une évidence qu'aucune compréhension du mouvement anti-CPE n'est possible en dehors de l'ensemble formé par cette lutte et les émeutes de novembre. Au-delà de l'objet commun que représente le mouvement général de précarisation de la force de travail, la liaison entre les émeutes de novembre et la lutte anti-CPE fut consciemment vécue et pratiquée dans le mouvement anti-CPE. C'est précisément là le problème. Les classes moyennes ont vu l'ascenseur social se bloquer, les «exclus» savent qu'ils ne pourront jamais le prendre et on fait savoir en novembre que leur propre situation, dans tout ce qui la représente, leur est devenu insupportable et est une cible. L'élargissement du mouvement ne pouvait être le résultat d'une addition de situations, mais *leur rencontre conflictuelle*. En allant à son fondement, parfois malgré lui, le mouvement revendicatif rencontre, dans les «casseurs», son impasse comme mouvement revendicatif. La dynamique revendicative est alors rompue dans la généralisation du mouvement sur sa base propre, sur sa raison d'être, la généralisation devient un conflit à l'intérieur du mouvement. Par sa nature même, la lutte ne se généralise comme lutte revendicative qu'en se trouvant confrontée avec ceux qui n'ont aucun espoir à mettre dans la revendication de la lutte. Dans son propre processus de lutte revendicative, la lutte revendicative rencontre sa propre incohérence par rapport à sa revendication même.

Les jeunes de banlieues mais aussi les marginaux de tous les systèmes scolaires ne pouvaient qu'être là, mais leur seule présence était la manifestation physique (personnalisée) de l'inanité de la revendication du retrait du CPE. Une telle nature du rapport à l'intérieur du mouvement entre ses divers éléments ne prend pas la forme d'un long fleuve tranquille.

La reconnaissance d'une unité objective entre les émeutes de novembre et la lutte anti-CPE est un point de départ minimum. Cependant cette base objective commune donne des analyses divergentes si ce n'est franchement opposées. Pour les uns cela ne veut pas dire que les «deux bouts du bâton» (les «émeutiers» et les «étudiants») peuvent se rejoindre, bien au contraire, les différences d'origine sociale pour ne pas dire de classes entre les émeutiers de novembre et les opposants au CPE font que chacun demeure dans sa sphère et dans sa lutte (la coïncidence est renvoyée à un possible futur qui réunira les éléments aujourd'hui distincts). Pour d'autres, la base objective s'est manifestée comme unité d'action et de lutte, la lutte anti-CPE est devenue lutte contre toute forme de précarité et plus fondamentalement lutte contre le salariat en tant que lutte revendicative anti-CPE s'élargissant. Enfin, d'autres affirment que la rencontre a eu lieu car les acteurs ne sont pas très différents (pas de «classes dangereuses», «vrais prolétaires» d'un côté et «classes moyennes» de l'autre), mais ils remarquent que la rencontre ne fut que partielle du fait de «manques» dans la pratique des uns et des autres.

Toutes ces analyses se situent dans le cadre de la coïncidence soit pour dire qu'elle est inexistante, malgré la situation commune, soit pour dire qu'elle est quasi totale, soit pour dire qu'elle ne fut que partielle. Donc, on va juger le mouvement par rapport à la position du curseur sur l'axe de la coïncidence. Ce qui n'est pas pris en compte dans tous les cas de figures, c'est que l'unité objective est elle-même un problème et qu'en conséquence la coïncidence soit dans son absence, soit dans sa présence, soit dans sa partialité, ne peut être jugée par rapport à ce qui aurait pu ou dû être, mais comme un *antagonisme* qui n'a pas été massivement dépassé.

L'absence de coïncidence ne peut se limiter à la constatation d'une distance d'origines et de pratiques sociales, elle n'est pas un manque qui pourra se résorber, une solution de continuité à

combler par des «revendications plus générales» ou «l'entrée en lutte de l'ensemble de la classe ouvrière», elle est un conflit, une contradiction qui a traversée la lutte anti-CPE.

Ce qui échappe à toutes ces analyses c'est la dynamique *conflictuelle* de la lutte anti-CPE. *L'enjeu de l'élargissement revendicatif du mouvement était la remise en cause de la revendication, de sa pertinence même.* La simple présence *nécessaire* des émeutiers de novembre, ou la simple existence de ces émeutes trois mois auparavant, étaient l'existence physique de cette contradiction. La dynamique était contradictoire, une contradiction pouvant aller jusqu'à la violence entre les acteurs. Nous avons là un *écart (gap)* à l'intérieur de l'action en tant que classe entre n'exister que comme classe du capital et, par là même, se remettre en cause comme classe : une contradiction interne de l'action en tant que classe.

#### *Retour sur la dynamique contradictoire du mouvement et son expression*

Si l'on part de cette base objective commune qui est la restructuration de la gestion et de l'exploitation de la force de travail en France et à l'échelle mondiale et qui nous contraint à analyser conjointement les émeutes de novembre et la lutte anti-CPE, nous sommes amenés à envisager la lutte anti-CPE non seulement comme animée d'une dynamique, mais encore d'une *dynamique contradictoire*.

C'était là, la dynamique de ce mouvement et que la majorité des étudiants et scolaires s'y soit opposée n'y change rien mais souligne son côté conflictuel. Même minoritaire quantitativement, c'est paradoxalement de cette dynamique de dépassement du simple contenu revendicatif initial du retrait du CPE qu'est venue la satisfaction de la revendication. Sans le bouillonnement diffus et incontrôlable dans les collèges et lycées de la banlieue parisienne et son débordement sur les alentours (supermarchés, voies de communications), sans la jonction entre scolaires et jeunes prolétaires déscolarisés à Grenoble, Nantes, Rennes, Paris et dans une moindre mesure à Toulouse ou Marseille, sans les risques soulevés par des occupations comme celle de la Sorbonne ou de l'EHESS, sans l'ouverture réelle effectuée par les AG des facs de Nanterre ou Villetaneuse, sans l'ampleur prise en quelques jours par les blocages routiers et ferroviaires, sans les «cortèges improvisés» de parfois plusieurs milliers de personnes, il n'y aurait pas eu de retrait du CPE.

Quand le mouvement a commencé à prendre de l'ampleur à Paris, c'est-à-dire surtout après la manifestation du 7 mars, la dynamique contradictoire de ce mouvement est apparue dans l'auto-transformation, dans la lutte entamée, d'une grande partie de la fraction active de ce mouvement. La revendication anti-CPE rencontrait très vite, mais contre elle dans sa singularité, l'ensemble de la question de la précarité et de l'évolution du rapport salarial. Ceux qui demeuraient insatisfaits des formes stériles développées dans les AG étudiantes voulaient se donner le moyens de se rencontrer. Il ne s'agissait pas d'introduire dans le mouvement une dimension qu'il n'avait pas, encore moins de lui montrer la voie ou de servir de modèle, mais de mettre en pratique ce qui était déjà là dans le mouvement. Cette mise en pratique passait par l'occupation permanente d'un lieu.

La première occupation, celle de la Sorbonne fut tout à la fois un échec et un succès. Ce fut un échec car l'administration répondit à l'occupation par un blocus immédiat : on laissait quelques dizaines d'étudiants isolés s'attarder dans un amphithéâtre surveillé par les vigiles. Mais ce blocus fut dans les jours qui suivirent tourné par des centaines de manifestants, pas tous étudiants, qui entrèrent de force dans les bâtiments. La réaction fut immédiate, il était hors de question pour le gouvernement de laisser la Sorbonne être le point de ralliement que les occupants voulaient qu'elle soit. Le rectorat justifia explicitement l'expulsion par le fait que des non-étudiants avaient rejoint l'occupation. Ce fut un succès à cause du retentissement que cette occupation eut dans le mouvement, même si l'occupation de la Sorbonne n'avait absolument pas pour objectif premier d'être un acte «symbolique».

L'occupation de l'EHESS (Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales), permise par la complicité (apparente) avec un certain nombre d'étudiants de cette institution, succéda dans la foulée à celle de la Sorbonne. L'assemblée qui se réunit chacun des quatre soirs de l'occupation réunissait autour de quatre cents personnes (avec un fort renouvellement, c'est quelques milliers de personnes qui sont passées à l'EHESS soit pour les assemblées, soit en dehors). L'assemblée se tenait à 19 heures pour permettre aux gens qui travaillaient d'y participer et il y eut de fait une importante présence de jeunes précaires essentiellement de la restauration et autres intérimaires. N'étaient pas admis les opposants au mouvement et les observateurs (par définition les

journalistes). L'assemblée était plutôt un «forum» qu'une «instance souveraine» ou «décisionnelle». Une décision ne pouvait exister que parce qu'une partie des gens avait décidé de la rendre effective.

Il y eut cependant beaucoup de propositions et peu de réalisations. Elle posa la nécessité du dépassement du cadre étudiant du mouvement, elle appela, la première, à la généralisation du blocage des voies de circulation et organisa des actions dans ce sens, elle appela et organisa la «bifurcation» des manifestations qui réalisa même très partiellement la jonction avec les «éléments extérieurs», elle réalisa, au moment de la fin programmée du mouvement par la satisfaction de sa revendication, la brève occupation d'une Bourse du travail près de République affirmant dans le texte du moment «notre situation dans le capitalisme ne peut aller qu'en empirant» (4 avril 2006). *Dans la dynamique du mouvement, la grande mesure de l'assemblée d'occupation de l'EHESS ce fut sa propre existence.*

Ses limites furent celles du mouvement en général, parce que cette assemblée n'était pas une formation extérieure au mouvement, tout cela se confiait, se murmurait ou se disait de manière diffuse dans le mouvement. Son problème a été celui général du mouvement qui ne pouvait parvenir à son propre fondement que dans une conjonction encore aléatoire et constamment réversible entre, d'une part le refus de la précarité «particulière» du diplômé, d'autre part, le refus de la précarisation générale existante, *et, enfin, le refus de tout ce qui produit cette situation.* Disons le clairement : entre les étudiants refusant *comme étudiants* le marché du travail ; les travailleurs stagiaires et les lycéens conscients que les études supérieures soit leur sont inaccessibles soit, comme ils le voient par expérience dans leur famille, n'apportent pas la solution espérée, et les «émeutiers de novembre» qui n'étaient pas enfermés dans une particularité comme les rapports de police des «Renseignements généraux» l'ont montré ou les audiences des tribunaux.

Le mouvement est demeuré de fait un mouvement contre l'extension de la précarité formelle aux diplômés, mais, dans la situation actuelle du capitalisme il ne pouvait échapper à sa dynamique, tout comme l'expression pratique de celle-ci ne pouvait s'échapper de ce dont elle était seulement la dynamique et non le dépassement. Dès les débuts du mouvement, le 22 février, à Rennes, les étudiants les plus actifs dans le mouvement, ceux qui ont initié le blocage de la fac afin que soit « libéré le temps et l'énergie sans lesquels il n'y aurait pas de lutte », posent en principe : « Nous considérons que rejeter une réforme qui aggrave nos conditions de vie ne doit pas signifier la valorisation unilatérale de l'état de chose préexistant » (Rennes, *Tendance gréviste ni CPE / ni CDI*). « Ne nous leurrions pas : le CPE ne sera pas retiré si nous commençons à nous dire qu'il faudra peut-être reprendre les cours si le gouvernement ne cède pas très vite. Il ne sera retiré que si, partout, est reprise l'idée qu'il faudra la police pour nous faire plier, que nous n'accepterons pas que l'immobilisme et la lassitude de ceux qui restent spectateurs du mouvement décident pour nous » (*ibid*)

Ce sont aussi les étudiants qui votaient avec leur carte d'étudiants à la main qui ont participé à l'envahissement des gares, au blocage de dépôts de bus, aux barrages de pneus en flammes sur les axes routiers, à la construction de murets sur les autoroutes. Non seulement, même marginalement (une «marge» significative), la jonction a eu lieu, mais encore la violence n'est pas demeurée le fait de ses spécialistes, mais s'est diffusée parmi les tenants «ordinaires» de la lutte anti-CPE, même les spectateurs non-dispersés de ces affrontements les rendaient matériellement possibles par leur présence (la frontière entre les spectateurs et les acteurs étant souvent très mince). Tant et si bien qu'il fallait pour l'Etat, les syndicats et la police *recréer la différence*. Sarkozy donnait comme consigne aux flics de bien «distinguer les casseurs des bons manifestants», ce qui signifie que cela devenait difficile. La collaboration des SO syndicaux avec les forces de l'ordre n'est pas une pratique nouvelle, en revanche l'entreprise de communication des directions syndicales visant à afficher leur travail avec la police pour assurer la dispersion des manifestants et l'arrestation des «retardataires» est relativement nouveau. Il marque la limite dans laquelle se retrouve le syndicalisme : quand bien même le mouvement est revendicatif et les syndicats veulent négocier, l'identité du manifestant à lui-même comme individu-moyen-raisonnable-désirant-la-négociation n'est plus assurée. Importante, quoique minoritaire, la «jonction» a eu lieu, c'était la dynamique du mouvement, en quelque sorte inscrite dans son code génétique (la «base objective»), mais alors *cette dynamique n'a pas été un simple élargissement revendicatif, mais une remise en cause de la revendication...* qui seule a fait aboutir la revendication.



La violence indique le niveau atteint par le rapport de forces, crée une communauté de lutte, montre que l'on attaque pas des idées mais une société concrète qui est présente dans des bâtiments (attaque d'une ANPE à Rennes, saccage des locaux de l'UNI et de l'UNEF lors de l'occupation de la Sorbonne), des lieux, une configuration urbaine, qu'il s'agit d'un système qui n'est pas un monstre automatique se reproduisant par sa propre inertie. L'exploitation est une contrainte et il y a des institutions spécialisées de la contrainte. La violence est quelque chose qui à un moment s'impose, naît spontanément du mouvement, devient une de ses formes d'expression. Mais si, dans le cours du mouvement, la violence demeure en son sein une affaire de spécialistes *ou l'affaire d'une catégorie particulière*, sa mise en œuvre ou pire sa valorisation devient la représentation, le *spectacle* de ce dépassement. Elle devient étrangère à elle-même, étrangère à ses propres auteurs. Le mouvement anti-CPE s'est tenu avec difficulté sur cette ligne rouge car si dans la violence s'est exprimé la rupture nécessaire de sa dynamique de mouvement revendicatif, cette rupture a été le fruit d'une conjonction aléatoire, constamment réversible. La conjonction est non seulement conflictuelle, ce qui n'est pas grave, mais elle peut confirmer et entériner la conflictualité, la bloquer comme conflictualité interne : impasse du mouvement qui ne parvient pas lui-même, dans sa pratique, à se dépasser.

Que certains ne se soient pas reconnus dans le mouvement, c'est ce qui est apparu de manière *frappante* lors de la manifestation qui s'est achevée aux Invalides. Cette segmentation en groupes antagonistes ne peut être interprétée comme l'opposition entre les «jeunes de banlieues», qu'on les qualifie de «vrais prolétaires», de «classes dangereuses» ou de «lumpen-barbares» et les «étudiants des classes moyennes». D'un côté, les étudiants sont loin d'être un groupe homogène comme «classe moyenne» et encore moins les étudiants qui étaient dans l'action ; de l'autre l'identification par la casquette ou le capuchon et les Nike n'a jamais fourni la base d'aucun groupe social, ni celle de comportements unifiés. Il est important d'interpréter la segmentation comme étant celle d'un tout, le prolétariat, dont une des caractéristiques communes est justement d'être en permanence segmenté. La segmentation est telle que les catégories segmentées - que ce soit les «étudiants», les «jeunes de banlieue» ou même les «classes moyennes» - sont dépourvues des caractéristiques communes qui font qu'on pourrait les considérer comme classe (aucune partie ne possède en elle-même la qualité du tout). Il n'y a pas de catégorie «tout en bas» qui serait seule à même de recueillir la légitimité prolétarienne. La dynamique était contradictoire, une contradiction pouvant aller jusqu'à la violence entre les acteurs.

C'est fondamentalement, dans cette contradiction de la dynamique que se sont situées une multitude d'initiatives foisonnantes, on peut les repousser et les négliger comme minoritaires, comme le fait d'activistes, ou comme «paroles verbales». Cependant, bien que minoritaires cela dépassait et de loin les supposés activistes professionnels (qui, comme les «casseurs», ne sont pas des extra-terrestres), ensuite il n'existe aucun lien logique, théorique, historique, empirique entre la dynamique d'un mouvement et l'aspect minoritaire ou majoritaire de ceux qui à un moment donné l'ont exprimée. Dans la mesure où ces actions ne furent que la mise en pratique d'une dynamique et de nécessité apparues dans le mouvement, elles ne peuvent pas être qualifiées d'activisme. Elles ne peuvent l'être que dans la mesure où cette mise en pratique de la dynamique du mouvement s'est retrouvée comme étant une pratique *particulière* dans le mouvement qui vivait de la conflictualité de sa dynamique mais ne la dépassait pas.

### *Théorie*

Cette dynamique contradictoire du mouvement n'est pas un trait accidentel, spécifique de la lutte anti-CPE. Elle est la forme particulière d'un trait général des luttes actuelles. Dans la revendication qui, dans sa logique même, se retourne contre elle-même, nous reconnaissons la contradiction interne des luttes actuelles. Exister et lutter en tant que classe de ce mode de production, agir en tant que classe, c'est d'une part n'avoir pour horizon que le capital (maintenant, de ce que l'on est en tant que classe dans le mode de production capitaliste ne surgira aucune libération, ni affirmation, aucune prise du pouvoir par le prolétariat) ; c'est, d'autre part, dans la contradiction avec le capital qui est devenue le seul lieu pour le prolétariat de son existence comme classe ne comportant plus aucune confirmation pour lui-même, être en contradiction avec sa propre reproduction comme classe. C'est un conflit interne et général de l'action de classe actuelle qui génère dans la plupart des luttes un *écart* entre les pratiques qui les constituent. Agir en tant que classe comporte le fait qu'être une classe est une contrainte existant dans le capital, face à soi. Les

émeutes de novembre ont été une forme paroxystique (une totale extraversion en tant que reconnaissance de soi-même comme catégorie du mode de production capitaliste), la lutte anti-CPE a été une forme ordinaire des contradictions interne que cela implique

Dans de telles circonstances, l'autonomie ou l'auto-organisation du mouvement étudiant ne pouvaient être qu'une pratique appartenant aux limites du mouvement, le fixant dans son identité étudiante et revendicatrice. L'auto-organisation elle-même (les *Coordinations nationales*) a été traversée par cette contradiction. D'un côté, elle ne parvenait pas à exprimer la *réalité* du mouvement dans son ensemble, de l'autre, elle se déséquilibrait elle-même dans un constant appel à son propre élargissement. L'enjeu de l'élargissement était non seulement la remise en cause de la revendication initiale, mais de quelque chose à revendiquer. Dans le cas spécifique de cette lutte *contre la précarité*, un élargissement qui aurait été le refus de la précarisation générale de la force de travail ne pouvait trouver, par l'objet même de la lutte, dans l'existence de la force de travail rien d'autre que le capital. Qui va trouver dans l'affirmation libérée de la force de travail précarisée la base de la société future ? Se reconnaître comme classe, c'est poser sa propre existence de classe comme une contrainte extérieure existant dans la reproduction du capital. Se reconnaître comme n'existant comme classe que dans l'existence du capital peut donner lieu à toutes sortes d'organisation, mais ce sera le contraire exact de l'auto-organisation, c'est-à-dire de la classe, du sujet, se prenant elle-même comme objet de son affirmation.

Ce qu'annonce une dynamique contradictoire comme celle de la lutte anti-CPE, c'est que le prolétariat n'a plus, dans la reproduction du capital, de base pour se constituer en classe autonome, c'est inversement l'unification du prolétariat contre son existence en tant que classe, dans son abolition.

#### *Avis de recherche pour mouvement disparu*

Le retrait du CPE «obtenu» tout est «rentré dans l'ordre en un clin d'œil» (ou presque). La manif du 1<sup>er</sup> mai n'a même pas été un enterrement, mais une inexistence. Le mouvement, dans son cours même, montrait bien que le retrait ne serait pas vécu comme une victoire. Aucun discours démocrate radical n'est venu positiver la «victoire», le contenu de celle-ci, tout le monde le connaît : au mieux, la fameuse «flexsécurité» syndicale. La satisfaction de la revendication n'était pas satisfaisante, mais l'empilement des revendications n'était pas non plus la dynamique du mouvement.

Tout s'est arrêté.

Roland Simon (Théorie communiste)

# ANNEXE

Ce texte est issu d'Action contre le chômage, qui n'est pas une organisation politique. Son intérêt : défendre l'idée d'un revenu garanti, thème qui n'est pas abordé dans les textes précédents, et qui a le mérite de proposer une revendication qui s'adresse à tous salariés, chômeurs et étudiants. (*Ni patrie ni frontières*)

## Ni CPE, ni CDI Revenu garanti !

*« Le boulot y en a pas beaucoup. Faut le laisser à ceux qui aiment ça. ».* Coluche

daté du 3 avril 2006 par AC! Limoges

**« Ce n'est pas parce que les choses sont difficiles que nous n'osons pas. C'est parce que nous n'osons pas qu'elles semblent difficiles ».** Sénèque

Le traitement réservé aux précaires et à la jeunesse est révélateur des orientations néo-libérales qui gouvernent les politiques actuelles et de l'absence du politique au profit d'une certaine logique économique. Choisir de ramener ces questions (chômage, inégalités ...) à des problèmes concernant des populations particulières, ciblées et caractérisées, revient à éviter de s'interroger et d'analyser les transformations actuelles, leurs enjeux et leur caractère global. C'est aussi stigmatiser, disqualifier, marginaliser, diviser, exclure sous couvert d'aide et d'assistance, sans donner aux personnes les possibilités d'une véritable autonomie. La similitude avec les politiques à l'égard des pays du Tiers-Monde est éloquente. Cette précarisation n'a cessé de se développer et de toucher toujours plus de personnes :

- par la multiplication des contrats précaires
- par le développement du sous-emploi
- par l'augmentation constante de travailleurs pauvres parfois SDF
- par le projet avoué de destruction des solidarités sociales (retraites, chômage, formation...)
- par une recodification du droit du travail et un plan dit de « modernisation » de l'inspection du travail, qui achèvera de démanteler un code protecteur pour les salariés
- par la prédominance d'une logique imposée par l'actionnariat centrée sur le profit et la recherche constante d'une réduction des coûts, à commencer par les salaires. Aujourd'hui, le plein emploi est mort. Toujours plus de jeunes, toujours plus diplômés viennent rejoindre les rangs des précaires entre stages, CDD et chômage. Faute de garanties sociales suffisantes, ils constituent de fait un gigantesque vivier de main d'œuvre disponible où puisent à volonté les employeurs. Une force de travail pas toujours en mesure de refuser de passer par les CAE, les contrats d'avenir, les stages gratuits, les emplois sous-payés ou inintéressants, sans rapport avec leur qualification ou leurs désirs. Il faut le redire même si c'est l'évidence : c'est le patronat qui crée le chômage de masse en refusant la diminution du temps de travail de tous. C'est le patronat qui entretient le chômage de masse pour s'assurer une main d'œuvre docile et bon marché, tout en agitant le mythe du plein emploi.

## **Abolir toute exploitation et le travail comme activité séparée de la vie**

Cette précarisation ne doit pas nous conduire à idéaliser le travail et nous faire oublier la tendance séculaire à la diminution du temps de travail et de sa pénibilité qui est au fondement du progrès social. Le discours du patronat et du gouvernement vise à déconsidérer cette idée juste selon laquelle les travailleurs doivent pouvoir travailler moins longtemps au fur et à mesure des progrès techniques parce qu'elle signifie une amélioration de la situation des salariés relativement aux propriétaires du capital. Le patronat a donc très bien compris que s'il concédait une baisse du temps de travail sans pouvoir baisser les salaires ni intensifier le travail, les salariés gagneraient sur tous les tableaux : plus de temps libre, moins de chômage et meilleur partage des revenus. Il exerce donc une pression énorme pour que les derniers vestiges de la loi des 35 heures soient anéantis. Le gouvernement lui a déjà donné satisfaction sur plusieurs points : le recours possible aux heures supplémentaires est passé de 130h à 180h/an. Les petites et moyennes entreprises auxquelles la loi avait accordé un délai pour passer aux 35 heures n'y passeront pas, laissant ainsi environ 7 millions de salariés à l'écart de la mesure. Et pendant ce temps, le chômage a repris sa marche en avant inexorable. Comment justifier alors aux yeux de l'opinion une telle absurdité ? En ressortant une vieille lune idéologique : « Les Français ne travaillent pas assez. » Et l'on entend un concert de déclarations appelant à « réhabiliter le travail » ou à « réhabiliter la valeur travail ». S'agirait-il de redonner aux travailleurs une dignité mise à mal par 25 ans de précarité, de chômage et de politiques d'austérité ? Non, il s'agit de forcer les chômeurs à accepter n'importe quel travail précaire et les salariés ayant un emploi à baisser la tête devant la précarisation de celui-ci. Ce que le gouvernement se propose de faire, en somme, c'est non seulement d'étendre la tyrannie du travail, déjà dévastatrice, mais, en augmentant encore sa rareté, d'en faire un luxe, que tout le monde s'arrachera - puisqu'il faudra bien survivre.

### **Ne soyons pas dupes ! Ni CPE ni CNE ni CDI !**

Nous ne braderons pas les progrès acquis, le savoir, la connaissance et le développement humain au profit d'une idéologie productiviste insoutenable et dépassée qui n'a cessé de détruire notre environnement social, culturel, géographique et naturel ! Une grande refondation sociale est urgente. Nous ne pouvons plus faire aujourd'hui l'économie d'une réflexion sur la richesse alors qu'émergent de nouvelles questions (lien social, protections sociales, socialisation, production de soi, éducation, formation tout au long de la vie, risques environnementaux...). Nous voulons pouvoir vivre, nous loger, nous déplacer, nous cultiver, nous distraire, sans être soumis au contingentement des aumônes que nous concèdent les services sociaux ou avoir à dépendre d'organismes caritatifs. Assistance aléatoire et charité sont non seulement insupportables mais aussi parfaitement inefficaces pour faire reculer la misère. La question du chômage et de la précarité n'est pas tant économique que sociale et politique. Non seulement ces choix politiques au service de la croissance détruisent des individus et des vies mais la violence qu'ils entraînent impliquent des charges croissantes pour la collectivité (destruction du lien social, dé-socialisation, violences...). Nous revendiquons l'instauration d'un revenu garanti. Il représente avant tout cette exigence de pouvoir tout simplement vivre, dignement, de quitter ce cercle vicieux de dépendance/impuissance-asservissement-humiliation dans une société qui valorise l'autonomie de l'individu et oblige l'individu à s'inventer.

### **Echapper au contrôle et à la contrainte**

Mais il s'agit de le faire comme nous l'entendons, sans subir l'infantilisation permanente d'un contrôle social. Seul un revenu au moins égal au SMIC peut nous permettre de résister à cette gestion organisée de la misère. Refuser la pauvreté ne suffit pas, il faudrait savoir s'attaquer aux formes concrètes au travers desquelles se déploie son organisation. Si la disponibilité sur le marché du travail est constitutive de notre qualification, celle-ci ne doit pas rester sans contrepartie. En tant que précaires, nous sommes les salariés qui mettent en oeuvre cette disponibilité. Revendiquer d'être payés pour ce que nous faisons, voilà le préalable à la construction et à la généralisation d'une fierté collective qui puisse s'opposer à la culpabilisation et à la soumission que produisent les rapports sociaux dominants. Revendiquer un revenu, c'est commencer à proposer une perspective d'émancipation du salariat. L'interdiction du RMI aux jeunes de moins de 25 ans sert à maintenir cette population dans une situation d'infériorité. A l'image, pour ainsi dire, des sans papiers, dont les droits sont déniés pour les mêmes raisons. Ils jeunes constituent une main

d'œuvre extrêmement disponible et flexible. Il s'agit là d'une véritable « éducation à la précarité » dont les premiers moments ont lieu dans le système scolaire. L'organisation de trajectoires de soumission débute en effet, comme nous le rappelle le mouvement lycéen, dès le passage par le système scolaire (sélection, concurrence, hiérarchie, pénurie, stages). Si les travailleurs précaires revendiquent un revenu c'est comme contrepartie à une contribution productive qui n'est pas reconnue. Nous voulons une part de la richesse sociale que nous produisons (travail gratuit, bénévolat, services rendus...). Nous voulons arracher les moyens de développer des activités infiniment plus enrichissantes que ce à quoi on nous contraint. Le revenu garanti comme salaire social, est un investissement productif, le moyen d'aller vers un autre type de développement qui passe nécessairement par une remise en cause du rôle central de l'emploi salarié. Échapper collectivement au contrôle et à la contrainte qui règlent nos vies, c'est tout simplement commencer à libérer les facultés d'inventer et d'agir de chacun. Si nous revendiquons le droit à un revenu garanti, c'est parce que nous contribuons tous d'une manière ou d'une autre - ou que nous pourrions le faire si justement nous en avons les moyens - à la production de richesses sociales. C'est parce que son instauration est pour nous une condition du développement de la richesse produite socialement, un investissement collectif nécessaire. L'enjeu du mouvement actuel est bien la résistance à la précarisation de nos vies et la refondation des solidarités sociales mais tout autant la contestation d'une démocratie procédurale qui se résume à la formule : vote, travaille et tais-toi !

# Les « lascars » : casseurs de manif ou révoltés ?

*Nous avons déjà abordé de ce problème dans un article précédent (« Suceurs de lepénistes, chauvins antiracistes et gauchistes confus : un débat sans intérêt ») donc nous ne reviendrons pas sur cette question. Il nous semble néanmoins que les auteurs des différents textes ci-dessous, quel que soit leur point de vue, se focalisent trop sur les quelques centaines de « lascars » casseurs de manif et autres « dépouilleurs », et oublient l'essentiel : les dizaines de milliers de jeunes des quartiers populaires qui ont manifesté DANS les cortèges. Mais sans doute est-ce lié à leur sentiment de culpabilité de « Blancs » vis-à-vis des « non-Blancs » (pour reprendre les termes détestables employés par les Indigènes de la République), culpabilité qu'entretiennent le Mouvement des Indigènes, le CRAN et toutes sortes de courants ou d'associations multiculturelles du MRAP à la mouvance altermondialiste. Tant que l'on ne traitera pas les questions sociales (y compris celles des discriminations racistes) en partant d'un point de vue de classe, en se concentrant sur l'opposition fondamentale entre Capital et Travail, on tombera - volontairement ou non - dans ce genre de piège. (Ni patrie ni frontières)*

# Les « casseurs de banlieue » et le « mouvement étudiant »

*Tabou, névrose... ou extension nécessaire du domaine des revendications*

Texte rédigé par un groupe d'étudiants de la Sorbonne, et adopté en Assemblée générale (Texte extrait du site <http://infokiosques.net>).

Pour nombre d'entre nous, la journée du 23 mars a constitué un tournant ; la confrontation avec les jeunes des banlieues a été un moment de prise de conscience douloureux, elle nous a montré que notre lutte n'était pas aussi simple, ou isolée, qu'elle en avait l'air (les bons, nous, contre les méchants, le gouvernement). Un troisième terme s'invitait à la fête.

La question ne nous paraît pas se résorber par le seul renforcement, nécessaire, du service d'ordre. Et le vote du vendredi 24 : « L'AG de la Sorbonne ne se prononce pas sur la question » nous paraît autruche : non seulement lâche, mais hypocrite. Ne pas se prononcer, c'est en faire un sujet tabou : on renforce le SO, et on continue à regarder devant nous (le gouvernement) en feignant d'ignorer ce qui déboule par derrière et les côtés (la banlieue). Belle névrose en perspective.

Il ne s'agit pas de faire de l'angélisme et de nier les vols et les agressions physiques perpétrés par ces jeunes à l'encontre de plusieurs d'entre nous. Ces agressions, nous les condamnons catégoriquement ; et nous avons le devoir de nous en défendre. Mais il nous paraît impossible de rejeter ces jeunes sous le nom de « voyous », tout en continuant à afficher une solidarité de façade à l'égard du « mouvement des banlieues » de novembre dernier. Il serait trop facile de voir en eux un mouvement social, posant des problèmes de fond, tant qu'ils restent en banlieue et brûlent là-bas des voitures ; pour ensuite n'y voir plus que des « voyous » quand ils viennent dans Paris et qu'ils s'en prennent à nous, étudiants et manifestants.

Nous devons nous défendre contre les agressions qu'ils commettent contre nous ; mais il nous paraît décisif de considérer par ailleurs que nous n'avons pas à juger leurs modes d'action : les casseurs sont fréquemment hués par les manifestants étudiants, dès qu'ils s'en prennent à un ariabus ou une voiture. Nous, étudiants au Quartier latin, parce que nous ne subissons pas la violence exercée quotidiennement sur ces jeunes, ne saurions être en mesure de leur donner des leçons de civisme et de responsabilité. La violence de ces jeunes répond à une violence d'Etat. Pour condamner celle-là, il nous faudrait taire celle-ci. Or il est grand temps au contraire de la faire apparaître au grand jour.

Il nous faut donc refuser catégoriquement la posture qui consiste à condamner les actes venus de la banlieue en les opposant à un mouvement étudiant qui serait, lui, « civilisé », « non violent », « responsable ». Cette posture est un piège : elle est exactement ce que le gouvernement attend de nous ; car elle légitime et renforce la posture qui est la sienne à l'égard des émeutes de banlieue : une posture policière (surveillance, contrôle, répression).

La manifestation de jeudi a jeté le trouble dans l'esprit de beaucoup d'entre nous. Cependant,

1) notre détermination à obtenir le retrait du CNE et de la Loi sur l'Égalité des chances n'a pas faibli.

Nous continuons la lutte en ce sens avec autant de détermination.

2) mais nous prenons conscience que notre mouvement ne saurait se poursuivre sans prendre en considération (et ce, de façon également prioritaire) le désarroi des banlieues ; ni sans tisser de liens avec elles.

La rencontre conflictuelle de deux jeunesses dans les rues de Paris jeudi était un constat amer : enfin, la réalité de la colère de novembre nous éclatait à la figure. Nous, étudiants de la Sorbonne, reconnaissons n'avoir pas su prendre la mesure du mouvement des banlieues : comment avons-nous pu laisser passer le mois de novembre sans une fois organiser, sous quelque forme que ce soit, la manifestation de notre soutien ? En mars, notre silence de novembre retentit amèrement.

Il est inacceptable que le mouvement étudiant, par crainte de discrédit auprès des médias et de l'opinion, en vienne à se désolidariser des jeunes de banlieue et s'autorise à condamner leur violence. Car c'est adopter le même ton, poli, que le gouvernement : c'est ne pas voir que ce discours d'anti-violence polie tait

et cache la violence véritable, exercée au quotidien sur ces jeunes (contrôles policiers, discriminations à l'emploi, au logement, etc.). Si nous adoptons ce discours, nous nous plaçons du côté du gouvernement ; et contre eux.

Gagner sur le CPE sans avoir obtenu quoi que ce soit pour la banlieue, ni su établir aucun lien avec elle, ne serait plus pour nous qu'une victoire amère. Nous ne saurons oublier que, ce 23 mars 2006, dans les rues de Paris, deux jeunes femmes se sont regardées de travers, échangeant des regards pleins d'incompréhension, de méfiance, de désarroi, de honte, de haine ; deux jeunes femmes devenues étrangères l'une à l'autre. Ce divorce est le fruit de politiques, menées depuis nombre d'années, qui nous apparaissent aujourd'hui dans leur violence criminelle. Ce sont ces politiques que tous, depuis la banlieue comme depuis Paris, devons combattre.

Sur cette fameuse question de la violence, qui divise les AG de France, il serait bon de ne pas se tromper de cible. La ligne de partage que cherchent à imposer le gouvernement, les médias, l'opinion (entre les bons étudiants non-violents et les méchants casseurs) est un piège redoutable. **Elle permet que soit laissé dans l'ombre un terrible détail : la violence exercée sur ces jeunes par l'État, au quotidien. Commençons par condamner cette violence, haut et fort, et prenons clairement position contre elle, avant de nous scandaliser benoîtement devant celle qui y répond.**

Des étudiants de la Sorbonne



# Quelques éléments d'analyse sur les «lascars»

(Contribution anonyme extraite du site de la CNT de l'Education et de son quotidien Classes en lutte pendant le mouvement)

Les groupes de jeunes responsables de la plupart des violences de la manifestation parisienne du 23 mars (y compris des violences à l'encontre des autres manifestants) ont fait couler beaucoup d'encre et ont suscité de nombreuses réactions et analyses souvent erronées.

La terminaison elle-même utilisée pour les désigner n'est pas très claire... «Jeunes des banlieues»? Les banlieues, c'est aussi Neuilly ou Clamart, et tous les jeunes des banlieues populaires ne se reconnaissent pas forcément dans ces bandes. «Jeunes issus de l'immigration» (comprendre : de l'immigration africaine)? Ce serait ne pas prendre en compte la diversité des origines des jeunes de ces «quartiers sensibles» : issus de l'immigration pour certains, d'autres sont des immigrés de troisième ou de quatrième génération, d'autres encore issus des dom-tom, d'autres encore des «français de souche». La fameuse France black-blanc-beur, ce sont eux aussi. «Casseurs»? Le terme vague s'applique également aux manifestants politisés qui comptent utiliser la violence comme une arme politique dans un cadre revendicatif. «Racaille»? Le terme sent fortement le mépris sarkozien, même s'il est parfois revendiqué. Faute de mieux, le terme de lascars sera préféré aux autres dans la suite de cet article.

## **Une affirmation du pouvoir collective...**

La violence des lascars ne peut se comprendre que comme l'affirmation violente d'un pouvoir collectif. Les bandes, qui se constituent dans les quartiers «sensibles», sur une base affinitaire, sont constitués principalement de jeunes subissant de nombreuses exclusions sociales, géographiques, scolaires etc. Le regroupement en bandes violentes est un moyen d'exister, d'acquiescer une forme de statut dans le quartier. L'expression de cette violence se fera avant tout contre tous ceux qui se déclarent «adversaires» de la bande : police, voisins excédés... La force des lascars viendra principalement de leur nombre et de leur capacité à agir ensemble, de leur «solidarité» -entre eux uniquement-, avec son corollaire de loi du silence et d'obligation à suivre le groupe. Malgré des rivalités de clocher, parfois entretenues par des luttes d'intérêts pour le contrôle de l'économie parallèle (trafics divers), les bandes de lascars se reconnaissent une identité commune, faite à la fois de signes extérieurs (musique rap, style vestimentaire...) et d'une expérience sociale et géographique de l'exclusion. L'impossibilité de la Police à réprimer ces bandes, la peur qu'ils inspirent désormais bien au-delà des limites de leur quartier et l'occasion fournie, principalement à l'occasion de manifestations lycéennes, de se concentrer en grands groupes leur permettent de mesurer un pouvoir collectif de grande ampleur : un groupe social autonome et violent, capable de tenir tête à l'Etat et à la police, capable de semer la terreur. Isolé et cherchant à s'intégrer, le lascar est source de mépris. En groupe et soutenu par une pratique violente, il devient source de peur pour tous ceux qu'il croise, capable de faire trembler des gouvernements et reculer les brigades de CRS. Par certains côtés, la formation de groupes autonomes capables d'un pouvoir collectif à même de dépasser les capacités des forces répressives n'est pas sans rappeler la constitution historique du prolétariat en force potentiellement révolutionnaire. Avec cependant une différence de taille.

## **... sans perspective positive.**

Là où la violence du prolétariat des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles se construisait dans la perspective d'une lutte contre le patronat centrée sur l'usine, où, pour les plus avancés, d'une lutte contre l'Etat dans la perspective d'une conquête collective des moyens de production (collectivisation des usines, de la terre), la violence des lascars ne s'est pas construite de débouchés. Le terrain d'origine de la violence n'est plus l'usine, le lieu de travail, mais le lieu de vie, où la violence va s'exercer avant tout contre le voisinage direct. L'affirmation violente ne se développe plus dans le contexte de luttes sociales contre l'exploitation capitaliste, mais se suffit à elle-même. En tant que groupe désireux de démontrer sa puissance, les lascars finissent par s'en prendre à un adversaire de taille : l'Etat. L'Etat n'est pas visé en tant que défenseur de la bourgeoisie, mais plus en tant que puissance rivale. La violence anti-étatique des lascars ne va pas se limiter

à des actions contre la Police, mais va viser tous les aspects de l'Etat, y compris des services publics vitaux que celui-ci maintient : pompiers, écoles, transports publics, centres socio-culturels... La plupart du temps, ces attaques pénalisent avant tout l'ensemble de la population du quartier, et renforce un peu plus l'exclusion sociale et géographique. Les lascars ne sont porteurs d'aucun projet positif. Seules quelques vagues revendications pour «la justice en banlieue», contre le racisme et contre l'arbitraire policier émergent, mais sans réel débouché possible. Idéologiquement, les griefs contre l'état font partie d'un ensemble idéologique des plus confus, dont le sexisme (ces bandes son principalement masculines même si quelques filles peuvent les suivre sans réellement participer aux violences), l'homophobie et le consumérisme (voir l'importance des marques dans la tenue vestimentaire) sont les caractères les plus saillants. Du racisme peut parfois venir compléter la panoplie, mais le trait principal restera le mépris de ceux qui ne partagent pas leur mode de fonctionnement. Le rejet général des discours politiques, de gauche comme de droite s'accompagne assez souvent d'un manque général de culture politique et syndicale. Si la haine des Sarkozy semble bien ancrée, il ne semble pas que les autres politiciens trouvent grâce à leurs yeux.

### **Des S.A. en baggy ?**

Certains voudraient voir dans les lascars des fascistes et font un parallèle avec les S.A. du parti nazi dans les années 20 et 30, spécialisés dans les violences délibérées contre le mouvement ouvrier. Mais la violence des lascars ne s'exprime contre les mouvements sociaux que de façon sporadique. Dans les cortèges syndicaux ou étudiants, les lascars tentent avant tout de s'en prendre à des cibles isolées (ou identifiées comme telles) plus qu'à terroriser volontairement l'ensemble des cortèges en tant que tel. Tant qu'ils se déplacent par petits groupes, ils ne cherchent pas l'affrontement direct avec les SO des cortèges syndicaux. Leur attitudes est plutôt une indifférence totale envers le mouvement syndical, qui peut se muer en agressivité dans le cas où ils vont chercher à prouver leur supériorité avérée. Quand, comme ce fut le cas Jeudi dernier à Paris, ils se retrouvent regroupés à plusieurs centaines (entre 1000 et 1200 personnes selon la Police) sur la place des Invalides, tout autre groupe constitués devenait une cible potentielle. La comparaison avec les SA tombe à plat, même si la présence de lascars s'en prenant aux manifestants est indéniablement un facteur de démobilisation à même de faire reculer des mobilisations par la peur.

### **Manipulés par la police ? Par l'extrême droite ?**

De par la violence qu'ils exercent contre les manifestants et de par les effets de la peur sur la mobilisation, la présence de ces bandes semblerait bien arranger le pouvoir. Certains en tirent la conclusion, un peu hâtive et digne d'une bonne théorie du complot, que ceux qui s'en prennent aux manifestants seraient payés ou manipulés par la Police. La théorie ouvre l'avantage de se ménager à bon compte l'illusion d'une unité de pensée entre les manifestants de gauche ou d'extrême gauche et les lascars. Malheureusement, suite aux manœuvres policières, ces derniers en arriveraient à jouer «contre leur camp» et à faire la sale besogne à la place des CRS. L'observation du fonctionnement des bandes et de leur violence quasi quotidienne, condition et vecteur de leur affirmation, laisse penser qu'ils n'ont nul besoin d'être payés ou incités pour venir démontrer leur puissance sur n'importe quelle cible. Le comportement des policiers en civil parmi ces lascars semble plutôt se limiter à la prise d'indices, où à la défense de personnes en train de se faire lyncher. La violence des bandes envers les personnes soupçonnées d'être des policiers en civils n'accrédite pas non plus la thèse du complot.

### **Une avant-garde révolutionnaire ?**

En tant que mouvement collectif autonome, violent et anti-état, lié (parfois pour le pire) organiquement au sous-prolétariat et au prolétariat des cités de banlieues populaires, les lascars sont ce que le mouvement révolutionnaire voudrait être, et ce qu'il devrait être s'il espère un jour faire du mot d'ordre de révolution autre chose qu'un vain slogan relique d'un passé plus glorieux. Du coup, certains gauchistes fantasment et idéalisent les bandes de banlieues, et veulent calquer artificiellement sur elles leurs propres conscience politique. Les lascars s'attaquent-ils aux étudiants parce qu'ils reconnaissent en eux leurs futurs cadres ? Malheureusement, ils s'attaquent surtout à ceux qu'ils reconnaissent comme des victimes sans défense. Un cadre qui s'assume sera d'ailleurs plus respecté qu'un jeune petit-bourgeois au look de baba-cool ou de punk. En attaquant les magasins, en volant les portables dernier cri, s'attaquent-ils à la marchandise ou à la société de consommation ? Bien sûr que non, ils profitent de la situation pour un petit larcin et mieux participer au cycle de la consommation. Le niveau de conscience politique général des lascars est très bas. La solidarité de groupe dont ils font preuve les conduit souvent à suivre le pire d'entre eux. Un membre de la bande est pris à partie après un vol ? C'est toute la bande qui attaquera celui ou celle qui s'oppose. Un

membre de la bande commence à casser la boutique d'un traiteur ? L'instinct grégaire aura fait d'y attirer des dizaines de suivistes. Sans conscience politique et avec une violence s'exprimant sans but au-delà d'une affirmation de pouvoir, on est bien loin de l'utilisation de la violence telle qu'elle a pu apparaître au sein des luttes ouvrières. Il ne faut pas pour autant penser que tous les lascars sont des crétins finis. L'acculturation et l'échec scolaire laissent des traces, bien sûr, et le comportement collectif fait parfois plus penser à celui d'une horde de hyènes qu'au résultat d'une organisation humaine. Mais les membres de ces bandes sont aussi capables de réflexions, avec la conscience que leur force inquiète l'Etat. Certains lascars revendiquent consciemment de lancer ainsi un défi aux responsables de la situation sociale actuelle. La conscience de créer un rapport de force réel avec l'Etat peut aussi aider à faire accepter et à se solidariser des actions lâches et crapuleuses d'une partie des lascars. Notons que le patronat ne fait pas pour eux partie des ennemis identifiés.

### **Dans la manif du 23 mars à Paris**

Dès le début de la manifestation parisienne, des petits groupes de 10 à 30 lascars sillonnaient les cortèges, principalement les cortèges lycéens et étudiants moins organisés. Au menu, un peu de fauche, quelques bagarres sporadiques entre bandes ou contre ceux qui s'opposent à un vol, un peu de casse. Les groupes de lascars, très mobiles, se rendent en tête et y forment une sorte de pré-cortège de plusieurs centaines de personnes. Des heurts commencent avec le SO de tête de cortège, qui a sorti les matraques pour l'occasion. La plupart des cortèges décident de se dissoudre peu après Montparnasse plutôt que de poursuivre jusqu'aux Invalides, où c'est pratiquement un millier de lascars qui tournent dans une atmosphère d'extrême violence, s'en prenant aux personnes isolées, aux policiers en civil ou aux cortèges de manifestants qui ont eu l'imprudence de trop s'avancer. Le cortège de la CNT sera ainsi lui-même pris à partie et forcé de se replier rapidement sous les projectiles (cailloux, bouteilles de verre) et la charge de plusieurs centaines de jeunes hostiles. La plupart des blessés dans les rangs des manifestants ce jour-là (dont deux hospitalisations) auront été le fait des bandes.

#### **Les lascars et nous...**

La présence des bandes dans les mouvements sociaux (en particulier dans les mouvements de jeunesse) avec la violence qu'ils y expriment pose un problème concret et immédiat pour la sécurité des cortèges, au moins en région parisienne. L'espoir de faire appel à leur conscience, ou de propager chez eux une conscience politique semble bien lointain dans la situation actuelle : pour les lascars qui sont en permanence dans le rapport de force réel, les généraux sans armées des organisations d'extrême gauche ou libertaires manquent sérieusement de crédibilité et le maillage militant dans les cités «à problème» est loin d'être suffisant. L'extrême droite religieuse islamiste elle-même, qui possède un réseau militant bien plus à même de toucher les lascars n'a jusqu'ici pas encore réussi à structurer et à utiliser les lascars. Si une telle fusion devait s'effectuer, le terme de SA en baggy ne serait alors plus vraiment usurpé... Le rapport entre cortèges de manifestants et bande dépend aussi d'un rapport de force concret. Là où militants violents et lascars sont en nombre comparables, on a plutôt vu les bandes s'allier aux manifestants les plus déterminés dans les affrontements avec la police à Rennes, ou lors des affrontements de la place de la Nation le 18 mars : ce fut le cas lors des manifestations de la semaine dernière ) Les agressions envers les manifestants n'ont alors pratiquement pas eu cours. L'espoir d'une politisation des lascars passe-t-il par là ? Quoi qu'il en soit dans des situations identiques à celles de la manifestation parisienne du 23 mars ou les bandes sont présentes en grand nombre et s'en prennent aux manifestants, nous devons nous préparer. Si nous ne sommes pas capables d'assurer la sécurité des manifestants et des cortèges, c'est le danger d'un recul du mouvement qui s'annonce. L'organisation de SO capables d'écarter les dangers des petites bandes et d'anticiper les risques liés à la constitution de groupes de plusieurs centaines de lascars en organisant une dispersion en bon ordre est essentiel. La tentation d'un affrontement direct est à proscrire, comme la collaboration avec la Police, qui conduira à long terme à une identification totale mouvement social-mouvement syndical-flics, qui conduira les bandes à s'organiser sciemment dans le but de casser des cortèges, et rendra plus difficile encore l'espoir d'une prise de conscience d'identité d'intérêts entre les lascars et le mouvement social. Ni ennemis, ni adversaires, ni alliés, les lascars constituent à l'heure actuelle, là où ils se dissocient des manifestants, une risque et un danger dont le mouvement social doit être capable de se prémunir. Plus qu'une chasse aux jeunes, une présence dissuasive peut avoir son efficacité. La politique délibérée des grosses centrales syndicales, qui ont décidé de ne pas agir la semaine dernière et de laisser les étudiants et lycéens seuls en lutte n'est pas pour rien dans le visage parfois inquiétant qu'a pris le mouvement.

**Claude Guillon**

# **Sur quelques récents publicitaires de la démocratie parlementaire**

**(Extrait du site de Claude Guillon)**

J'avais, comme nombre de militant(e)s, été éccœuré en lisant sous la plume d'anciens libertaires, diffuseurs en 1990 du tract « Ce casseur qui nous ressemble », des lamentations sur l'inefficacité des CRS et un appel à une « Commission d'enquête parlementaire », propos qui les auraient fait dégueuler quinze ans plus tôt (précisons qu'ils étaient déjà adultes et « parents d'élèves »). Contrairement à ce qu'ils prétendent aujourd'hui, lorsqu'on écrit dans un même article... « Nous qui avons fait nos premiers pas dans les luttes sociales à la fin des années soixante-dix sommes bien placés pour savoir que la jeunesse a besoin d'affirmer son autonomie politique et que les lycéens n'ont pas les moyens de s'auto-organiser efficacement pour affronter cette violence, sauf à se transformer eux-mêmes en milices d'autodéfense, ce que nous ne pouvons leur souhaiter. [...] » et encore : « Ces violences n'auraient pu avoir lieu sans la complicité passive des forces de l'ordre, qui ont assisté aux scènes de lynchage, souvent à quelques mètres, sans intervenir. Tout indique que le gouvernement a laissé faire, dans le but de briser la mobilisation lycéenne, au risque de nombreux dégâts collatéraux. » ...On laisse bien entendre qu'une intervention des CRS aurait été légitime d'une part et efficace d'autre part. Naïveté de la part de jeunes (hier et aujourd'hui), c'est un mensonge délibéré de la part de militants qui ont l'expérience des violences de rues. Les CRS auraient évidemment cogné dans le tas, arrêtant ceux qui courent le moins vite, comme d'habitude, comme durant les émeutes de novembre, comme lors des dernières manif et émeutes autour de la Sorbonne. Frédéric Goldbronn écrit aujourd'hui dans un mail à Adrien (sur la liste du Collectif de soutien aux victimes de la répression du mouvement lycéen) : « Si je dénonce la complicité de la police avec les bandes, je ne compte évidemment pas sur elle pour protéger les prochaines manifestations, mais plutôt sur les bons vieux SO (bien équipés et organisés si possible) des lycéens, étudiants et salariés. » Goldbronn était de ceux qui s'affrontaient aux « bons vieux So » syndicaux ; il a donc bel et bien « changé de côté ». Et voilà que les lycéens peuvent former des SO ! Ce ne sont donc plus des « milices d'autodéfense » qu'on ne pourrait leur souhaiter ! Au contraire, Goldbronn le leur souhaite. Il écrit donc bel et bien aujourd'hui mot pour mot le contraire de ce qu'il écrivait dans un article... qu'il continue à revendiquer et dont il se vante.

Devinette : quel est l'exercice dans le cours duquel il arrive qu'on s'emmêle un peu les bras dans les manches ?

Sur les événements des Invalides et les problèmes qu'ils soulèvent (notes rapides) Pour ce que j'ai vu, les bandes qui étaient les plus violentes étaient composées de garçons plus âgés que les membres de celles qui avaient sévi au printemps contre deux manif lycéennes. Leur violence était de ce fait plus « efficace » encore. La violence a eu, en partie dès le départ (des groupes de lycéen(ne)s prenant le métro), et surtout aux Invalides, pour effet de disperser la manifestation. Et ce plus violemment que ne l'auraient fait les gendarmes mobiles. C'est d'autant plus regrettable que des AG étudiantes avaient lancé le mot d'ordre de ne pas quitter la rue ce soir-là. Au printemps, des centaines de jeunes en bandes avaient arrêté une manif,

en la coupant et en occupant en groupe compact la chaussée. Phénomène à ma connaissance jamais vu qui constituait clairement une « contre-manifestation ». Aux Invalides, il y avait plutôt un signe « égal » mis entre l'attacker un mec, piquer un sac, l'attacker un mec pour lui piquer son sac, caillasser le barrage de police, piquer un portable, etc. Les violences visaient, d'après ce que j'ai vu, sans « motif » rationnel, un bouc émissaire « choisi » intuitivement hors du groupe (coiffure rasta sur un « Blanc », cheveux longs) ; dès lors qu'il était désigné par le sang marquant son visage, n'importe qui pouvait venir de l'autre côté de l'esplanade et ignorant tout de l'incident initial, mettre son coup de pied dans la tête (ce que j'appelle le « mode requins »). Impossible d'intervenir individuellement et efficacement à ce moment précis ; attendre pour évacuer le gars aussitôt que possible. C'est une des souffrances causées par ce type de situation : on a le choix entre le sacrifice inutile et la passivité momentanée. Des cortèges et groupes de manifestants (en fin de cortège) ont été attaqués et caillassés, uniquement à leur arrivée aux Invalides : les bandes avaient fait de l'esplanade un « territoire » (navrant, mais très réel exploit !) sur lequel tout groupe constitué apparaissait comme une bande rivale à chasser. Dès que la violence s'est cristallisée sur les gendarmes, elle a baissé ou disparu complètement sur l'esplanade. Ces violences dirigées contre des manifestant(e)s posent le problème de l'autodéfense des cortèges (y compris lorsque ce sont des fafs qui les exercent), problème probablement insoluble dans l'immédiat, notamment du fait de l'oubli des habitudes des années 70 où tous les manifestants venaient aux manif équipés du minimum de matériel de protection individuelle (casque, gants). Plus on entretient l'illusion que la police d'État ou les SO d'orgas ont pour vocation naturelle de protéger la veuve et l'orphelin, plus on désarme les manifestants, matériellement et théoriquement. Au début de la dernière manif, le « bon vieux SO » CGT a chargé des groupes de jeunes sur simple délit de sale gueule (dans le passé, j'ai vu le SO de la Ligue protéger des banques et des bâtiments militaires de la colère de certains manifestants...). Quant à la compréhension du phénomène, il est important et très difficile de bien distinguer « comprendre » au sens d'« analyser » et au sens d'« excuser ». Extrême caricatural : je lis dans un message sur Indymedia que les jeunes des bandes ont simplement « volé leur futur patron ». Il est bien possible que, confusément, LE dépouilleur de lycéenNE (c'est souvent dans ce rapport de genres) manifeste une sorte de « conscience de classe » fruste mêlée à beaucoup de ressentiment contre quelqu'un qui a une « chance » de « réussir » dans un système scolaire qui l'a rejeté et que lui rejette. Bien présomptueux qui prétend pouvoir dire qui est le plus rejetant, du jeune ou de l'institution ! Où le dépouilleur et son approuvateur sont dans l'illusion, c'est s'ils croient réellement que la lycéenne de banlieue (blanche de peau de préférence) va « réussir » quoi que ce soit. Elle est de plus en plus consciente qu'elle n'arrivera à rien, mais elle n'a aucun moyen d'échapper à la « stigmatisation à l'envers » que sa condition de lycéenne et sa couleur de peau lui valent de la part des bandes. Si l'on acceptait la métaphore du futur patron (qui peut se décliner en futur larbins des patrons, etc.), pourquoi ne pas violer sa future patronne (ou sa future secrétaire) ? Ce serait également impeccable vu d'un tel « point de vue de classe »... ! Stigmatisation raciste héritée du colonialisme, précarisation croissante généralisée, enclavement géographique et social des banlieues sont autant d'éléments d'analyse des violences qui sont apparues dans les grandes manifestations de jeunes depuis 1990. Il ne s'ensuit pas que toutes les formes de révoltes qui apparaissent contre ces situations révoltantes sont sympathiques ou ont vocation à s'intégrer dans un mouvement social révolutionnaire. Les révoltes s'expriment souvent dans des formes qui appartiennent au système auquel elles s'opposent. Selon les moments historiques et les secteurs de la société, ces formes aliénées peuvent être antagonistes entre elles : « pacifisme » de certains étudiants hostiles à toute violence en réplique aux violences policières / violences « viriles » des garçons en bandes. Les incidents graves des Invalides (dont on observera certainement les répliques dans les mois ou les années à venir) ne doivent pas faire oublier :

– la politisation et la radicalisation d'un certain nombre d'étudiant(e)s et de lycéen(ne)s dans le récent mouvement « anti-CPE », y compris dans les établissements de la banlieue parisienne.

– le fait que, depuis l'occupation de la Sorbonne, des jeunes de banlieue sont venus de plus en plus nombreux participer aux manifestations et aux émeutes au Quartier latin, sans rivalité débile entre groupes ou bandes, dans le plaisir partagé de la rue conquise par toutes et tous et de l'affrontement avec l'État. Sans préjuger des mesures de sauvegarde individuelle et collective qui pourront être imaginées dans les manif, la ligne politique la mieux à même de réduire le fossé entre différents secteurs de la jeunesse en lutte me paraît être

1) le soutien politique aux émeutes à partir d'une position révolutionnaire anticapitaliste (soutien qu'aucune organisation politique n'a osé afficher) ;

- 2) le soutien matériel et juridique aux jeunes poursuivis à l'occasion des manifestations et des émeutes ;
- 3) la lutte contre le système pénitentiaire qui prend une place croissante dans le dispositif de contrôle social des pauvres, des jeunes, et particulièrement des jeunes pauvres.

Il s'agit – liste non-limitative – des axes principaux sur lesquels se sont retrouvés un certain nombre de militants, sans parti ni organisation (même si certain[e]s militent par ailleurs dans un syndicat ou un groupe politique) après les émeutes de novembre 2005. Ces personnes ont constitué l'Assemblée dite de Montreuil (parce qu'elle se réunit tous les jeudi à 19h à la Bourse du Travail de Montreuil, M° Croix de Chavaux ; mail : reunionmontreuil@no-log.org) qui tiendra jeudi prochain sa 19<sup>e</sup> séance. Lors des AG à l'EHESS occupée, et dans certaines AG de facs, l'idée a été émise de manifestations en banlieue.

L'Assemblée de Montreuil en a organisé au moins 3, depuis novembre dernier (je n'ai pas pris le temps de vérifier le chiffre précis). Deux manifestations ont été organisée à Paris, l'une le 31 décembre 2005, de St Michel à la prison de la Santé. Cette manif et d'autres précédentes ont été organisées sous l'état d'urgence et sans demande d'autorisation. Des actions de soutien et de collecte d'informations ont été menées au tribunal de Bobigny et à la prison de Fleury-Mérogis. Il ne s'agit pas ici de « publicité », l'Assemblée de Montreuil n'étant pas une orga en position de recruter des militants (on remplit à peu près la salle dont on dispose). Elle est par ailleurs, du fait de son hétérogénéité même, incontrôlable par quelque groupe ou individu que ce soit (ceci dit à tout hasard !). Pas de pub donc, mais un exemple de ce qu'on a pu faire, et qui pourrait certainement être (mieux) fait et dans beaucoup d'endroits, en se gardant, au moins dans les productions collectives (je ne sonde pas les âmes !), de la fascination pseudo-radical pour la violence comme des réactions purement émotionnelles, identification ou rejet hystérique. Les poursuites continuent contre les émeutiers de novembre (certains ont été arrêtés ces dernières semaines !) et les émeutes reprennent dans le mouvement anti-CPE sous une forme plus large avec les occupations de lycées et les bagarres quotidiennes dans la banlieue parisienne. Le Combat à Durée Indéterminée contre la barbarie capitaliste se poursuit. Tâchons de puiser dans ses moments exaltants l'énergie pour supporter les dégueulasseries que produit ce monde y compris chez ses victimes. Aux combattant(e)s, salut et fraternité !

**Claude Guillon**

# Ne pas abandonner la rue <sup>(1)</sup>

Nous aurions tort de croire que tous les jeunes partagent actuellement une idéologie ou une position politique. Par contre, permettre à ceux qui viennent «faire leur marché» ce type d'expérience, c'est aussi les installer tranquillement dans une posture et une identité. ils sont étiquette «casseurs» et ça devient une identité valorisante ; ils font l'expérience de la violence en réunion, ils vivent la peur qu'ils inspirent et en ressentent une fierté insolente (tout comme le passage en prison). Que nous travaillons par nos mobilisation et nos luttes à permettre à tous de prendre une place d'acteurs, une place pleine et valorisante ne passe sans doute pas par une caution de ces actions et de ces expériences. Déclarer qu'il s'agit d'être en guerre contre la pauvreté ne peut être symétrique d'une immunité accordée à ces «jeunes». Là encore, ceux qui travaillent dans ces milieux populaires et aux côtés de ces «élèves» et de leurs familles, nous savons que leur rapport au devenir est plus que restreint mais que leur seul imaginaire, leurs seuls désirs passent par ce qui brille et par les marques. Les apparences finissent par être tout. Quand on ne peut acquérir, on prend. Quand on est convaincu de ne jamais pouvoir accéder à ces signes extérieurs de richesse, on pille et on violente. Alors trêve d'angélisme, la facilité de la violence, de quel camps qu'elle vienne n'est qu'une preuve de faiblesse, point. Quand elle sert les responsables de la pauvreté généralisée, on ne peut que dénoncer et expliquer encore. Et faire preuve d'imaginaire pour que notre avenir soit plus solidaire et ne provoque plus ce type de situation. Et c'est bien pourquoi la CPE n'est qu'un détonateur qui doit permettre de dépasser la question posée et qu'il serait temps que chacun d'entre nous appui sur nos décideurs pour que, non seulement la question du travail, mais celle de notre système social, de ses bases et de ses objectifs soient posés. Sinon, la tendance nihiliste et schizophrène envahira tous les espaces et nous ne pourrons que dénombrer les pertes, tout en comptant les victimes des règlements de compte, des jalousies, des envieux ... tous ces «pauvres» qui s'élimineront entre eux sans que les responsables n'y mettent les mains. Les prochaines manifestations auront sans doute une autre allure mais ce n'est qu'une forme de lutte, il ne faudrait pas abandonner la rue en abandonnant du même coup de vue ce à quoi nous tendons.

Laurent

(source Réseau des bahuts)

1. Le titre de ce texte dit tout : quelques centaines d'individus peu intéressants sont identifiés ici à « la rue », terme qui généralement désigne les masses qui occupent... la rue et non quelques dizaines de jeunes désœuvrés et influençables ou de petits loubards sans aucune conscience politique aujourd'hui – ni sans doute, hélas, demain (*Ni patrie ni frontières*).

# Lettre au journal *Le Monde*

Dans l'édition du 30 mars, un de vos éditorialistes ironise superbement, et se gausse des « gros bras du syndicat historique de la classe ouvrière attaquant les casseurs encagoulés sous l'œil humide et fraternel des gendarmes et des CRS » lors de la grande manifestation du 29 mars. M. Dhombres s'abstiendrait peut-être d'ironiser s'il avait croisé le regard d'un des jeunes gens traqués par les nervis qui se sont livrés quelques jours plus tôt, place des Invalides, à une ignoble chasse à l'homme.

Ces événements révoltants, bouleversants, se sont aussi déroulés sous les yeux des policiers, qui ont reçu l'ordre de boucler les issues de la place, pour que la leçon donnée à la jeunesse soit administrée avec toute la sévérité nécessaire.

Dans ces regards, il aurait pu lire l'expression d'une terreur sans nom. Mais M. Dhombres n'a pas vu les nervis, qui étaient des centaines, ni l'épouvante dans les yeux des jeunes gens, et votre journal a étouffé cette affaire. A travers l'ironie mordante et l'immense dédain qu'il manifeste aujourd'hui pour les « gros bras » et « le syndicat historique de la classe ouvrière » - la charge méprisante contenue dans cette expression fielleuse n'échappera pas au lecteur averti du procédé -, il n'est pas difficile de comprendre que c'est la classe ouvrière elle-même qui est visée. Et on voit là les séquelles de la grande frousse, d'une frousse « historique », elle aussi. Mais la classe ouvrière en France est vaincue, monsieur Dhombres, elle est à terre, rassurez vous.

Vous semblez avoir de la tendresse pour les « casseurs encagoulés » qui, quelque part, doivent vous faire frissonner, une de ces nouvelles « classes dangereuses » dont vos semblables sont friands, car ils savent qu'elle est politiquement analphabète et ils la jugent inoffensive. Il est vrai, contrairement à la classe ouvrière « historique » en son temps, que ces « classes dangereuses » ne menacent pas votre position dans la société. Mais les nervis font aujourd'hui ce que leurs maîtres leur suggèrent, et ils feront demain ce que leurs maîtres vont leur ordonner. Le jour où la dose de servilité que vous avez su mettre en œuvre jusque-là pour conquérir et conserver votre office et vos appointements sera jugée insuffisante (qui sait ?), alors les nervis, ceux-là ou d'autres qui leur ressembleront étrangement, viendront peut-être vous déloger de vos bureaux du boulevard Blanqui. Alors vous regretterez peut-être, les gros bras des pue-la-sueur.

Bien sincèrement,

François Lonchamp

\*\*\*\*\*

Suite à une discussion sur Internet François Lonchamp a ajouté les précisions suivantes :

## **En réponse aux objections de J. et M. :**

Il n'y a dans mon courrier aucune assimilation de la jeunesse de banlieue en général avec les bandes qui s'en prennent aux manifestants. En d'autres occasions, j'avais d'ailleurs pris la peine de me démarquer de cette vision confusionniste et intéressée.

Je n'assimile pas non plus les casseurs de manifestants aux « classes dangereuses » d'une autre époque. C'est dans l'imaginaire d'un journaliste, d'une certaine extrême gauche, de certains libertaires ou ultragauchistes, que la banlieue, la jeunesse de banlieue et les casseurs confondus sont fantasmés comme des « classes dangereuses », par assimilation avec le vieux fond prolétaire et paysan du XIX<sup>e</sup> siècle. Pour ma part, j'estime que cette assimilation complaisante n'a pas lieu d'être. La situation historique n'a rien à voir, et l'immense majorité des banlieusards, ou des jeunes banlieusards, n'a rien fait ni rien voulu pour mériter cette étiquette d'un romantisme douteux.

On peut dire effectivement, que les nervis encagoulés, ou les racailles dans leur ensemble, sont le produit de la défaite prolétarienne, et pourquoi pas des victimes du capitalisme. Mais à ce niveau de généralité,



c'est une assertion qui n'a aucune portée. Car on peut le dire, de même manière, pour les SA (1) d'une autre époque et pour le milieu trouble dont ils étaient issus. Les casseurs de manifestants ont derrière eux un considérable réservoir de jeunes à la mentalité protofasciste que j'ai bien connus (ils méprisent les faibles et les femmes, admirent par dessus tout la force, l'argent, la réussite sociale, aiment inspirer la peur, se déplacent en bandes armées, etc.). Ils ne sont pas qu'une « poignée » et, contrairement à ce que dit J., un bon nombre d'entre eux sont tout à fait utilisables et d'ores et déjà disponibles pour faire les hommes de main d'un nouveau fascisme. Et en attendant, ils sont disponibles pour les manœuvres et les stratégies du pouvoir, surtout quand ce pouvoir se trouve acculé, comme c'est le cas aujourd'hui.

D'autre part, je n'identifie pas le SO de la CGT à « la classe ouvrière », ni l'inverse. Ce que j'ai dit dans mon courrier, c'est qu'à travers les « gros bras » de la CGT, c'est la classe ouvrière dans son ensemble qui est visée. Le journaliste crache sur la classe ouvrière, qui est à terre. Pour ce faire, il utilise le travestissement du SO de la CGT, qui lui permet d'obtenir un très large consensus (anciens soixante-huitards, et pourquoi pas au-delà). Il crache parce que qu'il a encore le souvenir de la frousse que cette classe lui a inspirée, à lui et probablement à ses parents. Et ils seraient encore capables de frapper à terre un cadavre inerte, comme les promeneuses de la Semaine sanglante (2) qui crevaient les yeux des morts avec leur parapluie. En fait, si le journaliste a peur, c'est justement que la classe ouvrière peut se relever. C'est tout. Il n'y a rien là qui puisse être interprété comme une apologie, une sympathie ou une tolérance pour le stalinisme.

Quant au service d'ordre réel, pour ma part, j'étais bien content qu'il soit là, que ce soit celui de la CGT ou d'un autre syndicat. Donc je trouve mal venu de lui cracher à la figure. Pour les mêmes raisons, je m'abstiens de cracher sur les flics, puisque je circule tous les jours sous leur protection.

François Lonchamp

## Notes de Ni patrie ni frontières

1. SA (Sturm Abteilungen ou sections d'assaut), ou « chemises brunes » : organisation paramilitaire créée par le Parti national-socialiste allemand (NSDAP) en 1921. Au départ formées d'anciens combattants, de membres des corps francs et d'officiers aigris, elles recrutent ensuite parmi les chômeurs fort nombreux à l'époque, les petits artisans ou commerçants ruinés, etc. Les SA attaquent les locaux, les manifestations et les meetings des partis socialiste et communiste allemands. Hitler les marginalisera dès 1934, un an après avoir pris le pouvoir, mettant ainsi fin aux illusions anticapitalistes que pouvaient nourrir les masses à l'égard des nazis.

2. La semaine du 22 au 29 mai 1871 qui a suivi la défaite de la Commune de Paris : entre 40 et 60000 personnes furent massacrées par les Versaillais.

# Pour que les banlieues trouvent leur place dans la ville et la « racaille » dans la lutte commune des jeunes contre le pouvoir

Au sortir de la manifestation de jeudi 24 mars, nous nous sommes tous retrouvés avec une sacrée gueule de bois. Les lycées de banlieue venaient de rejoindre le mouvement, lui apportant un souffle nouveau dont il avait bien besoin, mais avec les lycéens avaient déboulé aussi d'autres jeunes. Des jeunes qui n'avaient pas de lycée pour se rassembler et s'organiser, et qui donc étaient venus regroupés sous la forme qui est habituellement la leur : la bande de quartier.

Leur présence aurait dû nous réjouir – n'avions-nous pas dit que c'était d'abord pour eux, les jeunes de banlieue qui souffrent de toutes les exclusions, que nous refusions le CPE ?, n'avions-nous pas revendiqué l'amnistie pour les émeutiers de novembre ? – or elle nous a terrorisés. Inutile de revenir sur les portables volés et les coups de poing, de pied, les jets de projectiles reçus par plusieurs d'entre nous : la presse s'est largement chargée de relater les faits, photos à l'appui.

Pour nous, ce dont il s'agit à présent, c'est de comprendre : comprendre pourquoi et comment cela a pu se passer, pour pouvoir aller de l'avant. Sinon nous resterons avec notre peur et notre sentiment de dégoût, et, quand bien même nous ne renoncerons pas à manifester tout seuls, nous le ferons sans doute en moins grand nombre, et avec la trouille au ventre. Et surtout nous aurons perdu la possibilité de nous unir à cette jeunesse plus mal lotie que nous, qui a encore bien plus de rage et de raisons d'avoir la rage que nous – de nous unir *dans une lutte commune*, et pas seulement dans des motions d'AG sans grande conséquence.

« **Quand est-ce que vous nous laisserez entrer dans vos cortèges ?** » Cette question, c'est celle que posait un de ces « jeunes de banlieue » sur le site Indymedia au lendemain de la manif du 24. Et en effet : le 24, les lycées et les facs défilaient en carrés, à l'intérieur des chaînes formées par les services d'ordre. Impossible de s'y intégrer pour qui n'était pas d'un lycée ou d'une fac. Sans compter que les services d'ordre des syndicats de salariés, appelés en renfort, s'étaient dès le début chargés de faire le tri sans délicatesse, bien convaincus, eux, qu'il y avait deux catégories de jeunes : d'un côté les bons étudiants-lycéens venus manifester, de l'autre la « racaille ». Alors, pas de détail : les petits Blacks à capuche, on les sort des cortèges, à coups de pied si besoin.

Du coup, les bandes sont restées en bandes, et se sont comportées en bandes : solidaires entre eux, hostiles à tout ce qui leur est extérieur – la bande voisine, les lycéens venus des mêmes quartiers qu'eux, les friqués parisiens et leurs bagnoles, tout cela sans faire de détail... Avec, on l'a tous vu, une nette préférence pour les individus isolés marchant sur les côtés (manifestants non scolarisés mais solidaires, curieux, passants...), qui, eux, n'étaient pas protégés par les services d'ordre.

**Quand est-ce qu'on apprendra à se passer des services d'ordre ?** Ca, c'est la question qui découle de la précédente. Certes, quand on est menacé d'agression, il faut se défendre. Mais avec

un service d'ordre, on ne *se* défend pas, on se *fait* défendre. On défile gentiment derrière avec ses copains, en mettant une frontière entre « nous » et « eux ». Quand c'est pour se défendre des flics, cela a peut-être un sens : le « nous » et le « eux » sont sans ambiguïté. Mais quand la menace vient de personnes dont on se proclame solidaires, qui viennent parfois des mêmes quartiers que les manifestants, ça pose un peu problème ! Avec des chaînes de protection, impossible d'entrer en contact direct avec « eux », ceux des bandes. Et quand un individu isolé se fait agresser, on assiste terrorisé et passif à la scène. Alors que c'est tout le contraire qu'il faudrait faire : oser aller ensemble à l'affrontement pour se défendre collectivement. Pourquoi quelques dizaines de milliers de manifestants ne seraient pas capables par leur propre force de neutraliser la violence de quelques centaines de loulous, violence qu'ils exercent d'ailleurs toujours sur des individus isolés ? Sans compter qu'oser se battre, dans la culture des bandes, c'est le moyen de se gagner le « respect ». Et le respect mutuel, c'est peut-être le début d'un contact.

**Au début du mouvement ouvrier**, dans les manifestations, on se défendait collectivement sans intermédiaire contre les flics ou les contre-manifestants. Au début du mouvement ouvrier, on croyait en la force de l'unité des travailleurs, toutes catégories confondues, car face à une classe patronale impitoyable, il fallait savoir faire front de la façon la plus large. Au début du mouvement ouvrier, tout le monde pratiquait l'action directe, sans recours à l'intermédiaire des partis parlementaires. Au début du mouvement ouvrier, les classes laborieuses, c'était, pour les bourgeois, les classes dangereuses.

Aujourd'hui, les syndicats sont des institutions reconnues, financées par l'argent public, gérant de l'argent public (Sécu, Assedic). Aujourd'hui, les syndicats sont invités à représenter les intérêts du monde du travail dans les instances de concertation (du moins quand le pouvoir est assez intelligent pour jouer ce jeu-là), et cela dans le respect bien compris des nécessités de « l'économie ». Aujourd'hui, les syndicats drainent les forces des mouvements vers des partis qui ne savent plus ce que leur identité « de gauche » veut dire, à force d'avoir sacrifié les travailleurs aux besoins de la classe patronale, mais qui savent, en revanche, qu'ils veulent retrouver le pouvoir. Aujourd'hui, les syndicats veulent majoritairement nous faire croire que les plus pauvres, les plus mal logés, les plus mal nés des jeunes de France sont à exclure d'un mouvement qui touche tous les jeunes destinés à subir le salariat précaire des temps modernes.

Il y a sûrement quelque chose à prendre dans l'histoire des débuts du mouvement ouvrier pour nous aider à surmonter les difficultés d'aujourd'hui.

2 de l'Assemblée de Montreuil

#### L'ASSEMBLEE DE MONTREUIL

Depuis les émeutes de novembre, plusieurs dizaines de personnes se réunissent chaque jeudi à 19 heures à la Bourse du travail de Montreuil (24, rue de Paris, M° Croix de Chavaux). Sans partis ni groupes politiques, elles organisent un soutien politique et matériel aux émeutiers, dont des manifestations en banlieue, et échangent idées et informations.

# « *Ne pas rire, ne pas mépriser, ne pas détester mais connaître* »

Réflexions sur ceux qu'on appelle des « casseurs de manifestants »

Les agressions, les vols commis l'année dernière contre les manifestants lycéens, et cette année contre les manifestants « anti-CPE » ont jeté un froid, et c'est le moins qu'on puisse dire. Pourquoi des jeunes, victimes du système que nous dénonçons, ne sont-ils pas dans notre camps ? Pourquoi eux s'attaquent-ils à nous ?

Les réponses à cette question allaient de la franche incompréhension (dans le meilleur des cas) jusqu'aux délires haineux : ce sont des fascistes, des racistes anti-blancs c'est le lumpenprolétariat sans conscience politique, des bandes téléguidées par les RG ....

Qu'ont en commun toutes ces réponses ? Elles reposent sur des schémas classiques et rebattus qui présentent un avantage énorme pour leurs auteurs : conforter chacun dans ses convictions et ne pas se confronter à la cause de cette nouvelle situation, pour la connaître.

Pour nous, au contraire, il faut essayer, avec Spinoza, de « *Ne pas rire, ne pas mépriser, ne pas détester mais connaître* ». Les pleurs, les rires, le mépris, la haine sont des affections tristes dont l'effet est de masquer et d'alimenter une impuissance. Or, la seule arme contre l'impuissance, c'est la connaissance rationnelle de sa cause. Pour nous, les « casseurs de manifestants » sont à connaître car les connaître c'est identifier la cause de notre impuissance à construire un mouvement social avec les plus pauvres, les plus désespérés, avec les prolétaires et les indigènes d'aujourd'hui, avec ceux qui manient une contre-violence en réponse symétrique à la violence des institutions qu'ils subissent au premier chef. Nous tenterons de trouver une issue à l'impuissance constatée.

« *Des casseurs ou des révoltés ? ? ? ?* »

Il est indéniable que les « casseurs de manifestants » concentrent toutes les haines. Ils sont donc l'essence même du « casseur » : incompréhensibles pour tous et condamnés par tous, de la gauche réformiste jusqu'à l'ultra-gauche, avec des nuances mais aussi une étrange unanimité de diagnostic qui fait elle-même question. Par exemple, dans le collectif de soutien aux victimes de la répression du mouvement anti-CPE, leur défense devant la justice a été mise en question : comme si la justice qui frappe à tour de bras devenait légitime dans leur seul cas.

A leur sujet plusieurs questions ont été posées par tous :

Pourquoi s'en prennent-ils aux manifestants au lieu de manifester avec eux ?

Pourquoi ne rallient-ils pas le camps des « casseurs » traditionnels, ceux qui s'attaquent aux flics, aux banques, aux autobus... ?

Pourquoi agissent-ils à visage découvert ?

Pourquoi sont ils majoritairement noirs et arabes et s'en prennent-ils majoritairement à des blancs ?

Pour nous, les actes commis par ces « casseurs » sont dégueulasses et tristes. Ils auraient pu nous atteindre et si cela avait été le cas nous aurions été obligés d'y répondre par la violence. Ce n'est pas pour autant que nous croyons que la solution doit être le renforcement des SO syndicaux. Répondre aux « casseurs » à coups de batte de base-ball, se livrer à une chasse aux faciès, tabasser les « encapuchonnés » (1), les livrer aux flics – ces actes du dit « mouvement ouvrier » nous les condamnons aussi mais les jugeons d'autant plus graves qu'ils sont commis par des appareils qui prétendent défendre tous les opprimés et les diriger. D'un point de vue « militaire » il est vrai qu'un service d'ordre syndical, militant bien organisé peut décourager et même empêcher des

attaques du type de celles qui ont eu lieu aux Invalides par exemple... à moins que les « casseurs de manifestants » ne viennent, la prochaine fois, plus nombreux, mieux organisés... et alors, en suivant la logique sécuritaire sauce syndicale on assistera à des scènes de guerre civile. On ne pouvait qu'être effrayé par l'apparition, à la manifestation qui a suivi celle des Invalides, de cortèges aux visages fermés, marchant à un pas qui se voulait martial, alors que sur le trottoir à côté, les jeunes arabes et noirs harcelaient les flics.

Mais au lieu de hurler avec les loups, essayons de connaître le pourquoi de ces actes et d'y répondre par l'analyse rationnelle.

Le samedi 25 mars 2006 à 12h57, sur le site paris.indymedia.org, un anonyme qui s'interdit de juger ces phénomènes, nous en fournit une série de causes, voilà son analyse :

*« Franchement c'est fatigant de voir que la propagande médiatique et la propagande interne à vos cellules vous bouffe les neurones, entre les anar qui mettent tous sur le dos de la CGT, les bolosse qui insulte les lascars.. Oui les gars sont venus des banlieues pour vous taper portable, caméscopes et appareil photo et alors ? tu peux pas faire face à un enfant de 16 piges qui se croit à Rio ou j'sais pas ou ....mec ce qu'il se passe dans ces manif c'est l'illustration de la société française : des classes qui se croient précaires mais qui le sont pas tant que sa puisqu'elles ont des caméscopes achetés à la Fnac et des vrais précaires affamés sans conscience politique ( sans même conscience de quoi que ce soit ?) qui trime pour vous depuis des années en prenant votre place, la seule différence c'est que eux n'ont pas profité de la croissance tandis que vous oui...Alors arrêtez de cracher sur eux si vous arrivez à leur faire une place dans vos luttes, le jour où LO la LCR et les autres gauchos de Montreuil ou des Abesses reconnaîtront que les émeutes de banlieue de novembre sont autre chose que des cons qui cassent tout, que c'est l'expression de la lutte des classes la plus pure<sup>95</sup> ce jour peut-être ils arrêteront de vous embêter. Quand vos cousins, parents, frères, sœurs arrêteront la discrimination à l'embauche, à entrer en boîte de nuit, quand on arrêtera de les mettre au fond des cafés quand ils viennent boire un coup avec une petite...peut-être que leur rage diminuera mais je vous rappelle que c'est vous et rien d'autre que vous qui êtes les coupables de ce phénomène. PS : c'est pas la peine de me répondre en disant : Non moi je suis comme ça moi comme sa .j'm'en bats les couilles des avis perso je raisonne globalement<sup>96</sup> j'espère que quelqu'un aura capté ce que je voulais, dire...pas facile non... »*

- L'anonyme d'Indymedia commence par une mise en cause de la commodité des grilles d'analyses conventionnelles: la dénonciation de la répression policière avec complicité des syndicats pour les anarchistes, le racisme et l'incivilité pour les anti-racistes bien pensants. Pour lui, il y a un fait : « les gars sont venus des banlieues pour vous taper portable, caméscopes et appareil photo » qui défie toutes les catégorisations des « propagandes » traditionnelles. Le fait est donc nouveau et spécifique, il faut l'interpréter comme tel.

- Il continue par une dénonciation de l'incapacité à voir en un adolescent des quartiers populaires autre chose qu'un encapuché arabe ou noir représentant une menace physique. C'est ici un effet de plus de la propagande commune sur le « choc des civilisations » appliquée aux rapports Paris – banlieue : les cités et les quartiers populaires sont présentés comme des lieux de « non droit » à « reconquérir », à « civiliser » ; c'est cette même propagande étatique et médiatique qui a fait des ravages dans les écoles des quartiers populaires où, notamment depuis l'institution de « la loi sur le voile », la relation profs/élèves tend à prendre la forme exclusive d'une confrontation entre tenants d'une nouvelle « mission citoyenne » et « sauvages » à éduquer lorsque c'est encore possible, et, lorsque cela ne l'est plus, à exclure pour éviter la contamination.

- Pour l'anonyme, comprendre la violence de ces « casseurs », c'est la rapporter à l'inégalité fondamentale qui l'engendre, à un deux poids, deux mesures qui a fini par scinder la jeunesse en deux. Prenons le cas des mobilisations actuelles, les étudiants et lycéens anti-CPE ne s'y sont pas trompés contre Villepin qui voulait les rassurer en expliquant que la mesure ne concernait que les non diplômés, les jeunes sans perspectives et sans ressources qui s'étaient soulevés en novembre dernier ; les étudiants et lycéens ont bien compris que le CPE les concernait au premier chef car le CPE c'est la précarité pour tous, alors que la précarité est déjà le lot quotidien des habitants des

---

<sup>95</sup> Ca y est le mot magique est prononcé : « pur ».

<sup>96</sup> C'est bien le problème de cet Ane Onyme : il prend ses préjugés pour des raisonnements et en plus il trouve deux lecteurs complaisants !

quartiers populaires depuis des dizaines d'années. Les anti-CPE sont ceux qui ont encore un avenir et des intérêts, même incertains, à défendre alors que les jeunes des quartiers populaires n'ont déjà plus d'avenir : aujourd'hui ce sont eux les prolétaires qui n'ont rien d'autre à perdre que leur chaînes.

- L'anonyme pointe ensuite une contradiction : pourquoi les jeunes des quartiers populaires devraient-ils reconnaître le bien fondé des luttes des anti-CPE alors que les partis de gauche et d'extrême gauche ne reconnaissent que du bout des lèvres la légitimité des révoltes de novembre et en arrivent aujourd'hui à exclure physiquement la jeunesse encapuchée de leurs cortèges ?

Ceux qui se disent révolutionnaires et se gargarisent de lutte des classes ne sont mêmes pas capables de reconnaître dans ces affrontements avec la police le signe d'une lutte radicale, en rupture avec toutes les institutions étatiques (ce que l'anonyme appelle « l'expression la plus pure de la lutte des classes »).

De plus, le CPE ne représente qu'une disposition de l'ensemble d'une loi : la « loi sur l'égalité des chances » qui, quant à elle, a été présentée par Villepin lui-même comme étant la réponse spécifique du gouvernement aux révoltes de novembre dernier. Ceux qui ont fait du « retrait du CPE » le seul mot d'ordre de ce mouvement, les « douze », organisations syndicales, lycéennes et étudiantes qui crient aujourd'hui victoire et veulent mettre fin à la lutte après le remplacement du seul CPE se coupent une fois de plus de la jeunesse des quartiers populaires (tout en excluant des négociations, le seul organe démocratique et représentatif de cette lutte : la Coordination). En effet, une fois de plus, ils ignorent et méprisent le traitement inique et ultra répressif (criminalisation des parents d'absentéistes, apprentissage à 14 ans, travail de nuit à 15 ans, service civil volontaire pour les « incivils », établissement de zones franches) qui est réservé aux habitants de ces quartiers. On peut légitimement supposer que, si le CPE n'avait pas été artificiellement ajouté in extremis par le gouvernement au texte de cette loi, les révoltes de novembre qui ont embrasé plus de 400 quartiers populaires de France pendant plus de trois semaines consécutives auraient définitivement sombré dans l'oubli. Et on voudrait qu'aujourd'hui les révoltés de novembre manifestent avec nous, sans état d'âme, au nom d'une « unité » mythique ? Et pourquoi pas, tant qu'on y est, qu'ils s'inscrivent sur les listes électorales pour voter Besancenot ?

- Enfin, l'anonyme révèle la cause la plus profonde et vraie du phénomène dont l'apparition des « casseurs de manifestants » est un symptôme. Des discriminations à l'emploi, au loisirs, des humiliations et du mépris vécus au quotidien, jour après jour, par les populations des quartiers populaires. Un racisme anti-noir et arabe, une islamophobie systémique et institutionnelle que subissent depuis des décennies ces populations directement issues de la colonisation et de l'immigration post-coloniale. Une oppression spécifique que toute la gauche, jusqu'à l'extrême, refuse de reconnaître, taxant ceux qui la subissent et se refusent de la taire, de diviseurs des luttes. Certains l'ont affirmé : alors même qu'aucune prise de position politique de ce mouvement n'évoque les « casseurs de manifestants », la version propre sur elle de ces « casseurs » serait les indigènes de la république, ce mouvement traité en pestiféré par toute la gauche depuis son apparition en janvier dernier. Quand le SO de la CGT maltraite, en accord avec la police, des noirs et des arabes à capuches ce n'est pas parce qu'il se trompe en les prenant pour des « casseurs », mais parce que son intérêt est d'interdire la lutte à ceux qui n'accepteront jamais que tout cela se finisse par des négociations faites sur leur dos, ni par le piège électoral soit-il tendu par la gauche ou par l'extrême gauche. De même, lorsque la direction de la CGT a annulé les assises du post-colonialisme prévues le 16 avril 2005 par l'appel des indigènes, ce n'est pas parce que la direction de ce syndicat s'est trompé et a pris les indigènes pour de dangereux communautaristes mais parce que son intérêt est d'empêcher la naissance d'un véritable mouvement autonome des post-colonisés.

Le texte de l'« anonyme » de l'Indymedia fait mal où ça fait mal. Il met en porte à faux la bonne conscience de gauche et d'extrême gauche, y compris celle de la plupart des libertaires. Mais, comme c'est toujours le cas dans les grands mouvements populaires authentiques, il y en a aussi qui se mettent à réfléchir. La preuve en est le texte, posté le vendredi 7 avril 2006 à 00h28 sur [paris.indymedia.org](http://paris.indymedia.org), signé « Des étudiants de la Sorbonne » (2)

#### ***Comment arriver « à leur faire une place dans (nos) luttes » ?***

L'anonyme de l'Indymedia achève par un constat, ou si l'on veut par une accusation : « *c'est vous et rien d'autre que vous qui êtes les coupables de ce phénomène . PS : c'est pas la peine de me répondre en disant : Non moi je suis comme sa moi comme sa .j'm'en bats les couilles des avis*

*perso je raisonne globalement j'espère que quelqu'un aura capté ce que je voulais dire...pas facile non... »* . Vous êtes responsables de leur rage, parce que vous supportez et vous participez, même sans le vouloir consciemment, à la discrimination qui les frappent. Vous, c'est qui ? C'est tous ceux et celles qui n'ont pas une gueule d'Arabe et de Noir..... qui sont blancs. Eux, c'est qui ? Tous ceux qui, du fait de la couleur de leur peau, et aussi de leur religion, réelle ou supposée, subissent une série de discriminations supplémentaires, y compris par rapport aux prolétaires blancs qui habitent les mêmes quartiers populaires qu'eux : discriminations dans l'emploi, dans la rue, dans le logement, dans les relations humaines.... Mais la précarité, le chômage, le manque de logement ne frappent-ils pas toutes les catégories des opprimés, exploités, y compris les « gaulois » ? La réponse est oui, bien sûr, mais il existe en France (et partout ailleurs) un privilège, quand on est d'origine européenne, bref quand on est blanc. Entre un jeune martiniquais et un jeune polonais, c'est le martiniquais, pourtant français, qui va être contrôlé et fouillé. Personne ne parle de danger du « communautarisme » des portugais par exemple, pourtant, la communauté portugaise se fréquente, parle portugais en famille, va dans les restos et boîtes portugais ... Parler portugais, espagnol, ou mieux anglais à la maison avec sa mère est considéré, à juste titre comme une richesse, un plus pour réussir sa vie, mais parler arabe, créole ou soninké en famille, c'est parler un « patois du pays », qui est en soi criminogène. Pourquoi ? Parce que ce n'est européen, ce n'est pas blanc. Pas vrai ? (voir sur ce sujet le trop fameux rapport Bénisti, base du projet de loi Sarkozy sur la « prévention de la délinquance »).

Alors, nous dira-t-on, vous donnez corps aux accusations selon lesquelles ces « casseurs de manifestants » auraient agi en étant animés par une haine anti-blanc. Non, ils ont agi par haine de cette société et par haine de tous ceux qui ne se démarquent pas radicalement et définitivement du racisme étatique et profitent, de ce fait des privilèges, même s'ils sont minces. Par exemple n'est ce pas un privilège de passer devant Abderrahmane dans une demande d'entretien d'embauche parce qu'on s'appelle Jean-Jacques ? N'est ce pas un privilège de ne pas entrer dans les quotas des « seuils de tolérance » racistes pour une attribution de HLM (qui existent aussi bien dans les municipalités de gauche que dans celles de droite) parce qu'on est blanc et qu'on est supposé, de ce fait, ne dégager « ni bruits ni odeurs » ? Bien sûr que si, c'est un privilège.

A l'époque de la colonisation, par exemple en Algérie, un ouvrier français originaire de métropole se trouvait dans une situation contradictoire : en tant qu'ouvrier il était un exploité comme son frère algérien, mais en même temps ce lien de classe était vicié, supplanté par le fait que l'un était un colon et l'autre était un colonisé, l'ouvrier blanc profitait des privilèges coloniaux dans sa vie quotidienne, dans son travail par rapport à l'ouvrier colonisé. Ce qui fait que, faute d'une prise de position politique et pratique active de l'ouvrier colonisateur face à la colonisation (mais était-elle seulement possible du fait même qu'il vivait dans et de la colonie ?), l'ouvrier blanc appartenait au camp ennemi et n'était pas un frère de classe. C'était une situation extrêmement pénible, qui n'obéissait pas hélas au « prolétaires de tous les pays unissez-vous ! ».

On sait que cette dilution des frontières de classe a abouti dans les ex-colonies devenues indépendantes à des régimes le plus souvent corrompus, dictatoriaux, sans changement social de fond, de surcroît le plus souvent compromis avec l'ancien ordre colonisateur. On peut en pleurer, en rire... mais à qui la faute ? Certainement pas aux peuples ex-colonisés qui se sont révoltés, elle incombe aux régimes colonisateurs, mais aussi aux partis, organisations, syndicats de gauche qui ont refusé de combattre la colonisation, et ce, souvent, à partir d'un marxisme formel, donc faux.

Au nom de la soi-disant « unité » de la classe ouvrière, « unité » formelle et abstraite, le PCF, par exemple, a condamné les attentats du FLN en 1954, a voté les pouvoirs spéciaux contre la révolution algérienne au gouvernement du premier ministre socialiste Guy Mollet en 1956, a exclu les communistes qui soutenaient le FLN. Pour ce parti, il fallait d'abord attendre que le prolétariat de métropole se libère du capitalisme, et, seulement ensuite, les prolétaires des colonies (supposés « retardés ») auraient le « droit » de se libérer du joug colonial.

Ce retour en arrière historique est nécessaire pour comprendre les problèmes de fond actuels dans les quartiers populaires. Bien sûr nous ne sommes pas dans la même situation coloniale, mais certaines lignes de force subsistent : le racisme et la discrimination systématique au faciès. Certes, ceux qui qualifient les « casseurs de manifestants » de « fascistes » de « lumpens » ne nient pas l'existence de cette situation en général, mais la gauche, l'extrême et l'ultra gauche peinent encore à admettre le fait que cette oppression et ces discriminations systématiques construisent une situation symétrique, c'est-à-dire qu'il y a le côté des dominants qui en bénéficient, qui en tirent des

privilèges et le côté des dominés qui en souffrent exclusivement. C'est ça que les indigènes de la république appellent une situation post-coloniale. (3)

« *Vous qui êtes les coupables de ce phénomène* » nous balance à la gueule l'anonyme d'Indymedia : coupables, ceux qui lancent une critique sociale sans admettre l'existence de ce système de domination raciste et en accusant de diviser la classe ouvrière tous ceux qui le tenteraient. Nous savons que nous sommes sur un terrain miné par le pouvoir, comme il l'était pour des gens de gauche ou d'extrême gauche à l'époque de la guerre d'Algérie. Il n'est pas facile, quand on est déjà soi-même opprimé, exploité, précarisé de reconnaître qu'il y a des gens qui du fait de leurs origines, la couleur de leur peau le sont deux fois. Ce qui est encore plus difficile à envisager c'est que des oppositions violentes, aveugles, condamnables, injustes (comme aux Invalides...) entre exploités, opprimés puissent surgir de cette oppression spécifique, post-coloniale. En fait les « casseurs de manifestants » nous ont mis au pied du mur : tant que vous ne vous démarquez pas de l'oppression qui nous frappe vous serez assimilés aux oppresseurs, parce que par rapport à nous vous êtes des privilégiés.

Il s'agit d'un problème de fond que ni la condescendance, ni la générosité anti-raciste ne permettent d'aborder de front. Pour commencer il faut reconnaître son existence, c'est déjà un premier pas important. Ensuite « *raisonne(r) globalement* », comme le demande l'anonyme de l'Indymedia. Il est vrai qu'il y a un mur, une division entre opprimés. Mais la division est surmontable, cette jeunesse des cités (et leur parents) ne demande pas mieux qu'on « *leur faire (fasse) une place dans (nos) luttes* » !

En réalité, on peut penser que certains étudiants et lycéens anti-CPE (ceux qui ont conçu leur lutte indépendante des partis et syndicats liés à l'Etat) ont fait un premier pas vers le dépassement de cette division. Si ces acteurs du mouvement anti-CPE se sont spontanément inscrits dans la filiation de ce qui avait agi en novembre (ne serait-ce qu'en reprenant très vite le mot d'ordre d'amnistie pour les révoltés, ou tout simplement en sauvant de l'oubli, le souvenir même de l'événement des révoltes, oubli général, organisé par une presse à la mémoire courte qui, à peine un mois après l'évènement, se gargarisait de caricatures du prophète et de pandémie de grippe aviaire), c'est qu'il y a une certaine parenté entre ce mouvement de la jeunesse étudiante et lycéenne et les révoltes des quartiers populaires : leur caractère irrécupérable ; c'est, en tous cas, ce que le premier se veut encore être (le restera-t-il longtemps ?) et ce que le second s'est résolument révélé être. Ce sont des mouvements en rupture avec l'Etat et son mode de gestion de la misère, avec les syndicats et les partis et leur manière de s'accommoder de cette gestion. Cependant ce n'est là qu'un premier pas : les anti-CPE ont tenté de « faire une place dans leurs luttes » alors que surmonter cette division des opprimés, c'est faire nôtre la lutte des habitants des quartiers populaires. C'est donc faire nôtres les revendications de cette jeunesse, leur donner la priorité qui est la leur : amnistie des révoltés de novembre, donc, abrogation de la loi sur l'égalité des chances et sur l'immigration jetable, dans l'immédiat et réponse à leur juste aspiration à l'égalité réelle sur le long terme. Lors des manif où il y eu des attaques, le « point fixe » des indigènes de la république, avec ses banderoles, « la révolte est légitime », « les véritables incendiaires sont au pouvoir », n'a non seulement jamais été attaqué, mais il a été soutenu chaleureusement. Le 8 Mai prochain (date anniversaire de ce jour où, en 1945, la France fêtait sa libération de l'occupation nazie et réprimait dans le sang, ce même jour, la révolte des colonisés de Sétif et Guelma en Algérie), la seconde marche des indigènes tentera de rassembler tous ceux qui portent cette exigence de justice et de dignité pour les habitants des quartiers populaires.

Il nous faut également exiger sans relâche des partis politiques, des organisations, des syndicats dits de gauche qu'ils incluent ces revendications dans leurs programmes et qu'ils exercent au quotidien leur solidarité entière et inconditionnelle avec nos luttes. La solidarité n'est pas un vain mot ; ainsi, aux Invalides, un groupe de ce qu'on appelle des autonomes avance, il est « caillassé » par des révoltés-« casseurs de manifestants », puis ces derniers subissent un gazage des flics ; les autonomes, eux, sont équipés, ils sortent leur collyres pour soigner leurs agresseurs... quelques minutes après ils se retrouvent ensemble à lutter contre les flics.

Ce qui veut dire, aussi, cesser de leur donner, en paternalistes éclairés, des leçons de politique. « Ce n'est pas une bonne façon de se révolter » ; « il aurait été plus intelligent de s'attaquer aux symboles du pouvoir plutôt qu'aux biens de vos voisins ou à vos écoles » : qu'attendent les donneurs de leçons pour casser sur les Champs-Élysées et prendre d'assaut le Palais de Chirac ? Peut-être n'ont-ils pas le courage d'endosser les conséquences de la répression terrible qui



s'abattraient ensuite sur eux ? Ou encore « inscris toi ou tu es mort » comme on peut le lire sur certaines affiches collées sur des panneaux d'affichage municipaux de banlieue.

De plus, si les « casseurs de manifestants » sont l'essence du « casseur » c'est qu'à leur propos également il faut reconnaître que cette catégorie est un mythe forgé pour décourager la mobilisation sociale. Entre casseurs et manifestants, il y a un va et vient continu en fonction des situations, des objectifs et du nombre. Finalement, n'est-ce pas plutôt la catégorie de « manifestant » qu'il nous faut interroger : le rituel des manifestations pacifiques avec itinéraire respecté, mot d'ordre et dispersion obligatoire en fin de parcours n'est-il pas un instrument aux mains du pouvoir pour empêcher le développement spontané des luttes sociales ? Ceux qui n'ont pas le pouvoir, s'affirment toujours par leur puissance et la puissance, contrairement au pouvoir, échappe à toute institution. (4)

Ainsi, il nous faut, pour pouvoir accueillir la jeunesse révoltée des quartiers populaires, apprendre à inventer de nouveaux moyens de lutte, ce qui commence par choisir de nouveaux parcours de manifestations. Les assemblées de la coordination des étudiants (qui ont inscrit dans leur revendications celles de l'amnistie pour les révoltés de novembre et de l'abrogation de toute la loi sur l'égalité des chances) ont régulièrement proposé des parcours de manifestations vers la banlieue ou à travers les quartiers populaires de Paris, mais les syndicats qui négocient, au final, les autorisations avec la préfecture ont systématiquement ignoré leurs votes pour sacrifier au rite des éternels République- Bastille - Nation ou Denfert. Pourtant, les marches, manifestations organisées cet hiver par l'Assemblée de Montreuil (formée à la suite des révoltes de novembre dernier), à travers des cités de la banlieue parisienne, avec des banderoles : « libérer les prisonniers », « vive la révolte » et des slogans comme « la révolte n'est pas un crime » et « non au couvre feu colonial » n'ont pas été attaquées, les cortèges n'ont pas été dépouillés de leurs portables et de leurs MP3, mais au contraire ils ont souvent été accueillis avec intérêt voire avec enthousiasme. De même lorsque « la caravane des indigènes de la république » équipée de son expo photo et de sa bande son anticolonialistes, forte de ses mots d'ordre contre les discriminations et le racisme des institutions, fait sa tournée sur les marchés populaires de quartiers totalement désertés par tous les partis politiques, l'accueil est profondément chaleureux, comme si enfin des discours venaient clamer haut et fort leurs paroles de révolte.

Oui, nous savons que les choses ne sont pas simples, des années de destruction, d'indifférence, de propagande démagogique ont fait d'énormes dégâts. Nous ne voulons pas justifier les agressions contre les manifestants mais, nous voudrions, du moins, que ceux qui devraient être nos alliés sortent de l'actuel état d'invective et de haine dans lequel ils se replient. Nous sommes persuadés que toute avancée du progrès social et de la démocratie exige la reconnaissance et le soutien du combat pour l'égalité des couches les plus exploitées et les plus opprimées de la population : les indigènes des quartiers populaires.

26.04.2006

Janos et Siryne Z, profs indigènes de la république

Contact : colonne.spinoziste@yahoo.fr

Texte publié sur le site : [www.indigenes-republique.org](http://www.indigenes-republique.org)

#### **Notes :**

1. Témoignage d'un « encapuchonné » passé à tabac par le SO CGT : « C'était un peu avant 18h, j'étais sur le bord du terre plein central, place de la république, loin des affrontements, loin de la casse, mais seulement à quelques mètres du service d'ordre de la CGT qui formait une ligne à la manière des CRS. Derrière moi ça gueulait « CGT collabos », c'est alors que les 30 à 50 mecs de la milice syndicale sortirent d'en dessous de leurs blousons, des barres de fer, des pieds de chaise, et des matraques télescopiques. l'un deux cri « camarade » puis les autres reprennent ensemble leur cri de guerre et chargent en hurlant vers le terre plein. Je tente d'esquiver mais pris par surprise et la chaîne étant trop longue, je me prends un coup de bâton sur la tête. Je tombe à terre quand j'entends « j'en tiens un », puis c'est une dizaine de ces brutes qui se mettent autour de moi distribuant les coups de pieds, coups de matraques et se tirant les un les autres pour pouvoir me mettre des coups, tout en s'engueulant au dessus de moi pour savoir sil fallait me livrer à la police ou pas. Un

manifestant finira par me porter secours, il me saisit et me traîne par la capuche sur une dizaine de mètres. J'entends alors « ça va cousin ? », j'ai le crâne en sang, sonné, je n'arrive pas à lui répondre mais je me relève et je me casse. » Le prétexte des vols de portables a été utilisé pour charger des «manifestants à capuche », signe de leur provenance de banlieue. Les «lascars » sont devenus l'ennemi pour le SO CGT qui s'érige en véritable milice à l'intérieur de nos défilés, collaborant avec la police qui bloque les trains de banlieues et sélectionne au faciès ceux qui ont le droit de manifester. Le banlieusard ne peut donc pas manifester à Paris et s'il parvient à le faire le SO CGT le lui fera regretter. »

## **2. Les « casseurs de banlieue » et le « mouvement étudiant " Tabou, névrose... ou extension nécessaire du domaine des revendications.**

Il explique, entre autres, que : « Pour nombre d'entre nous, la journée du 23 mars a constitué un tournant ; la confrontation avec les jeunes des banlieues a été un moment de prise de conscience douloureux, elle nous a montré que notre lutte n'était pas aussi simple, ou isolée, qu'elle en avait l'air (les bons, nous, contre les méchants, le gouvernement). Un troisième terme s'invitait à la fête. (...) Il ne s'agit pas de faire de l'angélisme et de nier les vols et les agressions physiques perpétrés par ces jeunes à l'encontre de plusieurs d'entre nous. Ces agressions, nous les condamnons catégoriquement ; et nous avons le devoir de nous en défendre. Mais il nous paraît impossible de rejeter ces jeunes sous le nom de " voyous ", tout en continuant à afficher une solidarité de façade à l'égard du " mouvement des banlieues " de novembre dernier. Il serait trop facile de voir en eux un mouvement social, posant des problèmes de fond, tant qu'ils restent en banlieue et brûlent là-bas des voitures ; pour ensuite n'y voir plus que des " voyous " quand ils viennent dans Paris et qu'ils s'en prennent à nous, étudiants et manifestants. Nous devons nous défendre contre les agressions qu'ils commettent contre nous ; mais il nous paraît décisif de considérer par ailleurs que nous n'avons pas à juger leurs modes d'action : les casseurs sont fréquemment hués par les manifestants étudiants, dès qu'ils s'en prennent à un abribus ou une voiture. (...). Il nous faut donc refuser catégoriquement la posture qui consiste à condamner les actes venus de la banlieue en les opposant à un mouvement étudiant qui serait, lui, "civilisé", "non violent", "responsable". Cette posture est un piège : elle est exactement ce que le gouvernement attend de nous ; car elle légitime et renforce la posture qui est la sienne à l'égard des émeutes de banlieue : une posture policière (surveillance, contrôle, répression). (...) La rencontre conflictuelle de deux jeunes dans les rues de Paris jeudi était un constat amer : enfin, la réalité de la colère de novembre nous éclatait à la figure. (...) Nous, étudiants de la Sorbonne, reconnaissons n'avoir pas su prendre la mesure du mouvement des banlieues : comment avons-nous pu laisser passer le mois de novembre sans une fois organiser, sous quelque forme que ce soit, la manifestation de notre soutien ? En mars, notre silence de novembre retentit amèrement. (...) Gagner sur le CPE sans avoir obtenu quoi que ce soit pour la banlieue, ni su établir aucun lien avec elle, ne serait plus pour nous qu'une victoire amère. (...). Ce sont ces politiques que tous, depuis la banlieue comme depuis Paris, devons combattre. Sur cette fameuse question de la violence, qui divise les AG de France, il serait bon de ne pas se tromper de cible. La ligne de partage que cherchent à imposer le gouvernement, les médias, l'opinion (entre les bons étudiants non-violents et les méchants casseurs) est un piège redoutable. Elle permet que soit laissé dans l'ombre un terrible détail : la violence exercée sur ces jeunes par l'Etat, au quotidien. Commençons par condamner cette violence, haut et fort, et prenons clairement position contre elle, avant de nous scandaliser benoîtement devant celle qui y répond. (...) Les jeunes de banlieue ont exprimé en novembre dernier un malaise profond qui n'a pas été entendu par le gouvernement et que nous mêmes avons été incapables de prendre en compte. »

Texte consultable dans son intégralité dans les archives de [paris.indymedia.org](http://paris.indymedia.org) et il a été publié dans le numéro 2 du petit journal « Crime », [crime.sorbonne@free.fr](mailto:crime.sorbonne@free.fr)

3. Dans sa préface à l'édition de 1966 de son livre : *Portrait de colonisé, portrait du colonisateur*, Albert Memmi écrit que « « La colonisation, c'est d'abord une exploitation politico-économique », mais j'ai ajouté qu'elle est une relation de peuple à peuple et non de classe à classe. C'est cela qui constitue, à mon sens, l'aspect spécifique de l'oppression coloniale. » (Note de 1972)

Cette définition de l'oppression coloniale s'applique bien à des situations post-coloniales où la "relation de peuple à peuple" apparaît également comme étant une relation raciste, de domination du blanc sur le non blanc. Elle subsiste même si la façon dont le racisme étatique s'exprime est variable.

On aurait donc tort d'imaginer qu'il s'agit d'une situation qui serait spécifique à la France et qu'ailleurs, dans les autres pays ex-colonialistes, par un pouvoir plus intelligent, la question serait résolue. En Grande-Bretagne, par exemple, l'Etat encourage le rassemblement communautaire des populations issues de ses ex-colonies, pourtant les discriminations racistes systématiques existent bien.

De même quand on nie la survivance de l'indigénat en France en disant qu'il n'existe pas plus de colonies françaises (on oublie déjà les DOM-TOM), on devrait examiner les cas des pays qui n'ont jamais eu d'empire colonial. La situation de la plus importante minorité en Europe, celles des Roms, surtout concentrée en Europe de l'Est est édifiante de ce point de vue. En Roumanie, en Hongrie..., ce même racisme d'Etat, institutionnel, frappe les minorités Roms, originaires de l'Inde (8-10% de la population) qui ne sont pas issues, bien entendu, d'une quelconque colonie roumaine ou hongroise en Inde. Les Roms sont pourtant soumis, depuis leur installation dans ces pays il y a 6 siècles (indépendamment de la nature des régimes qui ont régné dans ces pays : féodal, stalinien, capitaliste), à une persécution et discrimination raciste dans tous les domaines de la vie, du même type que la population indigène en France. Dans son livre « Visszafojtott emlékezet » (Mémoire refoulée), (Pont Kiado, Budapest, 2005), Katalin Katz publie une recherche pertinente sur l'histoire du holocauste des Roms de Hongrie par les nazis et arrive aux mêmes conclusions. Elle écrit que « nous sommes arrivés (en Hongrie) à la situation post-coloniale européenne, qui se contente d'une point de vue superficiel, qui cristallise ses préjugés sur les Roms : ce sont des « indigènes » et leur patrie est l'exil. » (p.124), puis que « La société hongroise a encore une double exigence face aux Roms. Elle veut qu'ils « soient comme tout le monde, comme nous », mais en même temps elle ne les laisse pas entrer dans ce « nous », elle les pousse encore à la périphérie de la société, et la société essaye de les faire taire et faire disperser leurs forces. » (p.130)

Colonies ou pas, l'indigénat survit au XXIème siècle, il fait partie d'un système : face aux non-Blancs quand on est un Blanc, on bénéficie de privilèges, assimilables aux privilèges coloniaux.

4. Ce qui était frappant dans les images des révoltes de novembre qui nous sont parvenues, c'est que, ce qui s'exprimait là était l'expression d'une puissance, longtemps contenue, et qui trouvait enfin l'occasion de se libérer et de combattre, face à face, le pouvoir qui la réprimait et l'opprimait. C'est ce même sentiment de puissance qui se dégage de ce témoignage d'un révolté qui a participé aux affrontements de Clichy sous bois: « Pendant quatre heures, sentiment d'euphorie. « Pour un moment tu vois, chacun avait oublié son ego, sa fierté, on était tous ensemble ...y'a même les mères de famille qui nous donnaient des bouteilles, c'est un truc que j'oublierai pas ! ». Nasser ne veut pas romantiser, mais il pense que c'était vraiment une résistance du quartier tout entier. « Par rapport à tout ce que les flics nous ont fait pendant des années, là on a eu un véritable rapport de force, là je faisais face à mon ennemi ». Adrénaline. « C'est la libération d'une rage contenue, on sautait, on dansait, y'en a qui couraient en gueulant...c'était primal : d'un coup, on se sentait vraiment libres. C'était tellement fort que j'avais envie de pleurer. Tu vois avant j'étais du genre : « on y arrivera jamais », jamais on pourra être tous ensemble, jamais on pourra faire quoi que ce soit... C'est dur quand on vient d'un quartier populaire, c'est de la trahison, c'est un chacun pour soi. Là, on a perdu notre ego surdimensionné, c'était juste nous contre eux. Y avait tous les âges et pas le grand frère qui insulte les petits. C'est une frustration qui a explosé, mais ce dont je me rappelle le plus c'est la solidarité. » .

# Interviews de lycéens et étudiants grévistés

Les interviews qui suivent correspondent à un questionnaire établi par le groupe Kolinko et adapté par nos soins à la situation française de 2006. Certaines ont été recueillies directement, d'autres réalisées à distance, d'autres par des amis de la revue. Si les individus sont réels, les prénoms sont fictifs. Et nous avons enlevé des interviews les informations qui permettraient d'identifier facilement les personnes qui parlaient. Au cas où nous recevions d'autres réponses nous les publierons dans les numéros suivants de la revue (*Ni patrie ni frontières*).

# Interview

## d'un collégien de Forcalquier

– Dans quel collège étudies-tu ?

**Collège Henri-Laugier de Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence)**

– Appartenais-tu à un syndicat, un groupe, politique, une association avant le début du mouvement ?

**Non.**

– Y a-t-il eu des luttes auparavant dans ton collège ? En quelle année, sur quels objectifs ou quels problèmes particuliers ? Quelles ont été les décisions qui les ont déclenchées ?

**Oui il y a eu deux « luttes » durant ma scolarité au sein du collège, en 2004 et en 2005, chaque fois suite à des modifications du règlement intérieur (mouvements de sorties et d'entrées des élèves) par le nouveau principal, un ancien militaire de carrière, arrivé dans cet établissement en 2003. Chaque fois, cela a été des révoltes spontanées. Aucune concertation n'a précédé ces mouvements.**

– Y a-t-il eu des grèves dans des lycées ou facs de ta ville ? Qu'est-ce qui les a déclenchées ?

**Non, Forcalquier étant une petite ville (4 000 habitants), il n'y a qu'un collège. Pas de lycée et encore moins de fac !**

– Les « émeutes » de novembre ont-elles été discutées dans ton établissement ? Y as-tu participé ou as-tu des copains qui y aient participé ? Quels liens établis-tu entre les deux révoltes ?

**Forcalquier étant un village dans un territoire rural, il n'a pas été touché par les émeutes et la plupart des collégiens se sont sentis « loin » de ces problèmes à ce moment-là. Les deux révoltes sont, je pense, liées. Elles expriment la colère d'une jeunesse qui n'est pas écoutée, pas prise au sérieux par les institutions et les politiques. Une jeunesse qui n'a pas d'avenir dans cette société.**

– Le retrait du CPE était-il l'unique revendication ? Quelles étaient vos autres revendications ?

**Il y avait bien sûr d'autres revendications, mais elles n'étaient pas portées par tout le mouvement, comme dans le cas du CPE. Les autres revendications visaient le principal du collège et des récentes modifications du règlement de l'établissement.**

– Qui les a rédigées ou mises en avant ?

**Un petit groupe d'élèves (une dizaine), le « noyau dur » de la lutte.**

– Certains grévistes (y compris toi-même) ont-ils refusé d'avancer des revendications, considérant qu'elles limitaient le mouvement ?

**Disons plutôt, dans le cas de Forcalquier, que la plupart des enseignants, du personnel d'encadrement, des élus, etc. pensaient qu'une manif de collégiens avançant des revendications précises mais très différentes, comme le retrait du CPE et la contestation du règlement intérieur du collège, décrédibilisait le mouvement... auquel ils ne participaient pas !!! Le CPE ou le règlement intérieur étaient, pour la plupart des grévistes et pour moi en particulier, une façon de dire notre ras-le-bol de ce collège et de cette société.**

– Quelles classes ont été le plus mobilisés ? Peux-tu nous donner une estimation chiffrée ? Sais-tu pourquoi ?

**Je suis au collège. je peux dire que les 4e et les 3e étaient largement majoritaires par rapport aux 6e et aux 5e. Peut-être 50 % de 3e, 40 % de 4e et 10 % de 6e/5e.**

– Combien de collégiens comporte ton établissement ?

**650**

– Quelle est la composition sociale des collégiens : origines régionales et nationales, proportion de filles et de garçons, etc.. ?

**Il y a peu d'élèves d'origine étrangère (et pas mal de racisme d'ailleurs). C'est un collège public donc il y a peu de « gosses de riches ». L'origine sociale est assez homogène, classe moyenne en général. Il y a un petit groupe (40 élèves pas plus) d'enfants dont les parents sont plutôt très « marges » (pas riches mais cultivés, des néo-ruraux, anciens de 68), la plupart de ceux-là sont assez politisés. Je pense qu'il y a à peu près 50/50 pour le pourcentage filles/garçons.**

– Quelle est l'influence du statut social ou de l'appartenance de classe des parents sur la lutte ?

**Le noyau « dur » des élèves en lutte est essentiellement constitué d'enfants de gens politisés, ceux dont je parle au-dessus. Donc oui, il y a une influence.**

– Quelle a été l'attitude des enseignants et du personnel du collège ?

**Soutien modéré de la part de quelques profs, ils ne se sont quand même pas trop mouillés !!! Certains bien sûr étaient très mécontents et ont emmerdé comme ils pouvaient les grévistes.**

– Qui a déclenché la grève ?

**Les collégiens eux-mêmes.**

– Le conflit s'est-il étendu et comment ?

**Non, sur les deux jours de mobilisation, ce furent les mêmes élèves, pas plus ni moins le second jour.**

– Quelle a été l'originalité du mouvement dans ta ville par rapport à d'autres villes ?

**On est un collège !! Et le premier de France à avoir participé à la lutte ! (Voir article Indymedia, ci-joint). Le mouvement était vraiment peu structuré donc pas vraiment d'AG, toutefois chacun a donné son avis sur la manière dont devait se dérouler les manifs et le blocage du collège. Chacun y a mis du sien.**

– Qui a fait les propositions ?

**Tout le monde, nous étions 200 donc chacun pouvait faire ses propositions, mais les meilleures idées venaient le plus souvent des mêmes !!**

– Quelles initiatives ont été prises pour obtenir le soutien d'autres gens que les grévistes (chez les enseignants de ton lycée ou de ta fac, dans les entreprises, les parents d'élèves, les ATOS) : réunions publiques, manifestations, etc. ?

**Les élèves ont imprimé des tracts invitant les gens à se joindre à eux. Ils ont beaucoup discuté avec les adultes.**

– Quels ont été les moyens utilisés pendant la grève : blocages, affiches, flyers, tracts, opérations coups de poing, actions dans les gares, les postes, les ANPE, les sièges de partis politiques, etc. ?

**Blocages du collège pendant la nuit (komando spécial), blocage de la circulation dans le centre-ville, affiches et tracts.**

– Quelles ont été les initiatives prises contre la grève (propagande de l'administration, de la presse régionale, des organisations de droite et d'extrême droite, interventions policières, etc.)

**Les adjoints au maire ont fait leur possible pour nous signaler que notre mouvement était risible, ridicule et nous ont priés de retourner en cours ! Les gendarmes ont encadré les manifs et l'ont dispersé vers la fin quand nous n'étions plus beaucoup mais pas de manière brutale. Quelques embrouilles avec certains adultes pro CPE, mais sinon rien de bien violent.**

– Quel a été le rôle politique des organisations extérieures au lycée ou à la faculté (syndicats, partis politiques, organisations d'extrême gauche ou libertaires, etc.) ?

**Aucun.**

– Qu'ont-elles fait concrètement (collectes, tracts, réunions, prêts de locaux, etc.) ?

**Rien.**

– Que pensent les collégiens de ces organisations ?

**Nous sommes des collégiens, il a fallu pour la plupart que les mieux informés expliquent aux autres ce qu'est le CPE. Donc ne nous parlez pas de syndicats !**

– Quelles ont été les formes d'organisation pratiquées par les étudiants ou les lycéens (comités de grève, AG, commissions, interpro, etc.) ?

**Des représentants de grévistes ont été choisis (pas élus mais choisis) par les élèves. Ils ont discuté avec la mairie et le directeur du collège... C'est tout.**

– Quel a été le rapport entre actions « légales » et actions « illégales » ? Comment ont-elles été perçues par les grévistes, les non-grévistes, etc., les salariés de la ville ?

**Notre action était totalement illégale, aucun préavis, aucun itinéraire de manif au commissariat. Elle a été globalement bien vue par les salariés, les habitants de la ville. Forcément mal reçue par certains vieux cons : le personnel d'encadrement du collège, certains profs, élus. Et des vieux dans la rue !**

– Quels sont les effets de la grève sur la reprise des cours, les examens, les rapports entre les grévistes et les non-grévistes, les bloqueurs et les antibloqueurs, les rapports avec les profs et l'administration ?

**La grève a duré deux jours, le blocage a duré une demi-journée donc les cours n'ont pas eu lieu pendant 1/2 journée. La reprise des cours s'est bien passée, étant donné qu'au collège les bloqueurs étaient contents d'eux et les bloqués contents d'avoir raté des cours ! Certains profs ont très mal réagi et ont sanctionné les grévistes comme ils pouvaient.**

– Quelle a été l'attitude des médias locaux (presse écrite, radio, télévision, etc.) ?

**Nous avons été bien soutenus par une radio locale. Sinon depuis nos précédents mouvements de grève, la presse locale nous considère plutôt comme des « délinquants ». Nous n'avons pas été soutenus de ce côté-là, non !**

– Comment la lutte s'est-elle développée (actions, extension, etc.) ?

**1<sup>er</sup> jour : Blocage du collège puis du centre-ville. Manifestations dans la ville.**

**2<sup>e</sup> jour : Manif en ville puis blocage de la circulation pendant plusieurs heures en ville.**

– Comment le moral des collégiens a-t-il évolué ?

**Toujours au beau fixe, bonne ambiance.**

– Y a-t-il eu des conflits parmi les grévistes (opinions différentes, divisions fondées sur l'origine nationale ou le genre, etc.) ?

**Non, bonne ambiance.**

– Quelle est la réaction de l'administration et des enseignements après la fin de la grève ?

**A suivre, sans doute des sanctions (colles, renvois, etc.)**

– Quelles ont été les tentatives de médiation et de négociation (comité de grève, syndicats, etc.) ?

**On a discuté avec l'administration qui nous a promis (le principal) de ne pas prendre de sanctions « scolaires » contre les grévistes puis le principal est revenu le lendemain sur sa décision.**

– Que pensent les collégiens de l'expérience qu'ils ont vécue (forces, faiblesses, etc.) ?

**Ils sont contents et assez fiers d'eux !!**

– Que pourrait-on améliorer ou faire différemment la prochaine fois ?

**Un peu plus d'organisation, mais pas trop car d'après moi il faut une bonne part de spontanéité pour que ça fonctionne bien.**

– Quels liens les collégiens établissent-ils entre leur lutte et la situation sociale générale ?

**C'est lié c'est sûr. Je ne peux pas parler pour tous les collégiens de mon bahut mais personnellement je suis sûr que c'est lié.**

– Quels liens établissent-ils avec les luttes des salariés ?

**Aucun je pense.**

– Comment s'est fait le travail de popularisation de la lutte : dans quels endroits, vis-à-vis de quelles personnes, avec quels résultats concrets ? Des liens nouveaux et prometteurs ont-ils été tissés pour de futures luttes ?

**On a « recruté » des grévistes le matin même lors du blocage, en leur expliquant les grandes lignes du CPE... La plupart du noyau des grévistes se connaissaient déjà bien donc je pense pas que de nouveaux liens se soient tissés étant donné la taille de l'établissement.**

– Les filles ont-elles participé moins, autant ou plus que les garçons aux AG, aux actions, aux discussions ?

**Autant.**

– Les organisations syndicales ou politiques ont-elles recruté pendant et après le mouvement ? Pour quelles raisons et sur quels thèmes ?

**Non, elles n'étaient pas présentes.**

– Les comparaisons incessantes avec Mai 68 à chaque grand mouvement étudiant ou lycéen te semblent-elles pertinentes ou pas ? Pourquoi ? Qu'en pensent les autres étudiants ou lycéens ?

**N'étant pas vraiment calé sur le sujet de mai 68, je ne suis pas sûr que ma réponse soit pertinente mais de ce que je sais, en 68, la société n'était pas du tout la même et les revendications n'avaient rien à voir. Plus explosives ! Je trouve donc que ces comparaisons sont déplacées.**

**Petite note : Etant collégien, j'ai essayé de répondre de mon mieux à chaque question mais le questionnaire n'était pas toujours adapté. Voilà, sinon j'ai ajouté un article sur lequel il y a des infos sur notre mouvement.**

# DES COLLEGIENS CONTRE LE CPE

(Extrait d'Indymedia Nice, 10 avril 2006)

Jeudi et vendredi des collégiens et collégiennes de Forcalquier, petit bled des Alpes de Haute-Provence, ont organisé une grève et des actions contre le CPE, s'inscrivant ainsi à leur tour dans le grand mouvement de contestation national de ces temps-ci.

A l'aide de chaînes, quelques uns bloquent le portail de l'entrée de leur collège jeudi matin très tôt, puis se planquent dans un prs pas loin, où ils voient avec dépit le personnel du collège se radiner vers 7h et enlever les chaînes et les affiches collées à côté...

Ils se retrouvent tout de même quelque 200 (sur 600) à ne pas entrer dans le collège à 8h. Puis à descendre défiler dans la ville, interpellant les passants, les voitures... Une bonne demi-cinquantaine d'adultes se joignent à eux, solidarité oblige.

Quelques heures plus tard, la mairie les reçoit, leur rappelle que les manifs, le mardi c'est permis, mais là on est jeudi, vous pourriez pas faire comme tout le monde... ?? Eh ben non, ils peuvent pas. Vers midi, ils se cotisent et rackettent quelques adultes pour manger ; certains tentent de convaincre ceux restés à l'intérieur du collège de les rejoindre pour continuer des actions l'après-midi.

Plusieurs idées sont lancées : bloquer la circulation à l'entrée du bourg, défiler encore... Finalement des tracts sont distribués pour lancer une manif le lendemain à 10h.

Le vendredi matin, certains élèves sont retenus par leurs parents chez eux, interdits de manif... D'autres retournent en cours, par crainte des sanctions, pression des parents, retrait de la scène politique... C'est donc un groupe plus restreint, mais plus dynamique encore, qui se retrouve à 10h sur la place centrale avec musique, banderoles marrantes, les habits et le corps bardés de slogans anti-CPE. La solidarité massive des adultes est encore au rendez-vous, ils sont ce matin presque 10 à être avec nous.

Spontanément (ou longuement concertée ?), une action se décide : des jeunes se plantent au milieu de la route principale et bloquent les voitures jusqu'à ce que le conducteur/la conductrice klaxonne en signe d'approbation. Cette action est très gaie, les gens dans les voitures sont souvent souriants, à chaque coup de klaxon des cris de joie retentissent... seuls quelques irréductibles pro-CPE oseront ne pas klaxonner et se voient finalement relâchés sous les huées. On peut imaginer que les autres ne sont pas forcément anti-CPE pour autant, mais commencent ainsi leur journée acclamés à bon compte !

Peu à peu des adultes se joignent à la bande (restant prudemment sur les bords de la route, mais bon, tout de même...), la solidarité bat son plein, ils sont bien douze, voire treize.

L'action ne faiblit pas jusqu'à midi, puis à nouveau, collecte et pique-nique dans les prés. L'après-midi, il fait si beau... un groupe encore plus restreint redémarre l'action, qui durera jusqu'à 16h, heure à laquelle les flics jugent que c'est décidément trop dangereux pour ces chers petits de rester là, au milieu de la route... et viennent remettre bon ordre dans tout ce joyeux bazar.

Certains déterminés veulent continuer l'action la semaine prochaine, et jusqu'à ce que le CPE soit retiré. Ils se heurtent à plusieurs difficultés : les possibles sanctions du collège, les parents pas forcément d'accord, les cours qui pendant ce temps-là continuent... si seulement tos les collégiens pouvaient se joindre au mouvement... si seulement ceux déjà impliqué-es réussissaient à bloquer le collège pour de bon !! Si seulement les adultes pouvaient se joindre au mouvement pour de bon...

Mais quelle que soit la suite de l'histoire, et même si elle se termine là, c'est déjà une belle victoire : Forcalquier, premier collège à rejoindre le mouvement anti-CPE !!



# Interview de Jean, étudiant sur la situation à Marseille et à Aix

**- Dans quelle faculté étudies-tu ?**

A la fac d'économie de Marseille. Mais j'ai beaucoup participé à la lutte avec la fac de lettre d'Aix, plus engagée, ou j'ai des amis.

**- Appartenais-tu à un syndicat, un groupe, politique, une association avant le début du mouvement ?**

Non. Je suis cependant proche des milieux libertaires.

**- Travailles-tu à temps partiel pendant tes études ? Es-tu boursier ?**

Je travaillais à droite à gauche au premier semestre, puis j'ai obtenu une bourse au mérite (je ne suis pas boursier sur critères sociaux).

**- Y a-t-il eu des luttes auparavant dans ta faculté ( ? En quelle année, sur quels objectifs ou quels problèmes particuliers ? Quelles ont été les décisions qui les ont déclenchées ?**

Je n'avais jamais vécu de luttes auparavant.

**- Y a-t-il eu des grèves dans d'autres lycées ou fac de ta ville ? Qu'est-ce qui les a déclenchées ?**

De nombreuses facs ont été en grève, la première d'entre elles fut la fac Saint-Charles, la plus importante à Marseille. La grève s'est ensuite étendue petit à petit à d'autres facs puis aux lycées.

**- Les « émeutes » de novembre ont-elles été discutées dans ton établissement ? Y as-tu participé ou as-tu des copains qui y aient participé ? Quels liens établis-tu entre les deux révoltes ?**

Nous n'en avons pas parlé dans mon établissement. Je n'ai pas eu de lien avec ces émeutes.

Il existe un lien réel dans le ras-le-bol général de la politique et des projets de sociétés qu'on nous impose, que ce soit au niveau des banlieues ou pour la société dans son ensemble. Les discriminations, raciales ou économiques, sont impulsées par les mêmes personnes. Ce sont contre ces personnes que les deux révoltes étaient tournées même si les acteurs n'étaient pas les mêmes. Si les motifs n'étaient pas forcément les mêmes, il reste à faire prendre conscience aux acteurs des deux révoltes que nous avons les mêmes intérêts, et que pour changer la société rêvée par nos dirigeants, l'union sera nécessaire.

**- Le retrait du CPE était-il l'unique revendication ? Quelles étaient vos autres revendications ?**

Il s'agissait avant tout du retrait de la loi sur l'égalité des chances. Cette focalisation sur le CPE est l'œuvre des médias et des syndicats de travailleurs. Cette réduction m'a écœuré dès le début car la fin était alors prévisible. Les autres revendications étaient celles de la Coordination étudiante : retrait du CNE, démission du gouvernement... C'était aussi de façon plus implicite pour beaucoup d'entre nous le refus du projet de société libéral imposé par les grands industriels, financiers et politiciens, projet de société dont la mise en oeuvre va en s'accéléralant.

**- Qui les a rédigées ou mises en avant ?**

La coordination étudiante, qui regroupait des mandataires de chaque fac en grève chaque week-end.

**- Certains grévistes (y compris toi-même) ont-ils refusé d'avancer des revendications, considérant qu'elles limitaient le mouvement ?**

Elles ont grandi avec le temps. Il est certain que le large panel de grévistes amenait certains d'entre nous à une modération de nos souhaits pour conserver une certaine unité. Par exemple les actions mises en oeuvre ont été limitées par la frilosité des membres de l'UNEF ou de personnes plutôt attirées par le PS par exemple. Toutes les actions étant votées en AG, les plus « radicales » étaient refusées. Exemple tiré de la fac de lettre d'Aix : aller se servir au supermarché pour se nourrir pendant l'occupation

**- Quels départements de la faculté (quelles sections du lycée) ont été le plus mobilisés ? Peux-tu nous donner une estimation chiffrée ? Sais-tu pourquoi ?**

Ma fac s'est peu mobilisée. Il y a seulement des cursus d'économie/gestion. Il y a 1200 inscrits, 400 étudiants présents par jour. Le comité était composé d'une vingtaine de personnes. Les AG rassemblaient entre 200 et 300 personnes en moyennes. Pendant les deux semaines de blocage, il était voté à 70% en moyenne. Mais peu de gens se mobilisaient, même parmi ceux qui le votaient. Les menaces de la direction de la fac sur le tenus des examens dans les temps prévus et sur tout le programme ont provoqué la reprise des cours.

**- Quelle est l'influence du statut social ou de l'appartenance de classe des parents sur la lutte (étudiants salariés, boursiers, etc.) ?**

L'influence du statut social est déterminante. Les étudiants en gestion bercés dans l'idéologie de l'entrepreneuriat étaient les plus hostiles au blocage. L'individualisme et l'importance donnée à la réussite personnelle et à l'obtention de son diplôme au détriment de tout, valeurs données par son environnement, ont été les éléments provocateurs de l'hostilité au blocage.

**- Quelle a été l'attitude des enseignants et du personnel de la faculté (du lycée) ?**

Le doyen ne s'est pas prononcé au début, puis à tout fait pour que les cours reprennent (chantage sur les examens). Une partie du personnel « de base » nous a soutenu. Une petite partie des profs nous a implicitement soutenue, une petite partie explicitement méprisé, quelques profs du master nous ont ouvertement incité à participer au mouvement.

A noter que dans ma classe, nous avons choisi volontairement à la quasi unanimité de nous mettre en grève et de ne pas suivre les cours malgré l'absence de blocage pour notre cursus : les Master 2, composé à moitié d'étudiants en formation continue (non payés par l'employeur ou les ASSÉDIC en cas d'absence) étaient filtrés. Nous sommes le seul Master 2 de la fac à avoir adopté cette position.

**- Qui a déclenché la grève (les étudiants, les lycéens, les syndicats, etc.) ?**

La grève a commencé en février à Rennes où les étudiants ont été les premiers à se mobiliser. Une première manifestation intersyndicale en février (le 7 ?) a attiré peu d'étudiants. Les facs se sont ensuite mises petit à petit en grève, les blocages ont été votés en AG. Les lycées ont suivi ensuite. Les syndicats ont soutenu le mouvement. Des AG interprofessionnelles ont été mises en place vers la fin du mouvement, lorsque les étudiants sont allés réellement à la rencontre des travailleurs.

**- Le conflit s'est-il étendu et comment (dans le lycée ou la fac, dans la région, etc.) ?**

Dans ma fac, alors que le mouvement était important ailleurs, il a fallu que des profs et personnel administratifs de Saint-Charles, des chercheurs appuient les quelques étudiants qui voulaient se mobiliser pour que l'on commence à parler de la loi sur l'égalité des chances. Et peu de jours après, le blocage a été voté en AG.

**- Quelle a été l'originalité du mouvement dans ta ville par rapport à d'autres villes ?**

Le mouvement étudiant sur Marseille même est resté faible pour la grandeur de la ville. Les actions et la dynamique ont été impulsées par la fac de lettre d'Aix, leader de la région, sans laquelle peu de choses se seraient déroulées.

**- Quelle influence ont eu les étudiants de base sur le conflit (dans les débats, les AG) ?**

Dans ma fac le comité était sans étiquette. Les gens étaient peu politisés, peu intéressés par les luttes politiques, souvent sans avis (seul la carrière compte). Ainsi seule la base était présente. Les débats sont resté peu animés.

**- Qui a fait les propositions ?**

Dans l'ensemble les membres du comité, plus quelques « indépendants » comme moi, relativement bien écoutés.

**- Les propositions de la base ont-elles été prises en compte, ignorées, déformées ? Comment, par qui et pourquoi ?**

Devant l'absence de réelles propositions, pas de déformations. Ma fac a « suivi » le mouvement en quelque sorte. Les AG étaient assez démocratiques, les propositions écoutées

**- Quelles initiatives ont été prises pour obtenir le soutien d'autres gens que les grévistes (chez les enseignants, dans les entreprises, les parents d'élèves, les ATOS) : réunions publiques, manifestations, etc. ?**

Tentative de débats dans l'enceinte de la fac au début du blocage, quelques débats avec des prof, conférences...destinées aux élèves...

J'ai davantage participé aux actions de la fac de lettres d'Aix où se trouvaient les gens engagés à plein temps. Nous avons tracté aux entreprises pour appeler à la grève générale. Nous avons tracté dans la rue, et aux péages d'autoroutes pendant les opérations « péages gratuits » pour se financer.

**- Quels ont été les moyens utilisés pendant la grève : blocages, affiches, flyers, tracts, opérations coups de poing, actions dans les gares, les postes, les ANPE, les sièges de partis politiques, etc. ?**

Blocage de la fac voté en AG (deux semaines de réel blocage dans ma fac seulement), tractage, manif et diverses actions comme :

- déviation d'une manif à Marseille (arrivant au Vieux Port) pour arriver en masse devant le siège de l'Union des entreprises et repeinture de la façade avec des ballons remplis de peinture
- tentative dans la foulée d'occupation de la mairie de Marseille qui a tourné à l'affrontement avec les CRS
- occupation de la gare Saint-Charles
- à Aix, blocage des routes au niveau des trois ronds-points principaux permettant l'entrée dans la ville pendant quelques heures,
- barrage filtrant sur l'autoroute à Marseille
- sit-in à la porte d'Aix et divers axes routiers de quelques minutes, jusqu'au déploiement des CRS, puis sit-in un peu plus loin. Balladage de la BAC dans toute la ville pendant des heures...
- opérations péages gratuits pour diffuser des tracts et ramener quelques fonds pour plus de tracts...

Autres actions menées par Aix : occupation permanente de la fac, occupation de la mairie, « vidage » du local de l'UMP, pique-nique sur le périph, barrage à Fos-sur-mer...

**- Quelles ont été les initiatives prises contre la grève (propagande de l'administration, de la presse régionale, des organisations de droite et d'extrême droite, interventions policières, etc.) ?**

Pression de l'administration, menaces sur la tenue coûte que coûte des examens sur tout le programme aux dates prévues.

Menaces physiques des anti-bloqueurs et des étudiants de l'UNI.

Nombreuses arrestations policières pendant les manif, souvent aléatoires, contrôles d'identité en dehors des manifestations à tout endroit et tout moment..

Nombreuses menaces d'invasion et d'affrontement à la fac de lettres occupée d'Aix : menaces policières et surtout de groupes de jeunes d'extrême droite voulant casser du « gauchiste ».

**- Quel a été le rôle politique des organisations extérieures au lycée ou à la faculté (syndicats, partis politiques, organisations d'extrême gauche ou libertaires, etc.) ?**

Les syndicats sont restés assez mous et ont attendu un léger essoufflement du mouvement étudiant pour s'engager totalement, risquant la mort de la lutte. Ils ont diminué nos revendications en prenant l'espace médiatique (que dire du PS !) et s'accaparant quelque peu notre lutte. Ils n'ont jamais osé déclencher la grève générale qui aurait permis d'aller plus loin.

Cependant ils nous ont soutenu à de nombreuses reprises, ont participé à quelques actions coup de poing sur la fin...

**- Quelles ont été les formes d'organisation pratiquées par les étudiants ou les lycéens (comités de grève, AG, commissions, interpro, etc.) ?**

AG, création dans grandes facs de comités (communication/presse, action, tract, bouffe, nettoyage...)

**- Quel a été le rapport entre actions « légales » et actions « illégales » ? Comment ont-elles été perçues par les grévistes, les non grévistes, etc., les salariés de la ville ?**

Toutes les actions ont été votées en AG.

**- Quels sont les effets de la grève sur la reprise des cours, les examens, les rapports entre les grévistes et les non-grévistes, les bloqueurs et les antibloqueurs, les rapports avec les profs et l'administration ?**

La reprise des cours a été difficile, mais sans problème avec les étudiants ou profs dans mon cas. Les examens sont maintenus mais portent sur la moitié du programme.

**- Que pensent les étudiants (les lycéens) grévistes des conséquences du conflit sur les autres étudiants ou lycéens, sur les salariés de la ville ou de la région ?**

Je pense que ça a politisé beaucoup de monde, nombreux sont ceux qui ont beaucoup appris, chez qui est né une conscience citoyenne voire une envie de lutte. Le conflit a créé beaucoup de liens. Beaucoup sont prêts à retourner dans la rue...

**- Quelle a été l'attitude des médias locaux (presse écrite, radio, télévision, etc.) ?**

Je ne fais pas attention à la presse... Je lis juste « la Marseillaise » qui a très bien traité le conflit, était toujours présente et résumait bien les événements.

**- Comment la lutte s'est-elle développée (actions, extension, etc.) ?**

De simple blocage et manifs, passage à des actions coups de poing, à un appel auprès des salariés et au tissage de liens avec certains d'entre eux.

**- Comment le moral des étudiants a-t-il évolué ?**

Il a fluctué. De très bon quand le mouvement étudiant s'étendait et que chaque jour de nouvelles facs et lycées votaient le blocage, à une forte baisse devant l'absence de résultats et le faiblissement étudiant.. Il est remonté lorsque les salariés se sont mobilisés lors des grandes journées de manif nationales. C'est désormais la division entre ceux qui sont satisfaits et ceux qui en voulaient plus.

**- Y a-t-il eu des conflits parmi les grévistes (opinions différentes, divisions fondées sur l'origine nationale ou le genre, etc.) ?**

Durant le conflit, de façon générale, l'union régnait malgré les divergences d'opinion. Depuis, les conflits d'intérêt, les batailles de « parti » ou syndicats ont ruiné la belle unité. Chacun, suivant ses idées, encarté ou non, épie et critique ceux qui ne partagent pas ses idées...

**- Comment ont évolué les conflits personnels ou politiques entre les grévistes pendant la grève ?**

Pendant la grève c'était la franche rigolade entre rouges et noirs (à Aix). Aujourd'hui c'est donc plus tendu. Pas de conflit dans ma fac.

**- Quelles ont été les tentatives de médiation et de négociation (comité de grève, syndicats, etc.) ?**

Le comité de ma fac a négocié à la fin du blocage l'autorisation avec l'administration d'être absent sans conséquences pour participer aux manifs.

**- Que va-t-il se passer maintenant (conditions de la reprise des cours, mesures de rétorsion des enseignants et de l'administration, nouvelles luttes, etc.) ?**

Beaucoup d'étudiants vont travailler plus dur pour rattraper les cours. Dans ma fac (pas pour ma classe), les cours vont être rattrapés pendant la semaine de révision. Nous n'étions plus qu'une soixantaine mardi 24 avril devant la préfecture de Marseille pour réclamer la libération des personnes incarcérées à la suite de la lutte.

**- Que pensent les étudiants (les lycéens) de l'expérience qu'ils ont en vécue (forces, faiblesses, etc.) ?**

Expérience positive malgré des erreurs. De nombreux liens tissés.

**- Que pourrait-on améliorer ou faire différemment la prochaine fois ?**

Mieux organiser les AG, les temps de paroles, aller plus vite vers les salariés, aux portes des entreprises pour tisser des liens plus rapidement.

**- Quels liens les étudiants (les lycéens) établissent-ils entre leur lutte et la situation sociale générale ?**

Cela dépend énormément des endroits. Pour beaucoup, seul le CPE importait, du moins au début. Petit à petit, certains ont ouvert les yeux sur d'autres choses. Pour d'autres, la lutte portait d'entrée sur le système économique et politique et ses conséquences sociales, le CPE n'ayant été que ce qui a permis une grande mobilisation.

**- Quels liens établissent-ils avec les luttes des salariés ?**

Une grande partie est consciente que la lutte est commune et porte sur la résistance aux restructurations libérales et l'affirmation du souhait d'une société plus juste, plus solidaire, plus démocratique, moins individualiste.

**- Les filles ont-elles participé moins, autant ou plus que les garçons aux AG, aux actions, aux discussions ?**

Peut être un peu moins pour les actions coup de poing, mais elles étaient aussi nombreuses dans les manifs et AG.

**- Les organisations syndicales ou politiques ont-elles recruté pendant et après le mouvement ? Pour quelles raisons et sur quels thèmes ?**

Bien sûr... La CGT fait par exemple une grosse campagne... Chaque organisation a vu grossir quelque peu ses effectifs... Des étudiants veulent s'engager de façon permanente quelque part, les organisations sont désormais en recrutement...

**- Les comparaisons incessantes avec Mai 68 à chaque grand mouvement étudiant ou lycéen te semblent-elles pertinentes ou pas ? Pourquoi ? Qu'en pensent les autres étudiants ou lycéens ?**

Je pense que pour cette fois seulement on peut faire une certaine comparaison, par l'ampleur et les actions. Mais les motivations sont très différentes. Une partie aujourd'hui des grévistes manifestaient pour leur droit à consommer ( ! ). La logique n'est pas la même, même si les motivations étaient sans doute variées aussi en 1968.

# Interview de Pierre, étudiant de Jussieu (Paris)

## **Dans quelle faculté étudies-tu ?**

Je suis à l'université Paris VI Jussieu. Je suis boursier et je ne travaille pas.

## **Y a-t-il eu des luttes auparavant dans ta faculté ? En quelle année, sur quels objectifs ou quels problèmes particuliers ? Quelles ont été les décisions qui les ont déclenchées ?**

En 2001-2002 il y a eu le mouvement anti-guerre de l'Irak avec quelques AG mais ce n'est pas allé plus loin que quelques manifestations d'ampleur moyenne. \*

Au moment des présidentielles il y eu quelques AG et un petit mouvement auquel je n'ai participé que de très loin, puis un petit truc au moment de la réforme du LMD qui n'a débouché que sur des AG et quelques manifestations.

## **Les « émeutes » de novembre ont-elles été discutées dans ton établissement ? Y as-tu participé ou as-tu des copains qui y aient participé ? Quels liens établis-tu entre les deux révoltes ?**

On est dans un établissement central de Paris. Il y a quand même quelques banlieusards. Je n'ai pas rencontré de gens qui aient participé aux émeutes.

Dans les premières AG de février on a commencé bloquer le 27 février. Pendant la semaine précédente, celle du 20 février, des motions ont été proposées pour l'amnistie des « émeutiers » et cela a été adopté.

Les émeutes de novembre n'ont pas provoqué de discussions collectives importantes à Jussieu. C'est possible que dans des facs comme Saint-Denis, Nanterre ou Créteil des réunions se soient tenues. La fac n'était pas recouverte d'affiches. Quelques discussions informelles ont eu lieu, sans plus. Comme je suis en cinquième année, la sélection sociale est telle qu'il y a beaucoup moins de gens originaires de banlieue et issus des classes populaires.

## **Le retrait du CPE était-il l'unique revendication ? Quelles étaient vos autres revendications ?**

Les étudiants sont venus aux AG pour le CPE, pour s'informer.

Parmi mes amis personnels, on commençait à discuter du CPE avant même le début du mouvement. La plupart de mes copains à l'extérieur de la fac ont fait un peu de fac ou pas du tout. Je suis un des seuls à avoir continué après les trois premières années. Les autres ont arrêté et vivent de petits boulots. Ils se sentaient vraiment concernés par le CPE. Ce qui les sensibilisait le plus c'était le fait que l'on puisse être viré sans raison. Mais certains de ceux qui bossent dans des petits boulots disaient qu'ils pouvaient déjà se faire virer très facilement, même en CDI.

A la fac certains s'étaient déjà intéressés à la question. De petites AG, ou plutôt des réunions d'informations appelées par les syndicats, ont eu lieu à partir de début février. On était en retard sur Rennes. Le blocage de la fac de Rennes a servi d'argument moteur pour lancer la mobilisation et bloquer Jussieu. On sentait que les gens, quelle que soit leur position, s'intéressaient à la question.

Dès qu'il y a eu des AG plus nombreuses (les premières étaient de 200 personnes avec environ un tiers de syndicalistes du personnel de la fac (professeurs et ATOS) et des syndicalistes étudiants) sur proposition des syndicalistes ils ont proposé d'ajouter la loi sur l'égalité des chances et le CNE, et la non-diminution des postes offerts aux concours de professeurs au niveau du CAPES. L'argument principal était que la plate-forme avait été votée à Toulouse. Et cela a été voté aussi à Toulouse.

Une bataille interne à l'UNEF de Jussieu s'est déroulée entre la tendance majoritaire au niveau national qui est proche du PS et de l'autre côté la tendance minoritaire nationalement mais majoritaire à Jussieu qui est constituée par les JCR et quelques individus de LO. Le PS ne voulait parler que du CPE et ne voulait pas élargir à d'autres revendications. « Trop de revendications tuent la revendication » a affirmé l'un d'eux à une AG.

Aux premières AG on voyait surtout des syndicalistes.

Au début du mouvement j'ai rencontré pas mal de gens militants libertaires mais aussi des non-militants, des étudiants ordinaires, qui voulaient autre chose que les AG syndicales et ont commencé à parler d'autre chose que du CPE : salariat, travail, diplômes, précarité. Des petites réunions étaient organisées avec des

discussions informelles et on a eu des discussions autour des articles. Les AG nous ennuyaient et on voulait faire autre chose. On pensait que le mouvement allait décroître et on n'est pas allés aux AG. Et quand le mouvement a démarré, et bien on a eu un métronome de retard. Et on a changé d'avis plusieurs fois de suite sur notre participation.

On a créé un journal – *Le canard du Jussieu* – qui a sorti 3 numéros assez critiques envers la façon dont se déroulaient les AG et les batailles entre organisations. Il a malgré tout eu une petite influence sur le mouvement dans Jussieu mais aussi d'autres universités.

Certains grévistes (y compris toi-même) ont-ils refusé d'avancer des revendications, considérant qu'elles limitaient le mouvement ?

Quelques individus voulaient plus que le retrait du CPE mais ce n'était qu'une infime minorité.

**Quels départements de la faculté (quelles sections du lycée) ont été le plus mobilisés ? Peux-tu nous donner une estimation chiffrée ? Sais-tu pourquoi ?**

A Jussieu, les UFR les plus mobilisées étaient celles de Lettres Art et Cinéma, ils ont été parmi les premiers à débrayer et à venir, une partie des jeunes de psycho, à l'UFR de Géographie, histoire et sciences sociales qui est dans le XIII<sup>e</sup> (la direction de leur UFR était solidaire et ils ont organisé des cours ouverts à tout le monde avec des topos sur la précarité, l'immigration, etc.).

**Combien d'étudiants (de lycéens) comporte ton établissement ?**

On avance le chiffre de 40 000 inscrits pour Paris VI et Paris VII et 20 000 personnels (il y a beaucoup de labos ; Jussieu est un des plus gros campus scientifiques d'Europe et Paris VI la plus grosse fac scientifique française.

Tout le monde n'est pas physiquement sur le campus qui est partiellement délocalisé. Une partie des étudiants lâchent les cours durant l'année, d'autres viennent toute l'année et lâchent avant l'examen. Chaque jour on estime que 8000 étudiants seraient présents sur le campus chaque jour. Quant au personnel ils viennent travailler quasiment tous les jours.

**Quelle est la composition sociale des étudiants (des lycéens) : origines régionales et nationales, proportion de filles et de garçons, de boursiers, de salariés, etc. ?**

Les étudiants travailleurs ont en principe plus de mal à se mobiliser. Je ne dispose pas de statistiques. Dans le mouvement, il y a autant de filles que de garçons, dans les milieux militants, comme dans les autres. J'ai l'impression que les plus militants avaient participé aux mouvements lycéens de l'année dernière ou en tout cas avaient suivi ces mouvements.

**Quelle est l'influence du statut social ou de l'appartenance de classe des parents sur la lutte (étudiants salariés, boursiers, etc.) ?**

J'ai l'impression que le statut social n'a pas directement joué de rôle dans le mouvement.

**Quelle a été l'attitude des enseignants et du personnel de la faculté (du lycée) ?**

Sur ma fac les syndicats de personnel ont essayé de faire des AG. Les personnels et les profs ont été sympa, nous ont encouragés mais ils n'avaient pas très envie de faire grève eux-mêmes. Un ou deux profs sont intervenus à titre individuel sur les AG pour dire ce qu'ils pensaient des examens. Les décisions concernant les examens se prennent UFR par UFR. Les profs au sein même d'une UFR peuvent prendre les décisions qu'ils veulent.

Les stressés des exams ont voulu aller voir les profs en disant « il faut que nos diplômes aient quand même de la valeur » avec, dans la tête, une phobie de Mai 68 et de son bac facile.

Les profs étaient dans l'expectative. Ils restaient très vagues et n'avaient pas de positions politiques sur la question des examens.

**Qui a déclenché la grève (les étudiants, les lycéens, les syndicats, etc.) ?**

Ca a commencé par des barrages filtrants plutôt sous l'initiative des syndicalistes, ensuite — étant donné que cela avait marché et que les AG commençaient à être nombreuses 400. Les syndicalistes se sont dits qu'il y avait quelque chose à faire et ils sont partis sur l'exemple de Rennes.

Il y avait un contexte favorable et même exceptionnel par rapport aux années précédentes sur la fac de Jussieu. C'était la première fois que je voyais une AG aussi importante.

**Quel est le rôle concret de Jussieu dans l'extension ?**

Certains trotskystes ont poussé à aller voir les lycées au début du mouvement mais je n'y ai pas participé. Au moment de la phase la plus haute du mouvement, ils sont allés tracter dans les gares et les stations de métro pour toucher des travailleurs. Ce que je pense être une erreur parce que cela touche pas directement

les gens en tant que travailleurs, mais en tant que simples citoyens. Sur la fin alors que le mouvement commençait à descendre, les syndicalistes étudiants se sont décidés à assumer leur appel à la grève générale et aller voir des salariés sur leurs lieux de travail.

L'UNEF n'a jamais pris position ni pour ni contre le blocage. Ils ont été très prudents pour ménager l'avenir.

Jussieu a très peu été un centre d'attraction pour les lycéens, et pas non plus pour les étudiants, chaque fac étant plutôt centrée sur elle-même. Les lycéens venaient pour les manif et une infime minorité venaient aux AG pour s'investir, mais individuellement.

Symboliquement Jussieu a été important parce que le blocage a tout de même été suivi. Et c'est une fac dont on a un peu plus parlé à la télé que les autres facs.

### **Quelle a été l'originalité du mouvement dans ta fac par rapport à d'autres ?**

La seule originalité c'est qu'on a une forte implantation de la JCR et que ce sont eux qui ont mené le mouvement dans la fac.

### **Quelle influence ont eu les étudiants de base sur le conflit (dans les débats, les AG) ?**

Globalement, ils n'avaient pas forcément envie d'aller plus loin que ce que leur racontaient les JCR. Les JCR avaient un discours plus radical que le reste de l'UNEF (ils sont à l'intérieur de ce syndicat dont ils forment une tendance minoritaire depuis plusieurs années). Les gens de la majo de l'UNEF (PS, PCF) étant plus jeunes et moins expérimentés, ils se mélangeaient les pinceaux dans les AG et disaient parfois le contraire de ce qu'il leur aurait fallu dire – suivant leur ligne, bien sûr.

Les étudiants à certains moments, de manière partielle et localisée, ont parfois débordé la tribune syndicale sur la façon dont se faisaient les votes (le comptage des votes à main levée était sujet à polémiques), par exemple. Cela a toujours pu être rattrapé, réorienté par la suite, par la tribune.

Quelques individus ont pu faire des propositions plus radicales, voire loufoques, mais ils n'ont pas été suivis.

Il y avait les manœuvres classiques (donner la parole une fois sur deux aux militants de la même organisation, sans qu'ils annoncent leur appartenance) mais ce type de manœuvre ne peut fonctionner longtemps sans que les gens s'en rendent compte. Malgré cela les étudiants n'avaient pas envie de remettre en cause ce que disaient les syndicats.

### **Qui a fait les propositions ?**

Les syndicalistes de l'UNEF (mino et majo). Au début du mouvement il y avait une présence extérieure du PT et de la FSE, mais les deux ont disparu en voyant sans doute que les JCR contrôlaient le mouvement. Du moins c'est mon hypothèse.

LO (majo et Fraction) était aussi présente.

Il y a eu quelques propositions faites par des étudiants non organisés, mais le plus souvent sur des questions peu importantes (colorer l'eau des fontaines pour protester contre la répression).

Les étudiants ont suivi les organisations syndicales parce que le discours des JCR correspondait à ce qu'ils attendaient : blocage, liens avec les lycées, tractage. Les JCR ont même eu tendance au début à pousser les étudiants en avant. Une méfiance très forte s'est exprimée vis-à-vis des syndicats et des organisations politiques : les étudiants demandaient aux gens de se présenter et de révéler leur appartenance politique ou syndicale, voire souhaitaient qu'il y ait autant de syndiqués que de non-syndiqués à la tribune et dans les délégations (souhait anticipé par les syndicalistes).

### **Quelles initiatives ont été prises pour obtenir le soutien d'autres gens que les grévistes ?**

Surtout des diffusions de tracts dans les gares parisiennes, puis des tentatives très minoritaires d'aller vers les entreprises, en partie à l'initiative des militants de LO (SNECMA, Banque postale, cheminots) en commun avec des syndicalistes et sympathisants de LO. Il y a eu une tentative très minoritaire d'aller voir les gens des chantiers (de désamiantage et de construction) de Jussieu qui n'a débouché sur rien et qui a été ignorée totalement par les militants de LO et des JCR.

A part les syndicalistes du personnel (ATOS et enseignants) les personnels ne venaient pas aux AG étudiantes et tenaient leurs AG séparées. Les AG des personnels étaient surtout des AG d'information très peu combatives. Certains des personnels ont sans doute fait grève individuellement lors des journées d'action.

### **Quels ont été les moyens utilisés pendant la grève ?**

Barrages filtrants avec diffusion massive de tracts à l'entrée de la fac, blocages de gares, diffusion de tracts dans les gares et les supermarchés.



### **Quelles ont été les initiatives prises contre la grève?**

Sur Jussieu, la répression a été inexistante. Les mecs des RG étaient présents de temps à autre mais on n'a même pas vu de cars de flics. L'administration dans un communiqué de la présidence au début du blocage a indiqué qu'elle aurait pris contact avec le préfet mais que celui aurait répondu qu'il fallait attendre. Le seul jour où les flics sont venus, c'est quand des chercheurs ont voulu forcer le piquet de grève et où les flics se sont placés entre les deux pour modérer... les antigrévistas.

Une autre fois, après une manif un peu agitée à la Sorbonne et sa dispersion, quelques dizaines de manifestants se sont retrouvés devant Jussieu et au bout de 20-30 minutes un car de policiers anti-émeutes et plusieurs voitures sont arrivés. Les manifestants se sont réfugiés tout de suite dans la fac en escaladant la grille (la fac était fermée il était près de 21 heures), mais certains se sont fait arrêter. Mais les policiers n'ont pas poursuivi ceux qui avaient réussi à entrer dans la fac et ne sont même pas restés à l'extérieur pour les attendre.

Une petite organisation d'antibloqueurs s'est créée sur la fac, en partie noyauté par l'UNI, mais majoritairement composée d'étudiants uniquement inquiets pour leurs cours. On a eu aucun affrontement à part un petit chahut de temps à autre. On peut dire qu'ils étaient encore plus minoritaires que les bloqueurs mais que s'ils avaient eu la volonté de débloquent la fac, même en étant moins nombreux mais déterminés à se battre, ils auraient pu facilement le faire. Ce qui n'a pas été le cas.

Cependant, de nombreux événements à Jussieu ont été médiatisés alors qu'il ne s'était rien passé de sérieux.

### **Quel a été le rôle politique des organisations extérieures à la faculté ?**

La CGT a appuyé le mouvement en tirant des tracts, en prêtant des porte-voix, une sono. Les partis politiques de gauche n'ont pas diffusé de tracts (leurs militants sont intervenus en portant la casquette syndicale, union de la gauche oblige), le MJS a collé des affiches au début du mouvement.

### **Que pensent les étudiants ou les lycéens de ces organisations ?**

Les étudiants sont méfiants. Ils ont peur d'être manipulés, ils stigmatisent le militantisme, pas très à la mode chez eux ; je relie cette attitude avec la vague abstentionniste dans la jeunesse, ils ne sentent pas représentés par ces organisations, elles leur semblent extérieures, d'autant plus qu'elles regroupent très peu de gens.

Une minorité va un peu plus loin en disant des trucs comme « le PS et la droite, c'est pareil », ou « La LCR s'ils arrivent au pouvoir, qu'est-ce qu'ils vont pouvoir faire ? ». Mais il n'y a pas de volonté d'organisation autonome ou à la base de groupe importants d'étudiants.

### **Quelles ont été les formes d'organisation pratiquées par les étudiants ou les lycéens?**

A Jussieu, il y a eu des AG régulières, quotidiennes au début du blocage, qui avaient lieu soit le matin, soit le midi et qui duraient entre 2 à 4 heures. Les après-midi, quasiment tous les jours, un comité de mobilisation se réunissait et n'importe quel étudiant pouvait y participer. Il se chargeait de préparer la journée suivante et la mobilisation à venir. De fait, le comité de mobilisation avait un poids décisionnel aussi important que celui de l'AG ; il pouvait orienter l'action dans un sens, ou faire preuve d'inertie si une décision ne lui plaisait pas. Le comité de mobilisation comprenait un tiers de militants syndicalistes et politiques, et le reste était composé du, noyau dur des étudiants radicalisés. Ces derniers, même s'ils collaboraient avec les syndicalistes, étaient quand même un peu méfiants. Les commissions, en général, ne regroupaient pas beaucoup d'étudiants, surtout des militants. C'est là qu'on pouvait voir la barrière entre les militants « professionnels » et les étudiants de base. Malgré tout un comité culture qui a rassemblé des étudiants qui voulaient organiser des activités culturelles sur la fac (concerts, « jeu de loi » à base de pochoirs sur les trottoirs, projections de films, etc.).

Des réunions intersyndicales se sont tenues à la faculté mais pas d'interpro avec des entreprises en lutte.

### **Quels problèmes ont-ils rencontrés en s'organisant ?**

Le fait que le mouvement ait été minoritaire n'a pas posé de problèmes. La majorité des non-grévistes a été silencieuse et passive. Ils avaient trop peur de ne pas avoir leurs examens pour faire quoi que ce soit. De petits problèmes sont apparus au niveau de l'organisation des AG, pour le comptage des votes, etc. Malgré le nombre important de gens dans les AG, seuls 10% participaient au blocage. Sur des AG de 800 à 1000 personnes, par exemple, seules une petite centaine venait bloquer la fac le matin.

### **Quel a été le rapport entre actions « légales » et actions « illégales » ?**

Dans les AG les étudiants ne se sont pas tellement posés le problème de la légalité. La majo de l'UNEF a tenu des discours du genre « On n'est pas légitime parce qu'on n'est pas la majorité », mais l'argument n'a pas convaincu.

L'existence d'affrontements symboliques aussi étendus et déterminés entre les flics d'un côté et de l'autre des étudiants, des jeunes chômeurs, des lycéens et une poignée de lascars est un événement nouveau. La plupart des gens qui étaient arrêtés suite à ces affrontements étaient inconnus des milieux militants, ce qui me fait penser qu'il y a une sorte de colère un peu plus profonde que ce qu'on peut voir à la surface, une haine du flic, certes un peu primaire, qui prouve que certains jeunes n'en peuvent plus.

En tout cas, il n'y a pas eu de rejet de la part du mouvement de ces affrontements.

**Quels sont les effets de la grève sur la reprise des cours, les examens, les rapports entre les grévistes et les non-grévistes, les bloqueurs et les antibloqueurs, les rapports avec les profs et l'administration ?**

Majoritairement ce que les étudiants veulent, c'est passer leurs examens. Au moment de la reprise des cours l'UNEF (majo et mino) a essayé de relancer le mouvement avec pour objectif d'obtenir des « conditions justes pour les examens », ce qui n'a pas du tout marché.

La plupart des étudiants savent qu'ils passeront leurs examens à la fin de l'année même s'ils doivent bosser un peu plus. La sélection est prévue à l'avance. Le handicap est le même pour tout le monde. La faculté ne peut pas éliminer toute une promotion. A mon avis, le nombre de gens recalés ne sera pas plus important que d'habitude.

Certains professeurs sont fâchés parce qu'ils n'auront pas le temps de finir le programme, d'autres disent que de toute façon ils n'ont jamais le temps de le terminer.

**Que pensent les étudiants grévistes des conséquences du conflit sur les autres étudiants ou lycéens, sur les salariés?**

Tout le monde ressent comme une victoire qu'on ait montré qu'on pouvait faire quelque chose. Même ceux qui ont initié le blocage n'étaient pas persuadés qu'on pouvait avoir un poids dans la société, et la plupart de ceux qui ne voulaient pas faire grève étaient persuadés du contraire. Maintenant on tient un argument solide vis-à-vis de ces gens-là.

**Quelle a été l'attitude des médias ?**

Jusqu'à l'occupation de la Sorbonne on n'a pas vu beaucoup de journalistes. Globalement le mouvement a juste été brièvement décrit, sans antipathie ni sympathie. L'AFP, à mon avis, a été sympa en rapportant des chiffres un peu revus à la hausse et en ne s'attardant pas sur ce qui aurait pu discréditer le mouvement, en n'insistant pas sur le côté minoritaire du mouvement, l'opposition des antibloqueurs. Après l'occupation de la Sorbonne, il y avait des caméras et des photographes tout le temps, et ce pendant plusieurs semaines.

L'occupation de la Sorbonne a marqué une étape. Les gens ont cru qu'il y avait eu un affrontement important avec les policiers (alors que ce n'était pas vraiment le cas) et on peut dire que le symbole de Mai 68 a fonctionné.

**Comment la lutte s'est-elle développée (actions, extension, etc.) ?**

**Comment le moral des étudiants (lycéens) a-t-il évolué ?**

Le plus dur aura été de gérer la fatigue, les blocages ayant duré quasiment deux mois entiers. Des étudiants très mobilisés au début se sont éloignés du mouvement, mais la relève s'est toujours faite par les nouveaux arrivants.

**Y a-t-il eu des conflits parmi les grévistes (opinions différentes, divisions fondées sur l'origine nationale ou le genre, etc.) ?**

À ma connaissance, non. Les JCR se sont débrouillés pour se maintenir à la tête du mouvement. Les oppositions politiques étaient plutôt rares et faiblardes.

**Quelle est la réaction de l'administration et des enseignements après la fin de la grève ?**

**Quelles ont été les tentatives de médiation et de négociation (comité de grève, syndicats, etc.) ?**

Grosso modo, les syndicalistes étaient toujours en contact avec la présidence de l'université, mais ils ont refusé de négocier l'arrêt du blocage. Il est difficile de dire le contenu des discussions qu'ils avaient.

**Que va-t-il se passer maintenant (conditions de la reprise des cours, mesures de rétorsion des enseignants et de l'administration, nouvelles luttes, etc.) ?**

Globalement, il n'y a pas pour l'instant de mesure visible de rétorsion. Divers petits groupes d'étudiants mobilisés à la base se sont créés à l'extérieur des organismes traditionnels, autour d'une volonté d'avoir

des discussions plus approfondies, mais je ne suis pas très optimiste quant à leur survie après les vacances scolaires.

**Que pensent les étudiants (les lycéens) de l'expérience qu'ils ont en vécue (forces, faiblesses, etc.) ?**

Je ne pense pas qu'un bilan collectif clair ait été tiré du mouvement. En gros, la seule démarcation se fait entre ceux qui ont l'impression d'avoir gagné, et ceux qui malgré tout, aurait aimé aller plus loin.

**Que pourrait-on améliorer ou faire différemment la prochaine fois ?**

À mon avis, cela ne dépend pas uniquement des choix des divers individus quant à la manière d'organiser le mouvement, mais plus de la volonté collective qui s'exprime pendant celui-ci. Si la majeure partie des étudiants décident de ne pas aller plus loin qu'une simple lutte revendicative, ils n'y a pas grand chose à redire, étant donné la victoire sur ce point du mouvement.

**Quels liens les étudiants (les lycéens) établissent-ils entre leur lutte et la situation sociale générale ?**

Je trouve cela très positif que des jeunes scolarisés ce soit bougés sur quelque chose qui les touche en tant que salariés, et pas en tant qu'étudiant. Mais de là à dire que tous les étudiants en ai tiré des conclusions, en se voyant maintenant comme partie intégrante du salariat et pas comme un secteur différencié (la jeunesse), il y a tout de même un pas.

**Quels liens établissent-ils avec les luttes des salariés ?**

Le seul lien qui a été fait, et qui n'a pas eu de retombé pratique hors des grandes manifestations nationales, était un appel à la solidarité contre le gouvernement.

**Comment s'est fait le travail de popularisation de la lutte : dans quels endroits, vis-à-vis de quelles personnes, avec quels résultats concrets ? Des liens nouveaux et prometteurs ont-ils été tissés pour de futures luttes ?**

J'aurai tendance à dire que le mouvement n'a pas dépassé de manière durable les limites de la jeunesse scolarisé, au niveau de l'université de Jussieu.

**Les filles ont-elles participé moins, autant ou plus que les garçons aux AG, aux actions, aux discussions ?**

J'ai pu constater un bon équilibre entre le nombre de garçons et de filles dans les coordinations et à tous les niveaux du mouvement. C'est quelque chose d'inhabituel.

**Les organisations syndicales ou politiques ont-elles recruté pendant et après le mouvement ? Pour quelles raisons et sur quels thèmes ?**

Durant tout le mouvement, l'UNEF n'a eu de cesse de rappeler l'importance de l'organisation politique, et donc bien entendu du syndicat. Les organisations ont surtout lancé leur recrutement sur la fin du mouvement, avec comme argument principal que la seule manière de rester mobilisé hors des luttes était de faire parti d'un syndicat et aussi bien sûr d'une organisation politique.

**Les comparaisons incessantes avec Mai 68 à chaque grand mouvement étudiant ou lycéen te semblent-elles pertinentes ou pas ? Pourquoi ? Qu'en pensent les autres étudiants ou lycéens ?**

Personnellement, ça m'a plus fatigué qu'autre chose : il ne s'agissait pas de la comparaison entre deux mouvements réels, mais entre celui que nous vivions et le mythe de 68. D'ailleurs, je me souviens d'avoir vu plusieurs vieux soixante-huitards venir sur les piquets pour discuter avec les jeunes.

En tout cas, Mai 68 semble également être quelque chose d'assez lointain pour les étudiants également, et sur le terrain, la plupart semblaient plus concentré sur le CPE que par le fait de refaire Mai 68.

# **Chronologie, très subjective, incomplète et comportant très probablement des erreurs, du mouvement contre le CPE, vu depuis l'université de Jussieu**

Note : les AG de Jussieu avaient lieu à 10h les jours de blocage, et à midi les autres jours

## **Semaine 1 : 13.02**

Mardi : AG à Jussieu (amphi de physique), 120 personnes, amphi de physique, principalement des militants syndicaux (étudiants et personnels). La majo de l'UNEF s'en prend plein la gueule, parce qu'elle tient à avancer sur la seule revendication du CPE, et pas le CNE ou autre.

Jeudi : Rencontre avec le collectif qui donnera plus tard le Canard de Jussieu

## **Semaine 2 : 20.02**

Mardi : AG à Jussieu (amphi de psycho), impossible de compter les participants (l'AG a lieu dans un amphi surbondé où la plupart des étudiants attendent en fait que le cours qui devait avoir lieu à la place de l'AG ai lieu). On vote le barrage filtrant pour le Jeudi. La majorité de l'UNEF se décrédibilise en insistant pour ne pas avancer le CNE comme une revendication alors qu'un vote gagnant sur ce sujet a déjà eu lieu.

Jeudi : AG à 400, (amphi de bio) record largement battu à Jussieu, grâce au barrage filtrant à l'entrée de l'université (de mémoire, depuis 6 ans les AG sur cette fac avaient rassemblé au plus 200 personnes). Vote du blocage pour le lundi suivant.

## **Semaine 3 : 27.02**

Lundi : blocage de Jussieu, 1000 personnes en AG

Mardi : blocage de Jussieu

Mercredi : blocage de Jussieu. AG : arrêt du blocage Jeudi.

Jeudi : rien.

Vendredi : AG qui vote le barrage filtrant pour lundi suivant

## **Semaine 4 : 6.03**

Lundi : pas de blocage à Jussieu, barrage filtrant, 600 à 700 en AG. Vote du blocage pour le lendemain. Action au Resto U à midi.

Mardi : blocage

Mercredi : blocage. Premier soir d'occupation à la Sorbonne (une centaine de personnes).

Jeudi : blocage à Jussieu et à la Sorbonne. Deuxième soir d'occupation à la Sorbonne (une vingtaine de personnes). Un peu de « bagarre » le soir devant la Sorbonne.

Vendredi : déblocage et barrage filtrant à Jussieu ; vote du blocage le lundi.

L'après midi, manifestation sauvage qui fini en une occupation plus importante de la Sorbonne, 200 à 300 personnes entre à l'intérieur vers 17h, puis sont gentiment évacuées par les CRS à 4h du matin, après que ceux-ci ai nettoyé le quartier de ceux qui étaient restés dehors).

Samedi, dimanche : diverses manifestations devant la Sorbonne.

## **Semaine 5 : 13.03** Échauffourées à la Sorbonne tout les soirs sauf vendredi.

Lundi : Blocage à Jussieu. Occupation du collège de France après une manifestation sauvage autour de la Sorbonne.

Mardi : Manifestation déclarée pour «libérer» la Sorbonne.

Mercredi : AG à 800-1000 à Jussieu. Beaucoup d'étudiants anti-blocage sont présent (100 à 200).

Jeudi : Manifestation place d'Italie -Sèvres Babylone. La police franchit un cap, Sarkozy est sorti de sa planque pour aider Villepin : 140 interpellations au moins à Sèvres. Une partie des gens (800-1500) part sur la Sorbonne. Échauffourées à la Sorbonne, présence d'une soixantaine de facho affiliés au FNJ principalement, mais aucun affrontement direct avec eux. 182 arrestations en tout.

Vendredi : Blocage à Jussieu. Rien de particulier à dire.

Samedi : Blocage à Jussieu pour éviter les examens déplacés au samedi. Manifestation nationale Denfert-Nation appelée par les syndicats. 1 million dans les rues sur la France. Peu d'étudiants à Paris. Échauffourées à la Nation, rue d'Avron et la Sorbonne. 140 interpellations.

**Semaine 6 : 20.03** Blocage toute la semaine à Jussieu

Lundi : Grosse AG à Jussieu (1000 personnes). 500 votes pour le blocage, 300 contre (tous les spectateurs ne votent pas). Reconduction du blocage jusqu'à Mercredi. On gueule le slogan «Jussieu en grève jusqu'au retrait» dans l'AG juste après le vote, de manière très spontanée. Premier jour de l'occupation de l'EHESS.

Mardi : Absent de la fac. Manifestation étudiante à Paris. Échauffourées à la Sorbonne.

Mercredi : AG à Jussieu. Environ 700

Jeudi : Manifestations Place d'Italie-Invalides. Plusieurs dizaines de milliers à Paris. La province est montée par groupe de 200 en moyenne par université (Reims, Lyon 2, Tours, Poitiers...). 2000 casseurs selon la police (chiffres très exagéré, ils comptent probablement tout ceux qui ne ce sont pas dispersés). 387 arrestations.

Vendredi : AG à Jussieu 600 personnes environ. Un militant rennais de LO annonce à l'AG de Jussieu que les étudiants de rennes vont à Peugeot.

**Semaine 7 : 27.03** Blocage toute la semaine à Jussieu

Lundi : blocage à Jussieu

Mardi : Petite AG à Jussieu (300 au début, 400-500 sur la fin ?) manifestation syndicale, entre 1,5 M et 3 M. Tractage à 5 au chantier de Jussieu le matin.

Mercredi : Blocage à Jussieu, concert de la compagnie Jolie Môme, projection du film Attention Danger Travail, la fête dure jusqu'à la nuit. Tractage à 2 le matin puis à plus de 10 au chantier.

Jeudi : blocage, puis manif sauvage jusqu'à la Gare de Lyon pour bloquer la gare l'après midi.

Vendredi : promulgation télévisée de la loi par Chirac. Manifestation sauvage, allant moins vers l'« affrontement » que les précédentes. Trajet Bastille (20h) - Opéra (6000 personnes) - Concorde - Assemblée nationale (23h, 3 à 4000 personnes) - Sorbonne - Sacré-Cœur (1500-3000 personnes, 2h du matin) - dispersion avec quelques groupe de plusieurs centaines de personnes.

**Semaine 8 : 2.04** blocage tous les jours à Jussieu

Lundi : 600 en AG à Jussieu. Bataille de bombe à eau contre les anti-blocage.

Mardi : Manifestation République - Place d'Italie.

Mercredi : AG à Jussieu

Jeudi : Tractage à une douzaine à la Pitié-Salpêtrière.

Vendredi : AG à Jussieu. Une quarantaine d'étudiant (principalement de la Sorbonne et Tolbiac) se rendent, mené par l'avant-garde ouvrière et étudiant de LO à l'usine SNECMA de Villelaroche

**Semaine 9 : 10.04** Première semaine des vacances

Lundi : Retrait du CPE

Mardi : Petite AG à Jussieu (200-300 personnes ?)

Mercredi : Saut à l'AG en lutte, une cinquantaine de personnes sont présente

Jeudi : Pas grand-chose

Vendredi : 165 en AG à Jussieu

**Semaine 10 : 17.04**

Mercredi : AG ridicule à 40 à Jussieu, les JCR insistent qu'il faut défendre des conditions d'examens justes.

**Semaine 11 : 24.04** Rentrée

Lundi : AG à 1000 à Jussieu, principalement composée d'étudiants hostiles à la continuation du mouvement, et seulement venus pour savoir comment vont se passer leurs examens. «Occupation» de la Sorbonne, le soir, puis manif sauvage après l'évacuation (300 - 500 personnes ?)

Mardi : bousculade à 200 avec les policiers devant la Sorbonne.

# Interview de Felix (Reims)

**Appartenais-tu à un syndicat, un groupe, politique, une association avant le début du mouvement ?**

Non, je n'avais aucun engagement militant avant le début du mouvement et toujours pas aujourd'hui.

**Travaillais-tu à temps partiel ?**

Oui je travaillais à temps partiel exceptionnellement. Sinon franchement je fais un peu tout ce que je trouve, surtout des missions d'intérim.

**Y a-t-il eu des luttes auparavant durant ta scolarité ?**

Oui j'ai déjà manifesté pour la sécurisation du Boulevard Pommery. Quand j'étais collégien, une amie a été renversée par une voiture.

**Les « émeutes » de novembre ont-elles été discutées dans ton quartier ? Y as-tu participé ou as-tu des copains qui y aient participé ? Quels liens établis-tu entre les deux révoltes ?**

Oui bien sûr les jeunes en ont parlé et il y en a même une paire qui y ont participé. Moi-même j'en étais comme par exemple pour la MJC, car ils nous avaient entubé mensonge, fausses promesses. En tout cas on ne s'est pas attaqué à des innocents.

Pour ce qui est du lien entre les deux révoltes, je pense surtout que s'ils créent le CPE s'est aussi pour entuber les mêmes personnes que les deux jeunes morts à Clichy et tout les habitants des banlieues.

**Le retrait du CPE était-il l'unique revendication ? Quelles étaient vos autres revendications ?**

Non il y avait en plus une forte envie de faire chier Sarko, le gouvernement et aussi leur montrer que si l'on voulait on pouvait. En plus tu retrouvais les thèmes comme le retrait du CNE, de la loi sur l'égalité des chances et la loi sur l'immigration jetable sur la fin.

**Certains grévistes (y compris toi-même) ont-ils refusé d'avancer des revendications, considérant qu'elles limitaient le mouvement ?**

Non par contre dans mon quartier, certaines personnes pensaient qu'y aller ne servait à rien. Par contre suite aux événements du 04 avril (matraquage des manifestants par les flics), des personnes non présentes se sont rendues compte qu'elles auraient dû être là.

**Qui a déclenché la grève (les étudiants, les lycéens, les syndicats, etc.) ?**

Ce sont les étudiants qui ont déclenché la grève suivis de près par les lycéens.

**Le conflit s'est-il étendu et comment (dans le lycée ou la fac, dans la région, etc.) ?**

Ma copine étant lycéenne, j'ai pu voir une très forte amplification au fil du temps et une radicalisation d'une partie du mouvement. La manière la plus flagrante d'une augmentation de ce mouvement s'est faite surtout à cause des médias : relais du gouvernement, mais aussi miroir d'un mouvement en marche qui a fait suivre pas mal de monde.

**Quelle a été l'originalité du mouvement dans ta ville par rapport à d'autres villes ?**

On a pu voir des musiciens (percussions) dans les cortèges et lors des blocages du 04 et ce même jour des manifestants ont tendu des fleurs au CRS. Sinon rien de bien original.

**Quels ont été les moyens utilisés pendant la grève : blocages, affiches, flyers, tracts, opérations coups de poing, actions dans les gares, les postes, les ANPE, les sièges de partis politiques, etc. ?**

Il y a eu des opérations coups de poing le 04 Avril avec l'occupation de la gare, suivi du blocage de l'accès au centre ville, terminé par une descente sur l'autoroute. Sinon on a pu voir des tracts, flyers et quelques affiches.

**Quelles ont été les initiatives prises contre la grève (propagande de l'administration, de la presse régionale, des organisations de droite et d'extrême droite, interventions policières, etc.) ?**

L'Union a pris fait et cause pour la propagande du gouvernement. La police nous a chargé sans sommation lors de la manif du 04 Avril et la CFDT a tout fait pour canaliser le mouvement, voir à se ranger du côté des flics en tenant un double discours.

**Quelle a été l'attitude des médias locaux (presse écrite, radio, télévision, etc.) ?**

Les médias locaux ont plutôt été avec les pro CPE et les forces de l'ordre. D'un côté ils défendaient à demi mot Villepin et de l'autre ils nous criminalisaient.

# Interview de Jules, étudiant de Reims

- **Dans quelle faculté étudies-tu ?**  
lettres et science humaine à Reims
- **Appartenais-tu à un syndicat, un groupe, politique, une association avant le début du mouvement ?**  
non syndiquée mais dans une asso d'histoire
- **Travaillais-tu à temps partiel pendant tes études ? Es-tu boursier ?**  
boursier et à temps partiel
- **Y a-t-il eu des luttes auparavant dans ta faculté ? En quelle année, sur quels objectifs ou quels problèmes particuliers ? Quelles ont été les décisions qui les ont déclenchées ?**  
réforme LMD 2003, mise en application de la réforme, état des bâtiments année 2004, consensus entre les différentes organisations sur les moyens à appliquer, bâtiment en désaffectation et de plus en plus dangereux
  - **Y a-t-il eu des grèves dans d'autres lycées ou fac de ta ville ? Qu'est-ce qui les a déclenchées ?**  
oui dans les lycées poussés par les étudiants ou totalement indépendant
- **Les « émeutes » de novembre ont-elles été discutées dans ton établissement ? Y as-tu participé ou as-tu des copains qui y aient participé ? Quels liens établis-tu entre les deux révoltes ?**  
non pas étaient discutées officiellement et je n'ai pas participé, une population sur les nerfs qu'on ne cesse de pousser dans les derniers retranchement
- **Le retrait du CPE était-il l'unique revendication ? Quelles étaient vos autres revendications ?**  
retrait du CNE, LEC, loi Sarko CESEDA Sarko 2 , plateforme coordination étudiante, précarité
- **Qui les a rédigées ou mises en avant ?**  
l'ensemble des grévistes en coordination se sont mis d'accord pour les rédiger sans les mettre en avant
- **Certains grévistes (y compris toi-même) ont-ils refusé d'avancer des revendications, considérant qu'elles limitaient le mouvement ?**  
oui, certains s'y sont opposés sur la faculté
- **Quels départements de la faculté (quelles sections du lycée) ont été le plus mobilisés ? Peux-tu nous donner une estimation chiffrée ? Sais-tu pourquoi ? lettres, histoire, aes ... pas d'estimation se sont les sections qui sont le plus au courant de l'actualité**
  - Combien d'étudiants (de lycéens) comporte ton établissement ?  
8000 sur le campus croix rouge
  - **Quelle est la composition sociale des étudiants : origines régionales et nationales, proportion de filles et de garçons, de boursiers, de salariés, etc. ?**  
origines de tout type et de tout endroit
  - **Quelle est l'influence du statut social ou de l'appartenance de classe des parents sur la lutte (étudiants salariés, boursiers, etc.) ?**  
les étudiants boursiers ont plus peur que les autres. Les bourgeois ne participent pas ou s'y opposaient (uni) les personnes semblaient plus concernés par leurs études que par la lutte pour la solidarité
- **Quelle a été l'attitude des enseignants et du personnel de la faculté (du lycée) ?**  
majeure partie soutenait l'organisation de la lutte
- **Qui a déclenché la grève (les étudiants, les lycéens, les syndicats, etc.) ?**  
UNEF mais cela a très vite été repris et dirigé par les non-syndiqués
- **Le conflit s'est-il étendu et comment (dans le lycée ou la fac, dans la région, etc.) ?**  
conflit s'est étendu aux lycées (blocage, tracts) entreprises (tract)
- **Quelle a été l'originalité du mouvement dans ta ville par rapport à d'autres villes ?**  
« bisounours land » pas de réelle lutte manifestants et policiers, ni de blocage ou autre de lieux vitaux
- **Quelle influence ont eu les étudiants ou lycéens de base sur le conflit (dans les débats, les AG) ?**  
plutôt négative (peur des cours) même si certains soutenaient la lutte mais pas le blocage

- **Qui a fait les propositions ?**  
tout le monde
- **Les propositions de la base ont-elles été prises en compte, ignorées, déformées ? Comment, par qui et pourquoi ?**  
proposition de la base plutôt prise en compte par l'AG car intéressante
- **Quelles initiatives ont été prises pour obtenir le soutien d'autres gens que les grévistes (chez les enseignants de ton lycée ou de ta fac, dans les entreprises, les parents d'élèves, les ATTOS) : réunions publiques, manifestations, etc. ?**  
conférence + tract
- **Quels ont été les moyens utilisés pendant la grève : blocages, affiches, flyers, tracts, opérations coups de poing, actions dans les gares, les postes, les ANPE, les sièges de partis politiques, etc. ?**  
tract, flyers, affiches, blocages de la fac et lycées, tagage
- **Quelles ont été les initiatives prises contre la grève (propagande de l'administration, de la presse régionale, des organisations de droite et d'extrême droite, interventions policières, etc.) ?**  
organisation de droite sous forme d'apolitisme (antibloqueurs, syndicat UNI), tract, déblocage de force
- **Quel a été le rôle politique des organisations extérieures au lycée ou à la faculté (syndicats, partis politiques, organisations d'extrême gauche ou libertaires, etc.) ?**  
Aucun
- **Qu'ont-elles fait concrètement (collectes, tracts, réunions, prêts de locaux, etc.) ?**  
Rien.
- **Que pensent les étudiants ou les lycéens de ces organisations ?**  
c'est le diable, on se méfie
- **Quelles ont été les formes d'organisation pratiquées par les étudiants ou les lycéens (comités de grève, AG, commissions, interpro, etc.) ?**  
comité interpro de lutte + AG
- **Quels problèmes ont-ils rencontrés en s'organisant ?**  
débat interne, manque de moyen de communication opposition extérieure
- **Quel a été le rapport entre actions « légales » et actions « illégales » ? Comment ont-elles été perçues par les grévistes, les non grévistes, etc., les salariés de la ville ?**  
un climat de méfiance envers les actions illégales
- **Quels sont les effets de la grève sur la reprise des cours, les examens, les rapports entre les grévistes et les non-grévistes, les bloqueurs et les antibloqueurs, les rapports avec les profs et l'administration ?**  
reprise des cours tendue, difficulté à s'y remettre, climat tendu entre grévistes et droitistes, entre bloqueurs et anti bloqueurs, examen vaguement repoussé, profs anti-lutte ne désarment pas et se vengent
- **Que pensent les étudiants (les lycéens) grévistes des conséquences du conflit sur les autres étudiants ou lycéens, sur les salariés de la ville ou de la région ?**  
on est très concerné
- **Quelle a été l'attitude des médias locaux (presse écrite, radio, télévision, etc.) ?**  
défavorablement soutenu par les médias
- **Comment la lutte s'est-elle développée (actions, extension, etc.) ?**  
AG, discussion, blocage, actions, manifestation, actions
- **Comment le moral des étudiants (lycéens) a-t-il évolué ?**  
en hausse
- **Y a-t-il eu des conflits parmi les grévistes (opinions différentes, divisions fondées sur l'origine nationale ou le genre, etc.) ?**  
oui, beaucoup surtout entre syndiqués et non syndiqués
- **Comment ont-ils été résolus ou affrontés (discussions, brouilles, bagarres, etc.) ?**  
bagarres, brouilles, discussion
- **Comment ont évolué les conflits personnels ou politiques entre les grévistes pendant la grève ?**  
ils se sont renforcés



- **Quelle est la réaction de l'administration et des enseignements après la fin de la grève ?**  
soulagés et contents
- **Quelles ont été les tentatives de médiation et de négociation (comité de grève, syndicats, etc.) ?**  
avec qui ???
- **Que va-t-il se passer maintenant (conditions de la reprise des cours, mesures de rétorsion des enseignants et de l'administration, nouvelles luttes, etc.) ? préparation à une lutte de longue durée avec formation d'une assoc, reprise des cours plutôt tendue mais réussie**
- **Que pensent les étudiants (les lycéens) de l'expérience qu'ils ont en vécue (forces, faiblesses, etc.) ?**  
nous sommes une force
- **Que pourrait-on améliorer ou faire différemment la prochaine fois ?**  
plus de communication et d'actions, fin des AG mais instauré des réunions d'information et occupation totale
- **Quels liens les étudiants (les lycéens) établissent-ils entre leur lutte et la situation sociale générale ?**  
c'est la crise qui pousse à bout les gens (capitalisme)
- **Quels liens établissent-ils avec les luttes des salariés ?**  
- ensemble on est plus forts.
- **Comment s'est fait le travail de popularisation de la lutte : dans quels endroits, vis-à-vis de quelles personnes, avec quels résultats concrets ? Des liens nouveaux et prometteurs ont-ils été tissés pour de futures luttes ?**  
non aucun lien malgré une tentative forte
- **Les filles ont-elles participé moins, autant ou plus que les garçons aux AG, aux actions, aux discussions ?**  
autant même si.
- **Les organisations syndicales ou politiques ont-elles recruté pendant et après le mouvement ?**
- Pour quelles raisons et sur quels thèmes ?**  
oui sur leur pseudo victoire
- **Les comparaisons incessantes avec Mai 68 à chaque grand mouvement étudiant ou lycéen te semble-t-elles pertinentes ou pas ? Pourquoi ? Qu'en pensent les autres étudiants ou lycéens ?**  
non pas même contexte

# Interview de Simon, étudiant de Reims

- Dans quelle faculté étudies-tu ?

Reims.

- Appartenais-tu à un syndicat, un groupe, politique, une association avant le début du mouvement ?

Non.

- Travaillais-tu à temps partiel pendant tes études ?

Oui je travaille (à temps plein)

- Y a-t-il eu des luttes auparavant dans ta faculté ?

En quelle année, sur quels objectifs ou quels problèmes particuliers ? Quelles ont été les décisions qui les ont déclenchées ?

Oui pour la réforme LMD (Licence Master Doctorat)

- Y a-t-il eu des grèves dans d'autres lycées ou fac de ta ville ? Qu'est-ce qui les a déclenchées ?

Non

- Les « émeutes » de novembre ont-elles été discutées dans ton établissement ?

Non

Y as-tu participé ou as-tu des copains qui y aient participé ?

Non

Quels liens établis-tu entre les deux révoltes ?

Ras le bol de la jeunesse devant une société où ils n'ont pas leur place.

- Le retrait du CPE était-il l'unique revendication ?

Non

Quelles étaient vos autres revendications ?

Travailler et réfléchir sur des changements pour une meilleure insertion de la jeunesse dans le monde du travail.

- Qui les a rédigées ou mises en avant ?

Personne

-

- Quels départements de la faculté ont été le plus mobilisés ?

Département de lettres

Sais-tu pourquoi ?

L'enseignement de leurs professeurs, c'est la filière qui a le moins de débouchés professionnels

- Quelle est la composition sociale des étudiants : origines régionales et nationales, proportion de filles et de garçons, de boursiers, de salariés, etc. ?

Toute origine sociale

- Quelle est l'influence du statut social ou de l'appartenance de classe des parents sur la lutte (étudiants salariés, boursiers, etc.) ?

Aucune (j'espère)

- Quelle a été l'attitude des enseignants et du personnel de la faculté ?

Pas concernés, pas à l'écoute des étudiants

- Qui a déclenché la grève (les étudiants, les lycéens, les syndicats, etc.) ?

Les étudiants

- Le conflit s'est-il étendu et comment (dans le lycée ou la fac, dans la région, etc.) ?

Oui, par la volonté de chacun

- Quelle a été l'originalité du mouvement dans ta ville par rapport à d'autres villes ?

AUCUNE ORIGINALITE

- Quelle influence ont eu les étudiants ou lycéens de base sur le conflit (dans les débats, les AG) ?

Ce sont eux qui ont les revendications les plus honnêtes, sérieuses et non partisans

- Qui a fait les propositions ?

Tous (surtout les syndicats)

- Les propositions de la base ont-elles été prises en compte, ignorées, déformées ? Comment, par qui et pourquoi ?

Oui prises en compte par l'ensemble du mouvement

- Quelles initiatives ont été prises pour obtenir le soutien d'autres gens que les grévistes (chez les enseignants de ton lycée ou de ta fac, dans les entreprises, les parents d'élèves, les ATTOS) : réunions publiques, manifestations, etc. ?

Ne sais pas mise à part les AG

- Quels ont été les moyens utilisés pendant la grève : blocages, affiches, flyers, tracts, opérations coups de poing, actions dans les gares, les postes, les ANPE, les sièges de partis politiques, etc. ?

Tous, blocages, affiches ...

- Quelles ont été les initiatives prises contre la grève (propagande de l'administration, de la presse régionale, des organisations de droite et d'extrême droite, interventions policières, etc.) ?

Revendications et manifestations d'étudiants pour le CPE

- Quel a été le rôle politique des organisations extérieures au lycée ou à la faculté (syndicats, partis politiques, organisations d'extrême gauche ou libertaires, etc.) ?

J'espère aucune mais c'est plus compliqué que ça à mon avis (action sur les syndicats)

- Que pensent les étudiants ou les lycéens de ces organisations ?

Je ne sais pas ce qu'en pensent les étudiants. Pour ma part, je ne tiens pas compte de discours de ces organisations.

- Quelles ont été les formes d'organisation pratiquées par les étudiants ou les lycéens (comités de grève, AG, commissions, interpro, etc.) ?

AG, grève, blocage

- Quels problèmes ont-ils rencontrés en s'organisant ?

Participation, démocratie, liberté d'expression, intelligence dans les débats

- Quel a été le rapport entre actions « légales » et actions « illégales » ? Comment ont-elles été perçues par les grévistes, les non grévistes, etc., les salariés de la ville ?

Pas d'actions illégales que je connaisse

Quels sont les effets de la grève sur la reprise des cours, les examens, les rapports entre les grévistes et les non-grévistes, les bloqueurs et les antibloqueurs, les rapports avec les profs et l'administration ?

Retard dans les examens, rattrapage du retard par les professeurs. Affrontements physiques et verbaux contre bloqueurs et non bloqueurs

- Que pensent les étudiants (les lycéens) grévistes des conséquences du conflit sur les autres étudiants ou lycéens, sur les salariés de la ville ou de la région ?

Le conflit divise encore plus la jeunesse. Les étudiants pauvres et les étudiants d'école de commerce.

- Quelle a été l'attitude des médias locaux (presse écrite, radio, télévision, etc.) ?

Relais de l'information

- Comment la lutte s'est-elle développée (actions, extension, etc.) ?

Effets boule de neige, volonté des étudiants qui se sentaient concernés

- Comment le moral des étudiants a-t-il évolué ?

Espoir, espoir et déception

- Y a-t-il eu des conflits parmi les grévistes (opinions différentes, divisions fondées sur l'origine nationale ou le genre, etc.) ?

Oui, des opinions divergentes entre bloqueurs et non bloqueurs, entre les anti-CPE et les pro-négociations

- Comment ont-ils été résolus ou affrontés (discussions, brouilles, bagarres, etc.)

Aucune discussion, pas de débat démocratique. Les syndicats anti-CPE contrôlent les débats. Je suis contre le CPE mais pour que les choses changent. Ce n'est pas possible avec l'UNEF. UNEF = bon organisateur mais pas de fond

- Quelle est la réaction de l'administration et des enseignements après la fin de la grève ?

Aucune réaction. Les profs et l'administration ne se pas sentis concernés mis à part quelques-uns bien sûr

- Quelles ont été les tentatives de médiation et de négociation (comité de grève, syndicats, etc.) ?

Aucune

- Que va-t-il se passer maintenant (conditions de la reprise des cours, mesures de rétorsion des enseignants et de l'administration, nouvelles luttes, etc.) ?

Reprise des cours, rattrapage de retour et aucune action en faveur des facultés qui sont délabrées et n'ont aucun moyen pour le problème de professionnalisation des filières

- Que pourrait-on améliorer ou faire différemment la prochaine fois ?

Plus de propositions plutôt qu'une simple opposition et réagir si les propositions du gouvernement sont toujours aussi ridicules

- Quels liens les étudiants (les lycéens) établissent-ils entre leur lutte et la situation sociale générale ?

Précarités des plus faibles, libéralisme et gouvernement pro-patronat

- Les filles ont-elles participé moins, autant ou plus que les garçons aux AG, aux actions, aux discussions ?

Autant je pense

- Les organisations syndicales ou politiques ont-elles recruté pendant et après le mouvement ? Pour quelles raisons et sur quels thèmes ?

J'espère que non, mais je ne sais pas

- Les comparaisons incessantes avec Mai 68 à chaque grand mouvement étudiant ou lycéen te semble-t-elles pertinentes ou pas ? Pourquoi ? Qu'en pensent les autres étudiants ou lycéens ?

Pas pertinentes du tout, le mouvement étudiants est beaucoup plus lucide sur le autour de lui

Notre génération n'a plus les mêmes rêves que ceux de 68. Eux avaient du travail et voulaient un monde autrement. Nous n'avons pas de travail et la porte nous est fermée

# Interview de Julien, étudiant de Reims

- Dans quelle faculté (quel lycée) étudies-tu ?  
lettre et science humaine à Reims
- Appartenais-tu à un syndicat, un groupe, politique, une association avant le début du mouvement ?  
chargé de communication à Homozygote : asso de lutte contre l'homophobie, le racisme, sexisme, et prévention contre MST, IST, SIDA, ...
- Travaillais-tu à temps partiel pendant tes études ? Es-tu boursier ?  
boursier
- Y a-t-il eu des luttes auparavant dans ta faculté (ton lycée) ? En quelle année, sur quels objectifs ou quels problèmes particuliers ? Quelles ont été les décisions qui les ont déclenchées ?  
bride de lutte contre le LMD vite étouffée en 2003, lutte face au délabrement du campus en 2004, lutte face à l'expulsion d'un étudiant étranger suite aux émeutes de novembre 2005, prise de conscience sur le problème et incertitude face à l'évolution concertée de ses situations
- Y a-t-il eu des grèves dans d'autres lycées ou fac de ta ville ? Qu'est-ce qui les a déclenchées ?  
on a essayé de mobiliser les autres campus sans succès on s'est coordonné avec quelques lycées quand ils sont rentrés en lutte
- Les « émeutes » de novembre ont-elles été discutées dans ton établissement ? Y as-tu participé ou as-tu des copains qui y aient participé ? Quels liens établis-tu entre les deux révoltes ?  
la sensibilisation face au émeute est restée pratiquement nulle malgré la proximité du quartier croix rouge et de cet étudiant qui s'est retrouvé dans les affres du système judiciaire par simple concours de circonstances se sont toutes les deux des révoltes de jeunes même si la première, en absence de conscience militante et d'acteurs pour la porter à maturation est resté cantonné dans une violence gratuite qui était hélas le seul moyen de se faire entendre
- Le retrait du CPE était-il l'unique revendication ? Quelles étaient vos autres revendications ?  
retrait du CNE, toute la loi contre l'égalité des chances + plate-forme de revendications de la coordination étudiante dont on faisait partie
- Qui les a rédigées ou mises en avant ?  
discussion entre étudiants au niveau national et entre nous (militant actif) + avec des syndicats de la fac (UNEF) et autres acteurs chercheur, profs, personnels .../
- Certains grévistes (y compris toi-même) ont-ils refusé d'avancer des revendications, considérant qu'elles limitaient le mouvement ?  
j'étais pour une globalisation de la lutte pour montrer aux gens qu'une seule chose nous mettait à mal, l'état et de surcroît de droite je n'étais pas contre l'ouverture de cette plate-forme à des luttes internationales (Chiapas, Tibet) même si cela ne touchait pas le public et restait purement symbolique
- Quels départements de la faculté (quelles sections du lycée) ont été le plus mobilisés ? Peux-tu nous donner une estimation chiffrée ? Sais-tu pourquoi ?  
beaucoup d'étudiants en histoire, aes, et d'étudiants en lettres et droit, les historiens bien qu'une partie faisait partie des anti-bloqueurs, sont toujours ceux qui sont le plus proche de la lutte du fait de leur programme
- Combien d'étudiants (de lycéens) comporte ton établissement ?  
4000 étudiants côté lettre
- Quelle est la composition sociale des étudiants (des lycéens) : origines régionales et nationales, proportion de filles et de garçons, de boursiers, de salariés, etc. ?  
Marnais + Ardennais (un peu de l'Aisne aussi) + de filles côté lettre beaucoup d'étudiants étrangers en droit eco, composition sociale assez diversifiée
- Quelle est l'influence du statut social ou de l'appartenance de classe des parents sur la lutte (étudiants salariés, boursiers, etc.) ?  
pas mal d'étudiants en lutte issue de classe ouvrier (au moins 1 parent) sinon les autres sont souvent fils fille de prof
- Quelle a été l'attitude des enseignants et du personnel de la faculté (du lycée) ?  
soutien actif d'une partie du personnels ouvriers (femme de ménage, homme d'entretien) malgré les ordres de leur supérieur (qui ont lâché du lest après la 2ème semaine de lutte) chercheur + prof syndiqué assez mobilisé reste minoritaire

- Qui a déclenché la grève (les étudiants, les lycéens, les syndicats, etc.) ?  
coordination de syndiqués et non syndiqués étudiants mobilisés suite à une AG
- Le conflit s'est-il étendu et comment (dans le lycée ou la fac, dans la région, etc.) ?  
des lycées ont suivi en se mettant en blocage aussi mais les autres campus n'ont rien fait
- Quelle a été l'originalité du mouvement dans ta ville par rapport à d'autres villes ?  
à Reims il n'y avait rien eu de si fort sur le campus depuis près de 10 ans on a jamais été un berceau de lutte, l'originalité de Reims par rapport aux autres villes peu être vue par rapport au nombre d'étudiants qui venaient encore sur le campus alors que la grève était bloquée, de plus nos AG étaient plus tôt bombées (+ de 1000)
- Quelle influence ont eu les étudiants ou lycéens de base sur le conflit (dans les débats, les AG) ?  
suivi grandes lignes nationales
- Qui a fait les propositions ?  
syndicats pour les manif indépendants pour les actions coup de poing
- Les propositions de la base ont-elles été prises en compte, ignorées, déformées ? Comment, par qui et pourquoi ?  
très mauvaise organisation de la base qui a fortement ralenti les actions + pression du syndicat pour casser les formes d'organisations indépendantes de peur de perdre le mouvement (pour leurs compte)
- Quelles initiatives ont été prises pour obtenir le soutien d'autres gens que les grévistes (chez les enseignants de ton lycée ou de ta fac, dans les entreprises, les parents d'élèves, les ATTOS) : réunions publiques, manifestations, etc. ?  
information par tract plus débats
- Quels ont été les moyens utilisés pendant la grève : blocages, affiches, flyers, tracts, opérations coups de poing, actions dans les gares, les postes, les ANPE, les sièges de partis politiques, etc. ?  
blocage partiel + affiches + tracts + opération coup de poing, essai d'actions à la gare, blocage d'autoroute, attaque siège du ministre Dutreuil, collage sauvage, tag, peinturlurage
- Quelles ont été les initiatives prises contre la grève (propagande de l'administration, de la presse régionale, des organisations de droite et d'extrême droite, interventions policières, etc.) ?  
médias contre nous + syndique uni + collectif d'étudiants contre le blocage contre manif, désinformation, remise en cause du cadre démocratique jouant sur la légitimité et la volonté de faire jouer le bulletin secret dans vote
- Quel a été le rôle politique des organisations extérieures au lycée ou à la faculté (syndicats, partis politiques, organisations d'extrême gauche ou libertaires, etc.) ?  
aide des syndicats pour les tracts + services d'ordre pas trop de politique
- Qu'ont-elles fait concrètement (collectes, tracts, réunions, prêts de locaux, etc.) ?  
soutien de militants d'extrême gauche + libertaire dans l'organisation du mouvement
- Que pensent les étudiants ou les lycéens de ces organisations ?  
peur de la récupération du mouvement par les politiques
- Quelles ont été les formes d'organisation pratiquées par les étudiants ou les lycéens (comités de grève, AG, commissions, interpro, etc.) ?  
AG souveraine + tentative de création d'une coordination + réunion interpro sur le campus
- Quels problèmes ont-ils rencontrés en s'organisant ?  
problème pour trouver un consensus
- Quel a été le rapport entre actions « légales » et actions « illégales » ? Comment ont-elles été perçues par les grévistes, les non grévistes, etc., les salariés de la ville ?  
moitié moitié, dans l'ensemble bon contact avec la population, + de problèmes avec les étudiants consommateurs
- Quels sont les effets de la grève sur la reprise des cours, les examens, les rapports entre les grévistes et les non-grévistes, les bloqueurs et les antibloqueurs, les rapports avec les profs et l'administration ?  
un peu de tension mais vu que l'administration soutenait le mouvement ( vote au conseil de gestion ) ça se passe plutôt bien

- Que pensent les étudiants (les lycéens) grévistes des conséquences du conflit sur les autres étudiants ou lycéens, sur les salariés de la ville ou de la région ? déçu du fait qu'on parle de victoire alors que seul le CPE a été retiré mais heureux et motivé d'avoir recréé une dynamique de lutte qui va perdurer grâce à la réouverture d'une asso sur le campus (alternatif(ves))
- Quelle a été l'attitude des médias locaux (presse écrite, radio, télévision, etc.) ?  
médias de merde, tous contre nous, décrédibilisation = « mauvaise troupes » pendant le déroulement de la lutte
- Comment la lutte s'est-elle développée (actions, extension, etc.) ?  
AG croissante = 50, 100, 300, 500, 1000 et toujours +
- Comment le moral des étudiants (lycéens) a-t-il évolué ?  
crescendo avec toujours un petit groupe super militant toujours présent pour la moindre action
- Y a-t-il eu des conflits parmi les grévistes (opinions différentes, divisions fondées sur l'origine nationale ou le genre, etc.) ?  
conflits entre syndiqués et non syndiqués face à la récupération à titre partisan
- Comment ont-ils été résolus ou affrontés (discussions, brouilles, bagarres, etc.) ?  
légère scission entre bureaucrate cogestionnaire et membres actifs révolutionnaires
- Comment ont évolué les conflits personnels ou politiques entre les grévistes pendant la grève ?  
parmi les indépendants la dérision et l'amicalité a étouffé tout problème, et la volonté de faire les choses ensemble malgré nos diversités
- Quelle est la réaction de l'administration et des enseignements après la fin de la grève ?  
administration avec nous, profs retournent à la vie habituelle
- Quelles ont été les tentatives de médiation et de négociation (comité de grève, syndicats, etc.) ?  
rapport de force et cogestion
- Que va-t-il se passer maintenant (conditions de la reprise des cours, mesures de rétorsion des enseignants et de l'administration, nouvelles luttes, etc.) ?  
1 semaine de cours en + et tout ce qui n'a pas été vu ne fera pas partie des parties, quelque rattrapage de cours
- Que pensent les étudiants (les lycéens) de l'expérience qu'ils ont eue (forces, faiblesses, etc.) ?  
heureux et volonté de continuer, globalisation à d'autres actions pour sensibiliser la masse inerte
- Que pourrait-on améliorer ou faire différemment la prochaine fois ?  
meilleure organisation (expérience gagnée) pas accorder importance aux troubles fêtes
- Quels liens les étudiants (les lycéens) établissent-ils entre leur lutte et la situation sociale générale ?  
précarisation de tous face au capitalisme
- Quels liens établissent-ils avec les luttes des salariés ?  
quelque contact de solidarité
- Comment s'est fait le travail de popularisation de la lutte : dans quels endroits, vis-à-vis de quelles personnes, avec quels résultats concrets ? Des liens nouveaux et prometteurs ont-ils été tissés pour de futures luttes ?  
information et contact avec les ouvriers, liens avec les syndicats, contact entre étudiants
- Les filles ont-elles participé moins, autant ou plus que les garçons aux AG, aux actions, aux discussions ?  
plus de filles dans la lutte à tous les niveaux des actions
- Les organisations syndicales ou politiques ont-elles recruté pendant et après le mouvement ? Pour quelles raisons et sur quels thèmes ?  
quelque carte syndicale, peu de politique mais une réelle sensation de besoin de lutte face à l'état
- Les comparaisons incessantes avec Mai 68 à chaque grand mouvement étudiant ou lycéen te semblent-elles pertinentes ou pas ? Pourquoi ? Qu'en pensent les autres étudiants ou lycéens ?  
chiant, 68 c'est vieux pas les mêmes revendications, causes, luttes. Cherche toujours une position passée pour expliquer cet élan mais rien à comprendre, seule comparaison sur l'action de révolte spontanée face à système injuste

# Interview de Sacha, étudiant de Reims

Que pensent les étudiants (les lycéens) de l'expérience qu'ils ont en vécue (forces, faiblesses, etc.) ?

Autour de moi les personnes pensent qu'à Reims ça n'a pas beaucoup bougé. Ils prenaient plus exemple sur Rennes ou Poitiers, mais pour moi il y avait quand même pas mal de gens.

Par contre dans les faits les personnes qui passaient s'intégraient au mouvement et ce dernier a été suivi du début à la fin sans faiblir et plutôt en allant crescendo.

Que pourrait-on améliorer ou faire différemment la prochaine fois ?

Il faudrait d'abord que les gens motivés s'organise de manière plus clean et que l'on arrête de se laisser porter par les institutionnels. Donc plus d'improvisation comme lors de l'après manif du 04 Avril.

Quels liens les étudiants (les lycéens) établissent-ils entre leur lutte et la situation sociale générale ? Quels liens établissent-ils avec les luttes des salariés ?

Entre leur lutte et la situation sociale générale, ils voient la situation du travail en général. On a voulu leur ajouter un obstacle supplémentaire avec le CPE. Ce qui les lie au luttes des salariés. En un mot la précarité.

Comment s'est fait le travail de popularisation de la lutte : dans quels endroits, vis-à-vis de quelles personnes, avec quels résultats concrets ?

La popularisation s'est faite par le bouches à oreilles, la diffusion des tracts et bien entendu les médias. Les gens intéressés ou pas en ont parlé. Ce qui fait que l'on a commencé avec 4 à 5000 personnes pour finir avec 15 à 17000 manifestants avec des revendications élargies.

De plus ça a donné pas mal d'idées aux gens du quartier. En définitive ça a donné l'exemple.

Les filles ont-elles participé moins, autant ou plus que les garçons aux AG, aux actions, aux discussions ?

On peu affirmer qu'il y avait autant voir plus de filles et qu'elles ont bien participé.

Les organisations syndicales ou politiques ont-elles recruté pendant et après le mouvement ? Pour quelles raisons et sur quels thèmes ?

En tout cas autour de moi non. Les gens s'en méfient trop.

Comment as tu ressenti la journée du 04 Avril ?

Au début j'étais content d'aller envahir la gare. Enfin un peu d'action ! Par contre dès que l'on en est parti ça m'a un peu calmé, d'autant plus que pour le blocage de l'accès au centre ville la déviation de la circulation avait été prévue, donc RAS.

Cependant j'ai constaté que les gens étaient motivés et voulaient mettre la pression. Ce jour la je le sentais !

En ce qui concerne l'autoroute ?

Sur le pont le cortège s'est arrêté. Donc j'ai vu qu'on l'envahissait. Il y avait possibilité de les faire chier. D'autant plus qu'il n'avait pas les flics. C'était le moment !!

Comment as tu vécu la charge ?

Il y a eu un mouvement de foule. Heureusement que personne n'est passé de l'autre côté, car il aurait pu se faire tuer ( un seul sens était bloqué ). Le fait qu'il n'y est pas eu de sommation pour moi c'est un signe de lâcheté. Les voitures étaient arrêtées, ils auraient au moins pu prévenir. Ils n'étaient pas là pour la sécurité , mais simplement pour réprimer et se défouler.

Et sur ton interpellation et ta garde à vue ?

J'ai été surpris. Je suis redescendu pour tenter d'aider les personnes qui se faisaient massacrer et plus particulièrement une jeune fille. J'ai jeté quelques trucs et quand je me suis retourné, j'ai pris un coups de poing. Il y a eu confrontation avec cet individu puis les renforts sont arrivés et me sont tombés dessus. Je me suis retrouvé menotté aux pieds et aux mains.

En garde à vue les inspecteurs m'ont royalement ignoré. Je sais qu'un des interpellé a été conduit en salle de fouille avec gants en cuir et il a été battu. L'inspecteur Paté m'a proposé un « tête à tête que j'ai bien entendu refusé.

Pour finir parle moi de ton jugement et de ton incarcération ?



Je tiens d'abord à remercier toutes les personnes qui m'ont soutenu. Ensuite il faut savoir que la veille le juge avait été très dur, mais le jour j quand il a vu le monde dans la salle d'audience, il a eu peur. Donc j'ai été condamné à jours ferme, sachant que le procureur avait requis 14 mois ferme.

Ensuite en prison ça a été très long. Tu sais que t'es là pour pas longtemps donc ça passe encore moins vite. La bouffe était infecte.

Par contre j'ai eu le droit à la réflexion des détenus qui m'ont demandé pourquoi je manifestait.

# Interview d'un lycéen de Reims

Dans quel lycée études-tu ?

Je suis au lycée professionnel Joliot-Curie.

Appartenais-tu à un syndicat, un groupe, politique, une association avant le début du mouvement ?

Oui je suis militant d'Alternative Libertaire depuis fin 2004. Pour l'instant je suis militant isolé, mais cherche à monter un collectif, à commencer par 2 ou 3 personnes et pourquoi pas avoir un jour un local.

Travailles-tu à temps partiel pendant tes études ? Es-tu boursier ?

Je ne travaille pas, mais par contre je suis boursier et j'ai même de grosses difficultés à les percevoir.

Y a-t-il eu des luttes auparavant dans ton lycée ? En quelle année, sur quels objectifs ou quels problèmes particuliers ?

A ma connaissance non. Par contre avec d'autres lycéens, il y a eu les manifs contre Le Pen en 2002 et en 2003 des manifs avec les salariés pour les retraites.

Y a-t-il eu des grèves dans d'autres lycées ou fac de ta ville ? Qu'est-ce qui les a déclenchées ?

Oui en 1995 avec le CIP de Juppé. Il y a eu une AG au lycée Jean Jaurès et ils ont tenté de faire le tour des lycées pour mobiliser. A ce moment là il y avait une coordination étudiants/lycéens donc le mouvement était plus uni que lors du mouvement anti-CPE.

Les « émeutes » de novembre ont-elles été discutées dans ton établissement ? Y as-tu participé ou as-tu des copains qui y aient participé ? Quels liens établis-tu entre les deux révoltes ?

Pas officiellement (AG). Comme je viens d'un lycée professionnel, on est en majorité issu des couches populaires. On a tous été touché par ça.

J'ai des potes qui y ont participé. Moi non, mais j'ai participé aux rassemblements devant le tribunal.

Effectivement il y a un lien entre les deux, c'est à dire un ras le bol de cette société et de la précarité. Suite aux émeutes, la seule solution proposée a été le CPE. Malgré l'absence aux manifs de ceux-ci, même si des personnes ont été directement ou indirectement impliquées les deux fois. Ils ont bien compris qu'on tentait de leur faire à l'envers. D'autres ont même une idée de slogan. Quand certains disaient le CPE s'est mieux que rien eux scandait le CPE s'est pire que tout.

Le retrait du CPE était-il l'unique revendication ? Quelles étaient vos autres revendications ?

En général à Reims oui. Cependant beaucoup demandaient le retrait total de la loi, des lois Fillon et future CESEDA, du rapport de l'INSERM sur la délinquance juvénile. De plus moi et d'autres militions pour l'amnistie suite aux diverses répression : loi Fillon, émeutes de Novembre, mouvement anti-CPE. On a même eu des retours favorables sur ce thème.

Qui les a rédigées ou mises en avant ?

A Reims ça n'a pas trop été le cas à cause de la main mise de l'UNEF, de l'UNL et de la CGT. Par contre on pas pu voir la LCR, l'OCL, la CNT et moi-même pour AL. Sur ces tracts on pouvait voir l'appel à la grève générale, même si au début beaucoup étaient contre. Au fil du temps cela a fait son chemin. Je le vois déjà avec ma petite amie pour ce qui est des arguments. Même si cela ne s'est pas concrétisé, il y a eu une prise de conscience positive pour l'avenir.

Certains grévistes (y compris toi-même) ont-ils refusé d'avancer des revendications, considérant qu'elles limitaient le mouvement ?

A titre personnel non, mais les institutionnels se sont contentés de maintenir le débat et le mouvement sur le seul CPE. En plus les médias avaient bien fait leur boulot.

Quelles sections du lycée ont été le plus mobilisés ? Peux-tu nous donner une estimation chiffrée ? Sais-tu pourquoi ?

C'est difficile à estimer, mais en tout cas plus au niveau des BEP. Sur la mobilisation de mon lycée entre 5 à 10 % même si celui a été bloqué. Comme la composition des lycéens se situe dans les couches populaires.

Mon sentiment est que le travail idéologique des gouvernements a fait son œuvre et que c'est le manque d'implication global qui a abouti à ce que les individus ne se sentent pas concernés. On voit bien que le fossé se creuse entre les couches de la société. Ce qui ressort comme réflexion c'est : A quoi bon !!!

Combien d'étudiants (de lycéens) comporte ton établissement ?

Dans mon lycée on est environ 700.

Quelle est la composition sociale des lycéens : origines régionales et nationales, proportion de filles et de garçons, de boursiers, de salariés, etc. ?

C'est assez multiculturel. On trouve une petite minorité de bourgeois. On a des élèves qui viennent de toute la région et au niveau de ma classe il y a une grosse majorité de filles, mais pour l'ensemble s'est du 50-50.

Par contre on trouve énormément de fils/filles de smicards, Rmistes et salariés, dont beaucoup sont boursiers. Je pense même une grosse majorité.

Quelle est l'influence du statut social ou de l'appartenance de classe des parents sur la lutte (étudiants salariés, boursiers, etc.) ?

Je pense qu'il y a eu une influence très forte car c'est justement les classes les plus fragiles qui étaient absentes.

Quelle a été l'attitude des enseignants et du personnel de la faculté (du lycée) ?

Au départ on ne savait pas trop. Par la suite le ressenti est mitigé. On retrouve toujours le clivage droite-gauche.

Par contre au niveau des personnels non enseignants, on a plutôt eu un ressenti positif.

Quels lycées ont été le plus mobilisés ?

Je pense que le premier mobilisé et le dernier à tenir a été le lycée Libergier. On a aussi eu Murigny (lycée technique) mais qui s'est essoufflé sur la fin. C'était sûrement dû à la situation géographique du lycée.

Cependant je pense que les 13 lycées publics ont été perturbés, surtout le 13 Mars où là tout était bloqué. On a même eu 2 lycées privés qui sont rentrés dans la danse.

Peux-tu nous donner une estimation chiffrée ?

A vu d'œil on avait entre 50 et 60 % de gréviste sur l'ensemble des lycées publics de la ville.

Quelle est l'influence du statut social ou de l'appartenance de classe des parents sur la lutte (étudiants salariés, boursiers, etc.) ?

Au global c'est quand même hétéroclite car on a même vu des fils/filles de bourgeois se mobiliser. Par contre c'est vrai qu'au niveau des quartiers c'est resté plutôt calme dans l'ensemble.

Quelle a été l'attitude des enseignants et du personnel des lycées ?

En règle générale les personnels non-enseignants étaient solidaires. Du côté des proviseurs c'était plus mitigé. Roosevelt, Murigny était pour, Clémenceau, Libergier, Chagall et Jean Jaurès ( sous la pression des parents ) contre. Dans mon lycée il était neutre.

Qui a déclenché la grève (les étudiants, les lycéens, les syndicats, etc.) ?

Je pense que ce sont les étudiants et les lycéens de Libergier qui ont pris les devants. Par contre au niveau des syndicats RAS.

Étant donné que c'est la fac de droit/éco qui a fait partir le mouvement, les lycéens ont suivi pour finalement être tous plus ou moins mobilisés. Par contre aucun mouvement d'ensemble à la fac de sciences, où l'on retrouve l'UNI, même si à titre individuel, elle a aussi eu ses grévistes.

Mais par rapport à des villes comme Rennes, il y a eu un mois de retard à Reims. Ensuite ça s'est étendu spontanément. Par contre ça m'a gêné qu'il n'y est aucune coordination.

Quelle a été l'originalité du mouvement dans ta ville par rapport à d'autres villes ?

Quelle influence ont eu les étudiants ou lycéens de base sur le conflit (dans les débats, les AG) ?

Comme il n'y a pas eu de coordination, le mouvement a suivi tout simplement le mot d'ordre national. Mis à part les AG à la fac de droit/éco et dans quelques lycées RAS.

Les propositions de la base ont-elles été prises en compte, ignorées, déformées ?

Les propositions de la base ont totalement été ignorées par les syndicats lycéens et étudiants. En gros c'est eux qui avaient raison. Pour faire de la récup et gagner des adhérents, ils ont tout maîtrisé. Ils donnaient les mots d'ordre et il fallait suivre.

Quelles initiatives ont été prises pour obtenir le soutien d'autres gens que les grévistes (chez les enseignants de ton lycée ou de ta fac, dans les entreprises, les parents d'élèves, les ATTOS) : réunions publiques, manifestations, etc. ?

Sur Jean Jaurès il y a eu des lettres envoyées aux parents. La fac a différé devant certaines entreprises.

Il y a aussi eu une opération péage gratuit, mais encadré par les flics. Encore la méthode des institutionnels. Sinon il y a eu les manifs, mais c'est vrai que sur ce coup là on est un peu passé à côté.

Quels ont été les moyens utilisés pendant la grève : blocages, affiches, flyers, tracts, opérations coups de poing, actions dans les gares, les postes, les ANPE, les sièges de partis politiques, etc. ?

Au niveau des moyens, on a tout fait sauf l'ANPE. Le siège de l'UDF a été pris pour cible avec des œufs et surtout celui du MEDEF.

Il y a eu les blocages des lycées et de la fac de droit/éco, ainsi que de la gare et de l'autoroute. On a envahit la mairie de Reims.

Sinon l'Union a eu droit à notre intervention suite à l'article paru après les événements du 04 Avril.

Pour la propagande il y a eu les flyers et les tracts des institutionnels tout plats. Celui de l'OCL était bien plus intéressant.

Quelles ont été les initiatives prises contre la grève (propagande de l'administration, de la presse régionale, des organisations de droite et d'extrême droite, interventions policières, etc.) ?

L'Union a bien fait le relais du gouvernement. Dans certains lycées privés il y a eu des renvois par rapports à des personnes participants au mouvement.

Il y a aussi eu une ou deux tentatives de tractage de la « droite » devant la fac mais sans plus.

La police, quant à elle, a fourni une grosse répression le 04 Avril à la gare et sur l'autoroute.

Enfin le recteur a envoyé un courrier pour demander pour sanctionner l'absentéisme et le doyen de la fac a fait pareil.

Quel a été le rôle politique des organisations extérieures au lycée ou à la faculté (syndicats, partis politiques, organisations d'extrême gauche ou libertaires, etc.) ?

Qu'ont-elles fait concrètement (collectes, tracts, réunions, prêts de locaux, etc.) ?

En ce qui concerne la fac, où je n'étais pas présent, l'UNEF a tout capté. LO a fait un peu de récup et ils ont prêté un méga.

Au niveau des syndicats, la CGT a filé 200 euros à des gars de Clémenceau pour s'organiser. Ils ont imprimé nos tracts, sauf après le retrait du CPE. On a dit : c'est fini !!.

Sinon au niveau des libertaires, on a eu droit à une visite au barbecue de Jean Jaurès et une grosse diffusion sur les manifs.

Que pensent les étudiants ou les lycéens de ces organisations ?

Ca dépend des gens. A Jean Jaurès on a pu voir inscrits sur les poubelles : UNL on t'encule !!! Sinon les politiques font plutôt peur.

Par contre les libertaires sont mieux reçus. Des gars m'ont dit que le fait qu'ils ne se présentent pas aux élections, ça leurs donne plus confiance.

Enfin pour les syndicats c'est non. La CFDT s'est même faite insulter par les jeunes.

Quels problèmes ont rencontrés les étudiants et lycéens en s'organisant ?

Il y a eu une absence d'AG étendues et surtout un manque de communication. En général on retrouve un manque d'implication.

Quel a été le rapport entre actions « légales » et actions « illégales » ? Comment ont-elles été perçus par les grévistes, les non grévistes, etc., les salariés de la ville ?

Si on entend par « illégale l'occupation des lycées, il y a eu une grosse part d'actions « illégales ». Il y a eu la manif par semaine, le reste se gérait à l'impro.

Quant à la perception de ces actions on peut dire qu'en ce qui concerne les grévistes que la plupart étaient OK sauf peut être pour l'autoroute. Les non-grévistes eux nous ont qualifié de délinquants, de casseurs qui empêchaient les gens de travailler. Pour ce qui est des salariés, beaucoup d'entre eux nous klaxonnaient en signe de sympathie, on même vu des personnes descendre de leur voiture pour participer.

Quels sont les effets de la grève sur la reprise des cours, les examens, les rapports entre les grévistes et les non-grévistes, les bloqueurs et les antibloqueurs, les rapports avec les profs et l'administration ?

Pour ce qui est des cours et des exams, je pense que pour beaucoup ça a été dur. Certains ont tout de même fait grève durant pas mal de temps.

Les rapports entre grévistes et non grévistes. Et bien pour moi il y aura un avant et un après. Les perceptions ont changé et perso je pense avoir perdu un ou deux potes.. Pareil pour les blocages. Pour les profs si je prend mon cas pour certains je suis un délinquant. Avec ce mouvement ils ont dû vraiment apprendre qui j'étais. Sinon il ya un clivage idéologique qui ressort au grand jour. Donc tu vois qui te sourit et qui tourne la tête.

Que pensent les étudiants (les lycéens) grévistes des conséquences du conflit sur les autres étudiants ou lycéens, sur les salariés de la ville ou de la région ?

L'idée générale s'est que ça ne changera pas grand chose. Il y a la même démarcation que pour ma réponse précédente.

Comment le moral des étudiants (lycéens) a-t-il évolué ?

Le moral a plutôt été bon et ça a été en s'accroissant jusqu'au retrait. Après le retrait ça a beaucoup baissé. Les gars ont été vraiment déçus par le dénouement.

Y a-t-il eu des conflits parmi les grévistes (opinions différentes, divisions fondées sur l'origine nationale ou le genre, etc.) ?

Non chez les personnes de la base, puisque les « leaders » faisaient leur magouilles entre eux, on a trouvé une grosse unité et un énorme unanimité.

Que va-t-il se passer maintenant (conditions de la reprise des cours, mesures de rétorsion des enseignants et de l'administration, nouvelles luttes, etc.) ?

Pour les cours ça se passe ! Sinon y'a pas trop de problèmes avec les profs.

Que pensent les étudiants (les lycéens) de l'expérience qu'ils ont en vécue (forces, faiblesses, etc.) ?

Ils pensent que la lutte paye et que c'est la rue qui gouverne. Sérieusement. On peut faire vaciller le gouvernement. Ils en ont marre de manifs plan-plan et de ce fait la radicalité s'installe

Par contre il y a eu deux grosses faiblesses, qui ont été l'élargissement des revendications et la peur du flic et des conséquences.

Que pourrait-on améliorer ou faire différemment la prochaine fois ?

Je pense à plus d'autogestion et par là même moins se fier aux institutionnels. La base doit décider et mieux se coordonner, par exemple en faisant des AGs Lycées/Facs.

Quels liens les étudiants (les lycéens) établissent-ils entre leur lutte et la situation sociale générale ? Quels liens établissent-ils avec les luttes des salariés ?

Beaucoup font le liens entre les émeutes et maintenant, il y a un ras le bol général du capitalisme et de la loi du marché avec son corollaire l'exploitation.

Des liens nouveaux et prometteurs ont-ils été tissés pour de futures luttes ?

Perso je n'ai pas de liens nouveaux. J'essaye de toucher tout le monde avec plus ou moins de retour.

Les filles ont-elles participé moins, autant ou plus que les garçons aux AG, aux actions, aux discussions ?

Aux AG je sais pas trop par contre pour le reste elles ont beaucoup participé voir même plus que les mecs.

Les organisations syndicales ou politiques ont-elles recruté pendant et après le mouvement ? Pour quelles raisons et sur quels thèmes ?

Je pense pas trop, LO peut être ? C'est leur politique. Profiter de la vague de contestation pour faire de la récup.

Les comparaisons incessantes avec Mai 68 à chaque grand mouvement étudiant ou lycéen te semble-t-elles pertinentes ou pas ? Pourquoi ?

Non pas du tout car en Mai 68 c'est parti plus parti suite à des revendications d'ordre morales et sociologiques. En plus en 68 le mouvement ouvrier a suivi pas là.

Je pense même pas que ça nous soit passé par la tête.

Enfin en 68 c'était plus « révolutionnaire » et on en est pas encore là.

# Quelques éléments sur le mouvement le plus radical depuis le mouvement anti-CIP (SMIC Jeunes de Balladur) :

Le précédent mouvement lycéen (contre la loi Fillon) a porté ses fruits à retardement : dès le mois de mars, il fut certain qu'il s'agissait d'un mouvement inédit à bien des égards :

- auto-organisation et indépendance : les militants sont présents dans le mouvement mais n'assument aucun rôle dirigeant, se contentant d'assumer les tâches pratiques comme n'importe quel étudiant ou lycéen mobilisé. Les quelques bureaucrates (UNEF) sont noyés, ils essaieront de reprendre la main avec la dégrue mais sans réel succès (aucun recrutement réel post-CPE, et résultats mitigés aux élections CROUS). Forcés de désavouer les actions les plus radicales, trahissant leurs mandats lors des coordinations nationales étudiantes lycéennes, ils se sont retrouvés en position de faiblesse face à SUD Etudiants en voie de radicalisation (mais pas forcément de développement), notamment vis à vis de Solidaires qu'un certain nombre de syndicats Sud Etudiants pensent devoir quitter par cohérence militante (Solidaires étant de plus en plus bureaucratisé et réformistes, l'affaire « Sud intérieur » ayant sûrement joué un rôle dans cette évolution, compte tenu de la répression policière, SUD intérieur (applaudi par les délégués au dernier congrès Solidaires alors que les syndicats CGT Police sont en régression ces dernières années) syndiquant notamment... des R.G. !). La condamnation à 50h de TIG de 3 militants (2 Sud Etudiants) reposant sur les déclarations d'un... R.G. !

- convergence interprofessionnelle : dès la mi-février, il y a eu une volonté forte et assumée d'aller vers les salariés d'où une liste des grandes entreprises et administrations avec prise de contacts tous azimuts (entourage familial, militants politiques et syndicaux). Au moins quatre vagues de tractages massifs (2.000 tracts/boîtes, 3 à 4 entreprises à chaque fois) ont eu lieu en plus des tractages lors des manifs. Les équipes d'une dizaine à une vingtaine de militants ayant fait la plupart des grandes boîtes de l'agglomération, notamment grâce au soutien à peine caché de la LCR et surtout de L.O. qui n'a pas hésité sous couvert d'étiquette CGT à tirer les tracts en grand nombre sans rechigner.

- increvables ! : mobilisés depuis parfois 2 mois et souvent depuis au moins 1 mois, la plupart des participants ont semblé fatigué mais pas démoralisé pour un sou ! Une bonne ambiance a régné malgré parfois des AG assez lourdes... Même dans l'après mouvement, il n'y a pas eu de cas de rupture réel avec le système scolaire et universitaire ou le salariat (pour partir monter une ferme en Ardèche, faire un tour d'Europe des squatts ou autres)

- action directe : c'est le point le plus important, ce mouvement est avant tout la mise en pratique de l'action directe. Occupation/pillage du MEDEF, de l'UMP etc., visite et sortie du mobilier des ASSEDIC (qui fliquent les chômeurs), de SOFINCO (organisme de crédit) etc., occupation de la gare de Tours (« record national ! » [plus de 3h] notait crétinement la *Nouvelle République*) et de carrefours, ponts et ronds-points (et même une opération ville morte). Le blocage de la fac des Tanneurs (Sciences humaines) et de l'IUT (Tours Nord) et pour la première fois des 2 Lions (fac de droit existant depuis 1992) et l'occupation du lycée professionnel Arsonval (Joué-les-Tours) ainsi que le blocage de nombreux lycées est d'une ampleur sans précédent.

Notons par ailleurs que ce mouvement relève clairement de la lutte de classe : ce sont les plus pauvres (et donc les plus menacés) qui sont mobilisés et les plus riches (et les plus réactionnaires) qui sont présents lors des manifs anti-blocage (avec des militants de l'UNI et de Renouveau Français). La réaction de la (petite) bourgeoisie a néanmoins été quasi inexistante. Quelques manifs

bidons en raclant les fonds de tiroirs (UMP, MPF, FN, « Identitaires » etc.), menaces de déblocage des lycées jamais mise à exécution (des comités avaient été formés pour les recevoir comme il se doit...), opération commando en l'absence des étudiants à la fac des Tanneurs, signé GID. (c'est-à-dire GUD). Le tract revendiquant cette action pitoyable, mal rédigé et plein de fautes de frappe pour ne pas dire d'orthographe – grammaire était d'une pauvreté intellectuelle affligeante, d'autant que les suites promises n'ont jamais été mise à l'œuvre.

Enfin, signalons que la douzaine d'arrestations fut franchie autour du 1er avril, signe (négligé) d'une forte radicalisation. Mais cela aurait pu être bien pire, un certain nombre de militants et bureaucrates ont permis de limiter les dégâts (notamment durant les nombreuses occupations de gare) même si nous étions loin du cas de Fos/Mer (« Si vous touchez aux jeunes, on fait péter Fos ! Dixit un responsable CGT de la Chimie lors de la tentative de jonction d'une « avant-garde » étudiante avec la Z.I. de Fos/Mer) Pas de comparution immédiate mais des procès à venir dont les rendus ont été souvent lourds (plusieurs appels en cours ou à venir courant septembre/octobre).

Du côté salariés, la présence aux manifs (en particulier des grandes entreprises du privé) fut croissante mais resta assez limitée quand même, bien qu'il s'agisse du plus grand mouvement depuis 2003. Carrefour (section CGT assez récente et très combative, St Pierre des Corps), Fil bleu (transport de l'agglo tourangelle dont le service a été perturbé de façon continue par les manifestations & actions), la FNAC (Tours centre) etc. se sont ajoutés aux cortèges habituels des Safety (batteries, La Membrolle/Choisille), Michelin (Joué les Tours), SKF (Tours Nord) etc. Notons aussi quelques cortèges intersyndicaux là où régnait avant des cortèges strictement syndicaux.

Les quelques tentatives de partir en grève reconductible (dans le secteur public) se sont soldées par un échec car les bureaucraties ont tout verrouillé jusqu'à tenter une AG interprofessionnelle pour la FSU qui a vu un affrontement violent entre militants LO (notamment Safety) et SUD (notamment Michelin). Les pressions exercées sur celles-ci n'ont pour l'instant rien donné de bien entendu. La nouvelle journée de grève du mardi 4 avril était décisive pour enclencher un mouvement de grève reconductible, seul à même de faire plier le gouvernement Galouzeau de Villepin. Or de véritable grève reconductible, il n'y en pas eu !

Sur mon lycée professionnel (Saint-Pierre-des-Corps) du bâtiment, radicalisation croissante des lycéens qui utilisent désormais le matériel de chantier pour bloquer le lycée alors que les apprentis Aluminium Gros Œuvre ont un rôle réactionnaire, très perméable à l'idéologie patronale (affrontement physique avec les lycéens). Notons par ailleurs qu'il suffise que le délégué syndical soit absent pendant un mois (pour cause de commission paritaire nationale concernant les mutations) pour que toute vie politique s'arrête sur le lycée, j'ai dû pousser à la roue pour avoir une AG lundi 03/04 à 16h30, veille de la grève nationale...

Nicolas, le 25/08/2006

[nico37@no-log.org](mailto:nico37@no-log.org)

*Les Coordinations :*

# Appels et analyses de leur rôle



Les quatre textes suivants (pp. 15 à 18) rassemblent les appels de la Coordination nationale étudiante (CNE) du 4 au 26 mars. Comme on peut le constater en les lisant, le nombre de facultés représenté à la CNE passe de 39 à 86 en l'espace d'un mois, ce chiffre traduisant l'extension du mouvement. Les appels à la grève des salariés se font de plus en plus clairs pendant cette période ainsi que les diffusions de tracts en direction des entreprises. Ces textes expriment la radicalisation progressive du mouvement, sous la pression à la fois de l'intransigeance du gouvernement, de la « solidarité » des syndicats de salariés qui souhaitent ne pas s'opposer frontalement au mouvement pour mieux le canaliser et de la prise de conscience des étudiants et des lycéens en lutte dont la détermination croît régulièrement. (*Ni patrie ni frontières.*)

# Appel de la CNE de Jussieu

## (4 mars)

La Coordination Nationale étudiante réunissant 39 universités et établissements, les 4 et 5 mars 2006 à Jussieu a adopté les propositions suivantes :

La coordination nationale étudiante se prononce pour étendre la mobilisation contre la précarité, la loi pour l'égalité des chances, et tout particulièrement contre le CPE, et le CNE. Dans ce sens, elle se prononce pour :

- La grève reconductible des étudiants à partir du 7 mars.
- La généralisation des blocages des universités sur tout le territoire.
- L'occupation des universités jusqu'à satisfaction des revendications.

Elle se prononce pour l'organisation de cortèges unitaires des universités mobilisées lors de la manifestation du 7 mars.

Elle insiste sur la nécessité de donner très rapidement des suites au 7 mars :

- Par la tenue d'assemblées générales unitaires et interprofessionnelles le soir même.
- En proposant aux syndicats de salariés de rejoindre la grève étudiante.
- En proposant aux travailleurs et à leurs organisations de s'accorder avec elle, sur une nouvelle journée d'actions et de grève interprofessionnelles le 16 mars.

Elle appelle à la mise en relation du mouvement étudiant avec les réseaux, notamment associatifs, des quartiers de banlieue.

Elle condamne fermement la répression policière des étudiants manifestants de Tours et demande le remboursement des frais d'hospitalisation des victimes.

En conséquence, la coordination annonce le calendrier de mobilisation suivant :

Mardi 07/03 : blocages, grève, manifestation unitaire, AG interprofessionnelle le soir même

Mercredi 08/03 : participation à la journée pour les droits des femmes.

Jeudi 09/03 : journée nationale de blocages et de manifestations et/ou d'actions.

Mardi 14/03 : journée nationale de manifestation.

Jeudi 16/03 : proposition aux syndicats de salariés d'une nouvelle date de grève et de manifestations.

# Appel de la CNE de Poitiers

## (11 mars)

Le mouvement de grève contre le CPE/CNE et la loi sur l'Égalité des chances gagne en ampleur : plus de 50 universités et établissements d'enseignement supérieur sont en grève. Nous, délégués de plus de 60 établissements, affirmons notre volonté de mener le combat jusqu'à l'entière satisfaction de nos revendications. L'objectif fondamental de notre mouvement est non seulement d'obtenir le retrait du CPE mais également du CNE et de la loi sur l'Égalité des chances. La mobilisation ne s'arrêtera pas tant que nous n'aurons pas gagné sur ces points.

Nous voulons en finir avec la précarité et la répression. Nous remettons également en cause la baisse drastique des postes aux concours, la casse de l'éducation et des diplômes (loi Fillon, LMD, Pacte Pour la Recherche,) dont le but est de renforcer la sélection sociale et de casser les droits collectifs des jeunes à leur entrée dans le monde du travail. Nous rejetons notamment le projet de Contrat Unique de Travail. Nous revendiquons un véritable droit à l'avenir pour les jeunes, les salariés.

Le blocage décidé par des AG massives est une méthode de lutte qui a permis à notre mouvement de devenir massif et de construire un rapport de forces. C'est le meilleur moyen pour que l'ensemble des étudiants puissent participer au mouvement sans être sanctionnés et de conquérir un réel droit de grève. C'est également le meilleur moyen en combinaison avec des manifestations massives d'exercer une pression sur le gouvernement.

Nous refusons de nous incliner face à un gouvernement qui passe en force et qui nie toute démocratie. Nous refusons de nous incliner face à l'usage de la répression qui devient systématique comme à Rennes, Lille, Toulouse, Tours, Paris... Nous exigeons l'arrêt des poursuites engagées dans le cadre de la mobilisation. Et, face aux pseudo-consultations démocratiques comme les référendums plébiscitaires sur la reprise des cours, nous réaffirmons la légitimité et la souveraineté des AG, seuls lieux où s'engage un réel débat et où tous peuvent s'exprimer et décider en connaissance de cause.

La loi sur l'Égalité des chances a beau être passée au Parlement, nous savons qu'il est plus que jamais possible de gagner. Même dans le camp de la majorité parlementaire, des critiques s'expriment et le doute s'installe suite à l'extension du mouvement. Cela prouve que nous pouvons faire plier le gouvernement.

C'est d'une extension encore plus forte que nous avons besoin maintenant. Les lycéens commencent à rejoindre en masse le mouvement. Lycéens et étudiants, nous devons entraîner l'ensemble des jeunes dans la bataille dans les universités, les lycées, les entreprises et les quartiers. Mais c'est un mouvement d'ensemble, une grève générale des jeunes et des travailleurs qui est nécessaire pour gagner.

Nous appelons à des journées d'action les 14 et 16 mars. Nous participerons également à la manifestation du 18. La prochaine échéance fondamentale sera le 16 mars : nous appelons les salariés et leurs organisations à manifester et à user de leur arme la plus efficace, la grève. Il est également nécessaire dès maintenant de donner des suites au 16 et au 18, en plaçant la barre plus haut : nous sollicitons les syndicats pour que le 23 mars soit une journée de grève interprofessionnelle et de manifestation centrale à Paris. Toutes ces dates doivent être des points d'appui pour arriver à une grève reconductible totale des universités des lycées et des jeunes travailleurs. La prochaine coordination se réunira le 19 mars à Dijon et regroupera des représentants des étudiants, lycéens et jeunes travailleurs mobilisés.

# Appel de la CNE de Dijon (19 mars)

La coordination nationale se félicite de la réussite des dernières journées de grève et de manifestation du 16 et du 18 mars. L'arrivée massive des lycéens dans la mobilisation, le début de mobilisation des travailleurs sont des signes que les étudiants ne seront plus seuls et que la victoire se rapproche.

70% de la population, 80% des jeunes sont maintenant opposés au Contrat Première embauche. La mobilisation massive de la jeunesse révèle une opposition plus large à la politique antisociale et répressive du gouvernement. Nous voulons le retrait de la loi sur l'égalité des chances dans son intégralité, car elle est un concentré de cette politique, elle tente de précariser et de mettre au pas la jeunesse. La mobilisation ne devra pas non plus s'arrêter sans des reculs plus importants du gouvernement sur sa politique de précarisation des salariés : nous voulons le retrait du CNE (préalable à la mise en place du contrat de travail unique prévu par Villepin). En effet, nous n'accepterons pas dans les entreprises de moins de 20 salariés ce que nous refusons ailleurs en refusant le CPE. Le gouvernement commence à parler de négociation. Pour nous, il ne peut y avoir de négociation, nous voulons le retrait de son attaque. Son discours est un signe de faiblesse, le signe qu'en continuant à amplifier la mobilisation, nous pouvons gagner.

C'est le mouvement de grève et de blocage des universités qui a permis que la mobilisation soit ce qu'elle est aujourd'hui. Nous appelons à poursuivre ce mouvement, nous appelons à la généralisation de la grève et du blocage de la part des jeunes, nous appelons les salariés à rejoindre ce mouvement, à aller vers une grève générale pour faire reculer ce gouvernement.

Face à la mobilisation, le gouvernement généralise lui la répression : fermetures administratives d'universités, exclusions de lycéens, répression policière sont des méthodes répressives très graves. Nous exigeons la réouverture immédiate des universités de la Sorbonne, Nanterre, Marne-la-Vallée, Metz, Lyon 2, Tours et Perpignan. Nous exigeons la libération et la levée de toutes les poursuites contre des personnes arrêtées dans le cadre du mouvement social.

La mobilisation continue en s'amplifiant. Par son entêtement, le gouvernement ne met pas seulement en jeu sa crédibilité politique, mais aussi sa légitimité à gouverner.

Pour que la mobilisation puisse se poursuivre sereinement, nous demandons que soient ouvertes dès maintenant de discussions sur l'aménagement des examens de fin d'année et que les élections au CROUS soient reportées.

- Des actions diverses auront lieu mardi 21 mars.
- La coordination nationale appelle à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE.
- Elle appelle à la construction et l'extension de la grève et des piquets de grève dans les facs et les lycées.
- Elle appelle les directions des organisations syndicales à appeler à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE, et à la construire avec les étudiants et les lycéens en appelant à des assemblées générales dans les entreprises.
- Elle appelle à une manifestation centrale à Paris le jeudi 23 mars vers l'Assemblée nationale.
- Elle appelle les organisations syndicales à se joindre à cette manifestation et à aider à la montée à Paris des manifestants de province.
- Bien entendu, la mobilisation ne s'arrêtera pas le 23 mars. Nous continuerons à manifester le mardi et le jeudi suivants.

La prochaine coordination se réunira à Aix-en-Provence samedi 25 mars. Nous appelons en particulier les lycéens à élire des délégués en assemblées générales de lycées ou de ville.

D'ici la prochaine coordination, 16 portes parole, seront chargés de faire savoir les décisions de la coordination aux médias, aux directions des organisations syndicales et aux pouvoirs publics. En effet, la mobilisation de la jeunesse est maintenant lancée. Une de nos tâches actuelle est de débattre avec les organisations de salariés pour travailler ensemble à la mobilisation de la jeunesse et du monde du travail. C'est dans ce cadre que les portes parole proposeront, à l'intersyndicale du 20 mars que les organisations syndicales appellent ensemble à la grève générale le 23 mars.

# Appel de la CNE d'Aix (26 mars)

Nous, étudiants délégués de 86 universités et établissements d'enseignement supérieur mobilisés, réunis en coordination nationale à Aix-en-Provence les 25 et 26 mars 2006, réaffirmons notre détermination à rester mobilisés jusqu'à satisfaction de nos revendications. La semaine écoulée a fait la preuve que la jeunesse disposait d'importantes réserves de mobilisations, dans les lycées et les universités. 68 universités sont en grève, la plupart avec des blocages, un millier de lycées sont mobilisés. Ce sont des centaines de milliers de jeunes qui sont mobilisés, tandis que des salariés commencent à nous rejoindre dans la lutte.

La surdité du gouvernement n'a pas réduit notre détermination. Face au front uni de la jeunesse et des salariés, le gouvernement continue sa stratégie de confrontation :

- Il a fait le choix du pourrissement du mouvement et de la provocation policière, espérant que la violence dans les manifestations discréditerait notre mouvement. Plusieurs manifestants sont entre la vie et la mort, des dizaines de procès sont en cours, avec des peines de prison ferme à la clé. Nous apportons notre soutien à tous les militants blessés et demandons l'amnistie et la levée des poursuites contre les jeunes poursuivis par la justice. Nous appelons les jeunes à s'organiser, à se défendre, contre l'extrême droite, dans les manifestations et dans l'action.

- Il a tenté de casser la mobilisation par la fermeture administrative de lycées et d'universités, il a tenté de diviser la jeunesse en refusant d'annuler les élections étudiantes au CROUS alors que la plupart des universités sont bloquées. Nous exigeons la réouverture des sites et établissements fermés administrativement et l'annulation de ces élections.

Par ailleurs, le gouvernement souhaite négocier avec les organisations syndicales, tout en refusant le retrait du CPE. Il n'est pas question de négocier, notre mobilisation continuera jusqu'au retrait du CPE, de la loi sur l'égalité des chances et du Contrat Nouvelle Embauche. Par ailleurs, seuls les porte-parole mandatés, responsables devant la coordination nationale, constituent les représentants légitimes du mouvement.

Nous nous félicitons de la réussite des journées d'action des mardi 21 et jeudi 23 mars. La journée de grève interprofessionnelle de mardi 28 va constituer un moment décisif dans notre lutte. Nous appelons la jeunesse, les salariés et leurs organisations à la grève générale.

Nous ferons tout pour que la journée du 28 mars soit une réussite. Si le gouvernement ne cède pas mardi 28 au soir, nous appelons à ce que les intersyndicales nationales et locales, les assemblées générales interprofessionnelles, les assemblées générales d'entreprises réunissent toutes les conditions pour reconduire la grève. L'objectif est de reconduire la grève dans le maximum de secteurs pour aboutir le 4 avril à un nouveau temps fort, avec des manifestations dans tout le pays, et une grève générale, reconductible, qui bloque tout le pays jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Nous demandons aux organisations syndicales de relayer ces appels et de déposer des préavis en conséquences.

\* Dans ce but, des délégations seront envoyées aux sièges nationaux et locaux des organisations syndicales.

\* Nous appelons le jeudi 30 mars à une journée nationale de blocage simultané des principaux axes routiers et ferroviaires.

Le gouvernement sera contraint de réagir à la paralysie du pays par la grève et le blocage.

Pour contribuer à la mobilisation des salariés, nous allons intervenir dans les entreprises par la diffusion de tracts, en prenant contact avec les syndicalistes, en participant à des assemblées générales d'entreprises, etc. Nous appelons les salariés à s'approprier le mouvement en posant leurs propres revendications. Nous proposons également aux organisations syndicales, au même titre que la coordination nationale lycéenne, de co-organiser une grande manifestation centrale à Paris avant les vacances scolaires parisiennes.

-Par son autisme, le gouvernement s'est engagé dans une fuite en avant. Ayant engagé sa responsabilité sur la loi sur l'égalité des chances par le biais de l'article 49-3, le gouvernement doit en tirer les conséquences : il devra partir en même temps qu'il retirera son projet.

Notre mouvement, comme toutes les grandes mobilisations sociales, peut inverser le rapport de forces vis-à-vis du gouvernement et du patronat et permettre de gagner de nouveaux droits pour la jeunesse et les salariés. La prochaine coordination nationale se réunira à Lille samedi 1er avril.

**L'organisation de tout mouvement social suscite des débats, parfois extrêmement vifs. Si l'on lit l'article consacré par LO au bilan d'avril on sent que cette organisation, mais ce n'est pas la seule a été particulièrement éternée par les critiques anti-organisation apparues dans le mouvement. C'est ainsi que *La Lutte de classe* écrit :**

**Le texte suivant exprime le point de vue de l'un de ses empêcheurs de se réunir en rond. (*Ni patrie ni frontières.*)**

# Mais où est passé le mouvement réel ?

*Compte-rendu politique, critique et subjectif d'un mandat de la Sorbonne au sujet de la Coordination Nationale Étudiante s'étant tenue à Aix-en-Provence les 25 et 26 mars 2006*

D'abord, et comme un symptôme, le TGV qui relie Paris à Aix en trois heures. On arrive au milieu du désert : une gare immense, entièrement vitrée, lisse, un temple de la laideur architecturale contemporaine au milieu de la sécheresse. Et l'autoroute qui met la ville à quinze minutes. Le temps et l'espace sont annulés, nous sommes au milieu de nulle part, dans un centre impossible, fruit de la volonté d'effacer ce no man's land que constitue à présent le centre de la France. Nous sommes l'une des premières délégations à arriver, nous nous faisons enregistrer auprès d'un cocheur de cases, et rédigeons proprement les «motions perspectives» que l'on nous a demandé de porter à la coordination. Elles seront retapées par ordinateur et distribuées pendant les débats. Tout le monde se badgera bientôt : délégué, cafétéria, S.O., organisateur. Voilà tout le monde bien rangé, bien distingué, afin que chacun-e reste à sa place. Tout le monde est stressé. Il faut que cela se passe mieux que la semaine dernière, à Dijon. Ça rigole quand même un peu, ça chante. À Aix, l'occupation dure depuis trois semaines, et c'est un honneur d'organiser la coord. Il y a évidemment les grandes banderoles de bienvenues, les tas de chaises entassées, les panneaux indicatifs. Tout le monde dort à l'arrache dans les amphis. Le lendemain, ça commence.

Réveil pénible sur le sol en lino. Plein de délégations sont là dans le hall. Ça grouille de monde, ça discute. Retrouvailles. Comment ça va depuis la dernière coord ? Il y a beaucoup d'habitues ici. Les mêmes têtes syndicales se retrouvent. Famille infecte, névrotique, dans laquelle se jouent les petites rivalités, les inimitiés. Je n'y comprends rien, ne sais pas ce qui se trame entre les différents groupes trotskards et gauchistes, sur quels points se constituent les ruptures. Le complotisme rôde, la mesquinerie va de bon ton. Ça se moque. Les délégations font encore semblant d'être ensemble. Mais déjà on se rassemble, on se mélange, les rumeurs circulent. Qui tiendra la tribune ? Vous avez vu la charte qu'Aix propose pour la tenue de la coord ? Qui est derrière tout ça ? L'UNEF mino, l'UNEF majo ? Et la coord, nous dit-on, est un grand espace de débat.

Ça démarre vers midi. Des délégations venant de villes proches se sont fait le plaisir d'arriver en retard. La tribune se présente, elle sera tournante. Grand discours d'inauguration d'un type de l'Union des Etudiants Communistes, beau comme un jeune cadre stalinien des années 80. On rigole. Il sera discuté pendant des heures des modalités de vote, de la question de la «charte d'Aix». Je ne comprends rien, sauf quand cela pue vraiment l'usurpation. Au bout d'un moment viennent les bilans fac par fac. On a les chiffres en AG et les chiffres en manif ville par ville. Au grand jeu concours, c'est Rennes qui l'emporte. Ensuite, les «cas spéciaux» doivent parler : les facs fermées, les mouvements poursuivis au nom de la liberté d'étudier. On entend finalement très peu parler des centaines d'arrestations qui ont eu lieu, le suivi juridique et le reste. En tant que mandat de la Sorbonne, je raconte ce qui nous arrive, nous est arrivé pendant la semaine. Avec cette étrange division entre celles et ceux qui ont décidé de s'installer dans le bastion occupé qu'est la fac de Tolbiac, et les autres qui ont préféré se mêler à l'occupation de l'EHESS avec les sans-statut

fixe. Je ne m'attarde pas plus que ça. On me siffle derrière que je n'ai que deux minutes d'intervention. D'autres cas particuliers doivent aussi s'exprimer. Une minute de silence sera faite pour l'étudiant mort d'une crise à Strasbourg ; une minute de bruit ensuite pour montrer notre motivation.

Résultats de ce soir : 1 pour la tristesse, 1 pour le bruit. Je crois que c'était le bruit qui recevait à domicile.

Pause. Ça reprend. On va aborder la fameuse question des revendications qui seront mises en avant par la coordination. Il y a déjà la désormais sacrée plateforme de Toulouse. Plusieurs heures sont nécessaires pour savoir si on la modifie, si on l'élargit, ce qu'on en fait en somme. Il y a une forte pression dans la salle pour que cela ne soit pas rediscuté. Avec la menace : rappelez-vous ce qu'il s'est passé à Dijon ! Je ne sais pas de quoi il s'agit ; rien entendu à ce sujet à l'AG de la Sorbonne. En même temps, vu que c'est le bordel, vu les coups de force débiles qui ont lieu, j'arrive à m'imaginer ce qui a eu lieu. Les mandatés, en tout cas, ont plein de revendications votées dans leurs AG. Le grand tableau se couvre de 70 propositions que l'on range dans des cases : mouvement, emploi/précarité, politique, divers. Facile de comprendre que ça bouillonne dans les Assemblées locales.

Après une nouvelle pause surgit une idée mystérieuse : le cahier de doléances. Un grand sac pour mettre toutes ces revendications nouvelles, dans la grande tradition du cause-toujours. On se demande qui a proposé ça. On nous explique : il s'agit d'être crédible, d'avoir un message clair qui puisse réunir tout le monde, les étudiants et les salariés. Nous devons encore massifier le mouvement. Une fois que nous aurons gagné sur la Loi sur l'Égalité des Chances, nous pourrions faire avancer le reste. En attendant, on ne peut présenter ça aux centrales syndicales.

**IL FAUT ÊTRE CRÉDIBLE.**

Les nouvelles revendications sont refusées au fur et à mesure, car les mandats ne sont pas aussi précis que ça. Pas assez de mandats pour refuser le contrôle renforcé des chômeurs, le RMA, le statut pourri des intermittents, les projets de loi pour la prévention de la délinquance à la crèche, la dernière loi sur l'immigration. Ne Prend Part au Vote, NPPV, NPPV, NPPV. Sera finalement rajouté à la Plateforme sacrée le refus du Contrat de Travail Unique (qui n'existe pas encore), la demande de la démission du gouvernement, un CDI pour tous.

**ON RESTE CRÉDIBLE.**

Quatre heures du mat. On passe aux perspectives. Au début est lue la motion de Jussieu. Tous les trotskystes de la salle se sont mis d'accord dessus. On y fera quelques aménagements mineurs, intégrant la proposition du blocage des voies de circulation. Le texte est moche, mal écrit, plein de la novlangue de la crédibilité et de la massification. Il ne peut susciter aucun engouement, aucun appel d'air. La pensée de la lutte syndicale résumée dans un torchon sans intérêt.

**ON RESTE CRÉDIBLE.**

Je n'en peux plus, je m'énerve, décide d'aller me coucher. Il est six heures du matin. Les deux autres mandatées restent, dorment à tour de rôle. À dix heures, après vingt-deux heures d'AG, est proposé un bureau national, refusé in extremis. Les vingt porte-parole sont élus, et affublés d'un mandat impératif (ils ne peuvent donc en principe exprimer leurs positions personnelles). Une bonne moitié, semble-t-il, viennent de l'UNEF mine (la tendance minoritaire du syndicat) : la coord a donc à sa tête la partie de l'UNEF qui n'a pas pris sur le porte-parole.

Une conférence de presse sera réalisée à l'issue de la mascarade. La «motion Jussieu» est lue avec le peu d'entrain qu'elle mérite devant des journaliers impatientes. Les questions posées portent, comme il fallait s'y attendre, sur la violence. Les porte-parole s'en sortent avec la réponse besancenote : la première violence est celle du gouvernement. Quelle répartie.

**ON RESTE CRÉDIBLE. NOUS DEVONS MASSIFIER LE MOUVEMENT.**

La première chose qui m'a pris, lorsque je suis allé à la coord, a été le sentiment de participer à un vaste délire collectif. Tout ce petit monde badgé qui ronchonne, hurle, lève des cartons, complotte dans les couloirs, se marre en plissant des yeux vides quand telle secte gauchiste n'a pas réussi à placer sa motion, sa perspective, son bilan. Ces listes d'inscrits avec 70 noms de facs, ces tribunards qui hurlent hystériquement pour appeler au calme ou au respect. Tout ça pour quelques vagues phrases rajoutées à un petit texte et de fumeuses journées d'action où chacun-e selon le désir du coin ira faire des sit-ins sur les places des villes, diffuser à la sortie des gares ou des usines, fera des manifs de nuit. Vingt-quatre heures d'AG pour presque que dalle, en dehors des divers jeux de pouvoir des organisations. Aucun contenu, aucun discours qui prend aux tripes, une juxtaposition de phrases qui se superposent mais ne se composent pas. Un brouhaha dont le sens doit pouvoir être trouvé dans les divers bureaux politiques.

À quoi aboutit-on finalement? Un «appel à la grève interprofessionnelle reconductible» (comme la semaine dernière), trois revendications en plus sur la plate-forme. Je ne vois pas ce qui a été coordonné. À peine des journées d'action qui de toute façon auraient eu lieu. Pourquoi tout ce temps passé en AG à ce sujet, pour mandater, pour penser des motions, pour proposer des actions si c'est pour aboutir à cela?

**NOUS DEVONS MASSIFIER LE MOUVEMENT. NOUS DEVONS RESTER CRÉDIBLES.**

Il me semble qu'à l'heure actuelle, deux hypothèses sont à l'œuvre, en pratique. Une première est celle qui se montre à la coordination nationale et dans bien des AG. Je la qualifierais de gauchiste-révolutionnaire. Elle s'articule autour du double-motif de la grève générale appelée par les syndicats et l'opinion publique. L'enchaînement des idées est simple. Pour que les syndicats appellent à la grève, il faut démontrer la puissance du mouvement étudiant : faire donc de grosses manif, multiplier les grèves. Il faut aussi que les syndicats puissent partager nos exigences : avoir donc une plate-forme dans laquelle ils puissent facilement se retrouver. Il faut enfin que la base des syndicats sentent qu'un coup est à jouer : proposer donc à l'opinion publique une image claire du mouvement, le rendre compréhensible au pire des idiots, faire preuve de responsabilité face à la violence ou aux revendications. De là des diffusions massives auprès des salariés, dans les gares, à la sortie des entreprises, avec un message CRÉDIBLE, pour qu'ils puissent se joindre à nous. De là aussi, conformément à cette volonté, ce qui s'est exprimé à la dernière coord de manière explicite à plusieurs reprises : donner une tête forte à ce mouvement, une «vraie direction», pour que les syndicats et leurs adhérents sachent où ça va, pour que les journaliers aient quelqu'un-e de fixe à qui parler.

Cette hypothèse traverse en partie ce mouvement, prend du temps. Beaucoup de diffusions de tracts insipides sont faites en ce sens, bien des discussions sur ce qui est CRÉDIBLE ou non ou ce qui passe dans les médias ont lieu dans ce sens. L'hypothèse gauchiste-révolutionnaire de la constitution d'un grand mouvement de masse par le biais de mots d'ordre simple bat son plein. La coordination telle qu'elle se fait aujourd'hui n'en est que le pur produit désastreux.

La seconde hypothèse, elle, ne se montre pas en coordination, même si elle y laisse ses traces. C'est la suivante : dans la situation présente, la force de notre mouvement est liée à ce qui a lieu dans la rue et les occupations, c'est ce bouillonnement qui fait peur et pourrait bien, par contagion, ouvrir les possibles. Ce bouillonnement est d'abord celui de la parole qui se délie. Nous recommençons à parler de politique, de ce que signifie vivre dans ce monde-ci aujourd'hui. Nous partageons nos révoltes, nos rages, nos refus. Parfois s'élaborent des programmes, plus ou moins farfelus. Cela a même débordé à la coordination, avec ces 70 revendications votées dans les assemblées dont les syndicalistes ne savaient que faire. Pour reprendre le vocabulaire en cours chez eux, la base est largement politisée : nous n'en sommes plus, après plusieurs semaines de contestation, au simple refus du CPE, mais bien, de manière souvent explicite, à un refus du monde qui se déploie aujourd'hui. Les discussions en marge des assemblées, dans les occupations, dans les moments creux du temps de grève laissent émerger des espoirs de changements radicaux. Revient, après une longue absence, l'idée qu'il nous appartient de faire ce monde. Et, en parallèle, les moyens s'inventent. Des actions symboliques plus ou moins débiles se réalisent, on se débrouille pour trouver de la thune, on récupère sur les marchés, dans les supermarchés pour nourrir l'occupation, on s'équipe pour les affrontements, on apprend à se soigner, à faire attention aux autres, on apprend à s'exprimer publiquement, à construire des trucs. Des solidarités pratiques se nouent, on finit par tenir à la lutte moins pour son prétexte que pour les moments qu'elle laisse vivre, le temps qu'elle voit émerger, les espoirs qui se partagent.

Ça bouillonne et ça s'organise. On finit par se dire que l'on peut aussi bien faire des choses sans forcément attendre l'aval épuisant de tous, que l'on peut aussi parler véritablement en dehors des débats et des AG.

Ce qui se constitue, en ce moment, c'est la puissance du débordement. Les ressorts d'action syndicaux s'épuisent, on perd le goût de la manif plan-plan où même les chansons bien trouvées ne suffisent plus. On perd le goût des slogans mille fois répétés, des tracts mille fois distribués. On perd la curiosité pour les motions, pour les subtilités qui ont amené aux choix de parcours ; les AG apparaissent dans leur vacuité, leur tristesse formaliste. Alors, évidemment, cela dégénère, comme ils disent. La parole se fait plus rêveuse, les actes se font plus déterminés. Les beaux cortèges bien rangés se disloquent, les tracts non-tamponnés se multiplient. Cela démarre vers l'incontrôlable. Voilà où nous en sommes aujourd'hui. Au cœur du conflit entre deux hypothèses qui ont pu cohabiter un moment ensemble, mais qui, à présent, vont s'affronter. La coordination nationale, encore à Aix, s'est voulue fière coordination du mouvement étudiant. Elle n'en

représente pourtant que sa face syndicale, bien lisse, bien propre, bien claire, bien CRÉDIBLE. Rien de plus que cela. Elle ne vient que couronner la domination, dans les AG, du principe de l'unification des mots d'ordre et des actions, de la tribune qui note les listes d'inscrits, de la volonté d'obtenir en se montrant à leur hauteur la grève générale par le biais des syndicats. Le mouvement réel de son côté, est irréaliste, irresponsable, divers, il pense et il déborde. Sa rage est trop forte pour se contenir dans les pauvres slogans tout mous et les manifs en rang. Il ne passe pas bien dans les médias, il aime faire la popotte, préparer des actions, se dire qu'il ne fait que commencer et qu'il a le temps. Le mouvement réel s'organise.

Rien ne peut encore vraiment être prévu. Ça s'affronte déjà dans les rues, ça prend une tournure radicalement politique dans certaines AG. On ne sait dans quelle mesure les syndicats et les gauchistes parviendront encore à poursuivre leur œuvre d'encamardement, leur œuvre de censure du caractère politique du mouvement dont ils ont constitué l'étincelle. Émettons une hypothèse : si grève générale ou blocage général il y a, cela arrivera surtout parce que, dans les rues et les occupations, la jeunesse, qu'elle vienne des cités ou du centre des mégalofoles, se sera mise à s'organiser par elle-même, à penser et parler haut et fort à l'écart des mégaphones et des camions sonos.

Le désastre est trop présent pour que ce monde ne commence à se fissurer. Le besoin de révolte est trop grand, trop partagé pour que le mouvement réel n'émerge pas.

Je pense que la Sorbonne devrait cesser de participer à la coordination car sa préparation prend trop de temps, parce que ses résultats sont et seront minimes, parce qu'elle ne sait pas et ne saura jamais refléter la multiplicité de ce qui a lieu en bas, parce que c'est avaliser comme une évidence les logiques de pouvoir délirantes d'organisations syndicales et gauchistes. On m'a dit, sûrement avec raison, que si l'on cessait de faire tout cela en AG, beaucoup de gens s'en iraient. Il est vrai que certains s'amusent dans ce jeu d'organisations. Mais les autres ?

Quant à moi, et je sais que je ne suis pas seul, je préfère la seconde hypothèse. Car je crois en notre capacité à nous organiser pour les affrontements à venir et en notre capacité à laisser surgir à l'intérieur de ce mouvement des réflexions politiques radicales et des pratiques d'organisation autonomes.

En tout cas, je n'irais plus jamais en TGV pour voir cette pièce de théâtre sordide. L'exil est déjà assez difficile. Pas besoin d'aller voir ces gardiens de troupeau à keffieh s'écharper sur la part de désert qu'ils contrôlent. J'ai définitivement mieux à faire.

*Kamo], 27 mars 2006*



# Appel de la CNE de Lille

(1<sup>er</sup> et 2 avril)

Nous, étudiants et lycéens délégués de 114 établissements d'enseignement supérieur et de nombreux lycées mobilisés, réunis en Coordination Nationale, à Lille, les 1er et 2 avril 2006, réaffirmons notre détermination à construire un mouvement d'ensemble contre la précarité et continuer la grève et le blocage jusqu'au retrait de la Loi sur l'Égalité des Chances (LEC), dont le CPE est un amendement et du CNE. CPE, CNE, contrats seniors, leur volonté c'est d'étendre encore et de légaliser la précarité pour tous en mettant en place le contrat de travail unique.

Chirac prétend avoir écouté nos attentes. C'est un mensonge. Le maintien de la période d'essai d'un an resterait inacceptable car c'est un pas de plus dans ce sens. Quant au licenciement, il ne serait pas plus justifié que pour un CNE : nous aurons seulement le droit d'entendre la « raison », valable ou pas, de rupture du contrat. Merci patron ! Aménagée ou pas, la logique de la LEC subsiste : travaille pour pas cher et tais-toi ! Ni aménagements, ni négociations ! Retrait de la LEC, retrait du CNE !

Que Chirac ait promulgué cette loi n'a pas entamé notre détermination, bien au contraire. Les propositions de modifications de Chirac ne prouvent qu'une chose : c'est qu'il craint que notre mouvement ne s'étende encore. Nous allons lui répondre par un mouvement toujours plus fort, toujours plus étendu ! Cette nouvelle provocation, comme toutes les autres, ne fera que convaincre encore plus de salariés, de précaires, de chômeurs, de lycéens et d'étudiants de nous rejoindre dans la lutte. De Robien le sait bien, lui qui a donné l'ordre à la police de débloquent les lycées : il a soudé les profs et les élèves qui ont maintenu leurs piquets de grève, et notre réponse a été de bloquer encore plus de lycées, et même le pays tout entier. Les lycées ont déjà rejoint les universités.

Dans bien des facs et des lycées, profs et IATOSS participent activement à la grève. Les journées du 7 mars, du 18 mars, le succès historique du 28 mars, montrent que des millions de salariés sont disponibles pour lutter, reprennent confiance dans leurs forces, dans leurs possibilités de gagner. L'autisme du gouvernement et de Chirac sur nos revendications, l'ampleur de la répression qu'il déploie contre le mouvement, et leur volonté de lier leur sort, à plusieurs reprises, au CPE (utilisation de l'article 49.3, promulgation de la loi...) les obligeront à partir en même temps qu'ils retireront leurs attaques. Les journées d'action ne sont utiles que si leur objectif affiché est de construire la grève générale, seul moyen de faire reculer le gouvernement.

C'est pourquoi nous appelons à la grève générale reconductible dès le 4 Avril. Nous sommes conscients des difficultés pour la construire. Le mouvement étudiant n'est pas parti d'un seul coup : ce sont d'abord les étudiants de Rennes qui ont fait le pari que leur grève ferait tâche d'huile et qui ont bloqué leur université, seuls pendant une semaine. Il en ira de même chez les salariés. Nous allons donc contribuer, avec les secteurs les plus mobilisés du monde du travail, à faire que la date du 4 avril, proposée par la coordination nationale à Aix, retenue par les syndicats comme nouvelle journée de grèves et de manifestations, marque le début d'un mouvement de grèves reconductibles.

Nous nous engageons à soutenir le mouvement des salariés. Nous sommes disponibles pour toute action commune qui aide à construire la grève. Nous souhaitons que partout se tiennent des Assemblées Générales (AG), qui permettent de décider démocratiquement des moyens d'action et des revendications. Parce que la précarité ce n'est pas seulement le CPE ou le CNE, nous nous engageons à soutenir toutes les revendications qui seront définies par les salariés en lutte, comme l'augmentation des salaires et la requalification en CDI de tous les emplois précaires par exemple. Nous soutenons les appels des syndicats locaux à la grève reconductible dès le 4 avril et demandons à toutes les organisations de poser des préavis illimités, aussi bien au niveau local que national, et à s'engager réellement dans la construction de la grève générale jusqu'au retrait de la loi dite sur l'Égalité des Chances, le CPE et le CNE.

Nous appelons à ce que la manifestation de Paris aille vers l'Assemblée nationale. Nous appelons les étudiants et lycéens à rencontrer les équipes syndicales de la ville ou du département pour proposer des actions communes, des AG communes et envisager toutes les possibilités de reconduction après le 4 avril.

• Dès le mercredi 5 avril, nous appelons les étudiants et les lycéens à des journées d'actions dirigées vers les entreprises, en lien avec les salariés et leurs syndicats locaux : diffusions, blocages, occupations des usines et des bureaux. L'objectif est de soutenir les grévistes et de susciter des AG pour étendre le mouvement.

• Jeudi 6 avril, nous appelons à manifester et à bloquer des principaux axes routiers ferroviaires.

• Vendredi 7 avril, nous appelons à une journée nationale de mobilisation contre la répression, avec en particulier des rassemblements devant les tribunaux. Pendant les vacances de Pâques, comme pendant les vacances de février, nous maintiendrons la grève et le blocage actif des universités et lycées.

- Samedi 8 avril, nous appelons les organisations syndicales à co-organiser des manifestations de salariés, chômeurs, précaires, lycéens et étudiants.
  - Le mardi 11 avril, nous proposons à tous les grévistes salariés, lycéens et étudiants ainsi qu'à toute la population de manifester simultanément dans toutes les villes de France.
- Tous ensemble, par la grève générale reconductible, nous allons gagner !

# Appel de Lyon de la coordination nationale unitaire

Publié lundi 10 avril 2006

Les 3 millions de jeunes, de salariés du public et du privé, les sans-papiers et tous les précaires qui ont manifesté et fait grève le 4 avril, les nombreuses actions menées cette semaine témoignent de l'amplification du mouvement contre la précarité et notamment contre le CNE et la loi sur « l'égalité des chances » (LEC). La mobilisation continue, bien que l'intersyndicale n'ait pas encore annoncé de suites au 4 avril. Nous ne nous sommes pas laissés tromper par les manœuvres gouvernementales, qui visaient uniquement à gagner du temps.

Si le gouvernement supprime la loi dite sur « l'égalité des chances » et le CNE, ce sera une première victoire pour le mouvement. Cela montrera que le rapport de force est en notre faveur. Il faudra alors profiter de la brèche ouverte pour imposer, avec les salariés, les sans-papiers et les précaires, nos autres revendications. L'ensemble de la LEC (apprentissage à 14 ans, travail de nuit dès 15 ans, suppression des allocations familiales sous des prétextes divers, stages dans la police et l'armée pour les jeunes considérés comme de futurs délinquants...) constitue une attaque contre la jeunesse, les pauvres et les travailleurs.

Mais nous refuserons toute manœuvre du gouvernement qui viserait à remplacer le CPE par un CPE bis réservé aux jeunes et marqué une nouvelle fois du sceau de la précarité. De plus, nous ne croyons que ce que nous voyons. Actuellement, loin d'être dénaturé, le CPE est entré en vigueur : dans l'aménagement proposé par Chirac, le patron n'a toujours pas à justifier le licenciement, mais simplement à en signaler la raison. La période d'essai, même ramenée à un an, reste la promesse de la précarité à vie : après le CNE et le CPE, le gouvernement nous prépare le Contrat de Travail Unique.

Il n'y a pas de négociation possible sur ces bases ; nous exigeons le retrait total de la LEC et du CNE. La Coordination Nationale de Lyon rappelle par ailleurs qu'au-delà de ces revendications, elle déplore tous les projets allant dans le sens d'une accentuation de la précarité, et notamment le projet de loi CESEDA qui considère les immigrés comme des êtres humains jetables.

Persistant dans la brutalité caractéristique du gouvernement, le ministre de l'éducation a décidé de mettre fin à la grève en usant de tous les moyens à sa disposition : chantage aux examens, fermetures administratives des facs et déblocages des lycées et des universités par la force. À cette pression sur les étudiants, les lycéens et les personnels, s'ajoute une répression policière toujours plus massive. Le ministère annonce 5 000 arrestations en fin de semaine. Les comparutions immédiates se multiplient et aboutissent à des sanctions lourdes (TIG, amendes, prison ferme). Nous dénonçons également la répression croissante des mouvements sociaux, et exigeons l'amnistie de nos camarades inculpés. Ces attaques ne font que renforcer notre détermination.

Nous voulons la réouverture des facs fermées administrativement, nous exigeons que nul étudiant ou lycéen ne soit pénalisé d'aucune manière que ce soit en raison du mouvement de contestation dans les lycées et universités. Nous réaffirmons que le gouvernement, par son immobilisme et la stratégie de pourrissement qu'il a adoptée, porte l'entière responsabilité de la situation délicate que connaissent aujourd'hui les universités. Dans ce contexte, nous demandons à la Conférence des Présidents d'Université de s'assurer que les examens de second semestre ou de fin d'année ne porteront pas sur des enseignements qui auraient été délivrés pendant toute la période de mobilisation étudiante. Pour le reste, nous affirmons la souveraineté des Assemblées Générales locales qui, seules, sont aptes à discuter avec leur président d'université des modalités d'examen.

Notre priorité absolue est de contribuer à la mobilisation des travailleurs : c'est maintenant le moment d'y aller tous ensemble. Il faut convaincre directement, par des diffusions de tracts, des discussions et des assemblées générales jeunes/salariés que le seul moyen de gagner sur nos revendications, c'est la grève générale reconductible. Nous appelons les salariés à ne plus attendre un premier secteur qui se mettrait en grève pour entraîner les autres : ce secteur, c'est la jeunesse en lutte depuis deux mois. Dans cette perspective et pour franchir une nouvelle étape dans la mobilisation, nous appelons les syndicats à rompre

immédiatement toute négociation et à appeler immédiatement à des manifestations régionales et à la grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Les étudiants et lycéens mobilisés doivent donner confiance aux salariés. Pour cela, il faut avant tout que le mouvement, la grève et les blocages se poursuivent, même là où les vacances débutent. Il faut aussi multiplier les actions communes avec les salariés et les équipes syndicales, sans oublier les manifestations massives.

Nous appelons donc dès maintenant les salariés et leurs organisations à tenir des AG en vue d'élire des délégués pour la prochaine Coordination Nationale Unitaire. Le rapport de force que nous construisons permet d'obtenir aussi des victoires rapides sur le plan local. Nous soutiendrons toutes les revendications des salariés et des précaires en lutte. Le mouvement que nous construisons est capable, après des années de défaites, d'inverser la balance, de changer le rapport de force : gagner sur nos revendications, en finir avec ce gouvernement, c'est possible.

Avec l'aide des syndicats locaux qui y appellent déjà, nous ferons du 11 avril un succès.

Nous appelons dès maintenant les jeunes, les sans-papiers, les précaires, les salariés et leurs organisations à manifester et à faire grève à nouveau le 18 avril. Nous souhaitons que cette journée puisse donner lieu à des débats et des AG unitaires où étudiants, salariés, sans-papiers et précaires puissent ensemble se donner des perspectives de lutte.

*Coordination nationale lycéenne, étudiante et salariée de Lyon.*

# Appel de la CNE de Nancy

(15-16 avril)

La mobilisation a imposé un recul au gouvernement en l'obligeant à remplacer le CPE. Depuis 1995, c'est la première fois qu'une mobilisation permet d'obtenir un tel recul d'un gouvernement, c'est la première fois depuis 2002 que nous faisons céder ce gouvernement qui a tenu face à de nombreuses mobilisations. Après leur mise en minorité dans les urnes le 29 mai 2005, les politiques libérales se voient infliger une défaite par la rue. Cela prouve que la lutte paie. **Le gouvernement est affaibli, c'est un point d'appui pour continuer à nous battre afin de gagner sur toutes nos revendications. Après un tel désaveu, Chirac et son gouvernement doit partir !**

**Mais quoi qu'en disent les médias et les directions syndicales, nous n'avons pas gagné sur l'ensemble de nos revendications.** Nous continuons à nous battre, notamment pour le retrait de l'intégralité de la loi sur l'égalité des chances (LEC) du CNE du projet de loi CESEDA (loi Sarkozy II sur « l'immigration choisie », qui doit être votée le 3 mai à l'Assemblée)... D'autant plus que l'article remplaçant le CPE dans la LEC s'accompagne d'une nouvelle série de cadeaux fiscaux aux employeurs. **La coordination nationale condamne le contenu et les conclusions des pourparlers engagés entre les dirigeants syndicaux et l'Etat UMP.** Ces démarches laissent intactes la LEC et le CNE. De plus, seul le mouvement de lutte est légitime pour signifier la victoire ou la défaite de la lutte. **Nous exigeons des directions syndicales qu'elles rompent toute négociation avec le MEDEF et le gouvernement.**

Le remplacement du CPE conduit à une certaine confusion : la nécessité de rejeter la LEC, le CNE, la loi CESEDA n'est pas suffisamment prise en compte, tandis que **les directions des organisations syndicales et les médias ont focalisé l'attention uniquement sur le CPE.** De plus, nous avons également un certain nombre d'autres revendications (abrogation de la loi Fillon, hausse des postes au CAPES) **Malgré cette confusion, la répression et le chantage aux examens, la grève et le blocage ont cependant été reconduits dans plusieurs universités et lycées.** Les assemblées générales sont toujours massives, les exigences restent fortes, ce qui montre que la jeunesse est déterminée à poursuivre la lutte. **Aujourd'hui, nous dénombrons 37 facs mobilisées dont 18 sites universitaires bloqués. Nous appelons à continuer la mobilisation, à maintenir les blocages et à reconnaître leur nécessité.**

Le recul du gouvernement sur le CPE a donné confiance à des millions de personnes qui ont pris conscience de leurs propres forces. Les manifestations massives, les grèves et blocages, légitimés par des AG massives, nous ont permis d'obtenir le remplacement du CPE. Continuons dans cette voie !

**Par ailleurs nous avons développé des liens concrets avec les salariés :** AG communes, interventions envers les entreprises, mais aussi actions communes (blocages économiques, barrages de voies de communication, etc.). **C'est l'extension aux salariés qui a fait peur au gouvernement.** Nous continuerons le travail d'information sur les politiques actuelles qui précarisent nos vies : en direction des lycéens et des étudiants, par des interventions en TD et en amphis, des débats en assemblée générale, et également envers les salariés, par des diffusions de tracts, des actions en direction des entreprises, toujours dans le but de mobiliser les travailleurs.

Notre lutte a révélé une crise sociale et politique. Il ne s'agit pas d'un accès de fièvre ordinaire, mais d'une manifestation de la crise de tout le système social. **La logique capitaliste est mise au ban des accusés. Le capitalisme ne peut donner aucune réforme sociale positive.** Bien plus, il est même contraint de démanteler les anciennes conquêtes sociales. **Tous les lamentables chefs de la droite et de la gauche gouvernementale mènent avec des nuances de méthode la même politique au service d'un système économique prédateur.**

Nous exigeons des garanties sur le déroulement des examens de fin d'année. **Nous dénonçons le chantage aux examens et l'accord illégitime entre l'UNEF et la Conférence des Présidents d'Universités pour le report des examens après le rattrapage quasi-intégral des cours. Le calendrier universitaire doit être maintenu quoiqu'il arrive. Ce n'est pas la grève qui dévalorise nos diplômes, c'est la réforme LMD, qu'il faut abroger.** Le gouvernement exerce, avec les autorités administratives, une répression sans précédent sur le mouvement. Il y a eu des interventions policières et de vigiles, des

fermetures administratives d'universités et de lycées, ainsi que des procès et peines de prison en rafale. **Nous demandons l'amnistie et la levée des poursuites contre les participants aux mouvements sociaux** (mouvement lycéen de 2005, émeutes de novembre-décembre 2005, mouvement actuel...). Nous appelons à la création d'un comité national contre la répression de ce mouvement social et nous appelons toutes les organisations syndicales, politiques et associatives à y participer.

*Nous appelons à une journée de manifestations nationales le 18 avril. Nous appelons à manifester mardi 25 avril en direction des tribunaux, dans le but de protester contre la répression policière. Nous appelons à ce que le 1er Mai soit une grande journée de lutte européenne contre la précarité, en particulier pour le retrait de la LEC, du CNE, du projet de loi CESEDA. Le 2 mai, sera organisé une assemblée générale avec la jeunesse européenne.*

*La prochaine coordination se tiendra les 22 et 23 avril à Bordeaux III.*

**Le mouvement  
vu par les  
partidaires:  
trotskyistes  
and Co.**

# LES COORDINATIONS NATIONALES ÉTUDIANTES ONT À LA FOIS EXPRIMÉ ET DÉFORMÉ LA CONSCIENCE DES ÉTUDIANTS EN LUTE ET SON ÉVOLUTION

*Le mouvement étudiant de février-avril 2006 a été marqué par un degré sans précédent d'auto-organisation. Les Assemblées générales, souvent massives, se sont réunies très régulièrement, voire de manière quotidienne. Dans beaucoup d'universités, les discussions y ont généralement été organisées de manière démocratique et les décisions prises à la majorité, qu'il s'agisse de la grève et du blocage, des prises de position politiques sur la situation et son évolution ou des multiples « actions » proposées par les étudiants. Des délégués ont été élus et mandatés pour représenter les AG locales dans un certain nombre de régions et au niveau national. Chaque week-end, les Coordinations nationales successives, malgré le poids disproportionné des appareillons en leur sein, ont reposé sur des délégués mandatés et ont souvent exprimé, de manière déformée mais réelle, l'état d'esprit des étudiants en grève. En particulier, ce sont elles qui ont défini les grandes orientations du mouvement, en ce qui concerne à la fois les revendications, les objectifs stratégiques et les diverses « actions », notamment les manifestations. C'est pourquoi il est utile de revenir de manière précise sur ces Coordinations et notamment sur les Appels qui en sont sortis chaque semaine, ponctuant l'évolution du mouvement. Ces Appels ont en effet à la fois exprimé et déformé la conscience des étudiants grévistes et son évolution. D'un bout à l'autre du mouvement, on y décèle une tension, plus ou moins vive, entre la tendance réelle des étudiants à déborder les appareils et leur difficulté à aller jusqu'au bout de ce débordement, les appareillons et leurs flancs-gardes d'extrême gauche jouant à cet égard un rôle décisif pour protéger les gros appareils.*

*Des manifestations du 7 février à la Coordination nationale de Rennes (18 février)*

Il a été montré dans l'article précédent que, après la « journée d'action » du mardi 7 février, alors que les étudiants étaient particulièrement nombreux parmi les 400 000 manifestants, les directions syndicales, les partis de gauche et le « collectif des organisations de jeunesse » regroupé autour de l'UNEF, de la FIDL, de l'UNL, de la CGT-jeunes, des JCR, etc., avaient refusé d'afficher l'objectif de la grève pour gagner et n'avaient même pas prévu la moindre suite à la mobilisation, sous prétexte de vacances scolaires. Mais, à partir de l'Université de Rennes 2, la grève des étudiants s'est étendue à la fois sous l'impulsion des militants et de manière spontanée, ressentant rapidement le besoin d'une structuration nationale du mouvement. Lors de la première Coordination nationale, réunie le 18 février à Rennes, une trentaine d'universités étaient représentées, dont sept en grève avec blocage (Rennes 1 et 2, Toulouse Le Mirail et Rangueil, Brest, La Rochelle, Poitiers, auxquels il faut ajouter certaines filières des facultés de Nantes, Lorient et Vannes).

L'Appel émanant de cette première Coordination exprimait déjà, quoique de manière encore latente, la contradiction politique fondamentale, qui allait se faire de plus en plus criante par la suite, entre deux lignes antagoniques : d'une part, il appelait clairement à la grève des universités et des lycées, mais, d'autre part, il s'inscrivait dans le cadre des « journées d'action » sans lendemain imposé par les appareils, relayant leur appel à manifester le 7 mars sans critiquer cette tactique et sans même dénoncer l'absence d'appel à la grève des salariés ne serait-ce que ce jour-là. Au contraire, la Coordination nationale de Rennes appelait elle-même à une « journée d'action » spécifique des jeunes (le 23 février), soigneusement distinguée d'une autre « mobilisation » ouverte quant à elle aux salariés quelques jours plus tard, le 28. À ce stade, la question de la grève tous ensemble et en même temps n'était pas encore comprise par la majorité des étudiants comme la seule solution pour gagner sur l'ensemble des revendications. De plus, aucun suivi des décisions de la Coordination nationale n'était assuré pour la semaine suivante : la question du Comité de grève national n'avait pas encore été posée, même sous la forme limitée de porte-parole nationaux permettant une expression autonome des représentants légitimes du mouvement. Cependant, malgré les efforts destructeurs de la direction de l'UNEF pour que ne soit pas convoquée une deuxième Coordination



nationale la semaine suivante, celle-ci a été décidée, le prétendu « syndicat étudiant » subissant une première défaite majeure de la part des délégués élus par les AG étudiantes.

*La Coordination nationale de Toulouse (25 février) : élargissement des revendications et adresse aux travailleurs, mais sans dénonciation des appareils*

Les manifestations étudiantes et lycéennes du jeudi 23 février ont réuni plusieurs milliers d'étudiants dans chacune des villes universitaires mobilisées. Dans les établissements, le travail de mobilisation allait de succès en succès, avec la multiplication des prises de paroles dans les cours, la convocation d'AG de plus en plus massives et souvent la décision de rejoindre la grève avec blocages malgré les vacances d'une partie des facultés et des lycées.

La deuxième Coordination nationale s'est tenue à Toulouse le 25 février, avec les représentants d'une trentaine d'universités, dont treize bloquées. L'UNEF étant largement absente parce que ses dirigeants avaient décidé de la boycotter, la liste des revendications a pu être allongée, réalisant ainsi un pas en avant très important vers l'élaboration d'un programme qui puisse réunir à la fois les différentes fractions de la jeunesse : lycéens, étudiants, jeunes travailleurs – qui sont le plus souvent précaires – et jeunes révoltés des banlieues de novembre 2005. En effet, la Coordination de Toulouse a ajouté aux exigences de la précédente notamment « un emploi stable pour tous », le « retrait de tous les contrats précaires », « le réengagement financier de l'État dans le Service Public pour une Université Publique », le « retrait de la loi Fillon [de 2005 contre l'école] » et « l'arrêt du traitement répressif des mouvements sociaux, l'amnistie des lycéens qui ont participé au mouvement contre la loi Fillon, des personnes poursuivies suite à la révolte des quartiers populaires en novembre 2005, des étudiants et des lycéens qui ont participé au mouvement contre le CPE ». D'autre part, l'Appel de Toulouse affirmait clairement la nécessité de la jonction de la jeunesse et des travailleurs : « C'est la grève qui nous permettra de le faire reculer et de défendre nos droits à la contestation en tant que travailleurs et en tant que futurs travailleurs. Notre objectif doit être la mise en place de la grève reconductible et l'extension des blocages dans un maximum de lycées et d'universités. C'est la seule méthode qui permette que tous participent à la mobilisation, sans être sanctionnés. Nous appelons les travailleurs à se mobiliser, à s'organiser et à nous rejoindre pour défendre leurs droits. (...) C'est tous ensemble que nous gagnerons : étudiants, lycéens, salariés. »

Cependant, tout en proclamant sa volonté de faire du 7 mars un tournant décisif dans la mobilisation, la Coordination nationale de Toulouse n'a pas critiqué davantage que la précédente la tactique des « journées d'action » mise en œuvre par les directions syndicales, ni le refus de celles-ci d'appeler à la grève le 7 mars et les jours suivants jusqu'à la victoire. Au lieu de s'en prendre aux directions, elle a exprimé l'illusion d'une extension spontanée de la grève étudiante aux travailleurs, en affirmant que le fait de « la continuer nous-mêmes » était le « meilleur moyen d'entraîner les travailleurs dans la lutte », tout simplement en leur « donnant envie de nous rejoindre ». Or si beaucoup de travailleurs avaient déjà bien « envie » de rejoindre les étudiants, l'expérience des graves défaites de 2003, 2004 et 2005 suffisait à faire comprendre que cette envie ne pouvait pas suffire : le refus des directions syndicales de s'engager dans le combat pour la grève générale ne pouvait que faire redouter à tous le risque de grève isolées et atomisées, dès lors condamnées à de nouveaux échecs.

*La Coordination nationale de Paris-Jussieu (4 et 5 mars) et le début du conflit entre les étudiants avancés et les appareillons*

Cependant, la détermination et le courage des étudiants ne faisaient que croître. En même temps, leur conscience politique se développait de façon spectaculaire, notamment là où des militants communistes révolutionnaires, affrontant les appareils et leurs flancs-gardes d'extrême gauche, les aidaient à clarifier les enjeux politiques du mouvement et la responsabilité des directions syndicales et des partis de gauche. C'est ainsi que l'AG des étudiants de Paris-I Tolbiac, en grève avec blocage à partir du 23 février, a adopté dès le 1<sup>er</sup> mars la motion suivante, proposée par des militants CRI et FSE (Fédération Syndicale Étudiante) : « Les journées de manifestation et de grève, aussi massives soient-elles, ne suffiront pas. C'est pourquoi la journée interprofessionnelle du 7 mars ne doit pas être un baroud d'honneur, mais doit constituer une étape décisive vers la grève générale des étudiants et des travailleurs. Contrairement à 2003, les directions des confédérations syndicales doivent prendre leurs responsabilités, et appeler, à partir du 7 mars, à la grève jusqu'à la satisfaction de nos revendications communes. Il faut en outre, après le 7 mars, organiser une manifestation centrale à Paris, pour faire céder ce gouvernement. » La même orientation était adoptée par l'AG de la Sorbonne le 6 mars.

Une quarantaine d'universités étaient mobilisées au moment de la troisième Coordination nationale, qui s'est tenue à l'Université de Jussieu les 4 et 5 mars. Marginalisés lors de la précédente Coordination nationale de Toulouse, les militants de l'UNEF avaient eu le temps de prendre conscience de leur erreur et ont réinvesti massivement celle de Paris. Ils se sont d'abord appliqués à détruire le début de programme revendicatif large élaboré la semaine précédente, en le remplaçant par un objectif bien plus limité : « *La Coordination nationale étudiante se prononce pour étendre la mobilisation contre la précarité, la loi pour l'égalité des chances, et tout particulièrement contre le CPE, et le CNE.* » Seul un amendement de forme, resté en fait purement incantatoire par la suite, a été intégré pour « *la mise en relation du mouvement étudiant avec les réseaux, notamment associatifs, des quartiers de banlieue* ». Or cette question méritait d'être au contraire largement développée : comment la fraction de la jeunesse la plus précarisée et la plus opprimée pouvait-elle entrer dans la lutte, si les étudiants ne s'adressaient pas à elle en mettant en avant non seulement leur solidarité, mais un véritable programme de revendications et un plan de mobilisation commune ?

Quant aux méthodes de la mobilisation, la Coordination de Jussieu s'est prononcée pour « *la grève reconductible des étudiants à partir du 7 mars* », « *la généralisation des blocages des universités sur tout le territoire* », « *l'occupation des universités jusqu'à satisfaction des revendications* », « *l'organisation de cortèges unitaires des universités mobilisées lors de la manifestation du 7 mars* » et « *la tenue d'assemblées générales unitaires et interprofessionnelles le soir même* ». Mais elle a lancé un appel à une multitude de nouvelles « journées d'action » égrenées et elle a refusé de mettre clairement les directions syndicales devant leurs responsabilités, tout en s'en remettant à elles : son Appel s'est contenté formellement de leur « *proposer de rejoindre la grève étudiante* », mais il leur a surtout demandé de « *s'accorder sur une nouvelle journée d'actions et de grève interprofessionnelles le 16 mars* ». C'est ainsi que l'UNEF et ses flancs-gardes des JCR et de LO ont réussi à prolonger la soumission de la Coordination nationale au cadre des « journées d'action » appelées par les directions syndicales, en arguant oralement qu'il fallait « convaincre » celles-ci plutôt que de les combattre pour leur *imposer* l'objectif *politique* de la grève générale. Pourtant, le combat mené par les délégués mandatés de Tolbiac, et relayé par bien d'autres, n'a pas été sans efficacité : leur proposition d'une manifestation centrale à Paris a pu être discutée pour la première fois au niveau national (quoique la tribune ait décidé de reporter la décision finale à la Coordination suivante...) et leur proposition d'exiger des directions syndicales qu'elles appellent à la grève générale jusqu'à la victoire n'a été battue qu'à une voix près (selon le décompte de la tribune)...

### **La contradiction entre les deux lignes s'exprime à l'intérieur même de l'Appel de la Coordination de Poitiers (11 mars)**

Le succès des manifestations du mardi 7 mars, rassemblant un million de personnes dont une majorité de jeunes scolarisés a donné un coup d'accélérateur à l'extension de la grève : une semaine plus tard, une soixantaine d'universités étaient en grève, dont la moitié entièrement ou partiellement bloquées, et elles étaient rejointes par plusieurs dizaines, puis plusieurs centaines de lycées.

La Coordination nationale étudiante de Poitiers, réunie le 11 mars, a rassemblé les représentants de soixante universités, soit vingt de plus que la précédente. Elle a réintroduit certaines revendications que l'UNEF avait fait disparaître à Jussieu, mais en s'en tenant avant tout à celles qui concernent les étudiants, sans reprendre la démarche de la Coordination de Toulouse qui avait commencé à élaborer un programme pour réaliser la jonction avec les jeunes précaires et de banlieue : outre l'exigence de « *retrait du CPE mais également du CNE et de la loi sur l'égalité des chances* », les délégués étudiants ont affirmé leur volonté d'« *en finir avec la précarité et la répression* » et déclaré : « *Nous remettons également en cause la baisse drastique des postes aux concours, la casse de l'éducation et des diplômes (loi Fillon, LMD, Pacte Pour la Recherche,) dont le but est de renforcer la sélection sociale et de casser les droits collectifs des jeunes à leur entrée dans le monde du travail. Nous rejetons notamment le projet de Contrat Unique de Travail. Nous revendiquons un véritable droit à l'avenir pour les jeunes, les salariés.* »

En revanche, la Coordination de Poitiers a pour la première fois affirmé clairement que « *c'est un mouvement d'ensemble, une grève générale des jeunes et des travailleurs qui est nécessaire pour gagner* ». L'expression de cet objectif a marqué le franchissement d'un palier décisif dans la conscience des étudiants. Cependant, les directions syndicales n'étaient toujours pas critiquées et, dans le même texte, la perspective de la grève générale était par la suite édulcorée par l'appel à « *une grève reconductible totale des universités des lycées et des jeunes travailleurs* ». De plus, le cadre des « journées d'action » n'était pas dépassé : « *Nous*

*appelons à des journées d'action les 14 et 16 mars. Nous participerons également à la manifestation du 18. La prochaine échéance fondamentale sera le 16 mars : nous appelons les salariés et leurs organisations à manifester et à user de leur arme la plus efficace, la grève.* » Cependant, la Coordination nationale commençait à donner un autre contenu au cadre même des journées d'action, en se prononçant pour une manifestation nationale : *« Il est également nécessaire dès maintenant de donner des suites au 16 et au 18, en plaçant la barre plus haut : nous sollicitons les syndicats pour que le 23 mars soit une journée de grève interprofessionnelle et de manifestation centrale à Paris. »* En un mot, l'Appel de Poitiers exprime dans sa lettre même toute la contradiction, qui se développait après le 7 mars, entre l'aspiration montante, quoique encore confuse, à la grève générale, et la camisole des journées d'action sans perspective imposée par les directions syndicales.

### **La Coordination nationale de Dijon (19 mars) et l'affrontement ouvert entre les deux lignes**

Après le succès des manifestations du 18 mars, qui ont vu pour la première fois les travailleurs descendre très massivement dans la rue, la convergence des travailleurs avec les jeunes devenait concrètement à l'ordre du jour, les médias eux-mêmes commençaient à poser avec crainte la question de la grève générale, mais les directions syndicales en appelaient à Chirac. Exprimant ce tournant de la situation, la Coordination nationale de Dijon le 19 mars a lancé l'un des meilleurs appels nationaux qu'ait connu le mouvement, et qui mérite donc d'être largement cité : *« L'arrivée massive des lycéens dans la mobilisation, le début de mobilisation des travailleurs sont des signes que les étudiants ne seront plus seuls et que la victoire se rapproche. La mobilisation massive de la jeunesse révèle une opposition plus large à la politique antisociale et répressive du gouvernement. (...) Le gouvernement commence à parler de négociation. Pour nous, il ne peut y avoir de négociation, nous voulons le retrait de son attaque. Son discours est un signe de faiblesse, le signe qu'en continuant à amplifier la mobilisation, nous pouvons gagner. C'est le mouvement de grève et de blocage des universités qui a permis que la mobilisation soit ce qu'elle est aujourd'hui. Nous appelons à poursuivre ce mouvement, nous appelons à la généralisation de la grève et du blocage de la part des jeunes, nous appelons les salariés à rejoindre ce mouvement, à aller vers une grève générale pour faire reculer ce gouvernement. (...) La mobilisation continue en s'amplifiant. Par son entêtement, le gouvernement ne met pas seulement en jeu sa crédibilité politique, mais aussi sa légitimité à gouverner. (...) La Coordination nationale appelle à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE. Elle appelle à la construction et l'extension de la grève et des piquets de grève dans les facs et les lycées. Elle appelle les directions des organisations syndicales à appeler à la grève générale jusqu'au retrait de la loi sur l'égalité des chances et du CNE, et à la construire avec les étudiants et les lycéens en appelant à des assemblées générales dans les entreprises. Elle appelle à une manifestation centrale à Paris le jeudi 23 mars vers l'assemblée nationale. Elle appelle les organisations syndicales à se joindre à cette manifestation et à aider à la montée à Paris des manifestants de province. »*

Il faut noter que cette orientation claire pour la grève générale, exigence que les directions syndicales y appellent et préparent la manifestation centrale contre le pouvoir, corrélée à la mise en place, pour la première fois, de « *seize porte-parole (...) chargés de faire savoir les décisions de la Coordination aux médias, aux directions des organisations syndicales et aux pouvoirs publics* », a été adoptée grâce au combat décisif d'un militant CRI : notre camarade C., qui avait été mandaté pour intervenir en ce sens par l'AG de la Sorbonne, a formulé l'état d'esprit de la majorité des délégués en les convaincant de reprendre à leur compte son propre mandat, malgré l'opposition « unitaire » des militants de l'UNEF, des JCR et de LO. Ces derniers, révélant une fois de plus leur vraie nature, se sont en effet coalisés contre la motion proposée par C., en soumettant au vote une motion *alternative*, en fait pour protéger les directions syndicales et leur tactique des journées d'action. Au demeurant, dans leur combat acharné pour défendre les bureaucrates, cinq des six autres délégués de la Sorbonne, membres ou sympathisants de LO, sont allés jusqu'à violer leur mandat en votant la motion opposée à celle de C., qui ne faisait pourtant que reprendre le mandat de la Sorbonne qu'ils étaient censés défendre tous ensemble ! Ces militants ont ainsi confirmé que, pour couvrir les bureaucrates syndicaux, ils étaient prêts à violer les principes les plus élémentaires de la démocratie de délégation. Mais leur trahison n'a pas suffi : grâce à la fermeté du camarade C., la majorité des délégués étudiants de Dijon ont imposé une défaite cinglante aux appareillons et à leurs flancs-gardes des JCR et de LO, en votant pour sa motion contre la leur !

Les directions des confédérations ont d'ailleurs bien compris la signification de ce vote : lors de la réunion de l'Intersyndicale nationale du 12 mars, ils ont refusé la participation des porte-parole élus la veille

par la Coordination nationale étudiante de Dijon et ils ont ouvertement dénié toute légitimité à celle-ci – ce qui n’a d’ailleurs pas empêché l’UNEF de rester à la réunion, malgré son engagement pris publiquement de la quitter si une telle situation survenait...

### **La Coordination nationale d’Aix (25-26 mars) exprime la difficile recherche des moyens concrets pour parvenir à la grève générale**

Les 25 et 26 mars, la Coordination nationale étudiante d’Aix a réuni les délégués de 86 universités et établissements d’enseignement supérieur mobilisés, dont « 68 en grève, la plupart avec des blocages » ; il n’y avait pas en revanche de délégués lycéens, alors que plus de 1000 lycées étaient mobilisés dans le pays. L’Appel d’Aix exprime une rapide maturation politique et témoigne de la recherche par les étudiants de moyens concrets pour aller vers la grève générale, après le refus des directions de s’appuyer sur le succès des manifestations de la semaine précédente pour engager le combat pour la grève générale. Cet Appel commence par accuser le gouvernement de faire « *le choix du pourrissement du mouvement et de la provocation policière, espérant que la violence dans les manifestations discrédierait notre mouvement* », il réaffirme un refus très ferme de toutes « négociations » et il se termine par l’affirmation selon laquelle, « *ayant engagé sa responsabilité sur la loi sur l’égalité des chances par le biais de l’article 49-3, le gouvernement doit en tirer les conséquences : il devra partir en même temps qu’il retirera son projet* ». De plus, à l’encontre des directions syndicales qui avaient refusé de reconnaître la Coordination nationale, l’appel souligne que « *seuls les porte-parole mandatés, responsables devant la Coordination nationale, constituent les représentants légitimes du mouvement* ». Quant aux moyens pour gagner, l’appel d’Aix réaffirme l’objectif de la grève générale et s’adresse aux syndicats : « *Si le gouvernement ne cède pas mardi 28 au soir, nous appelons à ce que les intersyndicales nationales et locales, les assemblées générales interprofessionnelles, les assemblées générales d’entreprises réunissent toutes les conditions pour reconduire la grève. L’objectif est de reconduire la grève dans le maximum de secteurs pour aboutir le 4 avril à un nouveau temps fort, avec des manifestations dans tout le pays, et une grève générale, reconductible, qui bloque tout le pays jusqu’à satisfaction de nos revendications. (...) Nous proposons également aux organisations syndicales, au même titre que la Coordination nationale lycéenne, de co-organiser une grande manifestation centrale à Paris avant les vacances scolaires parisiennes.* » Au-delà de l’ambiguïté de la formule consistant à mettre sur le même plan l’objectif d’un « nouveau temps fort » et celui de la grève générale jusqu’à la victoire, la substance de cette orientation est globalement juste, même s’il manque une critique explicite des directions syndicales.

Mais l’appel contient aussi plusieurs innovations, reflétant le progrès de la conscience politique des étudiants et leur recherche de moyens concrets pour faire exercer une pression efficace sur les directions syndicales et pour convaincre les salariés de rejoindre la grève. De ce point de vue, la multiplicité des moyens proposés exprime à la fois la profondeur de cette recherche et l’hésitation des étudiants entre ces moyens qui, dans l’appel d’Aix comme dans son application effective, ont été parfois plus juxtaposés que coordonnés... D’une part, pour « *relayer ces appels (à la reconduction de la grève vers la grève générale) et déposer des préavis en conséquence* », la Coordination annonce que « *des délégations seront envoyées aux sièges nationaux et locaux des organisations syndicales* » : les étudiants confirment donc leur compréhension de la responsabilité majeure des syndicats ; notons d’ailleurs que cet amendement a été intégré grâce à l’intervention d’une militante de la FSE mandatée par l’AG de Tolbiac, mais les rédacteurs de l’Appel ont enlevé l’adjectif « massives » après « délégations », ce qui modifie sensiblement l’orientation : le sens initial de l’amendement était bien des « délégations massives » aux sièges des syndicats pour exercer une pression maximale sur les directions... D’autre part, l’appel d’Aix prévoit, pour la première fois au niveau national, de faire du « *jeudi 30 mars (...) une journée nationale de blocage simultané des principaux axes routiers et ferroviaires* » car « *le gouvernement sera contraint de réagir à la paralysie du pays par la grève et le blocage* ». Autrement dit, les étudiants, radicalisés mais isolés, comprennent qu’ils ne gagneront pas sans la paralysie du pays, mais ils essaient de commencer à la réaliser eux-mêmes, dans l’idée que cela pourrait inciter les salariés à se mettre en grève... Enfin, les étudiants comprennent en même temps qu’ils ne peuvent se substituer aux travailleurs, qu’il faut donc s’adresser à eux.

Il a été montré dans l’article précédent que, dans la pratique, ce sont surtout les blocages de voies et de routes qui ont été mis en œuvre, à la fois en raison de la volonté des étudiants d’agir de manière forte et à cause des appareillages qui ont vu dans ces actions un moyen de détourner l’énergie et la radicalité des

étudiants vers des « actions » qui ne mettaient pas en cause directement les directions syndicales et les partis de gauche. En revanche, la décision de la Coordination d'Aix qui était la plus importante a aussi été la moins appliquée : les appareillons et leurs flancs-gardes ont réussi à empêcher que des *délégations* – même non massives – soient envoyées aux sièges des directions syndicales.

### **La Coordination nationale de Lille, (1<sup>er</sup> et 2 avril), déjoue la manœuvre de Chirac... mais les appareillons et leurs flancs-gardes protègent les directions syndicales**

La Coordination nationale étudiante de Lille, réunie les 1<sup>er</sup> et 2 avril, a rassemblé des délégués étudiants, mais aussi lycéens ; ils représentaient « *114 établissements d'enseignement supérieur et de nombreux lycées mobilisés* ». L'Appel de Lille déjouait évidemment la manœuvre de Chirac annoncée la veille (promulgation de la LEC et annonce d'une atténuation prochaine des modalités du CPE). De plus, il affirmait à juste titre que « *les journées du 7 mars, du 18 mars, le succès historique du 28 mars, montrent que des millions de salariés sont disponibles pour lutter, reprennent confiance dans leurs forces, dans leurs possibilités de gagner* ». Il précisait aussi que « *les journées d'action ne sont utiles que si leur objectif affiché est de construire la grève générale, seul moyen de faire reculer le gouvernement.* » Enfin, l'Appel insistait sur la nécessité de se tourner le plus possible vers les salariés et par conséquent d'étendre les revendications : « *Nous nous engageons à soutenir le mouvement des salariés. Nous sommes disponibles pour toute action commune qui aide à construire la grève. Nous souhaitons que partout se tiennent des Assemblées Générales (AG), qui permettent de décider démocratiquement des moyens d'action et des revendications. Parce que la précarité ce n'est pas seulement le CPE ou le CNE, nous nous engageons à soutenir toutes les revendications qui seront définies par les salariés en lutte, comme l'augmentation des salaires et la requalification en CDI de tous les emplois précaires par exemple. (...) Nous soutenons les appels des syndicats locaux à la grève reconductible dès le 4 avril et demandons à toutes les organisations de poser des préavis illimités, aussi bien au niveau local que national, et à s'engager réellement dans la construction de la grève générale jusqu'au retrait de la loi dite sur l'égalité des chances, le CPE et le CNE. Nous appelons à ce que la manifestation de Paris aille vers l'Assemblée nationale. Nous appelons les étudiants et lycéens à rencontrer les équipes syndicales de la ville ou du département pour proposer des actions communes, des AG communes et envisager toutes les possibilités de reconduction après le 4 avril.* »

Cependant, les appareillons et leurs flancs-gardes d'extrême gauche ont empêché, contre l'avis d'un grand nombre de délégués, l'extension de la plate-forme des revendications, pourtant indispensable pour mobiliser réellement les travailleurs. De plus, ils ont refusé que la Coordination condamne le comportement des directions syndicales et exige qu'elles appellent enfin à la grève générale, alors que trois millions de manifestants venaient de défiler, posant plus que jamais la question de la généralisation du mouvement et par conséquent de l'attitude des directions syndicales. Les appareillons et leurs flancs-gardes se sont en particulier opposés, victorieusement cette fois (contrairement à ce qui s'était passé la semaine précédente à Aix), à la proposition de Q., militant CRI dûment mandaté par l'AG de l'École normale supérieure (Paris), que la Coordination appelle les AG étudiantes et les syndicats combattifs à envoyer des délégations massives aux sièges des syndicats. D'ailleurs, du point de vue de l'organisation, ils ont imposé que les débats ne soient pas interrompus pendant la nuit : cela a eu pour conséquence que bon nombre de débats ont eu lieu devant un auditoire clairsemé, voire à moitié endormi. De plus, le projet d'Appel avait été rédigé *avant* le début de la Coordination, c'est-à-dire non à partir des interventions des délégués mandatés, mais sur la base d'un accord entre les appareillons et leurs flancs-gardes d'extrême gauche (il a d'ailleurs été présenté par un militant de la Fraction de LO). Il en résulte un texte mitigé, avec de bons passages, comme ceux cités précédemment, mais d'autres qui le sont bien moins, dans la mesure où ils passent sous silence la responsabilité des directions syndicales, tout en laissant croire à mi-mots qu'il serait possible de les contourner. En effet, au lieu de les critiquer et de les affronter politiquement, l'appel de Lille fait croire que les étudiants pourraient eux-mêmes déclencher la grève générale des salariés et demande aux salariés de faire preuve d'héroïsme et de montrer l'exemple : « *Nous sommes conscients des difficultés pour la construire. Le mouvement étudiant n'est pas parti d'un seul coup : ce sont d'abord les étudiants de Rennes qui ont fait le pari que leur grève ferait tâche d'huile et qui ont bloqué leur université, seuls pendant une semaine. Il en ira de même chez les salariés.* » De plus, la notion de « grève générale reconductible » mise en avant par l'Appel de Lille, d'ailleurs sortie tout droit de l'arsenal de mots d'ordre confusionnistes de la LCR (cf. notre bilan du mouvement de mai-juin 2003 dans Le CRI des travailleurs n° 5) revient en réalité à faire peser sur les salariés atomisés, établissement par établissement, la responsabilité de reconduire ou non la

grève sans savoir ce que font de leur côté leurs frères de classe ; l'objectif de la grève générale, en revanche, pose immédiatement la question politique de la responsabilité de ceux qui dirigent les organisations syndicales construites pour unifier la classe ouvrière, et qui par conséquent doivent servir à coordonner sa lutte de classe. Enfin, même s'il affirme la subordination des « journées d'action » à l'objectif de la « grève générale reconductible », l'Appel de Lille se termine en demandant aux organisations syndicales d'organiser la « journée d'action » des étudiants et salariés... un samedi, c'est-à-dire sans grève : « *Samedi 8 avril, nous appelons les organisations syndicales à co-organiser des manifestations de salariés, chômeurs, précaires, lycéens et étudiants.* »

*La Coordination nationale de Lyon (8-9 avril) ébrèche la ligne des appareillons, mais sans la briser*

Malgré la volonté des directions syndicales de tuer le mouvement, l'aggravation corrélative de la répression policière et judiciaire et l'approche des vacances, les étudiants et lycéens restaient extrêmement mobilisés. Leurs actions de blocage d'entreprises, de routes et de chemins de fer ont été nombreuses et puissantes, notamment le 6 avril avec la coupure de l'accès aux usines Airbus et des voies ferroviaires bloquées à Toulouse, des axes routiers bloqués dans les Bouches-du-Rhône, des barrages filtrants à l'entrée de Nantes, la Nationale N 136 bloquée à l'entrée de Rennes, la circulation largement paralysée à Limoges, toutes les gares parisiennes occupées simultanément, le blocage de l'aéroport d'Orly pendant quelques heures, etc.

Les 8 et 9 avril, la Coordination nationale de Lyon a rassemblé 490 délégués, dont un soixantaine de lycéens. Comme d'habitude, un front uni de l'UNEF, des JCR et de LO a permis que l'Appel de la Coordination, à une courte majorité, n'étende pas la plate-forme revendicative malgré le mandat confié en ce sens par plusieurs dizaines d'AG, et qu'il ne condamne pas ouvertement les directions syndicales, se contentant de formules lénifiantes du type : « *La mobilisation continue, bien que l'intersyndicale n'ait pas encore annoncé de suites au 4 avril.* » L'axe d'un appel direct de la Coordination nationale aux salariés a donc été repris et amplifié, comme si les travailleurs allaient se mettre en grève de manière atomisée à la demande des étudiants, comme si ces derniers pouvaient se substituer aux directions syndicales qui ont (plus ou moins) la confiance de millions de salariés. Mais cette orientation exprime contradictoirement à la fois la manœuvre des bureaucrates et de leurs flancs-gardes refusant de condamner les directions syndicales en exigeant qu'elles appellent à la grève générale, et la volonté des étudiants de parvenir coûte que coûte à la grève générale : « *Notre priorité absolue, dit l'Appel, est de contribuer à la mobilisation des travailleurs : c'est maintenant le moment d'y aller tous ensemble. Il faut convaincre directement, par des diffusions de tracts, des discussions et des assemblées générales jeunes/salariés que le seul moyen de gagner sur nos revendications, c'est la grève générale reconductible. Nous appelons les salariés à ne plus attendre un premier secteur qui se mettrait en grève pour entraîner les autres : ce secteur, c'est la jeunesse en lutte depuis deux mois. (...) Les étudiants et lycéens mobilisés doivent donner confiance aux salariés. Pour cela, il faut avant tout que le mouvement, la grève et les blocages se poursuivent, même là où les vacances débutent. Il faut aussi multiplier les actions communes avec les salariés et les équipes syndicales, sans oublier les manifestations massives.* »

Cependant, la camarade L., militante CRI et mandatée par l'AG de l'Université de Rouen, a réussi à faire adopter un amendement important, voté à une écrasante majorité par les délégués. Mais cet amendement a été noyé au milieu du texte final par les rédacteurs de l'Appel, et mélangé avec une demande de « manifestations régionales » qui n'avait rien à voir : « *Pour franchir une nouvelle étape dans la mobilisation, nous appelons les syndicats à rompre immédiatement toute négociation et à appeler immédiatement à des manifestations régionales et à la grève générale jusqu'à satisfaction de nos revendications.* » Cet amendement n'a donc pas suffi à redresser un Appel dont l'orientation principale apparaissait *in fine*, avec la perspective d'une nouvelle « journée d'action » (grève d'une journée) : « *Nous appelons dès maintenant les jeunes, les sans-papiers, les précaires, les salariés et leurs organisations à manifester et à faire grève à nouveau le 18 avril. Nous souhaitons que cette journée puisse donner lieu à des débats et des AG unitaires où étudiants, salariés, sans-papiers et précaires puissent ensemble se donner des perspectives de lutte.* » Comme par hasard, cette date du 18 avril était le lendemain du jour où expirait le délai donné par les directions syndicales au Parlement... Bref, au moment même où les étudiants avaient atteint un haut degré de conscience de la trahison des bureaucrates syndicaux (comme le prouvent le succès de l'intervention de notre camarade L. et le vote de son amendement à une écrasante majorité), les petits apparatchiks de l'UNEF et leurs flancs-gardes d'extrême gauche ont une fois de plus réussi à protéger ces

bureaucrates en refusant de les condamner et en leur offrant même une porte de sortie avec la proposition d'une énième « journée d'action » sans perspective.

*L'Appel de la Coordination nationale de Nancy (17 avril) ou le chant du cygne*

Au lendemain de la Coordination de Lyon, Chirac a annoncé le retrait du CPE, les bureaucrates syndicaux ont décidé d'enterrer le mouvement et les étudiants n'ont pas eu la force de le poursuivre seuls. Cependant, des milliers d'étudiants ont refusé d'en rester là, parce qu'ils n'avaient pas gagné sur la loi Villepin et le CNE alors qu'ils s'étaient mobilisés quotidiennement pendant huit semaines pour construire la grève, et qu'ils s'étaient radicalisés. L'état d'esprit de ces étudiants les plus avancés politiquement s'est exprimé dans l'appel de la Coordination nationale étudiante réunie à Nancy les 15-16 avril avec 200 délégués représentant une trentaine d'universités, malgré la trahison des directions syndicales, les vacances et la pression des présidents d'université. Il faut d'ailleurs noter que le combat de la déléguée FSE de l'AG de Tolbiac (l'une des facultés en lutte les plus avancées) et des délégués AGEN de Nanterre a été décisif dans l'amélioration considérable du projet initial. L'Appel de Nancy a comme faiblesse majeure de ne plus mettre en avant l'objectif politique de la grève générale, certainement parce qu'il avait déjà cessé d'être réaliste dans l'immédiat, l'effondrement du mouvement devenant chaque jour plus évident. Mais cet appel mérite d'être largement cité car il est d'un grand intérêt politique. Il exige tout d'abord le départ de Chirac et du gouvernement : *« La mobilisation a imposé un recul au gouvernement en l'obligeant à remplacer le CPE. Depuis 1995, c'est la 1ère fois qu'une mobilisation permet d'obtenir un tel recul d'un gouvernement, c'est la 1ère fois depuis 2002 que nous faisons céder ce gouvernement qui a tenu face à de nombreuses mobilisations. Après leur mise en minorité dans les urnes le 29 mai 2005, les politiques libérales se voient infliger une défaite par la rue. Cela prouve que la lutte paie. Le gouvernement est affaibli, c'est un point d'appui pour continuer à nous battre afin de gagner sur toutes nos revendications. Après un tel désaveu, Chirac et son gouvernement doit partir ! »* Ensuite, l'Appel de Nancy dénonce enfin clairement les directions syndicales, sans sombrer dans le gauchisme, mais en mettant en évidence leurs responsabilités : *« Mais quoi qu'en disent les médias et les directions syndicales, nous n'avons pas gagné sur l'ensemble de nos revendications. (...) La coordination nationale condamne le contenu et les conclusions des pourparlers engagés entre les dirigeants syndicaux et l'État UMP. Ces démarches laissent intactes la LEC et le CNE. De plus, seul le mouvement de lutte est légitime pour signifier la victoire ou la défaite de la lutte. Nous exigeons des directions syndicales qu'elles rompent toute négociation avec le MEDEF et le gouvernement. Le remplacement du CPE conduit à une certaine confusion : la nécessité de rejeter la LEC, le CNE, la loi CESEDA n'est pas suffisamment prise en compte, tandis que les directions des organisations syndicales et les médias ont focalisé l'attention uniquement sur le CPE. »* En conséquence, la Coordination de Nancy appelle à la poursuite du combat : *« Malgré (la) confusion, la répression et le chantage aux examens, la grève et le blocage ont cependant été reconduits dans plusieurs universités et lycées. Les assemblées générales sont toujours massives, les exigences restent fortes, ce qui montre que la jeunesse est déterminée à poursuivre la lutte. Aujourd'hui, nous dénombrons 37 facs mobilisées dont 18 sites universitaires bloqués. Nous appelons à continuer la mobilisation, à maintenir les blocages et à reconnaître leur nécessité. Le recul du gouvernement sur le CPE a donné confiance à des millions de personnes qui ont pris conscience de leurs propres forces. Les manifestations massives, les grèves et blocages, légitimés par des AG massives, nous ont permis d'obtenir le remplacement du CPE. Continuons dans cette voie ! »* À juste titre, l'Appel de Nancy ouvre ensuite la perspective d'une mise en cause du capitalisme lui-même : *« Notre lutte a révélé une crise sociale et politique. Il ne s'agit pas d'un accès de fièvre ordinaire, mais d'une manifestation de la crise de tout le système social. La logique capitaliste est mise au ban des accusés. Le capitalisme ne peut donner aucune réforme sociale positive. Bien plus, il est même contraint de démanteler les anciennes conquêtes sociales. Tous les lamentables chefs de la droite et de la gauche gouvernementale mènent avec des nuances de méthode la même politique au service d'un système économique prédateur. »* Enfin, la Coordination fait des propositions concrètes très justes : il faut organiser le combat contre la répression, en mettant les directions devant leurs responsabilités : *« Nous demandons l'amnistie et la levée des poursuites contre les participants aux mouvements sociaux : mouvement lycéen de 2005, émeutes de novembre-décembre 2005, mouvement actuel... Nous appelons à la création d'un comité national contre la répression de ce mouvement social et nous appelons toutes les organisations syndicales, politiques et associatives à y participer. »* Il faut replacer la question des examens dans une perspective politique claire, en dénonçant les traîtres de l'UNEF

: « *Nous exigeons des garanties sur le déroulement des examens de fin d'année. Nous dénonçons le chantage aux examens et l'accord illégitime entre l'UNEF et la Conférence des Présidents d'Universités pour le report des examens après le rattrapage quasi-intégral des cours. Le calendrier universitaire doit être maintenu quoiqu'il arrive. Ce n'est pas la grève qui dévalorise nos diplômes, c'est la réforme LMD, qu'il faut abroger.* » La fin de l'appel est plus contestable, dans la mesure où elle se prononce pour des manifestations le 18 avril qui, dans la situation, ne pouvaient pas être un succès. Quant à la proposition que « *le 1er Mai soit une grande journée de lutte européenne contre la précarité, en particulier pour le retrait de la LEC, du CNE, du projet de loi CESEDA* » et que, « *le 2 mai, (soit) organisée une assemblée générale avec la jeunesse européenne* », elle peut être intéressante, mais elle ne semble pas très concrète à ce stade.

**Nina Pradier et Ludovic Wolfgang**



# Les coordinations et la tâche difficile mais indispensable de mettre sur pied une direction démocratique

Le mouvement a été depuis le début organisé en assemblées générales (AG). Sa progression puis son déclin se sont mesurés à leur fréquentation. Les premières journées nationales (7 février, puis 7 mars) ont été décidées par les syndicats des étudiants et des salariés. Mais très vite, les AG se sont donné les moyens de se coordonner pour proposer un calendrier, des revendications et discuter des problèmes politiques et organisationnels posés par le mouvement.

Ainsi dès le 18 février une coordination nationale se met en place, à l'initiative des JCR (organisation de jeunesse liée à la LCR). Elle se tiendra désormais tous les week-ends. Les universités y sont représentées par des délégués mandatés par les AG, à raison de 7 par site bloqué ou en grève et de 3 par site mobilisé. Le nombre de sites représentés ne cessera de croître pour atteindre 120 à Lyon, le 8 avril.

L'organisation du mouvement appartenait ainsi en théorie aux grévistes eux-mêmes, en tout cas à la frange la plus mobilisée. Même si la coordination n'était pas le premier sujet d'intérêt, surtout dans les facs peu mobilisées, personne n'a remis en cause son existence, pas même les socialistes de l'UNEF. Seule une petite minorité de facs l'a boycottée, notamment Poitiers ou Brest.

## **Une impulsion pour les débats dans les AG**

Au fur et à mesure que le mouvement s'étendait et que les AG s'étoffaient, la coordination a pesé de plus en plus chez les étudiants. À Rennes le 18 février puis à Toulouse le 25, une plate-forme de revendications a été définie. Elle a été discutée et amendée dans la plupart des AG [1]. C'est cela qui a permis la diffusion dans les facs des revendications principales : retrait de l'ensemble de la loi « égalité des chances » et du CNE.

Les médias ont prétendu, après le 10 avril, que ces revendications auraient été précipitamment ajoutées au lendemain du retrait du CPE. Preuve seulement que depuis des semaines ils n'avaient pas accordé beaucoup d'attention aux décisions des structures que s'était données le mouvement (coordinations nationale, locales et AG) pour la porter presque uniquement sur les seuls syndicats officiels. Une des raisons sans doute pour lesquelles beaucoup de salariés sympathisants, et même des lycéens, n'avaient entendu parlé que d'un mouvement anti-CPE... L'axe essentiel qui ressortait des travaux de toutes les coordinations était pourtant bien : il faut construire un mouvement d'ensemble contre la précarité.

## **Une impulsion pour le mouvement d'ensemble**

Difficile de mesurer l'effet réel des appels hebdomadaires de la coordination nationale proposant des pistes pour l'extension de la lutte. En revanche, il est facile de mesurer que c'était en phase avec les aspirations des grévistes. Si beaucoup de lycées ont rejoint d'eux-mêmes le mouvement, de nombreux établissements ont été débrayés par les étudiants qui voulaient accélérer le processus. De même la propagande en direction des salariés n'a fait que prendre de l'ampleur au fur et à mesure : diffusions de tracts, actions communes, participation des représentants étudiants aux intersyndicales, tentatives de mettre en place des AG « interprofessionnelles », c'est-à-dire réunissant étudiants et salariés.

La coordination nationale n'a pas su s'imposer au niveau des médias (en partie à cause des préjugés à l'encontre de la presse d'une partie de ses membres, mais pas seulement). Elle n'en a pas moins joué le rôle d'une des directions du mouvement. C'est elle qui a appelé aux journées du 16 et du 23 mars, qui ont rassemblé 125 000 puis 250 000 étudiants et lycéens. C'est elle qui a appelé aux blocages des axes routiers et ferroviaires qui ont connu le succès que l'on sait début avril. C'est elle aussi qui, la première, a appelé au 4 avril et proposé aux syndicats d'en faire une nouvelle journée de grève et de manifestations.

La coordination s'est prononcée très tôt pour le refus de toute négociation avant le retrait complet de la loi « égalité des chances » et du CNE. Certes l'intersyndicale n'a pas intégré ces revendications à sa plate-forme. Pourtant l'UNEF, mais aussi les confédérations de salariés, ont bien senti la pression des AG

étudiantes sur cette question. Tout en acceptant de discuter avec les parlementaires les 5 et 6 avril, elles se sentaient encore tenues d'affirmer qu'il n'y aurait pas de négociations avant le retrait pur et simple du CPE.

### **Des obstacles qui n'ont pas pu être levés**

Les militants élus dans les AG étaient reconnus pour leur rôle dans la grève, mais aussi connus pour leur engagement politique ou syndical. Ainsi, toutes les forces politiques présentes dans le mouvement - mais aucune majoritaire - étaient représentées dans la coordination : les socialistes de la majorité de l'UNEF, l'extrême gauche (LO et sa Fraction, JCR, LCR, CNT) et les « autonomes » (une force non organisée mais qui se retrouvait sur de nombreux votes et de nombreuses attitudes).

Ces derniers ont tout fait pour exclure ou repousser les organisations, en particulier l'UNEF, sans y parvenir. Insultes, cris, votes contestés, cette lutte permanente entre les forces organisées et les « autonomes » explique la durée des débats (32 heures d'affilée à Lille) ; elle a aussi un peu entamé parfois le crédit de la coordination nationale auprès des étudiants. Que des délégués aient été aveuglés par des discours démagogiques contre la « bureaucratie » s'explique par le climat anti-organisation qui existe aujourd'hui parfois dans la jeunesse ; par les attitudes, effectivement bureaucratiques parfois de la direction de l'UNEF, qui n'ont pas aidé à combattre mais ont conforté ces préjugés ; mais aussi par celles, tout aussi peu démocratiques (car même un groupuscule peut se comporter en petit appareil) des syndicats soi-disant radicaux (Sud-étudiants, Fédération syndicale étudiante) qui surfaient sur ces sentiments dans le seul but de concurrencer l'UNEF, en se moquant pas mal des intérêts du mouvement.

### **Les socialistes et l'ultra-gauche s'opposent ensemble au comité national de grève**

Du coup, très vite, la question de donner une véritable direction au mouvement, élue et révocable à tout moment mais reconnue comme telle, est devenue la pierre d'achoppement de la coordination. Et les oppositions venaient tant des autonomes, à qui toute idée d'organisation donne des boutons, que de l'UNEF qui ne voulait pas voir son monopole médiatique contesté. À Poitiers ces deux courants, pour ces raisons bien différentes, ont fait front contre la proposition des révolutionnaires d'élire un bureau qui serait un véritable comité national de la grève.

Dès la semaine suivante, la question allait être discutée dans beaucoup d'AG. Agacés de voir le président de l'UNEF, Bruno Julliard, en seul représentant autoproclamé de leur mouvement, de nombreux étudiants souhaitaient l'élection de porte-parole de la coordination. L'UNEF a du s'y résoudre, mais a continué de flatter les préjugés anti-organisation de ceux qui se croyaient les plus radicaux : le comité national de grève fut refusé au profit d'un groupe de porte-parole au mandat strictement limité. Trop peu et trop tard pour que la coordination s'impose comme une direction du mouvement étudiant au yeux des confédérations, sans parler des millions de salariés qui n'ont participé que de loin.

Cette faiblesse a contribué au reflux brutal dès le lendemain de l'annonce du retrait du CPE : les syndicats ayant décrété que les revendications étaient satisfaites, aucune voix assez puissante ne se faisait entendre pour dire qu'il y avait plus à gagner.

Par manque de confiance en elle-même et parce que les révolutionnaires n'ont pas toujours réussi à convaincre, la coordination a échoué à populariser au-delà des assemblées générales l'exigence des étudiants d'engager une lutte d'ensemble contre la précarité.

Pourtant elle a permis de poser des échéances, ce qui a exercé une pression certaine sur les directions syndicales. Et l'expérience d'une auto-organisation, même limitée et imparfaite, du niveau local au national, laissera des traces. Les révolutionnaires, en premier lieu les JCR et la Fraction de Lutte ouvrière, ont eu raison d'intervenir dans cette coordination pour tenter d'en faire une véritable direction du mouvement, même s'ils n'ont pas atteint leur but. C'est une question de principe que d'encourager par tous les moyens les grévistes à diriger démocratiquement leur mouvement.

### **Raphaël PRESTON (Convergences révolutionnaires, Fraction de Lutte ouvrière)**

---

### **Structuration régionale et structuration lycéenne**

Au niveau régional, les coordinations, là où elles ont existé, ont pris des formes différentes. À Lyon, en plus des AG sur toutes les faces et lycées mobilisés, se tenait deux fois par semaine une AG de ville, ouverte à tous, jeunes et moins jeunes, étudiants et salariés, qui permettait de discuter de l'état du mouvement et d'organiser manifs et actions sur la ville. Ce fonctionnement a été testé sur Paris où trois AG ouvertes se sont tenues à l'issue des premières manifs en février. Malheureusement, l'opposition « d'autonomes », refusant les tribunes comme les ordres du jour, et à vrai dire toute forme d'organisation, a imposé la

nécessité de créer une coordination parisienne où ne pouvaient s'exprimer que des délégués mandatés par les AG. Dès la seconde réunion, un bureau de coordination révocable a été élu, chargé d'organiser les initiatives votées en coordination : édition de tracts à destination des salariés, organisation d'actions, choix des parcours des manifestations étudiantes.

Les AG ne se sont réellement tenues que dans une minorité de lycées. Mais même là où il y en avait, la nécessité de se coordonner était encore plus grande que dans les facs : alors que les universités rassemblent plusieurs milliers voire plusieurs dizaines de milliers d'étudiants, les effectifs d'un lycée se comptent en centaines. Par endroit, des coordinations locales ou départementales de lycéens sont apparues. À Cherbourg une AG inter-lycées a rassemblé jusque 1 200 élèves. Mais ce sont souvent les AG des facs qui attiraient les lycéens mobilisés et devenaient un point de rencontre. La coordination nationale a accepté tardivement d'accueillir les lycéens, et au maximum une cinquantaine d'établissements y ont été représentés (sur les 4 800 que compte le pays). L'échec de sa structuration, et pas seulement les vacances, explique en partie que le mouvement lycéen soit retombé plus vite dès la fin de la semaine du 4 avril.

R.P.

[1] Voir « appel de Toulouse » sur le site <http://coordinationanticpe.org>

# La fin du CPE : une victoire importante pour les jeunes et les travailleurs de France

Le retrait du CPE constitue une défaite humiliante pour Chirac et le gouvernement Villepin. Ils sortent de cette épreuve complètement discrédités. C'est une défaite aussi pour Sarkozy, l'UMP et le MEDEF - même si, face à l'ampleur de la mobilisation anti-CPE, ils ont fini par se dissocier de ce projet, comme des rats quittent un navire en perdition. L'UMP est divisée et démoralisée. Une débâcle électorale l'attend en 2007. François Bayrou a bien résumé la gravité de cette déroute en évoquant l'« ambiance d'effondrement » et le « chaos institutionnel » qui règnent dans les échelons supérieurs de l'Etat.

Après la lutte contre la réforme des retraites, en 2003, le référendum sur la Constitution européenne, les grèves longues et âpres, à Marseille et ailleurs, et la révolte des banlieues, en novembre dernier, la mobilisation massive de la jeunesse et des travailleurs contre le CPE constitue une nouvelle preuve que la France est entrée dans une époque de grande instabilité sociale et politique. Les causes profondes de cette instabilité ont été analysées dans notre document *De l'impasse capitaliste à la révolution socialiste*, publié en octobre 2005. Elles résident dans l'incapacité du capitalisme français à développer l'économie - dont les taux de croissance annuelle oscillent entre 0% et 2% depuis plusieurs années -, et dans le déclin économique, diplomatique et militaire de l'impérialisme français. L'endettement de l'Etat français, qui s'élève à plus de 1 100 milliards d'euros, soit 65% du PIB, est une expression de la faillite du système dans son ensemble.

## **Le capitalisme dans une impasse**

Loin de pouvoir assurer un quelconque « progrès social », le système capitaliste ne peut désormais se maintenir que par la remise en cause permanente des acquis sociaux. Il n'est pas un seul domaine de la vie économique et sociale française qui enregistre des progrès. Au contraire : nous sommes face à une régression sociale sur toute la ligne, que ce soit dans le domaine de l'emploi, des salaires, du logement, de la sécurité sociale, la santé publique, de l'éducation ou encore des droits et des conditions de travail des salariés.

Or, aucune société ne peut continuer indéfiniment sur cette pente. Le marxisme explique que lorsqu'un ordre social donné se dresse comme un obstacle au développement des moyens de production, et n'existe plus qu'au détriment des intérêts de la masse de la population - alors commence une époque de révolution. Certes, la France n'est pas encore en révolution, à proprement parler. Mais une révolution n'est pas un acte unique et surgissant de nulle part. Il s'agit d'un processus qui peut s'étaler sur plusieurs années et qui est ponctué par des tournants et des événements décisifs. Une révolution se caractérise avant tout par l'entrée sur l'avant-scène de l'histoire de la grande masse de la population, ordinairement inerte. De ce point de vue, les turbulences sociales qui ont marqué la France depuis 1995, et qui ont vu passer à l'action des millions de jeunes et de travailleurs jusqu'alors passifs, ne constituent à notre avis que les premières secousses d'un volcan révolutionnaire qui fera éruption dans les années à venir.

Aucune solution aux graves problèmes sociaux et économiques engendrés par le capitalisme ne trouveront de solution sur la base de ce même système. Les intérêts de la classe capitaliste sont devenus absolument incompatibles avec les grandes conquêtes sociales du mouvement ouvrier. Dans ces conditions, la défense des acquis sociaux et la résistance aux attaques incessantes du patronat et de gouvernements doivent être liés à la nécessité de renversement l'ordre capitaliste et de le remplacer par le socialisme.

Les travailleurs et les jeunes sont-ils arrivés à cette même conclusion ? Certains, oui. Et leur nombre ne cesse de croître. Après une expérience comme celle de la lutte contre le CPE, de nombreux jeunes et salariés tirent des conclusions révolutionnaires. Certes, à ce stade, la grande majorité des travailleurs et des

jeunes n'est pas encore arrivée à ces conclusions. Mais elle y parviendra, à terme - non par le biais d'études théoriques, mais sur la base d'une expérience collective particulièrement rude : celle de la lutte contre la régression sociale permanente que lui impose le capitalisme. La lutte contre le CPE fait partie de cet apprentissage. Et elle est en effet très riche en enseignements.

### **Une réponse définitive aux sceptiques**

La mobilisation contre le CPE constitue une magnifique illustration, non seulement de la détermination, de l'intelligence politique et des grandes capacités d'organisation de la jeunesse et des travailleurs, mais aussi et surtout de *l'énorme puissance potentielle* de notre classe. C'est une réponse définitive aux sceptiques et aux bavards petit-bourgeois qui prétendent que les travailleurs et les jeunes sont apolitiques, impuissants, dupes, manipulés, passifs - en un mot, bons à rien. Et il faut bien reconnaître que, même à la CGT et au PCF, il n'est pas rare de rencontrer des militants qui, tout en étant eux-mêmes des travailleurs, ont perdu confiance dans la combativité des salariés et des jeunes.

Le salariat moderne possède un énorme pouvoir. *Il assure absolument toutes les fonctions essentielles de l'organisme social*. Sans les travailleurs, rien ne peut se faire. Depuis longtemps, et même dans le combat contre le CPE, ils n'ont pas mis leur véritable poids dans la balance, mais le jour où ils le feront, toute la classe capitaliste, tout son appareil d'Etat et toutes ses précieuses « institutions » se trouveront totalement impuissants, comme suspendus en l'air, sans aucun véritable appui dans la société. Dès lors que la masse du salariat prendra conscience de sa force colossale, il s'ouvrira la possibilité d'en finir avec le capitalisme et de prendre en main la direction et le contrôle de l'économie, du gouvernement et de l'Etat.

### **La grève générale**

Dès le début, la menace d'une grève générale a plané sur de la lutte anti-CPE. Les dirigeants syndicaux, soucieux de contenir la contestation dans certaines limites, n'osaient pas employer le mot d'ordre de « grève générale ». Mais l'accumulation d'injustices, de discriminations, de précarité et de pauvreté a créé une situation sociale potentiellement explosive. Dans ces conditions, une grève générale illimitée aurait pu se développer indépendamment des consignes des directions syndicales. En 1968, la consigne des syndicats n'allait pas au-delà d'une grève de 24 heures. Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui l'ont transformée en une grève illimitée. Tout au long de la lutte contre le CPE, la possibilité d'un « dérapage » de ce genre était prise très au sérieux par le gouvernement et le MEDEF, car derrière l'arrogance et l'assurance de façade des capitalistes et de leurs représentants, les plus intelligents d'entre eux comprennent qu'une véritable grève générale des travailleurs constituerait une menace potentiellement mortelle pour l'existence de leur système.

Si une grève générale commence comme une grève de protestation limitée dans le temps, elle peut toujours se transformer en une grève illimitée, comme le montre l'exemple de mai 1968. Une grève de ce type paralyse complètement non seulement l'économie nationale mais aussi, très rapidement, le fonctionnement de l'Etat et du gouvernement. Les travailleurs prennent alors conscience qu'ils commandent tous les rouages de la société et qu'au fond, bien que la « société » bourgeoise les méprise et les dénigre, ils *sont* la société. Comme le dit un passage de *L'internationale* : « Nous ne sommes rien, soyons tout ! ». Lorsque la masse des travailleurs s'empare d'une telle idée, elle devient une force matérielle d'une puissance extraordinaire, ce qui ouvre la perspective du renversement du capitalisme, indépendamment des revendications initiales qui déclenchent le processus. C'est pourquoi l'entêtement de Villepin a semé la panique dans la classe capitaliste et les partis de droite.

### **« Préserver l'autorité de l'Etat »**

Sous la pression de la rue, les dirigeants du PS ont déclaré publiquement que le CPE et le CNE seraient immédiatement abrogés par le prochain gouvernement socialiste. Dès lors, face à cette vague massive de protestation et aux risques de généralisation qu'elle comportait, la question se posait, du point de vue de la classe capitaliste, de l'intérêt de s'acharner pour la mise en œuvre d'un CPE qui ne s'appliquerait que pendant moins d'un an. Le jeu en valait-il la chandelle ? A première vue, les risques que l'acharnement de Villepin et de Chirac faisait courir à la classe dirigeante avaient en effet quelque chose d'incompréhensible - mais seulement à première vue.

Dès la manifestation du 28 mars, Chirac et Villepin ont certainement compris qu'il vaudrait mieux retirer le CPE. Et pourtant, dans son allocution du 31 mars, Chirac a tenté de le maintenir, tout en faisant quelques concessions absolument dérisoires. C'est qu'en fait, à ce moment-là, l'enjeu du conflit avait largement dépassé la seule question du CPE. Il touchait jusqu'aux fondements de « l'ordre républicain ».

Le prestige occupe une place très importante dans le milieu politique capitaliste. C'est vrai en ce qui concerne le prestige des personnes - Chirac, Villepin, Sarkozy, etc. - mais surtout en ce qui concerne les institutions de l'Etat. Ceci ne doit rien au hasard. Ces institutions et leurs différents apparats visent à intimider les travailleurs - de l'architecture des bâtiments officiels jusqu'aux rituels pompeux de l'Etat, en passant par le train de vie exorbitant de ses représentants. L'Etat capitaliste doit paraître puissant, inviolable, sacré. Des députés UMP ont déclaré que si « la rue » ou les « ultimatums syndicaux » parvenaient à obtenir le retrait du CPE, il n'y aurait « plus d'Etat », et que ceci annoncerait « la fin de la République [capitaliste] ». Il y a un fond de vérité dans cette idée. Il est effectivement très dangereux, du point de vue des défenseurs du capitalisme, que les jeunes et les travailleurs comprennent que l'Etat n'est finalement pas tout-puissant, et que quelques semaines de manifestations, de blocages et d'occupations de lycée et d'universités suffisent à y créer une « ambiance d'effondrement ».

C'est pour essayer de présenter un semblant de stabilité institutionnelle, et sauver ce qui pouvait l'être de « l'autorité de l'Etat », que Chirac a voulu maintenir de Villepin à son poste, alors que sa déroute est au moins aussi grave, pour la droite, que la victoire du « non » au référendum du 29 mai, laquelle avait mené au départ de Raffarin. C'est aussi pour sauver les apparences et gagner du temps pour gérer le conflit Sarkozy-Villepin que nous avons eu droit, du 5 au 8 avril, à trois jours de « consultations » avec les directions syndicales - qui auraient dû refuser de se prêter à ce petit jeu.

### **Les « modérés » sous pression**

Devant la détermination inébranlable des jeunes et la puissance extraordinaire de la mobilisation sur le terrain, même les plus « modérés » des dirigeants syndicaux n'avaient d'autre choix que d'insister sur le retrait pur et simple du CPE. Comment expliquer que François Chérèque - qui, rappelons-le, avait cyniquement trahi la lutte contre la « réforme » des retraites - ait insisté avec autant de fermeté sur le retrait du CPE ? Par conviction ? Il n'avait pourtant pas bronché lors de l'introduction du CNE. Non, c'est avant tout la *peur* qui animait Chérèque - la peur que si le gouvernement ne cédait pas, le mouvement prendrait des proportions beaucoup plus importantes.

Tout au long de ce conflit, Chérèque a arboré la mine déconfite d'un homme profondément inquiet. A l'issue de sa rencontre avec de Villepin, le 24 mars, exaspéré par l'intransigeance de ce dernier et alors que la mobilisation gagnait chaque jour en ampleur, Chérèque a déclaré : « Nous avons pourtant expliqué très clairement au gouvernement la situation dans laquelle nous nous trouvons ». En effet, le mouvement contre le CPE - et la possibilité qu'il se transforme en une confrontation de classe comparable à mai 1968 - constituait un danger potentiel extrêmement grave aux yeux de tous les adeptes du capitalisme, y compris ceux qui se trouvent dans les instances dirigeantes des organisations syndicales.

Ce qui vaut pour Chérèque vaut aussi pour le dirigeant de FO, Jean-Claude Mailly. Au lieu de voir la lutte contre le CPE comme un tremplin pour développer une lutte plus générale contre le capitalisme, le souci permanent de ces soi-disant dirigeants était de « ramener le calme », en s'en remettant aux bonnes offices de Villepin d'abord, ensuite de Chirac, puis enfin de Nicolas Sarkozy - « notre seul interlocuteur valable », pour reprendre l'expression de Chérèque au lendemain du 4 avril. Bernard Thibault et la direction nationale de la CGT ont eux aussi fait preuve de trop d'indulgence vis-à-vis du gouvernement. Ce n'est pas seulement l'abrogation du CPE qu'il fallait demander, mais de l'ensemble de la loi sur « l'égalité des chances ».

Cette volonté de limiter l'ampleur de l'action et l'étendue des revendications était tout aussi manifeste chez les dirigeants du Parti Socialiste. François Hollande est fait de la même étoffe que François Chérèque. La direction du PS n'a pas revendiqué la dissolution de l'Assemblée nationale. Elle n'avait aucune envie d'arriver au pouvoir dans le contexte d'une mobilisation sociale d'une telle importance. Elle se contentait, elle aussi, de réclamer le retrait du CPE pour ramener le calme. Tel était le contenu de l'appel « solennel » du 31 mars, qui demandait une intervention du chef de l'Etat : grâce au retrait du CPE, disait cet appel à Chirac, il deviendrait possible de mettre fin au « climat délétère » dans le pays et de remettre ses affaires entre les mains de l'Assemblée nationale - dominée par la droite. Il ne fallait surtout pas « chambouler les institutions ». Malheureusement, les dirigeants du PCF ne se sont nullement distingués de la ligne du PS sur cette question. Enfin, notons au passage que la LCR, qui ne cesse d'exhorter la direction du PCF à rompre toute relation avec le Parti Socialiste, a elle aussi signé l'appel rédigé par ceux qu'elle qualifie pourtant de « sociaux-libéraux ».

**Pour le socialisme !**

Le retrait du CPE est une victoire très importante. Elle renforcera le moral et la combativité des travailleurs et des jeunes. Elle aura contribué à forger une nouvelle génération de militants contre le capitalisme. Cependant, les résultats du mouvement sont bien en-dessous ce qui aurait pu être accompli. Le CNE est toujours en vigueur, ainsi que les articles instaurant le travail à partir de 14 ans, le travail de nuit à partir de 15 ans, et les contrats précaires pour les personnes âgées - entre autres. Il fallait exiger l'abrogation de toute cette loi réactionnaire, et non seulement de son article 8. De plus, si les dirigeants de gauche avait revendiqué l'organisation immédiate d'élections présidentielles et législatives, ils auraient été massivement soutenus.

Le gouvernement est très affaibli, mais avant de finir dans la poubelle de l'histoire, en 2007, il tentera certainement, dès que l'opportunité se présentera, de lancer de nouvelles attaques contre les jeunes et les travailleurs. La victoire contre le CPE, comme celle qui a été remportée contre la Constitution européenne, en mai dernier, ne devrait pas nous aveugler quant à l'avenir particulièrement sombre que nous réserve le capitalisme. Même sans le CPE, la précarité et le chômage s'aggraveront, avec leur cortège de misère et de désespoir. La discrimination sociale et raciale qui était à l'origine de la révolte des banlieues persistera également.

La gauche reviendra au pouvoir, en 2007 : c'est désormais une quasi-certitude. Mais si les dirigeants socialistes et communistes se contentent de quelques abrogations et de mesures superficielles, tout en laissant intacte la domination de l'économie par la minorité capitaliste, ils s'avèreront incapables de régler les problèmes de plus en plus graves qui minent la société française et qui condamnent la vaste majorité de la jeunesse et des travailleurs à des conditions de vie insupportables. Pour que la fin du CPE ne se transforme en une victoire à la Pyrrhus, il est absolument indispensable de lier la lutte contre l'exploitation et contre toutes les injustices du capitalisme à la lutte pour une société nouvelle, une société socialiste, dans laquelle la maîtrise de l'économie sera fermement entre les mains des travailleurs eux-mêmes.

**Greg Oxley, PCF Paris**

## CPE: L'épreuve de force continue. Il faut la gagner!

Les contorsions ridicules de Chirac pour maintenir le CPE, sans le maintenir, tout en le maintenant, n'ont évidemment pas réglé l'épreuve de force entre le gouvernement Villepin et le mouvement contre le CPE et la légalisation de la précarité, bien au contraire. Au moment où nous écrivons -le 1er avril 2006- rien ne permet de prédire avec certitude comment elle se terminera. Villepin, avec l'appui du Conseil constitutionnel et de Chirac, et malgré les réticences d'une partie de sa majorité, a choisi le passage en force. Tout dépend maintenant de la capacité du mouvement anti-CPE à relever le défi, à continuer et à amplifier l'action.

Le gouvernement a déclenché une épreuve de force sur le CPE. Il faut tout faire pour la gagner.

La « loi sur l'égalité des chances » qui contient l'instauration du CPE, parmi d'autres mesures iniques comme l'apprentissage à 14 ans ou l'autorisation du travail de nuit dès 15 ans, n'est que la dernière en date d'une succession de mesures anti-ouvrières prises par les gouvernements Chirac-Raffarin, puis Chirac-Villepin.

Comme toutes les mesures prises par ces gouvernements de combat contre la classe ouvrière, le CPE va dans le sens des intérêts patronaux, en particulier celui de rendre la situation des travailleurs de plus en plus précaire, de plus en plus flexible. Son contenu précis et la façon de l'imposer répondaient au départ cependant à des préoccupations électorales.

En proposant le CPE le 16 janvier 2006, puis en imposant l'ensemble de la loi sur l'égalité des chances le 9 février, en utilisant le 49-3, c'est-à-dire en faisant un coup de force contre sa propre majorité, Villepin voulait surtout conforter son image d'homme d'initiative face à son concurrent, Sarkozy, d'homme fort aussi qui a le courage de « réformer » en ne s'embarrassant pas de conciliabules, ni avec l'opposition parlementaire ni avec les organisations syndicales.

Pour le moment, c'est raté, Villepin est plus bas que jamais dans les sondages. Mais tout dépend évidemment de l'issue du mouvement. À en juger, là encore, par les indications des sondages, l'électorat de droite auquel s'adresse Villepin, tout en commençant à considérer que le CPE est peut-être une initiative malencontreuse étant donné ses conséquences dans la rue, apprécie néanmoins que Villepin ne cède pas devant le mécontentement qui monte. Et, dans la compétition entre Villepin et Sarkozy, c'est l'opinion de cet électorat-là, chaud partisan des mesures anti-ouvrières, qui est déterminante. La majorité parlementaire, si unanime en paroles pour soutenir le CPE dans un premier temps, commence en revanche à dire à haute voix, par la bouche d'un Lellouche, que « le soutien ne signifie pas aller jusqu'au suicide ».

Oh, devant le mouvement, Villepin a mis de l'eau dans son vin. Lui qui n'avait même pas voulu discuter de sa loi avec sa propre majorité, répète qu'il a « la main tendue » et qu'il est prêt à « dialoguer », voire à « aménager » le CPE. Chirac a officiellement enterré deux des aspects les plus choquants : la durée de deux ans de la période d'essai et la non-motivation du licenciement. Et de faire des tentatives pour embarquer les syndicats ou les organisations de jeunes dans ces pseudo-négociations dont ni les confédérations syndicales ni l'UNEF n'ont voulu jusqu'à présent.

Dénaturer complètement sa proposition d'origine n'a évidemment pas la même signification pour son électorat que capituler en rase campagne en retirant le CPE. Manifestement, Villepin mise la suite de sa carrière politique sur le fait de gagner l'épreuve de force qu'il a lui-même déclenchée.

Tout dépend donc de la puissance du mouvement lui-même.

### **La contestation du CPE et le Parti socialiste**

Ignominie de plus de la part du gouvernement, présentée comme une mesure favorable à l'emploi des jeunes, le CPE n'a pas déclenché une contestation immédiate. Villepin a pu même, pendant quelque temps, penser que son coup avait réussi puisque les premiers sondages affirmaient qu'une majorité de l'opinion publique était favorable à cette mesure, que le commun des mortels ne connaissait évidemment qu'à travers la présentation des ministres qui défilaient à la télévision.

Bien sûr, le CPE a été contesté dès les débuts par les organisations d'extrême gauche -par le Parti communiste également-, comme l'ont été les nombreuses mesures anti-ouvrières antérieures. C'est la



mobilisation croissante des étudiants à partir du 7 février, à l'université de Rennes, qui a transformé l'agitation politique des militants et des petits groupes en début de mouvement.

Et c'est lorsque le mouvement s'est amorcé que le Parti socialiste a pris le train en marche, en intervenant directement par les prises de position de ses dirigeants politiques qui ont un accès relativement facile à la télévision et aux grands médias ou par l'intermédiaire des nombreux relais dont il dispose dans la société, et plus particulièrement dans le milieu étudiant.

Le Parti socialiste, silencieux sur le terrain social depuis le cuisant échec de son candidat Jospin à la présidentielle de 2002, suivi de son appel honteux à voter pour Chirac, et qui, pendant longtemps, s'est gardé même de s'engager à retirer les pires mesures du gouvernement de droite au cas où il reviendrait au pouvoir en 2007, a trouvé dans le CPE un terrain d'agitation bien délimité, susceptible de l'aider à se refaire une santé politique dans l'électorat de gauche.

Du CPE seul, d'ailleurs, car si les dirigeants socialistes n'hésitent pas à rompre des lances contre le CPE depuis qu'il a été proposé, ils sont complètement silencieux sur le CNE. Dès la première rencontre de l'ex-Gauche plurielle le 8 février, le Parti socialiste s'est positionné en chef de file de la contestation sur cette question en proposant aux différents partis de gauche, y compris au Parti communiste dont les militants étaient déjà à l'œuvre, une prise de position commune, concrétisée par un tract-pétition avec pour objectif que cette pétition soit « portée par des centaines de milliers de citoyens, [ce qui] obligera le Parlement à en débattre de nouveau ». Pour modérée qu'ait été la position du Parti socialiste, les interventions de ses dirigeants dans les médias ont fait contrepoids à la débauche de propagande orchestrée par le gouvernement, pour faire comprendre en quoi présenter le CPE comme une solution au chômage des jeunes était une supercherie.

Le calcul des dirigeants du Parti socialiste est simple à reconstituer. Si le mouvement contre le CPE parvient à faire reculer Villepin, le Parti socialiste se présentera comme l'artisan politique de la victoire. Si Villepin ne recule pas, les déclarations contre le CPE, les interventions au Parlement sur la question, donneront au Parti socialiste un thème d'agitation sur le terrain social jusqu'aux élections, sans grand risque ni d'être débordé aujourd'hui, ni d'avoir à se déjuger demain au cas où il reviendrait au pouvoir. Hollande, au nom du Parti socialiste, s'est d'ailleurs engagé à annuler le CPE si la gauche revient au pouvoir. S'il est arrivé, notamment pendant la campagne contre la Constitution européenne, que certains leaders du Parti socialiste aient promis de revenir sur telle ou telle mesure du gouvernement actuel, c'est la première fois que le premier secrétaire s'y engage au nom de son parti. Un engagement qui ne lui coûte pas grand-chose cependant. Le CPE peut être retiré sans aucune conséquence pour le grand patronat qui a bien d'autres formes de contrats précaires à sa disposition, à commencer par l'intérim et les CDD. De plus, rien n'empêche le Parti socialiste, après avoir voué le CPE aux gémonies, d'inventer un autre type de contrat précaire, aussi ou plus avantageux pour les patrons, proposé bien entendu en tant que mesure de gauche pour combattre le chômage des jeunes. Cela « phosphore » d'ailleurs du côté de la direction du Parti socialiste où Hollande puis Aubry se sont dépêchés de sortir des contre-propositions avant que Strauss-Kahn ne s'y mette à son tour. Ce n'est pas le lieu ici de disséquer ces trois propositions qui ont en commun qu'elles ne coûtent rien au grand patronat et, le cas échéant, lui rapportent un abaissement de charges sociales (un de plus) ou, encore, une réduction de l'impôt sur les bénéfices des entreprises qui veulent bien embaucher des jeunes. La direction du Parti socialiste ne sera pas en panne d'imagination en la matière, sans pour autant que ses propositions aient la vertu de créer des emplois là où les patrons ne veulent pas en créer.

Prendre la tête du combat contre le CPE a en plus un avantage « collatéral » pour le Parti socialiste: celui de polariser la critique de la politique anti-ouvrière du gouvernement Villepin sur ce seul point, en oubliant le reste.

### **Un mouvement qui s'amplifie dans la jeunesse**

Le mouvement contre le CPE n'a pas été une explosion spontanée, mais une mobilisation croissante. Il faut dire qu'entre les premières manifestations, à l'appel à la fois des confédérations syndicales et des organisations étudiantes, le 7 février, et les suivantes, le 7 mars, les universités ont été en vacances, zone académique après zone académique. C'est surtout après le 7 mars que le mouvement s'est amplifié.

Les premières actions, en particulier les blocages d'universités -interdire l'accès à tout ou partie des bâtiments par des tables, des chaises et autres obstacles matériels- complétés par des piquets, qui se sont imposés comme la principale forme de la contestation, étaient largement minoritaires au début. L'extension géographique a précédé l'approfondissement du mouvement.

Le blocage de l'université a été prôné par les plus déterminés des étudiants – membres d'organisations politiques ou militants surgis du mouvement lui-même – comme un moyen commode de faire participer leur université au mouvement général, sans avoir besoin de convaincre ou sans être en situation de le faire. Accessoirement, cela a permis de répondre aux objections de ceux qui, boursiers en particulier, risquent de subir les inconvénients d'une absence aux cours – puisque dans une faculté bloquée, les cours ne peuvent pas avoir lieu. Sous son apparence « radicale », cela a été surtout une adaptation au bas niveau de détermination du gros des étudiants, en tout cas au début. Cette façon d'agir a participé à l'extension du mouvement à un grand nombre d'universités, mais c'était avec un faible niveau de participation.

La mobilisation étant cependant montante, les « blocages », tout en étant minoritaires, ont rencontré le soutien au moins passif d'un nombre croissant d'étudiants, au point de devenir avec le temps synonymes de grève.

À partir du 7 mars, l'UNEF a appelé à la grève dans les universités. Le nombre de participants n'a cessé d'augmenter. En ont témoigné la multiplication des manifestations concernant le seul milieu universitaire, mais aussi le nombre croissant d'étudiants ayant participé aux journées d'action appelées conjointement par les organisations syndicales et les organisations étudiantes. La participation, en tout cas aux manifestations successives des 7 février, 7, 16, 18, 23 et 28 mars, a été croissante (mis à part le 23 mars pour laquelle l'appel des confédérations était plus symbolique que réel). Le doublement du nombre de participants entre le 18 mars et le 28 mars, aussi bien d'après la police que d'après les organisations syndicales, est d'autant plus significatif que le 18 mars était un samedi, c'est-à-dire un jour où il était possible de manifester sans être forcé de faire grève.

Le 28 mars, pour la première fois, les confédérations syndicales ont appelé à la grève, appel relayé dans le secteur public et dans un certain nombre d'entreprises privées. Les manifestations ont été un succès, avec une participation double de celle du samedi 18 mars.

La participation aux défilés (trois millions d'après les chiffres syndicaux, un million d'après la police) dépasserait même celle des manifestations de décembre 1995 contre le plan Juppé et celle de mai 2003 contre la « réforme » des retraites (de l'ordre de 2,2 millions selon les syndicats). Pendant la deuxième quinzaine de mars, le mouvement anti-CPE a franchi un pas, en s'élargissant.

#### **Le degré de mobilisation après le 28 mars et en attendant le 4 avril**

Le mouvement tel qu'il s'est déroulé concrètement a déjà eu un résultat non négligeable. Il a attiré l'attention de l'opinion publique sur les visées anti-ouvrières cachées derrière la phraséologie gouvernementale présentant le CPE comme favorable aux jeunes. Le CPE est rejeté par une large fraction de la population. Le mouvement anti-CPE bénéficie d'une large sympathie.

Mais éprouver de la sympathie pour ceux qui agissent contre le CPE est une chose. Agir soi-même en est une autre.

Pour le moment, la mobilisation est surtout celle des étudiants et des lycéens. Même parmi les étudiants cependant, la participation est très variable. Dans certaines villes, elle est massive aussi bien aux AG (Rennes: 4000-5000 participants; Grenoble: plus de 6000, au moins une fois; Le Havre: 1100 dans une faculté de 7000 étudiants; Poitiers: 3000 à 4000) que dans les manifestations. Pour les AG, c'est loin d'être le cas partout. En région parisienne par exemple, les AG ne dépassent guère le millier de participants (sur les 50000 étudiants de Jussieu ou les 33000 de Nanterre). Et le nombre de ceux qui militent activement pour l'extension du mouvement est encore plus faible.

Là encore, cela donne une idée du niveau de détermination de la majorité des étudiants, même ceux qui sont d'accord avec l'objectif du mouvement et opposés au CPE. Mais il est probable que la forme prise par le mouvement au début, le blocage, ait encore accentué ce faible niveau de participation: la majorité des étudiants restant chez eux et venant, au mieux, aux manifestations.

Ce sont les manifestations largement annoncées qui attirent la participation des étudiants et qui tiennent donc lieu tout à la fois de moyens d'action et d'assemblées. Aux grandes manifestations nationales, s'ajoutent des manifestations locales – quasi quotidiennes dans certaines villes, plus rares dans d'autres – qui offrent aux étudiants et aux lycéens les plus actifs un moyen d'agitation permanente.

Des lycéens ont rejoint les étudiants, pratiquement depuis le début du mouvement.

Mais la nouveauté de la dernière quinzaine est que, si la participation des étudiants aux manifestations semble plafonner dans bien des endroits, celle des lycéens s'amplifie. C'est dans la logique des choses: les lycées sont plus dispersés et souvent situés dans de petites villes sans université, voire sans un autre lycée. Ce sont eux qui ont le plus de réserves pour un mouvement allant en s'amplifiant. Les blocages de lycées,

bénéficiant bien souvent de la sympathie des enseignants, se sont multipliés, y compris dans de petites villes, voire dans des lycées privés.

En revanche, le monde du travail n'est pas ou pas encore vraiment entré en action. Dans les manifestations du 7 février et du 7 mars, qui, toutes, ont eu lieu un mardi, jour de semaine, et sans que les confédérations syndicales aient appelé à la grève, la participation des salariés aux manifestations s'est réduite pour l'essentiel au milieu syndicaliste, délégués, etc., -quelques dizaines de participants des plus grosses entreprises dans le cortège parisien.

Le 18 mars étant un samedi, la participation a été plus large mais pas forcément venant des entreprises, avec notamment la participation de parents d'élèves venus en famille.

Le 28 mars a été la première occasion où, en appelant aux manifestations, les confédérations ont appelé également à la grève. Le plus important contingent des manifestants a été fourni par la jeunesse scolarisée, mais cette fois avec une participation plus importante de travailleurs du secteur public, essentiellement les enseignants appelés pour la première fois à la grève, mais aussi avec des délégations plus importantes venant des salariés du privé.

### **Quelques questions soulevées par le mouvement... ou par ceux qui prétendent le diriger**

En milieu étudiant, le mouvement a été marqué dès le début par un certain nombre de caractères qui, même lorsqu'ils étaient largement acceptés par les participants, ne relevaient pas d'un haut niveau de politisation, même par rapport aux nécessités du mouvement.

Nous avons déjà parlé du blocage. Qu'un mouvement avec une large participation, bénéficiant du soutien de la majorité, décide la fermeture d'une faculté afin d'interdire à une minorité favorable au CPE de continuer les cours, est une chose. Proposer des mesures techniques pour suppléer la prise de conscience en est une autre. Heureusement, le développement du mouvement lui-même et la sympathie qu'il a rencontrée ont évité au moins que la question du blocage devienne un ferment de division entre étudiants.

Un autre parti pris largement répandu, lié au précédent, consiste à consacrer les forces de la petite minorité active à occuper les facultés, voire, comme dans le cas de la Sorbonne, à tenter de les réoccuper après une intervention policière, au lieu de consacrer tous les efforts à l'extension vers d'autres facultés, voire vers d'autres lycées.

L'amplification même du mouvement, son extension en particulier vers les lycées ont soulevé d'autres types de problèmes. La violence gratuite ou, au contraire, tout à fait intéressée qui a accompagné les manifestations, surtout à partir de celle du jeudi 23 mars, n'est pas seulement le fait d'éléments extérieurs venant parasiter la manifestation pour dépouiller des participants. Ceux qui ont cassé des vitrines au long du parcours ou qui, à l'intérieur même des cortèges de jeunes, s'en sont pris en bande à des manifestants pour leur faire les poches ou leur voler leurs portables, ne sont pas tous des éléments n'ayant rien à voir avec le mouvement.

Entraîner les lycées professionnels, les jeunes de banlieue, aurait pu être ou pourrait être un signe de l'extension du mouvement lui-même, un signe de renforcement. Mais à condition d'avoir la capacité et la volonté d'intégrer ceux des jeunes qui veulent s'associer au mouvement social, mais aussi d'avoir la volonté de rejeter ceux qui n'ont que faire des objectifs politiques que s'est donnés le mouvement et qui n'ont pas même un minimum de solidarité avec ceux qui y participent, mais qui viennent seulement pour se défouler ou pour trouver un milieu facile à dépouiller.

Un mouvement a besoin d'une discipline collective subordonnée au but que l'on cherche à atteindre. Ceux qui, à l'intérieur même des manifestations, s'en prennent à d'autres manifestants pour les rouer de coups et pour les voler, sont des adversaires du mouvement et doivent être traités comme tels. Ceux qui, sous prétexte de radicalisme, brûlent des voitures ne montrent pas plus de conscience et plus de solidarité par rapport au mouvement que n'en ont montré les jeunes de banlieue en novembre 2005.

Mais comment l'ensemble des étudiants auraient-ils pu trouver l'attitude juste alors que même nombre de ceux qui prétendent les inspirer, voire les diriger, notamment dans les organisations d'extrême gauche, qui se disent anarchistes, autonomes, mais pas seulement eux, flattent les moins conscients?

Lors de la manifestation du jeudi 23 mars, à Paris, on a pu entendre un animateur des JCR déclamer depuis un camion-sono que « notre mouvement a hérité des trois grands mouvements de la jeunesse de ces dernières années: le mouvement des étudiants de 2003, le mouvement des lycéens de 2005 qui nous a transmis la technique du blocage, et le mouvement des banlieues de l'automne qui nous a transmis son énergie et sa radicalité ». Et ce discours fut tenu à quelques centaines de mètres seulement de quelques

centaines de jeunes inconscients qui tabassaient et détroussaient des manifestants ou jetaient des projectiles sur le cortège!

Et dans combien de réunions de coordination ou dans combien d'AG d'université, les participants se sont affrontés dans des discussions surréalistes sur la question de savoir s'il fallait ou non être solidaires des casseurs, s'il fallait organiser des « cortèges ouverts » pour les « accueillir » ou, au contraire, s'il fallait organiser un service d'ordre?

Signe de prise de conscience du mouvement, cependant, après les incidents des manifestations du 23 mars, les services d'ordre se sont renforcés et les étudiants rennais qui, une semaine plus tôt, annonçaient sur leur banderole « Nous sommes tous des casseurs », criaient le 28 mars « Les casseurs, cassez-vous! » Mais, évidemment, il faut aussi se donner les moyens pour que cela n'en reste pas aux slogans.

Il appartient en tout cas à tous ceux qui sont conscients du problème et, en particulier, à ceux qui se posent en dirigeants de convaincre les manifestants de former des groupes de défense capables de faire respecter le mouvement et de défendre les cortèges contre tous ceux qui agissent, consciemment ou non, pour l'affaiblir.

Car il a été tout de même paradoxal d'entendre, au lendemain des incidents du 23 mars, des manifestants étudiants s'indigner de l'inaction des CRS qui, à quelques pas des bandes de « casseurs » agressant un manifestant, ne sont pas intervenus, et dans le même temps, dénoncer les brutalités policières!

Le « radicalisme » devient le maître mot pour justifier n'importe quoi, y compris les agissements les plus stupides. Brûler la voiture de ses proches ou de ses voisins en bas de son HLM, cette forme standard de « l'action » de certains jeunes de banlieue, au mois de novembre n'était certainement pas le signe d'une grande conscience politique, ni même d'un minimum de solidarité sociale. Mais ce n'est pas plus intelligent ni plus juste de le faire au long d'un cortège de manifestants contre le CPE! Saccager sa gare de banlieue pour rien, en passant, en se rendant à une manifestation parisienne ne l'est pas davantage. Pas plus que n'est tolérable de profiter des manifestations pour, sur leurs marges, mettre à sac des boutiques et des magasins.

Les groupes qui prétendent diriger le mouvement et qui pensent qu'ils le dirigent puisqu'ils s'alignent sur ses défauts et sur ses insuffisances au lieu de chercher à le rendre toujours plus conscient, ont une large part de responsabilité. Même avec le mot « radicalisation » à la bouche, ils ne font pas avancer le mouvement, mais le font reculer.

Autre chose encore: malgré et après le succès des manifestations du 28 mars, qui a été en même temps le succès de la mobilisation étudiante, bien des militants du mouvement ont procédé, sous prétexte de radicalisation encore, à des actions d'éclat, du genre bloquer des autoroutes, des boulevards périphériques ou des voies ferrées. Ce n'est certainement pas la meilleure façon de gagner -en l'occurrence, conserver- la sympathie de l'opinion publique. Le travailleur qui a regardé avec sympathie des étudiants qui ont distribué des tracts anti-CPE devant son entreprise, dans une gare ou sur un marché, n'aura pas toujours la même réaction si, à la sortie de son travail, fatigué, il se retrouve bloqué dans un embouteillage ou dans un train de banlieue.

Le 28 mars, un million de personnes ou peut-être trois ont participé aux manifestations. Le lendemain, Villepin annonçait qu'il ne céderait pas. La tâche la plus indispensable qui s'imposait alors au mouvement n'était pas de proposer une action secrètement préparée aux quelques centaines d'étudiants ou lycéens les plus impatientes qui en avaient « ras-le-pied » des nombreuses manifestations auxquelles ils avaient participé et qui en avaient tiré la conclusion qu'elles ne servaient à rien et qu'il fallait « radicaliser » leur action. La tâche indispensable était de s'adresser à ceux qui étaient venus le 28 mars et pour qui, souvent, c'était la première manifestation. La tâche indispensable, c'était encore de s'adresser à ceux qui n'étaient même pas venus le 28 mars mais qui considéraient le mouvement anti-CPE avec sympathie. Il fallait leur montrer que le mouvement n'était pas fini, qu'il n'était pas le fait de minorités, mais qu'aux rododromes de Villepin devait répondre une action plus large, plus massive encore. Proposer dans ces conditions des actions par définition archi-minoritaires, voire secrètes dans leur organisation, où ne pouvaient même pas participer l'ensemble des étudiants et à plus forte raison ceux qui avaient été attirés dans les manifestations, était au mieux à côté du but. On ne radicalise pas un mouvement en se faisant plaisir contre la majorité du mouvement lui-même. Ce n'est pas une radicalisation, c'est une façon de se désintéresser de tous ceux que l'on pourrait et devrait gagner au mouvement afin qu'il continue à s'élargir.

Une vieille pratique d'ailleurs du milieu anarchiste qui, en privilégiant les actions d'éclat, voire les actions radicales, perpétrées par des individus ou de petites minorités pour « réveiller les masses », ne fait en réalité que montrer son mépris pour les masses.

Le mouvement est par ailleurs marqué par les préjugés contre tout ce qui est organisation ou engagement politique. L'apolitisme du mouvement en lui-même ne suffit pas à tout expliquer. Il résulte souvent de l'activité de ceux qui cachent leur politique derrière l'apolitisme. Cette hostilité à annoncer clairement ses idées, à les défendre, quitte à s'incliner devant la discipline collective du mouvement et qui, par là même, empêche les choix conscients, est en réalité une forme de dictature exercée sur le mouvement lui-même. Cette forme de dictature correspond d'ailleurs au conformisme social. Il suffit de lire le long reportage consacré par le journal *Le Monde* au « modèle poitevin ». Son auteur se félicite de ce « principe érigé en règle d'or: le non-affichage des sensibilités politiques et syndicales ». C'est avec une sympathie aussi condescendante qu'approbatrice que l'article décrit ces débats où « les applaudissements et les huées sont proscrits et remplacés par des gestes silencieux empruntés aux forums altermondialistes: rotation des mains tournées vers le haut en signe de satisfaction, pouce vers le bas pour montrer son désaccord », et de se féliciter encore que « cela fait dix ans qu'il n'y a plus de pratique syndicale militante ici », etc. Et de citer des étudiants qui, tout en ne cachant apparemment pas leur engagement socialiste devant le journaliste, se flattent de ne pas le défendre publiquement. Mais n'est-ce pas la pire façon de dissimuler ses idées? N'est-ce pas mépriser la masse des étudiants? Et, à en juger par ce que sont devenus les leaders de bien des mouvements de lycéens ou d'étudiants antérieurs, qui député ici, qui journaliste-vedette là, ce sont précisément les partis politiques les plus puissants que cela ne gêne pas mais, au contraire, arrange de cacher leur identité politique le temps d'un mouvement social pour en faire par la suite un capital afin de faire carrière politique.

#### **Développer, renforcer le mouvement**

L'avenir du mouvement pour le retrait du CPE tel qu'il est dépend de ceux qui en ont été les éléments moteurs jusqu'à présent: les étudiants et les lycéens. Jusqu'à présent, leur mobilisation n'a cessé de se renforcer, attirant un nombre croissant de jeunes. Il y a lieu d'espérer que cela continuera malgré le chantage aux examens ou, encore, pour les lycéens, la menace, brandie par Robien, d'être évacués de leurs lycées manu militari. Et, avec le développement du mouvement, avec la participation croissante de jeunes aux actions et aux décisions, ils apprendront à éviter les écueils et l'enlisement qui menacent tout mouvement durable.

Mais la possibilité que le mouvement passe à une vitesse supérieure supposerait une participation plus massive des travailleurs. Le mouvement étudiant y contribue déjà, par son seul développement, par son renforcement, par la multiplication des manifestations, directement, en entretenant un climat de lutte et, indirectement, en exerçant une pression sur les confédérations syndicales.

Il peut y contribuer davantage en ayant la préoccupation de toucher le monde du travail, partout où faire se peut, devant les entreprises mais aussi sur les marchés, dans les gares, dans les centres commerciaux, etc.

Mais l'attitude des confédérations syndicales en la matière est essentielle.

Pour le moment, elles sont unanimes à rejeter le CPE et à en demander le retrait. Même la CFDT qui fait du « dialogue social » l'alpha et l'oméga de son existence! Mais, justement: Villepin a montré dans cette affaire le peu de cas qu'il fait du « dialogue social ». Pour le moment, les confédérations appellent en tout cas aux manifestations du 4 avril, et c'est tant mieux. L'unanimité de l'appel comme le fait que les derniers appels à la grève et aux manifestations se sont faits à échéances rapprochées ont contribué à faire participer toujours plus de salariés.

Malgré ses limites et ses faiblesses, le mouvement des étudiants et des lycéens a eu, en tout cas, l'immense mérite de relever le dernier en date des défis que le gouvernement a lancés, au-delà du monde du travail, à l'ensemble de la société. Au-delà même des grandes manœuvres du Parti socialiste et de l'ex-Gauche plurielle pour canaliser le mouvement afin d'en faire la campagne électorale de la gauche, au-delà de la personne et de la carrière politique de Villepin, l'enjeu du mouvement est de faire reculer le gouvernement pour la première fois depuis dix ans. Depuis les grandes manifestations de 1995 qui avaient obligé Juppé à remballer ses projets, les nombreuses attaques venant depuis quatre ans de la droite, mais aussi, entre 1997 et 2002, du gouvernement socialiste, si elles ont entraîné des réactions plus ou moins importantes de la part du monde du travail, aucune de ces réactions n'a été victorieuse.

Alors, il faut tout faire pour que celle qui est en cours le soit.

1er avril 2006

# Jeunes et travailleurs sociaux

Après toutes les proclamations rrrévolutionnaires contenues dans les 240 premières pages de cette revue, cette dernière partie fera peut-être l'effet d'une douche froide à nos lecteurs.

En tout cas, elle leur rappellera les réalités du « terrain », comme disent les politiciens. Ecrits ou collectés par une lectrice qui exerce le dur métier de « travailleuse sociale », ces textes décrivent le quotidien d'une banlieue populaire et les rapports qui se nouent (difficilement) avec une fraction de la jeunesse : celle dont les révolutionnaires les plus radicaux en paroles prétendent exprimer les aspirations.

Lorsque nous avons rencontré l'auteure, nous lui avons communiqué nos doutes concernant son travail et notamment sa fonction de « rustine » face aux maux de la société capitaliste. Le lecteur découvrira quelles sont les réponses de notre interlocutrice.

Depuis, nous sommes tombés sur un numéro de la très officielle revue *Hommes et migrations* (n° 1261, mai-juin 2006, p. 68) où l'on peut lire: « Dans ce domaine, la “professionalisation” du traitement de la question sociale, la France a été un pays précurseur. En effet, la volonté d'une certaine rupture avec la pratique de la charité est portée par les courants de pensée des chrétiens sociaux, catholiques et protestants. Cette “révolution » se veut une alternative à l'influence grandissante des mouvements socialistes et marxistes. Ce courant est essentiel dans la professionalisation de certains métiers comme celui des assistantes sociales dont le diplôme est instauré avec une protection de titre dès les années 30. »

Lucienne Chibrac (conseillère technique au Conseil général de la Gironde, donc pas vraiment une gauchiste) met ainsi l'accent – sans le vouloir – sur l'essentiel, en tout cas de notre point de vue : le traitement de la question sociale a une origine idéologique conservatrice (religieuse), un objectif réactionnaire (lutter contre l'influence du mouvement ouvrier) et permet à l'Etat de mieux contrôler les prolétaires, sous une couverture neutre et charitable. Dans un tel cadre on voit mal comment il serait possible de le subvertir de l'intérieur... à condition bien sûr que ses salariés en aient envie, ce qui est une autre question. En tout cas, ils sont constamment pris entre leur désir d'aider au maximum les jeunes et les exigences de leur hiérarchie directe ou indirecte.

Cruel dilemme. (*Ni patrie ni frontières*)

## Hommage à Prévert

Le cancre

[...]

*avec les craies de toutes les couleurs*

*sur le tableau noir du malheur*

*il dessine le visage du bonheur*

Prévert, petit centre de formation, Prévert au grand cœur, Prévert a fermé ses portes ou plutôt, ON lui a fait fermer ses portes.

Bon, mais pourquoi en parler ? Tellement de centres ont fermé !

Certes, est-ce une raison pour toujours garder le silence ?

Le Centre Prévert était spécialisé dans les formations pour jeunes en difficultés : Pôle Déclic, MAPI (Mobilisation Autour d'un Projet d'Insertion) et MAP (Mobilisation Autour d'un Projet). Que n'a-t-on écrit sur ces formations «parking» qui ne servent à rien, qui ne débouchent sur rien, si ce n'est à enlever les jeunes pendant quelques mois de la rue et des statistiques !

Seulement, au Centre Prévert, sa directrice et ses formateurs prenaient leur rôle de moteur d'accompagnement de projets très au sérieux. On peut toujours épiloguer sur la nécessité de travailler, sur la place que doit occuper le travail dans la société et dans la vie personnelle de chacun, il n'empêche : pourquoi ne pas essayer d'aider intelligemment ceux qui, exclus du système scolaire, finalement lassés de tourner en rond, choisissent de rechercher la meilleure façon de trouver sa voie professionnelle ?

La dernière MAPI, menée à terme, s'est déroulée l'hiver et le printemps dernier. Une quinzaine de jeunes, filles et garçons, au passé difficile, à l'avenir incertain, obligés (parce qu'ils ont décidé de suivre cette formation) de cohabiter pendant 6 mois. Les heurts, les rancœurs, les susceptibilités, les haines, les incompatibilités, il faut apprendre à les surmonter et trouver une cohésion pour avancer.

Quel regard sur la MAPI à l'entrée en formation ? Brain storming

Mon Avenir Professionnel Irrévocable

Mon Apprentissage Professionnel Introuvable

Minorité Actuelle des Ploucs Insérés

Matériel Adapté Pour Invalide

Matière Angoissante Pour Insertion

Mouvement d'Attaque Pour l'Injustice

...

Vivre ensemble, c'est trouver un projet commun et le mener à bien. La direction avait proposé, en guise d'œuvre à réaliser tout au long du stage, de participer à la conception, au tournage et au montage d'un film sur les jeunes, commandité par quelque instance locale. Après une séance, déception, aucune réelle participation technique n'est prévue. Le groupe refuse de continuer. Discussion animée. La direction se rend compte finalement qu'elle a réussi au-delà de ses espérances à former un groupe, à souder les jeunes contre un projet dont ils ne sont pas les initiateurs et qu'ils rejettent. Exit le film. Reste à trouver un sujet de travail. Apprentissage de la démocratie, du respect et de l'écoute des autres. Finalement une décision est prise à la majorité : écrire des textes sous forme de slam et les enregistrer pour le 8 mars, journée des femmes.

Libre expression : le slam d'une fille, le slam d'un garçon :

# Mais où est le problème ?

---

Le problème est que l'homme devient rage  
Notre monde est en cage

L'ennui c'est que la femme subit trop  
Elle subit tout

On ne la blesse plus avec des mots mais  
Avec des coups

Mais où est ce grand discours de France  
«Liberté, égalité, fraternité»

Il y a tant de mots, de rêves qui gardent le silence  
Et nous, hommes et femmes, nous n'avons plus  
La force de nous aimer

Trop de méfiance, de souffrance  
Qui s'expriment en violence.

**UNEPUTE**

Une pute ça veut pas dire qu'elle doit se faire maltraiter par des brutes, elle doit lutter et non prendre la fuite.

Une pute ne doit pas être brûlée dans une cave, car la tolérance c'est important et ne doit pas être qu'un passage.

Ce texte c'est que des paroles, mais le but c'est de montrer ce monde de brute.

Je trouve que les personnes n'ont pas toutes la même vision des choses

Moi, le sujet que je veux invoquer, c'est la place des femmes dans les quartiers chauds.

Je trouve que les filles dans les quartiers,

Elles n'ont pas trop leur mot à dire, elles subissent c'est tout.

Le Centre Prévert a fermé ses portes par incompetence technocratique, laissant sur le carreau 33 jeunes en cours de formation.

*Fort heureusement, chaque réussite est l'échec d'autre chose.*

## Septembre 2006



## **Quartiers libres**

**Les acteurs de deux quartiers de banlieue prennent la parole. Qui sont-ils ? les intervenants sociaux : une conseillère emploi formation de la mission locale du secteur, des éducateurs de prévention et bien sûr les principaux intéressés, les jeunes des quartiers.**

Une conseillère hors les murs

*Bonjour Myriam, peux-tu rapidement te présenter ?*

Je suis conseillère emploi formation dans une mission locale, qui regroupe plusieurs communes. L'objet des missions locales est d'accompagner vers l'emploi les jeunes de 16 à 26 ans qui le désirent. Moi, j'ai un poste un peu particulier, qui n'existe peut-être pas ailleurs, je vais à la rencontre des jeunes dans les quartiers dits «difficiles».

*Comment ces quartiers ont-ils été choisis ?*

Parmi les membres du Conseil d'Administration de la mission locale figurent obligatoirement des élus des communes concernées et des représentants d'associations «citoyennes»<sup>i</sup>. C'est à leur demande que nous sommes intervenus dans les quartiers où les jeunes formaient des groupes d'inactifs, les élus préférant les savoir actifs au travail plutôt que traînant dans les rues. Le financement des postes a été en grande partie assuré par la Politique de la Ville.<sup>ii</sup>

*Tu parles DES postes ?*

Oui, nous étions deux. dans des quartiers différents. Je suis seule depuis quelques mois. Il est question de trois postes à la prochaine rentrée... Je suis en tout environ 6 heures par semaine sur le terrain, je pense que ces 6 heures seront maintenues et que mes collègues en assureront peut-être 2 chacune. C'est en discussion... et on attend les financements. Les heures de ce qu'on appelle le «travail de proximité» sont comptées en travail effectif dans la rue et en travail administratif qui en découle. Pour moi, c'est 75 % de mon temps, pour mes collègues, ce sera peut-être 1/2 journée. Enfin, tout cela est bien théorique !

*«Accompagner les jeunes vers l'emploi» objet de la mission locale. Est-ce donc une ANPE junior ? Tu proposes du boulot aux jeunes ?*

Oh non... ce n'est pas comme cela que ça se passe... Je travaille en partenariat avec les éducateurs de rue<sup>iii</sup> qui, eux, interviennent quotidiennement dans les quartiers. Moi, j'y vais une fois par semaine. J'ai décalé mes horaires, j'y vais en fin d'après-midi jusqu'à 18 h – 18h30 et parfois au-delà. Inutile d'y aller le matin ou en début d'après-midi si on veut rencontrer les jeunes ! Avec les éducateurs, chacun son domaine. Le mien c'est la formation et l'emploi... mais avant d'arriver à aborder ces sujets, il peut couler beaucoup d'eau sous les ponts !

Je vais dans deux quartiers différents et je fais également deux permanences décentralisées dans des salles de deux autres quartiers, mais les permanences marchent moins bien que le véritable travail de rue, je vois moins de jeunes. Ces actions «de proximité» concernent 3 communes : dans la première, je ne fais qu'une permanence ; dans la seconde, je vais dans un quartier ; dans la troisième, je fais une permanence dans un quartier et vais dans un autre. A la rentrée de septembre, une des permanences sera supprimée et j'irai à la place dans un quartier classé ZUS (Zone Urbaine Sensible. Le gouvernement veut porter une attention toute particulière sur ces ZUS).

*Bon, mais, comment procèdes-tu pendant le «travail de rue» ?*

L'important est d'aller se balader (patrouiller disent certains jeunes en riant) sans a priori, sans idée préconçue. On trouvera les sujets des discussions au gré des rencontres . Quand on voit un groupe, on s'approche. Après les salutations d'usage, très importantes, signe de reconnaissance mutuelle, la conversation démarre, sur la pluie, le beau temps, les activités diverses et variées. Les éducateurs peuvent parler des actions communes en cours, les jeunes peuvent aborder tous les sujets concernant leur mal-être ou leur bien-être, leur avenir, leurs problèmes familiaux, leurs désirs, enfin tout ce qu'ils veulent. Si l'un d'eux est déjà en formation ou au travail, j'en profite pour prendre des nouvelles. J'ai remarqué un truc : pour aborder le sujet emploi et/ou formation, il faut au moins deux des trois éléments suivants : le désœuvrement, la pression familiale, le désir de gagner sa vie. Parfois s'en ajoute un quatrième: le passage prochain devant le juge pour une bêtise plus ou moins grave. Patiemment j'attends qu'ils expriment leur envie de se former ou de travailler. Surtout ne pas les brusquer, il faut les laisser venir. Sur ces sujets, les discussions avec les éducateurs se font souvent en amont et moi, j'aborde ainsi plus facilement la mise en pratique.

*Est-ce que tu peux «mettre en pratique» dans la rue ?*

Théoriquement oui, pratiquement non et oui. Ma mission demande que je sois l'intermédiaire entre la rue et la mission locale, pour que les jeunes viennent «sur le droit commun» – expression consacrée – c'est à dire dans les locaux de la mission locale. J'ai demandé et obtenu que ce soit moi leur conseillère référente.

Ils viennent donc s'inscrire, tout l'administratif se fait dans les bureaux, mais je peux quand même faire un suivi dans la rue.

*Tu n'as jamais eu de problèmes dans les quartiers ?*

Pas de vrais problèmes. Deux fois, au moment du Ramadan : la première, parce que, sans réfléchir, j'ai allumé une cigarette. Un jeune que je ne connaissais pas a commencé à m'insulter, vite calmé par les autres qui lui ont dit que je n'étais pas musulmane et que j'avais donc le droit de fumer. Une autre fois, un jeune intérimaire m'a demandé comment faire pour être payé s'il ne travaillait pas pendant le jeûne. Je lui ai expliqué comment s'inscrire aux Assedic, le délai de carence, etc. Il était furieux de devoir faire des démarches, alors que pour lui, ce devrait être automatique. J'ai donc dû lui expliquer ce qu'était un Etat laïc qui ne prenait pas en compte les absences pour faits religieux. Il était toujours furieux, mais là aussi, ses copains l'ont calmé. Parfois nous avons à faire à des jeunes intransigeants sur la religion et les modes de vie qu'elle génère, comme si l'athéisme ou tout simplement la pratique d'une religion tolérante, qu'elle soit musulmane ou autre, ne pouvait exister.

Maintenant que je suis connue et bien identifiée, je peux aller discuter avec les jeunes, même seule lorsque les éducateurs n'ont pas pu venir. Mais cette pratique va cesser. Nous devons obligatoirement être au moins deux, deux conseillers ou un conseiller et un éducateur.

*Tu as dit que tu allais dans des quartiers de 2 communes. Vois-tu des différences entre eux ?*

Oui, assez importantes structurellement. L'une Vernet, commune rouge, d'environ 24000 habitants, un taux de chômage global de 16,5 %, 22 % de logement sociaux. L'autre Risal, petite commune dite a-politique, environ 14 000 habitants, 11,5 % de chômage global... et 5,8 % de logements sociaux. Il paraît qu'elle n'est pas extensible.

Vernet fait partie des villes signataires d'«agenda 21»<sup>iv</sup>, la participation des habitants est requise dans toutes les discussions sur l'avenir des quartiers, surtout celui où je travaille, car il doit être entièrement rénové. Il y a des équipements, enfin, au moins une pelouse et des cages de foot, des jeux pour enfants, un biblio-bus vient une fois par semaine, une salle accueille les associations d'habitants, comme celle regroupant les Tunisiens du quartier, ou une association de femmes tournée vers l'entraide ou quelques soirées-repas de bon voisinage, certaines animations pour les enfants avec les animateurs de la Ville ou les éducateurs, etc. Il est presque entièrement construit en logements sociaux.

A Risal, rien dans le quartier même. Il est pour moitié en logements sociaux, moitié en co-propriétés, dans un très beau parc, mais il faut en sortir pour participer à des animations.

La population des deux quartiers est la même. Les grands-parents et les parents ont souvent la double nationalité, ils sont franco-algériens, tunisiens ou marocains, les jeunes à 90 % sont français, nés en France, ils ont parfois la double nationalité eux aussi.

Dans le cadre du regroupement familial, on voit arriver de jeunes adolescents venus avec leur mère rejoindre leur père. On voit aussi de jeunes femmes ou de jeunes hommes, nouvellement mariés à quelqu'un d'ici. Les habitants qui viennent de Turquie vivent généralement ensemble et se mêlent peu aux activités du quartier, mais il y a aussi des Comoriens, des Africains, des Européens, etc. On ne sent aucune tension inter communautaire.

A Vernet, je vois trois générations : les enfants (pré-scolaires ou scolaires), les jeunes scolarisés ou non, et les mères. Très important le rôle des mères : souvent elles sont ensemble à discuter, nous nous joignons un moment à leur groupe. Si elles t'adoptent, c'est bon, elles feront le lien, s'il le faut, avec leurs enfants.

A Risal, je ne vois le plus souvent que les jeunes qui discutent au bas des immeubles. Ils se connaissent tous, mais ils ont quand même leur territoire par montée d'escaliers, à l'intérieur du territoire plus grand du quartier.

*Est-ce que tu as l'impression de faire un travail utile ?*

Ca dépend de ce qu'on entend par «utile» ; utile pour qui ? la société ? les jeunes ? Les intérêts ne sont pas les mêmes : la société veut le calme dans les quartiers. Si les municipalités y laissent des intervenants, des commerces de proximité et essayent d'y maintenir une vie sociale, il y a des chances qu'il ne s'y produise que quelques incivilités, poubelles brûlées par exemple, tags, mais ça n'ira pas plus loin. A l'automne dernier, aucune voiture n'a brûlé ici.

Pour les jeunes, il faudra leur demander. J'ai l'impression qu'ils sont contents dès qu'on s'intéresse véritablement à eux. Quand ils soulèvent un problème, je m'efforce de trouver avec eux (le AVEC est important) une solution. Quand les problèmes sont vraiment très graves, filles battues, jeunes expulsés du

domicile par leurs parents... ils viennent à la mission locale, loin des yeux et oreilles indiscrets. La réponse est ambivalente, chacun y trouve son compte.

*Et toi ?*

J'ai choisi de travailler dans le domaine social. Je me sens à l'aise dans les relations, j'aime aller sur le terrain. Pour réussir dans ce métier, il faut faire preuve d'une très grande écoute, ne jamais juger, accepter l'autre tel qu'il est et non tel que nous aimerions qu'il soit. Alors, nous pouvons faire un bout de chemin ensemble.

*Y a-t-il des discussions avec tes collègues sur le sens de votre boulot ? De la façon dont tu me le décris, j'ai l'impression que les missions locales sont une forme de sous-traitance du travail d'encadrement de l'Etat-providence vis-à-vis de la jeunesse et des secteurs les plus précarisés de la population.*

Nous avons des discussions institutionnelles autour du «contrat d'objectif», c'est-à-dire les demandes de subventions auprès de la Région pour les trois ans à venir, afin de financer les actions à mener. Nous discutons des actions de proximité. Elles existent depuis 3-4 ans. Il faut chercher à pérenniser les budgets, car rien n'est jamais acquis et ce qui plaît un jour peut déplaire le lendemain. Il nous a fallu trouver un biais et ces actions de proximité sont intégrées dans une démarche préalable aux contrats CIVIS (Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale) <sup>v</sup>.

Les actions de proximité (les démarches où les conseillers vont sur le terrain discuter avec les jeunes et leur proposer des formations ou des emplois suivant leur demande) sont intéressantes et importantes mais je suis contre les lier aux contrats CIVIS, je n'ai pas envie de rendre des comptes quantitatifs et qu'on juge mon travail sur le nombre de contrats signés. Malheureusement, c'est ce qui risque fort d'arriver, surtout avec le nouveau mode de financement. Cela veut dire que le travail de rencontres, discussions, mise en confiance, tout ce qui se passe en amont et qui parfois demande du temps, ne sera pas pris en compte... à moins que l'on me demande aussi le nombre de jeunes rencontrés. Je ne donne jamais les noms et, heureusement, on ne me les demande pas.

Nous salariés, nous nous considérons comme des travailleurs sociaux, car nous ne traitons pas que du volet emploi/formation, mais aussi ce que nous appelons "les freins à l'emploi" : santé, logement, etc. Les instances supérieures ont comme du mal à considérer le côté "insertion sociale" pour ne voir que l'emploi, à tel point qu'elles ont intégré les missions locales dans le "Service Public de l'Emploi", au même titre, par exemple, que l'ANPE. Nous, nous défendons la partie sociale de notre métier, considérant qu'on ne peut accéder à un emploi et y rester si les éventuels problèmes de santé (que nous rencontrons de plus en plus), logement, garde d'enfants, etc., ne sont pas réglés.

Tu parles d'Etat-providence, mais en ce moment, c'est plutôt l'Etat-providence pour les patrons, avec tous les contrats aidés mis en place ! Nous, nous nous sentons plutôt mal, mais il faut bien comprendre que les jeunes «actifs» recherchent un emploi et n'ont que peu de culture politique et encore moins syndicale. Ils sont souvent prêts à accepter n'importe quel travail. C'est quand ils sont confrontés aux problèmes (discrimination, heures sup non payées, avertissement ou licenciement) qu'ils viennent nous en parler. En tout cas, moi, ces derniers temps, j'en ai entendu plusieurs. C'est à ce moment qu'on peut aborder les questions plus politiques de défense des salariés, du code du travail, des Prud'hommes (plusieurs ont déposé plainte), des élections, etc. Je ne sais pas si nous avons le droit de le faire, mais nous le faisons.

*N'est-ce pas un travail de rustine ?*

Rustine, c'est-à-dire, colmater les brèches du système ? Peut être, mais que faut-il faire ? tout laisser exploser ? Ce serait sans doute une solution... mais comme ce n'est pas pour demain... En attendant, c'est vrai qu'on pare au plus pressé... Je n'aime pas employer le terme de deuxième chance, mais c'est un peu ça. Les jeunes, sortis du système scolaire, soit veulent trouver un boulot directement, soit veulent chercher une formation qualifiante, soit veulent changer de domaine professionnel, parce qu'ils ont été orientés vers un secteur «où il y avait de la place», mais ce n'est pas leur choix. Nous sommes là pour les aider.

Entre salariés de mission locale, du moins dans la nôtre, il n'y a pas ou peu de réflexion politique. Au moment du CPE<sup>vi</sup> mes collègues ne sont pas allés manifester alors que les jeunes dont nous nous occupons auraient été les premiers touchés par ce contrat. La première manif, j'étais seule, la deuxième nous étions 2 et la troisième 3 (sur 8). Ils disaient tous qu'ils étaient contre le CPE, qu'il fallait y aller, mais ils «avaient des rendez-vous», etc. Or, j'ai décalé à chaque fois des rendez-vous, plusieurs jeunes étaient ravis parce qu'eux aussi voulaient aller manifester, alors c'était possible. Il est vrai aussi que nos salaires sont si bas que certains n'ont pas voulu faire grève, même une demi-journée... Sans autre commentaire sur la solidarité et

le sens de notre action. Quand le gouvernement a annoncé que le CPE ne serait pas appliqué, beaucoup sont venus me trouver en souriant, “Alors, tu es contente ?” et moi je faisais la tête à leur plus grand incompréhension “NON, le CPE n’est pas abrogé et le CNE existe toujours.”

Nous n’avons pas de véritable réflexion commune sur la place que nous occupons dans le champ social politique et donc sur l’éventualité que nous soyons une rustine. A mon avis, ce serait aux syndicats de promouvoir ces réflexions, mais ils sont bien trop occupés par l’augmentation de la valeur du point et la pure défense des conditions de travail. Et encore...

*Tu as parlé des syndicats. Est-ce qu’il y a une réflexion sur les missions locales à l’intérieur des syndicats ?*

Généralement les branches syndicales ne s’occupent pas les unes des autres. Il y a peu d’actions concertées. Les missions locales, sur le plan national, c’est peanuts, même s’il y a un peu moins de 600 structures, il n’y a qu’environ 7000 salariés, administratifs compris. Les salariés des missions locales sont relativement nombreux à être syndiqués. Ils adhèrent à un syndicat ou à une branche d’un syndicat qui regroupe les travailleurs sociaux, par exemple, la CGT des missions locales est intégrée à la branche des organismes sociaux. Notre fonction se différencie pourtant de celle des assistants sociaux puisque nous sommes surtout sur le domaine emploi/formation, mais nous avons parfois certaines prérogatives communes, comme celle de demander une aide financière... Nous essayons de communiquer à propos des jeunes que nous suivons en commun.

Le syndicat CGT des missions locales démarre. Les autres syndicats sont aussi représentés. Ils ont tous signé la convention collective, sauf la CGT qui ne l’a pas signée parce qu’il y a eu pas mal de pertes par rapport à ce qu’avaient les conseillers avant (grille de salaire, points). Depuis 2001 nous sommes payés selon les compétences exercées. Donc tu peux rester conseiller niveau 1 toute ta vie parce que l’on ne te donnera pas l’occasion d’exercer d’autres compétences que pourtant tu possèdes. C’est selon le bon vouloir de la direction qui décide qui fait quoi.

*Comment devient-on conseiller en mission locale ?*

Il n’y a pas de formation particulière. Les collègues ont des itinéraires professionnels ou universitaires différents (minimum Bac + 2). C’est un métier où l’on se forme techniquement (connaissance des dispositifs et de la base de données) souvent sur le tas, sauf, bien sûr, si on vient d’une autre mission locale. D’ailleurs, c’est le seul cas où l’ancienneté et l’expérience sont intégrées dans le salaire. On embauche seulement des personnes qui ont au moins une petite expérience professionnelle et surtout ont une connaissance des «publics en difficulté» ou des «publics jeunes». Ces personnes ont travaillé dans l’animation (MJC, par exemple), ont été formateurs, ou ont suivi une formation plus spécifique comme “chargé d’insertion”, éducateur spécialisé, etc. Ce qui ne s’apprend pas, c’est le relationnel avec les jeunes, tu en as un bon ou tu n’en as pas, et là, ça peut être la cata.

*Est-ce que tes collègues ont l’impression de faire un boulot humanitaire ? Est-ce qu’ils se posent la question ? Ou est-ce qu’ils viennent pour toucher leur paye ?*

Ils ne viennent pas pour toucher leur paye, en tout cas pas là où je suis. Mais...tu commandes une autre vie, tu interdis une formation, tu pousses à une autre, tu dis “Tu n’as pas assez travaillé, je ne vais pas demander d’argent pour toi.” Tu as barre sur quelqu’un et ce peut être extrêmement dangereux. Sur mes 8 collègues on est environ trois à se poser ce type de questions. Les autres croient qu’ils bossent pour le bien des jeunes, qu’ils ont raison, tout le temps raison, ils ne se remettent jamais en question.

La mission locale est une structure très hiérarchique, sous couvert de “démocratie participative”. En fait, la direction se sent toute-puissante, ayant le pouvoir de notation des salariés et de distribution des rôles et des responsabilités, et dans bien des structures elle joue à “diviser pour régner”. On peut mettre au point des accords entre nous et mettre au pied du mur notre direction, mais c’est très rare. Quand nous rencontrons les salariés d’autres missions locales, nous nous rendons compte que les problèmes sont à peu près les mêmes partout. Nous disons que tous les directeurs sont formatés ou clonés !

Chez nous, nous pouvons encore faire un vrai travail d’accompagnement, mais il y a des missions locales, où, vu le nombre de jeunes inscrits et le petit nombre de salariés, ... pour moi, il n’y a aucun travail d’insertion possible, c’est de l’abattage... chaque conseiller doit suivre plusieurs centaines de jeunes chacun. C’est impossible !

**Tu as sans doute des collègues qui ont les mêmes origines que les jeunes qu’ils rencontrent. Est-ce un atout pour eux ?**

Nous n'avons jamais vraiment abordé le sujet. C'est très délicat, je peux seulement répondre par mon ressenti. Ils se considèrent comme Français et refusent de parler arabe avec les jeunes. Je pense que les jeunes les considèrent comme n'importe quel conseiller, même si parfois ils essaient bien de les circonvenir, du genre «Toi, tu peux me comprendre...», mais ça ne marche pas. Ils appliquent les mêmes règles à tout le monde. J'ai quand même l'impression qu'ils tracent une limite à ne pas franchir, surtout les conseillères. Ce n'est parfois pas facile d'être une femme d'origine musulmane, qui ne fait pas le ramadan. Nous devons faire face à la montée d'un sentiment religieux assez intransigeant, surtout chez les garçons, qui demandent l'application des règles de l'islam. Ma collègue doit parfois faire face à des remarques fort désobligeantes surtout au moment du jeûne. Ce doit être difficile à vivre, mais elle tient bon. Les limites qu'elle s'impose peuvent, à mon avis, empêcher une approche empathique d'un problème. Elle reste sur ses certitudes de professionnelle.

*Est-ce qu'il y a une réflexion sur les discriminations au boulot, à l'Ecole ? Est-ce que les jeunes évoquent ces problèmes avec vous ? Est-ce que vous en discutez entre vous et en quels termes ?*

On discute beaucoup des discriminations. On est centré sur les problèmes pratiques de l'emploi. On se demande comment aider psychologiquement un jeune par rapport au racisme (les jeunes sont souvent cassés par les discriminations) ; on voit comment trouver un autre employeur, éventuellement porter plainte, contacter SOS Racisme pour qu'ils fassent un testing, etc. Une commission régionale de réflexion et d'action contre le racisme s'est mise en place, avec des référents, "capables" de donner des infos juridiques, par exemple, et de faire remonter les faits dont nous avons connaissance.

Nous avons à faire face non seulement à la discrimination raciale, mais aussi à la discrimination envers les jeunes handicapés physiques ou intellectuels. Nous sommes désarmés parfois pour expliquer aux jeunes qu'ils devraient faire reconnaître leur handicap pour avoir plus d'aides institutionnelles. Nous travaillons en partenariat avec des structures spécialisées, mais demander la reconnaissance, c'est le choix du jeune. Au moins, il peut choisir en connaissant tous les éléments.

*Le gouvernement a annoncé des mesures en faveur des jeunes non diplômés en remplacement du CPE. Est-ce qu'elles auront une incidence sur ton travail ?*

Non, pas vraiment. Le CIVIS (Contrat d'Insertion dans la Vie Sociale), dont j'ai déjà parlé, existe depuis un an. La seule mesure nouvelle, est qu'en embauchant un jeune CIVIS maintenant, les employeurs auront des aides financières de l'Etat.... Je ne suis pas sûre que ce soit une réelle incitation et que cela créera beaucoup d'emplois supplémentaires.

Le CIVIS n'est pas un contrat de travail, mais un accompagnement vers l'emploi, or, «accompagner vers l'emploi» ; c'est ce que font les conseillers en mission locale depuis 1981 !

En ce qui concerne mon travail spécifique dans les quartiers, rien ne changera. Si des moyens nouveaux sont dégagés, il se peut que nous soyons plus nombreux à «patrouiller», que d'autres quartiers «bénéficient» d'un conseiller. Nous le saurons bientôt.

Le PACTE<sup>vii</sup> (Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et d'État) pour les «sans qualification», se met en place, mais très difficilement. D'après ce qu'on m'a dit, il revient relativement cher aux employeurs qui doivent prévoir la pérennisation du poste... et quand il n'y a pas d'argent...

Je voudrais soulever un problème qui risque fort de devenir explosif à la fin de l'année scolaire. Jusqu'à maintenant, la scolarité obligatoire va jusqu'à 16 ans. La Loi pour l'Egalité des Chances (LEC), initiée par Borloo, autorise le travail par l'apprentissage à partir de 14 ans. Est-ce que les collègues vont garder les jeunes décrocheurs ? Il existait une classe spéciale, les SIGPA, où ces jeunes s'initiaient à plusieurs métiers en cours d'année pour pouvoir en choisir un dès leurs 16 ans et entrer en apprentissage ou en formation professionnelle. Ces classes disparaissent à la prochaine rentrée. Nous avons eu déjà plusieurs visites de mères éplorées : on vient d'annoncer que leur enfant de 15 ans, "mauvais" élève, ne sera pas repris dans l'établissement. Que vont devenir ces jeunes ? Ils ne peuvent s'inscrire à la mission locale avant 16 ans pour qu'on puisse au moins les aider à choisir le métier qui leur plaît et établir un parcours de formation. Entrer en apprentissage ? Où ? il n'y a déjà pas assez de tuteurs pour tous les 16 ans et plus. Je risque fort d'en rencontrer dans les quartiers et je ne pourrai rien pour eux. C'est une manière de vider l'Education nationale des canards boiteux et de remplir la rue. Système des vases communicants.

Certains articles de la loi sur la «prévention de la délinquance»<sup>viii</sup> auront beaucoup plus d'incidence comme la fin de l'anonymat. Si le texte est voté, ce sera l'horreur ! Le Garde des sceaux et le ministre de la

Justice préparent chacun un projet de loi dont les articles vont se compléter : «Tout professionnel qui intervient au bénéfice d'une personne présentant des difficultés sociales, éducatives ou matérielles, est tenu d'informer le maire de la commune de résidence ou son représentant.» Jusqu'à maintenant, les jeunes avaient confiance, pouvaient parler de leurs problèmes, sachant que rien ne filtrerait de leur conversation. Si la loi passe, nous ne saurons plus rien, nous n'allons surtout pas chercher à savoir, nous ne sommes pas des délateurs... fini la prévention.

*Tu as dit que tu voyais des étrangers. Est-ce que la loi CESEDA<sup>ix</sup> aura une incidence ?*

Déjà, les jeunes Français ne pourront plus aller chercher une femme ou un mari au bled. Est-ce un bien, est-ce un mal, je ne me prononce pas.

La loi est une fabrique de sans-papiers, c'est ce qui est dramatique. Je donne un exemple très récent, significatif. Un jeune est arrivé avec ses parents lorsqu'il avait 40 jours. Il a toujours vécu ici et ne connaît quasiment rien de son pays natal. Il vient d'avoir 18 ans et doit faire faire une carte de séjour puisqu'il est majeur. Ses parents ne retrouvent plus le certificat médical initial établi au pays, demandé par l'OMI avant d'autoriser la famille à venir. Sans ce certificat, pas de papiers. Faire les démarches dans le cadre d'un regroupement familial, alors que le jeune a toujours vécu ici ? La loi risque de l'interdire. On attend le résultat de certaines interventions. Il a fallu lui faire comprendre les dangers qu'il courrait s'il était contrôlé.... Voilà, il n'ose plus sortir... et ce cas est loin d'être un cas isolé.

*Tu penses continuer ce métier longtemps ?*

Pour l'instant, j'ai pas bien le choix, heureusement que j'aime aller sur le terrain. Si demain la situation politique empire, si nous devenons les petits soldats de la répression, ce sera sans moi, je ne pourrai pas rester, quitte à galérer pour changer de métier .

# Les partenaires éducateurs de rue

*Bonjour Michel, Jean et Henry, pouvez-vous rapidement vous présenter ?*

**Michel** : je suis éducateur spécialisé en prévention. Je travaille à Risal, je suis salarié d'une association, mais la ville de Risal finance entièrement mon poste.

**Jean et Henry** : nous aussi nous sommes éducateurs spécialisés en prévention et travaillons dans la commune de Vernet. Nous sommes salariés d'une autre association. Nos postes sont financés par le Conseil général. Nous avons une mission nationale : aller à la rencontre d'un public en risque de marginalisation et d'exclusion. Notre action principale est la protection de l'enfance, les jeunes jusqu'à 21 ans (fin de l'Aide Sociale à l'Enfance) / 25 ans. En fait, nous n'avons pas de limites.

*C'est normal que Michel soit tout seul et Jean et Henry à deux ?*

**Michel** : Non. Normalement les éducateurs vont par deux, suivant la convention passée entre le Conseil Général et la commune où ils travaillent. En ce qui me concerne, c'est différent, à la demande de la commune qui ne peut subventionner deux postes. A Risal il n'y a pas de véritables violences, je peux donc effectuer un vrai travail de prévention, si je constate un dysfonctionnement.

**Jean et Henry** : pour nous, c'est pareil à Vernet dans le quartier où nous intervenons. En plus, le quartier est petit, nous connaissons tout le monde, la population est stable, nous pouvons y développer des actions, vers les enfants et les jeunes : des sorties, des camps, des activités comme la fabrication de tableaux en mosaïque qui orneront les halls d'entrée, ou vers les adultes comme, par exemple, l'aide à la constitution d'une association de femmes. Nous avons parfois des demandes pour organiser des buffets et nous embauchons les jeunes du quartier.

*Les jeunes sont-ils différents d'un quartier à l'autre ?*

**Michel** : les jeunes en difficulté sont exclus de tout système. A Risal, ils ne sont pas stigmatisés, ils peuvent se cacher parmi les autres. Je peux passer à côté d'un de ces jeunes en souffrance sans m'en rendre compte si je ne suis pas averti d'une manière ou d'une autre. La commune Risal est une commune vitrine où l'opulence est la norme. Les jeunes ressentent violemment le fait que cette norme n'est pas la leur, mais la municipalité joue le jeu de l'intégration. Elle a créé et gère elle-même SA structure entièrement communale, non affiliée à une fédération ; «maison des sports et de l'animation», elle a SA police municipale, elle édicte SES décrets : interdiction de faire du bruit après 23 heures etc.

**Jean et Henry** : à Vernet, il n'y a guère de turn-over. Les familles vivent là depuis de très nombreuses années, nous avons vu les enfants grandir, trouver leur chemin, le perdre pour certains. Nous ne croyons pas que les jeunes soient différents, d'ailleurs, il n'y a pas d'antagonisme entre les deux quartiers. Nous retrouvons les mêmes problèmes, les mêmes angoisses vis-à-vis de l'avenir, la même volonté de s'en sortir pour les uns ou de se «débrouiller» pour les autres.

*Est-ce que vous avez le sentiment de pouvoir aider les jeunes à s'en sortir ?*

**Jean et Henry** : question délicate. S'en sortir, ne veut pas forcément dire : trouver un emploi et fonder une famille, bien que ce soit le désir d'une majorité de jeunes. S'en sortir, c'est déjà être bien dans sa tête et dans son corps. En dehors des activités que nous avons déjà évoquées, nous avons la possibilité, pour ceux qui le veulent, de leur faire faire des chantiers de peinture, généralement, de deux ou trois semaines. Souvent, c'est leur premier travail, ils ont une vraie fiche de paye, nous fixons des objectifs, à quoi va servir le chantier : gagner de l'argent, voir ce qu'on vaut au travail, voir si on peut tenir... ce sont les jeunes qui les définissent. Puis, à la fin, nous faisons ensemble, avec les encadrants techniques, un bilan pour voir si les objectifs ont été atteints. Pour certains, cette étape est importante afin de pouvoir établir un vrai parcours d'insertion. Au sortir d'un chantier, ils sont généralement bien plus clairs dans leur tête, dynamiques, et nous essayons de ne pas faire retomber cette dynamique.



**Michel** : j'ai moins la possibilité de faire faire des chantiers à Risal, mais je peux mettre les jeunes à Vernet. Que ce soit à Vernet ou Risal, si les jeunes sont connus de la mission locale nous présentons leur candidature ensemble, avec la conseillère. Aider les jeunes à s'en sortir ? C'est un vrai travail d'équipe dont le centre est bien le jeune et sa volonté. Nous sommes toujours là pour le soutenir et l'aider à avancer.

*Tu parles de la mission locale : comment travaillez-vous ensemble, éducateurs et conseillers, deux métiers différents pour les mêmes jeunes ?*

**Jean et Henry** : nos métiers diffèrent, mais le but est le même : amener les jeunes vers l'emploi. Nous, nous sommes tous les jours dans le quartier, nous pouvons ainsi faciliter l'approche d'une représentante du monde professionnel de la formation et de l'emploi en la personne d'une conseillère de la mission locale. Nous débattons ensemble, avec les jeunes, de la place qu'occupe ou devrait occuper le travail dans la vie. En fait, nous sommes complémentaires, mais nous devons nous adapter les uns aux autres et surtout mettre les mêmes idées derrière les mêmes mots. Par exemple, au début, nous nous demandions pourquoi la conseillère parlait de «prescription». Pour nous, c'était une ordonnance de médecin, jusqu'à ce qu'elle nous explique qu'il s'agissait d'un formulaire pour une demande motivée de financement d'une formation pour un jeune. Cette «prescription», établie par la mission locale, est donc un document obligatoire pour la Région. Nous pouvons dire que nous nous adaptons et avançons ensemble.

**Michel** : je voudrais intervenir sur le sens plus général qu'on peut donner au mot «partenariat», car il existe bien un partenariat entre la mission locale, les éducateurs, mais aussi tout le secteur social, notamment celui des assistantes sociales. Une seule personne ne peut tout porter, tout faire toute seule. Il faut donc trouver d'autres personnes qui prendront une partie de la charge . On peut dire qu'il y a plusieurs charges : prévention, formation/emploi, logement, médiation dans les familles, aides sous différentes formes, etc. Un véritable partenariat nécessite de définir les compétences des uns et des autres, d'installer la confiance et ne pas faire de rétention d'informations, faire circuler justement les informations sans vouloir marcher sur les plates-bandes du voisin. Les partenaires sont tous égaux et mutualisent leurs moyens.

La loi du 2 janvier 2002 sur la rénovation de l'action sociale met bien l'utilisateur au centre du dispositif. Le véritable partenariat est une affaire d'individus et non d'institutions. Les institutions peuvent le demander, si les individus ne s'entendent pas et ne travaillent pas dans le même sens, il n'y aura de partenariat que sur le papier.

# Au centre de toutes les attentions : les jeunes

*Les jeunes des quartiers. Entretien impromptu avec un petit groupe de garçons, un peu pressés, sur le point d'aller rejoindre des potes en ville.*

*Bonjour, je peux vous retarder quelques instants ? J'aimerais connaître votre avis sur la mission locale de votre secteur, la conseillère a dû vous parler de ma venue ....*

Claquement de langue (ça veut dire oui)

*Bon, vous voulez dire quelque chose ? vous présenter ? Moi, je suis Nicolas.*

Ha ha ha, comme celui de la mission locale ? Ben t'es mal tombé, enfin, non, tu ne lui ressembles pas. Moi, c'est Kamel.

– Mohamed.

– Anis.

– Patrick.

– Julien.

– Djamel.

Qu'est-ce que tu veux qu'on dise ?

*Myriam vient vous voir dans le quartier. Est-ce que vous trouvez que c'est un avantage pour vous ? Elle ne le fait pas partout...*

**Mohamed** : c'est bien, elle vient avec les éducateurs, on peut discuter. Moi, j'ai pas envie de trouver du boulot, elle me prend pas la tête.

**Kamel** : et tes parents, ils ne disent rien ?

**Mohamed** : si, ils mettent la pression.

**Kamel** : tu veux pas avoir ta vie tranquille, ton boulot, ton appart', tes lovés [ton argent].

**Mohamed** : ouais, mais je suis jeune, j'ai 17 ans, ça peut attendre un peu

Anis : moi aussi, j'étais comme toi et puis un jour je me suis décidé parce que je m'ennuyais. Je lui en ai parlé, à la conseillère, 2 fois, 3 fois, qu'est-ce que je pouvais faire, j'avais aucune idée. Elle m'a proposé une formation pour m'aider à choisir et gagner un peu d'argent et puis j'ai choisi et maintenant je prépare un CAP de peintre en bâtiment. Si elle n'était pas venue jusqu'ici, moi, je ne serais jamais allé à la mission locale et j'aurais continué à traîner.

**Patrick** : moi je ne suis pas de ce quartier. J'ai travaillé quelques mois, je touche les ASSEDIC, c'est l'ANPE qui m'a envoyé à la mission locale<sup>x</sup>. Là-bas, c'est pas pareil, on n'est pas chez nous, on est dans un bureau. J'ai refait mon CV avec mon conseiller et il m'aide à chercher un patron. Si j'ai envie d'aller à la mission locale, j'y vais ; si j'ai pas envie, j'y vais pas. C'est simple, je peux aussi chercher tout seul.

*Les relations sont plutôt bonnes ?*

**Kamel** : oui. Elle est plutôt cool. Elle nous explique plein de choses sur «comment ça marche». L'autre jour, je lui ai demandé si je pouvais avoir un FAJU<sup>xi</sup>. Elle a dit non, mais elle a dit pourquoi il n'y a pas d'argent en ce moment, à cause du RMI. C'est grave maintenant si on peut même plus avoir de l'aide, déjà que le boulot, c'est difficile d'en trouver...

*Tu n'en trouves pas parce qu'il n'y en a pas ou pour d'autres raisons ...*

**Kamel** : j'ai un CAP en plomberie. Il paraît qu'on manque de plombiers, mais les patrons préfèrent les Blancs comme les Polonais. Moi, avec mon nom et ma tête... L'autre jour, un patron m'a dit : «Si je faisais de la politique, je serais au Front national» Alors... et pourtant, je suis français

*Qu'est-ce que tu as fait ?*

**Kamel** : rien, je suis parti. Qu'est-ce que tu veux faire ? Une boîte d'intérim, où j'avais déposé mon CV, m'a appelé, je vais aller travailler à l'usine pendant quelques mois. J'ai décidé de passer un bac pro. Myriam va m'aider pour faire les papiers. Elle me dit de pousser jusqu'au BTS, mais je ne sais pas encore. Un jour, quand j'aurai de l'expérience, je monterai ma boîte. Mon frère, il est ingénieur en informatique, bientôt 2 ans sans boulot, il voulait se débrouiller seul et puis, hier, Myriam l'a appelé pour un poste qui passait par la mission locale. Il a un entretien demain. J'espère que ça va marcher.

**Julien** : moi j'ai été embauché comme chauffeur-livreur. J'étais en CNE et j'ai été licencié au bout de 8 jours. Le gars avant moi avait refusé d'aller à Strasbourg parce que les grands trajets c'était pas prévu dans le contrat et ça lui posait des problèmes de s'absenter. Moi, j'ai osé prendre 1 heure pour aller manger. J'avais fait presque 6 heures d'affilée entre la conduite et les livraisons. Ce contrat, c'est n'importe quoi.

**Djamel** : c'est vraiment n'importe quoi et d'ailleurs, on était aux manifestations contre le CPE. On était plusieurs d'ici. Faut quand même arrêter de nous prendre pour des cons. On veut un vrai travail. Tu sais qu'avec un CPE, enfin, il paraît qu'il n'existe plus, ou un CNE, tu peux même pas prendre un logement ? Les proprios ne veulent pas de salariés précaires, comme ils disent.

*Et vous, vous êtes d'accord avec ce que viennent de dire vos copains ?*

**Patrick** : oui. Ici, on n'a rien fait à l'automne dernier, mais si on n'arrive pas à se faire entendre, ça peut péter. Myriam est sympa, elle nous aide autant qu'elle peut, même si ce n'est pas ma conseillère. «Aide toi, la mission locale t'aidera», mais c'est pas vrai toujours. Il y a des conseillers qu'on n'aime pas, comme le Nicolas, il fait rien. Des fois, on se dit que la mission locale, elle sert à tchi.

Bon, on te laisse. Une autre fois, si tu veux encore parler. Tiens, voilà un autre Mohamed et Saïd, ils peuvent continuer

**Mohamed** : ouais, j'ai entendu. T'en veux une bien bonne ? Bon, je cherche du boulot. J'ai un BEP en comptabilité, mais je veux pas continuer, ça me plaît pas. J'ai envie d'aller bosser en Angleterre, y'a moins de chômage qu'ici et puis j'apprendrai l'anglais. Mais j'ai aussi entendu parler d'un boulot bien payé, ici, si on peut y entrer. L'autre jour, on était une dizaine, avec les éduc et Myriam. J'ai demandé à Myriam comment on pouvait travailler dans les salles blanches<sup>xii</sup> et Mourad, qui connaît rien, s'est presque fâché en me demandant comment je pouvais aller travailler chez les racistes !

Il faut que je passe le permis, mais j'ai pas d'argent.

**Saïd** : comme tout le monde, et alors ?

**Mohamed** : j'ai demandé à Myriam si la mission locale pouvait payer. Tu sais ce qu'elle m'a répondu ? D'abord que je pouvais bosser pour payer mais après, elle a dit quelque chose d'intéressant : pour avoir une aide, il faut ou bien une promesse d'embauche, un patron fait une lettre en disant qu'il peut nous embaucher quand on aura le permis ; ou bien on a un métier où le permis est obligatoire parce qu'on commence tôt le matin avant les bus, ou on va beaucoup sur des chantiers. Elle a dit qu'on se paye le code et, quand on a réussi, on fait une demande pour se faire payer la conduite. Faut voir ce que je vais faire.

**Saïd** : dis, Nicolas, qu'est-ce que tu vas faire de tout ce qu'on dit ? parce qu'on est un peu méfiant, avec tout ce qui se passe...

**Nicolas** : c'est pour écrire un article sur la mission locale et les quartiers. Vous voulez lire avant que je publie ?

**Saïd** : non, c'est bon, à toi on fait confiance...

*Merci, à une autre fois. Je vais aller interroger les filles là-bas.*

Ouh, fais gaffe...

*Ne craignez rien, je n'y touche pas.*

*Bonjour mesdemoiselles, je peux vous poser quelques questions ? Je suis Nicolas, Myriam a dû vous parler de moi.*

Oui. Qu'est-ce que vous voulez ? on vous a vu parler avec les garçons.

*Comme vous formez un groupe à part, je voudrais vous poser les mêmes questions sur la mission locale, par exemple. Vous avez un peu de temps ?*

D'accord, je me lance, je m'appelle Nouria.

Moi, c'est Rachida.

Et moi Halima.

*Vous êtes toujours séparés comme ça ?*

**Nouria** : oui, on est mieux entre nous, on peut mieux se parler.

*Et quand vous voulez parler à Myriam ou aux éducateurs ... ?*

**Nouria**, on leur parle, c'est tout. Ils font le tour des groupes pour discuter, ou bien on leur dit qu'on veut leur dire quelque chose et on se met à part.

**Rachida** : quand c'est grave, on téléphone à Myriam et on va à la mission locale

*Ca vous est arrivé ?*

**Rachida** : à nous non, mais c'est arrivé à deux copines qui s'étaient fait tabasser par leur frère. Une a été placée dans un foyer par un juge et l'autre, c'est Myriam et une assistante sociale qui l'ont aidée. Elle a demandé une chambre dans un foyer de jeunes travailleurs. Elle arrive pas à partir de chez elle parce qu'elle aide sa mère. Alors Myriam lui a proposé d'aller dans un "point d'écoute"<sup>xiii</sup> comme elle dit et je crois que ça va l'aider pour prendre une décision.

*Elles ont porté plainte ?*

**Rachida** : non, contre la famille, c'est pas possible.

**Halima** : celle du foyer, elle est mineure, elle était allée se réfugier chez une voisine, qui a appelé une éducatrice, qui est allée voir une assistante qui a fait un signalement et le juge l'a placée. Je sais que Myriam va la voir régulièrement, elle n'a pas le droit de revenir ici pour le moment.

*Et vous, qu'est-ce que vous faites ? vous êtes à l'école ?*

**Nouria** : j'ai quitté l'école l'année dernière. J'avais demandé à Myriam de faire une formation pour trouver mon métier, mais finalement, ça m'a pas plus, j'ai arrêté. Je fais rien et je ne vois plus Myriam

**Rachida** : moi, je fais la même formation, mais pas au même endroit. Ca me plaît bien, même si des fois on s'engueule entre collègues ou avec les formateurs. Je voulais m'occuper d'enfants, mais il paraît que je ne peux pas faire le CAP petite enfance, il n'est plus payé

*Tu veux dire conventionné ?*

**Rachida** : oui, c'est ça. Myriam m'a dit que la Région ne voulait plus, parce qu'il n'y a pas de boulot avec, le formateur me l'a dit aussi. Alors, je vais chercher pour travailler avec les personnes âgées, c'est bien aussi. Quand j'aurai fini cette formation, je vais m'inscrire à une autre pour avoir un diplôme.

**Halima** : moi je suis encore en classe, mais je veux travailler. Je veux être vendeuse, il faut que je trouve un patron pour faire un CAP. Ma sœur, elle a un bac plus 2 et elle trouve pas de boulot avec, elle travaille dans un Quick. Des fois, je me demande à quoi ça sert d'avoir un diplôme.

**Rachida** : pour nous, les filles, c'est mieux d'avoir un diplôme, on peut pas être manard sur un chantier comme les garçons. Ce qui est pas normal, c'est que les patrons demandent un diplôme et de l'expérience. Comment tu veux avoir de l'expérience si t'arrives pas à te faire embaucher ? Pour ça, la mission locale nous aide, mais ça peut être long. Elle a des offres pour les jeunes sans expérience, et puis on peut rencontrer quelqu'un qui fait comme si on avait un entretien. Comme ça, quand on en a un pour de vrai, on sait qu'est-ce qu'il faut dire.

Eh, Nadia, tu viens avec nous ?

**Nadia** : qui c'est, lui ?

**Halima** : c'est Nicolas, il pose des questions sur la mission locale. T'as quelque chose à dire ?

**Nadia** : moi non, je travaille, je ne suis pas inscrite, mais je peux raconter ce que m'a dit X, elle est d'un autre quartier ; elle est tunisienne et elle a un copain français, ça fait des problèmes dans sa famille. Alors Myriam a organisé une rencontre avec l'assistante sociale pour faire une demande de chambre dans un foyer. Vous savez ce qu'a demandé l'AS à X ? "Pourquoi tu ne présentes pas ton copain à tes parents ?" Il paraît que Myriam se marrait en disant que c'était peut-être pas une bonne idée. Qu'est-ce qu'elles connaissent, les AS, à notre situation ?

**Nicolas** : toutes les AS sont comme ça ?

**Rachida** : non, pas toutes. Les AS voient surtout les mères qui ont besoin d'aide et elles n'ont qu'une version : « Ma fille elle est comme ça, mon fils il est comme ça », et des fois, c'est différent, en vrai. Myriam c'est pas pareil, elle discute avec nous, elle nous connaît et comme elle vient sur le quartier, elle voit les choses.

*Pour conclure sur la mission locale ?*

C'est bien qu'elle vienne ici, on peut parler, des fois elle nous aide, des fois on n'est pas d'accord, mais c'est mieux que l'ANPE parce qu'on a une seule conseillère et puis on est plus libre, c'est pas obligatoire.

*Juin 2006*

- Quelques infos  
sur le mouvement étudiant  
en Grèce  
et en Grande-Bretagne

- La « stratégie de Bologne »

- \* Capitalisme et Education :  
Espagne et Grande-Bretagne

# A propos du mouvement étudiant britannique

Chers camarades,

Pour comprendre les mouvements étudiants en Grande-Bretagne, il faut connaître le cadre dans lequel s'inscrit la politique des organisations étudiantes et certains aspects de leur histoire récente.

Contrairement à la France, la Grande-Bretagne ne possède qu'un seul syndicat étudiant à l'échelle nationale, le National Union of Students, NUS. Chaque université et chaque *college* (établissement d'enseignement supérieur) possède son propre syndicat, basé sur le campus, qui doit décider s'il veut ou non s'affilier au NUS.

La plupart des universités importantes sont affiliées au NUS. L'adhésion est automatique : toute personne inscrite à un cours dans une université affiliée est automatiquement membre à la fois du syndicat du campus et du NUS. Le NUS prétend donc avoir 5 200 000 membres. Mais, bien sûr, le nombre d'étudiants actifs est beaucoup plus faible.

Au sein du mouvement étudiant, il existe un débat entre ceux qui voient dans le NUS un simple fournisseur de services (par exemple, la carte du NUS donne droit à des réductions dans de nombreux magasins), et ceux, comme nous, qui considèrent que le rôle du NUS est de défendre et d'étendre les droits des membres du syndicat. En tant que révolutionnaires et qu'éléments radicaux du mouvement étudiant, nous devons donc faire face à la politique agressive du gouvernement contre les étudiants et contre les travailleurs, mais aussi à une aile droite du mouvement étudiant particulièrement véhémente et influente. Pour ces gens-là, les seules campagnes que doit mener le NUS concernent le prix de la bière dans les bars de l'université.

La direction du NUS est traditionnellement composée de partisans blairistes du gouvernement travailliste. Ceux-ci s'appuient sur l'aide droite, antimilitante, **du syndicat qui, en retour,**

**la soutient à chaque décision qu'elle prend** Ainsi, par exemple, bien qu'en 2006 le gouvernement Blair ait introduit une augmentation des droits d'inscription de 3000 livres (euros) pour obtenir le privilège d'étudier à l'université, la direction du NUS a décidé d'annuler sa manifestation nationale pour une éducation gratuite et a régulièrement félicité les ministres blairistes responsables de l'augmentation des droits d'inscription.

L'incapacité historique et le refus des directions successives du NUS d'organiser la moindre campagne significative pour les droits des étudiants (et l'absence d'une gauche bien organisée, défendant des principes politiques solides, dans le NUS qui puisse offrir une direction de rechange) a conduit de nombreux étudiants voulant s'engager, pour ne pas dire la plupart, à le faire en dehors des structures du mouvement officiel quand ils voulaient participer à des campagnes politiques. Aujourd'hui, les étudiants engagés ont tendance à s'investir dans des comités à l'organisation souple (contre la guerre, contre la mondialisation, contre les multinationales, etc.) plutôt que d'intervenir de façon régulière et organisée dans les structures de l'organisation étudiante de masse existante, le NUS.

Les mobilisations de masse contre la guerre en Irak en 2003 et contre le G8 en 2005 (qui ont vu des centaines de milliers d'étudiants descendre dans la rue, au cœur des principales villes britanniques, ainsi que des grèves spontanées des lycéens dans tout le pays) montrent qu'une fraction significative des étudiants désirent participer à des campagnes sur de « grands » sujets politiques. Cependant, l'absence d'un syndicat combatif entraîne que les questions sociales nationales et internationales sont rarement liées et que les militants étudiants sont rarement mobilisés sur des questions sociales qui concernent la classe ouvrière dans ce pays, telles que les

loyers, les droits d'inscription ou les droits des travailleurs.

De nombreuses campagnes impressionnantes sur ces questions ont eu lieu : occupation de bibliothèques dans les universités du Sussex et à Swansea ; manifestations de masse sur l'annexe du campus de l'université de Plymouth à Exmouth ; campagnes pour les droits des travailleurs les plus mal payés du campus à Oxford, à l'université Queen Mary (à Londres) et à la London School of Economics. Dans plusieurs établissements d'enseignement post-secondaire (les Further Education colleges sont destinés soit à des jeunes déscolarisés soit à des jeunes adultes qui veulent se préparer à entrer à l'université), on a vu les étudiants mener campagne contre la privatisation et les coupes budgétaires. Mais ces campagnes sont nées et ont grandi localement, soit à cause de la présence d'un syndicat radical sur le campus, soit grâce au travail d'un groupe dévoué de militants locaux. Le NUS n'a établi aucun lien entre ces campagnes locales, et n'a pas lancé non plus une directive nationale visant à les étendre à d'autres campus.

Nous avons absolument besoin que le NUS mobilise, pour des causes sociales, les milliers d'étudiants actuellement actifs sur des questions internationales, et puisse lier les campagnes existantes entre elles. En septembre 2006 aura lieu une augmentation massive des droits d'inscription, augmentation qui empêche de nombreux jeunes ouvriers d'étudier à l'université. Le gouvernement Blair mène aussi une politique agressive de privatisation et de « professionnalisation » dans l'Education nationale, de façon à ce que, à chaque niveau du cursus scolaire, les employeurs soient présents et aient un rôle décisif, et que chaque lycée, établissement d'enseignement supérieur et université devienne un centre privé de formation pour les travailleurs sous-payés et jetables de demain.

Les lois répressives contre les syndicats qui existent encore en Grande-Bretagne, combinées avec l'existence d'une direction bureaucratique dans la plupart des grands syndicats, paralysent les réactions du mouvement ouvrier face à cette situation ; celui-ci n'a pas été capable de pousser le mouvement étudiant à l'action, et l'inertie

bureaucratique actuelle du NUS a fait que les actions de la base n'ont pas non plus poussé le NUS à agir

Il nous faut construire un réseau militant qui réunisse les meilleurs éléments des mouvements pour des causes internationales et les amène à s'investir dans les structures du NUS pour lutter contre la bureaucratie et rendre le syndicat à ses membres. La plupart des organisations de la gauche étudiante – aussi divisée et confuse que le reste de la gauche britannique – n'ont aucune proposition à offrir sur ce terrain, et, comme toutes les sectes, cherchent uniquement à perpétuer leur propre existence.

Les principales organisations de gauche en Grande-Bretagne sont :

- Student Respect, la branche étudiante de Respect, coalition populiste et communautariste dirigée par le député stalinien George Galloway, où les éléments les plus actifs sont ceux du Socialist Workers Party (liés à Socialisme par en bas, l'un des courants de la LCR en France). Leur activité politique, au cours des dernières années, a été marquée par le suivisme vis-à-vis de la droite religieuse dans le mouvement étudiant, et en particulier vis-à-vis de la Federation of Student Islamic Societies (FOSIS), dirigée par des partisans conservateurs et réactionnaires de l'islam politique.

- la Student Broad Left (SBL) tendance stalinienne très bureaucratique liée à Socialist Action. Ce groupe agit comme le PT lambertiste, dans la mesure où il opère en secret dans l'appareil bureaucratique de diverses organisations. Défendant des positions staliniennes, il soutient les régimes de la Chine et de la Corée du Nord. Il a rejoint avec enthousiasme l'alliance de Student Respect avec le FOSIS et prône un « anti-impérialisme » réactionnaire, séparé de tout contenu de classe ou socialiste.

- Les Socialist Students, petit groupe lié au Socialist Party (section britannique du Comité pour une internationale ouvrière, représenté en France par la Gauche révolutionnaire). Les Socialist Students sont plus sains politiquement que les deux groupes précédents et ont une base plus active sur les campus que leur intervention minimale dans les structures du NUS ne pourrait le suggérer. Ils se caractérisent cependant par le même sectarisme qui sévit



dans leur organisation mère, le Socialist Party.

Les meilleurs éléments de la gauche étudiante sont regroupés dans le réseau Education Not for Sale (ENS) qui rassemble des militants révolutionnaires de différentes tendances, des anarchistes partisans de la lutte des classes et des altermondialistes. Deux représentants du réseau ENS font partie du National Executive Committee (Comité national exécutif) du syndicat NUS, son principal organe de direction qui compte en tout vingt-sept personnes.

Le réseau Education Not for Sale (L'Education n'est pas à vendre) défend :

- la lutte pour une éducation publique accessible à tous, gratuite, laïque, d'excellente qualité et financée par des impôts sur les riches,

- un syndicat étudiant qui combatte sur des questions sociales comme l'augmentation des droits d'inscription, un revenu pour tous les étudiants, des logements et le respect de nos droits au travail ; et pour que les syndicats locaux et la gauche militante entreprennent dès aujourd'hui ce combat si le NUS ne le veut pas.

- Une campagne unitaire avec le mouvement syndical pour défendre l'Education nationale et les services publics ; une solidarité permanente avec les luttes ouvrières en Grande-Bretagne et dans le reste du monde.

- Un soutien positif à la démocratie, c'est-à-dire en faveur d'un authentique pouvoir du peuple et un contrôle par en bas, et pour des droits de l'homme universels – pas pour le relativisme culturel ; une solidarité réelle envers les luttes pour la libération des femmes, des homosexuels, des lesbiennes et des trans-genre, et contre le racisme.

- Une participation massive au NUS et aux campagnes du syndicat étudiant – un syndicat démocratique et politique national qui soit tourné vers les mouvements antiguerre, écologistes, pour la justice internationale, contre le capitalisme et

contre les conditions de travail dans les ateliers clandestins

- L'unité de la gauche. Les militants et les organisations de la gauche étudiante doivent s'unir – veiller à conserver une unité d'action maximale, tout en débattant librement et ouvertement de nos divergences et désaccords.

La situation du mouvement étudiant n'est pas aussi sombre que le panorama présenté ci-dessus pourrait le suggérer. Le développement du réseau Education Not for Sale comme une force indépendante, l'extension régulière des campagnes étudiantes sur des questions internationales, et surtout l'existence de campagnes, bien implantées sur les campus et impulsées par la base, sur des problèmes quotidiens touchant la classe ouvrière, montrent que la possibilité existe à la fois pour que le militantisme étudiant radical se développe et pour que l'énergie de ces militants s'investisse dans les structures du mouvement étudiant (au niveau de chaque campus comme à l'échelle nationale, à travers le NUS) et mène une lutte sérieuse contre la droite bureaucratique du syndicat.

Il est essentiel pour nous de connaître les leçons que vous tirez du récent mouvement en France si nous voulons réussir à forger un mouvement étudiant en Grande-Bretagne qui soit démocratique, combatif et orienté vers la lutte des classes. C'est pourquoi nous sommes heureux de vous présenter ce document dans un esprit internationaliste et pour manifester notre solidarité.

Nous vous envoyons nos salutations fraternelles et nos meilleurs vœux de succès pour votre congrès.

**Daniel Randall**

Membre du Comité national exécutif (pour l'année scolaire 2005-2006) du NUS et du Réseau Education Not for sale

(Cette contribution a été écrite à titre personnel et son contenu politique n'engage pas les organisations ci-dessus mentionnées dont l'auteur est membre.)

# La marchandisation de l'École en Espagne

En Espagne aussi, formation professionnelle et qualifications à la botte des patrons  
vendredi 25 octobre 2002

Le 14 décembre dernier, le Conseil des Ministres espagnol a approuvé le Projet de Loi organique de la Formation professionnelle et des qualifications, désormais soumis aux amendements au Congrès, dans un délai qui se termine le 15 février. Ce projet fut précédé de divers brouillons, durant près d'un an, jusqu'à ce que, plus ou moins clairement, son contenu soit accepté par les « agents sociaux », c'est-à-dire les patrons et les syndicats. Des militants de la Confédération des Syndicats des travailleurs de l'Enseignement (« Stes ») analysent ce projet de loi pour nous. Ils portent un regard critique sur cette énième version du processus trans-européen de marchandisation de l'école, mais aussi sur le manque dramatique de vigilance de la part de certaines organisations syndicales.

Près de la moitié du texte est consacré à l'exposé des motifs et un paragraphe explique la finalité de la Loi, ses objectifs et les principes d'un « Système National de Formation Professionnelle et de Qualifications ».

Une nouvelle loi

Le Chapitre I est consacré aux qualifications professionnelles, créant un Catalogue National des Qualifications Professionnelles, créé grâce aux qualifications identifiées dans le système productif, organisé en Modules de formation, lui-même articulé dans un Catalogue modulaire, constamment actualisé. L'article 6 établit que la pratique en entreprise n'aura pas un caractère contractuel (« laboral »). L'article 8 envisage l'existence, d'une part, de Titres de formation professionnelle et, d'autre part, de Certificats professionnels, décernés par les administrations compétentes, en même temps que peuvent être évaluées et créditées les compétences professionnelles acquises par l'expérience de travail ou de voies de formation

non formelles. Dans le chapitre II on définit la Formation professionnelle comme un ensemble d'actions formatives qui rendent aptes à l'exercice qualifié des diverses professions et qui comprend « les enseignements propres à la formation professionnelle ou à la réinsertion au travail, ainsi que ceux destinés à la formation continue dans les entreprises. ». A cet effet, l'Administration déterminera les titres et certificats professionnels qui constitueront les offres de formation professionnelle, en référence au Catalogue National de qualifications professionnelles. Ces offres seront attribuées dans des Centres de Formation Professionnelle dont les prérequis seront établis préalablement à la consultation de Conseil Général de la Formation Professionnelle. La formation qui reçoit un financement public pourra être offerte aux centres ou directement aux entreprises (art.11.3). A cet effet, l'Administration pourra créer ou agréer les Centres intégrés de F.P. Dans les Centres intégrés de qualification publics, la direction sera nommée suivant une procédure de libre désignation, parmi les professeurs de la fonction publique après consultation des organes collégiaux du centre dont « le Gouvernement adaptera à ses caractéristiques spécifiques » la composition et les fonctions. Il existera un réseau national de centres de référence, spécialisés dans les différents secteurs productifs qui développent l'innovation et l'expérimentation. L'article 13 présente la possibilité d'offres de formation à charge des fonds publics non répertoriés dans le Catalogue National de Qualifications professionnelles, pouvant permettre la reconnaissance des compétences professionnelles acquises, une fois incorporées au dit Catalogue. Le chapitre III, aussi bref qu'ambigu, établit que l'Administration générale de l'Etat aura une fonction de coordination de l'information et de

L'orientation professionnelle correspondant aux diverses administrations et aux « agents sociaux ». On peut dire la même chose du chapitre IV, consacré à la qualité et à l'évaluation du Système National de F.P. et de qualification, puisqu'il se limite à exposer qu'il confie au gouvernement l'établissement et la coordination des processus d'évaluation du Système, après consultation du Conseil Général de la F.P. Dans les dispositions additionnelles on établit que les fonctionnaires des Corps de l'enseignement secondaire (E.S.) et technique de F.P. pourront exercer leurs fonctions, non seulement dans la formation professionnelle spécifique, mais aussi dans les autres domaines de la formation professionnelle réglés par la Loi. Egalement, toute la formation professionnelle pourra être assurée par des professionnels qualifiés, dans les conditions et dans le régime que déterminent les administrations compétentes. Enfin, la disposition additionnelle n° 3 déclare domaines prioritaires les offres de formation relatives aux technologies de l'information et de la communication, aux langues des pays de l'UE, au travail en équipe et à la prévention des accidents de travail.

#### Analyses critiques

A la Confédération des Syndicats des travailleurs de l'Enseignement (« Stes ») nous disposons au moins de deux textes d'analyse critique de ce Projet. Un, publié dans *El Clarion* d'avril 2001, par Démétrio Pérez, qui rendait compte des contenus du projet quoiqu'en phase d'élaboration, en application des politiques de l'U.E. en matière de dérégulation et de privatisation de l'actuelle F.P. L'autre, faite par les camarades José Luis Lopez et Augusto Serrano, comme proposition au Plenum du Conseil Scolaire de l'Etat, dans lequel, en plus du rappel des éléments ultérieurs, dérégulation et privatisation, on signale les insuffisances du projet, parfois criantes, en ce qui concerne le financement, l'évaluation, la définition des compétences des corps académiques, etc. On signale aussi les incertitudes qui s'annoncent pour le corps professoral de la fonction publique avec une claire dérégulation de ses fonctions et l'introduction de formateurs éloignés de la fonction enseignante du système public. On critique aussi la possibilité de reconnaître des titres et des certifications d'entités privées, la

diversification des Centres qui entraîne une discrimination d'accès à une formation de qualité égale et la « participation » au marché du travail et aux modifications dans le modèle de direction des centres, dont les directeurs seraient désignés par l'Administration. Toutes ces critiques sont pertinentes et devraient constituer les axes de la campagne contre la Loi, joints au caractère non contractuel (« laboral ») de la pratique des entreprises et des abus qui s'y commettent, en plus du rôle des Commissions Ouvrières et de l'UGT dans cette affaire. Il faut également souligner les caractéristiques applicables à tous les niveaux d'enseignement, comme l'a déjà démontré la LOU. Mais sans doute, il faudrait aller plus loin dans l'analyse si nous voulons combattre une Loi qui reçoit un appui politique et syndical entier et se réfère à un domaine « éducatif » (! ! ?) dans lequel il semble que l'action concertée des entreprises, des syndicats et de l'administration de l'Education est pleinement justifiée : formation professionnelle, donc formation pour l'emploi, qui doit être orientée et, pourquoi pas, dirigée par ceux qui ont la capacité d'employer. Le Projet de Loi se base entièrement sur ce sens commun, à tel point que son absence quasi totale de dispositions concrètes, l'abandon total de son développement ultérieur aux « agents sociaux » en connivence avec les diverses administrations, reflètent cette certitude que la meilleure Loi de F.P. est celle qui n'existe pas, celle qui n'organise pas, celle qui se borne à mettre à la disposition des entrepreneurs et des syndicats les ressources publiques pour que ceux-ci, tels que nous les connaissons, déterminent dans les différents Conseils de la F.P. quel types de centres ils veulent, quel type d'offre de formation est nécessaire ou quel type d'évaluation, certification et titularisation ils veulent mettre en œuvre. Le texte du projet est une déclaration d'intentions, une philosophie de la F.P., qui peut être démontée de manière critique pour pouvoir être combattue.

Constitution espagnole violée Dans l'exposé des motifs, le texte débute par une citation de la Constitution espagnole qui, dans son article 40, établit que les pouvoirs publics assurent la formation et la réadaptation professionnelle, y ajoutant que tout deux sont essentiels pour la réalisation du droit au travail. Il y a là une manipulation significative de cet article constitutionnel cité partiellement. En effet, la

Constitution garantit d'autres dispositions en matière de travail, comme la sécurité et l'hygiène, le repos par la limitation de la journée de travail et les congés payés. Il y a une contradiction manifeste entre cet article constitutionnel et les autres consacrés aux droits sociaux, issus de la philosophie de l'Etat social, et la cynique liaison du droit au travail avec les conditions de la formation. Une fois payé le tribut à la Constitution, quoique avec de la fausse monnaie, le législateur se sent les coudées franches pour faire apparaître l'authentique constitution matérielle qui, chaque fois plus, affleure dans la législation de l'Etat espagnol, issue des organes de pouvoir de l'U.E. et de ses décisions ; « Dans la situation actuelle de globalisation des marchés et d'avancée continue de la société de l'information, les stratégies coordonnées pour l'emploi que postule l'U.E. s'orientent avec une insistance particulière vers l'obtention d'une population qualifiée active et apte à la mobilité et à la libre circulation, éléments qui sont soulignés expressément dans le Traité de l'Union européenne. »...est nécessaire la rénovation permanente...des normes de la formation professionnelle, de manière que soit garantie la nécessaire adéquation entre les qualifications professionnelles et le marché du travail »... en fonction des nécessités du marché du travail...se développeront les offres publiques de formation professionnelle »... La formation professionnelle sera orientée tant vers le développement personnel...qu'à la satisfaction des exigences du système productif et de l'emploi tout au long de la vie. » On pourrait multiplier les citations, quoique le texte soit, sous cet aspect, d'une insupportable redondance.

Ecole prostituée

L'argument de l'inadéquation du système éducatif, particulièrement de la formation professionnelle, avec le système productif et la nécessité de dépasser ce déphasage mettant l'« entreprise » à la direction, a été matraquée depuis 1989 par les groupes de pression, comme l'ERT, par les dossiers des responsables de l'éducation de l'UE, etc., jusqu'à sa cristallisation au sommet de Lisbonne en mars 2000, où les ministres de l'Education donnèrent le feu vert au projet e-learning, qui tentera de mettre en œuvre une nouvelle culture éducative, centrée sur la notion « d'apprentissage durant toute la vie »,

la diffusion des valeurs de l'entreprise, la dérégulation et la privatisation des systèmes éducatifs et leur complète subordination à l'objectif d'accroître la compétitivité de l'économie européenne face aux Etats-Unis et aux grands producteurs asiatiques. Ce qui était un projet en mars 2000 commence à se matérialiser dans l'activité des différents gouvernements : Ecole et Université doivent s'adapter rapidement et « spontanément aux demandes des employeurs, et pour cela, précisément, accroître l'«autonomie» des centres et les faire rivaliser entre eux. La Commissaire européenne V.Reding, présentant le projet, résumait la question : « Les économies évoluent rapidement et, pour maintenir la compétitivité, l'Europe doit assurer que ses ressources humaines soient préparées au changement ». Avec l'accent mis sur la flexibilité et la soumission à l'entreprise, le projet fait une apologie enflammée des TIC, technologies de l'information et de la communication, comme instruments décisifs de l'adaptabilité aux changements qui doivent être introduits dans les écoles au pas de charge. Le législateur espagnol se soumet à cet ordre, établissant que ce seront « les zones prioritaires dans les offres de formation ». Tout cela était prévisible et connu, mais la question est : « qu'y a-t-il de mal à cela, au-delà des intérêts corporatistes de tel ou tel secteur de l'Education ? » Ce qu'il y a de mal, à mon avis, dans ce processus, c'est qu'il produit une véritable mutation dans la nature et les finalités de l'Education, et de la formation professionnelle, au lieu de former des citoyens nantis de valeurs, de savoirs et de capacités, pour la soumettre complètement à la production de « ressources humaines » pour le système productif. La théorie des « ressources humaines » procède de la théorie du « capital humain » qui constitue l'orthodoxie des décideurs européens des politiques de main-d'œuvre et d'éducation. En substance, cela implique la réduction du travail à une « ressource » organisée, déclassée, recyclée et, s'il échet, abandonnée en fonction de son utilité pour l'entreprise. Comme n'importe quelle autre ressource, il s'agit d'une marchandise qui doit être disponible partout. On ne reconnaît pas de droits civiques, qu'ils soient politiques, sociaux ou culturels, les seules limites à son exploitation sont de nature financière : les coûts. Le droit à l'existence et à

un revenu dépend de la performance, de la rentabilité. Il faut démontrer qu'on est « employable ». Le droit au travail est remplacé par une nouvelle obligation : démontrer son « employabilité ». L'Éducation, et particulièrement la formation professionnelle, doivent générer cette ressource, dans les mêmes conditions qu'une quelconque marchandise : régime de libre entreprise et coût minimum. Et cela durant toute la vie, au moyen de la formation continue, qui doit maintenir utilisables et rentables les ressources d'un pays en compétition permanente avec les autres, dans lequel le travail a cessé d'être un sujet social. Mais, au-delà de cette philosophie apocalyptique qui inspire une pratique sociale dévastatrice, reste le problème qu'il s'agit, de plus, d'une utopie inutile, impossible à concrétiser : il n'y a pas une croissance de l'emploi liée aux nouvelles technologies de pointe. Au contraire, l'emploi peu qualifié augmente, comme si, pour chaque informaticien, chaque ingénieur, il fallait deux ou trois gardes de sécurité, nettoyeurs, etc. Il n'y a pas de corrélation entre l'augmentation générale de la formation et le volume global de l'emploi. Cette corrélation existe seulement entre l'instruction et la position individuelle sur le marché du travail. La pression patronale sur l'emploi recouvre aussi d'autres raisons ; dans les secteurs où les « employeurs » se plaignent de la pénurie de main-d'œuvre, c'est-à-dire là où le taux de chômage est descendu en dessous de 5 % , se produit une augmentation des revendications salariales et sociales, en général. L'idée de pouvoir compter sur une réserve de main-d'œuvre, formée à son propre compte ou avec l'argent public, hors du temps de travail, qui de plus fait pression à la baisse sur les salaires, ne peut qu'être irrésistible pour le patronat. De plus, les bénéfices de productivité, résultant d'une formation plus « adaptée », conduiront, comme toute augmentation de productivité, à une destruction de l'emploi. Dans les conditions actuelles de fonctionnement de nos économies, l'adéquation école-entreprise n'est pas un facteur de progrès social mais bien d'appauvrissement et de chômage.

#### Dérégulation totale

Devant l'impossibilité de planifier l'adéquation école-entreprise en raison même de la nature des changements économiques, imprévisibles et impossibles à planifier, on a

opté pour la dérégulation totale : l'instabilité et la flexibilité constituent le mécanisme de l'adéquation. Cela a des conséquences sur la nature même de la formation : nous assistons, dans le projet de Loi également, à la substitution du concept de qualification, comme un ensemble de savoirs qui réunissent les connaissances et les compétences, reconnu, certifié et garanti socialement, par celui de la compétence, réduite à un catalogue flexible et modulable de capacités et attitudes. Les connaissances passent au second plan, puisqu'elles se trouvent rapidement obsolètes et que leur rendement est faible en regard de l'adaptabilité et de la compétitivité ; la compréhension du concept abstrait de champ magnétique n'a pas d'importance si on peut interpréter les indications de voltage et d'ampérage pour se familiariser rapidement avec une nouvelle machine... Mais toutes ces compétences qui s'acquièrent déjà dans un centre public, dans un cours de formation privé ou dans une entreprise, doivent être certifiées. C'est un incitant indispensable pour l'étudiant ou le travailleur en formation continue. Sous cet aspect, le projet est une avancée dans la dérégulation des certifications qui peuvent être obtenues dans n'importe quel système de formation, y compris l'expérience professionnelle, lequel aura une structure modulaire semblable à celle des crédits universitaires. Sous une apparence de modernisation, se développe une offensive en règle contre les garanties sociales assurées dans les procédures de contrat par les diplômes et les qualifications : se présente la possibilité de certifier des compétences partielles pour ceux qui n'ont pas réussi tel cours de formation. Dans la pratique, cela signifiera qu'à quelqu'un qui n'aura pas obtenu un diplôme de soudeur on pourra certifier qu'il sait souder et qu'il pourra être engagé par quelqu'un qui lui abaissera le salaire, les conditions de travail et la protection sociale associée à un titre. La « modularisation » incitera les élèves à se concentrer dans les domaines et les cours pratiques, au détriment de la formation générale. Ce qui nous conduit à la question : quel type de travailleurs produira ce système ? Avec quelle culture commune ? Avec quelles armes pourra-t-il défendre ses droits et en conquérir de nouveaux ? A cet égard, l'article 3 du projet déclare, comme un des buts du système : « incorporer à l'offre de formation les

activités de formation qui rendent apte au développement d'activités d'entreprise pour son compte propre, à l'investissement dans des initiatives d'entrepreneur et dans l'esprit d'entreprise qui concerneront toutes les formes de constitution et d'organisation des entreprises, qu'elles soient individuelles ou collectives. » Il ne suffit pas d'être flexible et adapté au travail. Ni être disposé à supporter des rythmes de production effrénés, des horaires variables, le travail de week-end, se recycler à son compte en dehors de l'horaire de travail ou suspendre ses vacances. Pour supporter cela, il est nécessaire de s'imprégner de la « nouvelle culture d'entreprise », et l'on demande au système éducatif ce miracle. Les valeurs de l'entreprise constituent un curriculum obligé à peine voilé dans la formation. Mais s'il s'agit d'acquérir l'esprit d'entreprise, quoi de mieux que le centre soit lui-même une entreprise, partie d'un réseau de centres autonomes qui rivalisent entre eux. Quoi de mieux qu'un enseignant qui ne soit pas un fonctionnaire mais un travailleur lié au succès ou à l'échec de sa propre entreprise ?

#### Organisations syndicales complices

Pour se rendre compte de l'isolement qui sera le nôtre en nous opposant au Projet, il suffit de lire le texte de l'accord sur la modération salariale signé par les Commissions ouvrières et l'UGT, un jour avant l'approbation par le gouvernement de ce Projet de Loi, le 13 décembre passé. Dans le chapitre II, par. 1, intitulé « Considérations sur la compétitivité et l'emploi en 2002 », il y a une analyse sur les difficultés des économies mondiales, européenne et espagnole « après le 11 septembre », insistant sur la nécessité de maintenir la productivité pour éviter des pertes de compétitivité grâce à la modération salariale et aussi grâce à la qualification des travailleurs : « la stratégie européenne pour l'emploi est basée sur l'apprentissage permanent tout au long de la vie... la formation permanente est un instrument utile car il favorise la capacité d'adaptation des travailleurs et des entreprises...La qualification professionnelle des travailleurs assure son employabilité... C'est essentiel pour se maintenir dans un marché dans lequel la possibilité de choisir est chaque fois meilleure...pour cela il faut développer... la participation des organisations syndicales dans l'organisation d'un Système national de qualification, actualisé en

permanence ». On ne peut déterminer qui a écrit quoi. Finalement, les valets se sont transformés en patrons. Et en législateurs.

Gijon, 17 février 2002

Traduction..... (retrouver sur le site)

# Ni patrie ni frontières

Revue de traductions et de débats

**«Le communiste moyen, qu'il soit fidèle à Trotsky ou à Staline, connaît aussi peu la littérature anarchiste et ses auteurs que, disons, un catholique connaît Voltaire ou Thomas Paine. L'idée même que l'on doit s'enquérir de la position de ses adversaires politiques avant de les descendre en flammes est considérée comme une hérésie par la hiérarchie communiste.»**

EMMA

GOLDMAN

Au moment où l'Europe tente de réaliser son unification politique, les divisions linguistiques, politiques et culturelles sont encore suffisamment fortes pour entretenir l'isolement entre les militants de différents pays. Certes le capitalisme repose aujourd'hui sur des multinationales, les États possèdent de multiples structures de dialogue et de confrontation, les possédants et les technocrates utilisent la visioconférence, mais le mouvement ouvrier semble encore très en retard par rapport à ses adversaires.

À l'heure où la prétendue lutte contre la mondialisation a le vent en poupe, force est de constater que l'isolement national se perpétue dans les luttes de classe. Malgré Internet, les voyages militants à Seattle, Gênes, Göteborg, Barcelone ou Porto Alegre, et la multiplication des chaînes de télévision, le flux d'informations qui circulent n'a, en fait, que peu d'incidences sur la vie quotidienne, les pratiques des groupes existants et les luttes des travailleurs dans chaque pays. C'est un tel constat pessimiste qui nous incite à vouloir créer cette revue. Mais c'est aussi la conviction qu'une autre attitude est possible face au riche patrimoine politique et théorique qui existe à l'échelle internationale.

Pour débloquer la situation, toute une série de conditions seraient nécessaires, conditions qui ne sont pas liées à la simple volonté de ceux qui rejettent absolument cette société et toute solution de rafistolage. Mais nous pourrions au moins commencer par discuter et réfléchir ensemble autrement.

Dans les milieux d'extrême gauche, en effet, on débat rarement dans le but d'avancer, d'apprendre des autres «camarades», qu'ils militent en France ou dans d'autres pays. Il s'agit surtout de «(con)vaincre» son interlocuteur, de le coincer, de le dominer. Il n'est pas vraiment utile de connaître les positions de son vis-à-vis, toujours perçu comme un «adversaire». Un petit vernis politicien et un bon bagout suffisent largement à la tâche.

Non seulement on est fier de son ignorance, mais on la théorise : les autres groupes ne diraient rien d'essentiel, ils feraient tous le jeu du réformisme ou de la bourgeoisie ; ce seraient d'obscurs intellectuels souvent carriéristes, toujours confus ; la situation dans telle ou telle région du globe serait trop différente ; les autres organisations seraient «activistes», «ouvriéristes», «syndicalistes», etc. Le stock d'anathèmes et de faux-fuyants est inépuisable. Pourtant la réflexion politique et théorique n'avance pas du même pas, suivant les États et les continents, et — ne serait-ce qu'à ce niveau — les échanges devraient être fructueux.

Malheureusement, chaque groupe se contente d'un petit «capital» de références qui, avec les ans, non seulement ne s'accroît pas mais s'amenuise régulièrement. Plus grave encore : l'indifférence à la réflexion ne se limite pas aux questions dites «théoriques».

Elle concerne aussi la réalité des luttes ouvrières, des pratiques syndicales ou extra-syndicales dans d'autres pays. Lorsque des centaines de milliers d'ouvriers portugais ont occupé leurs usines en 1974-1975, qu'ils ont essayé de les gérer eux-mêmes, il ne se s'est trouvé que fort peu de militants pour se mettre à leur écoute et les soutenir efficacement. Certains ont fait le voyage jusqu'au Portugal ou se sont précipités sur les différents journaux militants pour avoir des «nouvelles». Mais toute leur attention était centrée sur le groupuscule ou le parti qui allait grossir le plus vite, voire qui allait prendre le pouvoir. Résultat, les travailleurs portugais ont dû se dépatouiller tout seuls avec leurs problèmes. On pourrait établir la même constatation à propos de l'Iran au moment de la prise de pouvoir par Khomeyni (où l'agitation ouvrière ne

fut presque jamais évoquée), de Solidarnosc, des grèves ouvrières dans la Russie de Poutine, sans parler de l'Argentine ou du Venezuela actuels.

Dans tous les cas, on a l'impression que seuls comptent les discours des possédants et les récits dithyrambiques des «victoires» minuscules des groupuscules ou des partis politiques. Les luttes des travailleurs, les formes originales d'organisation qu'ils créent, tout cela passe à la trappe – à l'exception de quelques revues confidentielles qui s'en font l'écho. Et l'incompréhension est encore aggravée par le fait que, les rares fois où on les interroge, les militants ont souvent du mal à synthétiser leur expérience et qu'ils adoptent, sans le vouloir, un langage de politicien ou de commentateur, qui affadit la valeur de leur témoignage.

À notre échelle, nous ne sommes évidemment pas en mesure de renverser une telle situation. Mais nous pouvons poser quelques infimes jalons, notamment en traduisant des textes théoriques et politiques classiques qui ont formé des générations de militants dans d'autres pays et ne sont jamais parvenus jusqu'à nous, ainsi que des textes plus récents, liés à l'actualité.

Quels seront nos critères de choix ? Tout d'abord la lisibilité. Ce qui exclut les commentaires verbeux, les sempiternelles et vaines exégèses de textes sacralisés. Nous ne sommes pas opposés aux polémiques, mais à condition qu'il ne s'agisse pas de diatribes sectaires et stériles. L'objectif n'est pas de rassurer, de ronronner, mais d'apprendre quelque chose. Nous puiserons dans les traditions marxistes, libertaires, ou autres, sans exclusive. À condition que leurs auteurs soient mus par une saine révolte contre toutes les formes d'oppression et d'exploitation.

Nous souhaitons éveiller la curiosité, le sens critique. Nous voulons sortir des carcans mentaux et idéologiques imposés par de longues années d'isolement. Rien ne nous est plus étranger que le patriotisme, y compris sa variante étriquée : le patriotisme d'organisation. Le célèbre : RIGHT OR WRONG, MY PARTY («Qu'il ait tort ou raison, c'est mon parti et je défends sa ligne et ses frontières») a montré ses aspects catastrophiques pour tous les aspects du mouvement d'émancipation.

Cette revue essaiera, en tâtonnant, de provoquer la réflexion et l'échange, en ces temps d'apathie et de désintérêt pour les idées, et de peur de la discussion. Elle présentera des positions différentes voire contradictoires, avec la conviction que de ces textes, anciens ou récents, peut naître un dialogue fécond entre les hommes et les femmes qui prétendent changer le monde. Enfin, cette revue se prononcera aussi sur la situation française puisqu'il paraît dans ce pays. Notre contribution à la clarification politique consistera à rappeler quelques principes et à mettre en évidence les conceptions, à notre avis erronées, qui sous-tendent les schémas d'interprétation les plus courants.



# Publications 2002-2005

N° 1 – Septembre 2003 – SUR L'URSS – Elections 2003 – Nouveau parti « anticapitaliste » - Lutte ouvrière et les médias

**E. Goldman** : *La vérité sur les bolcheviks* (1918) - *La révolution sociale est porteuse d'un changement radical de valeurs* (1923) - *Le communisme n'existe pas en URSS* (1935) - *Trotsky proteste beaucoup trop* (1938) - **L. Trotsky** : *Beaucoup de bruit à propos de Cronstadt* (1938) - *Réponse à des questions de morale et d'histoire* (1937) - **C Harman** : *Russie. Comment la révolution a été vaincue* (1967) - **M. Martin** : *Les bolcheviks contre la classe ouvrière* (1991) - **L. Goldner** : *Amedeo Bordiga et notre temps* (1991)

**ACTUALITE** : *Le mouvement des chômeurs en France - Limites de l'antisionisme* (1) - *Les médias « de gauche » et Lutte ouvrière - Comment LO se piège elle-même - A ceux qui désirent former un « nouveau parti anticapitaliste » - Voter les yeux fermés : une curieuse conception de la démocratie.*

## N° 2 – Décembre 2002 – FAMILLE, MARIAGE ET MORALE SEXUELLE

C. Crass : Biographie de Voltairine de Cleyre. – Traditions américaines et défi anarchiste. – V. de Cleyre : De l'action directe (1912). «Le mariage est une mauvaise action» (1907). L. German : La famille aujourd'hui (1989) W. McElroy : La nouvelle mythologie du viol et son utilisation politique. A. Peregalli : Femme, famille, morale sexuelle. PCI (1945-1970).

**ACTUALITE**. C. Crass : Discussion avec des militants anti-guerre aux États-Unis. – M. Teixeira da Paula : Mouvement des sans-terre au Brésil (2000) - Nicolas (Cercle social) : Paradis fiscaux, néoréformisme et rôle de l'État (2000.). - Idéologie et fonctionnement d'ATTAC (2001). – G. Fargette : Principes du verbalisme radical (1989). – Y. C. : Limites de l'antisionisme (2)

## N° 3 – Mars 2003 – Que faire contre les guerres ?

**GUERRE, PATRIOTISME ET PACIFISME**- E. Goldman : Le patriotisme, une menace contre la liberté (1911) (inédit) . P. Kropotkine : La guerre (1912). Extraits de *La science moderne et l'anarchie*. E. Goldman : L'alerte préventive conduit tout droit au massacre universel (1915) (inédit). E. Malatesta : Réponse au Manifeste des 16 (1916) L. Trotsky : Le pacifisme, supplétif de l'impérialisme (1917) L. Prouvost : Révolutionnaires et quakers devant la guerre (1924) L. Trotsky : La guerre et la Quatrième Internationale (1934) (extraits) B. De Light : Le problème de la guerre civile (1937) L. Trotsky : Après Munich une leçon toute fraîche. Sur le caractère de la guerre prochaine (1938) (extraits). Réponse à des questions concernant les États-Unis (1940) (extraits) –Manifeste de la Quatrième Internationale sur la guerre impérialiste et la révolution socialiste mondiale (1940) (extraits)

### DEUXIEME PARTIE : GUERRES DU GOLFE, IMPERIALISME ET PACIFISME

R. Evans : Irak, trajectoire d'un État – FIDH : extraits de deux rapports. «Irak : une répression intolérable, oubliée et impunie» (2001) (88) et «Irak : une épuration ethnique continue et silencieuse»(2002) F. Sacher : Contre la guerre (2003) Article paru dans A contre courant N° 3, février 2003 FA : Irak, pétrole et géopolitique (2002) No pasaran : Guerre à la guerre (2001)

**Tracts contre la guerre** : Mouvement communiste, Oiseau-Tempête, BIPR, CNT-FA-No pasaran, Scalp-Reflex

### Débats : alliances et divergences au sein du «mouvement antiguerre»

A. Sofri : A Bagdad, le liberté (février 2003) Y.C.: Un bain de haine chauvine (février 2003) G. Fargette : Faiblesse des forces «antiguerre». (2001) – Misère de l'antiguerre en Europe (2002) (123) – Débats stratégiques aux États-Unis (2002) – Faut-il confondre «choc» et «conflit» ? (2003) C. Foster : Treize questions sur le terrorisme, l'intégrisme et l'anti-impérialisme (octobre 2001). Y. C. : A propos des

discours automatiques contre la guerre et l'impérialisme. Certitudes et questions (février 2003) E. Halberkern : Les causes profondes de l' «affaire Lerner» (mars 2003) E. Krebbers et J. Tas : Amsterdam, avril 2002. La plus grande manifestation antisémite depuis 1945 ; Comment éviter quelques pièges antisémites. Chedid Khairy : Un titre et une illustration problématiques (février 2003) - Sacha Ismail : Qu'est-ce que la Muslim Association of Britain ? . Temps critiques : La guerre n'est plus le moteur de l'histoire (mars 2003). Solidarity : Soutenons les peuples d'Irak (février 2003) C. Bradley : Les travailleurs irakiens peuvent-ils changer le régime ? – Comment Saddam est parvenu au pouvoir (février 2003) Answer : Liste partielle des interventions de l'armée américaine à l'intérieur comme à l'extérieur des États-Unis de 1890 à 1999

#### N° 4/5- Août 2003 ETATS, NATIONS ET GUERRE – GREVES DE MAI-JUIN

S. Parane : Hors-jeu international et jeu internationaliste. – J. Bernardo : Etat Restreint, Etat Élargi et corporatisme (1)– C. Bradley : – Hypothèses sur l'évolution de la situation en Irak. – C. Foster : Guerre contre l'Irak et conflit dollar-euro. – Temps critiques : L'unité guerre-paix dans le processus de totalisation du capital. – P. Bourrinet : La question nationale yougoslave. – L. Goldner : Multiculturalisme ou culture mondiale ?

**Victor Serge** : La pensée anarchiste

**ITINERAIRES MILITANTS (1) Des JSU à Air France** (première partie)

**LIMITES DE L'ANTISIONISME (3)** Misère de l'antisionisme. – A propos du livre de Finkelstein et de la crapuleuse expression de «Shoah Business» – Lettre ouverte à la CNT-Vignoles (29 mars 2003! Et réponse de ladite CNT – M/. Abramowicz : La guerre des mots, le retour des nazis ? –Y. C. : Que se cache-t-il derrière le slogan de la «destruction» d'Israël –FA: (Lyon) : Palestine : pour un fédéralisme internationaliste.

**DEBATS : G. Fargette** : Quelques précisions à propos de Huntington

**GREVES DE MAI-JUIN-2003 Y. C.** : Quelques remarques sur les grèves d'avril-mai-juin 2003. – Des questions «oubliées» pendant le mouvement. – Quelques pistes. – Sur la «pédagogie» de la droite – A propos de la grève générale et des syndicats : quelques citations révélatrices – Grève générale et «trahisons». Vrais débats, illusions et fausses polémiques – Textes de Convergences révolutionnaires, Pour Lire Pas Lu, Temps critique, Débat militant, Cercle de discussion de Paris, CNT-AIT, Collectif socialiste révolutionnaire, Lutte ouvrière.

**Mouvement communiste** : Réduction du temps de travail = augmentation de l'exploitation.

#### N° 6-7 Janvier 2004 LES SYNDICATS CONTRE LES LUTTES ? – ATHEISME ET RELIGION – ACTIONS ANTI-PS

**CNT-AIT** : Comment lutter – **Collectif La Sociale** : Retour sur le mouvement – **Mouvement communiste** : Sur les retraites et les grèves de mai-juin – Syndicats et politique – **CNT-AIT** : Les délégués du personnel – **CNT-AIT** : Les prud'hommes – **G. Soriano** : Fnac, Virgin, Eurodisney, Comité de solidarité –: Jalons pour un premier bilan de la grève –**N. Thé** : McDo Éléments d'un bilan

**MILITANT A AIR FRANCE (1973-1996) - Michel Tardieu** : Interview (2)

**QUESTIONS D'ACTUALITE – D. Crouch** : Les bolcheviks et la Charia — **C. Béridel** : Etat des lieux à la Poste: **Y. C.** : Ramadanophobie ou athéisme ? **R. Hassan** : Islamophobie et alliances électorales en Grande-Bretagne - **Oiseau-Tempête** : Une altermondialisation égalitaire ? **Y. C.** : Lo se soucie-t-elle vraiment des droits des femmes ? - : Le foulard ou le string ? - : Athéisme et religions **C. Foster** : Soutenons les travailleurs d'Irak - **Faryal Velmi** : « Quand l'injustice acquiert force de loi, la révolte est un devoir. »

**SUR LES ACTIONS ANTI-PS**

**Y. C.** : Aujourd'hui ils cognent le PS, demain à qui le tour - Faut-il purger le mouvement altermondialiste de ses réformards ? - (**Vignoles**) : La CNT contrainte à une manifestation tendue au FSE – **C. Guillon** : Comment (se) manifester ?

## N° 8-9 ANARCHISTES ET MARXISTES, FACE A LA QUESTION JUIVE, AU SIONISME ET A ISRAEL

### ISRAËL ET LA PALESTINE AUJOURD'HUI

**Y.C.** : Onze points de démarcation sur la prétendue « question juive », le sionisme et l'État d'Israël - **Gush Shalom** : 80 thèses pour une paix israélo-palestinienne (2001) - **Mouvement communiste** : Deux États contre le prolétariat (2003) - Dernières nouvelles de Palestine (février 2003) - **Guy Izhak Austrian et Ella Goldman** : Quelques suggestions pour renforcer le mouvement de solidarité avec la Palestine - **Rudolf Bkouche** : Quelques commentaires

### LES MARXISTES FACE A LA « QUESTION JUIVE » ET AU SIONISME

**S. Michael-Matsas** : Sur le marxisme et la question juive (1998) - **A. Clemesha** : Trotsky et la question juive - **S. Matgamma** : De Trotsky au trotskysme des imbéciles (2002) - **Alliance for Workers Liberty** : Comment unifier les prolétaires juifs et arabes - **G. Mammone** : Le conflit arabo-juif en Palestine (*Bilan*, 1936) - **Communistes révolutionnaires** : Lettre aux ouvriers juifs (1943) suivi d'un Commentaire - **Fraction française de la gauche communiste** : Buchenwald, Maïdanek, démagogie macabre (1945) suivi d'un Commentaire - **E. Mandel** : Projet de thèses sur la question juive après la Seconde guerre impérialiste (1947) - *Il programma comunista* : Le retour de la question juive ? (1960) - **M. Machover et A. Orr** : Israël/Palestine : La classe ouvrière israélienne peut-elle aider les Palestiniens ? La nature de classe d'Israël (1969)

### LES ANARCHISTES FACE A L'ANTISEMITISME ET AU SIONISME

**F. Gomez** : *L'anarchiste et le juif*, histoire d'une rencontre (2003) - **M. Graur** : Anarchisme et sionisme. Le débat sur le nationalisme juif (2003) - **N. Makhno** : Aux juifs de tous pays La makhnovstshina et l'antisémitisme - **S. Boulouque** : Les anarchistes, le sionisme et la naissance de l'État d'Israël (1999) - Anarchisme et judaïsme dans le mouvement libertaire. Réflexions sur quelques itinéraires (2003) - **R. de Jong** : Le débat anarchiste sur l'antisémitisme - **R. de Jong** : Quelques remarques générales sur l'anarchisme, «les Juifs», le sionisme et l'antisémitisme avec quelques informations concrètes sur les Pays-Bas - **R. Creagh** : L'Horreur ethnocratique. Trois questions sur le Moyen-Orient (2003)

### ANTISEMITISME, JUDEOPHOBIE, NEGATIONNISME, ANTISIONISME : CONVERGENCES POSSIBLES ET DIFFERENCES FONDAMENTALES

**Dario Renzi** : Anti-étatisme versus antisémitisme (2003) - **Temps critiques** : Capitalisme et antisémitisme (1990) - **J. Valjak et M. Argery** : Dossier négationnisme - **Y.C.** : Une question à creuser ? (p. 229) - A propos de Finkelstein et de « Shoah Business » - Un professeur bien mal inspiré - Bourseiller : Le Baiser du serpent - **S. Grigat** : L'antisémitisme, l'antisionisme et la gauche (Traduction: Céline Jouin) (2002) - **Rudolf Bkouche** : Antisionisme, antisémitisme et judéophobie - Judéophobie et judéophilie - Deux courriels d'internautes **Uri Avnery** : Antisémitisme. Un manuel pratique (2004) - **Y.C.** : Limites de l'antisionisme - Billet d'humeur : Les comiques « antiracistes » surmédiatisés renforcent les préjugés qu'ils prétendent combattre. (p. 260-261).

## N° 10 Religion et athéisme, citoyennisme et multiculturalisme

**IRAK** : Alliance for Workers Liberty **L'Irak et la politique internationale américaine (mai 2004)** - **Houzan Mahmood** : **Une liberté sans aucun contenu - Situation des femmes et tâches politiques actuelles - La situation politique en Irak un an après l'occupation**

**Organisation pour la liberté des femmes en Irak** : Pour une loi consacrant l'égalité des genres

### RELIGION ET LAÏCITE - MULTICULTURALISME, COMMUNAUTARISME ET CITOYENNISME

**Paul Lafargue** : La croyance en Dieu (1909) - **Gustave Brocher** : Athéisme (1931) extrait de *l'Encyclopédie anarchiste* - **Emile Armand** : Mon athéisme - **M.V. (Socialisme ou barbarie)** : La laïcité de l'école publique (1959) - **Nico** : De la destruction de l'Ecole (2002) - **Daniel Mothé (Socialisme ou**

*barbarie*) : Les ouvriers français et les Nord-Africains (extraits) (1957) - **Azam Kamguian** (PCOI) : Islamisme et multiculturalisme - L'Islam et la libération des femmes au Moyen-Orient - **Maryam Namazie** (PCOI) : L'« islamophobie » n'a rien à voir avec le racisme ! (2003) - **Y. C.** : Saïd Bouamama, un sociologue au service du hijab. De la construction d'un « paternalisme respectable » - **Réseau mondialiste révolutionnaire** : L'islam politique contre les femmes et la laïcité - **Y. C.** : Le hijab, la gauche et l'extrême gauche - Quelques statistiques sur l'islam et les autres religions - Un siècle et demi d'immigration - L'« ascenseur social est en panne » - Enseignement public et enseignement privé - Les racines historiques de la laïcité - Vieille laïcité et nouveau citoyennisme musulman - Le PCF et la laïcité - Citoyennisme ? attraction fatale ! - « Les musulmans et la gauche », Selma Yacoub : la reine du truisme - Théologie de la « libération »... ou théologie du vide ? - Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme - A propos de deux réunions de Ni putes ni soumises à Lyon et Fontenay-sous-Bois

**Christian Béridel** : Ni putes ni soumises à Fontenay-sous-Bois - **Jacques Guigou** : L'affrontement des références et la barbarisation des rapports sociaux - **Isabelle Campanella et Jacques Wajnsztein** - Prendre position contre une prise de pouvoir - Réaction d'un lecteur sur le réseau d'Infozone - **Isabelle Campanella et Jacques Wajnsztein** : Quelques éléments de réponse

Deux témoignages sur le sabotage d'une réunion-débat à l'Institut du Monde arabe - **Olivier Payen** : Les miasmes de Bakou - **Y. C.** : RER D, Marie L. et fantasmes ethno-religieux

#### PAYS-BAS - ETATS-UNIS

**Inge van de Velde** : Féminisme et multiculturalisme - E. Krebbers : Spécialistes, décideurs et écologistes s'entendent pour limiter les droits des migrants - **Eric Krebbers** : Pour une réponse révolutionnaire au contrôle de l'immigration - **Jan Tas** : Comment les ONG aident le gouvernement à expulser les réfugiés - **Ellen de Waard et Harry Westerink** : « Centres d'expulsion » et « centres de départ », où est la différence ? **De Fabel van de illegaal** : Pour la liberté totale des migrations ! Contre l'OIM

**Loren Goldner** : A propos de la grève des supermarchés à Los Angeles. Notes sur une nouvelle défaite des travailleurs américains

#### FRANCE

**Nicolas** : Mai-Juin-2003 à Tours - **Mimouna Hadjam** : L'islamisme contre les femmes, partout dans le monde

#### N° 11-12. Terrorismes et violences politiques

Anouchka : Questions et définitions du terrorisme - Friedrich Engels, Karl Marx, V.I. Lénine - Léon Trotsky : La faillite du terrorisme individuel (1909) - Léon Trotsky : Pourquoi les marxistes s'opposent au terrorisme individuel (1912) - **A. Berkman** : L'anarchisme est-il synonyme de violence ? (chapitre XIX de *L'ABC de l'anarchisme communiste*, 1929) - Six articles extraits de l'*Encyclopédie anarchiste* (1934) : **L. Barbedette** : Terrorisme - **P. Besnard** : L'action directe - **M. Pierrot** : L'illégalisme (Le vol) - **E. Armand** : L'illégalisme - **A. Lapeyre** : L'illégalisme **S. Mac Say** : L'illégalisme (son aspect, sa pratique et ses aboutissants) - **G. Yvetot** : Sabotage

**Combat communiste** (1977-1979) : Le vrai terrorisme c'est celui de l'Etat ! - L'extrême gauche et la Fraction Armée Rouge - A propos de l'enlèvement d'Aldo Moro - Terrorisme et communisme - Le terrorisme et les révolutionnaires - La logique d'une politique

Paolo Bertella Farnetti et Primo Moroni : **Collectif autonome de la Barona - Éléments pour une histoire impossible (1984)**

**Y.C.** : Comparer les effets incomparables des terrorismes « noir » et « rouge » occulte des questions importantes (2005)

**AWL** : Contre les terroristes ! Solidarité internationale de la classe ouvrière ! (2004)

**Gerry Byrne** : Madrid, 11 mars 2004 et « moralisme » : leur morale et la nôtre (2004)

**Jacques Wajnsztein** : Commentaire sur l'article de Gerry Byrne (2004) **Y.C.** : Attentats et « accidents de travail » : une théorie confuse et dangereuse (2004)

Lettre de **Nicole T.** (2004)... – Lettre de **Jacques Wajnsztein**. Annexe : Quelques remarques par rapport à notre discussion (2004).....102-105 – Lettre de **Michel** (2004)

**Mansoor Hekmat** : Mettre fin au terrorisme est notre tâche (2001 - **Avanti** et **Piers Mostyn** : A propos des tactiques de la Résistance irakienne – Guerres sales et solidarité critique (2005) - **Toma Hamid** (PCOI) : Communisme ouvrier et lutte armée en Irak (2004) - **Sous-commandant Marcos** (2002) : Extraits de lettres à l'ETA et au peuple basque

**Comité pour une défense politique de Paolo Persichetti** : Contre l'amnésie collective et sélective, soutenons les réfugiés politiques italiens (2004) - **Temps critiques** : Passé, présent, devenir. Des luttes italiennes des années 1970 aux extraditions d'aujourd'hui : un état d'exception permanent. (2004)

De Fabel van de illegaal (2004-2005) : **Théo van Gogh, Un cinéaste mineur, sexiste, raciste, homophobe, antisémite et réactionnaire - La balle est venue de la droite - Combattre le racisme sans défendre le multiculturalisme - Cheikh Yassin : un « héros » et un « exemple » ? - IS (Pays-Bas) et le nouveau racisme culturel**

Nicolas Dessaux : **Mansoor Hekmat et le communisme-ouvrier (2004) Y.C. : Bref commentaire (2005)** - Nicolas Dessaux : **Mythes et réalités de la résistance irakienne (2004)** - Toma Hamid (PCOI) : **L'extrême gauche, groupe de pression de la « Résistance » irakienne ? (2004)**

Mouvement communiste : **Compétition capitaliste aiguë autour de la répartition de la rente (2005)**

Marie-Cécile Plà : Enfants scolarisés sans-papiers (2005) - Réseau ESF : Jeunes sans papiers scolarisés : l'urgence (2005) - Mouvement communiste : 35 heures, la droite enlève le fard aux lois Aubry (2005) - Y.C. : Lovers et filles des cités (2004) - **Oiseau-Tempête** : Ils attaquent la semaine des quatre jeudis (2005)- Christian Béridel : **La revue *Sciences humaines* et les pratiques capitalistes ! (2005)** - Thomas Lanvin : **La Poste, une entreprise génétiquement modifiée (2005)** Christian Béridel : **A propos de la « journée d'action » du 18 janvier - Christian Béridel : A propos des tracts du Collectif Nada sinon rien (2005) Collectif NADA, sinon Rien (2002-2005) : tracts diffusés à La Poste et à France Telecom**

#### N° 13-14 Europe ? Référendum ? Démocratie ?

##### ANARCHISTES ET DEMOCRATIE PARLEMENTAIRE

**Emile Pouget** : Le muselage universel (1896) **Sébastien Faure** : Electeur, écoute (1919)

**Paraf-Javal** : L'absurdité de la politique (1919) - **Bureau antiparlementaire** : Pour ne pas voter

**Sébastien Faure** : La dictature de la démocratie (1920) - **J. Chazoff** : Démocratie (1934)

**Ariane Miéville** : Sur la démocratie et les élections (2004) - **NEFAC** : Autour de l'idée de contre-pouvoir (2005)

##### MARXISTES ET DEMOCRATIE

**Jean Jaurès** : Les deux méthodes (1900) - **Jules Guesde** : Réponse à Jean Jaurès (1900)

**Paul Lafargue** : Le socialisme et le parlementarisme - **Jules Guesde** : Légalité et Révolution (1907) -

**Anton Pannekoek** : Il y a réformes et réformes (1908)

##### SUR L'EUROPE ET LE REFERENDUM DU 19 MAI 2005

L'appel des 200 et sa critique - **Claude Guillon** : Au nom de quoi ? Anarchisme, abstention et Constitution européenne - **Karim Landais** : Le parti des travailleurs et l'Europe - **Liaisons** : Message à la conférence annuelle de l'Alliance for Workers Liberty - **Martin Thomas** : La campagne du non ne conduira pas à une Europe meilleure - **Mouvement communiste** : La ratification du Traité constitutionnel européen : une affaire qui ne concerne aucunement le prolétariat (mai 2005) Après le référendum - **Martin Thomas** : Notes sommaires sur l'Europe - **Y.C.** : La triste farce de la « victoire du non » - Débat. Lettres de Norbert, Xavier, Alexandre, Michel et *Temps critiques* - **Mouvement communiste** : Premières réflexions sur les résultats du 29 mai (juin 2005) - **Michel** : Voilà, le non est majoritaire. Youpi ! - **Y.C.** : Tsunami politique ou tempête dans un verre d'eau - Déclaration de la rencontre nationale des collectifs unitaires

France – **Nicolas** : Retour sur le mouvement lycéen à Tours 154 - Nicolas : Le mouvement des sans-papiers et demandeurs d'asile à Tours – **Les révoltés du Bounty** : ATTAC, AMD, pour soutenir une SARL, c'est la lutte des places – **Y.C.** : Orly, Roissy, le racisme ordinaire – **Borbala** : Les travailleurs immigrés de l'Europe de l'Est en France : l'exemple polonais

INTERNATIONAL : Pays-Bas, Grande-Bretagne, Pologne

**Eric Krebbers** : Votez pour des expulsions civilisées, votez pour le SP! -Du multiculturalisme à l'assimilation forcée aux Pays-Bas **Harry Westerink** : Syndicats et délation – **Janine Booth** (Alliance for Workers Liberty) : Le sexisme excuse-t-il les différences culturelles? – Trois propositions de questionnaires sur les conditions de travail et les luttes – **Prol Position news** : un nouveau bulletin (en anglais) sur les luttes ouvrières internationales. – **Fédération anarchiste (Pologne)** : Répression contre le mouvement social

## N° 15 – Quand les jeunes dansent avec les loups

– Des agressions contre la manifestation lycéenne du 8 mars aux «émeutes» de novembre 2005 – «Emeutes de novembre» : Quand les jeunes «dansent avec les loups» – Une société de classe impitoyable – Un siècle et demi d'immigration suivi de L' «ascenseur social» ne fonctionne plus – A propos de la police de proximité – Mai 68=Novembre 2005? Du danger de certaines comparaisons hâtives – Pendant les «émeutes», tout baigne pour les «institutionnels»

## Témoignages – Communiqués – Tracts – Analyses – Chronologie

– Sucurs de lepénistes, chauvins antiracistes et gauchistes confus : un débat sans intérêt (Ni patrie ni frontières, avril 2005) – Nouveau lumpenprolétariat et jeunes casseurs (B. Larguèze, F. Goldbronn, et J. Reynes, avril 2005). – Quand Juju (Julien Dray) parle aux jeunes (F. Goldbronn, mai 2005) – Témoignages sur le racisme policier ordinaire en 20004-2005 (Résistons ensemble) – Clichy-sous-Bois : zone de non-droits ou zone d'injustice (témoignage d' A. Germa, 30 novembre) – Clichy-sous-Bois (Lettre de Liaisons, 30 octobre) – Chasse aux jeunes (C. Picquet, *Rouge* 3 novembre) – Emeutes de Clichy-sous-Bois : les jeunes accusent la police (C. Cadasse, *afrik.com*, 30 octobre) – La violence dans les quartiers populaires et ses responsables (Lutte ouvrière, 31 octobre) – Qui sème la colère récolte la colère (Convergences révolutionnaires, 31 octobre) – Où va Sarkozy? (Lettre de Liaisons, 2 novembre) – Violences urbaines ou désespoir, révolution ou autodestruction? (témoignage de Sérénade Chafik) – «On va t'emmener dans un transfo» (témoignage, 5 novembre) – Une semaine de révolte contre l'injustice (Alternative libertaire, 5 novembre) – Dernière minute : Qui a intérêt aux petits incendies partout (Liaisons, 6 novembre) – Témoignage sur la justice expéditive contre les «émeutiers» (Linda, 7 novembre) – Jeunes et habitants des quartiers, ensemble contre le gouvernement (LCR) 7 novembre – Comment lutter contre l'insécurité et la violence en banlieue? (lettre de G.D., 3 novembre) suivi de Lutte ouvrière et la police : la même position depuis... au moins 1977! (Ni patrie ni frontières) – Explosion sociale en France : le gouvernement Villepin décrète l'état d'urgence (Olivier Delbeke, Liaisons, 8 novembre) – Qui sème la désespérance récolte la colère et la violence (Coordination des groupes anarchistes, 9/11) – L'espoir n'est ni dans la violence stérile, ni dans la résignation (Lutte ouvrière, 7 /11) – Y'a le feu.... pour entrer en lutte tous ensemble (Convergences révolutionnaires, 7 novembre) suivi de Oui, démission! De qui? (Convergences révolutionnaires, 7 novembre) – Pas de justice? Pas de paix! (Fédération anarchiste, 10 novembre) – Il n'y a pas de capitalisme à visage humain (No pasaran, 11 novembre) – Communiqué du MIB, 9 novembre – La meute, l'émeute et l'impasse MIB, Diversité, 9 novembre – Vive la révolte des jeunes! (Parti communiste international, 10 novembre) – Jeunes salariés, population des banlieues, solidarité pour l'état d'urgence sociale et démocratique (Débat militant, 10 novembre) – Je tombe des nues!?!? (L'envolée, 13 novembre) – Acteurs, pas casseurs (Cinquième Zone, 13 novembre) – Dans les quartiers, dans les entreprises en lutte : pas de justice, pas de paix (Organisation communiste libertaire, 13 novembre) – Sans un combat résolu

contre la misère, le feu couvrera encore (Convergences révolutionnaires, 14 /11) – Révoltes dans les banlieues : avec les exploités toujours (CNT, 13 novembre) – La sous-France qui est en souffrance vous rappelle à l'ordre républicain (Mimouna Hadjam, Africa 93,15 novembre)– Harcèlements policiers, harcèlements républicains et révoltes (Nathan Tabard, 15 novembre) – Révolte des banlieues. La violence de la jeunesse populaire répond à la violence du capitalisme et de son Etat : il lui faut un programme et un parti révolutionnaires (L. Wolfgang, Groupe CRI, 15 novembre) – Toulouse ; prison ferme pour comparution immédiate (témoignage Mères solidaires, 14 novembre) – Lyon : compte rendu du tribunal de grande instance (extrait d'Infozone) – Comparaisons immédiates des jeunes de banlieue, 10 novembre – Novembre 2005 : il y a urgence ! (C. Guillon, 16 novembre) – Patsy, «Le monde comme il va», émission du 17 /11/2005 – Le film des événements. Chronologie du 27 octobre au 14 novembre (Mouvement communiste) – Pour l'union des révoltés (Sylvestre Jaffard, Avanti, 18 novembre) – Violences urbaines- Etat d'urgence. Banlieues les vraies urgences. (Communiqué commun de 50 organisations, 13 novembre) – La guerre de classe est déclarée. Justice sociale (Alternative libertaire, 16 novembre) – Envolée xénophobe sous prétexte de révoltes banlieusardes (GISTI, 17 novembre) – Non, la France ne brûle pas... encore (Convergences révolutionnaires, 18 novembre) – L'essence de la révolte (Section Cosaques-Jabots de bois, 20 novembre) – Révoltes et chaos dans le capital (Collectif Nada) 1er décembre – Les récentes violences dans les banlieues françaises sont difficilement solubles dans le combat général de classe (Mouvement communiste), 1er décembre – Les véritables incendiaires sont au pouvoir (Indigènes de la République), 9 novembre – «Indigènes, indigénat, indigénisés»? (Ni patrie ni frontières) – Répétition générale (Paul, Combat syndicaliste, CNT-AIT) 1er décembre – De la révolte à la révolution (Marc-Aurèle, Combat syndicaliste, CNT-AIT) 1er décembre– Toulouse à l'heure du couvre-feu (militants CNT-AIT du Mirail) 1er décembre – Trop conscients pour se révolter (Des militants, Combat syndicaliste) 1er décembre – Les fruits amers du communautarisme en Grande-Bretagne, Jim Denham (AWL).

## Publications reçues

*Le prolétaire* (organe bimestriel du Parti communiste international) et *Programme communiste* (revue théorique du même groupe). Programme communiste Correspondance : Éditions Programme, 3 rue Basse-Combalot 69 007 Lyon

*Bulletin de la CNT 2e UR*, lettre d'information de 8 pages. Contact pour la CNT 2<sup>e</sup> UR : 39, rue de la Tour-d'Auvergne 75 009 Paris ou site Internet

*L'Oiseau tempête*, revue de 68 pages. Correspondance : Oiseau-tempête c/o 21, ter rue Voltaire 75011 France. Les anciens numéros sont disponibles sur le site web internetdown.org/oiseautempête..

*Dissidences*, revue d'histoire des mouvements révolutionnaires. Correspondance et abonnements : J.-G. Lanuque Appartement 107, Entrée 3, 13, rue de Malzéville, 54 000 Nancy. E-mail: [jeanguillaume.lanuque@wanadoo.fr](mailto:jeanguillaume.lanuque@wanadoo.fr)

*À contre-temps*.. Correspondance : Fernand Gomez, 55 rue des Prairies, 75 020 Paris.

*Présence marxiste*. Correspondance : René Nazon, 3, rue de l'Arc, 13 001 Marseille..

*Le Combat syndicaliste*, bimestriel de la CNT-AIT avec plusieurs éditions régionales.

Pour le Bureau confédéral de la CNT-AIT contact : Syndicat Interco Hérault – BP 51 142 – 34008 Montpellier cedex 1. Site Web : <http://www.cnt-ait-fr.org>

Contact pour la CNT-AIT de Toulouse et le supplément régional Midi-Pyrénées : *Le Combat Syndicaliste* 7,rue Saint-Rémésy 31 000 Toulouse. Site : <http://cnt-ait.info>.

*A contre-courant syndical et politique* : BP 2123 68060 Mulhouse cedex

*Lettre de liaison du GARAS*, Groupement d'action et de réflexion anarchosyndicaliste : c/à Sarthe Libertaire Maison des associations Salle N° 223 4, rue D'Arcole 72 000 Le Mans

*N'autre École*, bimestriel de la CNT- Éducation. L'abonnement est de 15 € pour 6 n° et l'abonnement de soutien est de 20 €. Commande du premier numéro : 2,5 € Chèque à l'ordre de CNT (mention au dos : revue fédérale), à envoyer à : FTE-CNT 33, rue des Vignoles 75020 Paris

*A trop courber l'échine*, Bulletin acrate c/o STA BP 1021 76171 Rouen Cedex 1 France

*Bilan et perspectives*, BP 45, 13266 Marseille cedex 08 E-mail : [france@ibrp.org](mailto:france@ibrp.org)

*L'internationaliste*, traduction en français du mensuel du groupe italien Lotta comunista. Une lecture fort utile en particulier si l'on cherche des éléments sur les projets stratégiques de l'impérialisme européen., thème peu abordé dans la presse d'extrême gauche sauf sous par le petit bout (politicien) de la lorgnette : les consignes de vote aux référendums et les bagarres d'appareil au sein de la « gauche » à ce propos. Plusieurs livres ont aussi été édités aux Editions Science marxiste notamment **Guido La Barbera** : *La crise du capitalisme d'état* - **Guido La Barbera** : *L'Europe et la guerre* **Arrigo Cervetto** : *La difficile question des temps* - **Arrigo Cervetto** : *Le monde multipolaire* Editions Science marxiste - 242 boulevard Voltaire 75 011 Paris Fax 01 40 09 29 90

## Brochures

**EMMA GOLDMAN ET LA REVOLUTION RUSSE** . – Quatre textes parus dans le n° 1 de *Ni patrie...* (48 p., 4 €).

**DEBAT SUR LA REVOLUTION RUSSE** : trois analyses divergentes par deux marxistes et un anarchiste. **Chris Harman** : «Comment la révolution russe a été vaincue» (1967) ; **Mike Martin** : «Les bolcheviks contre la classe ouvrière» (1980) ; **Loren Goldner** : «Amadeo Bordiga et notre temps» (1988) textes parus dans le n° 1 de *Ni patrie...* (58 p., 4 €)

**VOLTAIRINE DE CLEYRE, MILITANTE ET THEORICIENNE ANARCHISTE- FEMINISTE – RECUEIL N° 1**. Courte biographie + deux textes, l'un sur l'action directe, l'autre sur le mariage . Textes parus dans le n° 2 de *Ni patrie...* (48 p., 4 €)

**NATIONALISME, ANTISEMITISME, ET ALTERMONDIALISME**. 14 Textes inédits en français du groupe libertaire hollandais *De Fabel van de illegaal* (70 p., 4 €)

**FEMMES EN IRAK, EGALITE DES DROITS, LAÏCITE, DROITS DE L'ENFANT ET HIJAB, « ISLAMOPHOBIE »**, 45 p. 3 € (2<sup>e</sup> édition)

### En anglais

**NATIONALISM, ANTI-SEMITISM AND THE ANTI-GLOBALIZATION MOVEMENT**, textes de *De Fabel van de illegaal*. (70 p., 4 €)

**REFUGEES, MIGRANTS AND « ILLEGAL » WORKERS IN THE NETHERLANDS** (textes de *De Fabel van de illegaal*) 64 p., 4 €

**FRANCE: SECULARISM, REPUBLICAN NATIONALISM, MULTICULTURALISM, IMMIGRATION AND ISLAM** (textes de *Ni patrie ni frontières* à propos du débat sur le hijab), 20 p., 2 €

**40 reasons why Tarik Ramadan is a reactionary bigot**, 16 p., 2 €

**European referendum, the sad farce of the no victory in France, The rise of Muslim religion and its negative consequences for the Left**, 26 pages, 2 €

## ABONNEMENT ET CONTACT

un numéro simple de *Ni patrie ni frontières* coûte 7,5 € ; un numéro double 10 €. Si vous souhaitez recevoir les 3 numéros suivants, vous pouvez envoyer un chèque de 23 € à l'ordre de Y. Coleman (pour les 6 numéros suivants 45 €) ou bien la même somme en timbres. Pour collaborer à



notre revue, émettre des critiques ou des propositions : : [yvescoleman@wanadoo.fr](mailto:yvescoleman@wanadoo.fr) ou : Y. Coleman (sans autre mention) 10, rue Jean-Dolent 75014 Paris – Téléphone : 01 45 87 82 11.

Site internet (partagé avec d'autres publications). Tous les numéros de *Ni patrie ni frontières* sont en ligne, souvent avant même la publication, et le site contient des rubriques et des textes qui ne sont pas encore (ou ne seront pas) publiés dans la revue.

<http://www.mondialisme.org>

Cliquez ensuite sur *Ni patrie ni frontières* et sur les différents numéros ou sous-rubriques.

N° ISSN : 1637-3103

**Prix 10 euros**

---

<sup>i</sup> **Conseil d'administration des missions locales**

Toutes les missions locales ont un statut associatif - loi 1901

Le conseil d'administration d'une mission locale ou d'une PAIO comprend généralement quatre collèges, représentés par une ou plusieurs personnes.

- Collège des Collectivités territoriales et de leurs regroupements où sont présents :

des élus des différentes communes composant le territoire couvert par la mission locale ou la Paio, dans certains cas, Conseil Général et/ou Région

- Collège des Services de l'Etat et organismes publics

Préfecture, Inspection Académique, Direction départementale du Travail de l'Emploi et de la Formation professionnelle (DDTEFP), Agence nationale pour l'emploi - (ANPE) - Direction départementale des Affaires sanitaires et sociales (DDASS) Direction départementale de la Jeunesse et des Sports(DDJS) Déléguee départementale aux Droits des Femmes, Institution judiciaire, Direction départementale de l'Equipement (DDE) et quand il y a lieu, d'autres services de l'Etat tels que les chargés de mission RMI ou à la Politique de la Ville.

- Collège des Partenaires économiques et sociaux représentant des organisations syndicales d'employeurs et de salariés, représentants des Chambres Consulaires, Entreprises

Collège des Associations concernées par les problèmes d'insertion des jeunes.

<sup>ii</sup> **Financements**

Pour leur fonctionnement:

de l'Etat (ministère du Travail et de la Solidarité), des Collectivités locales (Communes et regroupement de communes), des Conseils généraux (selon les départements).

Pour les programmes d'actions: formation / emploi / santé / mobilité :

du Conseil Régional, de l'Etat, (affaires sociales, jeunesse et sports, justice) du Fonds social européen, ainsi que divers autres financements.

En ce qui concerne le contrat ville dans ma région: c'est une convention tri-partite entre l'Etat, le Conseil Général et la Communauté de Communes :

Le contrat de ville est un contrat passé entre l'Etat et les collectivités territoriales qui engage chacun des partenaires à mettre en œuvre des actions concrètes et concertées pour améliorer la vie quotidienne des habitants dans les quartiers connaissant des difficultés (chômage, violence, logement) et prévenir les risques d'exclusion sociale et urbaine. Un contrat de ville dure 7 ans, toute la durée d'un plan.

Il associe d'autres partenaires (organismes HLM, sociétés de transport) à ces actions sur lesquelles les habitants doivent être informés et consultés.

Au cours du XII<sup>e</sup> plan (2000-2006), le contrat de ville constituera l'outil unique de la politique de la ville, contrairement à la période précédente où plusieurs procédures contractuelles cohabitaient. Il peut concerner aussi bien des agglomérations que des villes petites et moyennes. Au total, plus de 1 300 quartiers et six millions d'habitants devraient bénéficier des actions menées dans le cadre des contrats de ville de la nouvelle génération.

Ces actions peuvent être mises en œuvre au sein des quartiers eux-mêmes (réhabilitation de logements, entretien d'espaces publics) ou à l'échelle de la commune ou de plusieurs communes associées dans le contrat de ville (insertion et emploi, prévention et sécurité).

Une partie de mon poste est financée par ce plan. Le plan suivant n'a pas encore été signé, l'évaluation du dernier est en cours, l'Etat se dirige vers une prise en compte des seuls quartiers classés ZUS (Zones Urbaines Sensibles), dont le nombre est très limité – 752 en 2005. Le plan s'appellera «contrat urbain de cohésion sociale» ! tout un programme !

<sup>iii</sup> **Éducateur de rue :**

---

C'est d'abord un éducateur spécialisé et il a choisi la rue comme lieu d'exercice de son métier, salaire de début de 1300 à 1500 €

Sa mission

L'éducateur spécialisé travaille auprès d'enfants ou d'adultes rencontrant des difficultés d'ordre physique, mental ou social, dans des foyers d'accueil, des instituts médico-éducatifs, des associations, des centres sociaux, ainsi qu'au sein de la famille d'accueil. Il met en place des projets ou des actions socio-éducatives (sorties, ateliers, activité scolaire, aide à l'insertion).

Sa formation

Le diplôme d'État d'éducateur spécialisé se prépare en trois ans après le bac dans une école agréée. Les DRASS organisent un concours d'accès pour les non-bacheliers. À noter : le DUT carrières sociales, option éducation spécialisée, complété par une année de formation, permet aussi d'obtenir le diplôme d'éducateur spécialisé.

<sup>iv</sup> **Agenda 21**

L'Agenda 21 local est un projet de développement durable, conçu à l'échelle d'un territoire.

<sup>v</sup> **CIVIS**

Le CIVIS est un contrat d'accompagnement conclu avec les missions locales ou les permanences d'accueil, d'information et d'orientation (PAIO). Il a pour objectif d'organiser les actions nécessaires à la réalisation de projets d'insertion dans un emploi durable.

Il comprend :

- un accompagnement personnalisé et régulier pour la construction d'un parcours d'insertion professionnelle, assuré par un conseiller d'une mission locale ou d'une PAIO ;
- pour les jeunes sans qualification, un accompagnement par un référent unique pour toute la durée du contrat avec l'objectif de les orienter prioritairement vers les métiers qui recrutent ;
- le bénéfice du régime général de la Sécurité sociale pendant les périodes où le jeune ne bénéficie d'aucune protection sociale ;
- la possibilité d'un soutien de l'État sous la forme d'une allocation pouvant atteindre 900 euros par an versée pendant les périodes où le jeune majeur ne reçoit aucune rémunération (emploi, formation) ou allocation ;
- si besoin, un accompagnement social destiné à faciliter l'autonomie du jeune et à lever les obstacles à son insertion professionnelle. Des actions d'aide à la maîtrise de l'écriture et de la lecture peuvent également être proposées.

Le CIVIS peut être précédé d'une période d'orientation de trois mois au cours de laquelle est élaboré le projet d'insertion du jeune.

Un fonds spécifique (Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Jeunes) peut apporter une aide financière aux jeunes majeurs, si tant est qu'ils se montrent actifs dans leur parcours d'insertion. Les jeunes mineurs peuvent bénéficier de chèques pour l'alimentation, l'hygiène, les vêtements...

**Le CIVIS vu par le collectif RTO (Résistance au Travail Obligatoire)**

« En résumé : le CIVIS, c'est beaucoup de devoirs et peu de droits. Quelques conseils pour en tirer le maximum :

«- n'hésitez pas à vous battre pour vos projets à vous : vous avez envie de faire tel boulot et pas tel autre, vous visez une formation spécifique, faites part de votre détermination à votre référent;

«- n'hésitez pas à exiger des contreparties à vos démarches d'insertion professionnelles : le référent veut vous faire bosser, qu'il vous donne déjà un endroit où dormir, du fric pour vous habiller et vous déplacer

«Si ce que vous obtiendrez et ce qu'on vous imposera dépend beaucoup du référent, si celui-ci est un esclavagiste ou un fou furieux des rendez-vous chaque semaine, ne restez pas seuls : vous avez le droit d'être accompagné dans chacune de vos démarches par qui bon vous semble.

«Et puis parce que certains ne comprennent que le rapport de forces, nous pouvons ensemble organiser des actions collectives pour obliger la mission locale à respecter vos droits et vos projets !»

<sup>vi</sup> **CNE**

---

Quelques témoignages de personnes licenciées à la mode CNE :

[http://www.legrandsoir.info/article.php3?id\\_article=3136](http://www.legrandsoir.info/article.php3?id_article=3136)

A ce jour, mi-juin, il a été reconnu que seulement 10 % des CNE signés concernaient des nouveaux emplois. Ce qui veut dire que 90 % ont été une aubaine pour les employeurs et une précarisation un peu plus grande des salariés. 1 salarié sur 3 environ a été licencié dans les 6 premiers mois. Or la Convention 158 de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) impose l'existence d'une procédure contradictoire préalable au licenciement, d'un motif valable de licenciement et d'un recours effectif devant les juridictions pour contrôler l'existence de ce motif valable; Cette convention a été ratifiée par la France, si bien que le Code du Travail prévoit toujours qu'un licenciement doit avoir des causes réelles et sérieuses. Ainsi, les salariés licenciés, portant leur affaire devant les Prud'hommes gagnent.

<sup>vii</sup> **PACTE** : Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et d'État)

... recrutement dans les corps et cadres d'emploi de catégorie C des trois fonctions publiques a été mis en place : le PACTE (Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et d'État). Le PACTE, ouvert aux jeunes gens de 16 à moins de 26 ans, est un contrat de droit public d'une durée d'un an minimum à deux ans maximum alternant formation et stage et permettant d'intégrer la fonction publique en qualité de fonctionnaire titulaire à l'issue d'une vérification d'aptitude.

<sup>viii</sup> **Projet de loi sur la prévention de la délinquance**

Suite au rapport Benisti, le ministre de l'intérieur veut soumettre au parlement un projet visant non pas à «prévenir» mais à «réprimer». Personne ne connaît à l'heure actuelle le projet définitif. On peut en trouver une version en PDF, sans doute pas la définitive, sur le site du syndicat des éducateurs et travailleurs sociaux.

<sup>ix</sup> **La loi CESEDA : Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile**

Cette loi restreint d'une manière drastique le droit d'entrée des étrangers (hors UE), sauf pour les professions où la main d'œuvre manque (immigration choisie) et le droit au séjour de ceux qui sont déjà entrés, déboutés de leur demande de rester sur le territoire français, donc «sans papiers» ou qui le sont devenus après un refus de renouvellement ou simplement après la perte ou le vol de leur titre de séjour. Les familles peuvent être séparées, les enfants scolarisés arrachés de leur école : voir le site du Réseau d'Education Sans Frontières, le blog de Maître Eolas et le site du Collectif contre une immigration jetable.

<sup>x</sup> **Dans quel cadre l'ANPE adresse des jeunes à la mission locale.**

Les missions locales font partie du SPE (Service Public de l'Emploi). A ce titre, une convention a été passée entre les deux structures pour que les conseillers reçoivent les jeunes qui ont signé le PAPND (Plan d'Action Personnalisé pour un Nouveau Départ). L'ANPE fournit une liste de jeunes à convoquer pour un entretien, faire le point sur leur situation, etc. L'ANPE rémunère les missions locales pour cette «prestation». Rebelote 6 mois après, si le jeune n'a pas trouvé d'emploi entre temps. Le PAPND va certainement changer de forme, puisque avec la Loi sur l'Égalité des Chances (?) le suivi des demandeurs d'emploi sera mensuel.

<sup>xi</sup> **FAJ** : Fonds d'Aide aux Jeunes **FAJU** : Fonds d'Aide aux Jeunes Urgence

Une somme d'argent est allouée par le Conseil Général à chaque circonscription territoriale pour les actions sociales. Les assistants sociaux ou les conseillers de mission locale peuvent soutenir une demande d'aide exprimée par des jeunes majeurs (+ 18 ans) en difficultés, sur le plan alimentaire, médical ou para-médical (lunettes, par exemple) ou autres.

Pour le FAJ, sont pris en compte tous les revenus, les impôts et toutes les factures de tous les membres de la famille vivant sous le même toit, pour établir ce qui reste par personne en vue d'accéder ou non à la demande.

Une commission se tient tous les mois, composée du directeur du Territoire représentant le Conseil Général et un représentant des missions locales.

---

Pour l'aide d'urgence, un maximum de 150 € peut être débloqué en moins de 48 heures par le directeur du Territoire d'action sociale ou son adjoint, sur présentation d'une requête motivée. C'est ce fonds qui est à sec en ce moment et pour lequel on attend une rallonge.

Le nombre de «bénéficiaires» du RMI a explosé, alors que l'Etat s'est basé sur les chiffres de l'an dernier pour verser aux conseils généraux les sommes nécessaires au paiement du RMI. Le Conseil Général compense, mais c'est autant d'argent qui manque pour d'autres domaines.

Depuis l'avènement du CIVIS (cf note n° 5), le Conseil Général refuse toute aide aux jeunes non diplômés, disant que c'est du ressort de l'Etat et qu'ils doivent signer un contrat CIVIS.

Les jeunes mineurs de 16 à 18 ans n'ont pas accès au FAJ, mais ils peuvent être dépannés par le Fonds pour l'Insertion professionnelle des Jeunes sous forme de bons d'achats, s'ils ont signé un CIVIS.

<sup>xii</sup> **les salles blanches :**

définition de Wikipedia:

«Une salle blanche est une pièce ou une série de pièces où la concentration particulaire est maîtrisée afin de minimiser l'introduction, la génération, la rétention de particules à l'intérieur. Les paramètres tels que la température, l'humidité et la pression relative sont également maintenus à un niveau précis... Les salles blanches sont utilisées dans les domaines sensibles aux contaminations environnementales: pour les procédés de fabrication des dispositifs à semi-conducteurs, les biotechnologies et d'autres domaines de la biologie, la construction d'engins spatiaux, la construction d'optique ou de micro-mécanismes, dans les hôpitaux pour les bloc opératoires ou de bactériologie.

Dans ces domaines, les objets manipulés ont des tailles de l'ordre du micromètre ou du nanomètre et les particules présentes dans l'air non purifié peuvent être bien plus grosses et se fixer dessus. D'autre part, les expériences chimiques ou bactériologiques effectuées peuvent être dangereuses pour l'homme ou l'environnement. Ces travaux sont susceptibles d'être sensibles aux variations de pression, de température, d'humidité ou à la présence de gaz ou vapeurs chimiques. L'éclairage peut être également contrôlé pour les opérations sensibles aux ultra-violets comme la photolithographie, aux infrarouges ou certaines fréquences du spectre lumineux pour l'optique.»

<sup>xiii</sup> **point écoute :**

Au départ, structure créée pour agir auprès de toxicomanes, elle a élargi son champ d'intervention à tout public se sentant en rupture et ayant franchi le pas pour venir parler à un psychologue qui l'orientera ou pas vers une structure adaptée, le point écoute n'étant pas un lieu de soin.

«Les points écoute se présentent comme des outils susceptibles de pallier les difficultés rencontrées par les autres modes d'action à toucher une population jeune, susceptible de s'engager dans des consommations de psychotropes, et qui ne se reconnaissent pas ou peu dans les dispositifs destinés aux usagers de drogues, et moins encore dans les filières de prise en charge de la souffrance psychique. La nécessité d'intervenir auprès de ce public part de la constatation qu'une frange importante de jeunes vivant des tensions importantes dans leur quotidien n'avaient pas été touchée, ou de manière superficielle, par les dispositifs existants. Alors que des expérimentations s'étaient développées en direction des usagers de drogues, compte tenu de l'importance des contaminations par le VIH parmi cette population, la prévention primaire de proximité à destination d'un public plus jeune restait vierge de toute intervention.

Agir auprès de cette population supposait de développer des outils et des méthodes d'action appropriées à rétablir le contact et à construire des relations qui puissent servir de support à l'engagement d'actions préventives»

Elisabeth Jacob in «Les points écoute : outils de prévention de proximité », article paru dans la revue MANA